

BIBLIOTHECA VALLESIANA

11

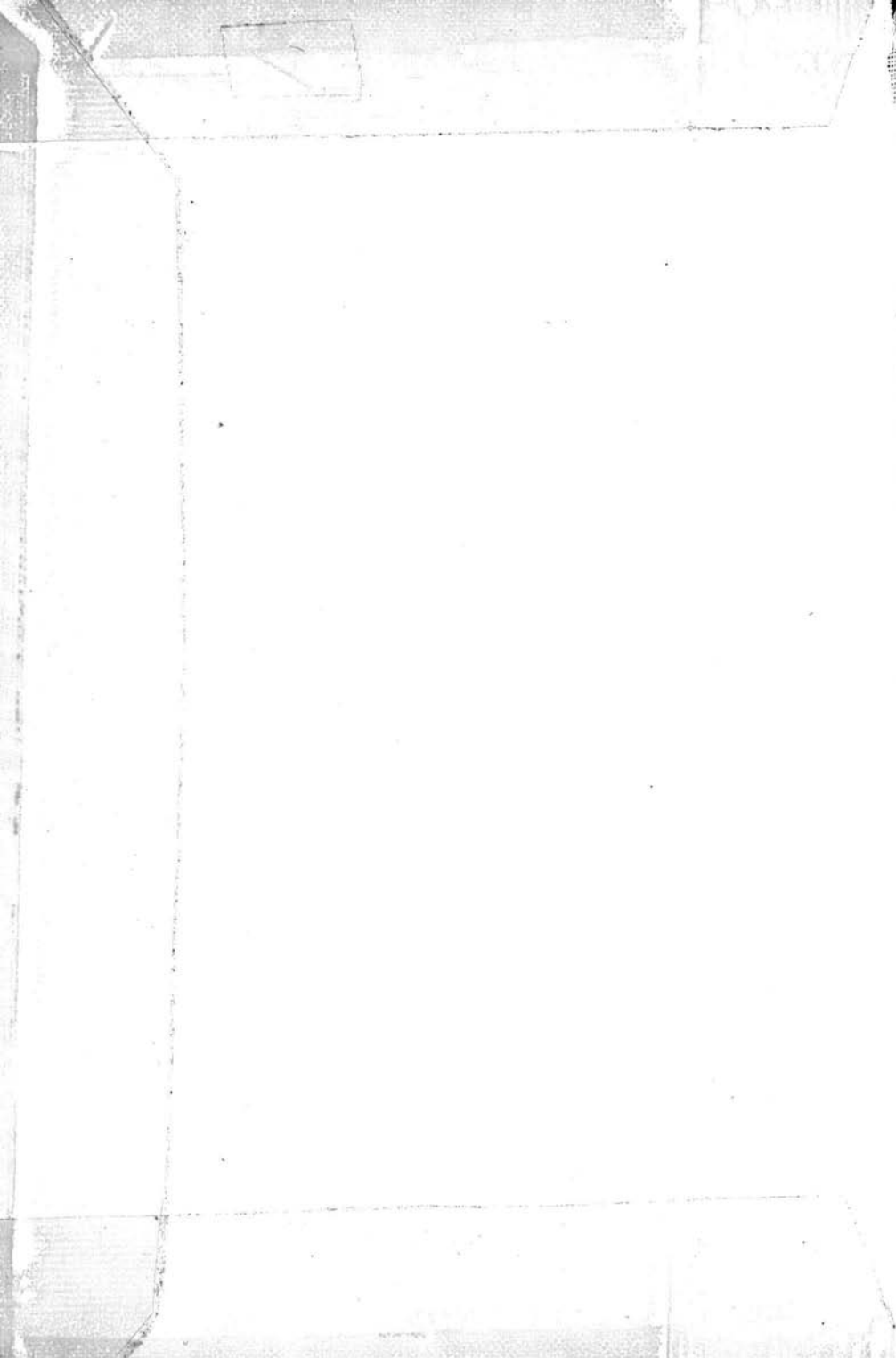
PIERRE DEVANTHEY

Docteur ès lettres
professeur à l'Ecole normale de Sion

La Révolution bas-valaisanne de 1790

1972

Imprimerie Pillet Martigny
Diffusion : Payot, Lausanne

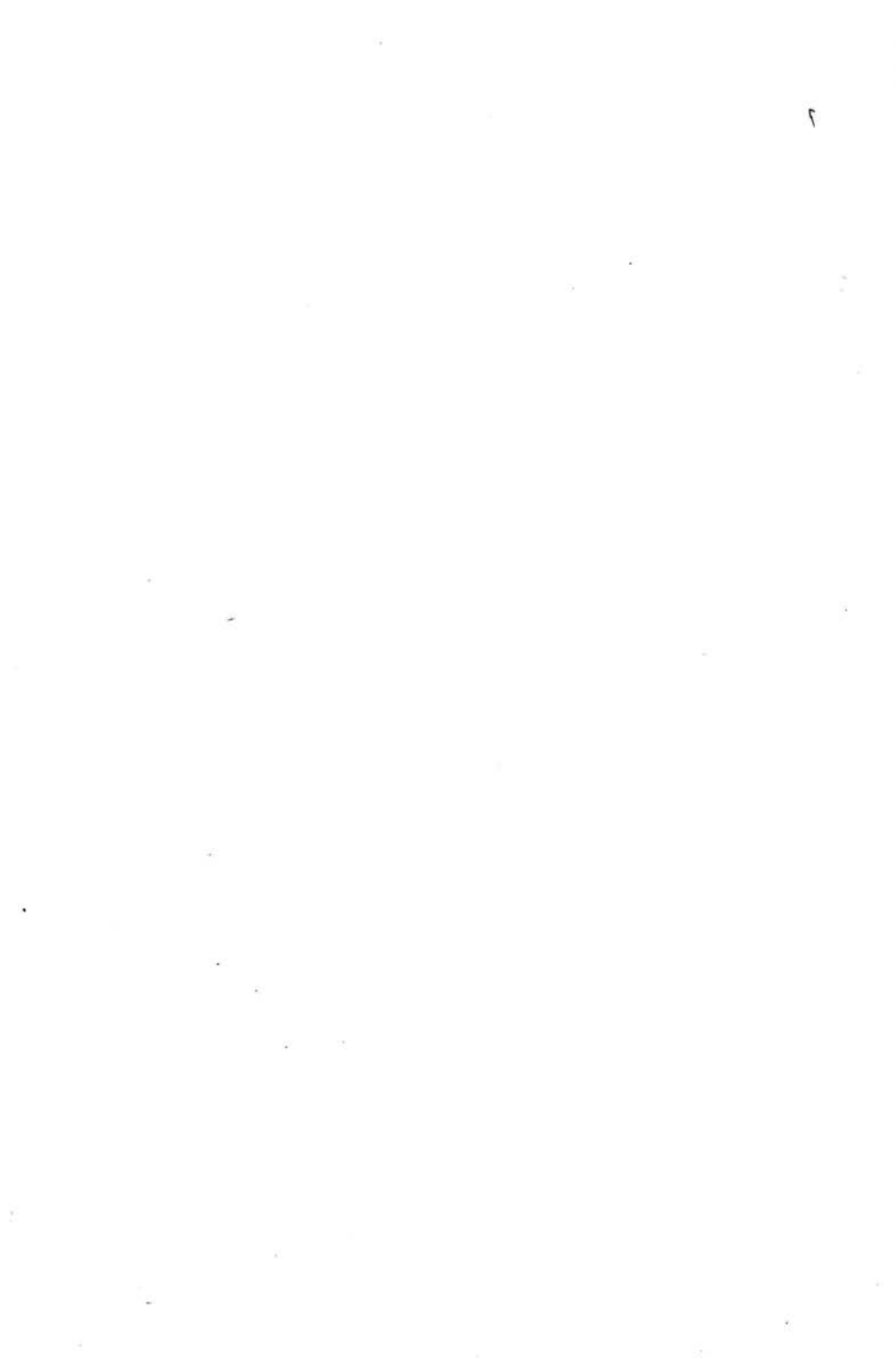


Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010001841

N 696/11



BIBLIOTHECA VALLESIANA

11

BIBLIOTHECA VALLESIANA

11

PIERRE DEVANTHEY

Docteur ès lettres
professeur à l'Ecole normale de Sion

La Révolution bas-valaisanne de 1790

1972

Imprimerie Pillet Martigny

Diffusion : Payot, Lausanne

N 696/44



73/358

Ouvrage publié avec l'appui de la Société de Marie et des amis de la
« Bibliotheca Vallesiana »

Avant-propos

Le dix-huitième siècle finissant, qui a marqué pour la France voisine un tournant décisif de sa politique et de son histoire, fut pour la Suisse également une période particulièrement agitée. C'est à ce moment que s'opère un bouleversement profond dans le pays : renversement de l'ancien régime et affranchissement des sujets dans la plupart des cantons, chute de l'ancienne Confédération remplacée par la « République helvétique une et indivisible », proclamation d'une nouvelle constitution...

Le Valais, lui aussi, qui avait pourtant passé dans une paix profonde les cent cinquante années précédentes (depuis environ l'établissement de la démocratie que les patriotes substituèrent au système gouvernemental des comtes-évêques), connut à ce moment plusieurs soubresauts qui vont en fin de compte amener son unification d'abord, puis sa réunion à la Suisse.

C'est à étudier un de ces soubresauts, celui de 1790, qu'est consacré cet ouvrage.

Les derniers mois de cette année-là ont été marqués dans le Bas-Valais par une révolution de courte durée sans doute (trois mois environ), mais si mémorable que la plupart des historiens ou chroniqueurs de chez nous, et en tout cas tous ceux du Valais, l'ont retenue et signalée dans leurs ouvrages : soit que, comme le notaire Gabriel Guerraty, ils en aient reconstitué l'un ou l'autre épisode caractéristique, les émeutes des premiers jours notamment ; soit qu'ils aient mis en évidence le rôle joué par quelque personnage influent, le Gros-Bellet, par exemple, ou Charles-Emmanuel de Rivaz, ou Pierre Guillot... ; soit que, à l'instar de l'abbé Clément entre autres, ils en aient de plus signalé brièvement quelques-unes des causes essentielles ; soit qu'enfin (c'est le cas, en particulier, de Grenat et de Tamini), ils l'aient résumée ou en aient donné une sommaire vue d'ensemble.

Il n'est pas jusqu'aux manuels scolaires qui, aujourd'hui encore, n'évoquent le souvenir de cet événement à l'intention des jeunes écoliers valaisans, un souvenir limité, il est vrai, au seul fait de l'expulsion du gouverneur de Monthey et quasi au seul personnage qui en fut le héros et le principal instigateur, à savoir Pierre-Maurice Rey-Bellet, plus connu sous le nom de Gros-Bellet, personnage hors série à la vérité, et que notre imagination enfantine grandissait encore.

L'histoire de cette révolution nous semblait ainsi, à première vue, comme un champ abondamment exploité, et donc dénué d'intérêt.

A la réflexion cependant et après un examen des principaux documents, il nous apparut bientôt que l'on avait peut-être par trop simplifié, schématisé la question en la réduisant le plus souvent au seul récit des émeutes, et qu'en tout état de cause on n'avait fait qu'effleurer les vraies raisons qui les avaient déterminées, comme aussi toute l'activité politique intense qui les suivit.

Sans vouloir diminuer l'apport réel et précieux des études déjà parues, il faut bien reconnaître, en effet, ou qu'il leur manquait le recul suffisant pour bénéficier de toutes les sources d'information nécessaires et juger des événements dans leur ensemble, ou qu'elles se sont bornées à ne présenter qu'un aspect fragmentaire de la question. De plus, trop souvent, leurs auteurs se sont contentés de se copier les uns les autres, sans vérifier leurs assertions, c'est-à-dire sans se reporter aux documents originaux. Aucun enfin, à notre connaissance (C. Morell excepté, qui a travaillé d'après les Actes du Conseil secret et les Manuaux de Berne), ne s'est attaché à un examen systématique des sources, lesquelles ne sont ni décrites ni toujours très précises. Bref, aucune étude exhaustive et scientifique de cette révolution n'a encore été entreprise.

Nous avons voulu tenter de combler cette double lacune. A cet effet, nous avons d'abord repris méthodiquement les nombreux documents originaux, la plupart encore inédits, relatifs à cette affaire et notamment les très riches et volumineux dossiers du fonds de Rivaz, constitués par Charles-Emmanuel de Rivaz, dont plusieurs pièces, et entre autres celles qui constituent l'important fascicule 10 du carton 70, « ont appartenu au grand bailli Sigristen ». On peut aussi mentionner spécialement la « Relation... succincte » et inédite de l'émeute du 8 septembre, rédigée par le notaire Gabriel Guerraty « d'après les renseignements... recueillis chez Pierre-Maurice Rey-Bellet et Jean-Claude Durier », c'est-à-dire auprès des « principaux acteurs de cet événement et sous leur dictée ».

L'analyse détaillée de l'abondante mine de renseignements ainsi recueillis a fait alors apparaître le plan d'ensemble de la présente étude, que nous avons divisée en quatre parties.

Dans la première, nous avons fait le récit circonstancié des événements qui se sont déroulés depuis le déclenchement de l'émeute, le 8 septembre 1790, jusqu'à son dénouement, en diète de décembre de la même année.

Puis, dans les deux parties suivantes, à la suite des Bas-Valaisans eux-mêmes, nous nous sommes tour à tour penché sur le passé pour dégager et déterminer les diverses causes de toute cette violente agitation, et tourné vers l'avenir pour mettre en évidence les buts qu'elle recherchait, c'est-à-dire les revendications précises qu'elle voulait faire valoir. Enfin, dans une dernière partie, nous avons essayé de caractériser l'attitude des principaux partenaires ou acteurs du drame, attitude multiforme au gré de l'évolution de la situation.

Une brève conclusion essaiera d'établir un parallèle entre cette petite révolution valaisanne et, d'une part, la Révolution française, dont elle n'est qu'un faible mais prompt écho, et, d'autre part, la conjuration des Crochets de 1791.

* * *

Nous avons tenu à nous effacer le plus possible pour laisser « parler » les textes, c'est-à-dire les auteurs mêmes de la révolution ou leurs antagonistes. C'est pourquoi nous avons très souvent étayé nos affirmations de citations adéquates, nous contentant de moderniser l'orthographe et d'apporter, au besoin, à l'aide de crochets carrés, quelques précisions utiles pour le lecteur et concernant surtout l'identité des personnages cités.

* * *

Dans notre bibliographie ne figurent pas les ouvrages auxquels nous ne nous reportons qu'une ou deux fois ; on en trouvera la référence en note. C'est le cas aussi de l'une ou l'autre copie de documents publiés en annexe et dont nous avons donné la référence après le document cité.

* * *

Nous avons identifié autant que possible les noms de lieux et de personnes dans les index correspondants.

* * *

Parmi les précieux et bienveillants concours qui ont permis à cet ouvrage de voir le jour, il m'est agréable de relever en particulier et avant tout le nom de MM. les professeurs André Donnet et Louis Junod, de la Faculté des Lettres de l'Université de Lausanne, qui ont bien voulu patronner notre thèse.

Guide compétent et sûr, servi par une longue expérience, M. Donnet eut à cœur, non seulement de suivre avec attention et intérêt nos efforts, mais de les seconder puissamment, en nous prodiguant généreusement ses

conseils judicieux et ses encouragements. Il a en outre accueilli notre ouvrage dans la collection « Bibliotheca Vallesiana » qu'il a fondée et dont il assume la direction.

Nous avons bénéficié de l'obligeance de M. le professeur Junod, qui a si complaisamment mis à notre disposition les copies qu'il a fait faire des Manuaux et des Actes du Conseil secret de Berne, et qui s'est toujours montré pour nous si accueillant et si compréhensif, allant même jusqu'à prendre les devants et à nous tendre une main secourable, quand M. Donnet, atteint par la maladie, n'était momentanément plus à même de nous guider sur place dans notre travail.

Qu'ils veuillent tous deux trouver ici l'expression de notre profonde gratitude.

Nous leur associons M. Léo Biollaz, inspecteur de la Province marianiste de Suisse, qui fut un peu le promoteur de cette thèse et qui, en tout cas, a contribué à son élaboration, en nous fournissant la possibilité matérielle de l'entreprendre et en nous entourant de son appui amical.

Merci également à MM. Grégoire Ghika, archiviste cantonal, Jean-Marc Biner, archiviste, à Sion, Jean-Jacques Luyet, bibliothécaire, ainsi qu'à tout le personnel de la Bibliothèque et des Archives cantonales du Valais, qui ont grandement facilité nos recherches par leur extrême serviabilité. M. Biner s'est chargé de plus, avec le talent qu'on lui connaît, d'une partie des reproductions photographiques qui illustrent ce volume.

Notre reconnaissance va aussi à M. Raphaël Vuilloud, notre beau-frère, qui, tout en nous aidant avec un généreux dévouement à collationner le texte original, a pris la peine de le contrôler minutieusement, appliquant à cet effet un esprit toujours en éveil et un œil particulièrement perspicace.

Nous englobons dans cette reconnaissance les membres de sa famille, ainsi que MM. les abbés Louis Boucard et Joseph Fournier, et MM. Georges Beck et Charles Berset, nos confrères, qui, à des titres divers, nous ont été d'un grand secours tant par leur collaboration effective que par leurs encouragements.

Merci enfin à tous ceux qui, de près ou de loin, ont soutenu nos efforts par leur aide sympathique ou leur bienveillante attention.

P. D.

Sources et bibliographie

Abréviations

ABS	Archives de la Bourgeoisie de Sion (AV)
ACS	Berne, Actes du Conseil secret (copies de Lausanne)
AE	Sion, Archives de l'Evêché
AV	Sion, Archives cantonales
BAE	Berne, Archives d'Etat
DMB	Deutsch Missiven Buch (BAE)
GRM	Geheimen Raths Manual (BAE)
Mo	Monthey, Archives communales
Rz	Fonds de Rivaz (AV)
TA	Fonds Tamini (AV)
or. a.	original autographe
s. d.	sans date
<i>Ann. Val.</i>	<i>Annales valaisannes</i> , bulletin de la Société d'Histoire du Valais romand

I. SOURCES MANUSCRITES

(avec abréviations)

Berne, Archives d'Etat (= BAE)

1. Geheimen Raths Manual (= GRM)

BAE, GRM, vol. VIII, pp. 10-11 : billet de l'Etat de Berne au colonel et ancien bailli Emmanuel-Frédéric Fischer, 13 octobre 1790.

2. Deutsch Missiven Buch (= DMB)

BAE, DMB, n° 99, pp. 452-453 : lettre de l'Etat de Berne adressée aux Etats confédérés, à l'abbé et à la ville de Saint-Gall, à Bienne, Neuchâtel et Genève, 14 septembre 1790.

— pp. 466-468 : lettre de l'Etat de Berne à l'Etat du Valais, 27 septembre 1790.

— pp. 524-526 : lettre de l'Etat de Berne à l'Etat du Valais, 28 octobre 1790.

— p. 526 : lettre du Conseil secret de Berne à Fischer, 28 octobre 1790.

— pp. 527-528 : lettre de l'Etat de Berne aux Etats confédérés : Zurich, Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald, Zoug, Glaris, Fribourg et Soleure, 28 octobre 1790.

— p. 533 : lettre de l'Etat de Berne à l'Etat du Valais, 30 octobre 1790.

BAE, DMB, n° 100, pp. 36-37 : lettre de l'Etat de Berne au canton de Schwyz, 3 décembre 1790.

— p. 37 : lettre de l'Etat de Berne aux cantons alliés du Valais : Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald, Zoug, Fribourg et Soleure, 4 décembre 1790.

— pp. 40-41 : lettre de l'Etat de Berne aux mêmes, 15 décembre 1790.

— p. 42 : lettre de l'Etat de Berne à l'Etat du Valais, 15 décembre 1790.

— pp. 70-71 : lettre des cantons alliés à l'Etat du Valais, 26 janvier 1791.

Lausanne, Archives cantonales :

Copie de pièces des *Akten des Geheimen Raths*,
sous le titre *Actes du Conseil secret* de Berne (= ACS)

a. Vol. XIII, 186 pièces, pp. 1-166.

- pièce 7 : lettre en français (l. fr.) de Jean Escher, inspecteur du pont de Saint-Maurice à Nicolas de Diesbach, bailli d'Aigle, 23 août 1790, pp. 5-6.
- pièce 8 : l. fr. de Bernard Dallèves, gouverneur de Saint-Maurice, au bailli d'Aigle, 23 août 1790, p. 6.
- pièce 10 : lettres en allemand (l. all.) du Conseil secret aux baillis d'Aigle, de Vevey et du Gessenay, et aux cantons de Zurich, Lucerne, Fribourg et Soleure, 11 septembre 1790, pp. 7-8.
- pièce 13 : l. fr. de Charles-Emmanuel de Watteville, bailli de Vevey, à Nicolas-Frédéric de Steiger, avoyer de Berne, 11 septembre 1790, pp. 10-11.
- pièce 14 : l. all. du bailli de Vevey au Conseil secret, 11 septembre 1790, pp. 11-12.
- pièce 15 : l. all. du Conseil secret au bailli d'Aigle et à Fischer, 12 septembre 1790, pp. 12-13.
- pièce 20 : l. all. du Conseil secret aux cantons confédérés, à Saint-Gall, Bienne et Neuchâtel, 14 septembre 1790, p. 15.
- pièce 41 : l. all. du bailli de Vevey au Conseil secret, 15 septembre 1790, p. 27.
- pièce 47 : l. all. de Fischer au Conseil secret, 17 septembre 1790, pp. 31-33.
- pièce 51 : l. all. de l'Etat du Valais à l'Etat de Berne, 19 septembre 1790, pp. 36-37.
- pièce 51 a : l. all. du même au même, 23 septembre 1790, pp. 37-38.
- pièce 56 : l. all. de Berne au Valais, 27 septembre 1790, pp. 42-43.
- pièce 66 : l. all. du bailli d'Aigle au Conseil secret, 30 septembre 1790, pp. 50-51.
- pièce 68 : l. all. de l'Etat du Valais à l'Etat de Berne, 27 septembre 1790, pp. 52-53.
- pièce 69 : l. all. de Berne au Valais, 2 octobre 1790, p. 53.
- pièce 79 : l. all. du Valais à Berne, 7 octobre 1790, p. 61.
- pièce 80 : l. all. de Berne au Valais, 11 octobre 1790, p. 62.
- pièce 81 : l. all. du Conseil secret à Fischer, 11 octobre 1790, p. 62.
- pièce 88 : l. all. du Valais à Fribourg, 11 octobre 1790, pp. 66-67.
- pièce 97 : l. all. de Fischer au Conseil secret, 22 octobre 1790, pp. 74-75.
- pièce 98 : l. fr. du Bas-Valais au grand bailli Sigristen, 22 octobre 1790, pp. 75-76. Voir Annexe V, pp. 421-422.
- pièce 100 : l. all. de Fischer au Conseil secret, 29 octobre 1790, p. 78.

- pièce 101 : l. fr. de Devantéry à Sigristen, 28 octobre 1790, pp. 78-79. Voir Annexe VI, pp. 422-424.
 - pièce 102 : adresse des députés de Saint-Maurice à Fischer, 27 octobre 1790, pp. 79-80.
 - pièce 104 : l. all. de Fischer au Conseil secret, 27 octobre 1790, pp. 83-84.
 - pièce 105 : l. all. du Valais à Berne, 18 octobre 1790, pp. 84-86.
 - pièce 107 : les sujets bas-valaisans demandent au souverain la suppression des gouverneurs, s. d., pp. 87-88.
 - pièce 116 : verbal en allemand de l'entretien de Jean-Joseph Julier et Gaspard-Eugène Stockalper avec le Conseil secret, 29 et 30 octobre 1790, pp. 100-101.
 - pièce 117 : l. all. de Berne au Valais, 30 octobre 1790, pp. 101-102.
 - pièce 137 : l. all. du Valais à Berne, 18 octobre 1790, pp. 118-120.
 - pièce 139 : l. all. de Zurich au Valais, 3 novembre 1790, pp. 120-121.
 - pièce 140 : l. all. de Uri à Berne, 6 novembre 1790, p. 121.
 - pièce 142 : l. all. de Fischer au Conseil secret, 8 novembre 1790, pp. 122-123.
 - pièce 166 : l. all. de Schwyz à Berne, 15 novembre 1790, p. 153.
 - pièce 174 : l. all. du Valais à Berne, 29 novembre 1790, pp. 158-159.
 - pièce 175 : l. all. de Berne à Zurich, Glaris, Bâle, Schaffhouse et Appenzell, 4 décembre 1790, p. 159.
 - pièce 185 : l. all. du Valais à Berne, 6 décembre 1790, pp. 165-166.
- b. Vol. XXI, 162 pièces, pp. 1-120.
- pièce 17 : l. all. de Berne et des sept cantons catholiques au Valais, 26 janvier 1791, pp. 11-12.

Monthey, Archives communales (= Mo)

- a. Mo, D : Documents relatifs aux communes, bourgeoisies, confréries, hôpitaux, etc.
- n° 945 bis : comptes des dépenses avancées aux gouverneurs de Monthey par le syndic Domenjoz, 12 novembre 1790, 3 fol. (17×22,5 cm).
 - n° 949 : supplique des communes du gouvernement de Monthey à LL. EE. de l'Etat du Valais, 20 mai 1791, 3 fol. (20,5×33,5 cm).
- b. Mo, F : Militaire, requêtes, ordonnances, élections, règlements, lois, etc.
- n° 45 : extrait du protocole de l'assemblée générale de la bourgeoisie de Monthey, qui a discuté sur l'élection du châtelain, le for de première instance au civil, les causes fiscales et criminelles, la nomination du lieutenant gouvernal et du fiscal, etc., 2 octobre 1790, 1 fol. (16,5×20,5 cm).

- n° 45 bis : extrait du protocole de l'assemblée de Sierre au sujet de l'insurrection du Bas-Valais, ordonnant le dépôt des armes, etc., 6 novembre 1790, 1 fol. (17×21 cm).
- c. Mo, G : Protocoles divers.
- n° 69 : protocole du conseil du gouvernement de Monthey, qui a délibéré sur le mode de nomination des assesseurs, la garde à la porte du Sex, les patrouilles de police, 28 janvier 1791, 2 fol. (17,5×21,5 cm).
- n° 70 : procès-verbal du conseil des communes du gouvernement de Monthey, où l'on a discuté sur la nomination des assesseurs, sur les patrouilles ; nommé la garde de la porte du Sex, le lieutenant et secrétaire gouvernal, 28 janvier 1791, 2 fol. (17×21 cm).
- n° 71 : « Compte du gouvernement de Monthey rendu devant noble Jean Devantéry, capitaine général, et les châtelains et préposés des communes dudit gouvernement assemblés chez Pierre Guillot, à Monthey, ce 10^e février 1791 pour ce qui regarde les frais et voyages faits au sujet des représentations auprès du souverain depuis le 8^e septembre dernier » (pp. 1-5) ; « compte rendu entre les communes de Val-d'Illiez, Troistorrents et Monthey et Collombey et Muraz, rendu en présence des mêmes que devant, ce 11^e février 1791, au sujet du voyage fait le 10 novembre 1790 pour aller à Sierre » (pp. 6-7) ; « compte rendu de la Bagarre chez l'officier [Pierre] Guillot, le 10 février 1791... » (p. 8) ; « compte rendu, le 11 février 1792, pour les quatre communautés... » (p. 8), 5 fol. (17,5×23 cm).

Monthey, Vieux-Monthey

Archives du Vieux-Monthey (inventaire en cours)

Saint-Maurice, Archives de l'Abbaye

Guerraty, *Relation...* : Gabriel Guerraty, *Relation abrégée et succincte sur la révolution appelée la Bagarre, arrivée à Monthey, le 8 septembre 1790, rédigée par moi Gabriel Guerraty, d'après les renseignements que j'ai recueillis chez Pierre-Maurice Rey-Bellet [dit le Gros-Bellet] et Jean-Claude Durier, du Val-d'Illiez, principaux acteurs dans cet événement, et sous leur dictée.*

Cette *Relation...* est tirée d'un manuscrit non coté conservé aux Archives de l'Abbaye de Saint-Maurice, cahier (18× 23,5 cm) de 218 pages que nous avons chiffrées et dont plusieurs (une soixantaine) sont en blanc.

Ce manuscrit est intitulé *Précis historique de la révolution connue sous le nom de Bagarre, arrivée à Monthey, et l'expulsion du gouverneur Hiltelprand Schiner, le 8 septembre 1790.*

Il comprend trois textes distincts :

1. une copie d'un manuscrit de Clément, accompagnée de commentaires variés (pp. 1-134) : voir Guerraty, *Gloses...* ;
2. un bref tableau du « complot de l'an 1791 » (pp. 145-151), tableau à peine esquissé, qui d'ailleurs s'interrompt brusquement, laissant la dernière page en suspens ;
3. la *Relation...* (pp. 193-212) mentionnée ci-dessus. Elle n'est malheureusement pas datée. Mais d'après le contexte (voir p. 198), il est question d'Augustini « actuellement octogénaire » ; elle se situerait donc vers l'année 1822. - On la trouvera en Annexe I, pp. 406-416.

Sion, Archives cantonales (= AV)

1. Archives de la Bourgeoisie de Sion (= ABS)

ABS, tir. 8 : Guerre.

- n° 112 : « Projet de la composition de l'armée du Haut-Valais qui doit marcher contre les sujets rebelles du Bas-Valais, approuvé par LL. EE. de l'Etat du Valais, le 23 octobre 1790 », 2 fol. (21,5 × 35,5 cm).

ABS, tir. 85 : Gouvernement de Monthey.

- n° 39 : copie de la supplique du 19 septembre 1790 des gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice pour être libérés des gouverneurs et réponse de la diète extraordinaire, datée du 21 septembre 1790, 2 fol. (21,5 × 35,5 cm).

ABS, tir. 91 : Documents historiques.

- n° 13 : « Relation des objets qui ont été proposés à la haute souveraine commission assemblée à Sion, du 30 septembre au 6 octobre inclusivement », 1 cahier de 4 fol. (20 × 33 cm).

ABS, tir. 136 : Conseil du dizain de Sion.

- n° 19 : protocoles de séances du conseil du dizain de Sion, du 2 décembre 1790 au 4 août 1792, 4 fol. (17 × 23 cm).

ABS, tir. 141 : Suppliques adressées à la ville de Sion.

- liasse 2 (1784-1796), n° 28 : supplique de Ignace Silberling, 1^{er} mars 1791, or. a., 2 fol. (21,5 × 33,5 cm).

ABS, tir. 205, vol. 7 : Copie des Abscheids 1703-1797.

- Pars I, pp. 25-34 : 3-10 décembre 1790.
- Pars II, pp. 35-44 : 10-20 décembre 1790.

ABS, tir. 240, vol. 81 : Protocoles du conseil de la ville de Sion, 24 novembre 1783 au 16 novembre 1792.

- pp. 258-259 : 24 septembre 1790.
- pp. 260-261 : 22 octobre 1790.

2. Archives de l'Etat du Valais

AV, cart. 41 : *Epistolae. Bern*, 1786-1793, 125 pièces.

AV, cart. 47 : *Epistolae. Fribourg*, 1771-1797, 96 pièces.

AV, cart. 55, fasc. 1 : Lettres de Soleure au Valais 1558-1790, 34 pièces.

AV, cart. 66 : *Epistolae episcoporum et officialum*, 130 pièces.

AV, cart. 81, fasc. 3, n° 60 : « Points de la supplique à présenter » à l'Etat du Valais par le gouverneur Schiner. Sion, 14 novembre 1790, or. a.

AV, cart. 81 bis, fasc. 1, n° 70 (anc. n° 29) : pamphlet virulent contre les gouverneurs et châtelains aristocrates, s. d., 2 fol. (19,5×28,5 cm).

AV, cart. 86 (*Mandamentum Montheoli*), fasc. 2 : 14 pièces.

— n° 13 : « Notes pour servir au mémoire à rédiger en réponse à celui des sept anciens dizains du Valais du 22 juin 1824 concernant les domaines de l'Etat », s. d., un cahier de 15 pages (19×28 cm).

— n° 14 : « Notes supplémentaires sur la tyrannie du Haut-Valais..., [cahier] rédigé par un magistrat du dizain de Monthey, le 9 mars 1840 », cahier de 16 pages (17,5×21,5 cm).

AV, cart. 86, fasc. 3 : Evénements politiques 1785-1798 : 28 pièces.

— n° 3 : « Grief énorme » contre Augustini, gouverneur de Monthey, au sujet de sa conduite dans le procès entre Monthey, Troistorrents et les Quartiers d'En bas, en 1786, animant et forçant même ceux de Troistorrents et de Collombey à plaider contre ceux de Monthey, 2 fol. (20,5×33,5 cm).

— n° 8 : Recueil des titres ou Mémorial des quarante articles des demandes bas-valaisannes, appuyés sur les titres qui les fondent en droit et sur les motifs ou observations qui les justifient, non signé mais de la main de Jean-Joseph Donnet, s. d., postérieur au 22 octobre 1790, cahier de 28 pages (21,5×34 cm). Voir Annexe VII, pp. 424-448.

— n° 9 (anc. n° 28) : Assemblée, le 15 septembre 1790, à Saint-Maurice, des députés de la bourgeoisie de Saint-Maurice, des villages ressortissants et des paroisses du gouvernement de Monthey : ils font le serment de s'entraider, etc. Copie de la main de Joseph-Alphonse de Nuccé, 2 fol. (21,5×34,5 cm).

— n° 11 : Deux lettres adressées, les 8 et 9 septembre, par le capitaine Jean Devantéry au bailli Valentin Sigristen, sur la Bagarre de Monthey, minute, 2 fol. (16×20,5 cm). Voir Annexes II et III, pp. 417-420.

— n° 12 : « Preuves que Troistorrents est innocent » dans la Bagarre de Monthey, le 8 septembre 1790, présentées « par les députés de Troistorrents à la diète » de décembre 1790. Non signé mais de la main de Jean-Joseph Donnet, 4 fol. (17×22,5 cm).

- n° 13 : « Copie [de la main de Ch.-E. de Rivaz] d'une lettre qui était destinée, en octobre 1790, pour LL. EE. de Berne, de la part du gouvernement de Monthey et de la châtellenie de Saint-Maurice et qui n'a pas eu lieu », 2 fol. (17×23 cm).
- n° 15 : Assemblée du 19 septembre 1790, à Monthey, où « les représentants des gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice... demandent à l'Etat la suppression des gouverneurs et une prorogation de terme pour exposer leurs griefs », avec les réponses de la diète, le 21 septembre. De la main de Joseph-Alphonse de Nuccé, 2 fol. (25×37 cm).
- n° 16 ter : minute (de la main de Barberini) de la lettre de l'Etat du Valais à l'Entremont, 22 septembre 1790, 1 fol. (23,5×37 cm).
- n° 18 : « Ordre du souverain Etat », donné le 4 décembre 1790 et assignant le capitaine Jean Devantéry, le major Charles-Emmanuel de Rivaz, le curial Barthélemy Guillot, Jean-Louis Borrat, Pierre-Maurice Rey-Bellet et Jean-Joseph Rey à comparaître, le 6 décembre 1790, devant la diète de Sion. Signé Pierre-Antoine Preux, vice-chancelier, 1 fol. (21,5×33 cm).
- n° 19 : Extrait de la diète de Noël 1790 et décision souveraine datée du 15 février 1791 au sujet des amendes décrétées par Schiner, 2 fol. (20×33,5 cm).

AV, cart. 86, fasc. 4 : 32 pièces.

- n° 18 : Grieffs et remarques à propos des franchises du gouvernement de Monthey et de la façon dont elles ont été respectées par la Savoie mais enfreintes par l'Etat du Valais, 1790, 4 fol. (21,5×34 cm).
- n° 19 (anc. n° 103) : Amplification du n° 18, mais ayant toute la teneur de la pièce, s. d., 8 p. écrites (20×33 cm).
- n° 20 (anc. n° 89) : Supplique en allemand des députés du gouvernement de Monthey demandant au souverain d'être dispensés de payer les frais imposés pour l'émeute, s. d., 2 fol. écrits (20,5×33 cm).
- n° 25 : Copie (de la main d'Emmanuel Barberini) de la première rédaction du code pénal que la diète de mai 1790 avait annoncée et qui fut soumise aux autorités de Monthey pour examen, cahier de 28 fol. écrits (21×34 cm).

AV, cart. 86, fasc. 6 : 19 pièces.

- n° 18 : Copie d'une supplique des autorités du gouvernement de Monthey demandant au souverain la présentation de la première rédaction du nouveau code, s. d., 2 fol. (17×20,5 cm).

AV, cart. 100, fasc. 7 (Entremont, 1622-1790), n° 4 : Copie d'une lettre de l'Etat du Valais aux châtelains, bannerets, syndics et charge-ayants de la bannière d'Entremont pour les féliciter de leur conduite loyale lors de la révolution de Monthey, etc., 22 septembre 1790, 2 fol. (17,5×21,5 cm).

AV, L

- 7 bis (copie d'Abscheids 1780-1797) : diète extraordinaire tenue à Sion, 20-22 septembre 1790 (texte allemand), cahier de 4 fol. (22,5×35 cm).
- 7 bis : diète extraordinaire tenue à Sion, 3-10 décembre 1790 (texte français, traduit par Joseph Rey, père, curial), cahier de 6 fol. (21×34 cm).
- 23, vol. VII : Abscheids 1744-1799 (Analyses, copies et traductions faites par Adolphe de Courten).
- 104 : traduction française des « Statuts généraux et exceptions pour le Bas-Valais », (fragments), pp. 93-168, un cahier (26×40,5 cm).
- 107 : Commentaire des Statuts (par Paul Bonvin), vol. I.
- 302 : Remarques rassemblées par le bailli Antoine-Marie Augustini à l'usage du futur gouverneur et concernant les franchises de différents endroits du gouvernement de Monthey, ainsi que les ordonnances des seigneurs, les usages, les cérémoniaux, les rentes et les comptes à rendre et d'autres règlements.
En outre, copie de recès des diètes, à partir de mai 1785 jusqu'en 1797, un cahier, 138 pages.
- 303 : Copie des ordonnances souveraines pour les gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice (avec index), 28 novembre 1787, un cahier de 150 p. (18×25 cm.)
- 393 : Chronique du chanoine Hyacinthe Carraux (1802-1872), 854 p. in-fol.
- 452 : « *Polygraphia vallesiaca ecclesiastico-civilis, etc., inchoata, seu fragmenta, etc., etc., anno 1807*, de la main de l'abbé Jean-Maurice Clément, registre relié carton de 385 p. écrites (19×22 cm).

AV, 107 Clément, n° 22 : Lettre écrite de Val-d'Illiez par l'abbé Clément et faisant un rapport très défavorable sur l'officier Pierre Rey, 5 octobre 1790, or. a., 2 fol. (17×22 cm).

AV, 110, Rey-Bellet, n° 5 : Copie du mandat du 6 septembre 1790 adressé à Pierre Rey, son officier à Val-d'Illiez, par lequel le gouverneur Schiner intime à Jean-Joseph Rey et à Pierre-Maurice Rey-Bellet de payer leur amende dans les trois jours. Attestation de l'exécution de cet ordre par Pierre Rey, 2 fol. (16,5×21 cm).

AV, VdI : Val-d'Illiez (archives communales).

- *XVIII^e s.* (inventaire en cours).
- *révolution* : période révolutionnaire (inventaire en cours).

3. Fonds Ambuel

- cart. L, fasc. 1 : lettres de Marie-Marguerite-Elisabeth de Courten, née Du Fay, à son mari Ignace de Courten 1762-1798, 177 pièces.

4. Fonds Barberini

- n° 34 : correspondance diverse 1742-1838, 92 pièces.

5. Fonds Clément

- n° 32 : abbé Jean-Maurice Clément, *Mémoires sur la conduite de quelques-uns de mes ennemis...*, 1791, un cahier de 158 p. (17×24,5 cm).
- n° 65 (n° 13 des archives paroissiales de Champéry) : abbé Jean-Maurice Clément, *Mélanges intéressants ou anecdotes sur diverses matières*, 1790, un vol. relié carton de 507 p. (10×16,5 cm).
- n° 72 : abbé Clément, Notes très diverses (avec de nombreux titres marginaux), un cahier de 326 p. (manquent les 122 premières pages), qui fait partie du dépôt des archives Kalbermatten (17,5×23 cm).

6. Fonds L. de Riedmatten

- cart. 4, fasc. 4, n° 99 : assemblée des hommes d'Obergesteln au sujet des rebelles du Bas-Valais, 17 août 1791.
- *Ibidem*, n° 176 : lettre de Sigristen au colonel Pierre-Hyacinthe-Valentin de Riedmatten, à Münster, 26 septembre 1790, or. a., 2 fol. (18×24,5 cm).
- *Ibidem*, n° 177 : convocation des conseils de dizain au sujet du soulèvement du Bas-Valais, Sierre, 15 octobre 1790, 2 fol. (21×33,5 cm).
- *Ibidem*, n° 177 bis : notes diverses en brouillon, 5 fol. (11,5×17 cm).

7. Fonds de Rivaz (= Rz)

- Rz V : Anne-Joseph de Rivaz, *Opera historica*, t. V, *Vallesium episcopale*, 1565-1807, 763 p.
- Rz XV : *ibidem*, t. XV, *Diplomata ad historiam Vallesiae spectantia*, 1500-1800, 868 p.
- pp. 847-848 : extrait de la composition de l'armée levée contre le Bas-Valais par l'Etat valaisan, le 23 octobre 1790.
 - pp. 851-852 : copie de la lettre de l'Etat du Valais aux syndics, châtelain et conseil de la châtellenie de Conthey, le 22 septembre 1790.
- Rz, cart. 44, fasc. 1 : minutes de lettres écrites à diverses personnes du Valais 1785-1825, 112 pièces.
- Rz, cart. 45, fasc. 7 : lettres de Ch.-E. de Rivaz à sa femme, octobre à décembre 1790, 3 pièces.
- Rz, cart. 46, fasc. 6 : lettres de Marie-Catherine-Julienne de Nucé à son mari Ch.-E. de Rivaz, mars 1790 à novembre 1797, 20 pièces.
- Rz, cart. 49 : lettres à ou de Ch.-E. de Rivaz, 654 pièces.
- fasc. 1 : de son cousin Jean-Hyacinthe de Lovina, 1783-1826, 170 pièces.

- fasc. 7 : de son beau-frère Eugène de Nucé, 1766-1798, 39 pièces.
 - fasc. 8 : à Eugène de Nucé, 1782-1793, 28 pièces.
 - fasc. 11 : de son oncle Gaspard-Benjamin de Nucé, 1778-1799, 10 pièces.
- Rz, cart. 51, fasc. 7 : lettres écrites à Marie-Julienne de Nucé, veuve de Charles-Joseph de Rivaz et mère de Ch.-E., par Jacques Odet, chanoine du Saint-Bernard, 1782-1791, 20 pièces.
- Rz, cart. 52, fasc. 38, n° 4 : lettre écrite, le 6 mars 1791, par le chevalier Jean-Baptiste de Vaublanc à Ch.-E. de Rivaz, à Saint-Maurice, or. a., 2 fol. (15,5×19 cm).
- Rz, cart. 70, fasc. 8 : procès-verbal d'une assemblée tenue à Martigny par les communes d'Entremont et de la Plaine dépendantes du gouvernement de Saint-Maurice, 24 septembre 1790 ; en outre, copie de la lettre du 22 septembre 1790, adressée par l'Etat du Valais à ces communes pour les remercier de leur fidélité, un cahier de 8 p. écrites (22,5×33,5 cm).
- Rz, cart. 70, fasc. 9 : « Pièces diverses relatives aux démarches faites en septembre et octobre 1790 par les communes du gouvernement de Monthey et de la châtellenie de Saint-Maurice pour obtenir de l'Etat du Valais une meilleure administration judiciaire », un recueil factice (21×34 cm) de mains et de formats différents, paginé de 1 à 100, avec une table des matières, avec aussi des cahiers intercalés paginés de 29 bis à 64 bis ; avec enfin de nombreuses pages blanches. - Dossier constitué par Ch.-E. de Rivaz.
- pp. 1-2 : protocole de la réunion du conseil du gouvernement de Monthey, le 13 octobre 1790, signé par le major Charles-Emmanuel de Rivaz, secrétaire (21×33,5 cm).
 - pp. 5-7 : « Verbal de l'assemblée tenue à la maison de ville de Saint-Maurice », le 15 septembre 1790, signé par Charles-Emmanuel de Rivaz et Joseph-Alphonse de Nucé, secrétaires (17×22 cm).
 - pp. 9-13 : protocole d'une conférence tenue à Monthey, le 16 septembre 1790, signé par les secrétaires de Rivaz et de Nucé (17×22 cm). - Même texte, de la main de Nucé, pp. 29-32.
 - pp. 13-15 : protocole d'une assemblée tenue à Monthey, le 17 septembre 1790, signé par Ch.-E. de Rivaz, secrétaire (17×22 cm). - Même texte, de la main de Nucé, pp. 32-34.
 - pp. 15-17 : protocole d'une assemblée tenue à Monthey, le 18 septembre 1790, signé par les secrétaires de Rivaz et de Nucé (17×22 cm). - Même texte, de la main de Nucé, pp. 34-36.
 - pp. 17-21 : protocole d'une assemblée tenue à Monthey, le 19 septembre 1790, signé par les secrétaires de Rivaz et de Nucé (17×22 cm). - Même texte, de la main de Nucé, pp. 36-39 et 41.

- pp. 21-24 : protocole d'une assemblée tenue à Saint-Maurice, le 23 septembre 1790, signé par les secrétaires de Rivaz et de Nucé (17×22 cm). - Même texte, de la main de Nucé, pp. 41-44.
 - pp. 29 bis-31 bis : plan de réformes proposées par le Bas-Valais, s. d. (17×22 cm).
 - pp. 37 bis-42 bis : assemblée à Martigny des députés de l'Entremont et de la Plaine, le 24 septembre 1790, avec « le projet de réformes et des représentations » à soumettre à l'Etat du Valais (20×28,5 cm). (Le projet est publié dans Grenat, *op. cit.*, pp. 427-428).
 - pp. 45 bis-50 bis : « Relation de ce qui s'est passé à Saint-Maurice depuis le 8 septembre jusqu'au 29 dudit mois », de la main de Charles-Emmanuel de Rivaz et à l'intention du gouvernement valaisan, s. d. (20×28,5 cm).
 - pp. 73-74 : Minute d'une réponse du gouvernement de Monthey à la demande du grand bailli Sigristen s'il persiste dans les sentiments manifestés à la diète du 21 septembre, s. d. (20×28 cm).
 - pp. 75-76 : Grieffs de Saint-Gingolph, écrits de la main de Hyacinthe Cornut (19,5×23,5 cm).
 - pp. 77-78 : Projet de requête à adresser à l'intendant du Chablais, daté d'Evian le 22 août 1789, et signé Bron. Le conseil de Saint-Gingolph « rière Savoie » demande de pouvoir se joindre à la partie valaisanne de la communauté pour obtenir la destitution de leur châtelain, Nicolas-Evangéliste Baruchet (17×23 cm).
 - pp. 79-82 : Supplique du 27 août 1789 du conseil de Saint-Gingolph au seigneur du lieu Pierre-Joseph-Emmanuel de Riedmatten pour demander destitution du châtelain Nicolas-Evangéliste Baruchet, parce qu'il voulait faire débiter à la boucherie une vache atteinte de « pulmonie ». Signé ou plutôt marqué du signe d'André de Rivaz et André Bovet (16×21 cm).
 - pp. 89-90 : Traduction de la lettre des huit cantons confédérés envoyée le 26 janvier 1791 au gouvernement valaisan (17×22 cm).
 - p. 91 : lettre du capitaine Jean Devantéry à Charles-Emmanuel de Rivaz, de Monthey, le 24 octobre 1790, or. a. (17×23 cm).
 - p. 93 : Lettre du capitaine Jean Devantéry à Charles-Emmanuel de Rivaz, écrite de Monthey, le 26 octobre 1790, et l'invitant à une séance du gouvernement de Monthey pour le lendemain (17×20,5 cm).
 - p. 95 : Lettre de Jean Devantéry à Charles-Emmanuel de Rivaz, écrite de Monthey, le 9 novembre 1790, et l'invitant à une séance du gouvernement de Monthey (18,5×21,5 cm).
- Rz, cart. 70, fasc. 10 : « Pièces diverses relatives aux troubles qui ont eu lieu dans le gouvernement de Monthey dès le 8 septembre 1790 jusqu'en décembre même année, avec une table insérée à la fin du cahier indiquant les différents actes qui se trouvent dans cette collection. Ces pièces ont appartenu au grand bailli Sigristen ; elles

- ont été achetées de son fils avec d'autres actes relatifs au dizain de Conches.» Recueil factice (24×36 cm), de mains et de formats différents, paginé de 1 à 348, avec table des matières et de nombreuses pages blanches. - Dossier constitué par Ch.-E. de Rivaz.
- pp. 21-24 : « Raisons justificatives de Mr Hildebrand Schiner, seigneur gouverneur de Monthey, sur les griefs forgés et allégués contre lui ce 5^e de septembre de l'an 1790, données et présentées à la haute commission à ce choisie », datées du 12 septembre 1790 par Ch.-E. de Rivaz, et « Raisons justificatives de M. le châtelain Willa contre les griefs allégués contre lui de la part du Bouveret, le 5 octobre 1790 », un cahier (20,5×34 cm).
 - pp. 25-27 : Copie d'un « verbal d'une assemblée tenue à Monthey, [le 19 septembre 1790], avec la châellenie de Saint-Maurice : envoi d'une députation à Sion ; instructions à elles données », signé par Charles-Emmanuel de Rivaz et Joseph-Alphonse de Nuce, secrétaires (20,5×33 cm).
 - p. 29 : Copie de la « réponse donnée à cette députation [décidée le 19] par la diète : agrément donné à ce que les communes exposent leurs griefs ; refus de supprimer les gouverneurs », Sion, 21 septembre 1790 (20,5×34 cm).
 - p. 30 : Copie d'une « lettre de l'Etat aux communes qui n'ont pas pris part aux démarches de Monthey pour leur témoigner la satisfaction que leur sagesse a fait éprouver au souverain », Sion, 22 septembre 1790 (20,5×34 cm).
 - pp. 33-36 (Litt. D) : « Note produite par la ville de Saint-Maurice, le 21 septembre 1790 ». Exposé anonyme succinct des événements survenus à Saint-Maurice du 8 au 12 septembre et demande de suppression des gouverneurs, s. d. (20,5×33,5 cm).
 - p. 41 (anc. n° 5) : « Enquête prise sur la manière dont le gouverneur Schiner parlait de payer ses dettes », signée Michel Pignat, curial, Monthey, 27 septembre 1790 (20,5×33,5 cm).
 - p. 42 : Protocole, signé par le notaire J.-F. Vanay, d'une séance tenue à Monthey le 24 septembre 1790, sous la présidence du syndic Pierre-François Domenjoz, où l'on fait ouverture d'un ballot cacheté contenant des minutes de notaires, surtout du curial Joseph-Antoine Meillat.
 - pp. 43-72 (anc. n°s 1, 2, 3, 4, 8) : « Griefs du gouvernement de Monthey sur diverses ordonnances publiées par ordre des gouverneurs. - Ces pièces ne sont que des matériaux écrits par diverses mains sur les plaintes recueillies dans chaque commune. », s. d., cahiers (20,5×33,5 cm).
 - pp. 73-104 (anc. n°s 6, 7, 9) : « Griefs des paroisses dudit gouvernement [de Monthey] rassemblés et dressés par ordre de l'Etat à la suite de la proposition qui lui en avait été faite le 21 septembre 1790 », s. d. (20,5×33,5 cm).

- pp. 105-124 (anc. n° 10, 11) : « Grievs des mêmes communes sur les ordonnances publiées par ordre des gouverneurs et notamment celle du 7 avril 1790 qu'elles prétendaient être un abus excessif d'autorité. » De la main de Jean-François Vanay (anc. n° 10) et ensuite de celle de Barthélemy Guillot (anc. n° 11), s. d., cahiers (20,5 × 33,5 cm). - Les pages 105 à 110 sont publiées dans Grenat, pp. 422-424.
- pp. 125-136 : Copie des « Demandes respectueuses présentées par les communautés du gouvernement de Monthey, châteltenie du Bouveret et châteltenie de Saint-Maurice à leurs souverains seigneurs pour parvenir à la réforme des abus et assurer leur bonheur conformément aux promesses à elles faites par leur gracieux souverain. Quarante articles avec les réponses mises en marge [le 6 octobre 1790] par la commission souveraine établie à cet effet, signées Roten, chancelier. », cahier (21,5 × 34 cm).
- pp. 151-162 : Copie des dites demandes [mais sans les réponses de l'Etat], écrite de la main de M. Michel Dufour », s. d., cahier (21 × 34 cm).
- pp. 165-166 : « Note de la commune de Collombey sur le bois de chauffage que le gouverneur fait couper sur son territoire et sur les deux quintaux de fromage qu'il perçoit dans la montagne d'Onnaz. », s. d. et non signé (20 × 33,5 cm).
- pp. 167-174 : « Mémoire écrit par [Barthélemy] Guillot où les communes présentent l'acte de leur incorporation au Valais en 1536 et 1569 et en réclament les stipulations. Quatre observations à cet égard. » s. d., cahier (20 × 33,5 cm).
- pp. 175-186 : « Propositions [de la main de B. Guillot] des communautés du gouvernement de Monthey en particulier : elles demandent à être déchargées de la contribution pour les écoles et les médecins du Haut-Valais, des frais pour la visite du Rhône, etc., s. d., cahier (20 × 33 cm).
- pp. 193-219 : « Nouvelles observations des communes de Monthey pour appuyer sur des titres les quarante articles par elles demandés... », écrit de la main de Jean-François Vanay (pp. 193-217 et 219), de B. Guillot (pp. 217-218), s. d. (mais après le 6 octobre 1790), un cahier (20 × 33,5 cm).
- pp. 221-222 (Litt. C) : « Fragment d'une pièce par laquelle les communes ont demandé de nouveau la suppression des gouverneurs, 1^{er} octobre 1790. », écriture non identifiée (24 × 34 cm).
- p. 223 : « Réponse de l'Etat écrite de la main du grand bailli Sigristen exprimant beaucoup de mécontentement » à propos de la demande de suppression des gouverneurs, Sion, 1^{er} octobre 1790 (21 × 33 cm).
- pp. 225-227 (Litt. F) : Copie « de la main de [Louis-Jacques] de Quartéry, châtelain de Salvan, et certifiée par M. le chancelier

[Hildebrand] Roten », d'une « lettre de Jean Devantéry au grand bailli [Valentin Sigristen], rendant compte d'un conseil tenu sur la proposition du 6 octobre et sur la garde qu'on voulait donner au gouverneur », Monthey, 13 octobre 1790 (21×33 cm). Voir Annexe IV, pp. 420-421.

- pp. 237-275 : « Enquêtes faites à Sion [par une commission, les 7 et 8 décembre 1790] et signées par Nicolas de Chastonay » et Jean-Georges Roux, notaires publics (formats divers).
 - a. pp. 237-240 : « Déposition du sieur châtelain [Barthélemy] Galley », le 7 décembre 1790.
 - b. pp. 241-243 : déposition du lieutenant [Emmanuel] Franc, le 7 décembre 1790.
 - c. pp. 243-244 : déposition du cabaretier Jean-Joseph Bruttin, le 7 décembre 1790.
 - d. p. 245 (pagination répétée) : déposition du curial Ignace Lang, le 7 décembre 1790.
 - e. pp. 248-253 : « Déposition de M. le capitaine [Jean] Devantéry... », le 8 décembre 1790.
 - f. pp. 256-270 : « Déposition de M. le curial Barthélemy Guillot... », le 8 décembre 1790.

(Les questions et réponses 29 à 40 sont reprises pp. 266-268).
- pp. 276-277 et 298-299 (Litt. G) : Copie de la main de Louis-Jacques de Quartéry, châtelain de Salvan, d'une lettre du châtelain Jacques de Quartéry et datée de Saint-Maurice, le 14 octobre 1790 (21×33 cm).
- pp. 278-279 et 296-297 (Litt. A) : Proposition faite le 10 novembre 1790 par le dizain de Viège et signée par Ignace Lang, curial du dizain, pour tenter une conciliation entre le Haut et le Bas-Valais (24×33,5 cm).
- p. 280 : Lettre du grand bailli Sigristen aux dizains annonçant la soumission de toutes les communes du Bas-Valais et demandant les mesures à prendre ultérieurement, de Sierre, le 15 novembre 1790, or. a. (22×36 cm).
- pp. 282-284 : « Circulaire adressée [de Sierre, le 13 novembre 1790] par le grand bailli [Sigristen] pour communiquer aux dizains la proposition faite par le dizain de Viège le 10 du même mois » et divers autres renseignements (22×36 cm).
- pp. 285-295 : Avis donné devant la commission souveraine par l'évêque et les différents dizains sur la manière de régler le différend entre le Haut et le Bas-Valais, Sion, le 11 novembre 1790 (22×36 cm).
- pp. 300-301 : Copie d'une lettre de l'évêque Blatter au grand bailli Sigristen, sollicitant une amnistie générale pour les révoltés, de Sion, 11 novembre 1790 (21×34,5 cm).

- pp. 302-305 (Litt. F) : « Verbal dressé par le secrétaire d'Etat [Hildebrand Roten] d'une comparaisance qui a eu lieu dans la maison de M. le maréchal de Courten à Sierre devant les membres de la commission souveraine y désignés au nombre de onze » des députés du Bas-Valais, Sion, 11 novembre 1790 (22×36 cm).
 - pp. 308-309 et 315 (Litt. E) : Copie de la main de M. Pignat d'une « lettre du grand bailli à M. Devantéry : ne veut plus correspondre jusqu'à ce que le gouvernement de Monthey se soit soumis... », de Sierre, le 25 octobre 1790 (17×22,5 cm).
 - pp. 310-313 : « Commission donnée par les paroisses les plus proches du gouvernement de Monthey à noble châtelain [Jacques] de Quartéry et autres, ce 9 novembre 1790, pour se présenter à leur nom devant le souverain Etat du Valais », de la main de Barthélemy Guillot, notaire public (17×21 cm).
 - pp. 314-315 (Litt. E) : Copie de la main de Michel Pignat d'une lettre du châtelain Pignat, syndic de Vouvry, au capitaine Devantéry, écrite de Vouvry, le 12 octobre 1790 (17×22,5 cm).
 - p. 316 : Acte de soumission de Monthey, le 14 novembre 1790, or. a., signé Jean-Antoine Guerraty, secrétaire (21,5×34,5 cm). - Voir Annexe VIII, p. 449.
 - pp. 318-319 et 340-341 (Litt. D) : Acte de soumission de Vionnaz, le 10 novembre 1790, or. a., signé M[ichel] Pignat, notaire public, curial de Vionnaz (18,5×21,5 cm).
 - pp. 320-321 et 338-339 (anc. n° 2) : Acte de soumission de Val-d'Illiez, le 14 novembre 1790, or. a., signé Jean-Claude Marclay, curial (16×22,5 cm).
 - pp. 322-323 et 336-337 (anc. n° 5) : Acte de soumission de Vouvry, le 9 novembre 1790, or. a., signé Michel Pignat, curial de Vouvry (17×22,5 cm).
 - pp. 324-325 et 334-335 (anc. n° 4) : Acte de soumission de Collombey, Muraz et les Neyres, le 14 novembre 1790, or. a., signé Barthélemy Guillot, curial (18,5×24,5 cm).
 - pp. 326-327 et 332-333 (anc. n° 3) : Acte de soumission de Troistorrents, le 14 novembre 1790, or. a., signé J[ean]-Joseph Donnet, notaire et curial (17×22 cm).
 - pp. 328-331 : Acte de soumission de Port-Valais, le 9 novembre 1790, or. a., signé Jean-Evangéliste-Nicolas Baruchet fils, châtelain (16,5×20 cm).
- Rz, cart. 70, fasc. 31 : Copie de l'Abscheid de la diète tenue à Sion, du 3 au 10 décembre 1790, relativement aux troubles du Bas-Valais, cahier de 10 p. écrites (21×34 cm).
- Rz, cart. 70, fasc. 40 : mandats, ordonnances, arrêts, etc., 1532 à 1798, 67 pièces.

- n° 55 : lettre de Nicolas de Diesbach, gouverneur d'Aigle, à Bernard Dallèves, gouverneur de Saint-Maurice, sur l'usage de se rendre les corps morts, etc., août 1790, or. a., 2 fol. (19×23 cm).
- n° 67 : copie de l'ordonnance de l'Etat citant ceux qui ont des plaintes à formuler contre les gouverneurs à les produire, 6 décembre 1790, copie de Joseph-Louis Pittier, 2 fol. (20,5×32,5 cm).

Rz, cart. 86 : Valais (lettres surtout) 1763-1802, 11 fasc.

- fasc. 3 : correspondance de Joseph-Louis Pittier, surtout avec Mlle Marguerite Seydoux, 1787-1791, 21 pièces.
- fasc. 5 : correspondance entre Joseph-Louis Pittier, Jacques Robatel et Boëjat, médecin à Sallanches, 34 pièces.

Rz, cart. 94 : ville et dizain de Saint-Maurice, 1307-1814, 115 pièces.

- n° 33 : mémoire écrit par Joseph-Alphonse de Nucé sur des plaintes des bourgeois de Saint-Maurice et des villages d'Evionnaz, Vérossaz et La Balmaz contre le conseil, en 1790, s. d. (mais après le début d'octobre), 4 fol. (17,5×23 cm).
- n° 34 : liasses de minutes de diverses séances du conseil de Saint-Maurice, 1790-1800, 6 pièces.
- n° 35 : frais divers faits par les députés de la ville de Saint-Maurice auprès de la diète, 1790-1792, 2 pièces.
- n° 99 : procédure contre John Thomas Erskine et de Rovéréa, de Bex, en 1790, 4 pièces.
- n° 111 : extraits des minutes du notaire Pierre-Maurice Riche, 1779-1797, un cahier de 8 fol. (15,5×21 cm).

Rz, cart. 95, fasc. 138 : « Pièces relatives aux troubles élevés à Monthey, en 1790, et à ce qui m'est arrivé personnellement [à Ch.-E. de Rivaz] à cette époque... » (du 13 septembre 1790 au 17 février 1791), un cahier de 23 pièces de formats divers.

- n° 1 : lettre de Joson de Nucé à son beau-frère Ch.-E. de Rivaz, écrite de Saint-Maurice, le 9 septembre 1790, or. a., 2 fol. (17×22 cm).
- n° 2 : lettre du 13 septembre 1790, écrite par le syndic et les conseillers du Bouveret à Ch.-E. de Rivaz, or. a., 2 fol. (15,5×21 cm).
- n° 3 : lettre de Pescatore, intendant du Chablais, écrite de Thonon, le 25 septembre 1790, à Ch.-E. de Rivaz, 2 fol. (19×25 cm).
- n° 7 : lettre de Michel Dufour, écrite de Vionnaz, le 29 octobre 1790, à son cousin Ch.-E. de Rivaz, or. a., 2 fol. (19,5×26 cm).
- n° 10 : lettre de Ch.-E. de Rivaz au grand bailli Sigristen, 13 novembre 1790, or. a., 2 fol. (17×23 cm).
- n° 11 : « Exposé succinct de ma conduite publique depuis le 8 septembre », 13 novembre 1790, or. a., 4 fol. (19×28 cm).
- n° 12 : lettre de Mme Ch.-E. de Rivaz à son mari, 20 novembre 1790, or. a., 2 fol. (17×23 cm).

- n° 13 : lettre d'Isaac de Rivaz à son cousin Ch.-E. de Rivaz, à Genève, 19 novembre 1790, 2 fol. (17×23 cm).
 - n° 14 : lettre du même au même, 20 novembre 1790, or. a., 1 fol. (17×22,5 cm).
 - n° 15 : billet de Jean Devantéry (écriture contrefaite), s. d. (entre 15 et 19 novembre 1790), 1 fol. (17×22,5 cm).
 - n° 17 : copie d'une lettre de l'intendant du Chablais (Pescatore) au gouverneur de la Savoie, Joseph-Hyacinthe de Perron, au sujet de l'ordre donné par le Haut-Valais d'arrêter Ch.-E. de Rivaz, 18 novembre 1790, 2 fol. (19×25 cm).
 - n° 18 : lettre de Joson de Nucé à son beau-frère Ch.-E. de Rivaz, 5 décembre 1790, or. a., 2 fol. (17,5×21 cm).
 - n° 19 : lettre de Pescatore à Mme de Rivaz, mère de Ch.-E., 23 décembre 1790, or. a., 2 fol. (19×25 cm).
 - n° 21 : lettre de Ch.-E. de Rivaz au grand bailli pour faire lever l'ordre de son arrestation, 16 février 1791, minute, 2 fol. (18×22 cm).
- Rz, cart. 95, n° 171 (anc. n° 90) : Plaintes adressées à l'Etat par les communes du gouvernement de Monthey contre des actes des gouverneurs, s. d., 4 fol. (21,5×31,5 cm).

8. Fonds Tamini (= TA)

Fonds TA 26 : Jean-Emile Tamini, *Histoire de Martigny*, 7 cahiers et une liasse.

Fonds TA 31 : abbé J.-E. Tamini, thèque 31 [*Notes diverses en brouillon sur Monthey*], 27 cahiers.

- cahier n° 14 (17,5×22 cm) : paroisse, majorie, familles, militaire, châtelains...
- cahier n° 18 (17,5×22 cm) : le bourg, chapelles, Monthey sous la Savoie, châtelains...
- cahier n° 25 (17,5×22 cm) : Monthey sous les Valaisans, plan d'un essai de monographie...

Fonds TA 43 : abbé J.-E. Tamini, thèque 43, Notes diverses d'histoire, 1 liasse.

Sion, Archives de l'Evêché (= AE)

AE, tir. 218 (actuel 335) : *Recessus et leges Vallesii*.

- n° 36 : extraits de discours (en allemand) de l'évêque, minute : « *oratio episcopi in dieta* » (en réalité devant la haute commission, à Sierre, le 13 novembre 1790) ; « *oratio ad initium dietae* » (4 décembre 1790), 5 fol. écrits.

II. SOURCES IMPRIMÉES

- Clément, *Révolution 1790* : Jean-Maurice Clément, *Le récit de la révolution bas-valaisanne de 1790*, publié par Pierre Devanthey, dans *Vallesia*, t. XIX, 1964, pp. 315-366.
- Comtesse, *Ordonnances...* : Dr Alfred Comtesse, *Ordonnances de la châtellenie de Monthey dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*, dans *Ann. Val.*, 2^e série, VII^e année, 1932, n° 1, pp. 58-73.
- Dossier 1791 : *Dossier du procès relatif à la conjuration dite « des Crochets », à Monthey, en 1791*, publié par Pierre Devanthey, dans *Vallesia*, t. XXV, 1970, pp. 1-412.
- Gazette : Feuilleton de la « Nouvelle Gazette du Valais », *Le « Gros Bellet » et la guerre aux gigots de moutons. Révolution dans le Bas-Valais en 1790 (extrait d'un journal manuscrit du temps)*, septembre 1876, nos 109 et 110.
- Guerraty, *Gloses* : Gabriel Guerraty, *Gloses du notaire Gabriel Guerraty sur le récit de la révolution de 1790 par l'abbé Clément*, tiré de son *Précis historique de la révolution connue sous le nom de Bagarre, arrivée à Monthey, et l'expulsion du gouverneur Hilteprand Schiner, le 8 septembre 1790*, et publ. par Pierre Devanthey, dans *Vallesia*, t. XXIII, 1968, pp. 69-107.
- Guerraty, *Note...* : Gabriel Guerraty, *Note en brouillon sur la révolution du Valais à la fin de janvier 1798*, publ. par André Donnet, dans *Pages montheyssannes*, n° 8, 1966, pp. 505-522.
- Ribordy : Louis Ribordy, *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du canton du Valais*, Sion, 1885, 410 p.
- A.-J. de Rivaz, *Mémoires* : Anne-Joseph de Rivaz, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, publ. par André Donnet, Lausanne, 1961, 3 vol. (*Mémoires et Documents publiés par la Société d'Histoire de la Suisse romande*, 3^e série, t. V-VII.)

III. BIBLIOGRAPHIE

a. Ouvrages généraux

- DHBS : *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, Neuchâtel, 1921-1934, 7 vol. et un supplément.
- Dierauer : Johannès Dierauer, *Histoire de la Confédération suisse*, trad. par Auguste Reymond, t. IV (1648-1798), Lausanne, 1913, 665 p.
- Gautherot : Gustave Gautherot, *Les Relations franco-helvétiques de 1789 à 1792* (Archives du Ministère des Affaires étrangères), Paris, 1908, 132 p.
- Gay : Hilaire Gay, *Histoire du Vallais depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours*, 2^e éd., Genève, 1903, 327 p.

- Grenat : Pierre-Antoine Grenat, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, XII - 645 p.
- Martin : William Martin, *Histoire de la Suisse, essai sur la formation d'une Confédération d'Etats*, nouvelle éd., Paris, 1929, 319 p.
- Suter et Castella : L. Suter et G. Castella, *Histoire de la Suisse*, 5^e éd., Einsiedeln, 1941, 512 p. + 8 cartes.
- Tamini, *Petit essai...* : abbé Jean-Emile Tamini, *Petit Essai d'histoire de Monthey*, extr. du *Bulletin paroissial de Monthey*, 1919-1931, 199 p. dactyl. + Table des matières, 5 p.
- Verdeil : A. Verdeil, *Histoire du canton de Vaud*, (continué par E.-H. Gaullieur), 2^e éd., Lausanne, t. III, 1854, 479 p.
- Zehner : Camille Zehner, *Histoire illustrée de la Suisse et précis d'histoire valaisanne*, 2^e éd., Sion, 1927, 232 p.

b. Etudes particulières

- Bertrand, *Château...* : J.-B. Bertrand, *Le Château de Saint-Maurice*, dans *Ann. Val.*, 1938, pp. 427-456.
- Bertrand, *Guérisseurs* : J.-B. Bertrand, *Une curieuse lignée de guérisseurs*, dans *Ann. Val.*, 1935, pp. 440-442.
- Bertrand, *Notes...* : J.-B. Bertrand, *Notes sur l'influence étrangère sur les événements de septembre 1790 dans le Bas-Valais*, dans *Ann. Val.*, 1935, pp. 404-417.
- Comtesse, de Rivaz : Dr Alfred Comtesse, *Charles-Emmanuel de Rivaz et les événements de 1790*, dans *Ann. Val.*, 1952, pp. 193-202.
- Donnet : Dr Eugène Donnet, *Pierre Guillot et le mouvement d'émancipation en Bas-Valais 1790-1791*, dans *Ann. Val.*, 1940, pp. 131-142.
- Gonard : Alec Gonard, *Vie du général de Rivaz 1745-1833*, Neuchâtel, 1943, 289 p.
- Graven : Jean Graven, *Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan*, Lausanne, 1927, 537 p.
- Imesch : Dionys Imesch, *Die Erwerbung von Evian und Monthey 1536*, dans *Blätter aus der Walliser-Geschichte*, Band II, 1. Jg., Sitten, 1897, pp. 1-34.
- Junod : Louis Junod, *Berne et les troubles du Bas-Valais en 1790*, dans *Vallesia*, t. XI, 1956, pp. 107-153.
- Luyet : Jean-Jacques Luyet, *Bibliographie des codes valaisans (1794-1963)*, dans *Vallesia*, t. XXIII, 1968, pp. 205-239.
- Maillefer : P. Maillefer, *Le Pays de Vaud de 1789 à 1791*, thèse, Lausanne, 1892, IV + 174 p.
- Méautis : Ariane Méautis, *Le Club helvétique de Paris (1790-1791) et la diffusion des idées révolutionnaires en Suisse*, Neuchâtel, 1969, 300 p.

- Meyer : Leo Meyer, *Les recensements de la population du canton du Valais de 1798 à 1900*, dans *Travaux statistiques du canton du Valais 1907*, Berne, 1908, pp. 1-98.
- Morell : Carl Morell, *Unruhen in Unterwallis 1790*, dans *Archiv des Historischen Vereins des Kantons Bern*, Band III, Heft I (1855), pp. 1-37.
- Rovéréa : *Mémoires de F. de Rovéréa écrits par lui-même*, publiés par C. de Tavel, ancien avoyer de Berne, Berne, Zurich, Paris, 1848, 4 vol.
- Tamini et Délèze : abbés Jean-Emile Tamini et Pierre Délèze, *Essai d'histoire de la Vallée d'Illicz*, 2^e éd., Saint-Maurice, 1924, 420 p.

PREMIÈRE PARTIE

Le récit des événements

Un fait retentissant devait inscrire la date du mercredi 8 septembre 1790 dans l'histoire valaisanne et marquer pour le Bas-Valais le réveil — éphémère hélas ! — d'une longue torpeur de deux siècles et demi. L'expulsion du gouverneur de Monthey, Hildebrand Schiner, puisque tel est ce fait, fut le point de départ d'autres actes révolutionnaires, et surtout d'une activité politique intense tant dans le Haut que dans le Bas-Valais ¹.

Dans le récit de ces événements, nous distinguerons successivement trois étapes : le temps de l'émeute, c'est-à-dire du renversement d'un régime politique ; le temps des tractations : du côté bas-valaisan pour tenter d'instaurer un nouveau système politique, du côté haut-valaisan pour maintenir l'ancien ; enfin le temps de la diète ou du rétablissement de l'ancien ordre de choses.

¹ Par « Haut-Valais », nous entendons, comme les contemporains de 1790 (voir Guerraty, *Note...*, p. 513, n. 11), les VII Dizains souverains, de Sion à Conches ; par « Bas-Valais », le pays sujet, de la Morge de Conthey à Saint-Gingolph.

Chapitre premier

Le temps de l'émeute

Pour plus de clarté, il nous a paru opportun de suivre ici l'ordre géographique plutôt que l'ordre rigoureusement chronologique. Nous étudierons donc le déroulement des événements, à Monthey d'abord, puis à Saint-Maurice et enfin dans les autres communes du Bas-Valais.

A. A Monthey

1. *Expulsion du gouverneur Schiner*

Petite bourgade de quelque 780 âmes², et capitale du gouvernement³ du même nom, Monthey, ce mercredi-là, comme tous les

² AV, fonds Clément, n° 72, p. 150. - Ce dénombrement est confirmé par le premier recensement officiel de 1798, voir Meyer, p. 9.

³ Au temps des Magnifiques Seigneurs du Valais, « on appelait le gouvernement de Monthey l'étendue de la juridiction du gouverneur de ce lieu, c'est-à-dire les communes de Monthey, Val-d'Illiez, Troistorrents, Quartiers d'En Bas, Vionnaz et Vouvry. La commune de Port-Valais avait un juge particulier sous le nom de châtelain du Bouveret, envoyé par les Sept Dizains du Haut-Valais, de deux ans en deux ans, comme les gouverneurs de Monthey. Et Saint-Gingolph, qui était une seigneurie appartenant à la famille de Riedmatten, de Sion, avait une justice seigneuriale dépendante du seigneur. »

Le district actuel de Monthey « se trouvait divisé administrativement en cinq châtelainies, soit celles de Monthey, de Val-d'Illiez, de Vionnaz, du Bouveret et de Saint-Gingolph. Chacune avait à sa tête un châtelain, assisté d'un

mercredis, s'est animée, tôt le matin déjà, de tout le va-et-vient bruyant des jours de marché, sans se douter encore de ce qui va survenir.

Sans doute, depuis quelques mois déjà, la rumeur d'une révolte possible, provoquée surtout par les gens de Val-d'Illiez et visant à supprimer dîmes et impôts fonciers, circulait parmi la population⁴. Rien de bien particulier pourtant ne semblait faire présager qu'elle allait éclater précisément ce jour-là.

Il y avait bien eu, il est vrai, le matin même, l'un ou l'autre indice de troubles. Tel, par exemple, l'entrevue entre le capitaine Devantéry et trois autorités de Troistorrents au sujet d'une agitation dans la vallée dont le grand bailli lui-même avait eu vent⁵ ou encore la comparution devant le gouverneur, ensuite d'un mandat du 6, de Pierre-Maurice Rey-Bellet, qui, une fois de plus, protesta contre une amende injustifiée qu'il lui avait infligée.

Mais ces démarches étaient fréquentes, surtout le mercredi, les paysans des environs saisissant l'occasion du jour de marché et de leur venue dans le chef-lieu du bailliage pour régler leurs affaires.

Rien donc n'a été prémédité ; l'émeute éclate brusquement, comme un orage, en plein midi, « d'une manière aussi solennelle que frappante et inouïe »⁶ ; elle devait aboutir le jour même à l'expulsion du gouverneur.

Pour en retrouver l'origine immédiate et pour mieux en saisir le déroulement, il est nécessaire de remonter au printemps de la même année.

Un mercredi de mars 1790 donc, Pierre-Maurice Rey-Bellet, dit le Gros-Bellet, s'en revient chez lui du marché de Monthey. Arrivé vers la fontaine de Vers Einsié, il voit deux hommes à che-

conseil dans lequel siégeaient, outre le curial ou secrétaire, les syndics et délégués des diverses communes, villages et paroisses. La châtellenie [ou mandement ou commune] de Monthey comprenait non seulement la ville elle-même, mais encore les villages d'Outrevieze et de Troistorrents, ainsi que les Quartiers d'En Bas qui comportaient approximativement le territoire actuel de la commune de Collombey-Muraz, avec les localités des deux Collombey, des Neyres, de Muraz et d'Illarsaz ». Voir Guerraty, *Gloses*, p. 72 ; Comtesse, *Ordonnances...*, p. 58 ; Fonds TA 31, n° 14.

⁴ Clément, *Révolution 1790*, p. 320 ; Morell, p. 15.

⁵ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 12, p. 3.

⁶ Clément, *Révolution 1790*, p. 330.

val en train de se quereller pendant que leurs chevaux s'abreuvent à ladite fontaine : il reconnaît bien vite Jean-Joseph Rey, de Val-d'Illiez, et Jean-Joseph Donnet, de Cheseaux.

Presque ivres, ils se prennent aux cheveux si sérieusement que le Gros-Bellet, craignant pour leur vie au cas où ils viendraient à tomber de leur monture, s'interpose et réussit à leur faire mettre pied à terre et à les séparer. Il a dû sans doute faire usage de la force, car Donnet perd du sang par les narines, ce qui pourtant, on en conviendra, n'a rien de très grave. Homme vif et fier, celui-ci n'a rien de plus empressé que de venir aussitôt porter plainte au gouverneur.

Dans sa hâte de profiter de l'aubaine pour extorquer quelque argent, Schiner, probablement un peu perdu dans tous ces Jean-Joseph dont on vient de lui parler, fait comparaître devant lui, le mercredi suivant, non pas Pierre-Maurice Rey-Bellet, mais son frère Jean-Joseph. Si la méprise sera pour ce dernier heureusement sans autre conséquence qu'une belle peur, elle ne fait pas oublier le Gros-Bellet : « Sans être convaincu par preuves et sans qu'il ait été cité à donner ses raisons de justification », il est « condamné, par décret gouvernal du 21 avril 1790 »⁷, à payer au gouverneur, dans les huit jours, douze livres, c'est-à-dire un louis d'or (et non vingt, comme l'écrit Grenat⁸) ou seize francs de Suisse. Belle récompense, à la vérité, pour une action dont les Statuts valaisans de 1571 consacraient par avance la légitimité et la bienfaisance quand, dans l'article qui traitait « de ceux qui s'entreposent pour séparer et détourner les combattants », ils déclaraient notamment « que celui est tenu et réputé pour vil et abject, *pro levi et vili homine*, lequel ne s'efforce de tout son pouvoir d'entremettre sa personne et sa force en un débat »⁹.

De son côté, Jean-Joseph Rey « fut condamné à payer vingt-cinq livres et nonobstant très suffisante caution eut les arrêts dans le gouvernement »¹⁰.

⁷ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 73.

⁸ Grenat, p. 417.

⁹ AV, L, n° 104, p. 115. - Voir aussi *Statuta Vallesiae cum duabus revisionibus*, Seduni, 1843, Caput CXLV, pp. 120-121.

¹⁰ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 73.

Rey-Bellet a cependant le courage de refuser d'obtempérer à cet ordre injuste. Mais Schiner n'était pas homme à lâcher si vite sa proie. Il l'assigne une deuxième fois et, à cette occasion, double même le montant de l'amende. Bien entendu le Valdillien, de son côté, la récusé de nouveau. Une troisième comparution, au cours de laquelle le gouverneur, entêté, porte la peine à trois louis, n'apporte évidemment aucun heureux résultat et Rey-Bellet, suivant les conseils du capitaine Jean Devantéry, de Monthey, à qui il s'était confié dans cette situation délicate, ne craint pas de faire remarquer courtoisement au gouverneur que son jugement n'a aucun fondement légal.

Bien plus, fort de son droit et confiant dans l'autorité suprême, il en appelle devant le souverain en diète de mai 1790 ou plutôt délègue à cet effet Jean-Claude Durier, dit le Gros-Durier, « homme avisé, actif et débrouillard », dit Tamini¹¹, qui vient effectivement à Sion présenter sa supplique ainsi que celle de Jean-Joseph Rey « dans toutes les chambres des dizains »¹².

La réprobation du décret gouvernal est unanime et tous les magistrats — surtout le grand bailli Augustin Gasner — lui donnent des assurances formelles, que l'affaire n'aura aucune suite à l'avenir ; ils se gardent toutefois fort prudemment de les confirmer par écrit malgré les instances de Durier.

Les quémandeurs, dans leur ignorance des usages alors en cours, omirent, assure l'abbé Clément, de « semer des louis à pleines mains ». Aussi leurs démarches resteront-elles pratiquement sans résultat. Au contraire, elles serviront en fait à raviver la colère du vindicatif gouverneur qui put désormais impunément continuer ses poursuites judiciaires. Il semble pourtant que son audace ait été quelque peu ébranlée, puisqu'il faut attendre jusqu'au 6 septembre pour le voir revenir à la charge et adresser à l'officier de Val-d'Illiez, Pierre Rey, un nouveau mandat de comparution ainsi libellé : [Nous, Hildebrand Arnold Schiner, seigneur gouverneur de Monthey et de son ressort, à notre officier du Val-d'Illiez, salut ! Par les présentes, vous notifierez à Jean-Joseph Rey et à

¹¹ Tamini, *Petit essai...*, p. 91.

¹² Clément, *Révolution 1790*, p. 330.

son défaut à sa caution Claude-Antoine Caillet-Bois, et à Pierre-Maurice Rey-Bellet et à sa caution [Jean-Claude Durier] : le premier de payer le ban de vingt-cinq livres et le second de douze livres, avec les frais de la procédure et des instances passées..., dans trois jours, et cela à teneur de l'ordonnance souveraine dont ils en peuvent prendre connaissance au greffe, soit auprès de Nous s'ils le souhaitent..., dans trois jours, à défaut de quoi le jour au gagement leur sera fixé immédiatement après.

» Donné de notre château de Monthey, ce 6 septembre 1790, avec protestes de tous les frais et dépens... »¹³.

Cet ordre impérieux est intimé aux intéressés le lendemain 7 septembre. C'est ainsi que le 8 au matin, comme nous l'avons vu, le Gros-Bellet se présente au château de Monthey. Pas plus que Jean-Joseph Rey, il ne croit à l'authenticité de cette prétendue « ordonnance souveraine », puisque, au contraire, toute garantie d'annulation du décret gouvernal lui avait été donnée en diète et qu'aucune copie ne lui en avait été adressée. « On le somma de payer neuf louis d'or dans une heure de temps sous peine de la prison »¹⁴.

C'en était trop. La moindre étincelle pouvait désormais allumer l'incendie. Deux faits nouveaux allaient le déclencher le jour même¹⁵.

Parcourant la place du marché, le gouverneur aperçoit entre autres Marie-Christine Gex-Tornay qui vendait des moules ou cercles à fromages, fabriqués par son mari, habile et industrieux artisan sur bois de Val-d'Illiez. Alléguant une ordonnance sou-

¹³ AV 110, Rey, n° 5 ; Tamini et Délèze, pp. 199-200.

¹⁴ Guerraty, *Relation...*, p. 208. On trouvera le texte intégral de cette *Relation...* en Annexe I, pp. 406-416.

¹⁵ Comme toujours dans les remous populaires, les nouvelles les plus contradictoires se font jour et circulent, reprises et amplifiées par chacun. On en retrouve parfois l'écho dans les relations de l'époque. Il n'est donc pas toujours facile de départager la vérité de l'erreur ou de l'exagération. Pour assurer un maximum de sécurité, nous nous sommes inspiré essentiellement dans ce récit de deux sources contemporaines : l'abbé Jean-Maurice Clément (voir Clément, *Révolution 1790*) et Guerraty (voir Guerraty, *Relation...*). Ces deux auteurs sont tous les deux des observateurs intéressés de leur époque ; tous deux aussi sont à même de par leurs fonctions — l'un est vicaire de Val-d'Illiez, l'autre, secrétaire du conseil des communes du gouvernement de Monthey — de nous en instruire valablement.

veraine qui exigeait des étrangers un permis spécial pour la vente en place publique, il la menace, sous prétexte qu'elle est étrangère à la commune, de lui confisquer ses moules et déjà il s'apprête à lui en prendre un, quand il se rend compte que la foule, au courant du mandat précité contre le Gros-Bellet, s'offusque de cette nouvelle injustice et même commence à manifester. Pas très rassuré et se sachant d'ailleurs en tort, puisque l'ordonnance en question, du 11 décembre 1765, ne visait en effet que les étrangers au pays — *mercatoribus et negotiatoribus extraneis licet in republica et patria nostra domicilium stabile non habentibus* —, il croit plus sage de passer outre¹⁶.

Continuant sa tournée d'inspection, il remarque bientôt un magnifique cheval. Il questionne pour en connaître le propriétaire. Quand il apprend qu'il appartient au Gros-Bellet, il juge que l'occasion est bonne de lui faire rendre gorge et fait immédiatement amener la bête et sa charge dans son étable.

Tamini met en doute cette confiscation du cheval de Rey-Bellet, se référant à la *Relation...* de Guerraty qui n'en fait effectivement pas mention¹⁷. Mais Fischer, repris par Morell¹⁸ et Grenat¹⁹, nous la rapporte dans une lettre officielle du 25 octobre, adressée au Conseil secret de Berne, en précisant qu'elle lui « a été confirmée par chacun »²⁰. Ce témoignage avisé constitue pour nous une garantie suffisante d'authenticité. De plus, il est corroboré par celui de Ribordy qui dit transcrire son récit « du manuscrit d'un contemporain »²¹. Au reste, ce n'eût pas été la première fois, comme Devantéry l'apprit le lendemain par un membre du conseil : les sieurs Franc et Torrenté avaient déjà dû intervenir « dernièrement » auprès du gouverneur dans un cas semblable²².

Quoi qu'il en soit, Schiner se mettait ainsi, et même doublement, en contradiction avec les Statuts du pays. La saisie, en effet,

¹⁶ Grenat, pp. 416 et 423.

¹⁷ Tamini, *Petit essai...*, p. 93.

¹⁸ Morell, p. 16.

¹⁹ Grenat, p. 417.

²⁰ Junod, p. 133.

²¹ Ribordy, p. 6.

²² AV, cart. 86, fasc. 3, n° 11, p. 3 : voir Annexe III, pp. 419-420.

d'après ces Statuts, ne pouvait s'opérer que dans les limites de la communauté de la victime, soit en l'occurrence à Val-d'Illiez. De plus, les prérogatives du gouverneur en matière d'amende se limitaient à soixante livres, soit cinq louis ; or il exigeait maintenant neuf louis d'amende et en outre la jument en valait à elle seule dix-huit²³. C'était donc un abus de pouvoir évident.

Furieux, mais cependant maître de lui, Rey-Bellet ne tarda pas à riposter. Ayant d'abord réclamé poliment mais sans succès la restitution immédiate de son bien, il se rend hardiment au château. Il y trouve le gouverneur en train de dîner. Il lui réitère sa demande. On refuse de l'entendre. Il insiste encore, se fait plus pressant : tout est inutile. Alors, hors de lui et n'écoulant que sa juste colère, il en vient aux grands moyens — aux grands maux les grands remèdes — : des deux poings il frappe sur la table (qui se brise et « vole en éclats » renchérissent Grenat²⁴ et Ribordy²⁵, mais est-ce bien vraisemblable ?) et la renverse avec tout ce qui la couvrait. Le curial Joseph-Antoine Meillat, qui sans doute voulut s'interposer, se trouva bientôt acculé à la fenêtre du corridor, puis basculé dans la cour. Cette double manifestation de force, conformément aux lois de la dynamique, arracha ce que les prières n'avaient pu obtenir : son cheval lui fut rendu sur-le-champ²⁶.

Ce n'était, hélas ! pour le Gros-Bellet, qu'un demi-succès, car, qui le croirait, Schiner continua à le poursuivre pour sa prétendue « batterie sur le grand chemin »²⁷. Mais la forteresse de la tyrannie venait d'être sérieusement ébranlée. Désormais, l'effervescence allait monter d'un ton, se généraliser, devenir dramatique, se concrétiser en émeute et aboutir rapidement à l'écroulement de l'édifice, c'est-à-dire à l'expulsion de Schiner.

Voici dans quelles circonstances bien particulières.

²³ Il est difficile de garantir absolument l'exactitude de ces valeurs, car les chroniqueurs sont loin de s'accorder sur ce point. Voir Guerraty, *Relation...*, p. 205 ; Grenat, p. 417 ; Junod, p. 133 ; Tamini, *Petit Essai...*, pp. 77 et 92 ; Tamini et Délèze, p. 201...

²⁴ Grenat, p. 417.

²⁵ Ribordy, p. 6.

²⁶ Junod, p. 133 ; Grenat, p. 417.

²⁷ Guerraty, *Gloses...*, p. 97.

Dans le même temps que le Gros-Bellet avait maille à partir avec le gouverneur au château, de très nombreux Valdilliens se trouvaient réunis chez Jean-Joseph Défonté — leur rendez-vous habituel —, dont l'auberge, située à la jonction des rues du château et du Bourg-aux-Favres, faisait face à la place du marché du côté de l'orient. Excités par tous les incidents de la matinée, ils s'entretenaient, selon Barthélemy Guillot, « de la liberté des peuples, et chacun parlait de l'usurpation des Haut-Valaisans et de notre état prospère sous les comtes de Savoie. Au bruit qu'on voulait se débarrasser des subdélégués valaisans allemands, chacun voulait être de la partie, sans autre information ²⁸. » Ils menaient si grand tapage que le gouverneur l'entendit de son château et leur dépêcha Jean Clausen, son domestique, d'abord, puis le notaire Joseph-Antoine Meillat, pour leur enjoindre de mettre une sourdine à leurs débats. La venue du greffier, qui remplissait en outre les fonctions de curial et qui, à ce titre, était particulièrement exécré de la population, eut le don d'exacerber la colère déjà bien grande de ces rudes montagnards.

Quand, vers deux heures après midi, ils le virent arriver dans la chambre supérieure où ils tenaient leur assemblée — car, et on a quelque difficulté à l'imaginer, à peine remis des émotions de sa mémorable défenestration, il eut le courage ou l'audace de venir ainsi se jeter dans la gueule du loup — ; quand surtout ils remarquèrent dans ses mains certains papiers évocateurs de la tyrannie du gouverneur ou peut-être annonciateurs de prochaines vexations, ils durent sentir leur sang bouillonner dans leurs veines. Ce fut alors un beau tollé. « Après quelques compliments ironiques », nous dit Clément ²⁹, et après que Rey-Bellet lui eut vainement offert un verre de vin, ajoutera Pierre Rey au cours d'un interrogatoire du 15 novembre 1791, ils l'assaillirent à qui mieux mieux : Pierre Rey — il en fera lui-même l'aveu dans le même interrogatoire — « le prit par les cheveux et le tira au milieu de la chambre ; d'autres le battirent » ³⁰ jusqu'au sang et finalement le jetèrent sous un lit...

²⁸ Donnet, p. 133.

²⁹ Clément, *Révolution 1790*, p. 333.

³⁰ Dossier 1791, pp. 306-307.

Ces représailles hardies furent, au dire de Guerraty, « le prélude du grand événement de l'expulsion du gouverneur Schiner et... peut-être la cause qui détermina et amena cet événement ». Car, et c'est encore Guerraty qui le fait remarquer, elles disposèrent « les esprits, déjà échauffés et enhardis par ce coup d'essai sur un personnage de la cour du gouverneur, à entreprendre davantage... »⁸¹.

Et cela d'autant plus que, sur ces entrefaites, le Gros-Bellet était venu, lui aussi, chez Défonté apporter à ses concitoyens et amis, avec son amertume et sa rancœur de l'amende toujours maintenue, le bulletin de sa victoire du matin.

Le gouverneur, de son côté, par son imprudence irréfléchie, devait lui-même précipiter son destin et provoquer l'irréversible. En effet, très vite informé de l'agression entreprise contre Meillat et décidé à la venger sans tarder, il descend aussitôt, porteur lui aussi de papiers provocateurs, jusque devant l'auberge de Défonté et, de la rue, se met à invectiver les coupables avec morgue et sévérité : « Coquins de Valdilliens, leur crie-t-il, est-ce ainsi que vous frappez mes officiers ? Je vais sévir contre vous. »

L'ayant entendu, quelques-uns se mettent à la fenêtre, et parmi eux le Gros-Bellet. A sa vue, le gouverneur reprend de plus belle ses bravades : « Est-ce toi, Bellet, qui frappes mon curial ? Je vais te faire mettre en prison. » Il ne fallut pas longtemps à notre homme pour répondre à cette accusation erronée ; il se précipite dans la rue, bientôt suivi de tous ses amis et, sur le même ton de colère vengeresse, somme le gouverneur de lui exhiber la loi qui le condamne.

Peu accoutumé à une telle réaction de la part de ses sujets et se souvenant assurément de la scène que le même Bellet venait de lui faire au château, le gouverneur fut prompt à rentrer ses griffes et à battre en retraite. Nombreuses furent toutefois celles de ses victimes qui tinrent à l'accompagner et à lui faire bonne escorte. A combien se montèrent-elles ? Il est difficile de le préciser. Les chroniqueurs ici sont, en effet, loin d'être d'accord. Si quelques-uns, quelque peu Normands ou circonspects, parlent d'« un bon

⁸¹ Guerraty, *Gloses...*, p. 78.

nombre », d'autres avancent des chiffres... plutôt disparates : 6, 20, 40, 60 et jusqu'à « plusieurs centaines »³². Il est à présumer que, tel une boule de neige, ce nombre alla croissant et que finalement ce fut toute une foule qui, vers trois heures, était massée dans la cour du château devenue d'ailleurs trop petite pour la contenir tout entière, si bien que la rue elle-même se trouva encombrée. Au tout premier rang, il faut mentionner bien naturellement Rey-Bellet qui, tout au long du parcours, avait tenu fortement le gouverneur par le bras, ne cessant de lui réclamer la justification légale et écrite de son châtiment. Il y avait aussi plusieurs autres compères dont quelques-uns joueront un rôle important, l'année suivante, dans les différents complots ourdis contre l'Abbaye de Saint-Maurice ou contre les magistrats du Bas-Valais, notamment Maurice Gex-Collet, beau-frère du Gros-Bellet, Jean-Joseph Rey, l'un des querelleurs de Vers Einsié, Pierre Rey, son frère, Jean-Louis Borrat, descendu de Val-d'Illiez « à cheval, ayant son fusil et sa gibecière »³³, Jean-Claude Durier, le mandataire de Rey-Bellet auprès du bailli, Dominique Gex-Collet, Louis Rey, l'abbé Claude-Joseph Durier, Jean-Claude Défago, etc.

Des Vaudois et des Savoyards s'étaient-ils joints à ces Valdiliens de vieille roche et aux gens des communes environnantes ? Grenat l'affirme, toutefois sans preuve, et Junod en doute. Comment dans une telle confusion, née de la conjonction de la foire et de l'émeute, aurait-on pu identifier tout le monde ? Surtout que tout se passa si vite.

Toujours est-il que la foule est là, menaçante. Bellet, pressentant ce qui va arriver et toujours pacifique — c'est un luxe que peuvent se payer les forts — prévient discrètement le gouverneur de l'imminence du danger qu'il court : il lui conseille de fuir pour mettre sa vie en sûreté. Cet aimable avis est méprisé : Schiner croit pouvoir faire face et trouver un refuge sûr dans son château.

Mais il ne peut y pénétrer sans avoir à ses trousses deux solides gaillards, toujours les mêmes, Rey-Bellet et Jean-Joseph Rey. Arrivés au corridor de l'étage supérieur, devant la chambre rouge,

³² Morell, p. 16.

³³ Dossier 1791, p. 216.

ils ont une vive altercation. On ne peut qu'en deviner le sujet — ce qui du reste n'est guère difficile —, mais on en constate bientôt les conséquences, le gouverneur surtout qui vit en ce moment des minutes d'extrême angoisse. Il voit le Gros-Bellet, alors dans toute la force imposante et redoutable de ses trente-six ans et de sa stature — il mesurait cinq pieds et dix pouces, soit un mètre nonante — reprendre le geste symbolique de Caïphe et déchirer ses vêtements en signe d'indignation sacrée, puis, de son poing de fer, se frapper la poitrine nue et enfin se précipiter sur lui. Aussitôt après, Schiner sent qu'on l'empoigne par les habits, qu'on lui fait enjamber la fenêtre du corridor qui donne sur la cour intérieure et que, ainsi suspendu dans le vide, on l'expose aux regards de la foule qui y stationne toujours.]

Les chroniques ne disent pas quelles furent les réactions de cette foule : surprise, admiration ou joie délirante ? Elles ne précisent pas davantage combien de temps dura cet exercice de haute voltige. Mais, ce supplice terminé, un autre attendait l'infortuné gouverneur à l'intérieur. Jean-Joseph Rey, en effet, lui aussi de haute stature et de surcroît maréchal de son métier, intervient à son tour : tout en l'injuriant, le traitant de bougre, de larron, etc., il lui décoche dans la cuisse un coup de pied qui lui déchire sa culotte dans toute sa longueur et le fait rouler à terre. C'est en vain que le gouverneur tente d'apitoyer ses agresseurs : ils restent aussi sourds à ses supplications qu'il l'avait été aux leurs.

Clausen, le domestique de Schiner, sortant à ce moment-là de la chambre rouge, braque et détend par deux fois son fusil chargé contre le Gros-Bellet. Pourquoi le coup n'est-il pas parti ? L'abbé Clément y veut voir « une protection visible de la divine Providence »³⁴ ; peut-être n'était-ce tout simplement qu'un mauvais état de la poudre, dû à un non-emploi prolongé de l'arme.

Quoi qu'il en soit, le Gros-Bellet n'a pas le temps de se poser tant de questions. Armé d'une chaise, il se rue sur le valet pour l'en frapper. Mais la chaise, arrêtée dans sa course vengeresse par le manque de champ, vient heurter un mur où elle se fracasse. On imagine par là ce qu'il serait advenu du pauvre malheureux si

³⁴ Clément, *Révolution 1790*, p. 330.

la chaise avait atteint son but. Sans demander son reste et lâchant son fusil, il détalait du plus vite qu'il peut. Devantéry, qui le jour même avait « prié une personne qui a quelque ascendant dans la maison de le faire évader », le verra passer au grand galop, le lendemain, à cinq heures et demie du matin, sur la place de Montthey, monté sur un des deux chevaux du gouverneur, « le beau cheval de vingt louis..., à poil »³⁵.

Quant au gouverneur, il a enfin compris qu'il ne trouvera son salut que dans la fuite. Mettant donc à profit cette diversion, il s'esquive par l'escalier de service avec madame la gouverneur. Dans leur précipitation, l'un a oublié son chapeau, tandis que l'autre perd un de ses souliers. A leur passage dans la cour sous les huées de la foule, Pierre Rey, sautier de Val-d'Illiez, administre au gouverneur un coup de pied si brutal que, pour la grande joie des mutins, sa perruque lui échappe ; elle devient très vite dans leurs mains un objet d'amusement.

C'est la dernière atteinte directe portée à la personne du gouverneur. On fera bien encore rouler un tonneau par la rue du château qui, comme chacun sait, est fort en pente, mais ce sera sans conséquence pour les deux fugitifs.

Ils traverseront presque en courant la place du marché, « qui retentissait de battements de mains »³⁶, elle, toujours avec un seul soulier, lui, tenant sa femme par le bras et criant : « Sauvons-nous, nous sommes perdus », ou encore : « Peuple, je vous demande pardon », etc.³⁷ Personne ne leur fera de mal, mais personne non plus ne cherchera à s'opposer à leur départ. Au contraire, il semble que la plupart des manifestants n'aient attendu que ce moment pour laisser se déchaîner leur haine. Ils commencent par lancer des pierres contre le château. Puis, libres de toute crainte, ils envahissent la résidence gouvernementale en empruntant le grand escalier et pénètrent jusque dans les appartements, y brisant vitres, portes — en particulier « celle d'entrée à l'appartement du gouver-

³⁵ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 11, p. 3.

³⁶ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 23 : lettre écrite de Saint-Maurice, le 23 septembre 1790, par Ch.-E. de Rivaz à son beau-frère Eugène de Nucé, chez M. Haldimand, à Londres.

³⁷ Clément, *Révolution 1790*, p. 330.



Pl. I. — Le château des gouverneurs, à Monthey

neur... »³⁸ — et quelques meubles, jetant des chaises et même de la vaisselle par les fenêtres. L'abbé Tamini assure que « les traces de ces désordres se voient encore aujourd'hui [vers 1930], car du 8 septembre 1790 datent les mutilations que l'on remarque entre autres aux armoiries ornant le fourneau monumental de la salle d'audience actuelle du tribunal et dont les sept étoiles ont été déchiquetées à coups de pierres ou de marteaux »³⁹. Schiner lui-même, dans une « supplique » du 14 novembre 1790 adressée à LL. EE., se déclarera prêt à prouver d'autres dégâts : « meubles, denrées, effets et titres..., cassés, brisés, emportés, consumés et vendus », et spécialement « son épée d'argent... cassée, ses chapeaux emportés..., une commode neuve et ouvragée » brisée, « les chevaux vendus à très bas prix », etc.⁴⁰

Il faudra évidemment par la suite réparer toutes ces déprédations. La diète de Noël 1790, dans les séances du 14 et du 17 décembre, décidera par exemple que « les habits de madame la gouvernante Schiner... lui seront délivrés ainsi que les livres de de cour à M. le gouverneur pendant sa préfecture et les livres de médecine avec les manuscrits ». Elle stipule de même que « les meubles volés ou cassés au château de Monthey doivent être payés à M. Schiner par ceux qui l'ont chassé du château, de quels meubles M. le gouverneur Schiner fournira un vrai et consciencieux inventaire »⁴¹. Et les archives, de Monthey en particulier, ont gardé le souvenir de comptes relatifs aux dégâts occasionnés au château. En voici quelques exemples où les sommes indiquées expriment dans l'ordre des florins, des sols et des deniers :

« Pour diverses réparations faites au château, à la suite de la Bagarre du 8 septembre 1790, au serurier »

80 7 2

Au syndic Domenjoz pour son versement, le 20 septembre, au vitrier, « pour accommoder les fenêtres du château »

33 8 1

³⁸ Guerraty, *Gloses...*, p. 76.

³⁹ Tamini, *Petit essai...*, p. 92.

⁴⁰ AV, cart. 81, fasc. 3, n° 60.

⁴¹ AV, L 302, pp. 105-106.

« Au serrurier, pour l'écurie où il a fait de l'ouvrage »	6	3	
« A Jean-Pierre Favre, pour avoir été déferrier et referrer une porte au château et fait un crochet pour l'entrée de la serrure et fourni les clous »	3		
« A maître Vivarais, pour avoir accommodé des fenêtres et des portes au château »	44	3	
« Pour fourniture de bois pour l'écurie du château »	52	6	
« Au maçon Duetto, pour réparer la porte qui va au jardin »	1	6	
« Pour le <i>sepos</i> [serrure en bois] mis à la porte de l'écurie »	3	1	2
« Pour serrures au buffet du château, suite de la Bagarre »	7	6	0
« A Mercier, pour avoir accommodé les fenêtres du château, fourni le papier et autres... »	6	0	0 ⁴²

Le pillage de la demeure du gouverneur avait pour un moment fait oublier sa personne. Les émeutiers s'en ressouvirent alors et se lancèrent à sa poursuite. Fort heureusement pour lui, un de ses amis, « un M. de Quartéry, fit amener un tonneau de vin sur la place, y attira la foule déjà exaltée par la boisson, loua sa bravoure... »⁴³

Cette ruse de bonne guerre les retint à peu près tous au moins pour un moment. Mais on sut bien vite que le gouverneur avait entre-temps trouvé refuge dans la maison du châtelain Barthélemy Galley (au corridor, dit Tamini⁴⁴, à l'écurie, dit Ribordy⁴⁵).

Celui-ci affirmera plus tard, au cours de son interrogatoire du 7 décembre, qu'il n'était alors guère disposé à offrir son hospitalité aux malheureux proscrits, leur représentant qu'il n'était pas en son pouvoir d'assurer leur sécurité. En fait, lui-même ne se

⁴² Mo, D, n° 945 bis ; Mo, G, n° 71 ; AV, VdI, XVIII^e siècle, Comptes du gouvernement de Monthey rendus chez Jean Barlaty, le 22 novembre 1791, 4 fol. (16,5×21 cm).

⁴³ Ribordy, p. 7.

⁴⁴ Tamini, *Petit essai...*, p. 78.

⁴⁵ Ribordy, p. 7.

sent pas très rassuré. Allant aux fenêtres, « il aurait fait signe à M. [Michel] Dufour, de Vionnaz, et au procureur Torrenté, de monter chez lui, lesquels étant arrivés dans sa chambre auraient entendu aussi les plaintes du gouverneur et de madame »⁴⁶. Dans cette situation peu enviable pour lui, Galley prie M. Dufour d'aller informer M. Devantéry de ce qui se passait⁴⁷.

Pendant cette démarche, Galley, averti par Maurice Donnet, son locataire, que les Valdilliens s'apprêtaient à venir chez lui, presse ses deux hôtes d'un moment de fuir à nouveau. Ayant secrètement gagné le fond de la cave et empruntant la porte de derrière, ils courent donc se cacher dans la maison voisine, celle du capitaine Guillaume de Lavallaz-Châtillon ou du capitaine Durupté⁴⁸.

Il était temps. La foule des manifestants s'était effectivement transportée chez Galley où la scène du château se renouvelle en partie. Quelques-uns des plus hardis compagnons, nommément Pierre Rey, Jean-Claude Tormaz, de Collombey, et Jean-Joseph Durier, Valdillien habitant Monthey, entrent sans encombre dans la maison, car le châtelain avait sagement refusé de suivre le conseil du procureur Torrenté et de fermer ses portes. Il n'empêche pas pour autant les assaillants, furieux de ne pouvoir mettre la main sur Schiner, de s'acharner sur lui-même. Jean-Louis Borrat lui donne le premier coup ; l'officier Pierre Rey le prend par la boutonnière et lui déchire sa veste ; puis, revenant à la charge, il l'immobilise, cependant que son frère Jean-Joseph le bat jusqu'au sang. D'autres compères pendant ce temps s'en prennent à sa demeure ; on lui casse une cage, on renverse une bouteille, on brise des fenêtres dans la chambre et la cuisine...⁴⁹

⁴⁶ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 237.

⁴⁷ Dans sa déposition du 8 décembre, Devantéry confirmera qu'effectivement un des premiers, après le major de Rivaz, à l'avoir avisé de l'expulsion du gouverneur fut l'avocat Michel Dufour. Voir Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 248.

⁴⁸ Guerraty, *Relation...*, p. 211 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 237-238.

⁴⁹ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 237-239 ; Clément, *Révolution 1790*, p. 331. - Dans son interrogatoire du 10 octobre 1791, Jean-Joseph Durier déclarera à ce sujet avoir « vu le Gros-Bellet dans la chambre de madame la châtelaine Galley qu'il a prise par un bras, et que lui enquis l'a averti de laisser cette dame, disant : « Ce n'est pas à elle que tu en veux, je crois » ; l'autre répondit : « Tu as raison », et la laissa du coup. Nous n'avons, quant à nous, retrouvé nulle

L'annonce par Jean-Louis Rey de l'arrivée de Devantéry le tranquillise pour un moment. Mais le capitaine, lui non plus, ne peut faire revenir le calme.

Leurs recherches les ayant enfin persuadés que Schiner n'était plus en la demeure, les émeutiers quittent les lieux un peu décontenancés. Revenus sur la place, ils y trouvent Devantéry qui, désireux de protéger le gouverneur, s'emploie activement à calmer ses gens. Il y était presque parvenu, au point que quelqu'un autour de lui disait déjà : « Enfants ! écoutons le brave homme ⁵⁰. » Malheureusement un des chefs, qui avait gardé rancune contre lui depuis la foire de Pâques [7 avril] en raison de son intervention dans une cause fiscale ⁵¹, fait courir le bruit que c'est lui, Devantéry, qui recèle le gouverneur. Il n'en faut pas davantage pour ranimer l'ardeur de quelques-uns des mutins qui se consultent aussitôt ; ils proposent d'aller perquisitionner chez Devantéry et y tuer le gouverneur. Une tête plus échauffée — Maurice Gex — voudrait même s'en prendre à Devantéry lui-même. Pas très rassuré, bien que n'étant pour rien dans cette affaire, celui-ci abandonne sa maison à son fils cadet ⁵² et à sa servante et se retire « sans aucun mal du côté de M. le banneret ».

Cet incident, quoique pénible pour l'honnête capitaine et qui aurait pu lui être fatal, fut en définitive fort bénéfique : il décida les amis de Devantéry, c'est-à-dire à peu près tous ceux qui se trouvaient là et qui craignaient déjà d'avoir à le pleurer — *pro-rsus enim lugendus fuisset* —, à réagir et à mettre à la raison les esprits brouillons. Plusieurs Valdilliens même engagèrent ces der-

part la confirmation de cette assertion, pas plus du reste que de la présence elle-même de Rey-Bellet chez Galley. Ce même Galley, par exemple, n'en fait pas mention dans sa déposition du 7 décembre 1790 (voir Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 237-245). Par contre, une autre affirmation de Jean-Joseph Durier, nettement mensongère celle-là, vient infirmer ce témoignage : « Que pour lui, il n'y a rien fait... ». Voir Dossier 1791, p. 108.

⁵⁰ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 11, p. 1 : voir Annexe II, pp. 417-419.

⁵¹ Il s'agit peut-être de Jean Martenet de Troistorrents (voir Dossier 1791, pp. 139-140) ou plus vraisemblablement de Maurice Gex (voir Clément, *Révolution* 1790, p. 331 et Guerraty, *Gloses...*, p. 77).

⁵² Il s'agit vraisemblablement de Théodore (Jean-Jacques-Amédée-Louis -), futur président de la municipalité de Monthey, alors âgé de quatorze ans (voir Vieux-Monthey).

niers à rentrer chez eux, ce que, la lassitude aidant — plusieurs étaient restés sur la place durant cinq heures — ils firent à peu près tous. D'après un rapport du 8 septembre au soir, adressé par Jean Escher, inspecteur vaudois du pont de Saint-Maurice, à Diesbach, gouverneur d'Aigle, on en vit se retirer par bandes « en jubilant tous ensemble d'allégresse, au val d'Illiez »⁵³. De sorte que, dit Devantéry, dès ce moment — il était environ dix-sept heures —, tout finit par rentrer dans l'ordre ce jour-là. Le même Devantéry mentionne cependant encore des vols de meubles au château jusque vers cinq heures, c'est-à-dire jusqu'au moment où on y plaça des gardes⁵⁴.

Revenons un instant à Schiner et à sa femme, que nous avons laissés dans la maison de Lavallaz. Ne s'y sentant pas plus en sûreté que chez Galley — où le seraient-ils d'ailleurs tant qu'ils resteraient à Monthey ? —, ils en repartent, à pied, le soir même, et, à la faveur de la nuit, gagnent « en prenant des routes déviées »⁵⁵, une ferme isolée sise à Charrière, près de Massongex et propriété de l'hoirie de Tornéry⁵⁶.

Ils ne durent vraisemblablement y rester que quelques heures, si on en croit un brouillon de lettre de Dallèves à un « très honoré voisin » — il s'agit du gouverneur d'Aigle — à qui il envoie par la même occasion une lettre de Schiner. On y lit, en effet, que le couple infortuné se réfugia à Saint-Maurice « à minuit » déjà⁵⁷. Ils poursuivirent le jour même, soit le 9, jusqu'à Sion — le vicaire de Vouvry, Jacques-François Odet, « les rencontra près de Char-rat, montés sur un char couvert d'un peu de paille... »⁵⁸ —, où ils arrivèrent à neuf heures du soir. Ils trouvèrent asile chez madame Ignace de Courten, où leurs enfants les rejoignirent le lendemain.

⁵³ Junod, p. 114.

⁵⁴ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 11, p. 2.

⁵⁵ Gazette.

⁵⁶ Guerraty, *Gloses...*, p. 76, cite trois sœurs Tornéry : Marie-Barbara qui avait épousé Benjamin de Nucé ; Marie-Elisabeth-Catherine qui fut la femme de Nicolas de Quartéry ; et une troisième sœur qui avait épousé un de Kalbermatten.

⁵⁷ Rz, cart. 94, n° 99, pièce 4 : lettre de B. Dallèves, gouverneur de Saint-Maurice, à Nicolas de Diesbach, gouverneur d'Aigle, 9 septembre 1790, minute, 5 fol.

⁵⁸ Guerraty, *Gloses...*, p. 76.

Ils y étaient si peu désirés que madame Ignace de Courten, en date du 13 septembre, s'empressait d'écrire à son mari, alors lieutenant-colonel du régiment suisse à Cambrai : « Grâce à Dieu, tout ce monde est parti ce matin pour Sierre. Je n'étais pas à mon aise de les savoir chez nous parce qu'on dit à force que tous les juridictionnaires parlent haut sur le Grand-Pont contre ce gouverneur. »⁵⁹

Bien qu'une lettre du 20 septembre de Fischer, plénipotentiaire du gouvernement bernois à Aigle, rapporte que « on ne doit avoir permis au gouverneur Schiner, expulsé de Monthey, de séjourner ni à Sion ni dans les environs »⁶⁰, on l'y retrouve en tout cas au mois d'octobre, comme on peut l'inférer d'une nouvelle lettre de madame de Courten, datée du 25 dudit mois, au moment où les troupes se préparaient fiévreusement à descendre dans le Bas-Valais. « J'ai fait prier hier, écrit-elle à son mari, M. Schiner de chercher un autre logement parce qu'on menace de mettre le feu chez nous ou de le venir prendre, car tout le monde en veut au gouverneur. Il doit partir demain pour aller du côté du Piémont et, s'il fait bien ses affaires, il reviendra prendre sa femme... »⁶¹

Mais quand il voit que le souverain a repris les affaires en main et s'apprête à envoyer la troupe dans le Bas-Valais, il reprend confiance : « Sa femme, écrit encore madame Ignace de Courten, m'est venue dire que je devais être tranquille, que du moment qu'on descendra, il quittera la ville ; jusqu'à présent, il n'a pas bougé, parce qu'on n'a pas encore décidé du temps... »⁶² Vers la fin novembre, on sait qu'il est « toujours » chez le chanoine Adrien-Joseph-Maurice de Courten, son oncle par alliance⁶³.

⁵⁹ Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 144 : lettre écrite de Sion, le 13 septembre 1790, par Mme Ignace de Courten et adressée à son mari, alors à Cambrai, or. a., 2 fol.

⁶⁰ Junod, p. 121.

⁶¹ Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 146 : lettre écrite de Sion, le 25 octobre 1790, par Mme Ignace de Courten, à son mari, or. a., 2 fol.

⁶² *Ibidem*, n° 149 : lettre écrite de Sion, le 15 novembre 1790, à son mari, or. a., 2 fol.

⁶³ *Ibidem*, n° 150 : lettre écrite de Sion, le 29 novembre 1790, par Mme Ignace de Courten, à son mari, or. a., 2 fol.

Finalement, il en sera réduit, en diète de décembre, à résigner ses fonctions de gouverneur, après une année seulement d'exercice, puisqu'il avait été nommé à la diète de Noël 1789.

Comme on comprend, après cette cascade de péripéties dramatiques, la confiance qu'il fit au gouverneur d'Aigle dans une lettre qu'il lui adressa, de Saint-Maurice, dès le lendemain de son expulsion : « C'est le malheur le plus grand, hors la mort, qui m'ait pu arriver et m'est arrivé effectivement depuis les deux heures de l'après-dîner de hier jusqu'aux neuf heures de la nuit... »⁶⁴

« Qu'ils sont tristes, les vaincus ! », chantera Paul Déroulède⁶⁵.

L'allégresse de l'autre camp, c'est-à-dire du côté des émeutiers, offre un contraste d'autant plus saisissant. On pourrait ici laisser courir son imagination, ce que ne manque pas de faire le feuilletoniste de la *Nouvelle Gazette du Valais* dans un numéro de septembre 1876 quand il écrit : « Ce ne fut plus pour lors que festes, festins et réjouissances. Les flots de vin coulaient par tous les cabarets ; les chants d'allégresse étaient répétés en cent endroits différents ; une vive joie s'était emparée de la majorité ; les cris de *Vive la liberté* ne furent pas oubliés... »⁶⁶

Peut-être aussi chantaient-ils déjà ce pamphlet trouvé dans une « Histoire de Monthey, rimée », du Dr Eugène Donnet et dont nous extrayons ce simple couplet qui s'en prend à Schiner :

« Tu jouas au héros ;
Tu crus courber nos nuques
Et filas sans perruque
En te tâtant le dos »⁶⁷.

Ce qui est certain, c'est que, tout de suite, l'enthousiasme fut grand, sinon général. Pendant les quatre ou cinq premiers jours, comme l'écrit Clément, les Valdilliens se crurent les véritables maîtres chez eux⁶⁸. Le peuple de Monthey, attroupé en désordre sur

⁶⁴ Junod, p. 112.

⁶⁵ Paul Déroulède, *Chants du Soldat*, 154^e éd., Paris, 1900, (Chanson), p. 111.

⁶⁶ *Gazette*, n° 109, du 13 septembre 1876.

⁶⁷ Vieux-Monthey.

⁶⁸ Clément, *Révolution 1790*, p. 332.

la place du marché, jura de ne pas souffrir plus longtemps la domination du Haut-Valais⁶⁹. Dès le 9 en tout cas, on vit apparaître aux chapeaux des Montheysans les premières cocardes blanc, rouge, vert, emblème de la révolution. Parmi les premiers à les arborer, les témoins citent « un Français, tailleur de profession », Louis Robiquet⁷⁰, « le chapelier habitant la maison de M. le châtelain [de Choëx] Claret et un cordonnier français ou savoyard [s'agit-il de Jean Vitte ?]⁷¹ », Barthélemy Guillot — le châtelain Galley l'a vu —, etc. D'après J.-B. Bertrand, « même le curé de Monthey, Villa [erreur : Simon de Werra], dut en orner son tricorne⁷² ».

Car cette victoire remportée le jour de la Nativité de Notre-Dame, les contestataires de 1790 pensèrent qu'elle marquait pour eux la naissance de temps nouveaux, d'une vie nouvelle. Quelques-uns, peu de temps après le soulèvement, ne firent-ils pas le serment de tuer le premier gouverneur qui viendrait ?⁷³ Et Barthélemy Guillot, dans l'euphorie des premiers jours, ne proposa-t-il pas, en badinant, à la Fribourgeoise Marie-Anne, cuisinière du restaurant de Saint-Pierre-de-Clages et naguère servante de Schiner, de mettre en location le château de Monthey ?⁷⁴ Jean-Joseph Bruttin, qui rapporte l'épisode dans sa déposition faite sous serment le 7 décembre 1790, nous révèle en outre que le même B. Guillot, venu à Sion, dans son auberge du Lion d'Or, immédiatement après l'expulsion de Schiner, dit clairement qu'il n'était plus question pour les Bas-Valaisans de plier les genoux devant un bailli ni même d'en accepter encore et que, si une guerre était nécessaire pour cela, « un seul des leurs serait assez fort pour se défendre contre dix du Haut-Valais, *der Fuchs in seiner Höle vertheidige sich wider seine Feindt* »⁷⁵.

⁶⁹ Donnet, p. 134.

⁷⁰ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 263.

⁷¹ *Ibidem*, p. 243.

⁷² Bertrand, *Notes...*, p. 410.

⁷³ Déposition de Jean Delseth, à Vouvry, le 11 octobre 1791. Voir Dossier 1791, p. 129.

⁷⁴ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 259.

⁷⁵ *Ibidem*, p. 244.

2. Représailles contre les fiscaux...

Les vannes une fois ouvertes, les vagues de cette haine allaient maintenant s'étendre et atteindre la plupart des gens en place — plus rarement des personnes privées, objet de haines particulières —, puis sortir du cadre relativement restreint de la cité montheysanne. Effectivement, pendant les quatre ou cinq premiers jours surtout, on assiste un peu partout dans le Bas-Valais à un déferlement de scènes violentes et révolutionnaires.

Pour rester à Monthey, le sort que les émeutiers réservèrent aux officiers de tout grade ne fut guère plus enviable que celui du gouverneur ; il en est au reste le corollaire presque obligé. Plusieurs furent sérieusement étrillés : le châtelain Galley et le fiscal ⁷⁶ Meillat qui eurent en quelque sorte la part du lion — nous l'avons déjà entrevu — ; l'officier du gouverneur Jean Sylvestri qui, battu jusqu'au sang par les Planche et les Fornage des Neyres, eut même un bras démis ⁷⁷ ; la maréchaussée Jean-François Jacquier-Perret. D'autres, douze ou treize familles, échappèrent par la fuite à la vindicte populaire. Le lieutenant gouvernal Hyacinthe Darbellay, « haï surtout pour avoir été le recouvreur des redevances féodales et lods ⁷⁸ et duquel on avait beaucoup à se plaindre » ⁷⁹, les deux frères Joseph-Hubert et Emmanuel Franc (ce dernier, lieutenant du châtelain de Monthey), Narcisse Pignat, le

⁷⁶ « C'était un emploi en office à la cour du gouverneur, dont les fonctions étaient de traduire devant celui-ci les accusés ou prévenus de quelque délit ou de quelque fait qui donnât lieu à exciter la cupidité de ces officiers de justice. Les fiscaux accueillaien et recevaient les plaintes, poursuivaient la rentrée des amendes, dont ils avaient le tiers, et vivaient ainsi souvent de rapines. Ils étaient les chiens lévriers qui couraient pour saisir la proie. Ils portaient leurs conclusions à faire condamner ceux qui avaient le malheur d'attirer leur fatal regard. Les gouverneurs prononçaient l'amende ; elle se partageait entre le juge, soit le gouverneur qui l'avait décernée, et le fiscal qui l'avait provoquée et qui en avait le tiers, comme il est déjà dit ci-dessus. Le pauvre lièvre ne pouvait manquer d'être saisi et dévoré par cette sorte de gens intéressés à la capture. Les fonctions de fiscal étaient peu lucratives et presque nulles lorsqu'on avait de bons gouverneurs, ce qui arrivait bien rarement. » Voir Guerraty, *Gloses*, p. 77.

⁷⁷ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 241.

⁷⁸ Le lod était un droit de mutation qui se prélevait sur les héritages et les ventes de terrain. Voir Tamini et Délèze, pp. 25, 140, 149 ; Martin, p. 174.

⁷⁹ Guerraty, *Gloses*, p. 77.

major Charles-Emmanuel de Rivaz, etc., passèrent le Rhône et se sauvèrent à Bex, le lendemain ou le surlendemain de la Bagarre. Mais même en leur absence, le levain de la haine continuait à fermenter, ce qui se manifestait par des bris de fenêtres ou d'autres dommages matériels. Profitant d'une accalmie, quelques-uns tentèrent parfois de quitter leur retraite ; ils eurent souvent à le regretter. Le châtelain Galley raconte lui-même comment, « après avoir resté quelque temps à Monthey, on lui aurait fait une traînée de la scie de bois depuis sa maison et celle du lieutenant [Emmanuel] Franc jusqu'au tourniquet et au carcan ; que le même soir on avait dévasté son jardin et *pelé* les arbres au lieutenant Franc, outre qu'on l'aurait pendu en effigie... au pont de Monthey, ce qui était aussi arrivé au lieutenant Franc et à son frère Hubert, à M. [Hyacinthe] Darbellay et au syndic [Jean] Barlatey... »⁸⁰. Il ne leur restait donc qu'à repartir en exil. Car tant qu'ils demeureraient en Valais, ils seraient soumis à des menaces inquiétantes ou même à de pénibles représailles. « Le bossu [Joseph-Antoine] Fumey, de Vouvry, qui avait le corps aussi laid qu'il avait l'âme scélérate »⁸¹, en fit la triste expérience. Sept ou huit jours avant l'ouverture du grand bal révolutionnaire du 8 septembre, il avait résigné sa charge de fiscal — le gouverneur ne voulant plus d'un ivrogne — et s'était retiré chez lui, à Vouvry. Son court passage au service de Schiner, « une couple de mois »⁸², avait laissé un si mauvais souvenir qu'on n'oublia pas d'aller chez lui, le 9 au soir déjà, lui donner une petite sérénade d'un genre particulier et briser les fenêtres de sa demeure.

Le dimanche suivant, 12 septembre, ce fut pire encore : deux ou trois mécontents « l'ayant veillé et suivi dès le matin l'atteignirent finalement, le rossèrent bien, lui prirent sa montre avec quelque argent et le réduisirent dans la nécessité, crainte de pis, de se retirer à Aigle... »⁸³ Le chanoine Jacques Odet signale sa présence en cette ville le 5 novembre et de nouveau le 14 décembre

⁸⁰ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 240.

⁸¹ Guerraty, *Gloses*, p. 72.

⁸² Clément, *Révolution 1790*, p. 332.

⁸³ *Ibidem*, p. 333.

1790, où « on fait vendable son bien-fonds pour payer ses dettes et fournir d'argent »⁸⁴.

Nous avons déjà vu comment l'avocat Meillat, digne successeur de Fumey, mit le pied dans un véritable guêpier en venant chez l'aubergiste Défonté. Tout ensanglanté, il réussit à sortir de là tant bien que mal et ne demanda pas son reste. Après une brève halte au château où il fit constater et soigner ses blessures par un chirurgien⁸⁵, il prit littéralement la clef des champs : il grimpa « malgré son goût »⁸⁶ par les forêts... jusqu'au sommet de la montagne de Chanso ; de là il descendit sur La Chapelle, dans la vallée d'Abondance, « où il arriva de nuit, sans savoir où il était » ; François-David Rogeat le conduisit enfin à Châtel, son village.

On vint bientôt l'y relancer. Emmanuel Gex-Collet l'ayant rencontré chez l'horloger de Châtel, Michel Grillet, « avec un gros paquet d'écrits à côté de lui », trois hommes de Val-d'Illiez, Louis Rey-Mouro, Jean-Maurice Bovard et Maurice Vieux, vinrent le dimanche suivant, 12 septembre, lui reprendre tous les papiers (des minutes surtout) qu'il avait emportés. Ils mirent aussi la main sur des actes du notaire Jean-Baptiste Renauld et sur une lettre que Meillat adressait à Perret, régent à Monthey et locataire dudit Meillat, et dans laquelle il priait son correspondant de remettre à Rogeat un certain nombre d'effets restés à Monthey, entre autres différents documents que le capitaine Devantéry s'empressa de réquisitionner et qui, bien sûr, demeurèrent chez lui⁸⁷.

Cette entreprise de récupération était à peine terminée que Meillat reçut la visite — toujours à Châtel — de trois ou quatre Savoyards d'Abondance, qui entendaient bien se dédommager de la charge de beurre et du cheval que le fiscal leur avait confisqués à Monthey : ils se contentèrent pour lors, en guise d'acompte, de

⁸⁴ Rz, cart. 51, fasc. 7, n° 14 : lettre écrite de Vouvry, le 5 novembre 1790, par Jacques Odet, chanoine du Saint-Bernard, à Marie-Julienne de Nucé, or. a., 2 fol. (18 × 22 cm).

⁸⁵ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 11, p. 1.

⁸⁶ AV, L 452, p. 372.

⁸⁷ Clément, *Révolution 1790*, p. 333 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 42.

lui ravir sa montre, mais exigèrent pour le reste une promesse écrite de remboursement.

Accablé par toutes ces poursuites irritantes, il ne restait plus au greffier qu'à déguerpir à nouveau. Traversant la vallée d'Abondance, il passa à Morzine et, par le Faucigny, gagna le val d'Aoste. Dans une lettre écrite de Turin, le 29 septembre, [le futur Dr Jacques] Robatel fait part à l'avocat Joseph-Louis Pittier, à Saint-Maurice, d'une nouvelle qu'il tient d'un M. Zurlauben : Meillat aurait été tué à Morzine par des Savoyards⁸⁸. En fait, il réapparaîtra à Monthey, s'y mariera et y mourra.

Démésurés à coup sûr mais justifiables ou du moins explicables jusqu'à un certain point quand ils s'adressaient à des ministres d'iniquité — « il y a des moments où la violence est la seule façon dont on puisse assurer la justice sociale », écrira T.-S. Eliot dans *Meurtre dans la cathédrale* —, ces mauvais traitements devenaient odieux et condamnables quand leur objectif était de simples particuliers. Charles-Emmanuel de Rivaz, qui voit dans ces excès une preuve de la nécessité de conserver les gouverneurs, en cite un exemple cruel. « A Monthey, des paysans ont forcé un homme qui leur devait des frais de procès qu'il contestait encore à les leur payer sur-le-champ sous peine d'être massacré ; on l'a maltraité grièvement et cassé une main ; il a couru dans plusieurs maisons de Monthey pour emprunter cette somme, toujours accompagné et menacé par ces coquins et cela de plein jour et sans que personne ait osé ou voulu s'y opposer... »⁸⁹

C'est aussi par la terreur que des villages voisins comptaient faire entendre de la bourgeoisie de Monthey leurs revendications exorbitantes et injustes, allant même à cet effet jusqu'à menacer d'incendier la ville.

C'est Sieyès qui, l'année précédente, le 10 août 1789, dans un discours à la Constituante, s'écriait déjà : « Ils veulent être libres et ne savent pas être justes. »

⁸⁸ Rz, cart. 86, fasc. 5, n° 34 : lettre écrite de Turin par Jacques Robatel à Joseph-Louis Pittier, le 29 septembre 1790, 2 fol. (19×25 cm).

⁸⁹ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24, pp. 9-10 : lettre écrite de Saint-Maurice, le 2 janvier 1791, par Ch.-E. de Rivaz à son beau-frère Eugène de Nuccé, 6 fol. (18×22 cm).

B. A Saint-Maurice

L'atmosphère était tout aussi lourde et inquiétante à Saint-Maurice qui, elle aussi, eut sa propre révolution. Faisant suite à celle de Monthey, dont elle fut la conséquence immédiate, elle suivit le même processus, c'est-à-dire qu'on peut y distinguer deux phases comme à Monthey : la fuite du gouverneur et les désordres qui en résultèrent⁹⁰.

La désertion du gouverneur Bernard Dallèves s'opéra dans la nuit du 9 au 10 septembre. Vrai « tyran » lui aussi, selon le mot de Clément, d'autant plus répréhensible qu'il était Bas-Valaisan, et d'une rigidité que son confrère le gouverneur d'Aigle, de Diesbach, jugeait outrancière⁹¹, Dallèves aurait bien mérité le même sort que Schiner. Il sut le prévenir et éviter le juste châtement que ses sujets lui eussent peut-être réservé. C'est le cas de répéter ici ce que Julie disait, parlant du jeune Horace : « Près d'être enfermé d'eux, sa fuite l'a sauvé »⁹².

Déjà alerté par une décharge de fusils sur son château, dans la nuit du 22 août 1790 — tentative d'assassinat ou d'intimidation ? — et informé de la disgrâce et des malheurs de Schiner par l'intéressé lui-même, il vécut toute la journée du 9 dans une terreur grandissante. Elle se fortifia peut-être aussi par la venue à Saint-Maurice, ce jour-là, pour essayer d'y gagner les gens à leur cause, de plusieurs Montheysans fièrement encocardés : Pierre Guillot, Jean-Claude Tormaz, un nommé Torrent, le tailleur Louis Robiquet, etc.

Il ne devait pas se faire beaucoup d'illusions sur ce qui l'attendait sans doute à son tour et n'espérait plus guère de miracle, malgré cette adjuration qui termine le brouillon d'une de ses lettres datée du 9 : « Fasse le ciel qu'il daigne me conserver la paix dont je jouis avec les ressortissants de ce gouvernement. »⁹³ Car, malgré les instances des chefs de la bourgeoisie, malgré aussi la pro-

⁹⁰ On trouvera la substance du récit de cette révolution dans Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 45 bis-50 bis.

⁹¹ Rz, cart. 70, fasc. 40, n° 55.

⁹² Corneille, *Horace*, acte III, sc. 6, v. 1005.

⁹³ Rz, cart. 94, n° 99, pièce 4.

messe de le défendre en cas de besoin, malgré enfin l'offre d'un refuge chez le châtelain Jacques de Quartéry ou chez Joseph-Alphonse de Nucé, il ne se sentait pas en sûreté dans son château et, « saisi d'une terreur qu'on oserait dire panique »⁹⁴, il décida de partir. Melchior de Quartéry l'accompagna jusqu'à Martigny.

Ce départ précipité en pleine nuit provoqua, dans les premiers instants, une joie délirante : quelques-uns s'empressèrent d'arborer, eux aussi, leur cocarde rouge et blanc (propre à Saint-Maurice) et de célébrer dans le brouhaha et l'allégresse de la victoire la fête de l'indépendance. Pourtant, il causera, le plus généralement, une vive surprise parmi la population.

Il en fut de même quand, le 10 au matin, « l'on vit partir madame la gouvernante, en cabriolet, accompagnée d'un gentilhomme bas-valaisan »⁹⁵. Car le gouverneur était parti seul ; sa femme, plus courageuse, avait passé la nuit à Saint-Maurice, non au château toutefois, mais chez le châtelain Jacques de Quartéry. Le lendemain, comme elle se rendait chez elle pour y donner les derniers ordres avant son départ, elle entendit, au milieu des huées, un coup de pistolet assez près d'elle. Courageusement, le châtelain intervint, désarma et chassa les malandrins.

On en voulut à de Quartéry de son interposition et, la ran-cœur des vexations passées montant aux lèvres, on donna libre cours aux réclamations de tout genre : tous ne parlèrent plus que de supprimer les gouverneurs ; les villages relevant de la paroisse prétendaient se libérer de ce droit de mouvance, avoir leurs juges, leurs communs propres, et ne plus payer de redevances ni à l'Abbaye ni à la bourgeoisie, etc., menaçant ici aussi, au cas où on ne leur ferait pas droit, de piller et d'incendier la ville.

Les 10, 11 et 12 septembre surtout furent des journées de désordre et d'horreur — trois *Glorieuses* avant la lettre en somme !

Comme à Monthey, le déchaînement des passions donna lieu à des vengeances regrettables, atteignant aussi bien des particuliers que des magistrats ou des institutions.

⁹⁴ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 33-35.

⁹⁵ Junod, p. 114.

Le 11 septembre, par exemple, des paysans viennent chez madame Robatel, née Seydoux, revendiquer la restitution des honoraires pour traitements et remèdes qu'ils avaient été condamnés à verser à feu son père Jean-Claude.

Le même jour, le châtelain de Quartéry s'étant rendu à Bex pour ses affaires, les paysans en prennent ombrage et lui témoignent ostensiblement leur méfiance.

Dans les différents cabarets de la ville, plusieurs Messieurs sont sommés d'avoir à tirer « la même corde qu'eux », c'est-à-dire de se joindre à eux pour faire aboutir leurs revendications, sinon « leur vie ne pèserait pas une once ».

Pour tempérer l'ardeur et la colère des fauteurs de troubles, le conseil de la ville avait promis dès le 10 au soir de travailler à les satisfaire et, à cet effet, les avait invités à une assemblée commune arrêtée pour le 12. Comme on pouvait l'augurer, cette assemblée, tenue comme prévue dans une prairie voisine, ne réussit pas à apaiser les esprits. Les paysans se tinrent délibérément à l'écart, refusant, malgré plusieurs invitations, de se joindre à la bourgeoisie et tenant leurs propres conciliabules. Finalement, ils répondirent que, s'ils n'obtenaient pas tout ce qu'ils demandaient, « dans un quart d'heure, il en était fait de la bourgeoisie... Et chacun s'est retiré inquiet et consterné. »⁹⁶

Une note produite à la diète, le 21 septembre, par la ville, traduira et expliquera en ces termes la situation on ne peut plus critique qui fut la sienne durant ces trois jours : « Personne ne se trouvant revêtu de l'autorité suffisante pour administrer la justice, faire observer les lois, se faire respecter et obéir, le peuple a cru n'avoir plus de frein pour le retenir, plus d'autre règle à observer que son caprice et, en un mot, qu'étant abandonné de son souverain par la fuite de son représentant, tout lui était permis et qu'il pouvait impunément se livrer à tous les excès que sa cupidité, sa vengeance ou d'autres intérêts particuliers pouvaient lui suggérer. De là les menaces contre ceux qui par leurs emplois voulaient s'opposer à l'anarchie et maintenir ou rétablir l'ordre ; de là les voies de fait exercées par ceux qui se sont crus les plus forts

⁹⁶ Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 45 bis-50 bis.

contre les plus faibles ; de là, en un mot, toutes les suites qu'entraîne l'anarchie. » A telle enseigne que la même note ne craint pas de déclarer que, sans l'alliance conclue immédiatement avec ses voisins, « la portion du gouvernement qui a ici ses représentants ne serait plus qu'un désert ou un monceau de cendres »⁹⁷.

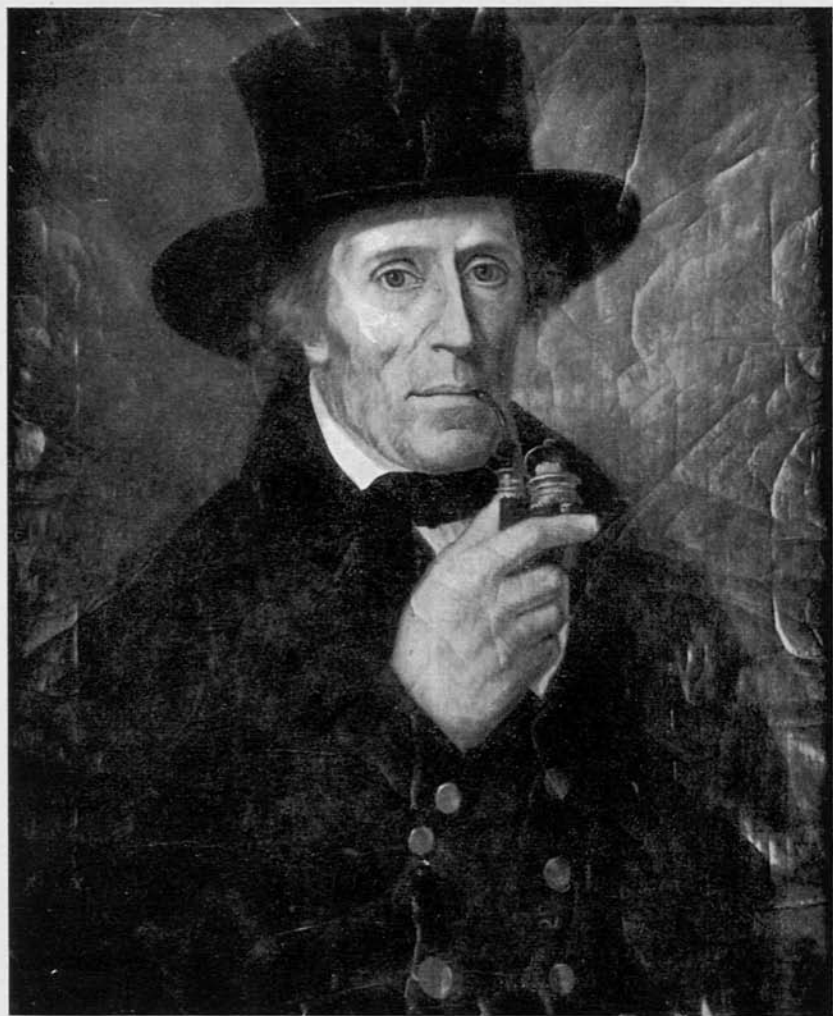
Au cours du même mois de septembre, Saint-Maurice devait connaître d'autres chaudes alarmes et toujours de la part des paysans des alentours. Les gens de Vérossaz paraissent avoir été particulièrement bouillants, puisque, à deux reprises au moins en l'espace de quinze jours, ils manifestèrent bruyamment et même levèrent l'étendard de la révolte contre les Messieurs et les bourgeois de la ville, à qui ils devaient payer force dîmes et cens fonciers.

Le mardi 14 septembre, ce ne fut heureusement qu'une tentative de mutinerie, car deux solides Valdilliens, le Gros-Bellet et Jean-Claude Durier, étaient venus s'interposer. Mais il faut croire que les gens de Vérossaz devaient inspirer une crainte bien vive, puisque nos deux pacificateurs eurent toutes les peines du monde à tranquilliser certains Messieurs de la ville, déjà prêts à s'esquiver, et à les convaincre de rester chez eux.

Crainte justifiée ou non ? En tout cas, l'émeute du 29 septembre constitua une alerte nettement plus sérieuse et qui, elle, se traduisit en acte. Elle fut machinée moins pour obtenir l'abolition des redevances féodales que pour s'élever contre l'abandon de la vallée d'Entremont, protester contre la complaisance de la ville à recevoir à nouveau les gouverneurs — beaucoup, en effet, y étaient favorables — et tenter d'influencer les députés qui, le lendemain, devaient se rendre à Sion devant les seigneurs d'Etat. Les cris répétés « Point de gouverneur » reflétaient assez clairement leurs intentions.

Ce jour-là, ou plus exactement ce matin-là, tandis qu'un contingent de réserve stationne hors de la ville, prêt à intervenir en cas de nécessité, et que trois sentinelles montent la garde, une du côté de Sion, une autre du côté du château, la troisième du côté de la montagne, cinquante à soixante mécontents de Vérossaz,

⁹⁷ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 33-35.



Pl. II. — Pierre-Maurice Rey-Bellet, dit le Gros-Bellet
(1754-1834)

Portrait par un anonyme, s. d.

Musée de Valère, Sion

d'Evionnaz, de Daviaz et même de Massongex — dont plusieurs étaient masqués — entrent dans Saint-Maurice « armés de leurs fusils et hurlant comme des loups »⁹⁸.

A cette heure matinale — il était une heure et demie après minuit —, ils ne rencontrent évidemment aucune résistance. S'étant partagés en quatre bandes, ils s'en prennent à diverses maisons patriciennes, surtout celles des officiers bourgeoisiaux ou abbaticiaux, et, qui avec des fusils, qui avec des pierres, qui avec des gourdins, y occasionnent des dégâts nombreux, mais à la vérité purement matériels et au reste assez peu importants. Chez le châtelain de Quartéry, quelques coups de fusil, accompagnés de vociférations, font voler en éclats quelques vitres. Chez Louis-Antoine de Quartéry, vidonde de Massongex, après avoir tiré une vingtaine de coups de feu, ils enfoncent la porte d'entrée, puis la première de celles qui donnaient accès à sa chambre. Ne le trouvant pas, ils grimpent au deuxième étage, mais sans plus de succès. C'est que leur homme, pour échapper à leurs reproches et à leurs menaces, s'est réfugié « en chemise, dans un jardin, avec son neveu, l'abbé de Chaignon »⁹⁹.

Ils se portent alors dans la demeure de Joseph de Nucé, directeur des postes, où ils brisent portes et fenêtres, tirant en outre plusieurs coups de fusil dans son escalier. Ils font de même chez l'huissier Dépraz, chez le châtelain abbatial de Salvan, Louis de Quartéry. Quelques-uns mutilent le buste d'Antoine de Quartéry dans l'église des capucins¹⁰⁰. Ils arrivent enfin à l'Abbaye (l'abbé était seigneur temporel des Hausseys et des Basseys). Ils avaient déjà dressé des échelles contre les murailles du couvent, quand, épouvantés par les roulements du tambour qui donnaient l'alarme et par l'affluence grandissante des habitants, ils disparaissent aussi soudainement qu'ils sont venus¹⁰¹.

⁹⁸ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24, pp. 9-10.

⁹⁹ Junod, p. 124.

¹⁰⁰ J.-B. Bertrand assure que c'est à cette occasion que « les armoiries des VII Dizains furent mutilées à coups de marteau » (sans doute au château). Voir Bertrand, *Château...*, p. 444.

¹⁰¹ Nous n'avons trouvé nulle part mention de l'assertion de Grenat (p. 418), suivant laquelle les chanoines, comprenant que les mutins n'en voulaient qu'à leur vin, les en rafraîchirent généreusement...

L'incident fut clos ainsi et n'eut pas d'autres conséquences.

Mais Saint-Maurice connut d'autres frissons de ce genre. L'abbé Clément¹⁰² en signale un le 1^{er} octobre, causé de nouveau par les gens de Vérossaz. Ils demandent ce coup-ci la tête de six personnes influentes, qu'ils tiennent pour spécialement favorables au retour des gouverneurs : le vidonde de Massongex, le châtelain abbatial de Salvan, le curial de Nuced, l'officier Dépraz — quatre des victimes du 29 septembre —, l'avocat Riche et un certain Barman.

Le secours cette fois encore vient du gouvernement de Monthey qui tient à rétablir la paix sans tarder et dépêche à cet effet des députés de toutes les paroisses — quatorze en tout — : le châtelain de Vouvry, Emmanuel Cornut, le curial Jean-François Vanay, de Vionnaz, le syndic de Monthey, Pierre-François Domenjoz, l'officier Guillot, également de Monthey, Jean-Claude Durier, de Val-d'Illiez, le vicaire de Troistorrents, l'abbé Claude-Joseph Durier, etc.

C'est assurément en prévision de tels désordres que, le 20 mai 1790 déjà, le conseil général de Saint-Maurice avait décidé, d'une part « que toutes les personnes expulsées de Saint-Maurice n'y rentreraient plus et qu'ils (*sic*) seraient consignés aux portes pour les empêcher d'y rentrer » et d'autre part « qu'on ferait incessamment rétablir les potences et qu'on les transporterait... à l'île d'Epine »¹⁰³.

Ces menaces continuelles jointes à celles qui provenaient du Haut-Valais mettaient les honnêtes gens dans des transes constantes. « On faisait la patrouille toutes les nuits pour veiller aux entreprises des voisins, écrira plus tard Charles-Emmanuel de Rivaz, et chaque soir on se couchait avec la crainte d'être réveillé en alarme. » Aussi « chacun empaquetait et faisait passer ses effets dans le canton de Berne »¹⁰⁴.

Ce fut le cas entre autres et précisément pour madame Marie-Catherine-Julie de Nuced. Dans une lettre datée de Saint-Maurice,

¹⁰² Clément, *Révolution 1790*, p. 340. Voir aussi Junod, pp. 126-128.

¹⁰³ Rz, cart. 94, n° 34, pièce 1.

¹⁰⁴ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24, p. 11.

le 3 octobre 1790, et adressée à son mari Ch.-E. de Rivaz, alors à Sion, elle écrit en effet : « Je t'envoie, mon cher ami, ta culotte comme tu le demandes. J'ai été obligée de la chercher au fond d'une malle où j'ai mis tes habits et aussi emballé les miens avec nos effets qui ont le plus de valeur... Ton cousin couche tous les soirs ici et m'a aidée à faire mes paquets et nous avons veillé jusqu'à trois heures et demie au coin du feu en attendant celui que nous n'avons point vu. »¹⁰⁵

C. Dans les autres communes du Bas-Valais

Pour compléter ce tableau des émeutes bas-valaisannes, il reste à dire un mot de celles qui sont survenues dans les autres paroisses, ou plutôt dans quelques-unes des autres paroisses du Bas-Valais. Car ici ou là, en raison d'une situation excentrique ou grâce à l'influence modératrice de quelque personnage influent — le baneret Luder, à Sembrancher, ou le major Ch.-E. de Rivaz, à Saint-Gingolph¹⁰⁶, par exemple —, l'ordre public ne fut pour ainsi dire pas troublé pendant cette période agitée.

Nous sommes déjà au fait de quelques-uns des désordres survenus à Vérossaz surtout et de leur incidence sur les troubles de Saint-Maurice. Nous n'y reviendrons pas.

Pour les autres, la matière est si restreinte que nous nous contentons de les énumérer dans l'ordre chronologique.

Clément rend compte d'agitations survenues à Troistorrents les 10 et 11 septembre. Quelques esprits brouillons, écrit-il, se proposaient de descendre de nuit à Monthey « pour incendier et tout massacrer »¹⁰⁷. Malheureusement, il ne nous indique pas la cause de cette terrible résolution. Mais un curieux document inédit, qui fait état d'un « grief énorme » contre Augustini, nous en révèle au moins partiellement le secret. Du temps qu'il était gou-

¹⁰⁵ Rz, cart. 46, fasc. 6, n° 1 : lettre écrite de Saint-Maurice par Marie-Catherine-Julienne de Nucé à son mari Ch. E. de Rivaz, 3 octobre 1790, or. a., 2 fol. (18×22 cm).

¹⁰⁶ Grenat, pp. 419 et 431 ; Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 17 et 21.

¹⁰⁷ Clément, *Révolution 1790*, p. 334.

verneur à Monthey (1785-1787), Augustini avait sournoisement tiré profit d'un procès qui opposait les habitants de Troistorrents et des Quartiers d'En Bas à ceux de Monthey en excitant les premiers contre les seconds et en les forçant même à ouvrir une action judiciaire. « Il en est résulté, poursuit le document en question, que par les fausses insinuations incendiaires de ce gouverneur, ces pauvres gens [ceux de Troistorrents surtout], toujours remplis de ces idées, ont pris une telle haine et aversion pour Monthey et surtout son conseil que peu s'en est fallu qu'après la Bagarre du 8^e septembre, le vendredi suivant le 10^e septembre, ils n'aient mis Monthey tout à feu et à sang à l'improviste et son conseil massacré. S'il n'avait été avisé de M. le châtelain de Troistorrents [Joseph Raboud] de se sauver, dont la plus grande partie s'est sauvée à Bex, le mal n'aurait pas été petit et pour le souverain et pour les pauvres habitants : un endroit détruit et perdu sans ressource. Qui en était la cause ? Un gouverneur rempli de lui-même, cherchant de l'argent à quel prix que ce fut... »¹⁰⁸

Ce même 11 septembre, et à Troistorrents toujours, on réussit de justesse à empêcher un assassinat. « Deux bons fous », comme les appelle l'abbé Clément¹⁰⁹, Pierre Granger et Joseph Lange, son beau-frère, étaient venus à l'auberge de la Croix d'Or, chez Claude Bellon-Gré. Ils y tinrent « des discours diffamatoires contre la justice et les préposés de la commune, disant que le conseil est composé tous de larrons... »¹¹⁰ Ils en voulaient particulièrement à leur châtelain Joseph Raboud, dont quelques mécontents avaient demandé la démission déjà au mois de juillet de la même année. Ayant appris qu'il se trouvait en ce moment chez le curial Jean-Joseph Donnet, ils résolurent d'aller sans plus attendre l'y surprendre et l'abattre d'un coup de fusil. Aussitôt prévenu, le châtelain, bien loin de se cacher ou de prendre la fuite, prit les devants et, en compagnie du curial, se rendit courageusement à la Croix d'Or, comme pour s'y offrir un rafraîchissement. Et effectivement il commanda une bouteille de vin à la cuisine, puis, pré-

¹⁰⁸ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 3.

¹⁰⁹ Clément, *Révolution 1790*, pp. 334-335.

¹¹⁰ Dossier 1791, p. 134.

cédé de Donnet, passa dans la salle de l'auberge. A la vue du châtelain, P. Granger, en proférant reproches et menaces, braqua contre lui son fusil évidemment chargé. La promptitude des deux officiers permit d'éviter un malheur. L'arme ayant été arrachée des mains de Granger fut ensuite brisée ; quant à l'homme, il s'en tira avec quelques sévères réprimandes et une sérieuse mise en garde.

Un autre « bon fou », Antoine Rouiller, se signala, le 12 septembre, à Collombey. Il voulait tout mettre à feu et à sang. Un détachement de vingt-quatre Valdilliens, rendu sur les lieux, rétablit rapidement l'ordre et conduisit ledit Rouiller aux prisons du château de Monthey, alors « fermé et inhabité »¹¹¹.

Le 16 septembre, Nicolas Vuadens, garde à la Porte du Sex, se présenta devant l'assemblée générale des députés bas-valaisans réunis à Monthey. Il y exposa que, la veille, il avait été victime, dans l'exercice de ses fonctions, d'une agression de la part de deux Savoyards, Jacques Borcard, de la vallée d'Abondance, et Pierre Boissard, maréchal à Vouvry, qui lui avaient extorqué des promesses d'argent. Sous le coup de menaces et de violences, il avait dû signer un billet par lequel il s'engageait à payer à Borcard neuf louis, somme que celui-ci avait dû verser au châtelain du Bouveret, Anton Willa, « pour contrebande de tabac »¹¹².

De tels incidents sont malheureusement le lot inévitable de toute émeute et il est fort vraisemblable que l'état que nous venons d'en dresser est loin d'être complet, tant il est vrai qu'il est difficile d'endiguer le flot des passions populaires. « Ce peuple livré à lui-même, écrira de Londres, le 25 mars 1791, Eugène de Nucé, à son beau-frère Charles-Emmanuel de Rivaz, est une espèce de bête féroce qu'il est presque impossible de contenir... Mais ne serait-ce peut-être point la faute des gouvernements et l'effet d'une longue oppression que ces excès auxquels il se porte dans de certaines circonstances ? ...¹¹³ » On remarquera, en outre,

¹¹¹ Clément, *Révolution 1790*, p. 336.

¹¹² Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 9-13.

¹¹³ Rz, cart. 49, fasc. 7, n° 27 : lettre écrite de Londres par Eugène de Nucé à son beau-frère Ch.-E. de Rivaz, à Saint-Maurice, 25 mars 1791, or. a., 2 fol. (19×22,5 cm).

que, chez nous, ces incidents se produisirent surtout durant les quatre ou cinq premiers jours de la révolution et qu'ils ne furent le fait que de quelques individus qui, pour la plupart, devront d'ailleurs comparaître devant la diète valaisanne, en décembre de la même année, pour y être sérieusement admonestés et punis. Au reste, de telles affaires étaient-elles bien de la compétence de l'Etat et ne ressortissaient-elles pas plutôt à la police des communes ?

Quoi qu'il en soit, on allait très vite y mettre fin, et dans les deux camps simultanément. Car, par sa soudaineté et son intensité, cette révolution avait ouvert les yeux aussi bien du gouvernement haut-valaisan que de leurs sujets bas-valaisans. Au premier, elle montrait qu'il y avait un changement effectif à opérer ; aux autres, encouragés par les résultats obtenus, elle fait croire un instant que l'heure était venue de l'opérer. L'occasion leur paraissait bonne, en effet, de se faire octroyer quelques libertés réelles ; il ne s'agissait pas de la laisser s'échapper.

Chapitre II

Le temps des tractations

Il est, en effet, curieux de constater avec quelle diligence, après et même déjà pendant l'ivresse des premiers jours, les Bas-Valaisans les premiers — aussi bien l'ensemble du peuple lui-même que les autorités — prennent les mesures d'ordre qui s'imposent et cherchent par tous les moyens à ne pas laisser se détériorer la situation et à s'opposer à toutes voies de fait, tant sur les biens meubles ou immeubles que sur les personnes. Ainsi ils établissent tout de suite une garde permanente au château pour empêcher toute nouvelle déprédation ; ils ont recours aux reproches et aux menaces, souvent à la force, parfois même à l'incarcération, pour réprimer ou pour prévenir tout nouveau désordre. Surtout, pour ne pas perdre les avantages qu'ils pensaient pouvoir retirer de leur révolution, ils veulent lui donner une tournure nouvelle, une orientation précise.

A cet effet, ils instaurent ce qu'on appelle aujourd'hui le dialogue et multiplient les contacts à tous les échelons. Sur le plan régional, c'est-à-dire bas-valaisan, ces contacts se nouent dans des assemblées diverses qui sont organisées au niveau de chaque paroisse ou entre les différentes communautés d'un même gouvernement ou enfin entre les quatre bailliages de Monthey, Saint-Maurice, Nendaz-Hérémence et Vionnaz-Bouveret. Sur le plan

extra-gouvernemental, ils s'établissent soit avec certains Confédérés, Berne essentiellement, soit surtout avec le Haut-Valais : avec le grand bailli avant tout « comme chef commun de la patrie », avec l'évêque parfois « comme premier pasteur de tout son troupeau »¹ ou même, mais plus rarement, avec les dizains ou l'un ou l'autre Messieurs influents.

C'est que la brusque vacance du siège gouvernal dans les deux gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice pose nombre de problèmes qu'il faut débattre et résoudre : protection des propriétés et des individus — ceci surtout durant les premiers jours —, établissement des griefs à présenter à l'Etat, recherche des fondements historiques de leurs privilèges, élaboration des projets de réforme, nomination de députations diverses, etc.

Tout cela trahit et engendre à la fois une vie politique intense que nous allons suivre au jour le jour. Car vraiment il ne se passe pas un jour, surtout durant les deux mois de septembre et d'octobre, sans que nous assistions à une manifestation ou l'autre de cette activité débordante. Cette activité, nous l'envisagerons en nous plaçant successivement du côté des sujets rebellés, puis de celui du souverain.

A. Du côté des sujets

1. Le temps des grands espoirs (jusque vers le 1^{er} octobre)

Lés 8 et 9 septembre, Devantéry, choisi comme chef de la révolte au soir de la Bagarre, écrit coup sur coup deux lettres à l'adresse du grand bailli. Il lui fait un exposé des événements, laissant à des envoyés spéciaux qu'il lui députera le soin de le renseigner plus en détail².

Le 9, en effet, à huit heures du matin, le conseil du gouvernement de Monthey, réuni d'urgence chez lui, fait choix de deux ambassadeurs pour aller, ce jour-là encore, jusqu'à Ernen apporter à Sigristen les deux lettres du capitaine général et lui faire le narré

¹ Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 11-12.

² AV, cart. 86, fasc. 3, n° 11.

circonscancié de ce qui s'était passé la veille : ce sont le métral Jean Delseth, de Vionnaz, et le curial Barthélemy Guillot, de Monthey³. Grâce à l'interrogatoire de ce dernier (en date du 8 décembre, à Sion) complété par celui de l'aubergiste Jean-Joseph Bruttin (le 7 décembre), il est possible de relever quelques-unes des étapes de leur voyage : le restaurant de Saint-Pierre-de-Clages où ils s'entretinrent avec Marie-Anne, ancienne servante de Schiner et pour lors cuisinière dudit restaurant ; à Sion, « à l'auberge de la Croix-Blanche », au Lion d'Or, et chez le bourgmestre Joseph-Emmanuel Barberini ; à Sierre, « à l'auberge et chez le maréchal [Antoine] de Courten ; à Salquenen, chez madame Werra » ; à Viège, « à l'auberge, chez le seigneur juge [Jean-Pierre Andenmatten] et chez le seigneur grand capitaine [François-Joseph Andenmatten] »⁴.

Le même jour, Devantéry écrit à Val-d'Illiez et à Troistorrents, invitant chacune des deux paroisses à envoyer soixante délégués pour un conseil et pour aller examiner l'état du château⁵.

Le 11 septembre, un colloque réunit chez l'abbé Maurice Bruttin, curé de Troistorrents, les chefs et syndics de Val-d'Illiez et de Troistorrents, ainsi que « ceux qu'on soupçonnait dans ces communautés d'être échauffés et mal intentionnés », afin d'apaiser les esprits et de rétablir l'ordre⁶.

Le lendemain 12, qui est un dimanche, on profite de la sortie de la messe pour lire au peuple, sur la place du prieuré de Val-

³ En nous basant entre autres sur Tamini, *Petit essai...*, pp. 93 et 95, nous avons complété le texte de Clément, *Révolution 1790*, p. 337, en associant à Barthélemy Guillot, l'avocat Michel Dufour. Il y a manifestement erreur comme en témoignent de nombreux autres documents : Vieux-Monthey (autogr. signé [Gabriel] Guerraty, secrétaire dudit gouvernement) ; Rz, cart. 70, fasc. 9, p. 9 ; Rz, carton 70, fasc. 10, p. 258. Mo, G, n° 71, précise que les deux députés demandèrent pour ce déplacement cent trois florins et trois sols, à quoi s'ajoutent septante florins pour « les journées desdits députés et leurs journées avec leurs chevaux ». - Donnet, p. 134, ne mentionne pas Delseth dans cette députation, mais cite, outre Guillot, Jean Devantéry, Barthélemy Dognier, Charles-Emmanuel de Rivaz, Michel Dufour et Marclay. Si importante que fût cette mission d'information, nous doutons qu'elle ait comporté un si fort effectif. Du reste, aucun autre document ne confirme cette assertion.

⁴ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 248-270.

⁵ Dossier 1791, p. 307.

⁶ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 12 ; Clément, *Révolution 1790*, p. 334.

d'Illiez, un « exposé original des demandes que l'on se propose d'abord de faire au souverain en conséquence de la juste expulsion du gouverneur Schiner », exposé rédigé et lu par le vicaire de Troistorrents, l'abbé Claude-Joseph Durier.

L'abbé Clément, qui n'est guère sympathisant envers son auteur, juge sévèrement ce projet. Sans le rejeter entièrement — il approuve entre autres l'article réclamant la gratuité de l'école et des secours médicaux —, il estime qu'il renferme des propositions anarchiques qui ne pourront qu'indisposer le souverain, telles par exemple la demande d'abolition de l'impôt et d'à peu près tout lien avec l'Etat. C'est un fait que ce plan manque de maturité et d'ailleurs de sérieuses retouches y seront apportées. Mais déjà apparaissent quelques-uns des leitmotivs des revendications ultérieures : suppression des gouverneurs remplacés par un juge du Bas-Valais, suppression également ou du moins nouvelle destination des amendes, liberté de commerce, etc.⁷

Une nouvelle députation de deux hommes, Barthélemy Grenon et Jean-Joseph Gex-Collet, part pour Sion le 13, porteuse d'une lettre de recommandation à l'évêque⁸, à qui le doyen Maurice Bruttin, curé de Troistorrents, fait de « respectueuses représentations » au nom et en faveur des paroisses de sa surveillance, c'est-à-dire de son décanat. Elle en revient le même soir avec deux réponses de Mgr adressées, l'une au clergé de Monthey⁹ et l'autre au curé Bruttin¹⁰. La première, en français, assure que les seigneurs sont animés de sentiments paternels et certainement disposés à recevoir les griefs de leurs sujets. Dans la deuxième, en latin, il prescrit aux prêtres du gouvernement de Monthey, pour obtenir de la clémence divine le don de la paix, d'ajouter chaque jour aux prières de la messe l'oraison pour la tourmente : *Ne despicias...*

De son côté, le grand bailli, en réponse aux deux lettres de Devantéry, écrit « à la hâte », ce 13 septembre, une lettre que

⁷ Clément, *Révolution 1790*, pp. 335 et 347-348.

⁸ Pour le port de cette lettre et leur voyage à Sion, les deux envoyés réclameront vingt et un florins, un sol, deux deniers. Voir Mo, G, n° 71.

⁹ Clément, *Révolution 1790*, pp. 348-349, V.

¹⁰ *Ibidem*, p. 349, VI.

Guillot et Delseth apporteront à Monthey le 16 et qui contient à peu près les mêmes promesses que la première de l'évêque ; nous y reviendrons ¹¹.

On se souvient que l'agitation avait été violente à Saint-Maurice les 10, 11 et 12 septembre et qu'elle avait mis en sérieux péril la bourgeoisie de la ville, qui finalement n'avait eu d'autre ressource que de faire alliance avec ses voisins. Effectivement, ce même 13 septembre, le conseil députe deux ambassades : l'une vers les autres communautés de la châtelainie, l'autre auprès des députés du gouvernement de Monthey. Leur mission est de renseigner sur la gravité et le danger de la situation, demander conseil et appui et inviter à une assemblée pour le 15 à Saint-Maurice. Le but fondamental de cette assemblée, d'après les intentions et les déclarations de leurs promoteurs eux-mêmes, est la constitution d'une sorte de syndicat qui lierait tous les participants pour la défense de leurs intérêts communs. Son objectif immédiat est d'empêcher solidairement toute atteinte à la vie et aux biens tant particuliers que collectifs.

Les gens de l'Entremont et de Martigny, invités eux aussi, répondent qu'ils viendront le lundi suivant, soit le 20, à Martigny, donner connaissance de leurs dispositions et faire savoir s'ils veulent se solidariser avec le reste du Bas-Valais pour le redressement de leurs griefs ¹².

Monthey, par contre, entre tout à fait et sans tarder dans les vues proposées et, le 13 encore, une séance spéciale du conseil convoque pour le lendemain, à dix heures du matin, chez M. Devantery, toutes les communautés de son gouvernement, aux fins de les informer plus en détail et les prier de se pourvoir « des différentes propositions ou demandes à faire » ¹³.

¹¹ Voir ci-après, p. 123.

¹² Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 47 bis-48 bis.

¹³ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 2. - Une invitation personnelle fut faite au major Ch.-E. de Rivaz d'y participer. « Je m'y suis rendu dans l'espérance que mes opinions pourraient être de quelque utilité pour calmer l'agitation des esprits... », écrira ce dernier dans un exposé de sa conduite publique depuis le 8 septembre, exposé qu'il adressera au grand bailli, le 13 novembre 1790. Voir Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 11, p. 1 ; Comtesse, *de Rivaz*, pp. 198-200.

Cette première assemblée plénière, si attendue et annoncée dans toutes les paroisses du 9 au 14, se tient, comme convenu, le 15, dans la maison de ville de Saint-Maurice, sous la présidence de Jacques de Quartéry et se déroule dans un ordre parfait. Les septante à quatre-vingts députés des paroisses susdites y font le serment solennel, en leur nom et au nom de leurs commettants respectifs, « de s'aider et assister, non seulement pour le soutien de la cause commune, mais encore contre tous ceux qui voudraient attenter à la vie, aux biens et aux propriétés de quelque individu que ce soit... par toute autre voie que celle de la justice ordinaire... »

En outre, on fait choix de nouvelles autorités supérieures pour le temps de l'inter règne. On établit donc dans chaque gouvernement un juge ou chef suprême : le châtelain Jacques de Quartéry pour Saint-Maurice, le capitaine Jean Devantéry pour Monthey ; et un secrétaire des assemblées : le major Charles-Emmanuel de Rivaz pour Monthey et le conseiller Joseph-Alphonse de Nucé pour Saint-Maurice.

On stipule enfin que chaque communauté enverra régulièrement deux représentants pour assister aux conférences communes, lesquelles se tiendront habituellement à Monthey, sauf si Entremont se décidait à faire cause commune, auquel cas elles auront lieu à Saint-Maurice ou à tout « autre lieu plus commode ». C'est dire que le plus souvent elles se tiendront à Monthey, puisque, le 24 septembre déjà, Entremont faisait sécession.

La première de ces conférences est fixée pour le lendemain à Monthey. Mais avant de se séparer et pour sceller toutes ces bonnes résolutions, on sert un dîner à tous les participants ; le Gros-Bellet et Jean-Claude Durier ont l'honneur d'encadrer le châtelain Jacques de Quartéry¹⁴.

En conséquence de la résolution de la veille, vingt-huit députés se trouvent réunis le 16 à Monthey, dans la maison et sous la présidence du capitaine Devantéry. Parmi eux, on trouve, outre le capitaine déjà nommé, quelques chefs en vue : le châtelain Jacques

¹⁴ Pour le verbal de cette importante assemblée, voir Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 5-7, et AV, cart. 86, fasc. 3, n° 9.

de Quartéry, le secrétaire gouvernal Joseph-Alphonse de Nucé, le régent Joseph-Antoine Franc, tous trois de Saint-Maurice ; Maurice Gex, métral des Hausseys et des Basseys ; le châtelain de Monthey, Nicolas de Quartéry ; celui de Troistorrents, Joseph Raboud ; l'abbé Claude-Joseph Durier, vicaire de Troistorrents mais délégué de Val-d'Illiez ; le lieutenant de Collombey, Pierre-Didier Du Fay ; l'avocat Michel Dufour ; Emmanuel Cornut et Michel Pignat, respectivement châtelain et syndic de Vouvry ; le major Charles-Emmanuel de Rivaz, secrétaire de l'assemblée avec de Nucé. Seuls les députés du Bouveret, vu « que c'était le jour de cour dans leur paroisse », manquent à l'appel.

Avec des variantes dans leur composition, ces délégations y siégeront sans discontinuer jusqu'au 19 inclusivement. Elles représentent la bourgeoisie de Saint-Maurice, Vérossaz, Evionnaz et La Balmaz, les deux communautés de la paroisse d'Outre-Rhône (à savoir Collonges et Dorénaz), Massongex, la bourgeoisie de Monthey, Troistorrents, Val-d'Illiez, les Quartiers d'En Bas, Vionnaz, Vouvry et Saint-Gingolph.

Ce jour-là, 16 septembre, on décide d'envoyer auprès de l'Etat une ambassade de trois membres : Jacques de Quartéry, l'abbé Claude-Joseph Durier et Hyacinthe Dubosson, lieutenant de Troistorrents.

Sa mission est double : d'une part rassurer le souverain et lui représenter que leurs entreprises ne visent qu'au rétablissement de la paix parmi leurs peuples, ce qu'il ne pourra qu'encourager en homologuant les plans de réformes qui lui seront présentés ; d'autre part, le prier d'envoyer à Saint-Maurice une députation, composée entre autres, si possible, de l'évêque et du grand bailli, pour y écouter leurs griefs et les moyens proposés pour y remédier.

Barthélemy Guillot et Jean Delseth, de retour de Sion, en se présentant en fin de séance « avec une réponse fort gracieuse du grand bailli »¹⁵, assurent l'assemblée des bonnes dispositions de LL. EE., ce qui renforce la confiance que tous ont de l'heureuse issue de leurs démarches¹⁶.

¹⁵ Clément, *Révolution 1790*, p. 349, VII.

¹⁶ Pour le verbal de cette assemblée, voir Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 9-13, et Junod, pp. 120-121.

Une lettre de Mgr au clergé de Monthey ¹⁷ ainsi qu'une autre du grand bailli, toutes deux datées du 13, mais reçues ce jour-là et lues dans la même séance, semblent justifier cet optimisme. Sigristen y dit son espoir en un redressement rapide de la situation, le souverain étant prêt à tout entreprendre pour « faire le bonheur et la prospérité de son peuple chéri », à écouter leurs griefs et « à condescendre autant qu'il sera possible à leurs demandes ». C'est en fait, en tout cas à leurs yeux, une invite indirecte mais non équivoque à rechercher ces griefs ¹⁸.

Pourtant, du côté bernois, on ne devait pas envisager la situation d'un œil aussi favorable, puisque c'est précisément ce 16 septembre que le gouvernement de ce canton envoie des députés à Bex avec, à leur tête, un homme de haut rang, le clairvoyant sénateur Emmanuel-Frédéric Fischer. Toujours bien informé, Ch.-E. de Rivaz précise qu'« ils sont accompagnés de six à sept cents hommes et de deux canons montés sur leurs affûts et chargés sur la place de Bex » ¹⁹.

Ce n'est toutefois pas cette mesure qui fit l'objet des délibérations de la séance du lendemain 17, tenue elle aussi chez Devantéry et sous sa direction. Une lecture plus attentive de la lettre baillivale du 13 amène les députés — et parmi eux plusieurs nouveaux : le syndic de Monthey, Pierre-François Domenjoz, le curé-doyen de Troistorrents, l'abbé Maurice Bruttin, le lieutenant du même lieu, Hyacinthe Dubosson, le châtelain Barthélemy Dognier, Claude-Antoine Mariétan et Jean-Joseph Es-Borrat, tous trois de Vald'Illiez, le lieutenant Hyacinthe Curdy et le curial Jean-Nicolas Baruchet au nom de Port-Valais — à changer leur résolution de la veille d'envoyer trois des leurs à Sion. Cette députation s'avère, en effet, inutile du moment que les hauts seigneurs, dans la lettre précitée, acquiescent pratiquement par avance à leurs vœux, en promettant d'écouter « avec plaisir et attention » leurs griefs. Il est sage aussi, pensent-ils, d'attendre le résultat de la lettre circulaire que le bailli, ainsi qu'il l'annonce, a envoyée dans les dizains

¹⁷ Clément, *Révolution 1790*, p. 348, V.

¹⁸ *Ibidem*, pp. 349-350, VII.

¹⁹ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 23.

pour convoquer à une diétine extraordinaire et à laquelle ceux du Bas-Valais seront aussi invités.

En attendant, Devantéry est chargé d'écrire à Sigristen pour lui faire connaître les décisions prises dans les deux assemblées du 16 et du 17...²⁰

Les séances reprennent le samedi 18, toujours à Monthey, chez Devantéry. On y note la présence, entre autres nouveaux venus, du conseiller Pierre-Maurice Riche pour Saint-Maurice, de Jean Chasse pour Vérossaz, du métral Jean Delseth pour Vionnaz.

A l'ordre du jour, deux questions. On décide d'abord d'accéder à la proposition des seigneurs bernois qui se trouvaient pour lors à Bex et qui désiraient recevoir leur visite, car on voit dans cette démarche un moyen non seulement d'éclairer exactement leurs voisins toujours soucieux de se procurer des renseignements de première main, mais surtout de les convaincre de la justice de leur cause et de la pureté de leurs intentions. C'est pourquoi on prie Jean Devantéry, Jacques de Quartéry et Charles-Emmanuel de Rivaz de se charger de cette mission. Ce dernier ne devait d'ailleurs pas s'y rendre et, au témoignage de Pescatore, intendant du Chablais, jamais dans la suite il n'y est allé, quoique Fischer « ait témoigné quelque empressement pour faire sa connaissance »²¹.

D'autre part, il s'agit de se mettre d'accord sur la participation du gouvernement de Monthey à l'assemblée de Martigny, fixée, nous l'avons vu, au 20 courant et dans laquelle l'Entremont et Martigny devront prendre une option importante : collaborer avec les deux autres gouvernements ou rester à l'écart de leurs démarches. Les autres communes de la châtellenie de Saint-Maurice ayant déjà arrêté d'y prendre part et choisi leurs procureurs, Monthey et Saint-Maurice en font autant et désignent aussitôt deux délégués : le curial Claude-Maurice Dépraz pour Saint-Maurice et l'avocat Michel Dufour pour Monthey. Ils reçoivent pour instructions de renseigner ladite assemblée sur leurs propres projets de réforme et, dans le cas où ils voudraient faire

²⁰ Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 13-15.

²¹ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 17, p. 3.

cause commune, les inviter à se rendre le jeudi suivant 23 septembre à Saint-Maurice pour y « rédiger en commun et de concert nos griefs et nos propositions », dit le procès-verbal signé des secrétaires de Rivaz et de Nucé²².

Le dimanche 19 septembre est loin d'être une journée de stagnation des affaires et d'inactivité politique. Pendant que le Haut-Valais commence une diète qui devait durer jusqu'au 22, dans le Bas-Valais, outre la lecture faite au peuple de Val-d'Illiez par l'officier Pierre Rey des lettres déjà mentionnées de l'évêque et du bailli²³ et d'une autre de l'abbé Durier qui rend compte des délibérations des jours précédents²⁴, il faut signaler une nouvelle réunion à Monthey, la quatrième consécutive chez Devantéry.

Plus de quarante préposés des communes y participent, c'est-à-dire grosso modo les mêmes que le 18, avec en moins une dizaine d'absents (dont évidemment — c'est dimanche — le curé Bruttin) et en plus une vingtaine d'autres nouveaux, dont, par exemple, le métral de Massongex Claude Longeat, l'officier Pierre Guillot, de Monthey, le sergent de Troistorrents Jean-Joseph Donnet, les syndics de Vionnaz Hyacinthe Cornut et Pierre Vanay...

Dans une lettre reçue à Saint-Maurice, ce jour-là à midi, et aussitôt communiquée à Monthey, le grand bailli, alors en diète extraordinaire à Sierre, convoquait le gouvernement de Monthey à une assemblée de l'Etat pour le 21. Il s'agit donc aujourd'hui — et ce sont là les deux principaux objets de cette assemblée — de composer la députation qui s'y rendra et de mettre au point les instructions à lui donner. Le choix pour la députation se porte sur le capitaine général Jean Devantéry et le major Charles-Emmanuel de Rivaz au nom du gouvernement en général et sur un député en particulier pour chaque commune, à savoir : Jean-Joseph Es-Borrat pour Val-d'Illiez, Pierre-Joseph Dubosson pour Troistorrents, le curial Barthélemy Guillot²⁵ pour Monthey, le syndic Jean Donnet pour les Quartiers d'En Bas, l'avocat Michel

²² Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 15-17.

²³ Clément, *Révolution 1790*, pp. 348-349, V et VII.

²⁴ *Ibidem*, pp. 350-351, IX.

²⁵ Il semble que ce soit lui qui fut chargé d'une partie au moins des dépenses du voyage, en particulier des « frais d'auberge ». Voir Mo, G, n° 71.

Dufour pour Vionnaz, le châtelain et syndic Michel Pignat pour Vouvry, le conseiller Pierre-Maurice Riche pour Saint-Maurice, Jean Chasse pour Vérossaz, Nicolas Richard pour Mex et Evionnaz²⁶.

Ces messieurs sont chargés de présenter à la diète un mémoire en quatre points dont voici l'essentiel : la brièveté du temps qui leur fut imparti — c'est-à-dire pratiquement, on s'en souvient, depuis le 16 — ne leur a permis ni de « rédiger leurs griefs », ni de « rassembler les pièces justificatives » de leurs privilèges, ni d'arrêter aucun projet. Il est cependant un vœu général que d'ores et déjà ils formulent et dont la réalisation couperait court à tous leurs maux, mieux ferait le bonheur de tous les peuples sujets : « ce vœu consiste principalement dans la suppression des gouverneurs » : c'est le fameux article 3. En demandant avec une confiance filiale de faire de cette motion capitale la base des arrangements ultérieurs, ils prient enfin le souverain Etat de désigner une commission qui se réunirait à Sion pour écouter leurs plaintes et leurs propositions plus en détail²⁷.

Dans cette perspective heureuse et sans plus attendre, on se met dès ce dimanche 19 « à dresser un recueil des principaux griefs et injustices connues, que l'on reproche à divers gouverneurs »²⁸.

Deux événements mineurs marquent pour les Bas-Valaisans la journée du lendemain 20 septembre : la réunion de Martigny et la montée à Sion de la délégation bas-valaisanne.

²⁶ Clément (voir Clément, *Révolution 1790*, p. 338) et Fischer (voir Junod, p. 121) citent en outre Jacques de Quartéry, Fischer précisant même qu'il fut le chef de la délégation. Nous n'avons toutefois trouvé son nom mentionné dans aucun des deux procès-verbaux de l'assemblée du jour, signé l'un par Ch.-E. de Rivaz et l'autre par Joseph-Alphonse de Nuccé, c'est-à-dire par les deux secrétaires attitrés desdites assemblées. De surcroît, c'est à Devantéry, nous le verrons (voir ci-après p. 83) que le grand bailli adressera un courrier avant l'entrée à Sion de la députation. Mais comme d'autres documents font état de douze (voir Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 23), de treize (voir Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 145) et même de quinze députés (voir Junod, p. 121), il se pourrait qu'on ait par la suite adjoint d'autres membres à la députation primitive.

²⁷ Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 17-21 et 29 bis-31 bis ; Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 25-27 ; ABS, tir. 85, n° 39 ; AV, cart. 86, fasc. 3, n° 15 - C'est aussi en substance ce que le major de Rivaz écrira au peuple du Bas-Valais, le 25 septembre. Voir Clément, *Révolution 1790*, pp. 352-353, XIII.

²⁸ Clément, *Révolution 1790*, p. 327.

L'assemblée de Martigny, à laquelle, rappelons-le, le gouvernement de Monthey, en séance du 18 septembre, avait délégué l'avocat Michel Dufour et la châteltenie de Saint-Maurice le curial Claude-Maurice Dépraz, débuta vers six heures du soir. Nous n'en avons malheureusement pas retrouvé le protocole, mais nous connaissons par ailleurs l'une ou l'autre des résolutions qui y furent prises. Ainsi, on convint d'envoyer une délégation à l'assemblée du 23 à Saint-Maurice et d'organiser pour les communautés d'Entremont et de la plaine de Martigny une nouvelle assemblée le 24²⁹. En outre, il fut décidé de députer deux personnes pour aller protester de leur fidélité tant auprès de l'évêque que du grand bailli. Quand cette démarche se fit-elle ? Vraisemblablement le jour même ou le lendemain matin, car, au cours de la diète du 21, l'évêque fait état « des manifestations pacifiques et soumises à Elle [Sa Grandeur] parvenues, tant par écrit que verbalement, de par ceux d'Entremont, Nendaz et toute la plaine jusqu'à Martigny, et particulièrement de la châteltenie de Martigny qui proteste, par ses mandataires (*procuratores*) accompagnés du châtelain du vice-dominat, qu'ils n'ont pris aucune part à cette révolte et n'en prendraient pas »³⁰.

Soit cette intervention épiscopale, soit la protestation de Martigny auront leur importance : la première constituera un des arguments qui persuaderont les dizains à continuer la diète à Sion (au lieu de Sierre) et la deuxième souligne déjà la volonté de ceux de l'Entremont et de la plaine jusqu'à Martigny (c'est-à-dire Saillon, Riddes, Conthey...), tous du ressort de la châteltenie de Saint-Maurice, d'abandonner les deux gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice à leur sort.

Quant au voyage à Sion de la députation nommée le 19, il sera interrompu par un incident héroï-comique assez curieux. A leur arrivée aux portes de Sion, ou plus exactement au Pont-de-la-Morge, à quelque vingt minutes de la ville, nos gens sont assez étonnés de trouver un envoyé du grand bailli venu à leur rencontre. Que leur veut donc cet émissaire ? Voici en deux mots la

²⁹ Rz, cart. 70, fasc. 8.

³⁰ AV, L 23, p. 651.

clef du mystère. Le 19, à son arrivée à Tourtemagne, alors qu'il se rend (probablement d'Ernen) à Sierre pour la diète, Sigristen apprend que tout le Bas-Valais — huit à dix mille hommes, écrit Fischer dans un rapport du 25 septembre au Conseil secret³¹ — s'apprête à marcher contre le Haut-Valais et que les députés bas-valaisans eux-mêmes « viendraient avec cinq cents hommes³² ».

En hâte, il fait alors prendre un certain nombre de mesures de sécurité et confie l'organisation de la résistance au maréchal Antoine de Courten qui, en particulier, fait renforcer la garnison de la ville. C'est lui aussi qui dépêche l'estafette dont nous venons de parler auprès de Devantéry pour l'engager, s'il veut être entendu, à stopper ses troupes et à ne se présenter à la diète qu'avec une délégation de douze députés au maximum, sans escorte ni armes. Il n'est pas difficile cette fois à Devantéry de répondre à l'attente du souverain, car leur troupe n'existe que dans l'imagination des Haut-Valaisans ; il n'a même jamais été question d'en former une³³. Aussi, quand l'exprès qu'il a envoyé à Devantéry revient vers huit heures du soir, il ne reste au bailli qu'à retirer les siennes qui, sans toutefois quitter Sion, font retraite à l'hôpital³⁴.

C'est dans ces conditions et grâce à un sauf-conduit que nos douze députés arrivent à Sion, le lundi soir, à la faveur de la nuit.

Le lendemain 21³⁵, ils se présentent devant la diète, la première depuis les événements du 8. Mais le matin, avant même son ouverture, ils se rendent chez le grand bailli, à qui, « les larmes aux yeux » et par l'entremise de Devantéry, ils expriment leurs regrets pour les événements du 8 ; pour le surplus, ils comptent sur son indulgence, vu que les torts ne sont certainement pas tous de leur côté et qu'ils ont subi l'influence excitatrice d'éléments

³¹ Junod, p. 123.

³² AV, L 23, p. 650.

³³ C'est ce que Devantéry lui-même écrira vers la fin novembre : voir Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 15.

³⁴ Clément, *Révolution 1790*, p. 338.

³⁵ Signalons en passant, à titre correctif, que la « Délibération de ceux de l'Entremont » mentionnée à ce jour par Clément (voir Clément, *Révolution 1790*, pp. 338 et 351, X) s'est faite en réalité le 24. Nous y reviendrons donc (voir ci-après, pp. 89-90).

étrangers, savoyards et vaudois. Ils espèrent donc pouvoir soumettre aux dizains « un mémoire contenant les représentations qu'ils ont à faire ».

Sigristen fait part de cette démarche à la haute assemblée réunie à l'hôtel de ville. Puis les députés bas-valaisans sont admis à lire le mémoire en quatre articles qu'ils ont élaboré et rédigé le 19 et que nous avons brièvement analysé à cette date. Ce qu'ils demandent, rappelons-le, peut se résumer en trois mots : un délai suffisant pour la rédaction de leurs griefs et la recherche des pièces justificatives, la nomination d'une commission pour les entendre, et surtout la suppression des gouverneurs³⁶.

Pour mieux attirer l'attention des seigneurs sur cet article 3, objet primordial de leur requête, et surtout pour les engager plus sûrement à y donner suite, les députés montheysans et agaunois déclarent ensuite, verbalement, qu'ils reconnaissent l'Etat pour souverain ; que leurs plaintes ne le concernent en aucune façon, mais visent seulement quelques gouverneurs ; qu'ils consentent même à n'en rien dire au sujet du passé « pourvu qu'ils en soient délivrés à l'avenir »³⁷.

Dans sa réponse, l'Etat reprend point par point chacun des quatre articles. En particulier, il donne bien volontiers son agrément aux deux premières requêtes, accordant le délai demandé de neuf à dix jours et fixant la réunion de la commission souhaitée au 30 septembre, en présence des gouverneurs. Par contre, il manifeste sa grande surprise devant la troisième et déclare ne pouvoir « que la prendre *ad referendum* », laissant clairement entendre, par des arguments spécieux, qu'elle ne pourra être acceptée « vu qu'elle renverserait la constitution établie entre le haut seigneur et le sujet » ; il faut donc chercher d'autres moyens de conciliation³⁸.

Guerraty s'insurgera à juste titre contre ce refus du souverain. « Ce fameux article 3, écrit-il dans son *Précis historique de la révolution...*, que l'on avait demandé si vainement le 21 septembre

³⁶ Voir ci-dessus, p. 81.

³⁷ AV, L 23, pp. 648-649.

³⁸ Clément, *Révolution 1790*, pp. 351-352, XI.

1790, savoir la suppression des gouverneurs, de ces oppresseurs, de ces vexateurs, et que l'ex-souverain a rejeté alors avec tant de hauteur et de morgue, a eu enfin son exécution le 29 janvier 1798, où l'on a été délivré, cette fois pour toujours, de cette magistrature si onéreuse pour nous et qui nous était si odieuse, par le départ précipité, pendant la nuit, du dernier gouverneur Maurice Zurbruggen, du dizain de Viège. Haut-Valaisans ! quand il vous a fallu adopter, en février 1798, la suppression des gouverneurs et reconnaître les Bas-Valaisans pour un peuple libre et qui ont droit et méritent de l'être aussi bien que vous, vous n'avez pas tenu le même langage que le 21 septembre 1790, vous n'avez pas dit que la suppression des gouverneurs renverserait la constitution entre le *haut seigneur et le sujet* [c'est lui qui souligne], mais il a fallu en passer par là ! *Tempora mutantur et nos mutamur in illis* »³⁹.

D'autres décisions, de moindre importance, sont prises également dans cette même diète du 21. Signalons simplement, en ce qui concerne la question qui nous occupe, celle d'adresser aux communes restées fidèles une lettre de félicitations pour leur loyale conduite lors de la révolution de Monthey. Cette lettre est écrite le lendemain 22 de la main du secrétaire d'Etat Hildebrand Roten et adressée « de par le grand bailli et conseil de la souveraine république de Valais » respectivement « à messieurs les châtelains, bannerets, capitaines, syndics et charge-ayants de la bannière d'Entremont à Sembrancher » et « à messieurs les châtelains, syndics et conseils de la châtellenie de Conthey ». Le souverain y dit sa satisfaction de leur « constante fidélité » et de leur « attachement inviolable », malgré les pressions d'émissaires séditieux que, il l'espère, ils voudront bien dénoncer à l'avenir ; il leur promet, en retour, d'en garder « un souvenir éternel » et de leur donner à la prochaine diète de Noël des preuves non équivoques de sa bienveillance et de sa bonté « qui prouveront à votre postérité que vous avez su dans le temps le plus critique vous contenir dans le devoir d'un fidèle sujet... »⁴⁰

³⁹ Guerraty, *Gloses*, p. 89, note 1.

⁴⁰ Pour l'Entremont, voir AV, cart. 100, fasc. 7, n° 4 ; Rz, cart. 70, fasc. 8, pp. 7-8 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 30 bis ; AV, cart. 86, fasc. 3, n° 16 ter - Pour Conthey, voir Rz 15, pp. 851-852. Ce dernier document porte deux dates : en

On verra ce que deviendront, à la diète de Noël, ces serments solennels et ces promesses alléchantes⁴¹. Il est vrai qu'entretiens la situation aura considérablement évolué en faveur de l'Etat.

Quant aux « rebelles » de Monthey, ne pouvant compter sur une telle bienveillance mais confiants dans la justice de leur cause, ils chercheront plusieurs fois à s'attirer les bonnes grâces de leurs voisins du Pays de Vaud. C'est ainsi que, le 22 septembre, le Gros-Bellet et Jean-Claude Durier ont une entrevue à Bex, chez le docteur Ricou, avec des seigneurs bernois, entre autres M. Fischer. En réponse à leur remarque que, pour remédier à leurs maux et faire valoir leurs droits, il eût été plus honnête d'en appeler au souverain plutôt que d'user d'une rébellion jugée trop violente, nos deux Valdilliens rappellent simplement les faits : leur recours en diète (de mai 1790), la condamnation formelle mais uniquement verbale de Schiner, les belles promesses restées sans lendemain, etc. Indignés, ces Messieurs promettent alors d'en informer LL. EE. de Berne et d'intercéder auprès d'elles en leur faveur en cas de besoin. Cet entretien eut donc, on le voit, un assez heureux résultat. Peut-être même faudra-il attribuer à cette intervention bernoise l'impunité dont bénéficieront finalement les émeutiers du 8. C'est du moins ce qu'affirme Guerraty⁴².

Parlant de cette diète du 21, madame Ignace de Courten, dans une lettre du 27 septembre à son mari, écrira laconiquement : « Ils n'ont rien pu faire. »⁴³ Elle voyait sans doute plus loin que nos délégués qui, eux, arrivent à Saint-Maurice le 22 au matin déjà « assez contents de la réception qui leur avait été faite à Sion »⁴⁴.

S'ils se hâtaient de rentrer chez eux ce jour-là, c'est d'abord parce que, en l'absence des chefs, la fête de saint Maurice, leur

tête, celle du 12 novembre 1790 (c'est celle qu'a adoptée Grenat, p. 432) ; en conclusion, celle du 22 novembre de la même année. Nous référant au texte de la lettre (« la révolution arrivée à Monthey le 8 de ce mois... »), nous le situons lui aussi au 22 septembre 1790, comme pour l'Entremont.

⁴¹ Voir ci-après, pp. 159-160.

⁴² Guerraty, *Relation...*, p. 207 ; Clément, *Révolution 1790*, pp. 338-339.

⁴³ Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 145.

⁴⁴ Junod, p. 123.

patron, qui de surcroît tombait un mercredi (jour de marché à Monthey), risquait, au dire de Fischer, de donner lieu à quelque nouveau désordre populaire que leur présence pouvait empêcher⁴⁵; c'est aussi que le lendemain 23 devait se tenir à Saint-Maurice une assemblée générale, convenue « pour huit heures du matin au plus tard ».

Prévue le 18 « pour rédiger en commun et de concert » griefs et propositions⁴⁶, cette assemblée réunit, sous la présidence de Jacques de Quartéry, presque tout le Bas-Valais, c'est-à-dire non seulement les deux gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice mais aussi la communauté de Salvan, celles de l'Entremont (Sembrancher, Bovernier, Orsières, Liddes, Bourg-Saint-Pierre) et de la Plaine (Fully, Saillon, Saxon, Leytron). Quatre absents toutefois : Martigny et Bagnes (dépendantes l'une de l'évêque de Sion, l'autre de l'abbé de Saint-Maurice), Conthey et Riddes : ils manquent ainsi, et pour des raisons inconnues, à leur parole donnée le 20. C'est donc près de septante préposés qui se trouvent rassemblés dans la grande salle de la maison de ville de Saint-Maurice : Monthey en a délégué sept, et Saint-Maurice pas moins de quinze.

Il est intéressant de relever quelques noms parmi les nouveaux : Charles-Louis de Bons, capitaine général, Louis-Gaspard de Quartéry, syndic, Jacques de Bons, major, François Preux, banneret des élections, Joseph Barman, syndic, tous de Saint-Maurice ; le syndic de Massongex, Jean-Pierre Varayoud ; celui de Salvan, Claude Décaillet ; le sautier de Fully, Jean-Joseph Reuse, le syndic de Saillon, André Gillonard ; le sautier de Leytron, Pierre Berthouzoz ; Pierre-François-Bruno Luder, banneret des élections, de Sembrancher ; de Bovernier, le syndic Jean-Joseph Sarrasin et le métral Jean-Etienne Luy ; le syndic d'Orsières, Jean-Pierre Lovey ; le métral de Liddes, Etienne-Joseph Bastian, et le syndic du même lieu, Martinien Darbellay ; Pierre Balleys, syndic de Bourg-Saint-Pierre ; celui de Saxon, Jean-Pierre Pellaud, etc.

⁴⁵ *Ibidem*, p. 121.

⁴⁶ Rz, cart. 70, fasc. 9, p. 17.

A l'intention particulière des nouveaux venus et sur leur demande expresse, il est d'abord donné lecture des délibérations des précédentes assemblées, ainsi que des lettres du grand bailli — y compris celle de ce jour, où Sigristen annonce à Jacques de Quartéry la réunion pour le 30 septembre de la commission chargée d'entendre leurs griefs ⁴⁷ — et de la réponse faite par la diète du 21 aux quatre articles de la députation bas-valaisanne. Il ressort essentiellement de toutes ces communications que le souverain est disposé à les écouter, qu'il leur laisse le temps d'assembler le recueil de leurs plaintes et de leurs demandes. Il faut donc se décider et se mettre au travail sans retard.

Vu l'importance des questions exposées et devant le refus des conseils de Monthey et de Saint-Maurice « d'ouvrir leurs opinions et de les communiquer » ⁴⁸, les autres députés ne veulent pas se prononcer. On les charge donc d'en référer à leurs commettants respectifs et de faire connaître les intentions précises de chaque communauté à ce sujet dans une nouvelle réunion fixée de nouveau à Saint-Maurice au lundi 27 septembre, à dix heures du matin ⁴⁹. Ainsi cette assemblée du 23 ne tint pas toutes ses promesses. Mais elle n'entama pas non plus le courage de ceux qui espéraient toujours obtenir la suppression des gouverneurs.

Car les députés des gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice, dont le dessein était déjà bien arrêté depuis les nombreuses assemblées précédentes, conviennent de mettre à profit ce délai pour travailler activement, chacun de son côté, à rassembler leurs griefs pour pouvoir les présenter à la réunion plénière du lundi suivant et les faire parvenir ensuite à Sion, comme prévu pour le 30 ⁵⁰.

Monthey résolut même de s'y employer dès le lendemain 24. On en a la preuve dans le protocole de la séance du 23 à Saint-Maurice, mais aussi dans une lettre, datée du 22 septembre, par

⁴⁷ Clément, *Révolution 1790*, p. 352, XII.

⁴⁸ Rz, cart. 70, fasc. 8, 24 septembre 1790.

⁴⁹ Ce dernier article n'ayant pas été exécuté, il n'y aura plus d'assemblée générale de tout le Bas-Valais, mais, nous le verrons, simple échange de plans de réformes.

⁵⁰ Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 21-24.

laquelle l'abbé Claude-Joseph Durier, vicaire de Troistorrents, prie Pierre Rey, officier de Val-d'Illiez, « de vouloir bien descendre après-demain vendredi à Monthey, chez Devantéry, pour produire vos griefs »⁵¹.

Effectivement une réunion se tient le 24 dans la maison du capitaine général, en présence du syndic Pierre-François Domenjoz « faisant l'office de juge », du châtelain de Val-d'Illiez, Barthélemy Dognier, de celui de Vouvry, Emmanuel Cornut, et de cinq autres messieurs : Michel Dufour, Michel Pignat, Barthélemy Guillot, Hyacinthe Cornut, de Vouvry, et le notaire Jean-François Vanay. Mais le compte rendu de cette réunion ne fait aucune mention des fameux griefs ; il ne parle que des papiers de Joseph-Antoine Meillat que trois Valdilliens étaient aller chercher le 12 à Châtel et que l'on examine alors en partie avant de les laisser entre les mains de Devantéry. En outre, on peut remarquer que parmi les personnalités précitées on ne retrouve ni l'abbé Durier ni Pierre Rey⁵².

Faut-il donc en déduire que la réunion annoncée n'a pas eu lieu et que chaque commune séparément a continué à rassembler ses plaintes ou qu'alors, tout simplement, le procès-verbal en a été égaré ?

On possède par contre celui de l'assemblée de Martigny dudit jour, que l'abbé Clément situe à tort au 21⁵³, et qui groupe, dans l'auberge de la Grand-Maison et sous la présidence du banneret Pierre-François Luder, une vingtaine de députés des communautés d'Entremont et de la plaine dépendantes de la châtellenie de Saint-Maurice, à l'exception de Conthey et de Riddes. Il s'agit pour eux de donner enfin suite, après plus d'une semaine d'hésitations, aux invitations réitérées des conseils de Monthey et de Saint-Maurice, c'est-à-dire définir leur position vis-à-vis de la révolte et surtout de la suppression des postes de gouverneurs et présenter leurs propositions pour l'« amélioration du sort et de l'état du Bas-Valais »⁵⁴.

⁵¹ Dossier 1791, p. 38, *Annexe*.

⁵² Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 42.

⁵³ Clément, *Révolution 1790*, pp. 338 et 351, X.

⁵⁴ Rz, cart. 70, fasc. 8, 24 septembre 1790.

Pour assurer le bon ordre de l'assemblée, on commence par élire un président et un secrétaire, en la personne de Pierre-François Luder pour le premier office et de l'avocat Joseph-Louis Pittier pour le second. Deux messieurs sont ensuite chargés de se rendre à Riddes et à Conthey pour s'enquérir de la raison de leur absence à l'assemblée du 23 à Saint-Maurice et, dans le cas où ils persisteraient à adhérer à leur cause, leur communiquer d'abord les décisions prises et les renseignements obtenus dans la journée, puis leur annoncer une nouvelle réunion à Martigny pour le 27, à huit heures du matin, où chacun donnerait son avis sur le projet de réformes élaboré dans la présente séance et sur celui de Saint-Maurice et de Monthey, si on pouvait l'obtenir : le châtelain Jean-Pierre Romanon, de Saillon, ira donc à Riddes et le secrétaire Pittier, à Conthey.

Il est en outre arrêté que, après la séance, Luder et Pittier se porteront de leur côté auprès des conseils de Saint-Maurice et de Monthey pour leur demander connaissance de leur plan et, au cas où ils l'obtiendraient, leur communiquer celui qu'ils allaient établir eux-mêmes ce jour-là.

Ce plan — celui de l'Entremont — qui, dans le procès-verbal comprend dix-neuf articles, en comporte en réalité trente⁵⁵, car les différentes communes à qui il fut ensuite soumis pour « recevoir toute l'étendue et la perfection qui [ne] peut résulter que de leur adoption⁵⁶ » en ajoutèrent d'autres, à caractère plus local ou plus particulier. Nous l'analyserons ultérieurement⁵⁷.

Pour clore cette séance, le président donne lecture de la lettre « paternelle » du 22, par laquelle le souverain les remercie de leur fidélité⁵⁸.

Sigristen dut avoir connaissance de ce « plan » dans un délai fort court, puisque le 26 déjà il l'envoie au colonel et banneret Gaspard-Jodoc Stockalper et en notifie l'essentiel à Pierre-Hyacinthe-Valentin de Riedmatten, seigneur capitaine du dizain de

⁵⁵ Ils sont publiés dans Grenat, pp. 427-429.

⁵⁶ Rz, cart. 70, fasc. 8, p. 6.

⁵⁷ Voir III^e Partie, pp. 263-264.

⁵⁸ Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 37 bis-42 bis ; Rz, cart. 70, fasc. 8, 24 septembre 1790 ; fonds L. de Riedmatten, cart. 6, fasc. 10, n° 176.

Conches et colonel du Bas-Valais, alors à Münster, en le priant de le communiquer à d'autres magistrats du Haut ⁵⁹.

Les jours suivants, sans être de tout repos, sont moins chargés de fiévreuse activité. On semble vouloir reprendre haleine et donner quelque repos à l'arc, tendu sans relâche depuis le 8, avant la grande offensive qu'on espère décisive. On note quand même plusieurs brèves rencontres préparatoires au niveau local, et aussi et surtout des échanges de lettres d'information ou d'exhortation. Ainsi, le 25, les deux secrétaires des assemblées générales de Monthey et de Saint-Maurice, Charles-Emmanuel de Rivaz et Joseph-Alphonse de Nucé, adressent une lettre « au peuple du Bas-Valais » pour le mettre au courant des instructions qu'on a données aux députés bas-valaisans à la diète du 21 ⁶⁰.

Le même jour, Charles-Emmanuel de Rivaz reçoit une lettre de M. Pescatore, intendant du Chablais, qui lui demande, à l'intention de Son Excellence le commandeur Graneri, ministre d'Etat pour les Affaires internes, des nouvelles « sûres et circonstanciées » de l'émeute du 8, ainsi que « des circonstances intéressantes qui pourraient survenir dans la suite de cette affaire ⁶¹ ». De Rivaz lui répondra une première fois le lendemain 26 septembre et lui fera une nouvelle relation le 10 octobre.

C'est aussi le 26 que se tint sur la place du prieuré de Val-d'Illiez, à l'issue de la grand-messe, un conseil général de la communauté. Au dire de l'abbé Clément qui, vicaire du lieu, y assista fort probablement, il dura « plus d'une heure ». On y lut au peuple la lettre du 25 signée de Rivaz et de Nucé ⁶², puis la réponse faite à la diète du 21 par le souverain au mémoire des députés bas-valaisans ⁶³ et enfin la lettre du 23 de Sigristen à Jacques de Quartéry ⁶⁴. « Quelques jeunes glorieux inexperts » — et parmi eux un des plus échauffés semble avoir été l'officier Pierre Rey ⁶⁵ — manifestèrent d'abord assez bruyamment, criant comme à l'accou-

⁵⁹ *Ibidem*.

⁶⁰ Clément, *Révolution 1790*, pp. 352-353, XIII.

⁶¹ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 3.

⁶² Clément, *Révolution 1790*, pp. 352-353, XIII.

⁶³ *Ibidem*, pp. 351-352, XI.

⁶⁴ *Ibidem*, p. 352, XII.

⁶⁵ AV, 107 Clément, n° 22.

tumée qu'ils ne voulaient plus de gouverneurs et s'opposant même à l'envoi de nouveaux députés à Sion : ces Messieurs n'avaient, selon eux, qu'à descendre eux-mêmes à leur tour. Mais finalement on réussit à les calmer. On nomma alors deux nouveaux procureurs de la communauté pour le 30 : Claude Durier, frère du syndic Joseph-Antoine, et Jean-Louis Grenon qui eux aussi travaillèrent dès lors aux griefs et au plan de réformes⁶⁶.

Le lundi 27 septembre était le jour fixé par plusieurs assemblées antérieures — nommément celle du 23 à Saint-Maurice et celle du 24 à Martigny — où les communautés devaient communiquer leurs griefs et leurs projets d'amendements. En l'absence de pièces justificatives, nous ignorons si l'assemblée de Martigny se tint effectivement, mais par la « relation » déjà citée, nous savons que celle de Saint-Maurice n'eut pas lieu par suite de la défection des communes d'Entremont⁶⁷. Par contre, ces dernières, c'est-à-dire Bourg-Saint-Pierre, Liddes, Orsières, Sembrancher, auxquelles s'étaient jointes Fully, Saillon et Saxon, se rencontrèrent ce jour-là, mais ce fut pour voter, à l'instigation de leurs curés, eux-mêmes alertés par une lettre confidentielle de l'évêque, des remerciements au souverain pour sa lettre élogieuse et prometteuse du 22⁶⁸.

Les communautés du gouvernement de Monthey également tinrent séance ce même 27 septembre. De leurs délibérations⁶⁹ sortit vraisemblablement (à moins qu'il n'ait été élaboré le 19 ou le 24 déjà) ce « plan des demandes » en quatorze articles qu'on se proposait de présenter au souverain (le 30 assurément) « en cas que l'on puisse obtenir la suppression des gouverneurs » et que l'abbé Clément signale mais sans en préciser la date ; il dit seulement qu'on le lut en public à Val-d'Illiez, le mercredi 29 septembre, jour de la Saint-Michel, au sortir de la messe. Ce plan ressemble en plus d'un point à celui de l'Entremont du 24 sep-

⁶⁶ Clément, *Révolution 1790*, p. 339.

⁶⁷ Rz, cart. 70, fasc. 9, p. 48 bis. - Eut-elle lieu alors le 29, date à laquelle, selon une lettre de Fischer au Conseil secret de Berne, elle fut reportée (voir Junod, p. 124) ? Nous l'ignorons.

⁶⁸ Grenat, pp. 427-429.

⁶⁹ En voir le détail dans Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 29 bis-31 bis.

tembre. On y propose en particulier de substituer au gouverneur un juge nommé par le conseil du gouvernement, qui ait des assesseurs et décide sans appel jusqu'à concurrence de deux mille florins ; de refaire un code civil et un code pénal ; de conserver les châtelains dans chaque paroisse pour juger les causes en première instance ; de proportionner les amendes aux délits et de ne plus les laisser au profit des juges ; de laisser à chaque paroisse son administration interne et sa police pour la gérance des communs, le commerce des denrées ; de supprimer ou pouvoir racheter certaines redevances, etc.

A l'occasion de cette réunion de Monthey, une enquête rapide mais en bonne et due forme fut instruite, à la demande de la plupart des députés présents. Devant le syndic Pierre-François Domenjoz qui faisait fonction de juge, « à l'absence des supérieurs », et qui était assisté de Nicolas de Quartéry, de Monthey, et de Jean-François Vanay, de Vionnaz, comme assesseurs, et du curial Michel Pignat, de Vouvry, comme secrétaire, Claude-Louis Delherse déclara publiquement et sous la foi du serment ce que le curial Meillat lui avait confié le dimanche 5 septembre 1790, c'est-à-dire trois jours avant la Bagarre, et qu'il affirmait tenir du gouverneur lui-même, à savoir que Schiner « voulait châtier tous ceux qui lui avaient prêté de l'argent et à qui il devait ⁷⁰ ».

C'est aussi le 27 septembre (et non le 17, comme l'écrit Morell ⁷¹ sur la foi peut-être d'une copie de Pittier ⁷²) que l'avoyer et conseil de la ville et république de Berne, à « la réquisition expresse » du gouvernement valaisan par deux lettres du 19 et du 23 septembre ⁷³, adressait au bailliage de Monthey et à la châellenie de Saint-Maurice un message au ton mi-figue mi-raisin, où, sous des témoignages d'affection, perce une volonté très nette d'intimidation. Après avoir qualifié les députés bas-valaisans de « nobles, honorables et prudents amis et voisins » et leur avoir dit tout « l'intérêt sincère » qu'il porte à leur « avantage et... bien-être », le gouvernement bernois ne tarde pas à les exhorter à rentrer dans

⁷⁰ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 141.

⁷¹ Morell, p. 24.

⁷² Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 53 bis-55 bis.

⁷³ ACS, XIII, pièces 51 et 51 a.

l'obéissance due à leur souverain, laquelle est basée, affirme-t-il, sur les « droits les plus éminents » ; à renoncer à « toutes demandes injustes » (entendant par là, évidemment la suppression des gouverneurs). Et pour mieux les convaincre d'accepter cette humble soumission, il agite devant eux le drapeau rouge d'une intervention directe possible et même assurée de leur part en cas de refus ⁷⁴.

Cette lettre arrivera à Monthey dans le temps où les principaux chefs étaient à Sion en députation auprès du souverain Etat ⁷⁵. Ils n'en auront donc connaissance qu'à leur retour. Mais alors la situation aura bien changé pour eux et encore davantage quand ils y répondront le 18 octobre. Mais n'anticipons pas.

En attendant, ils sont pleins de confiance dans le succès des démarches qu'ils vont entreprendre le 30 et ont même réussi le 28 à décider Charles-Emmanuel de Rivaz, pourtant plus que réticent et opposé à la demande de suppression des gouverneurs, non seulement à se joindre à eux, mais à prendre la tête de leur députation et à soumettre en leur nom à l'Etat leur nouveau projet de résolution ⁷⁶.

C'est dans ces dispositions qu'ils se mettent en route pour Sion le 29 septembre.

A partir de ce moment et jusqu'au 6 octobre à peu près, il y a quelque arbitraire à vouloir toujours préciser ce qui se passe à coup sûr tel jour plutôt que tel autre. Car la haute commission qui, en vertu d'une décision de la diète, siège en permanence à Sion depuis le 21 septembre n'a laissé à notre connaissance, de ses séances ou de ses activités, qu'une relation épisodique *des tractanda proposés à la haute commission souveraine assemblée à Sion* du 30 septembre au 6 octobre, relation précieuse à la vérité mais qui, parce que écrite plusieurs semaines et même plusieurs mois après les événements, les embrouille quelque peu et les agence suivant un ordre démonstratif. Les rédacteurs de cette *relation*... semblent le

⁷⁴ Grenat, pp. 421-422 ; Clément, *Révolution 1790*, p. 353, XIV.

⁷⁵ Fragnière en fera différentes copies « pour envoyer dans les paroisses du gouvernement » et, le 30 septembre, recevra pour ce travail quarante-quatre florins. Voir Mo, D, n° 945 bis.

⁷⁶ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 11, pp. 2-3.

reconnaître quand ils écrivent en guise de conclusion : « Voilà à peu près l'essentiel de ce qui s'est passé les jours susmentionnés devant la haute session. »⁷⁷

Il en est de même des documents manuscrits contemporains (surtout de Clément et de Charles-Emmanuel de Rivaz) qui malheureusement sont souvent non datés ou dont les dates ne concordent pas toujours entre elles. Mais comme il faut bien procéder par coupes et en quelque sorte arrêter le cours de l'histoire pour l'étudier, nous allons tenter ici encore, toutefois sans garantie absolue, de replacer les faits de cette courte période dans leur ordre chronologique.

D'après la *Représentation...* qu'ils soumettront le lendemain⁷⁸, nos députés durent faire une première démarche auprès du souverain le soir même du 29, réitérant la demande de suppression des gouverneurs ; et le souverain dut alors leur demander de préciser leurs intentions à ce sujet.

C'est ce qu'ils font le 30 septembre devant la haute commission, cette commission qu'ils avaient demandée en diète du 21 et qui, à l'issue de cette même diète, fut composée comme suit : le grand bailli Valentin Sigristen, le secrétaire d'Etat Hildebrand Roten et un député par dizain⁷⁹.

A la première séance, donc, ils expliquent qu'en suppliant pour la suppression des gouverneurs, ils ne refusent pas de recevoir des représentants de l'Etat si on le juge opportun, mais que, dans ce cas, ils souhaitent que leur rôle se borne à « percevoir les revenus du souverain, être témoins de notre fidélité et veiller à ce que l'ordre public et le respect pour les lois fussent conservés ». Pour les remplacer dans l'administration de la justice, ils proposent — c'est le vieux rêve des Suisses — « des juges nommés par les peuples »... Au reste, ils sont sûrs de l'accord de leurs constituants sur ces points et sont prêts à l'obtenir d'eux, pourvu qu'un délai suffisant leur soit accordé à cet effet⁸⁰.

⁷⁷ ABS, tir. 91, n° 13, p. 2.

⁷⁸ Clément, *Révolution 1790*, p. 354, XVI.

⁷⁹ AV, L 23, p. 650.

⁸⁰ Clément, *Révolution 1790*, p. 354, XVI.

On sent sous ces mots chez nos représentants beaucoup d'hésitation et même de crainte, accentuée encore par la demande d'amnistie pour les « égarés » des premiers jours. Et la commission ne va pas tarder à exploiter la situation.

Mais en attendant, et en présence des gouverneurs, on ouvre le dossier des griefs que, durant les dix jours précédents, les Bas-Valaisans ont constitué avec tant de fébrile ardeur.

Le gouvernement de Monthey présente d'abord les siens, en commençant « par les plus modiques » qui sont aussi « ceux qui ont eu les plus funestes suites ». Comme bien l'on pense, ils visent surtout Schiner, mais aussi en grand nombre quelques-uns de ses prédécesseurs, sans toutefois donner aucun nom ou aucune date. Ils sont si nombreux qu'ils remplissent plusieurs cahiers. Et pourtant Barthélemy Guillet écrira qu'ils en auraient pu « doubler le volume », s'ils avaient eu « le temps d'écouter tous les plaignants et surtout si les gouverneurs n'avaient pas eu soin de supprimer autant qu'ils le pouvaient les traces de leurs exactions... »⁸¹

Puis c'est au tour des députés du gouvernement de Saint-Maurice d'exposer leurs plaintes. Ils le font en retraçant « l'histoire succincte des événements » depuis le 8 septembre⁸². Leurs griefs consistent « en quatre articles contre M. le gouverneur... dont le plus fort venait de la part de la commune de Vérossaz sur la nomination du métal... »⁸³. Leur conclusion rejoint celle des Montheysans : qu'on supprime la fonction de gouverneur, cause de tous ces maux.

Nous aurons l'occasion, en parlant des causes de la révolution, de revenir sur ces griefs pour les analyser. Disons seulement ici que beaucoup d'entre eux, surtout ceux qui concernaient les prédécesseurs de Schiner, ne furent point lus devant la commission suprême ni communiqués par copie aux dizains, si bien qu'ils n'en eurent jamais connaissance. Il y avait à cette omission plusieurs raisons, que nous donnerons ultérieurement⁸⁴.

⁸¹ Ces griefs composent plusieurs cahiers : voir en particulier Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 43-121 ; Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 75-82. - Nous aurons à les analyser ultérieurement : voir III^e Partie, *Les Revendications*.

⁸² Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 33-35.

⁸³ ABS, tir. 91, n° 13, p. 1.

⁸⁴ Voir IV^e Partie, pp. 351-352.



Pl. III. — Antoine Augustini
(1742-1823)

Portrait par Félix Cortey (?), après 1812
Propriété de M. Léon de Villa, Bâle

Pour l'heure, ce que surtout les seigneurs ne peuvent accepter, c'est l'insistance des députés de Monthey et de Saint-Maurice à réclamer l'abolition des gouverneurs. Aussi, dans leur réponse du 1^{er} octobre aux exposés des Bas-Valaisans, ils prennent prétexte d'un défaut de « procure suffisante » des représentants pour les renvoyer à leurs communautés et obtenir d'elles, avec les pleins pouvoirs, « une réponse catégorique » sur cet objet. Ils leur accordent à cet effet « deux fois vingt-quatre heures », dit Charles-Emmanuel de Rivaz⁸⁵, c'est-à-dire plus exactement, suivant le libellé de la réponse de la commission, « jusqu'au lundi au soir, quatrième de ce mois »⁸⁶. Fischer, dans une lettre du 4 octobre au Conseil secret, subodore dans cet ajournement de la commission moins un moyen de calmer les esprits qu'un subterfuge pour cacher sa surprise et se donner du temps pour prendre des mesures de répression⁸⁷. La suite des événements confirmera la justesse de cette opinion. D'autant que cette exigence était accompagnée de la déclaration ferme qu'ils ne renonceraient jamais à réinstaller les gouverneurs dans leurs fonctions. Même si le souverain ajoutait, en guise de consolation dérisoire, que, à part cet article, il était prêt à accorder aux peuples tout ce qu'ils désiraient, la cause était définitivement entendue : il était bien inutile de vouloir entrer en discussion avant d'avoir apporté l'humble soumission des communautés sur ce point capital⁸⁸.

Il est assez piquant de noter en passant que, dans le même temps, c'est-à-dire exactement le 1^{er} octobre, un conseil spécial des communes de Monthey et du val d'Illiez, représentées par l'officier Pierre Guillot et l'abbé Durier, présidé, en l'absence de Devantéry, par le syndic Pierre-François Domenjoz, prenait des mesures très sévères contre les auteurs des troubles du 29 septembre à Saint-Maurice⁸⁹.

⁸⁵ Rz 49, fasc. 8, n° 24, p. 2.

⁸⁶ Clément, *Révolution 1790*, p. 355, XVIII.

⁸⁷ Junod, p. 128.

⁸⁸ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 223 ; Clément, *Révolution 1790*, p. 355, XVIII.

⁸⁹ Junod, p. 149. - Nous les étudierons ultérieurement : voir IV^e Partie, pp. 372-373.

2. Le temps de l'humble espoir

Le désistement de l'Entremont, en affaiblissant le camp des « rebelles », avait calmé la peur des Haut-Valaisans. Le fléchissement des gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice devant les exigences souveraines, et pratiquement déjà leur échec sur un point essentiel — la suppression des gouverneurs — marque à la fois le commencement de la débandade pour eux et le renforcement de la position du Haut-Valais. Désormais donc les revendications des Bas-Valaisans se feront de plus en plus modestes — elles se limiteront finalement à obtenir un code — tandis que, de son côté, l'Etat prend l'initiative et la direction des opérations : l'hésitation des sujets n'aura servi qu'à renforcer la détermination du souverain et à lui permettre de retrouver le ton du commandement.

Ce même 1^{er} octobre une autre preuve en est administrée quand, ainsi que nous l'apprend une lettre de Charles-Emmanuel de Rivaz à sa femme, le grand bailli invective « pendant un demi-quart d'heure » le délégué de Vérossaz, menaçant le village de la pire répression si ses gens s'avisait « de faire le moindre mal à quelqu'un de Saint-Maurice ⁹⁰ ».

Dans ces conjonctures, que peuvent faire les députés bas-valaisans ? Pendant que quelques-uns restent à Sion et y rédigent un cahier de demandes qui sera présenté à la haute commission le 5 octobre, les autres retournent chez eux le 2, porteurs de l'ordre souverain. Ils y arrivent dans la soirée « fort capots et mécontents », nous dit Clément ⁹¹. Ceux de Monthey se portent à la salle de l'hôpital où le conseil de la bourgeoisie tient son assemblée générale. A la pluralité des cinquante-neuf membres présents, ce conseil charge ses représentants de revendiquer certains avantages : le choix du châtelain, « le droit de première instance et sentence » pour les causes civiles, etc. En même temps et surtout,

⁹⁰ Rz, cart. 45, fasc. 7, n° 1 : lettre écrite de Sion par Ch.-E. de Rivaz à sa femme, le 1^{er} octobre 1790, or. a., 2 fol.

⁹¹ Clément, *Révolution 1790*, p. 341.

et sans même que ce soit à titre compensatoire, il leur donne entière procuration pour l'acceptation des gouverneurs⁹².

Un protocole, conservé dans les archives du Vieux-Monthey et signé de la main de Barthélemy Guillot, notaire public, signale une séance semblable tenue le lendemain, dimanche 3 octobre, à Collombey-Muraz, qui nomme Jean Donnet, syndic, pour se joindre aux autres communautés du gouvernement à ce même sujet⁹³.

Il est à présumer que la lettre du 27 septembre de LL. EE. de Berne, qu'on lut en public ce jour-là à Val-d'Illeiez par exemple, contribua pour sa part, avec la réponse de la commission suprême, à décider ainsi toutes les paroisses à se plier aux exigences de leur souverain : toutes se désistèrent de leur demande de supprimer les gouverneurs, à la condition toutefois qu'un code en français leur soit accordé au préalable pour empêcher à l'avenir l'arbitraire des gouverneurs.

De retour à Sion, les députés ont une nouvelle séance devant la commission le 4 octobre. La question préalable de l'acceptation des gouverneurs est rapidement liquidée, puisque toutes les communes ont donné leur assentiment. Il suffit donc pour les députés d'en donner une confirmation officielle, ce qu'ils font.

Il est important de souligner à ce propos que, à partir de cette date au moins (4 octobre), les Bas-Valaisans ne formuleront plus cette revendication ; leur soumission sur ce point est unanime et définitive. Par la suite, les souverains auront parfois tendance à l'oublier ou à vouloir la mettre en doute. Ainsi, comme nous le verrons⁹⁴, le 27 octobre, l'évêque Blatter adressera aux Bas-Valaisans une lettre pastorale vexante pour eux puisqu'elle pré-supposait de leur part une volonté encore existante d'opposition à la réception des gouverneurs. Ce que relèvera deux jours plus tard l'avocat Michel Dufour dans une lettre à son cousin Charles-Emmanuel de Rivaz, où il écrit : « On n'a pas pu encore leur faire comprendre que nous n'insistons plus sur la suppression des gouverneurs⁹⁵. »

⁹² Mo, F, n° 45.

⁹³ Vieux-Monthey ; Donnet, p. 137.

⁹⁴ Voir ci-après, pp. 111-112.

⁹⁵ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 7.

Quant à la réserve désirée que le retour des baillis, pour éviter le réveil des passions, ne se fît qu'après la publication du nouveau code, le souverain y donna une réponse évasive ; son intention non avouée, prétendra Morell, était de les rétablir sans délai et au besoin par la force⁹⁶.

Interrogés ensuite si, en consentant à recevoir les gouverneurs, ils se portaient garants de leur sécurité, les députés de Saint-Maurice répondent d'emblée par l'affirmative, assurant même que, ayant vu avec regret partir M. Dallèves, « ils le reverraient arriver avec plaisir » ; ils comptaient bien qu'il en irait de même des communes voisines. Quant à ceux de Monthey, ils déclarent que, s'ils peuvent donner toutes assurances pour eux-mêmes et pour les honnêtes gens, ils n'osent par contre répondre « pour les canailles, ayant différentes gens étrangers chez eux⁹⁷ ». Nous ne saurions affirmer, comme le fait Grenat, traduisant peut-être l'interprétation qu'en donneront effectivement les souverains, que « ceci n'était qu'un refus déguisé⁹⁸ ». De toutes façons, bon gré mal gré, ils durent, le 6 octobre, prendre l'engagement de fournir au futur gouverneur une garde suffisante et efficace⁹⁹ et, en attendant, prêter « en mains levant » le serment de fidélité¹⁰⁰.

C'est alors seulement, c'est-à-dire le 5 octobre¹⁰¹, que, pleinement rassurés, les puissants mandataires consentent à recevoir le cahier des autres demandes — plus de quarante — appelé communément, le *Mémorial* des quarante articles¹⁰² qu'avaient élaboré, dans leur résidence de la Croix-Blanche, les députés restés à Sion, à savoir, comme nous l'apprendra le curial Barthélemy Guillot au cours de son interrogatoire du 8 décembre : le capi-

⁹⁶ Morell, p. 27.

⁹⁷ ABS, tir. 91, n° 13, p. 1.

⁹⁸ Grenat, p. 422.

⁹⁹ Ch.-E. de Rivaz situe cette exigence au 6 octobre (voir Rz, carton 49, fasc. 8, n° 24). - Les auteurs du *Recueil des titres* feront justement remarquer que « le désintéressement des représentants du souverain sera pour eux le garant de leur autorité et de leur tranquillité bien plus solide que cette garde que l'on demande pour leur sûreté » (voir AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, p. 27 : Annexe VII, p. 448).

¹⁰⁰ ABS, tir. 91, n° 13, p. 2 ; ACS, XIII, pièce 79.

¹⁰¹ ACS, XIII, pièce 137.

¹⁰² Clément, *Révolution 1790*, pp. 355-361, XIX.

taine Jean Devantéry, le major Charles-Emmanuel de Rivaz, Michel Dufour, l'officier Hyacinthe Cornut, le châtelain Michel Pignat, Barthélemy Guillot et plusieurs autres¹⁰³.

Nous aurons ultérieurement à analyser ce document important¹⁰⁴. Pour le moment donc, laissons ce soin à la sous-commission qui en est chargée. Car effectivement la haute commission se scinda en deux : pendant qu'une partie examinait les quarante articles et travaillait aux réponses à leur donner, l'autre assista à la justification que Schiner fut admis à présenter des griefs qui lui avaient été imputés le 30 septembre¹⁰⁵. On se garda bien de le confronter avec ses accusateurs. Il put ainsi, sans grands risques, produire des preuves sur un certain nombre d'accusations, renvoyant pour les autres à son livre de cour et prétextant même « avoir été induit en erreur par des exemplaires... de ses prédécesseurs !¹⁰⁶ »

La sous-commission nommée pour l'examen des quarante demandes alla vite en besogne, puisque le 6 octobre déjà elle peut y donner réponse. Elle n'a, il est vrai, guère compliqué sa tâche, puisqu'elle refuse à peu près tous les articles, soit qu'elle les laisse « comme ci-devant » c'est-à-dire « sur l'ancien pied » (articles 1, 2, 5, 21, 22, 29, 38...); soit que, ne se sentant pas accréditée pour y répondre, elle les prend *ad referendum* ou veut les soumettre à une nouvelle délibération, ou tout simplement qu'elle les renvoie aux codes... à élaborer ! (articles 6-8, 11-13, 17, 18, 26, 27, 30, 31, 33, 36, 37, 40...); soit enfin qu'elle s'y oppose tout net (24, 25, 39, 41...). Parmi les rares articles qu'elle accorde, une dizaine, quelques-uns sont en faveur du souverain (art. 14); d'autres comportent des restrictions si importantes — « oui si l'objet ne périlite pas » à la suite de l'établissement du nouveau

¹⁰³ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 263.

¹⁰⁴ Voir III^e Partie, pp. 264-266.

¹⁰⁵ Voir Clément, *Révolution 1790*, p. 355, XVII, où cette justification est placée au 30 septembre, parce que c'est ce jour-là que furent présentés les griefs contre lui. En fait, les documents sont loin de s'accorder sur cette date : Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 21-24, la situe le 12 septembre ; *ibidem*, pp. 3-11, le 4 octobre. Il est probable qu'il y eut en réalité plusieurs séances de rendements de comptes ou de justification.

¹⁰⁶ ABS, tir. 91, n° 13, p. 1.

code (art. 3), seulement « dans les causes purement civiles » (art. 4), possibilité de les rapporter « lorsque les circonstances l'exigeront » (art. 32, 34, 35) — que pratiquement elles en annulent la portée. Il n'y a guère de vraiment positif que les codes civil et pénal (art. 15 et 16) ; encore ne sont-ils pour le moment qu'une simple potentialité, qu'une vague promesse, puisque « l'on s'en occupera aussitôt qu'il sera possible¹⁰⁷ ».

Ces « réticences » et « rebuffades » de la haute commission inspireront à G. Guerraty ce commentaire désabusé : « Il est curieux et surprenant de voir que la haute commission souveraine, après avoir refusé toutes les demandes, elle se soit encore réservée l'approbation des communautés des Sept-Dizains du Haut-Valais. Cette réserve devenait absurde, inutile et illusoire, du moment que cette haute commission n'acquiesçait à aucune des demandes et ne faisait aucune concession ou éludait de répondre. Certes, il ne devait pas être bien difficile d'obtenir une approbation sur des demandes refusées ou sur des concessions non faites¹⁰⁸. »

Les députés bas-valaisans reçoivent l'ordre de faire connaître ces intentions à leurs commettants et d'informer ensuite la commission s'ils y acquiescent ou non. On devine leur déception devant un tel fiasco. A quoi s'ajoute pour Charles-Emmanuel de Rivaz le regret, l'amertume de se voir déconsidéré aux yeux du souverain, suivant ce qu'il écrit dans l'« exposé succinct de sa conduite publique depuis le 8 septembre », exposé qu'il adressera au grand bailli en novembre¹⁰⁹.

La déception est grande aussi dans le peuple à qui on lit, le 10, à la fois le *Mémorial* des demandes et les réponses souveraines¹¹⁰ et elle va se manifester les jours suivants. Ici ou là, à la vérité, il se montre résigné et confiant, comme à Vouvry, par exemple, où, au dire du syndic et châtelain Michel Pignat, il « est aussi paisible et tranquille qu'il l'était il y a vingt ou trente ans » et dans l'attente que le « gracieux souverain et père, selon leurs promesses, coupera entièrement le chemin pour l'avenir à tout abus

¹⁰⁷ Clément, *Révolution 1790*, pp. 355-361.

¹⁰⁸ Guerraty, *Gloses*, p. 92.

¹⁰⁹ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 11, p. 5.

¹¹⁰ Clément, *Révolution 1790*, p. 344 ; Guerraty, *Gloses*, p. 87.

quelconque d'autorité, de vexations et d'oppression...¹¹¹ ». Ailleurs, par contre, il est dangereusement en effervescence. C'est le cas en particulier de Saint-Maurice, et le châtelain Jacques de Quartéry s'en plaint à Sigristen, regrettant de ne pouvoir lui donner, comme c'était prévu, le résultat du conseil du 10, vu que les paysans ont refusé de s'y rendre et qu'ils veulent attendre jusqu'au dimanche suivant 17 avant de donner par écrit leurs propositions ¹¹².

Le premier moment de stupeur passé, nous voyons les pauvres Bas-Valaisans, par l'intermédiaire de leurs notables, chercher à redresser une situation bien compromise. A cet effet, ils se tournent d'abord du côté de Berne qui, dans sa lettre du 27 septembre, avait témoigné prendre « un intérêt sincère » à leur « bien-être futur » et s'était déclaré prêt à les « recommander à la tendre affection » du souverain valaisan, pour autant qu'ils ne voulaient pas sortir de leur état de sujets. Ils ont, quant à eux, estimé-ils, pleinement rempli la condition en acceptant de recevoir les représentants de l'Etat et leurs autres réclamations ne peuvent porter atteinte à la souveraineté de leurs seigneurs puisqu'elles ne visent qu'à la suppression des abus. Mais ils restent très perplexes et même méfiants en face des promesses du gouvernement valaisan ; elles leur paraissent vaines et aléatoires. C'est ce que quatre notables du Bas-Valais viennent dire à Fischer l'après-midi du 11 octobre, lequel trouvera leurs requêtes « très modérées ». Ils lui annoncent en même temps qu'un prochain grand rassemblement populaire — il aura lieu le 17 — demandera à Berne de s'entremettre en leur faveur auprès de la diète ¹¹³.

Une autre lueur d'espoir réside pour eux dans l'invitation du souverain faite le 6 octobre en conclusion de son rapport sur le *Mémorial*, invitation à produire les titres qu'ils ont pour fonder

¹¹¹ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 314.

¹¹² *Ibidem*, pp. 276-277.

¹¹³ Junod, p. 130 ; Morell, p. 28. - Serait-ce à cette occasion que les insurgés exposèrent à Fischer « le vœu secret » de la plupart d'entre eux dont parle Rovérea (t. I, p. 48) : « passer sous la domination bernoise » ? Bertrand, *Notes...* (p. 409) signale, de son côté, que, « dès le printemps 1790, on parlait ouvertement dans le Bas-Valais d'un prochain changement de régime » et que quelques-uns « qui prêtaient volontiers l'oreille aux suggestions du dehors ne désiraient ni plus ni moins que le rattachement soit à Berne, soit surtout à la France. »

leurs demandes. Il s'agit donc de bien se concerter. A cet effet, le 13 octobre, Devantéry convoque chez lui le conseil du gouvernement de Monthey, « ès personnes » du châtelain Barthélemy Dognier et de Claude Durier, pour Val-d'Illiez ; du lieutenant Hyacinthe Dubosson et du sergent Jean-Joseph Donnet, pour Troistorrents ; de Nicolas de Quartéry, Pierre Guillot, Barthélemy Guillot, Jean Chappex et Jean-Claude Tormaz, pour Monthey ; du lieutenant Pierre-Didier Fay, du syndic Jean Donnet et de Guillaume Vuilloud, pour Collombey ; du syndic Hyacinthe Cornut, de Michel Dufour, du curial Jean-François Vanay et du conseiller Joseph Veuthey, pour Vionnaz ; du châtelain Emmanuel Cornut, pour Vouvry ; du syndic Claude Poncin, pour Port-Valais ; et enfin du major Charles-Emmanuel de Rivaz, qui fonctionnait comme secrétaire, pour Saint-Gingolph.

Ils y prennent trois décisions importantes : la première, d'écrire au grand bailli, conformément à l'ordre qu'il en a donné, pour lui rendre compte de l'effet produit par ses réponses et des dispositions qu'elles leur ont inspirées ; la deuxième, de rédiger un cahier distinct contenant, avec les motifs qui les ont dictées, les titres ou raisons qui fondent leurs requêtes : nous l'appellerons le *cahier des titres* ; la troisième, de répondre à la lettre du 27 septembre du gouvernement bernois.

La lettre à Sigristen est rédigée sur-le-champ « d'un commun accord » — elle est signée « Devantéry, d'ordre dudit conseil », mais c'est Charles-Emmanuel de Rivaz qui tint la plume¹¹⁴ — ; pour la rédaction du cahier des titres, on désigne le capitaine Jean Devantéry, le curial Barthélemy Guillot, l'avocat Michel Dufour, le curial Jean-François Vanay et le secrétaire Charles-Emmanuel de Rivaz ; Devantéry se charge de la lettre à Berne¹¹⁵.

La lettre du 13 octobre est d'une importance capitale à cause des répercussions qu'elle aura de la part du Haut-Valais. Elle fera l'objet principal de la séance du 5 décembre 1790 à la diète. Charles-Emmanuel de Rivaz, de son côté, dont la pondération et

¹¹⁴ AV, L 7 bis, 3-10 décembre 1790, p. 8.

¹¹⁵ Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 1-2. - Pour la lettre à Berne, voir Junod, pp. 150-151.

la rectitude de jugement sont assez connues par ailleurs, jugera plus tard « que cette démarche n'était pas répréhensible, puisqu'elle ne tendait qu'à établir d'une manière soumise et respectueuse et d'après l'invitation de quelques membres de l'Etat les demandes faites par les peuples en tant qu'elles se trouveraient fondées sur leurs titres et sur leurs usages ; que d'ailleurs on y renouvelait les protestations que les communautés faisaient de vouloir remplir fidèlement leur devoir de sujets et d'obéir aux représentants du souverain ¹¹⁶ ».

Que contient-elle donc de si vexant pour le souverain Etat ? Charles-Emmanuel de Rivaz — toujours lui — nous en informe clairement dans une lettre du 2 janvier 1791 à son beau-frère Eugène de Nuccé, alors à Londres. On peut la résumer en trois points. Conformément aux instructions reçues des communautés, ils maintiennent d'abord leurs demandes des 4 et 5 octobre (c'est-à-dire le *Mémorial* des quarante articles), surtout celles qui proposaient la réforme de l'administration judiciaire ; ils ajoutent même des articles tout nouveaux qu'ils avaient oubliés alors ¹¹⁷. Ensuite et surtout, ils annoncent leur résolution de chercher les origines historiques et les motifs de ces requêtes et de démontrer ainsi qu'une grande partie d'entre elles sont fondées en justice ; pour les autres, ils espèrent les obtenir « à titre de grâce », d'après les promesses réitérées du souverain de condescendre à tout ce qui peut contribuer au bonheur de leurs sujets. « Quant à la garde que le souverain, [dans sa réponse du 6 octobre ¹¹⁸,] propose d'établir pour la sûreté du seigneur gouverneur » — ce qui est le troisième objet de la lettre —, ils la jugent « plutôt nuisible qu'avantageuse » et même contraire à leurs privilèges ; ils espèrent en conséquence que le souverain s'en désisterra ¹¹⁹.

Pendant que ses responsables s'évertuent à sauver ce qui peut l'être encore, le peuple continue à s'agiter ici ou là. A Saint-Maurice, les paysans « ne rabattent rien de leurs prétentions »,

¹¹⁶ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 11, p. 4.

¹¹⁷ AV, VdI, *Révolution*, cahier (17×21 cm), 28 p. ; AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, pp. 31 et suiv.

¹¹⁸ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24, p. 4.

¹¹⁹ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 225-227 : voir Annexe IV, p. 421.

écrit le châtelain Jacques de Quartéry. Il prie donc le grand bailli de l'aider de ses conseils et de sa protection ; surtout il le supplie de ne pas envoyer de gouverneur à Saint-Maurice avant d'en envoyer à Monthey ¹²⁰. A Saint-Gingolph aussi, les têtes sont échauffées : les officiers de justice, menacés verbalement et assaillis dans leurs demeures, ont abandonné le terrain. Aussi le conseil du lieu se hâte d'en informer « M. de Saint-Gingolph », c'est-à-dire Pierre-Joseph de Riedmatten, et de réclamer sa rapide intervention ¹²¹.

Sigristen qui entre-temps a eu connaissance de la lettre du 13 estime la situation assez sérieuse pour qu'il doive en référer aux conseils des dizains. Le samedi 16 octobre, il réunit donc une conférence extraordinaire à Sierre. Accédant à la proposition de Jacques de Quartéry dans sa lettre du 14, cette assemblée décide d'abord de surseoir au retour du gouverneur de Saint-Maurice dans son poste jusqu'à la nomination de celui de Monthey. Surtout elle s'occupe de la fameuse lettre du 13, qui est interprétée et sera présentée ensuite à chaque dizain « comme une résistance coupable » aux volontés du souverain. En conséquence, l'Etat est résolu à employer tous les moyens pour réduire les rebelles. Le premier sera de rompre toute correspondance avec eux ; un autre également décidé ce jour-là est d'envoyer une députation à Berne pour demander confidentiellement conseil et assistance (*Rath und Hilfe*). D'autres mesures allaient suivre sous peu ¹²².

Une autre assemblée, des Bas-Valaisans cette fois, est signalée le 17 à Saint-Maurice. Il s'agit de celle qu'on avait renvoyée du 10 et que, le 11, on avait annoncée à Fischer. Le châtelain Jacques de Quartéry qui la présida envoya à Sigristen « une copie des demandes » qui y furent faites. Nous ne l'avons malheureusement pas retrouvée. Nous savons seulement qu'on y manifesta de la méfiance vis-à-vis du Haut-Valais à cause du refus de leurs

¹²⁰ *Ibidem*, pp. 276-277.

¹²¹ Rz, cart. 44, fasc. 1, n° 3 : minute (de la main de Ch.-E. de Rivaz) de la lettre écrite à Pierre-Joseph de Riedmatten, seigneur de Saint-Gingolph, par le conseil, le 15 octobre 1790, 2 fol.

¹²² Fonds L. de Riedmatten, cart. 6, fasc. 10, n° 177 ; ABS, tir. 91, n° 13, pp. 2-3.

demandes et des différentes rumeurs qui couraient dans le Bas-Valais : rupture des relations du Haut avec le Bas, levée de troupes, demande d'aide militaire aux cantons suisses pour les réduire...¹²³

Pourtant la porte restait ouverte du côté de Berne. On l'emprunta. Une nouvelle délégation de quatre notables, le châtelain Jacques de Quartéry, son oncle Nicolas de Quartéry, le secrétaire Joseph-Alphonse de Nucé et l'avocat Michel Dufour, se rend effectivement à Bex le 18 exposer à Fischer leurs embarras et leurs craintes : crainte venant du Haut-Valais qui, ou bien refuse certaines de leurs demandes légitimes, ou bien tergiverse pour répondre sur d'autres, ou encore temporise pour exécuter celles que la diète a déjà acceptées ; crainte aussi, et non moins grande, de la réaction que pourront avoir leurs populations à cette attitude haut-valaisanne lors de la réunion générale fixée au dimanche 24 octobre. Comptant, ou mieux ne comptant plus guère que sur la médiation de leurs voisins, lesdits délégués remettent à Fischer une lettre à l'adresse du gouvernement bernois. Après des remerciements pour son message encourageant du 27 septembre et quelques brèves explications sur les raisons de leur retard à y répondre, ils protestent formellement, dans cette lettre, de leurs bonnes dispositions vis-à-vis du Haut-Valais qu'ils reconnaissent toujours pour leur souverain légitime et envers qui ils veulent toujours remplir leurs devoirs de sujets ; leurs réclamations, dont LL. EE. de Berne pourront trouver le détail dans un mémoire qu'ils leur remettent, ne tendent qu'à supprimer les abus notoires, surtout ceux qui proviennent de l'arbitraire gouvernal dans l'administration de la justice, et à rétablir leurs anciens privilèges. Ils comptent donc beaucoup sur leur entremise bienveillante et puissante pour leur obtenir ces précieux avantages¹²⁴.

Cependant, avec le Haut-Valais, la situation devient toujours plus tendue : la rupture des rapports entre seigneurs et sujets, devenue pratiquement effective même si elle n'est pas officialisée, n'est pas faite pour l'arranger. Le châtelain de Saint-Maurice, Jacques

¹²³ Fonds Barberini, n° 34, pièce 32, 21 octobre 1790 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 276-277 ; Junod, p. 130 ; Morell, p. 28.

¹²⁴ Junod, pp. 150-151.

de Quartéry, est le premier à la déplorer officiellement dans une lettre du 21 octobre qu'il adresse à Sigristen. En lui envoyant une copie des demandes faites par la bourgeoisie dans sa réunion du 17, il lui avoue son étonnement — « je ne sais à quoi attribuer le silence », écrit-il — de ne recevoir aucune réponse à une de ses lettres, où pourtant il le priait d'intervenir par sa présence à Saint-Maurice pour calmer les esprits¹²⁵.

Le lendemain 22, c'est au tour de Devantéry d'écrire au même Sigristen, « comme chef de la patrie ». Dououreusement surpris lui aussi de cette brisure des liens avec les autorités, il fait cependant état plus longuement d'une autre rumeur qu'il se refuse à croire authentique tant elle lui paraît inadmissible. Se peut-il, en effet, que le Haut-Valais, comme il l'a appris, veuille les traiter en ennemis et se dispose à envoyer la troupe contre eux, malgré les preuves patentes qu'ils ont déjà données de leur soumission ? Malgré aussi le serment de fidélité qu'ils ont renouvelé récemment, le 6 octobre, « de la manière dont il nous a été demandé par la haute commission » ? Et comme il soupçonne que la raison de cette hostilité pourrait être leur désir — d'ailleurs ouvertement exprimé dans la lettre du 13 — de rechercher les fondements de leurs droits, il rappelle l'invitation explicite dans ce sens à eux faite en séance du 6 octobre par le souverain lui-même ; de surcroît, ajoute-t-il, « c'est un bien que nous devons laisser à notre postérité ».

Tout en maintenant leur résolution « à produire les titres » de leurs demandes, qu'il enverra dès qu'ils seront rédigés, il se flatte donc que les dizains, dans leur amour de la justice, ne se rendront pas « coupables devant Dieu et devant toutes les nations du sang innocent qu'une pareille démarche pourrait faire répandre ».

Tel est le contenu de cette lettre soumise et ferme tout à la fois d'un chef conscient de ses devoirs et de ses responsabilités¹²⁶.

¹²⁵ Fonds Barberini, n° 34, pièce 32, 21 octobre 1790.

¹²⁶ Fonds Barberini, n° 34, pièce 32, 22 octobre 1790 ; ACS, XIII, n° 98 : voir Annexe V, pp. 421-422.

Peu ou pas du tout convaincus que cette lettre, pourtant très raisonnable, ait réussi à calmer les appréhensions du Haut-Valais, qui sans doute devait être très mal informé de leur conduite et de leurs sentiments, les Bas-Valaisans se proposaient de s'adresser à nouveau à Berne afin que, par son entremise, le projet d'attaque contre eux soit abandonné. Ils avaient même déjà composé une lettre dans ce sens, pensant que, puisque le souverain avait recouru à ses bons offices pour lui faire adresser la lettre du 27, eux-mêmes pouvaient passer par la même voie pour faire éviter une effusion de sang. Ils y affirmaient notamment que leurs objections à l'établissement d'une garde pour les gouverneurs n'étaient pas du tout un refus de les recevoir et qu'ils étaient « loin... d'être des révoltés », selon l'accusation de leurs maîtres. Au contraire, ayant tout récemment et solennellement renouvelé leur serment de fidélité devant la diète, ils entendaient remplir tous leurs devoirs de sujets, persuadés que, de son côté, le souverain voudrait bien leur conserver leurs privilèges¹²⁷.

Pourquoi, comme nous l'apprend Charles-Emmanuel de Rivaz, cette lettre ne fut-elle pas envoyée à son destinataire ? Peut-être — c'est l'avis de Fischer qui en avait été informé — parce que les sujets bas-valaisans préféraient attendre d'abord la réponse de Sigristen « pour que cette démarche ne leur soit pas imputée à mal¹²⁸ ». Peut-être aussi et tout simplement parce qu'elle devenait inutile et caduque du fait que la levée de boucliers que par là ils voulaient empêcher était maintenant chose faite. Le 23 octobre, en effet, « LL. EE. de l'Etat du Valais » donnaient leur approbation à la constitution d'une petite armée « contre les sujets rebelles du Bas-Valais¹²⁹ ».

Le même coup brutal fit-il aussi dénoncer l'assemblée prévue à Monthey pour le dimanche 24¹³⁰ et retarder l'envoi aux seigneurs du cahier des titres vraisemblablement en voie d'achèvement¹³¹ ?

¹²⁷ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 13.

¹²⁸ Junod, pp. 132 et 135.

¹²⁹ ABS, tir. 8, n° 112.

¹³⁰ Junod, p. 131.

¹³¹ Devantéry fait-il allusion à ce cahier quand, dans une lettre du 24 octobre, il parle de « la dernière feuille... remplie aujourd'hui » de « mon plan de nos conclusions » ? Voir Rz, cart. 70, fasc. 9, p. 91.

C'est que quelque chose est bien changé dans le Haut-Valais. On en a une confirmation dans la lettre du 25 octobre où Sigristen, en réponse à sa lettre du 13, atteste officiellement à Devantéry la volonté souveraine de ne plus correspondre avec le gouvernement de Monthey jusqu'à ce qu'il se soit soumis aux articles proposés par la haute commission. Bien évidemment, il attribue toute la responsabilité de cette mesure de coercition à la désobéissance des sujets qu'il considère comme des rebelles ; par contre, il prend pompeusement « l'univers entier » à témoin de la justice de la cause du souverain, laissant au surplus entrevoir des mesures de rigueur¹³².

Sigristen ne parlait pas positivement d'une levée très prochaine de troupes, ce qui rassura quelque peu Devantéry. Pour lui répondre, le capitaine se hâta de convoquer le conseil du gouvernement pour le 27 à midi ; par lettre du 26, il y invitait spécialement le major de Rivaz¹³³.

De cette assemblée du 27 octobre, nous ne savons rien, sinon que la majorité des conseillers présents — et de Rivaz le tout premier, absent de Monthey du 23 jusqu'à ce jour — fut extrêmement étonnée d'apprendre que l'Etat regardait leurs réclamations comme un acte de désobéissance¹³⁴.

C'est pour cette raison sans doute que, le même 27 octobre, quatre délégués de Saint-Maurice, « de simples laboureurs », se rendent chez Fischer et lui demandent son avis sur le dessein qu'ils ont formé d'envoyer des gens de confiance dans les communautés du Haut-Valais pour les renseigner sur leur situation et leurs vraies dispositions. C'est à cette occasion aussi qu'un des membres de la délégation présenta au sénateur un exposé assez long mais

¹³² Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 308. - Si l'on en croit le Dr Comtesse, qui cependant ne donne aucune preuve à l'appui de son dire, cette lettre serait du 23 octobre (voir Comtesse, *de Rivaz*, pp. 195-196).

¹³³ Rz, cart. 70, fasc. 9, p. 93.

¹³⁴ Ainsi, dès ce moment, pour ne pas déplaire au souverain, de Rivaz résolut — et il tiendra parole — de ne plus prendre part à aucune assemblée publique et de s'abstenir de toute démarche contraire à ses ordres. C'est ce qu'il fit savoir le lendemain 28 octobre à Joseph-Maurice de Lavallaz, conseiller de Sion, à qui il devait justement écrire pour ses affaires. Voir Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 11, p. 5.

savoureux et éloquent des abus des gouverneurs, œuvre naïve d'« un paysan de grande réputation », dira Morell ¹³⁵.

C'est dans la même intention et aussi pour écarter l'inquiétude provoquée par la trop grande sévérité du souverain (*die besorgende Strenge abzuwenden*) que, le 27 octobre encore, quelques députés bas-valaisans venus eux aussi à Bex chez Fischer lui font part de la lettre qu'ils se proposent d'envoyer au grand bailli pour protester une nouvelle fois de leur obéissance et de leur dévouement. Effectivement, le lendemain, 28 octobre, Devantéry, au nom de son gouvernement, écrit à Son Excellence Sigristen dans l'espoir « de parvenir encore par ce moyen à la convaincre de la pureté de nos intentions et de nos démarches ». Il lui annonce l'envoi prochain du *Mémorial* de leurs demandes, « avec les titres et les motifs » qui les justifient. Surtout il proteste avec force de leur respectueuse soumission et en particulier de leur détermination à recevoir un gouverneur, mais repousse avec non moins de vigueur l'intention qu'on leur prête d'être des révoltés ¹³⁶.

C'est pourtant pour les engager à la soumission que l'évêque leur écrit, le même jour, une longue lettre d'exhortation et de remontrances. « Mal informé » sans doute — c'est l'opinion de l'abbé Clément ¹³⁷ — sur l'objet réel de leur résistance, ou ignorant leur déclaration du 4 devant la commission, souvent répétée depuis, il leur reproche de vouloir « se soustraire à l'autorité légitime » et il insiste sur leur devoir d'accepter les représentants de leur souverain : « Ne pensez jamais à la proscription ou suppression des gouverneurs », écrit-il. Contentez-vous, pour remédier à vos maux et mettre fin aux abus et à l'arbitraire, de faire confiance aux promesses de votre gracieux souverain, sinon il risquerait fort de faire usage de la force que déjà il prépare. Tournez-vous enfin vers le ciel pour demander la paix, les dons de conseil et d'intelligence ¹³⁸.

¹³⁵ ACS, XIII, pièces 100, 101, 102 ; Morell, p. 29 ; Junod, pp. 135 et 145-148.

¹³⁶ ACS, XIII, pièce 101 : voir Annexe VI, pp. 422-424.

¹³⁷ Clément, *Révolution 1790*, p. 361, XX.

¹³⁸ Junod, pp. 151-152.

Morell nous assure que cette lettre, qu'il qualifie d'« écrit onctueux de l'évêque du Valais », rencontra — et on n'a pas de peine à le comprendre — peu de sympathie dans le Bas-Valais ¹³⁹. Ainsi, le lendemain 29 octobre, l'avocat Michel Dufour, en informant Charles-Emmanuel de Rivaz de la réception de ce monitoire et en le priant d'apporter ses lumières au conseil du gouvernement qui, le lendemain, doit y répondre, ajoute une glose de son cru au dernier avis de monseigneur : « Je crois que nous ferions fort bien de le demander pour eux, car s'il ne leur vient pas d'en haut, je ne sais pas d'où il leur viendra ¹⁴⁰. »

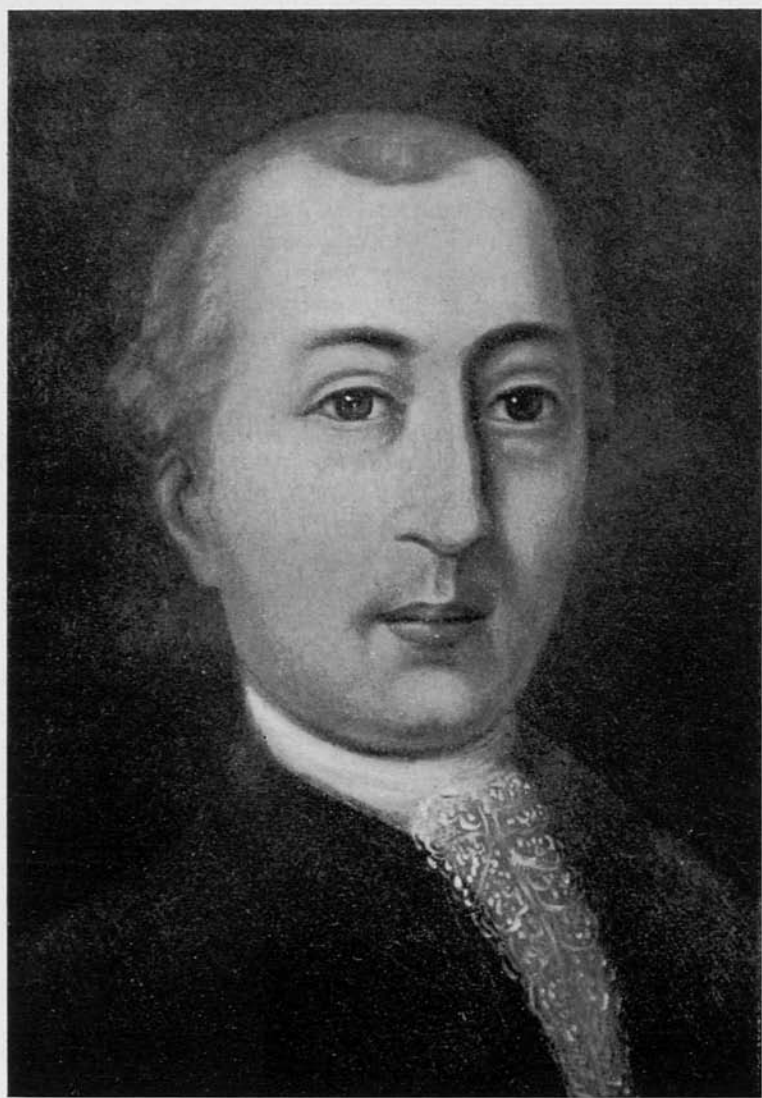
Pourtant on résolut d'y répondre et de saisir cette occasion pour tenter de renouer les relations avec le Haut-Valais. Le 2 novembre donc — et non le 30 octobre comme annoncé dans la lettre de Dufour —, le conseil du gouvernement de Monthey (sauf les préposés du Bouveret et de Vouvry) réuni à cet effet à l'auberge du Lion d'Or, c'est-à-dire chez Pierre Guillot, nomme une députation auprès de l'évêque et du grand bailli « pour détruire le bruit touchant l'anarchie qu'on prétend régner ici », dit un papier conservé dans les fonds du Vieux-Monthey. Ce document, dont le Dr Eugène Donnet dut avoir connaissance, précise que cette délégation fut formée, pour Monthey du curé Simon de Werra, du lieutenant Barthélemy Guillot et du syndic Pierre-François Domenjoz. Ils revinrent de Sion sans résultat positif. Bouveret et Vouvry avaient été priés de se joindre. Ils déclinèrent l'invitation, ce que Vouvry fit assez sèchement sous la plume du syndic et curial Michel Pignat ¹⁴¹.

C'est que l'Etat est plus que jamais décidé à employer les grands moyens. Dans une lettre écrite de Sion, le 1^{er} novembre, le capitaine Gaspard-Benjamin de Nucé écrit clairement à son neveu Charles-Emmanuel de Rivaz que les seigneurs « sont déterminés à vous faire la guerre » et que le jour même où il lui écrit « on exerce encore les troupes de la ville ». Il est donc urgent que le

¹³⁹ Morell, p. 33.

¹⁴⁰ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 7.

¹⁴¹ Donnet, pp. 138-139 ; Vieux-Monthey ; Morell, p. 33.



Pl. IV. — Jacob Valentin Sigristen
(1733-1808)

Portrait par un anonyme, s. d.
Propriété de Mme Werner Minnig, Sion

Bas-Valais se rende, ajoute-t-il, « car il y aura bien du mal, si ce n'est par le sang, du moins pour les bourses...¹⁴² »

Mais avant d'en venir à ces extrémités, « Messeigneurs, par un effet de leur bonté paternelle » — on peut admirer et savourer l'euphémisme — voulaient, disaient-ils, « exhorter » une dernière fois le gouvernement de Monthey et la châtellenie du Bouveret. Cette exhortation du 6 novembre est en fait un véritable et brutal ultimatum, doublé d'un odieux marché : le grand bailli les somme « de donner, dans vingt-quatre heures après la réception de la présente, une réponse catégorique qui sera la dernière et point équivoque », moyennant quoi « Messeigneurs s'occuperont à travailler à un code pénal ». « Cette terrible lettre du souverain » est d'une importance capitale : c'est elle qui va amener très rapidement la capitulation de tout le Bas-Valais. Voici les trois conditions qu'elle leur posait :

1. Réception du futur gouverneur et paiement des frais de l'insurrection.
2. Reddition de toutes les armes.
3. Livraison des « auteurs de la révolte » et de « ceux que Messeigneurs trouveront coupables du crime de lèse-majesté¹⁴³. »

Saint-Maurice n'avait pas attendu cette sommation péremptoire pour sortir le drapeau blanc : le même 6 novembre, devant la commission assemblée à Sierre et par la bouche de son châtelain Jacques de Quartéry et de ses députés, elle faisait entière soumission, entraînant dans son sillage les villages de sa dépendance qui, dans une lettre non retrouvée mais mentionnée par Sigristen lui-même, adoptèrent la même résolution¹⁴⁴.

Quant à ceux du gouvernement de Monthey, ils n'allaient pas tarder à emboîter le pas. Les chefs reçurent l'ultimatum baillival le lundi 8 novembre. Très embarrassés, ils n'osaient le communiquer au peuple, crainte d'un nouveau soulèvement¹⁴⁵. D'autre part,

¹⁴² Rz, cart. 49, fasc. 11, n° 7 : lettre écrite de Sion par Gaspard-Benjamin de Nucé à son neveu Ch.-E. de Rivaz, à Saint-Gingolph, le 1^{er} novembre 1790, or. a.

¹⁴³ Clément, *Révolution 1790*, pp. 361-362, XXI.

¹⁴⁴ *Ibidem*, p. 363, XXV ; AV, L 7 bis, 3-10 décembre 1790.

¹⁴⁵ Effectivement quand, un peu plus tard, la nouvelle s'en répandit, le peuple fut très excité, au point que plusieurs personnalités de Saint-Maurice et

ils pensaient pouvoir encore négocier. Abandonnés de Berne et ainsi harcelés par le Haut-Valais, les notables montheysans acceptèrent avec empressement l'offre de Jacques de Quartéry de se rendre à Sierre et, en leur nom, de demander un adoucissement de l'ultimatum, quitte à sacrifier à cet effet une partie des quarante articles ¹⁴⁶. En attendant, ils voulaient prendre contact avec quelques responsables des paroisses et préciser leurs intentions.

C'est ainsi qu'à la demande de Barthélemy Dognier, châtelain de Val-d'Illiez, les députés de la ville et des communes les plus proches, c'est-à-dire Val-d'Illiez, Troistorrents, Collombey et Muraz, se réunirent à l'auberge du Lion d'Or et délibérèrent entre eux dans la journée du 9. Ils décidèrent de donner procuration à leurs représentants pour se rendre auprès de la commission souveraine assemblée à Sierre et lui apporter la réponse du gouvernement. Ils désignèrent donc Jacques de Quartéry, Barthélemy Dognier, Jean-Joseph Donnet, curial de Troistorrents, Pierre-François Domenjoz, syndic de Monthey, Pierre-Didier Fay, vice-châtelain de Collombey, avec mission d'exposer à LL. EE. les points suivants : il n'y a aucune révolte ni intention de révolte dans leurs paroisses ; on y est disposé à bien recevoir les gouverneurs ; les demandes faites par les communes n'ont été accompagnées d'aucune violence ; de plus, elles reposent sur de sérieuses raisons justificatives ; du reste, elles n'ont été faites qu'à titre de grâces et sur l'invitation des souverains eux-mêmes ; enfin, ils se remettent à leur clémence et les assurent une fois de plus de leur soumission ¹⁴⁷.

Avant le départ de la délégation, Devantéry voulant s'entourer de toutes les garanties possibles, écrivit le même jour, au nom du conseil, à Ch.-E. de Rivaz, alors à Saint-Gingolph, le priant de venir à Monthey le lendemain à dix heures et de « faire dire aux syndics du Bouveret, en passant », d'agir de même ¹⁴⁸.

de Monthey prirent de nouveau le chemin de Bex, redoutant aussi bien les Bas-Valaisans que les Haut-Valaisans. Il fallut toute la diplomatie et l'influence de certains ecclésiastiques pour le calmer. Voir Junod, pp. 139-140.

¹⁴⁶ Morell, p. 33.

¹⁴⁷ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 310-312.

¹⁴⁸ Rz, cart. 70, fasc. 9, p. 95.

De son côté, et dans la nuit du 9 novembre encore, « le conseil particulier et général » de Vouvry, réuni en assemblée extraordinaire dans la maison du châtelain Emmanuel Cornut, « en grand nombre, autant que la circonstance et le temps l'a permis », entendit avec consternation la lecture de la lettre impérative du 6. Tous résolurent alors d'obtempérer aux ordres du grand bailli et de livrer leurs armes ; mais comme ils n'avaient jamais été rebelles et ne le seraient jamais, ils espéraient que le souverain leur remettrait le paiement des frais. C'était là l'essentiel des instructions qu'ils donnaient aux procureurs qu'ils députaient à Sierre¹⁴⁹.

Vouvry fut ainsi la première commune du gouvernement de Monthey à baisser pavillon. Gabriel Guerraty juge très sévèrement cette complaisance : « Ceux de Vouvry surtout, écrit-il, se distinguèrent particulièrement en mettant beaucoup de zèle, d'empressement et de grimaces à retourner sous le joug, comme si c'était un mérite, une brillante action de porter une soumission aveugle et basse envers des maîtres oppresseurs ; et leur zèle ou plutôt leur délire alla jusqu'à manifester leur désir d'avoir le gouverneur dans leur commune. C'est ainsi que des hommes vils ou guidés par des magistrats emportés par un zèle fanatique mal entendu croient acquérir du mérite en s'empressant de ramper...¹⁵⁰ »

Le lendemain 10, Vionnaz l'imitait. En une séance également extraordinaire tenue « à la banche du droit » et présidée par le métral Jean Delseth assisté de deux témoins requis, Jean-Pierre Guebelen et Michel Genin, « le conseil particulier et général », après avoir entendu la lecture de la lettre du 6, choisit lui aussi deux délégués, Joseph Veuthey et Pierre Vanay, qui, munis des mêmes instructions que ceux de Monthey, Val-d'Illiez, Troistorrents et Collombey-Muraz, devaient se joindre à eux et à ceux de Vouvry¹⁵¹.

Le jour même, tous ces députés ainsi que ceux du Bouveret se mirent donc en route pour Sierre¹⁵². Ils durent vraisemblablement

¹⁴⁹ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 322-323.

¹⁵⁰ Guerraty, *Gloses...*, p. 94.

¹⁵¹ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 318.

¹⁵² Junod, p. 140. - Voici quelques-uns des frais de ce voyage, tels qu'ils ressortent d'un compte, rendu le 11 février 1791, entre les communes de Val-

faire halte à Sion, car le 11 ils se présentèrent devant la commission porteurs d'une lettre de recommandation de Mgr l'évêque, datée du jour et adressée au grand bailli. En considération des fréquentes et pressantes invitations à la douceur des cantons confédérés et eu égard à l'acceptation des sujets à recevoir les gouverneurs, le chef du diocèse, comme premier pasteur du pays tout entier, souverain et sujets, y sollicite pour ces derniers une amnistie générale, à l'instar, dit-il, de celle que le pape Pie VI vient d'accorder aux révoltés d'Avignon. Il demande aussi de préférer la miséricorde à la justice, comme l'a fait le roi Léopold II d'Autriche au début de son règne pour les habitants du Brabant¹⁵³, et surtout comme l'a prescrit le divin Maître [Matt., V, 7]. Un tel acte de clémence, conclut-il, serait le meilleur moyen de s'assurer la fidélité des sujets davantage par un amour filial que par une obéissance servile¹⁵⁴.

d'Illiez, Troistorrents, Monthey, Collombey et Muraz : « le lieutenant [Pierre-Didier] Fay, pour la voiture qu'il a payée à Mendrit pour tous les députés : cinquante livres ; pour le char de Girod : trente livres ; payé le dîner de cinq personnes : seize livres et trois sols ; pour le dîner des voituriers : quatre livres et six sols ; pour « débridée » de quatre chevaux : cinq livres ; pour le dîner à sept maîtres et deux domestiques : seize livres et trois sols ». Voir Mo, G, n° 71.

¹⁵³ Allusion à « l'affaire d'Avignon ». Une assemblée représentative y ayant adopté les décrets de l'Assemblée constituante de Paris, une municipalité et une garde nationale sont élues le 14 mars. Une émeute amène la pendaison de quatre contre-révolutionnaires (10-11 juin), sur quoi la population expulse le vice-légat pontifical et demande la réunion d'Avignon à la France (21 juin 1790). Voir P. Charpenne, *Histoire de la Révolution dans Avignon et le Comtat et de leur réunion définitive à la France*, Paris-Avignon, 1892 ; Aira Kemilainen, *L'Affaire d'Avignon (1789-1791) from the viewpoint of nationalism*, Helsinki, 1971 (*Annales Academiae scientiarum Fennicae*, ser. B, t. 172). « Le 8 octobre, Pie VI accorde aux Avignonnais une amnistie générale, mais à condition que son représentant soit rappelé dans la ville et que tout ce qui concerne l'ecclésiastique, le politique et l'économique soit rétabli sur l'ancien pied et système... Sa promesse dérisoire d'amnistie n'est qu'une sommation déguisée. » Voir A. Mathiez, *Rome et le clergé français sous la Constituante*, Paris, 1911, p. 400. - Renseignements obligamment communiqués par M. Hayez, directeur des services d'Archives de Vaucluse. - Allusion ensuite à la politique de Léopold II en Belgique. Elle s'était soulevée en 1789 contre Joseph II qui avait violé les lois fondamentales du Brabant et, le 12 janvier 1790, elle avait proclamé son indépendance. Léopold II la soumit (novembre-décembre 1790), mais sanctionna ses vieilles institutions.

¹⁵⁴ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 300-301.

En outre, le matin même, de bonne heure, le châtelain Jacques de Quartéry avait envoyé un message à Sigristen où il lui exposait que les procureurs du gouvernement de Monthey l'avaient sollicité de les accompagner et d'apporter leur requête en leur nom. En conséquence, il le pria de permettre qu'ils se présentent et de leur délivrer en cas de nécessité un sauf-conduit. Le grand bailli répondit que, s'ils étaient prêts à faire une franche soumission, ils pouvaient venir sans crainte.

Moyennant cette mise en scène bien propre à susciter en eux un respect presque révérentiel, les députés, avec à leur tête Jacques de Quartéry, furent enfin reçus — et bien reçus — par la commission souveraine qui siégeait dans la maison du maréchal Antoine de Courten. Outre le maréchal lui-même, grand châtelain de Sierre, et le secrétaire d'Etat Hildebrand Roten, dix membres composaient cette commission : le grand bailli Valentin Sigristen, le vice-bailli Jacques Preux, le capitaine du dizain Pierre-Antoine Preux, l'ancien gouverneur de Monthey Pierre de Chastonay, Eugène de Courten, Ignace Preux, Maurice de Courten, ancien gouverneur de Saint-Maurice, Joseph de Lovina, François-Joseph de Chastonay et l'ancien grand châtelain de Sierre Nicolas de Chastonay.

Tous les députés bas-valaisans déclarèrent, à commencer par Devantéry au nom de Monthey, que leur manière de penser n'avait pas changé depuis le 6 octobre, c'est-à-dire qu'ils voulaient rester de fidèles sujets et qu'ils étaient tout à fait disposés à accepter un gouverneur. Ils étaient aussi prêts à remettre leurs armes à l'Etat ; mais, vu leur pauvreté, ils comptaient sur la bonté de leurs maîtres pour ce qui concernait les frais à payer. A tour de rôle, ceux de Vouvry, de Vionnaz et du Bouveret offrirent la soumission de leurs communautés respectives, entérinée ainsi que nous l'avons vu dans leurs assemblées du 9 et du 10 novembre ; en outre, ils promettaient d'envoyer par la poste du dimanche suivant une ratification écrite de leurs peuples.

Vouvry pour sa part, par l'entremise de son châtelain Michel Pignat, ajouta — ce qu'elle avait déjà exprimé à M. Devantéry dans une lettre du 12 octobre¹⁵⁵ — avoir de tout temps souhaité

¹⁵⁵ *Ibidem*, p. 314.

un gouverneur et être prête maintenant encore à l'accueillir, à lui fournir une garde « à rate d'égance » et à répondre seule toute l'année de sa sécurité, s'il voulait venir habiter chez eux.

Quant aux représentants de Val-d'Illiez et de Troistorrents, auxquels se joignirent ensuite ceux de Monthey, Collombey et Muraz, bien qu'animés eux-mêmes des mêmes dispositions de soumission, ils demandèrent en grâce un dernier délai jusqu'au lundi 15 novembre pour en référer à leurs peuples, à qui, avouèrent-ils, ils n'avaient pas osé communiquer l'édit baillival du 6, l'ayant trouvé trop violent (*heftig*)¹⁵⁶.

Ils retournèrent donc à Monthey le 12¹⁵⁷. C'est le 12 aussi que le châtelain de Bouveret-Port-Valais, Nicolas-Jean-Evangéliste Baruchet, averti la veille seulement, en séance du conseil, par les syndics, du mandat du 6, se hâte d'envoyer au souverain la soumission de Port-Valais. Il en profite pour se plaindre d'une « cabale de la commune de Bouveret » contre son parti qui, dans cette affaire, écrit-il, a gardé « une parfaite neutralité¹⁵⁸ ».

Le dimanche 14 novembre marque une phase décisive dans l'évolution des événements, puisque c'est ce jour-là que les dernières communautés du gouvernement de Monthey furent appelées à se prononcer sur le mandat baillival du 6. Les jours précédents déjà, les principaux notables bas-valaisans s'étaient dépensés pour calmer, éclairer, prévenir. Fischer écrivant le 12 au Conseil secret signalait par exemple que les ecclésiastiques s'étaient rendus « de maison en maison » à cet effet. Il faisait aussi état d'assurances données à Sierre par divers membres de la commission aux députés du Bas « que si le peuple donnait son accord à cette déclaration [il s'agit, bien sûr, de l'acte de soumission, c'est-à-dire de la reconnaissance écrite de leur état de sujets], on renoncerait à exiger son désarmement et la livraison des coupables, et qu'on se contenterait du paiement des frais...¹⁵⁹ ». C'est sans doute ce qui détermina toutes les paroisses l'une après l'autre à céder à tout ce qu'on exigeait d'elles.

¹⁵⁶ *Ibidem*, pp. 302-304.

¹⁵⁷ Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 149

¹⁵⁸ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 328-330.

¹⁵⁹ Junod, p. 140.

Aussitôt, c'est-à-dire le 14 encore, Monthey convoqua donc « à voix de crie » le conseil général de la bourgeoisie « composé des chefs de famille de dite bourgeoisie, les présents faisant pour les absents ». En présence de deux assesseurs occasionnels, Pierre-Joseph Jardinier et Guérin Machard, il fut décidé à l'unanimité d'acquiescer sans tarder aux décrets souverains du 6. Cet acte de soumission du chef-lieu du gouvernement¹⁶⁰ mit le point final aux résistances bas-valaisannes. Val-d'Illiez¹⁶¹, Troistorrents¹⁶², Collombey, Muraz et les Neyres¹⁶³ (ces trois derniers villages assemblés à Collombey chez MM. de Lavallaz) emboîtèrent le pas le même jour.

Les actes de ces soumissions sont composés sur un modèle type, ce qui laisse supposer qu'ils pourraient être l'œuvre d'un seul secrétaire, par exemple Jean-Antoine Guerraty ou Barthélemy Guillot qui signent l'un, celui de Monthey, l'autre, celui de Collombey-Muraz. Ils étaient en tout cas de nature à fléchir et à adoucir les hauts seigneurs. En voici la teneur dans son essentiel : les peuples approuvent le choix de leurs procureurs¹⁶⁴ fait le 9 novembre « pour s'aller très respectueusement représenter devant Messeigneurs ». Touchant les articles eux-mêmes de la lettre du 6, ils font d'abord remarquer qu'il y a longtemps qu'ils ont consenti à la réception des gouverneurs (cela remonte effectivement aux premiers jours d'octobre) ; quant aux autres conditions concernant les frais, les armes et les coupables, ils s'y soumettent puisque tel est l'ordre péremptoire, mais ils osent espérer que, par un effet des « bontés paternelles du gracieux souverain », elles seront reportées. C'était donc la capitulation sans conditions. Le reste

¹⁶⁰ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 316. - Voir Annexe VIII, p. 449.

¹⁶¹ *Ibidem*, p. 320 ; Clément, *Révolution 1790*, p. 362, XXII, où il faut rectifier la date : 14 au lieu de 7.

¹⁶² Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 326.

¹⁶³ *Ibidem*, pp. 324-325. - Alors que nous possédons le texte de la déclaration de soumission de chacune des communes du gouvernement de Monthey, il est assez étonnant de trouver sous la plume de Gabriel Guerraty cette affirmation : « L'on n'a pas cet acte de soumission de retourner sous le joug des Haut-Valaisans... ». Voir Guerraty, *Gloses*, p. 93.

¹⁶⁴ Par exemple Barthélemy Dognier pour Val-d'Illiez, le syndic Jean Donnet pour Collombey-Muraz.

n'était plus qu'une formalité. Les députés s'en acquittèrent le lendemain 15 en envoyant à Sierre « par un express¹⁶⁵ » leurs actes d'entière soumission et « en demandant toute grâce pour le passé¹⁶⁶ ».

Pour une fois, la réponse de Sigristen ne se fit pas attendre. On sent qu'il est pressé d'en finir. « A la hâte », à « deux heures après midi », il assure Devantéry et par lui le peuple bas-valaisan des « dispositions paternelles » du souverain et laisse entrevoir « que les portes de la clémence seront gracieusement ouvertes¹⁶⁷ ».

Et voilà ! la page est tournée. Le souverain retrouve tous ses droits sans avoir lui-même concédé quoi que ce soit, sinon de vagues promesses¹⁶⁸.

Après tant de déceptions et d'humiliations, après tant de témoignages d'obéissance aussi, les Bas-Valaisans espéraient encore que dorénavant les autorités haut-valaisannes allaient prendre des mesures effectives pour réformer les abus dont ils se plaignaient et qu'en particulier on leur octroierait le code qu'ils réclamaient. Ils comptaient bien que la prochaine diète de Noël mettrait au point ces questions et leur accorderait ces avantages rêvés. Aussi, dès ce moment et jusqu'au début décembre, les pourparlers avec l'Etat, si fréquents jusque-là, sont pour ainsi dire inexistantes.

Dans l'immédiat, et comme la dure expérience du passé n'était guère rassurante pour l'avenir, ils pensaient que l'appui du canton de Berne leur obtiendrait au moins une mitigation des conditions qu'on leur imposait.

La lettre que leur adressèrent, le 19 novembre, les huit cantons alliés, à savoir Berne et les sept cantons catholiques (Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald, Zoug, Fribourg et Soleure) ne dut pas les rassurer beaucoup sur ce point. « Les louables Etats » se portaient garants, il est vrai, de la « bienveillance » et de l'« indulgence » du souverain haut-valaisan et promettaient même « d'y coopérer »

¹⁶⁵ Pour Val-d'Illiez, par exemple, ce fut Jean-Louis Grenon. Voir Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 13.

¹⁶⁶ AV, L 7 bis, 3-10 décembre 1790, p. 2 ; Rz, cart. 70, fasc. 31, pp. 1-2.

¹⁶⁷ Clément, *Révolution 1790*, pp. 362-363, XXIII.

¹⁶⁸ C'est vers cette époque que Ch.-E. de Rivaz apprit que l'Etat du Valais avait lancé contre lui un ordre d'arrestation. Voir Comtesse, *de Rivaz*, pp. 196 et suiv.

de toutes leurs forces, mais ils insistaient bien davantage sur les liens étroits qui les unissaient à la république du Valais et sur « les droits souverains » de celle-ci, dont, affirmaient-ils catégoriquement, ils ne souffriraient jamais « la moindre atteinte ». « Nous vous recommandons par là la tranquillité », concluait sans équivoque cet *adhortatorium* dont le ton, au dire de Morell, est encore plus sévère que celui du 27 septembre ¹⁶⁹.

Le conseil particulier de Saint-Maurice, réuni le 23 novembre sous la présidence du châtelain Jacques de Quartéry et composé de treize autres membres, décida d'informer S. E. baillivale qu'il se proposait d'accuser réception de cette lettre ¹⁷⁰. En fait, ce n'est que le 30 novembre que Devantéry, au nom du gouvernement de Monthey, et Jacques de Quartéry, pour celui de la châtellenie de Saint-Maurice, y répondirent par d'humbles remerciements ¹⁷¹.

Entre-temps, par une missive du 27 novembre, arrivée le 28 « à deux heures après minuit », les députés de « toutes les communautés impliquées dans cette malheureuse révolution » recevaient du grand bailli l'ordre de se présenter à Sion le 3 décembre « à midi au plus tard » pour renouveler le serment de fidélité, devant la diète spécialement convoquée à cet effet (en réalité, cette cérémonie se fera le 4). Par les députés des communes, la « lettre convocatoire » de Sigristen entendait « nommément leurs châtelains, leurs lieutenants, métraux, deux syndics et deux autres députés de chaque endroit ¹⁷² ». Des minutes du notaire Pierre-Maurice Riche et le procès-verbal qui en a été conservé nous font connaître ceux que le conseil des bourgeois de Saint-Maurice, « assemblé à la grande salle de la maison de ville », désigna le 30 novembre : le châtelain Jacques de Quartéry, son lieutenant le châtelain de Salvan Louis-Jacques de Quartéry, les syndics Jacques de Bons, major, et Jean-François Vouilloud, Nicolas Débonnaire et le fiscal Joseph-Antoine Barman ¹⁷³.

¹⁶⁹ Morell, p. 35 ; Clément, *Révolution 1790*, p. 363, XXIV.

¹⁷⁰ Rz, cart. 94, fasc. 34, n° 1.

¹⁷¹ Junod, p. 153.

¹⁷² Clément, *Révolution 1790*, pp. 363-364, XXV.

¹⁷³ Rz, cart. 94, n° 111, p. 10 ; *ibidem*, n° 34, pièce 2.

C'était l'annonce du dénouement de cette longue crise. Chose à peine croyable — mais Malraux n'a-t-il pas écrit que « l'espoir des hommes, c'est leur raison de vivre »¹⁷⁴ et de plus la lettre du 1^{er} décembre de Fischer au Conseil secret est là pour en faire foi —, à cette date encore et à cette occasion « les Bas-Valaisans se flattent que lors de cette séance on entrera en matière sur leurs plaintes, et qu'ils obtiendront quelques assurances à ce sujet... »¹⁷⁵.

B. Du côté du souverain

1. *Le temps de la peur*

Avant d'étudier plus en détail le déroulement de cette diète qui devait mettre le point final à toute cette aventure, portons-nous dans l'autre camp, celui du souverain, pour essayer d'y découvrir ses réactions, ses attitudes successives et pour connaître les moyens qu'il utilisa ou se proposait d'utiliser pour reconquérir tous ses droits et faire rentrer ses sujets dans l'obéissance.

Car s'ils furent plus lents à réagir, les Haut-Valaisans de leur côté ne restèrent pas inactifs. Chez eux aussi les pourparlers furent nombreux et fréquents, même si, le plus souvent, ils furent surtout officiels et s'établirent davantage au niveau des autorités que du peuple, à qui, le plus possible, on cachait au contraire la situation réelle. Par l'entremise de leurs députés, ils prirent langue soit entre dizains, soit avec les Etats confédérés, leurs alliés.

Pour suivre ces diverses manifestations, force nous est de remonter presque au début de la Bagarre.

Schiner se sentant en défaut n'osa-t-il informer ses supérieurs de ce qui lui était advenu le 8 ? Toujours est-il que c'est au gouverneur d'Aigle, Nicolas de Diesbach, qu'il écrit en premier, le 9 septembre, à neuf heures du matin, pour lui relater son expulsion. Celui-ci se hâte de communiquer la nouvelle le jour même au Conseil secret de Berne¹⁷⁶, lequel l'annonce aussitôt à Fribourg¹⁷⁷.

¹⁷⁴ André Malraux, *Les Conquérants*, 2^e partie (Puissances), Genève, 1945, p. 159. (*Œuvres complètes*, t. IV.)

¹⁷⁵ Junod, p. 142.

¹⁷⁶ *Ibidem*, pp. 112-114.

¹⁷⁷ Méautis, p. 135, n. 32.

Mis au courant, lui aussi, dès le 9, par Devantéry, du soulèvement bas-valaisan, le grand bailli en informe les dizains, le 11 seulement, par une lettre circulaire qui commence « par en bas »¹⁷⁸. De son côté et par l'entremise des doyens, Mgr l'évêque prescrit à ses prêtres du Haut-Valais, comme il l'avait ordonné à ceux du Bas, des prières publiques à faire durant tout le temps de la tourmente. C'est ce que fait savoir, le 15 septembre, l'abbé Jean-Chrétien Julier, « surveillant », c'est-à-dire doyen de Loèche, au curé de Salquenen, Joseph-Antoine Kuonen¹⁷⁹.

Pendant ce temps, Berne a déjà pris rapidement de sérieuses mesures de protection pour défendre le Pays de Vaud contre l'influence du soulèvement de Monthey : occupation des passages et des ponts, levée d'une troupe d'hommes qu'on installera en cordon entre Chillon et Saint-Maurice et surtout envoi sur place, c'est-à-dire à Bex, d'un plénipotentiaire, le sénateur Emmanuel-Frédéric Fischer, auquel on adjoint, pour les questions militaires, le colonel de Watteville, ancien bailli d'Erlach¹⁸⁰.

Du côté du gouvernement valaisan, il faut attendre le 13 septembre pour voir les premières réactions officielles sous la forme de lettres, que nous avons déjà partiellement analysées, adressées aux Bas-Valaisans : deux de l'évêque au clergé de Monthey et celle de Sigristen au capitaine Devantéry¹⁸¹. Le ton de cette dernière est extraordinairement affable et conciliant. Le souverain, qui semble faire retomber sur le gouverneur Schiner la responsabilité de l'émeute et qui reconnaît la justesse des réclamations des Bas-Valaisans, leur donne toute assurance de ses bonnes dispositions à leur égard : il écouterá leurs griefs « avec plaisir et attention » ; il n'a en vue que leur bonheur et leur tranquillité et « ne respire que de trouver des moyens convenables à cet effet »¹⁸².

C'est à chercher ces moyens que devra s'employer la diète extraordinaire convoquée pour le 21. Mais un grave problème se

¹⁷⁸ Clément, *Révolution 1790*, p. 350, VII ; Guerraty, *Gloses*, p. 95.

¹⁷⁹ AV, cart. 66, n° 46 : lettre en latin de Jean-Chrétien Julier, doyen de Loèche, à l'abbé Joseph-Antoine Kuonen, curé de Salquenen, 15 septembre 1790, or. a., 2 fol. ; Clément, *Révolution 1790*, p. 349, VI.

¹⁸⁰ Morell, p. 17 ; Junod, pp. 116-117.

¹⁸¹ Voir ci-dessus, pp. 74-75.

¹⁸² Clément, *Révolution 1790*, pp. 348-350, V, VI, VII.

pose aux magistrats haut-valaisans : cette diète tiendra-t-elle ses assises à Sion ou à Sierre ? Le bruit courait, en effet, que les Bas-Valaisans arriveraient en nombre (« tout le Bas-Valais », dit le recès). Sigristen convoque donc les députés des dizains pour le 19 septembre à Sierre afin de délibérer sur cet objet. Comme le prétendu danger est pressant et ne peut que croître avec le retard — les premiers Bas-Valaisans, disait-on, « étaient déjà arrivés jusqu'à la ville..., des retranchements étaient élevés au-delà du pont de la Morge... » —, on n'attend même pas l'ouverture de cette diète pour faire mettre en sûreté la réserve de poudre de Tourbillon : accompagnés d'une escorte de cinquante hommes bien armés, des gens du dizain de Loèche viennent en hâte l'y chercher avec des fourgons qu'on a immédiatement loués pour la transporter dans les dizains supérieurs. En outre, le maréchal de camp Antoine de Courten détache des espions à Sion avec des instructions bien précises, « assurant que par ces mesures ni la ville ni les députés des dizains ne pouvaient être surpris ».

Quelque peu rassurés, les députés des dizains réunis à Sierre conviennent que la session se continuera à Sion, tant pour ne pas blesser les Sédunois et permettre à l'évêque d'y prendre part que pour « ne pas donner aux sujets occasion de supposer que le Haut-Valais les redoute ». Mais en même temps ordre est donné d'envoyer sans retard et par des exprès (*Läufer*) des lettres aux louables cantons alliés pour les informer, les inviter à rappeler à leur devoir les révoltés de Monthey et de Saint-Maurice, et, en cas de besoin, demander leur assistance confédérale. Une lettre est écrite dans ce sens le soir même à l'adresse de LL. EE. de Berne¹⁸³.

Au moment où les députés se rendent à l'hôtel de ville, le lendemain 20, la rumeur se répand que ceux du Bas viendraient avec cinq cents hommes armés. C'est alors que le grand bailli dépêche une estafette auprès de Devantéry avec la mission que nous avons

¹⁸³ ACS, XIII, pièce 51. - Voir aussi Junod, p. 122 ; Morell, p. 21. - Remarquons en passant qu'il était normal que l'État du Valais se tournât vers le canton de Berne, son allié, comme il l'avait fait entre autres en 1536 lorsqu'il s'agissait de recevoir le Bas-Valais sous sa protection et si souvent depuis quand il se sentait menacé.

notée¹⁸⁴. De plus, pour renforcer la milice de la ville, non seulement on retient à Sion trente des cinquante hommes envoyés pour le retrait de la poudre, mais on peut compter soit sur les communes voisines, soit sur celles du dizain de Sierre, qui n'attendent qu'un signe pour offrir leur aide.

Malgré ces précautions et ces assurances, cette nouvelle alerte fait reposer la question du lieu de la diétine. Les avis à ce sujet resteront longtemps partagés. Finalement, l'intervention de l'évêque fera pencher la balance en faveur de Sion : les protestations de soumission et de fidélité tant verbales qu'écrites à lui transmises tout récemment — vraisemblablement le jour même — par ceux de l'Entremont, de Nendaz et de toute la plaine jusqu'à Martigny inclusivement montrent à l'évidence que le danger est moins grand, moins étendu qu'on ne l'avait cru. D'autres considérations de sagesse viennent d'ailleurs renforcer cette thèse : abandonner Sion à son sort au cas où les sujets passeraient effectivement à l'attaque n'était pas loyal envers la louable cité ; obliger les représentants du Bas-Valais à se transporter jusqu'à Sierre éveillerait leurs soupçons « et les détournerait peut-être de soumettre leurs représentations » ; Sierre dépourvue de remparts était moins sûre et moins facile à défendre. On restera donc à Sion. Mais les hauts seigneurs acceptent « avec reconnaissance » les six cents hommes que les communes voisines du dizain de Sion mettent à leur disposition et qui, en partie le soir même en partie le lendemain, accourent dans la capitale. Il est même ordonné aux troupes de Sierre et de Loèche de se tenir prêtes en cas de nécessité¹⁸⁵.

Un tel déploiement de forces contre des troupes imaginaires, c'est presque le combat de Don Quichotte contre les moulins à vent ! Comment le justifier, ou du moins l'expliquer, sinon par une sorte de « Grande Peur » irraisonnée, assez semblable à celle qui avait secoué la plus grande partie de la France une année auparavant, soit entre le 20 juillet et le 1^{er} août 1789 ? Tout ce remue-ménage dut en tout cas frapper l'imagination des contemporains. Nous en donnerons divers témoignages dans la quatrième partie¹⁸⁶.

¹⁸⁴ Voir ci-dessus, p. 83.

¹⁸⁵ AV, L 23, pp. 650-651.

¹⁸⁶ Voir ci-après, pp. 338-342.

Quoi qu'il en soit, devant l'évidence de l'inanité du danger, la diétine peut désormais poursuivre ses travaux sans trop d'appréhensions, ce qu'elle fait dès le lendemain 21 en recevant les députés bas-valaisans. Nous ne reviendrons pas ici sur le mémoire des quarante articles qu'ils soumièrent alors au souverain ni sur les réponses faites par ce dernier. Signalons seulement que, à cette occasion, la haute assemblée, tout en licenciant les « militaires » des dizains de Sion et de Loèche, « avec remerciement et invitation de prêter encore à l'avenir leur secours, pour tout cas », prend une décision qui montre à la fois le caractère de gravité qu'elle donne à la situation et la crainte qu'elle lui inspire encore. Vu que dans de telles circonstances, de promptes délibérations sont souvent nécessaires et que l'envoi de circulaires ne peut que retarder leurs travaux et être cause de graves préjudices, on constitue une commission permanente siégeant à Sion — en fait ce sera très souvent à Sierre — et chargée de « délibérer sans retard sur les affaires qui surviendraient ». Elle comprend, outre le grand bailli lui-même et le secrétaire d'Etat Hildebrand Roten (lequel pouvait s'adjoindre l'aide nécessaire), un député par dizain, soit au total neuf personnes¹⁸⁷. Autre preuve de l'embarras et de l'anxiété des autorités haut-valaisannes : la nouvelle demande d'assistance confédérale adressée à Berne le 23 septembre. Dans cette lettre, l'Etat du Valais informe en même temps son correspondant de la requête faite le 21 par les sujets bas-valaisans de supprimer les gouverneurs et de sa ferme résolution à ne pas transiger d'un iota sur ce point¹⁸⁸.

Dans leur réponse du 27 septembre aux deux messages précités (du 19 et du 23) du gouvernement valaisan¹⁸⁹, à laquelle elles joignent une copie de la lettre du même jour que, sur ses instances, elles viennent d'adresser aux Bas-Valaisans¹⁹⁰, LL. EE. de Berne

¹⁸⁷ AV, L 23, pp. 650-652.

¹⁸⁸ ACS, XIII, pièce 51 a ; Junod, p. 122.

¹⁸⁹ Le même jour, 27 septembre, le gouvernement valaisan, dans une nouvelle lettre, faisait précisément part à la république de Berne de son inquiétude au sujet des deux dites missives du 19 et du 23 demeurées sans réponse. Voir ACS, XIII, pièce 68.

¹⁹⁰ Voir ci-dessus, pp. 93-94.

laissent entendre que ces derniers pourraient avoir quelques motifs fondés de plaintes. En conséquence, et tout en se déclarant disposées à remplir fidèlement les devoirs que demandent l'amitié confédérale et le bon voisinage, elles conseillent d'examiner ces plaintes avec douceur et bonté et d'entreprendre tout ce qui est en son pouvoir pour assurer le bien-être de ses sujets. Elles espèrent qu'ainsi toutes les autres réclamations qui vont à l'encontre des droits seigneuriaux, comme par exemple la demande de suppression du poste des gouverneurs, tomberont d'elles-mêmes¹⁹¹. Le Conseil secret de Berne pensait en effet, ainsi qu'en témoigne un rapport qu'il adressait le 25 septembre au Deux-Cent, « que l'absence de lois précises et le traitement arbitraire des sujets qui en résulte peuvent avoir été la raison de la demande de suppression totale des fonctions de gouverneur¹⁹² ».

Nous verrons¹⁹³ l'usage abusif que le gouvernement haut-valaisan fera de cette lettre vers la fin du mois d'octobre.

Quelques jours plus tard, soit le 2 octobre, dans une nouvelle missive au grand bailli et conseil du Valais, Berne tenait à apporter des précisions au sujet d'un rapport à eux communiqué et annonçant que les mesures militaires prises du côté bernois avaient été rapportées¹⁹⁴. En réalité, expliquait la missive, deux compagnies il est vrai avaient été retirées des frontières à cause des prochains travaux d'automne ; mais elles avaient été remplacées et même des mesures furent prises pour renforcer les postes frontières¹⁹⁵.

Le 7 octobre, c'est au tour du gouvernement valaisan de renseigner ses voisins de Berne. Il leur annonce son espoir de voir l'ordre rétabli sous peu : déjà — c'était la veille —, les députés bas-valaisans ont prêté serment de fidélité au nom de leurs commettants¹⁹⁶. Pourtant ses craintes demeurent. D'une part, les Bas-

¹⁹¹ BAE, DMB, n° 99, pp. 466-468.

¹⁹² Junod, pp. 122-123.

¹⁹³ Voir ci-après, pp. 135 et 354.

¹⁹⁴ ACS, XIII, pièce 68.

¹⁹⁵ BAE, DMB, n° 99, pp. 477-478 ; ACS, XIII, pièce 69.

¹⁹⁶ Voir ci-dessus, p. 100.

Valaisans demandent de surseoir au retour des gouverneurs. D'autre part, des rumeurs qu'on lui a rapportées font état d'une sympathie non dissimulée des Vaudois en faveur des insurgés : « Les esprits du Pays de Vaud sont aussi échauffés que ceux de nos gens, affirmaient certains, et soyez persuadés que si on vient avec la force, ils auront du secours... » C'est exactement ce que le gouverneur d'Aigle, de Diesbach, leur avait écrit le 30 septembre déjà¹⁹⁷. En même temps, les autorités valaisannes se plaignent des encouragements que, selon la déposition surtout du capitaine Devantéry en dernière diète, quatre ressortissants bernois auraient donnés, le 9 septembre, aux rebelles par leurs propos imprudents et coupables¹⁹⁸. Devant tant de témoignages concordants, l'Etat du Valais se demande avec quelque inquiétude, en conclusion de sa lettre à LL. EE. de Berne, si le feu ne continue pas de couver sous la cendre et « si les vôtres ne sont pas de mêche avec les nôtres... (*ob... die Eurige mit den unsrigen in einem Verständnis stehen*)¹⁹⁹ ».

Comme bien l'on pense, une telle accusation touchait au vif le gouvernement bernois. Le 11 octobre, ordre fut donné à Fischer par le Conseil secret « de recueillir toutes informations utiles » à ce sujet et de lui en communiquer le résultat²⁰⁰. Le même jour, il adressait une requête identique au gouvernement valaisan, lui demandant « un rapport bien précis (*den eigentlichen und bestimmten Bericht*) » sur cette affaire²⁰¹.

C'est encore ce 11 octobre que les autorités valaisannes, mi-rassurées mi-inquiètes, tout en remerciant le gouvernement de Fribourg de la part prise à leur malheur et en lui confiant leur espoir du rétablissement prochain de l'ordre, lui signalent un suspect fribourgeois qu'elles viennent d'arrêter et au sujet duquel elles demandent quelque information : Joseph Moret, de Vuadens, dans le bailliage de Corbières²⁰².

¹⁹⁷ Junod, p. 129 ; ACS, XIII, pièce 66.

¹⁹⁸ Voir ci-dessus, pp. 83-84.

¹⁹⁹ Junod, p. 129 ; ACS, XIII, pièce 79.

²⁰⁰ ACS, XIII, pièce 81.

²⁰¹ *Ibidem*, pièce 80.

²⁰² *Ibidem*, pièce 88.

Mais une autre préoccupation allait retenir l'attention de l'Etat valaisan, accroître l'inquiétude qu'il avait affichée dans la lettre du 7 octobre et donner un nouveau rebondissement aux hostilités entre le Haut et le Bas. Il s'agit de la fameuse lettre du 13 octobre du gouvernement de Monthey qui, en persistant dans la revendication des quarante articles et dans le désir de les étayer de preuves solides, remettait tout en question. La situation paraît si sérieuse que Sigristen, par une longue lettre datée de Sierre, le 15 octobre (*Siders, den 15. Weinmonat um 10 Uhr nachts im Eyl*), convoque d'urgence les conseils des dizains en conférence extraordinaire à Sierre pour le samedi 16²⁰³, « au plus tard... à trois heures de l'après-midi ». La lettre soumettait déjà les questions essentielles qui seraient débattues le lendemain : les dispositions à prendre contre les récalcitrants (*was gegen die Revoltanten vorzunehmen*) — et nous avons vu que la principale fut de couper toutes les communications avec eux²⁰⁴ — ainsi que le projet de l'envoi d'une députation à Berne et même à tous les honorables cantons du Corps helvétique pour faire rapport sur la situation en Valais et demander conseil et appui²⁰⁵. Il faudra cependant attendre jusqu'au 23 octobre pour que ce projet se concrétise et qu'on fasse choix de deux ambassadeurs pour cette mission délicate.

Entre-temps, exactement le 18, le gouvernement valaisan avait expédié à Berne une lettre peu rassurante, à laquelle il sera répondu le 28 : les affaires prennent une tournure dangereuse, écrivait-il en substance, il ne lui reste donc pas d'autre moyen que de recourir à la force pour faire revenir à l'obéissance des sujets égarés. Malheureusement, le récit superficiel et faussé qu'il y fait des événements comme aussi les intentions qu'il prête aux Bas-Valaisans donnent l'impression à Fischer lui-même qu'il « veut éviter un examen plus approfondi de sa position discutable²⁰⁶ ». De plus,

²⁰³ Et non pour le 15, comme l'écrivent Grenat, p. 425, et ABS, tir. 91, n° 13, p. 2.

²⁰⁴ Voir ci-dessus, p. 107.

²⁰⁵ Fonds L. de Riedmatten, cart. 6, fasc. 10, n° 177 ; ABS, tir. 91, n° 13, pp. 2-3.

²⁰⁶ Junod, pp. 132-133.

nulle allusion, dans ce rapport, aux mesures qu'il compte prendre de son côté, ainsi que son devoir de souverain l'exigerait, pour mettre fin aux abus. Il est plus facile de prétendre, comme il le fait, que les révolutionnaires font preuve d'obstination (*Hartnäckigkeit*), qu'ils n'ont pas seulement comme but la suppression des abus, mais qu'ils couvent on ne sait quelles menées secrètes²⁰⁷.

Ces « menées secrètes » qui inquiètent si fort les puissants seigneurs, une lettre du 29 novembre adressée à LL. EE. de Berne les précisera au moins partiellement. Leur audace, écrira le gouvernement valaisan parlant de ses sujets, est allée jusqu'à envoyer des émissaires dans nos dizains supérieurs (même à Savièse, qui dépendait de la justice de l'évêque, précisait un autre document²⁰⁸), y faire distribuer des écrits parmi la population et l'inviter à descendre chez eux pour entendre leurs doléances et leurs requêtes. Ces entreprises constituant à leurs yeux une manœuvre dangereuse pour soulever le peuple, les autorités haut-valaisannes s'étaient employées activement et avec succès à les neutraliser en interceptant lettres et courriers...²⁰⁹

2. Le temps du durcissement et de la répression

En face d'une telle situation, il paraît urgent pour le souverain valaisan de convoquer à Sierre une nouvelle assemblée extraordinaire qu'il fixe au 23 octobre. C'est pour s'y préparer que le conseil de la ville de Sion, convoqué le 21 à huit heures du soir au nom du grand bailli par Léopold de Sépibus, capitaine du dizain de Rarogne²¹⁰, tient une session secrète le 22 sous la présidence de son bourgmestre, Jean-Joseph de Torrenté. Il délibère d'un objet important : faut-il nommer un nouveau gouverneur pour Monthey ainsi qu'il en a reçu l'ordre ? Et si oui, lequel ? Mais le conseil décide d'attendre « que le haut Etat ait décidé, dans une consti-

²⁰⁷ ACS, XIII, pièces 105 et 137.

²⁰⁸ *Ibidem*, pièce 105.

²⁰⁹ *Ibidem*, pièce 174.

²¹⁰ ABS, tir. 91, n° 13, p. 3.

tution, qu'à l'avenir chaque dizain nomme lui-même les baillis ²¹¹ ». C'est que, comme nous l'apprend madame Ignace de Courten, « personne ne veut y aller. On a beaucoup engagé M. le conseiller [Joseph-Maurice] de Lavallaz à le prendre ; il n'en veut rien... ²¹² »

De la plus haute importance sont aussi les deux principales décisions prises par la diète du 23 octobre. La première est de désigner les deux délégués que le souverain valaisan dépêchera à LL. EE. de Berne pour les gagner à ses plans d'« arrangement » de l'insurrection. On choisit donc le capitaine du dizain de Loèche et trésorier d'Etat Jean-Joseph Julier et le juge du dizain de Brigue, le baron Gaspard-Eugène Stockalper. Le haut rang de ces magistrats comme aussi le relativement long délai de leur mise en route — ils ne partiront que le 26 — indiquent assez l'importance qu'on attache à cette mission et à la situation que par là on veut dénouer.

Beaucoup plus sérieuses encore et plus graves sont les dispositions internes prises à l'encontre des Bas-Valaisans : constitution d'une armée, fourniture d'argent aux dizains, mesures défensives diverses. L'argent mis à la disposition de chaque dizain, cinq cents couronnes, devait servir à l'achat de provisions pour les soldats. A cet effet et à leur intention, le lieutenant Joseph-Michel Volluz reçut l'ordre d'acheter sur le marché de Martigny quatre cents quarterons de blé. Toutefois on émit la réserve expresse que si la troupe ne descendait pas, chaque dizain rendrait ladite somme.

Parmi les moyens de protection prévus, signalons notamment : la couverture de « tous les passages sur les montagnes », une vigilance particulière sur les étrangers, au besoin l'expulsion de « toutes les personnes sans aveu ou qui pourraient être soupçonnées », l'établissement de signaux sur les hauteurs pour annoncer la mobilisation.

Mais, bien sûr, le gros du dispositif mis en place par les seigneurs du Haut-Valais est sans conteste constitué par la levée de toute une armée, 2800 hommes, dont le commandement suprême est confié au maréchal de camp Antoine de Courten, grand châ-

²¹¹ ABS, tir. 240, livre 81, 22 octobre 1790, pp. 260-261.

²¹² Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 146.

telain du dizain de Sierre. On arrête aussi « que chaque L. dizain nommerait un membre qui assistera au conseil de guerre qui suivra l'armée ²¹³ ». Il est intéressant de prendre connaissance à notre tour du plan détaillé de cette armée, élaboré par le généralissime et qu'il présente à l'approbation de la diète du 23 octobre.

Formée, selon la constitution du pays, de la première et de la seconde élections (ce qui correspond approximativement à notre élite et à notre landwehr ²¹⁴), elle est aussi variée dans sa composition que dans son armement, son accoutrement ou son organisation. Dans les 2800 hommes précités (quatre cents par dizain), partagés en deux colonnes ou divisions, ne figurent ni les officiers généraux ou supérieurs (c'est-à-dire le généralissime de Courten, deux commandants : le lieutenant-colonel (Jean-Sébastien ?) Zimmermann, de Viège, pour la première colonne et le chevalier François de Courten pour la deuxième ; deux majors : (Pierre-Joseph ?) de Riedmatten pour la première division et Maurice de Courten pour la deuxième ; deux aides-majors : Jost pour la première colonne et Ignace Preux pour la deuxième) ; ni les officiers des canonniers : le capitaine Christophe de Courten et le lieutenant Rey ; ni les officiers de réserve : Schmidhalter, Maurice Perrig, Nicolas Venetz et Rubin ; ni enfin le capitaine, les lieutenants, les sergents, les caporaux, les tambours de chaque compagnie ou demi-compagnie ²¹⁵.

Ces 2800 hommes, en outre, sont répartis en deux grands corps : d'une part, les chasseurs ; de l'autre, les fusiliers et les canonniers, ces derniers devant être prélevés sur les fusiliers à raison de six hommes par pièce. Les chasseurs, soit quatre cent six hommes, c'est-à-dire cinquante-huit par dizain, gens « de bonne volonté, dit le projet, qui ont servi ou chasseurs de profession » composent trois compagnies et demie (Conches-Brigue, Viège-Rarogne, Loèche-Sierre et Sion), qui constituent l'avant-garde de la première colonne (la deuxième, elle, doit tirer la sienne d'elle-même en

²¹³ ABS, tir. 91, n° 13, pp. 3-5.

²¹⁴ Fonds TA 43.

²¹⁵ Mme Ignace de Courten, qui se réjouit en l'occurrence de l'absence de son mari, fait remarquer que « tous les officiers du pays ont des emplois, excepté MM. Arnold, [Gaspard-Benjamin] de Nucé, Odet, Bay et le vieux Kalbermatten ». Voir fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 146.

prenant deux hommes par compagnie). Chacune de ces compagnies comprend, en plus des soldats, un capitaine et deux lieutenants, quatre sergents et deux tambours, tandis que les officiers choisissent eux-mêmes six caporaux parmi les chasseurs ; pour la demi-compagnie, les cadres sont les mêmes, mais à part le capitaine les effectifs sont réduits de moitié.

Il reste donc 2394 hommes pour le corps des fusiliers et des canonniers. Formant deux colonnes de 1197 hommes, ils sont divisés en quatorze compagnies (deux par dizain) de cent septante et un hommes chacune, y compris quatre caporaux, mais sans compter le capitaine, deux lieutenants, quatre sergents et un tambour. Ainsi, chaque dizain doit fournir, pour les chasseurs : cinquante-huit soldats, deux sergents et un tambour ; et pour les fusiliers : trois cent quarante-deux hommes, huit sergents et deux tambours.

On remarque qu'aucune troupe n'est affectée à la subsistance ni aux transports (chariots, chevaux...). Ces services sont, en effet, à la charge de chaque dizain.

On trouvera cette organisation bien compliquée. L'armement, par contre, est réduit à sa plus simple expression : chaque chasseur est pourvu « autant qu'il sera possible » d'une carabine et de trente cartouches ; chaque fusilier en reçoit vingt-cinq ; les uns et les autres sont munis de dix haches par compagnie. Quant aux officiers, ils doivent porter l'épée, de même que les sergents, mais ces derniers ont la faculté de la remplacer par un sabre.

Rien de plus simple non plus que l'uniforme qui n'est imposé qu'aux officiers et aux sergents ; « habillés à volonté, les soldats sont invités à porter des guêtres s'ils en possèdent ; mais tous, en signe de ralliement, portent la cocarde du pays, rouge et blanche.

Enfin, les manœuvres prévues sont plus que rudimentaires : « l'essentiel est que le soldat sache faire à droite et à gauche, faire des quarts de conversion par pelotons, savoir bien charger — on ne pouvait le faire que sur ordre du commandant de la colonne —, mettre en joue et tirer, et faire attention si le coup de fusil est parti pour ne pas mettre double charge ²¹⁶ ».

²¹⁶ ABS, tir. 8, n° 112 ; Rz 15, pp. 847-848. - Autre copie aux Archives du couvent des capucins, Sion.

Tel fut le moyen d'intimidation, à la vérité fort mesquin, auquel recourut l'Etat valaisan pour mater des « rebelles » soumis d'avance. Cette petite armée devait se mettre en marche vers la Saint-Martin (11 novembre), à moins que de nouveaux événements n'obligent à devancer cette date. Elle ne franchit toutefois pas le Rubicon, car entre-temps le souverain avait reçu de LL. EE. de Berne des appels à la douceur (lettre du 28 octobre) et il recourra lui-même à d'autres moyens de pression, en particulier la foudroyante lettre du 6 novembre qui marquera le commencement de la fin. Cette guerre qu'Ignace de Courten appellera si joliment « la guerre des châtaignes ²¹⁷ » n'aura donc jamais lieu.

Mais on devine la surprise et l'irritation que ce branle-bas de combat dut susciter parmi la population bas-valaisanne. Nous avons déjà vu la réaction indignée de Devantéry à cette brutale décision dans sa lettre du 22 à Sigristen ²¹⁸ qui constituerait à elle seule une preuve suffisante de l'absence de toute préparation militaire du côté des sujets. Rien de leur part, en effet, ne justifiait de telles mesures. La lettre du 13 octobre qui en fut le prétexte ne contenait, nous l'avons vu, rien de blessant pour le souverain ni de contraire à ses droits ; elle ne faisait, du reste, que répondre à des invites réitérées des hauts seigneurs eux-mêmes. Quant à un prétendu soulèvement armé des sujets, c'était un songe creux comme l'écrit madame Ignace de Courten : « On dit que ceux du Bas-Valais ne font aucun préparatif ; ils veulent recevoir ces troupes sans armes à feu ; mais ils doivent avoir un grand livre où tout était écrit comme les gouverneurs les ont traités depuis soixante ans ; ils veulent prier qu'on le lise à tous ces soldats : voilà les armes qu'ils préparent ²¹⁹ ». Et s'il faut un témoignage plus autorisé, citons celui de Fischer, qui, dans une lettre du 1^{er} novembre 1790 au Conseil secret, écrit ceci : « Tout cela met les Bas-Valaisans dans le plus grand embarras, parce que, à la suite de mes avertissements sérieux, aussi bien aux notables qu'aux simples particuliers, ils ont renoncé à prendre toutes mesures de défense, pour

²¹⁷ Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 150.

²¹⁸ Voir ci-dessus, p. 108.

²¹⁹ Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 146.

qu'on ne les interprêtât pas comme des démarches contre leur souverain...²²⁰ »

Peut-être alors ne faut-il voir dans ce faux bruit d'une mobilisation bas-valaisanne qu'une machination inventée de toutes pièces et répandue par ces Messieurs du Haut, soit pour se donner bonne conscience et tenter de justifier ainsi auprès de leurs alliés leur propre préparation militaire, soit tout simplement pour avoir un prétexte d'enlever au plus vite (avant l'hiver en tout cas) l'écharde blessante que constituait pour eux la rébellion de leurs sujets. Au surplus, on peut juger du bien-fondé de leur projet d'intervention armée par la manière déloyale avec laquelle ils cherchèrent à la légitimer en quelque sorte aux yeux des louables dizains et à étouffer les sympathies qui ici et là chez eux se faisaient jour à l'endroit des Bas-Valaisans. Fischer, en effet, dans la lettre déjà mentionnée du 1^{er} novembre relate un fait qu'on lui a rapporté : « On m'assure qu'on a affiché publiquement à Sion une copie d'une partie seulement de la lettre de Messeigneurs du 27 septembre²²¹, celle qui promet à la république [du Valais] l'aide fédérale, mais en laissant tomber tous les conseils de bonté et de modération qui accompagnent cette promesse ; par quoi le peuple dans le Haut-Valais a été encouragé et excité...²²² »

Cette conduite perfide explique en partie pourquoi Fischer ne pouvait que se désolidariser du Haut-Valais, comme il l'avait fait savoir quelques jours plus tôt au Conseil secret²²³. Elle montre également assez que dans le Haut-Valais aussi, et peut-être surtout, l'agitation, l'émotion et la peur sont grandes. « Tout va de mal en pis dans le pays, écrit de Sion, le 25 octobre 1790, madame Ignace de Courten... Toute la ville et le Haut-Valais sont en alarme ; les paysans du Haut-Valais veulent absolument descendre ; ils veulent punir les coupables soit du Haut ou du Bas... Ici [à Sion], on a tambouriné pour avoir tous les habitants. On s'attendait de les faire tirer au sort pour descendre, mais on n'en

²²⁰ Junod, p. 137.

²²¹ Voir ci-après, p. 354.

²²² Junod, p. 137. - La suite de cette lettre a été citée plus haut, p. 134.

²²³ *Ibidem*, pp. 132-134.

a pas eu besoin ; chacun a voulu partir... Les grosses perruques tremblent ; le Valais a rappelé tous les hommes qui étaient par ici aux vendanges... On dit que le [grand] bailli n'a pas l'air tranquille...²²⁴ »

Ici encore, ces dires trouvent leur confirmation dans une note de Fischer : « Je reçois à l'instant la nouvelle que, ces derniers jours, à Sion, un assez vif désaccord a surgi entre M. le grand bailli et d'autres membres de la diète, parce que M. le grand bailli désirait que les plaintes du Bas-Valais fussent communiquées au peuple dans les différentes communes ; mais les autres membres, dont beaucoup ont été eux-mêmes gouverneurs, s'y sont opposés...²²⁵ »

C'est dans cette atmosphère de crainte que l'évêque adresse au clergé du Haut une lettre circulaire, dont, le 28 octobre, il envoie une copie au curé de Salquenen, Joseph-Antoine Kuonen, par l'entremise du curé et doyen de Loèche, Jean-Chrétien Julier. Il demande à ses prêtres d'encourager leurs fidèles à prier pour assurer le succès de l'expédition (*ut bonum expeditionis suae auspiciis sumant*) et à s'y préparer par les sacrements de pénitence et d'eucharistie. Il ajoute que l'accomplissement de ces devoirs de chrétien ne suffisent pas : il faut aussi pour que la bénédiction ne se change pas en malédiction divine, que chacun se garde de désobéissance et de toute déprédation...²²⁶

Dans le même temps où Mgr Blatter prépare ainsi spirituellement la croisade — et plus précisément ce même 28 octobre —, le gouvernement de Berne essaie d'agir en sens inverse. Répondant aux deux lettres valaisannes du 7 et du 18 courant, si opposées l'une à l'autre, il condamne l'emploi de mesures hâtives et trop sévères tant que subsiste l'espoir de repentir et du retour à l'obéissance et il espère que, par sa bonté et sa clémence, le gouvernement valaisan permettra aux tractations en cours de se poursuivre jusqu'à leur heureuse issue²²⁷. Par la même occasion et parce qu'il

²²⁴ Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 146.

²²⁵ Junod, p. 138.

²²⁶ AV, cart. 66, n° 47.

²²⁷ BAE, DMB, n° 99, pp. 524-526. - Le 6 novembre 1790, Uri approuvera cette attitude de Berne : voir Morell, p. 36.

juge l'affaire sérieuse, il fait encore partir deux missives : l'une à Fischer qu'il charge de persuader les Bas-Valaisans de témoigner à leur souverain respect et obéissance pour prévenir toute conséquence fâcheuse ²²⁸ ; l'autre aux douze autres Etats confédérés pour les mettre au courant de la situation en leur envoyant la copie des derniers échanges de correspondance (en particulier la lettre du 28), tant avec le Bas qu'avec le Haut-Valais ²²⁹.

L'embarras du gouvernement bernois en face du durcissement de la position haut-valaisanne se retrouve dans l'entrevue que le Conseil secret a avec les députés Stockalper et Julier les 29 et 30 octobre. L'objet primordial de leur ambassade est d'obtenir un renfort militaire en cas de nécessité. Encore faut-il le justifier. Ils parlent donc de rumeurs suivant lesquelles des sujets vaudois ont l'intention de porter secours aux Bas-Valaisans et prient en conséquence le gouvernement bernois, s'il ne peut les aider plus directement, de brider au moins toute tentative de soutien de leur côté. Ils rapportent aussi que les dizains sont unanimes à remarquer qu'une médiation de la part de Berne ne serait pas un moyen suffisant pour régler le différend, vu que les Bas-Valaisans se sont rendus coupables du crime de lèse-majesté et surtout parce que « une médiation ne doit avoir lieu qu'entre égaux et non pas entre un souverain et ses sujets ».

Peu désireux de s'engager à fond, l'avoyer Steiger se contente, dans sa réponse, de se référer à sa lettre du 28, voulant d'abord attendre l'effet qu'elle produirait et sonder l'opinion des autres cantons alliés. Les délégués valaisans doivent donc rabattre de leurs prétentions, et même leur demande d'écrire aux Bas-Valaisans une lettre d'avertissement et de menaces est rejetée. Si bien qu'ils quitteront Berne découragés et dépités ²³⁰. Berne se contentera d'adresser, le 30 encore, au grand bailli une lettre de pure politesse attestant que ses deux envoyés avaient parfaitement accompli leur mission ²³¹.

²²⁸ BAE, DMB, n° 99, p. 526.

²²⁹ *Ibidem*, pp. 527-528.

²³⁰ ABS, tir. 91, n° 13, p. 5 ; Morell, pp. 31-32 ; ACS, XIII, pièce 116.

²³¹ BAE, DMB, n° 99, p. 533 ; ACS, XIII, pièce 117.

Cette attitude de Berne, dont la population du Bas-Valais eut vraisemblablement connaissance par les Bernois eux-mêmes²³², contribua pour une part très large et probablement prépondérante à tempérer l'ardeur guerrière des belliqueux Haut-Valaisans.

Elle n'était pas de nature, par contre, à calmer leurs appréhensions, au contraire. Car, malgré tous les efforts entrepris par les autorités haut-valaisannes pour intercepter lettres et courriers en provenance du Bas — « on fit la chasse aux émissaires et aux écrits qui devaient éclairer le peuple du Haut-Valais sur la situation du Bas-Valais », écrit en effet Morell²³³ —, les renseignements filtraient d'un camp à l'autre et éveillaient ici et là (dans le dizain de Sion surtout) des sympathies pour la cause des Bas-Valaisans.

D'autre part, tout n'allait pas chez eux comme dans le meilleur des mondes. On peut en juger par une lettre écrite de Sion, le 1^{er} novembre, par madame de Courten, — toujours elle — où elle décrit par le détail l'inquiétude qui agite le haut pays : « On fait à force des bénédictions... On a essayé hier les canons ; on dit qu'ils vont bien... On n'a jamais tant entendu parler de guerre comme à présent ; à tout moment il y a conseil de guerre ; on exerce tous les jours les soldats ; tous les chariots n'osent bouger de la ville... Toutes ces dames que leurs maris doivent aller commander les troupes vous font une mine de chien... Les Conchards et ceux de Loèche paraissent les plus échauffés : à ce que l'on dit, ils disent publiquement qu'ils veulent mener les bourreaux avec eux et qu'ils veulent que les coupables soient punis, tant du Haut-Valais que du Bas... Je ne suis point au fait de ce qui se passe là-bas [dans le Bas-Valais] parce qu'on ouvre les lettres...²³⁴ »

Bien plus, la division règne entre eux et la menace pèse d'une scission au sein de la diète elle-même, dont Fischer et Diesbach se sont fait l'écho et ont noté quelques aspects dans leurs lettres du 25 octobre et du 1^{er} novembre 1790 au Conseil secret²³⁵. « Ceux du Haut-Valais se méfient de la ville, écrit aussi madame

²³² Junod, p. 136.

²³³ Morell, p. 32.

²³⁴ Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 148

²³⁵ Junod, pp. 134 et 138, note 77.

de Courten ; ils ont fait tous leurs préparatifs sans rien dire...²³⁶ » C'est qu'un certain Ignace Silberling, cordonnier à Sion, avait répandu le bruit « que la ville et le dizain de Sion se tenaient avec le Bas-Valais... » Plusieurs qui l'avaient « entendu de sa bouche » furent dès lors interrogés sous serment et judiciairement à ce sujet. Et il avait fallu que les députés de la ville et du dizain, pour défendre leur honneur, assurent « solennellement les seigneurs députés des autres dizains qu'ils n'avaient jamais eu et qu'ils n'auront jamais d'autres sentiments et d'autres volontés que de soutenir au péril de leurs corps et biens la liberté et les franchises, ainsi que tous les droits attachés à la souveraineté de la république...²³⁷ »

Pressé de mettre un terme à cette effervescence qui trouble ainsi le pays tout entier, Sigristen décide de frapper un grand coup et, précipitant les événements, il lance le terrible ultimatum du 6 novembre, dont nous avons déjà donné le contenu et signalé l'importance et les conséquences immédiates et décisives²³⁸. « Cette foudroyante lettre que, écrit Clément, plusieurs membres de l'Etat même ont jugée beaucoup trop forte²³⁹ » jeta la consternation dans le camp bas-valaisan et entraîna une capitulation rapide et générale. Du 6 au 14, les communautés les unes après les autres envoyèrent à la commission *ad hoc* réunie à Sierre leur soumission absolue et inconditionnelle, tout en implorant pour un adoucissement des exigences baillivales, en particulier pour la remise de l'article des frais.

Dans l'intervalle et dans l'ignorance de la sommation du 6 — car les dizains n'en avaient pas encore été informés —, un conseil extraordinaire du dizain de Viège, réuni le 10 novembre, avait fait parvenir au bailli par ses délégués, l'ancien châtelain François-Joseph Vonschallen et le curial Ignace Lang, la proposition suivante : chaque dizain désignerait cent hommes qui se réu-

²³⁶ Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 146.

²³⁷ ABS, tir. 91, n° 13, p. 4. - Quant à Silberling lui-même, malgré deux humbles démarches (5 janvier et 1^{er} mars 1791), il ne pourra obtenir des seigneurs de Sion son pardon et son retour en grâce. Voir ABS, tir. 240, livre 81, pp. 272-277 ; *ibidem*, tir. 141, liasse 2, n° 28.

²³⁸ Voir ci-dessus, pp. 113-119.

²³⁹ Clément, *Révolution 1790*, p. 362, XXI.

niraient à Sion avec ses députés ordinaires pour y entendre les réclamations et les propositions des Bas-Valaisans, et si alors la conciliation s'avérait impossible, qu'on recoure aux grands moyens, c'est-à-dire qu'on fasse appel à l'entraide fédérale et qu'on ferme les cols pour empêcher les rebelles de s'échapper...²⁴⁰

Conformément au désir des auteurs de ce projet de résolution, le grand bailli en donne communication à l'évêque et aux autres dizains par une circulaire datée de Sierre, le 13 novembre. Par la même occasion, il les instruit des derniers événements et des récentes activités de la commission : le rapport des deux députés envoyés à Berne ; les divers messages des cantons alliés ; les exhortations à l'indulgence ; l'entière capitulation de la châtellenie de Saint-Maurice ; l'envoi de l'intimation du 6 avec ses trois articles impératifs ; la comparution, le 11, des députés du bailliage de Monthey et de la châtellenie du Bouveret, avec l'écrit de recommandation de Mgr l'évêque ; leurs différentes déclarations ; la soumission de Vouvry, Vionnaz et Bouveret ; la promesse de soumission des autres communes.

Le même jour, Sigristen invite Mgr Blatter et les députés de la commission réunis à Sierre à donner leur avis sur la manière dont devait être réglé leur différend avec les Bas-Valaisans, c'est-à-dire ce qu'il faut exiger d'eux et comment organiser leur reddition en présence de tous les représentants des dizains.

L'évêque, le premier, prend la parole et son long discours donnera le ton à ceux des autres députés. Il rappelle d'abord les faits : la reconnaissance par les sujets des droits souverains, leur humble acceptation des gouverneurs, leur acquiescement global aux trois conditions exigées d'eux par la lettre du 6 novembre, leur appel à la mansuétude pour la question des frais, le non-usage des armes contre leurs seigneurs, etc., en un mot l'abandon filial entre les mains de leur père. Il croit donc que le souverain peut et doit, sans déroger et sans compromettre son prestige, changer son attitude envers eux. En conséquence, il demande :

1. de suspendre une fois pour toutes le départ et même la simple menace de départ des troupes contre le Bas-Valais ;

²⁴⁰ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 278-279.

2. de réunir, en un temps à déterminer (ce sera, nous le verrons, du 3 au 10 décembre) un congrès amical des députés des communes contestatrices et de chacun des VII Dizains.

Dans le cas probable où les sujets persévéraient dans leurs bonnes dispositions, le souverain ferait alors preuve de clémence en diminuant les contributions de guerre, en renonçant au désarmement prévu et en accordant le pardon général ²⁴¹.

Ces paroles empreintes de sagesse trouvèrent un écho favorable auprès des membres de la commission qui, tour à tour, s'exprimèrent après lui. De leurs déclarations respectives, qu'il serait fastidieux d'analyser séparément et par le menu, il ressort un certain nombre de propositions dont nous ne retenons ici que les principales fortement condensées, en remarquant que, pour la plupart, elles concernent les ordres baillivaux du 6 novembre. Comme l'évêque, à peu près tous demandent, par exemple, la convocation d'une assemblée extraordinaire quelques jours avant la diète ordinaire de Noël (elle durera en fait du 3 au 10 décembre 1790 et débattrait nombre de problèmes proposés ici en ce jour) et à laquelle participeraient, sans armes, non pas cent hommes par dizain, ce que Sion en particulier trouve exagéré et trop onéreux, mais vingt au plus, sans compter les députés ordinaires. A cette occasion, les procureurs du Bas-Valais, eux aussi fort nombreux, renouvelleraient au nom de leurs communes le serment de fidélité qu'ils ont rompu ²⁴², tandis que seraient examinés les trois ou quatre agresseurs de Schiner ainsi que le curial Barthélemy Guillet pour pouvoir par là découvrir les vrais responsables de la rébellion et faire retomber sur eux seuls, à l'exclusion nommément des veuves et des orphelins, tous les frais à payer. Car, disaient-ils, il n'est pas juste que les innocents paient pour les coupables. De plus, les sujets seraient invités à exposer leurs plaintes contre les gouverneurs, puisque telle avait été la cause de cette révolution, mais devraient alors donner les preuves de leurs accusations, en précisant par

²⁴¹ *Ibidem*, pp. 285-287. - Voir aussi AE, tir. 218, n° 36.

²⁴² Rarogne est d'avis que cette prestation du serment devrait se faire à Monthey, le rassemblement à la Planta n'étant pas à conseiller en cette froide saison. Voir Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 291.

exemple l'année et même le jour des délits reprochés, afin, ajoutaient-ils, que les coupables soient punis convenablement.

Il faudrait aussi, et en leur présence, juger et répartir les frais d'après la culpabilité. Quant à la clause du désarmement, la majorité des dizains opine pour son annulation ²⁴³.

Ainsi se trouve esquissée dans les grandes lignes cette importante session qui devra régler définitivement le sort des Bas-Valaisans. Il restera aux dizains à se mettre d'accord sur ces différents points et à en préciser d'autres : quand rétablir les baillis, quand et comment entreprendre la rentrée des frais, etc.

C'est ce que Sigristen demande aux dizains dans une lettre du 15, datée de Sierre et écrite à la hâte, à midi, c'est-à-dire aussitôt après réception de l'entière soumission de Monthey, Val-d'Illiez, Troistorrents, Muraz et Collombey ²⁴⁴. Cette promptitude à annoncer l'heureuse nouvelle comme aussi le soin apporté à préparer la reddition solennelle des sujets montrent assez que la défaite bas-valaisanne est maintenant consommée et que les hauts seigneurs peuvent désormais redresser la tête. Un autre signe en avait été fourni la veille par la supplique que Schiner adressa à « son gracieux souverain » et où, bien loin de reconnaître ses torts vis-à-vis de ses administrés, il revendiquait le dédommagement des préjudices qu'il avait subis du fait de son expulsion : dommages causés au mobilier, aux denrées, à différents effets... ; amendes restées impayées ; manque à gagner par suite de son absence... ²⁴⁵

« L'homme le plus inquiet d'une prison est le directeur », a dit humoristiquement mais si pertinemment Bernard Shaw ²⁴⁶. C'est sans doute ce qui explique le désordre et la confusion qui règnent toujours chez les Haut-Valaisans et y régneront jusqu'aux premiers jours de décembre. Croient-ils encore à un danger possible venant de leurs sujets ou leur inquiétude a-t-elle fait place au désir de connaître enfin la vérité sur ce qui s'est passé et se passe dans

²⁴³ *Ibidem*, pp. 282-293.

²⁴⁴ *Ibidem*, p. 280.

²⁴⁵ AV, cart. 81, fasc. 3, n° 60.

²⁴⁶ George-Bernard Shaw, *Œuvres* (version française par Augustin et Henriette Hamon), Paris, 1931, p. 276. (*Maximes pour les Révolutionnaires*.)

le Bas ? Quoi qu'il en soit, madame Ignace de Courten écrit de Sion en date du 15 novembre : « On dit qu'on va tout massacrer dans le Bas-Valais. Hier on a bien essayé les canons... ; je les ai entendus d'ici, mais il me paraissait qu'ils ne faisaient pas grand bruit ; on les dit trop bons... » Elle ignore la raison de cet exercice, « mais ce qui est sûr, ajoute-t-elle, [c'est] qu'on veut descendre soit avec les armes, soit autrement, car les paysans veulent absolument savoir ce qu'il en est. Les Messieurs font leur possible pour les empêcher d'être si curieux ; c'est que les paysans se font pas faute de dire qu'ils veulent punir les coupables soit du Haut-Valais et du Bas ». Et de conclure : « Les uns et les autres peuvent trembler si ça arrivait. En attendant, ça met les choses à un prix exorbitant : les paysans gardent ces denrées, ils croient que la famine va se mettre dans le pays...²⁴⁷ »

Même encore à la fin novembre, nous assure notre chroniqueur habituel, « l'Etat est tant embrouillé qu'ils ne s'entendent plus entre eux... C'est bientôt la tour de Babylone que l'on veut bâtir... On parle toujours de descendre, mais à présent on dit que ce sera sans armes, que les paysans veulent voir par eux-mêmes ce qu'il en est...²⁴⁸ »

D'après une lettre du 5 décembre, de Joseph-Alphonse de Nucé à son beau-frère Charles-Emmanuel de Rivaz, il y avait à Sion au début de décembre « des sentinelles et des espions pour veiller et empêcher que les seigneurs d'Etat ne communiquent avec les députés du Bas-Valais...²⁴⁹ » Ce que confirme une lettre du 7 du même mois que Fischer adresse au Conseil secret : « Les portes de la ville étaient fermées toute la journée et des troupes étaient sur pied...²⁵⁰ »

Dans le camp des alliés non plus on ne semble pas tranquille. En tout cas, on n'y a pas désarmé, bien au contraire, puisque le 14 novembre, soit le même jour où les dernières communes font leur complète soumission, le canton de Schwyz décide la levée de

²⁴⁷ Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 149.

²⁴⁸ *Ibidem*, n° 150.

²⁴⁹ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 18.

²⁵⁰ Junod, p. 142.

six cents hommes contre elles ²⁵¹. Bien mieux, le 3 décembre encore, Berne peut écrire qu'il entretient toujours un cordon de troupes aux frontières — elles ne seront licenciées que vers la mi-décembre — et qu'en outre mille deux cents hommes, artillerie comprise, peuvent être mis immédiatement à la disposition du Valais à la première réquisition de sa part ²⁵². Il est vrai que c'est seulement le 29 novembre que le Valais informera officiellement les Etats confédérés du retour de ses sujets à l'obéissance ²⁵³. Mais à cette date l'Etat valaisan avait déjà convoqué les députés des dizains et leurs représentants (environ vingt par dizain) à une diète extraordinaire.

²⁵¹ ACS, XIII, pièce 166.

²⁵² BAE, DMB, n° 100, pp. 36-37 ; ACS, XIII, pièce 167.

²⁵³ Voir par exemple la lettre adressée à Berne dans ACS, XIII, pièce 174. - Soleure répondra à la lettre du Valais le 6 décembre (voir AV, cart. 55, fasc. 1, n° 33, or. a., 2 fol.) ; Fribourg, le 7 décembre (voir AV, cart. 47, n° 64, or. a., 2 fol.) ; Berne, le 15 décembre, en même temps qu'à une autre lettre du 6 décembre (voir AV, cart. 41, n° 68, or. a., 2 fol. ; ACS, XIII, pièce 185 ; BAE, DMB, n° 100, p. 42). Les huit cantons alliés du Valais, c'est-à-dire Berne et les sept cantons catholiques, répondront le 26 janvier 1791 par une lettre collective aux deux missives valaisannes du 29 novembre et du 6 décembre (voir le texte allemand dans AV, cart. 41, n° 70, or. a., 2 fol. ; ACS, XXI, pièce 17 ; BAE, DMB, n° 100, pp. 70-71 ; et la traduction française dans Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 89-90).

Chapitre III

La diète ou le temps du rétablissement de l'ancien ordre des choses

Cette diète extraordinaire qui durera jusqu'au 10 décembre s'ouvre le vendredi 3 dans la maison de l'hôtel de ville à Sion, mais en présence des seuls députés du Haut-Valais et des cent quarante représentants des dizains¹. Charles-Emmanuel de Rivaz notera plus tard que « cette assemblée de paysans a été l'effet de la méfiance qu'ils ont conçue contre leurs chefs, et ils ont voulu voir par eux-mêmes les gens du Bas-Valais pour s'instruire des choses. Ils voulaient qu'on articulât des plaintes contre les gouverneurs en particulier...² » En fait, ladite diète prendra une tournure bien différente et sera tout à la gloire des hauts et puissants seigneurs du Haut-Valais.

Dans un long discours, le grand bailli Valentin Sigristen commence par retracer les événements survenus depuis le 6 octobre, surtout les soumissions successives de Saint-Maurice et des différentes communes du gouvernement de Monthey. Puis il sollicite la réflexion et les avis de tous pour terminer cette affaire en conciliant la justice et la clémence, c'est-à-dire en sauvegardant leur

¹ Pour cette diète, voir notamment AV, L 7 bis, 3-10 décembre 1790 ; AV, L 23, pp. 655-662 ; ABS, tir. 205, vol. 7, Pars II, pp. 25-34 ; Rz, cart. 70, fasc. 31.

² Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24, p. 5.

autorité sur le Bas-Valais tout en usant de douceur envers les communes révoltées, selon le conseil des Etats alliés. Il donne enfin lecture de lettres reçues des cantons et non encore communiquées aux dizains et tout particulièrement celle du 19 novembre, par laquelle Berne et les sept cantons catholiques admonestaient sérieusement les Bas-Valaisans pourtant déjà rentrés dans l'obéissance.

L'assemblée prend ensuite quelques décisions : les « révoltants » renouvelleront publiquement et solennellement leur serment de fidélité ; les gouverneurs du Bas-Valais seront nommés à tour de rôle, non plus par la diète mais par le peuple de chaque dizain respectif³ ; les banquets à l'occasion de leur arrivée ou de leur départ sont abolis ; dans le nouveau code, on veillera à abréger la durée des procédures.

Le lendemain, soit le samedi 4, au lieu du 3 comme prévu, la délégation bas-valaisanne prête le serment de fidélité. Satisfaits de l'heureux dénouement de la chaude alerte qu'ils viennent de vivre, mais désireux d'exploiter au maximum leur succès et d'extirper jusqu'à la racine l'aiguillon de la révolte, les magistrats valaisans tiennent à donner à cet acte une solennité, un éclat tout particulier. A cet effet, la souveraine session se transporte à la cathédrale. Après la messe, le curé de la ville, François-Xavier-Ignace Gottsponer, expose le très saint sacrement et entonne le *Veni Creator Spiritus*. L'évêque et le grand bailli viennent alors prendre place dans des fauteuils disposés à leur intention près de la balustrade et vers les degrés du chœur, face à la nef. S'adressant aux députés de Saint-Maurice, du gouvernement de Monthey et de la châtellenie du Bouveret, qu'on a fait avancer, Sigristen leur adresse de brèves mais sérieuses remontrances et leur explique le sens et la teneur du serment qu'ils vont prêter et qu'effectivement ils prêtent aussitôt après en présence d'une foule de spectateurs et « en élevant leurs mains droites vers le ciel ». Le chant du *Te Deum* met un point final à cette imposante cérémonie.

Elle est immédiatement suivie d'une autre séance, à la maison de ville cette fois, où les députés du Bas sont appelés et interrogés

³ Pierre-Antoine Preux, de Sierre, successeur de Schiner à Monthey, sera le premier à être élu de cette manière, le 10 décembre 1790.

les uns après les autres. On leur notifie entre autres d'avoir ultérieurement à dénoncer et même livrer « les auteurs et fauteurs » de la révolte. En réponse à d'autres questions, ils déclarent ignorer la cause exacte de leur soulèvement, mais soutiennent que l'exemple de la Révolution française comme aussi l'esprit d'indépendance et de liberté qui souffle un peu partout y ont contribué pour beaucoup. Ils implorent donc leur pardon et promettent de se montrer désormais de fidèles sujets. Ils supplient enfin qu'on ne les oblige pas à continuer à exhiber leurs griefs ni à en fournir les preuves, ne les ayant formulés dans le passé que pour obtenir à l'avenir une amélioration de leur sort.

C'est l'évêque qui a l'honneur de clore la session de ce jour. Il le fait par un long discours, en allemand, dans le style imagé de son contemporain Bernardin de Saint-Pierre. Douceur et sévérité, dit-il en substance, doivent toujours se donner la main et cheminer de concert... La bonté, tel un pilote, doit conduire le gouvernail et la crainte doit, à l'avant du bateau, indiquer la direction à suivre. Cette métaphore tend d'une part à justifier les préparatifs militaires du Haut-Valais, qu'il présente comme des brides employées pour ramener les sujets égarés dans les limites de l'obéissance, et d'autre part à fléchir la rigueur du souverain en faveur de ses ouailles et à obtenir pour elles indulgence et amnistie générale⁴.

Au chapitre des questions administratives, signalons que la diète, ce même 4 décembre, assigna à comparaître le lundi 6 décembre le capitaine Devantéry, le major Charles-Emmanuel de Rivaz et le curial Barthélemy Guillot, ainsi que les trois Valdilliens Jean-Louis Borrat, Pierre-Maurice Rey-Bellet et Jean-Joseph Rey, les principaux meneurs le jour de l'expulsion de Schiner⁵.

Le lendemain 5 était un dimanche. Cela n'empêcha pas la haute session de tenir séance dans l'après-midi. L'objet principal de

⁴ AE, tir. 218, n° 36.

⁵ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 18. - Averti de cette nouvelle par son oncle Benjamin de Nucé, qui lui écrit de Sion le jour même à huit heures du soir, Joseph-Alphonse de Nucé en informe à son tour son beau-frère, le major de Rivaz, alors à Saint-Gingolph, devantant ainsi le mandat de l'Etat. Voir Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 18.

discussion en fut la fameuse lettre du 13 octobre au grand bailli par laquelle, rappelons-le, les communes du gouvernement de Monthey persistaient dans la réclamation des quarante articles. Comme cette insistance, jugée opiniâtreté, avait occasionné de gros frais par la mobilisation du Haut-Valais, la haute session tenait à connaître les auteurs ou partisans de ladite lettre. C'est pourquoi une enquête s'ouvrit sur-le-champ auprès des représentants de chacune des susdites communes qui furent à tour de rôle sérieusement questionnés sur cet objet. On peut juger de l'importance que les seigneurs y attachaient par le fait que cet examen se poursuivait le lundi 6 décembre. On devait d'ailleurs y revenir deux jours plus tard dans l'interrogatoire des principaux rédacteurs.

En attendant, l'assemblée continua ses travaux. Elle décréta que « en vue d'administrer religieusement la justice » et pour réparer le déshonneur fait à la patrie valaisanne par de faux rapports répandus dans les Etats voisins — nous n'en avons pas connaissance —, des mandats seraient publiés dans tout le Bas-Valais sommant les généralités et les particuliers de produire, dans les trois semaines, leurs griefs contre les gouverneurs. On précisait bien toutefois que ces plaintes devaient être dûment prouvées, contenir « les noms de ceux contre qui elles seront faites, datées du jour et de l'an » et communiquées aux intéressés « afin que personne ne soit surpris ni innocemment condamné ». On avertissait de surcroît que les plaignants verraient leurs demandes déboutées à jamais si elles n'étaient pas présentées dans le délai fixé — c'est ce qu'on appelle la *forclusion perpétuelle* — et surtout qu'ils auraient à se soumettre « à la juste peine du talion », c'est-à-dire que, au cas où leurs réclamations ne seraient pas suffisamment fondées, ils auraient à subir eux-mêmes la peine prévue pour les forfaits incriminés⁶. C'était évidemment le meilleur moyen pour couper court à toute récrimination. Mais pour que la justice invoquée par ces seigneurs soit respectée, n'aurait-il pas fallu que eux aussi apportent les preuves de ces prétendues « lettres ignominieuses » ou rapports faux

⁶ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 19 ; Rz, cart. 70, fasc. 40, n° 67 ; Guerraty, *Gloses*, pp. 103-104. - La même invitation et sous les mêmes conditions sera renouvelée à la diète de mai 1791. Voir AV, L 302, pp. 108-110 ; fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 158.

et défavorables qui « auraient grandement noirci la haute réputation de l'Etat... » ? Or l'Abscheid de la diète qui justifie ainsi sa décision n'en fait aucune mention.

C'est sans doute une des raisons qui poussa, en fin de séance, quatre chanoines de la cathédrale de Sion à intercéder « pour ces infortunés sujets du Bas-Valais » et à conseiller eux aussi « à la souveraine assemblée de préférer la clémence à la rigueur... » C'est exactement ce que n'avaient cessé de répéter LL. EE. de Berne au gouvernement valaisan, lequel, ce jour-là précisément, leur faisait part à nouveau (il l'avait déjà fait le 29 novembre) de sa joie devant l'entière soumission du Bas-Valais⁷.

Pour donner suite à l'ordonnance du 4 au sujet des auteurs de la révolte, Sigristen lui-même procéda, le 7, en présence de plusieurs députés et représentants, à quelques enquêtes, que le notaire Nicolas de Chastonay a heureusement protocolées.

Le premier à être interrogé fut le châtelain Galley. Après avoir prêté serment, il retraça les violences que les émeutiers, à la suite de l'expulsion de Schiner, avaient exercées chez lui ou contre lui. Parmi les agitateurs, il nomma surtout l'officier Pierre Guillot et Jean-Claude Tormaz, son ami, qui, le 9 septembre, on s'en souvient, étaient allés amener le peuple de Saint-Maurice. Il dénonça également le curial Barthélemy Guillot qu'il avait vu porter la cocarde, un des premiers, le lendemain de l'émeute.

Emmanuel Franc, lieutenant du châtelain, lui aussi assermenté, rappela les origines valdilliennes de la révolution ; puis, comme son maître, il accusa nommément et surtout Jean-Claude Tormaz et les deux Guillot, père et fils. Outre les reproches déjà relevés, il signala que l'officier Guillot avait ordonné à son frère, Joseph-Hubert Franc, de préparer « de la poudre et du plomb nécessaires pour la munition ordinaire d'un soldat » et que Barthélemy Guillot de son côté s'était beaucoup dépensé pour la révolution, « allant et venant de chez le capitaine Devantéry et à Bex chez M. Fischer ».

⁷ ACS, XIII, pièce 185. - On trouvera une allusion à cette lettre du 6 décembre dans AV, cart. 41, nos 68 et 70 ; BAE, DMB, n° 100, p. 42 ; Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 89-90.

Interrogé à son tour, Jean-Joseph Bruttin, tenancier du Lion d'Or, répéta sous la foi du serment les propos que le même B. Guillot avait tenus chez lui immédiatement après l'expulsion de Schiner, c'est-à-dire lors de sa mission dans le Haut-Valais avec le métral Jean Delseh : les Bas-Valaisans ne veulent plus de gouverneurs et sont prêts, s'il le faut, à soutenir une guerre pour cela, car un homme du Bas-Valais en vaut bien dix du Haut ; du reste, le château de Monthey était à louer ; d'autre part, il était assuré que le dizain de Sion soutiendrait leur cause, ce qui compensait bien la poltronnerie de quelques Martignerains.

Le curial Ignace Lang, enfin, déposa dans le même sens. « Nous sommes bien fous, lui avait dit B. Guillot lors de son passage à Viège, de garder vos gouverneurs ; il ne tient qu'à nous d'être libres ; on connaît aujourd'hui le droit de l'homme...⁸ »

De ces divers témoignages, il ressortait à l'évidence que les deux Guillot étaient particulièrement compromis dans cette révolution. C'est ce que constatèrent aussi les représentants des dizains réunis à nouveau à l'hôtel de ville et à qui, sur le soir, Sigristen donna lecture des quatre dépositions ci-dessus.

Ces mêmes représentants, se sentant de peu d'utilité dans ces séances et faisant en outre pleine confiance à leurs députés ordinaires pour la suite des questions à régler, manifestèrent l'intention, pour éviter des dépenses superflues, de se retirer chez eux. Toutefois ils désiraient au préalable qu'une décision soit prise au sujet des frais à exiger des révoltés. Mais comme plusieurs dizains ne s'étaient pas encore concertés et prononcés sur cet objet ni sur diverses propositions soumises par le dizain de Viège, on résolut d'attendre leurs déclarations ; on ne put donc rien conclure ce jour-là.

Par contre, on décida que, avec la permission de Mgr l'évêque, on examinerait le lendemain, bien que ce fût le jour de l'Immaculée Conception, les Bas-Valaisans convoqués pour le 6 déjà, au cas bien sûr où ils pourraient venir assez tôt. Car le messager qui devait les

⁸ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 237-245. - On trouvera une allusion à la déposition de ce jour de B. Galley dans une autre déposition que le même châtelain fera à Monthey, le 7 octobre 1791. Voir Dossier 1791, pp. 51-55.

avertir, « à cause des rivières gonflées », n'était parvenu à Monthey que le 6 au matin⁹.

Le capitaine Devantéry et Barthélemy Guillot arrivèrent effectivement à Sion le 7 au soir. Faut-il expliquer par cette absence du chef la bataille qui survint le 8 à Monthey avec ceux du val d'Illiez et dont Jean Martenet fils fut un des meneurs ? Impossible de le savoir, car les deux lettres qui mentionnent l'événement ne donnent pas d'autres détails¹⁰.

Mais pendant ce temps, à Sion, le grand bailli procédait à l'interrogatoire des deux notables bas-valaisans devant plusieurs députés et représentants des VII Dizains — entre autres le vice-bailli Joseph-Jacob Preux et le chancelier d'Etat Hildebrand Roten — que, dans l'après-midi de ce 8 décembre, il avait réunis au Lion d'Or, « à la chambre de Conches ». Cet examen dura « depuis deux heures après midi jusqu'à une heure et demie après minuit ».

Devantéry fut le premier à passer sur la sellette. En réponse aux nombreuses questions qui lui furent posées, il déclara qu'il avait bien prévu la révolte¹¹, mais qu'en aucune façon elle n'avait été préméditée, puisque lui-même n'en avait été averti qu'après l'expulsion de Schiner. Son rôle avait été alors de chercher à tranquilliser le peuple en venant lui-même sur la place et à veiller au bon ordre en plaçant une garde au château. Il avait aussi et sans tarder informé le grand bailli en lui dépêchant deux émissaires. Quant aux principales décisions, elles furent prises d'un commun accord par les procureurs des communes, mais le plus souvent, il est vrai, par manque de temps, sans référence au peuple. Ainsi, ils travaillèrent ensemble, à Sion, à la rédaction du cahier des quarante

⁹ Junod, p. 142.

¹⁰ Rz, cart. 51, fasc. 7, n° 15 : lettre écrite de Vouvry à Marie-Julienne de Nucé, veuve de Charles-Joseph de Rivaz, par Jacques Odet, chanoine du Saint-Bernard, 14 décembre 1790, or. a., 2 fol. ; Dossier 1791, pp. 134-135.

¹¹ Dans des notes conservées dans les papiers du Vieux-Monthey, Devantéry s'explique sur la faculté de devin qu'on lui prêtait et d'une manière plus générale sur son comportement au cours de ces mois troublés. Voici entre autres ce qu'il écrit : « Depuis le 8 septembre 1790 jusqu'en diète de Noël suivante, on m'a beaucoup traité dans le Haut-Valais de *prophète*, au sujet de quelques idées que j'avais hasardées et même écrites à S. E. baillivale par rapport aux suites que la Bagarre... pourrait avoir..., mais il est certain que je suis né avec des dispositions à deviner l'avenir. » Voir Vieux-Monthey.

articles. De même, la lettre du 13 octobre à l'Etat du Valais et celle du 18 octobre à LL. EE. de Berne (les deux composées surtout par de Rivaz) furent écrites par ordre et du consentement de tous les députés. Très habilement, c'est-à-dire très franchement, le capitaine se garda d'accuser qui que ce soit et éluda le piège de certaines questions insidieuses, par exemple de savoir « qui avait parlé le premier de l'abolition des gouverneurs ». Par contre, il reconnut avoir lui-même, sur la base « d'un livre allemand », proposé d'établir un plan de réformes semblable à ceux que certains cantons avaient adoptés pour leurs bailliages de Mellingen, Baden, Stein, Rapperswil, etc.¹².

Le curial Barthélemy Guillot succéda à Devantéry sur le banc des accusés. Dans son procès-verbal, Jean-Georges Roux qui fonctionnait comme secrétaire n'a pas noté moins de cinquante-deux questions et réponses de cet interrogatoire. Plusieurs — concernant par exemple le caractère improvisé de la révolution, la propagande de Perrigny dans le Bas-Valais, l'assemblée générale du 15 septembre à Saint-Maurice et le serment qu'on y fit, la demande d'avancement à l'ancienneté aux armées... — étaient en fait une répétition des précédentes et d'ordre général comme elles. D'autres étaient personnelles au curial. Il eut, par exemple, à s'expliquer sur les propos imprudents tenus contre les gouverneurs lors de sa mission dans le Haut-Valais. Mais, on le sait, les seigneurs attachaient une particulière importance à certaines démarches ou propositions des Bas-Valaisans : la présentation des quarante articles, la lettre du 13 octobre — toujours elle —, celle du 18 à Berne... Les réponses de Guillot sur ces points essentiels rejoignaient celles de Devantéry ; en particulier, et sans toutefois le charger plus qu'un autre, il attribuait lui aussi à Charles-Emmanuel de Rivaz l'essentiel de la lettre à Berne et se déclarait lui-même coauteur du cahier des quarante articles dressé à Sion pour le 4 octobre¹³.

Ces deux dépositions, lues le lendemain 9 à la session générale de la diète, parurent sans grande conséquence ; on remarqua et

¹² Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 119 et 248-253.

¹³ *Ibidem*, pp. 256-270.

retint seulement que la lettre du 13 octobre était l'œuvre du major de Rivaz.

Pour ne pas retarder l'ouverture de la diète ordinaire, la haute assemblée prit un certain nombre de décisions immédiates : une commission *ad hoc* se chargerait des examens qui restaient en suspens ; en attendant, et pour éviter des dépenses inutiles, les députés du Bas-Valais, sauf quatre pour Monthey, dont les deux Guillot, et deux pour les autres communes, pouvaient rentrer chez eux¹⁴ ; les représentants des dizains pourraient en faire autant le lendemain ; enfin et surtout, les frais, qu'on estimait à deux mille cent écus bons, c'est-à-dire trois cents pour chaque dizain, seraient imposés non aux communes mais à ceux qui seraient reconnus coupables¹⁵.

Il fut en outre statué que toute tentative de corruption judiciaire serait sévèrement punie : par la perte de sa cause pour le plaignant, par la destitution de toutes leurs charges pour les juges et assesseurs.

Les députés du Bas-Valais comparurent alors et, avec une humilité excessive, protestèrent solennellement, une fois de plus, de leur soumission et fidélité, les uns, ceux de la châtellenie de Saint-Maurice, remerciant pour les faveurs obtenues — lesquelles ? —, les autres, ceux du gouvernement de Monthey, demandant pardon « à genoux » et assurant que leurs malheurs passés, incendies ou inondations, les affectaient moins que la faute qu'ils venaient de commettre.

Touchés par tant de repentance et se souvenant des exhortations de l'évêque comme aussi des recommandations des Etats confédérés, les puissants seigneurs « ont unanimement bien voulu gracieusement accorder le pardon général à toutes les généralités, bour-

¹⁴ Pour Saint-Maurice, les dépenses de cette diète, « y compris les extra, les invités, les frais des deux voituriers et de quatre chevaux », s'élevèrent à 2397 batz. Voir Rz, cart. 94, n° 35.

¹⁵ D'après une lettre de Ch.-E. de Rivaz, adressée de Saint-Maurice à son beau-frère Eugène de Nuce, à Londres, le 2 janvier 1791, l'Etat aurait « fait environ cent mille florins de frais dans cette occasion et il n'en a mis qu'environ treize mille [c'est-à-dire deux mille cent écus bons] sur le gouvernement de Monthey et la châtellenie de Saint-Maurice, les seuls qui aient remué dans cette affaire ». Voir Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24, p. 5.

geoisies et communes révoltées » — on ne peut guère pousser plus loin la condescendance dans le choix des mots ! —, à l'exclusion pourtant des trois « expulseurs » de Schiner (Pierre-Maurice Rey-Bellet, Jean-Joseph Rey et Jean-Louis Borrat) et de ceux qu'une enquête ultérieure trouverait impliqués dans la révolte.

Les trois agresseurs de Schiner étant arrivés sur le soir comparurent à la séance du lendemain 10 décembre. Ils se présentèrent eux aussi « à genoux » et implorèrent leur pardon. Mais comme ils tentèrent de se justifier ou tout au moins de rejeter les torts sur le gouverneur Schiner, il fut décidé qu'une commission les examinerait ultérieurement et que d'ici là ils aient à rester bien tranquilles en leur auberge.

Ce fut là le dernier acte de cette diète extraordinaire, comme si, réunie pour régler l'affaire de la Bagarre, elle avait tenu à la clore avec les trois principaux responsables qui l'avaient déclenchée. Les députés du Bas-Valais s'en revinrent donc chez eux « passablement mécontents », écrit Fischer¹⁶ ; on ne leur avait soufflé mot ni du code ni des quarante articles de revendications et on ne leur avait donné aucune assurance pour l'avenir.

Fischer ajoute au contraire « un trait final » qui dénote bien l'état des esprits, de certains d'entre eux tout au moins. Les députés du dizain de Viège proposèrent, en effet, écrit-il le 13 décembre au Conseil secret, que « à l'avenir, le Haut-Valaisan qui épousera une femme du Bas-Valais devrait être déclaré inéligible à toutes les places¹⁷ ».

Tout n'était pas fini pour autant. Il restait notamment à prendre un certain nombre d'informations et à déterminer d'ultimes responsabilités. La commission nommée à cet effet (nous ignorons malheureusement sa composition) se mit immédiatement à l'œuvre.

Le major Charles-Emmanuel de Rivaz dut, le premier, comparaître devant elle. Il y présenta brièvement sa défense qu'on trouvera plus amplement développée dans l'*Exposé succinct de ma conduite publique depuis le 8 septembre*¹⁸. Il insista sur le fait

¹⁶ Junod, p. 142.

¹⁷ *Ibidem*, p. 143.

¹⁸ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 11.

que, appelé par le conseil du gouvernement de Monthey pour être son secrétaire, il avait souvent non seulement désapprouvé ses entreprises — c'est le cas surtout dans le domaine de la suppression des gouverneurs —, mais aussi dissuadé plusieurs de les suivre, ce dont les préposés de Vouvry pourraient témoigner. Retiré à Saint-Gingolph après la diétine du 6 octobre, « croyant que sous les promesses du souverain tout serait rangé, les difficultés aplanies¹⁹ », il était, il est vrai, revenu à Monthey et y avait rédigé la lettre du 13 octobre. Mais cela, il l'avait fait par ordre « et sur les avis de la pluralité des députés présents », bien mieux sur le conseil de plusieurs membres de la haute commission et non sans en avoir informé le grand bailli. Au surplus, dès qu'il avait appris, par la lettre du 25 octobre à Devantéry, que le souverain réprouvait cette attitude et regardait nos réclamations comme un acte de désobéissance, il s'était promptement et définitivement retiré de toutes ces affaires.

Il y eut encore plusieurs autres interrogatoires ou dépositions. Ils n'apportèrent pas beaucoup de faits nouveaux et en particulier ne découvrirent pas les vrais responsables de la révolte. D'ailleurs était-ce bien possible, s'il est vrai, comme l'affirme Victor Hugo, que « le vrai point de vue de la révolution est l'irresponsabilité »²⁰ ? Du moins ces nouvelles déclarations confirmèrent-elles les soupçons qui pesaient sur plusieurs personnes déjà reconnues suspectes : le curial Barthélemy Guillet pour son activité et ses discours séditieux ; son père, Pierre Guillet, comme « homme turbulent et remuant » ; les premiers porteurs de la cocarde : Louis Robiquet, un certain chapelier demeurant dans la maison du châtelain Jean Claret (serait-ce François Morand ?) et un cordonnier savoyard (peut-être Jean Vitte ?). Les indices étaient toutefois par trop faibles pour pouvoir faire retomber sur eux seuls, comme l'avait d'abord décidé la diète en séance du 9, les deux mille cent écus bons exigés pour les frais. La commission décréta donc que ladite note serait à la charge des communes révoltées, au prorata de leur

¹⁹ AV, L 7 bis, 3-10 décembre 1790, pp. 8-9.

²⁰ Victor Hugo, *Quatrevingt-Treize*, III^e partie, livre 2^e, *Les deux pôles du vrai*, Paris, Ed. Garnier, 1963, p. 288.

culpabilité. C'est ainsi que Val-d'Illiez devrait payer cent louis d'or (soit environ six cents écus bons ou mille six cents francs de Suisse) ; Troistorrents, soixante ; la châteltenie de Saint-Maurice (à l'exception d'Outre-Rhône), cinquante ; Muraz, Collombey et les Neyres, trente ; Vionnaz et Monthey, trente chacun ; Bouveret, dix-huit et Vouvry, quinze. Etaient exonérés de ces sanctions pécuniaires ceux qui avaient dû quitter leur foyer, les veuves et les orphelins et les autres innocents.

Par contre, quelques-uns, reconnus plus coupables, furent frappés de peines diverses. Barthélemy Guillot dut, en pleine séance et à genoux, faire amende honorable devant la haute assemblée et se vit, de surcroît, exclu de toutes charges pour trois ans ; Pierre Guillot fut destitué à vie de sa charge de syndic ; les trois porteurs de cocarde furent bannis du pays. Quant aux trois Valdilliens mis, on s'en souvient²¹, en quelque sorte aux arrêts dans leur auberge, ils furent admis à s'expliquer, conformément à la dernière ordonnance de la diète. Ils avouèrent ingénument avoir effectivement chassé le gouverneur, mais ajoutèrent que c'était sous l'effet de la boisson et d'ailleurs, venus à résipiscence dès le lendemain, ils n'avaient plus dès lors participé à aucune assemblée. Contrits et résignés, ils imploraient le pardon de leur souverain et s'en remettaient à son bon vouloir. Le Gros-Bellet osa cependant faire remarquer que s'il avait été si sensible à la dernière amende de Schiner, c'est qu'elle lui paraissait vraiment injuste.

En raison de leur franchise et des signes manifestes de leur repentir, les commissaires voulurent faire preuve d'indulgence. Car, rapportent les Abscheids, c'est par un effet de la clémence seigneuriale que ces hommes qui venaient de courber le front durent s'incliner plus profondément encore et, à genoux, « avec une verge en main... », demander pardon non seulement à toute l'assemblée en général mais à Schiner en particulier ; pour faire un exemple aux autres, ils auraient en outre à répéter publiquement la « cérémonie », mais sans verge cette fois, à Monthey, lors de l'investiture du nouveau gouverneur ; enfin, pour deux ans, il leur serait interdit, sans permission expresse dudit gouverneur, de

²¹ Voir ci-dessus, p. 154.

sortir des limites de leur village. Dans une lettre du 27 décembre 1790, madame Ignace de Courten remarque à leur sujet qu'il fallait bien que ceux-là soient « absous et libres comme auparavant... pour que les gouverneurs le soient aussi, car il serait allé mal pour eux ». Et, perspicace, elle ajoute en guise de commentaire et de conclusion : « Ça fait voir que l'Etat n'est pas bien sans tache ²². »

Mais revenons à la commission. Elle décida que les mêmes peines seraient aussi infligées à Louis Rey-Mouro, au cas où une enquête ultérieure, dont était chargé le nouveau gouverneur, révélerait qu'il était également coupable, comme l'avaient déclaré les trois précédents. Une conférence tenue à Sion, le 15 février 1791, entre quelques hauts seigneurs d'Etat, renouvellera à son endroit les mêmes dispositions ²³.

Un dernier interrogatoire pris sur le docteur Georges-Chrétien Desloges, « très mal noté dans le Haut-Valais ²⁴ » à cause de lettres compromettantes qu'il y avait envoyées pour dénoncer les abus des gouverneurs, n'eut pas d'autre conséquence qu'une semonce de l'évêque d'abord, « à raison de sa ridicule façon de penser sur les matières de religion », et du grand bailli ensuite sur ses écrits, jugés pour le moins imprudents.

La commission mettait ainsi fin à ses travaux et à ceux de la diète extraordinaire ²⁵.

La diète ordinaire commença les siens le 10 décembre pour les terminer le 20 du même mois. Parmi les problèmes qu'elle débattit, nous ne retiendrons ici que ceux qui touchent à notre révolution. Le premier concerne le renouvellement des gouverneurs. Conformément à l'ancienne réglementation, une partie de ceux dont le mandat désénal arrivait à échéance résignèrent leur charge. Ce fut le cas cette année-là pour Schiner, représentant le dizain de Sion à Monthey en remplacement d'Ignace Theiler décédé après une année de fonction, et pour Anton Willa, châtelain du Bouveret

²² Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 151 : lettre écrite de Sion par Mme Ignace de Courten à son mari, 27 décembre 1790, or. a., 2 fol. (16×19 cm).

²³ AV, L 302, pp. 107-108.

²⁴ Rz, cart. 49, fasc. 11, n° 9 : lettre écrite de Sion par Gaspard-Benjamin de Nucé, à son neveu Ch.-E. de Rivaz, à Saint-Maurice, 29 novembre 1790, or. a.

²⁵ AV, L 7 bis, 3-10 décembre 1790 ; Rz, cart. 70, fasc. 31.

pour Loèche depuis deux ans. Tous les deux, par l'entremise d'un mandataire (*Vormünder*), envoyèrent leur démission. Schiner le fit en priant LL. EE. « d'excuser ses nombreux manquements, dont, avoua-t-il, il a expié grand-part en le malheureux incident ». Leurs successeurs furent nommés aussitôt de la nouvelle manière indiquée, c'est-à-dire par le peuple de leur dizain : pour Monthey, le capitaine du dizain de Sierre, Pierre-Antoine Preux, qui représenterait le dizain de Sion jusqu'à l'expiration du mandat de Schiner, c'est-à-dire jusqu'au terme habituel de la Chandeleur²⁶ ; pour le Bouveret, Adrien Walker, de Mörel, élu par le dizain de Rarogne²⁷.

Ainsi ce beau rêve, non d'indépendance certes, mais au moins d'affranchissement d'un régime si souvent oppressif et même tyrannique, trouvait ce jour-là son épilogue ; les Bas-Valaisans auraient à nouveau des gouverneurs. La diète prit la peine d'assurer le nouveau bailli de Monthey qu'elle lui faisait entière confiance « à l'égard des amendes à imposer sur les transgresseurs des lois et ordonnances », convaincue qu'elle était, précisait-elle, de sa prudence et de son amour pour la justice. Du moins voulut-elle limiter de quelque façon leur arbitraire en ordonnant que soit rédigé dans le plus bref délai possible un code pénal, dans lequel serait inséré tout ce qui touche aux procès, entre autres la forme des procédures, la manière de les simplifier et de les abréger, « les peines sur les subornations actives et passives », etc. Une commission fut même désignée pour élaborer un projet ; elle fut formée du grand bailli Sigristen, du banneret de Sion Joseph-Emmanuel Barberini et du

²⁶ AV, L 23, pp. 663-668. - Preux arrivera à Monthey le 4 janvier 1791 en compagnie du maréchal Antoine de Courten et de deux autres Messieurs de Sierre, chargés avec lui des dernières enquêtes pour découvrir les auteurs de la révolte (voir AV, L 302, pp. 98-99 ; fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 151). D'après un certain Paillard, de Bex, ce jour-là une bonne troupe de gens de Bex avait résolu « de tirer contre le château de Monthey... », mais ils ne l'avaient exécuté faute de savoir un passage secret pour n'être pas découverts par les souliers dans la neige ». Voir Dossier 1791, p. 25.

²⁷ L'année suivante, soit à la diète de décembre 1791, la même opération s'effectuera pour Saint-Maurice et Nendaz-Hérémence : François-Fidèle de Chastonay, du dizain de Sierre, remplacera Bernard-Gaspard Dallèves comme gouverneur de Saint-Maurice, et Jean-Joseph Lorétan, du dizain de Loèche, deviendra major de Nendaz-Hérémence en remplacement du capitaine Hyacinthe Preux.

secrétaire d'Etat Hildebrand Roten, qui reçurent l'ordre d'« y mettre la main de suite »²⁸. C'était là un début ou mieux une espérance de solution à une des revendications majeures des Bas-Valaisans, exprimée souvent déjà et avec insistance par toutes les communautés.

Cette disposition positive, bien que contingente encore, fut complétée par la promesse « d'une chambre welsche » qui fonctionnerait comme chambre d'appel pour la révision des peines décrétées, et d'un code civil qui, lui, devrait maintenir les Statuts existants ainsi que les articles déjà révisés et acceptés par les Abscheids.

Autre ordonnance prometteuse : celle qui supprimait le bureau de tabac du Bas-Valais « après le terme accordé ». C'est ce que les Bas-Valaisans n'avaient cessé de réclamer depuis 1769 en démontrant combien cette institution était onéreuse pour eux et surtout « diamétralement opposée » à leurs privilèges. Il faudra pourtant attendre jusqu'en mai 1793 pour que ce « terme accordé » soit écoulé et que cesse effectivement cet abus de pouvoir.

Les Entremontants, eux, furent moins heureux encore. On se souvient sans doute que, par lettre du 22 septembre, le souverain avait promis, en raison de leur fidélité, de leur donner à la diète de Noël, des marques de sa satisfaction et presque de reconnaissance dont eux et leurs descendants « auraient à jamais mémoire ». Ils se présentèrent donc pleins de confiance et d'espérance. Or, loin de faire des avances, la diète refusa même d'examiner les diverses grâces qu'ils sollicitaient²⁹ et renvoya à la prochaine diète l'exécution de sa promesse. Elle y mit les formes, bien sûr, prétextant la « brièveté du temps et multiplicité d'autres affaires »³⁰. Elle appliquait ainsi à la lettre cette maxime machiavélique : « Un prince bien avisé ne doit point accomplir sa promesse lorsque cet accomplissement lui serait nuisible et que les raisons qui l'ont

²⁸ Contrairement à ce qu'affirme Luyet, p. 212, cette commission n'est pas « anonyme », puisque les Abscheids eux-mêmes donnent les noms précités. Voir AV, L 23, p. 668.

²⁹ Voir ci-après, pp. 263-264.

³⁰ AV, L 23, pp. 663-669 ; L 302, pp. 104-105 ; AV, cart. 86, fasc. 3, n° 19.

déterminé à promettre n'existent plus³¹. » Il est vrai qu'à la diète de mai 1791, un « projet des grâces » à accorder aux communes restées fidèles fut un des premiers objets examinés et qu'il fut cette fois adopté sans atermoiement. Mais les recès de la diète reconnaissent eux-mêmes que ce projet « porte principalement que ceux de Martigny, Entremont, Fully et Salvan ne paieront à l'avenir... le sac de sel pas plus de six écus bons », c'est-à-dire un demi-écu moins cher qu'auparavant³². Ce fut là tout ce à quoi se réduisit la démonstration d'une reconnaissance qui se disait éternelle. La montagne en travail venait d'accoucher d'une souris.

C'est à cette même diète de mai 1791 qu'on essaiera d'apporter une solution à deux problèmes importants qui restaient en suspens : celui des indemnités³³ et celui du code.

N'ayant osé communiquer à leurs peuples la lourde sentence pécuniaire qui les frappait, les représentants des communes imposées interjetèrent appel et, dans une supplique rédigée en allemand, demandèrent d'en être dispensés. Ils surent toucher la bonne corde et trouvèrent des arguments convaincants. Les dépenses du Haut-Valais, dirent-ils, furent occasionnées par des rumeurs, des faux bruits sur une prétendue préparation militaire et levée de troupes dans le Bas-Valais. Considérée sous cet angle, la réparation qu'on exigeait d'eux ne pouvait qu'exciter de nouveaux troubles, d'autant que, chez eux, le feu couvait encore sous la cendre et que, des pays voisins, des provocateurs soufflaient sur la braise. Convaincus de la bonté et de la générosité des meilleurs pères de la patrie (*der gütigsten Landesväter*) qui préfèrent régner sur les cœurs plutôt que de rechercher leur propre richesse, ils firent valoir aussi que cette mesure atteignait des populations dont le souverain lui-même connaissait la maigre situation financière et qui plus est étaient pour la plupart parfaitement innocentes et soumises. Quant aux vrais coupables, une révolte de leur part serait d'autant plus

³¹ Nicolas Machiavel, *Le Prince*, trad. nouvelle, chap. XVIII, Amsterdam, 1696, p. 160.

³² AV, L 23, p. 672.

³³ Pour préparer les propositions à soumettre à l'Etat à ce sujet, une assemblée extraordinaire du conseil particulier de Saint-Maurice se tint le 8 mai 1791. Voir Rz, cart. 94, n° 34, pièce 3.

à craindre qu'ils avaient moins à perdre, tandis qu'un nouveau signe de bonté à leur égard ne pouvait qu'éveiller en eux aussi une vive reconnaissance. Cet acte de générosité du souverain contribuerait donc finalement au maintien de la paix et lui gagnerait tous les cœurs.

Ebranlés par de si solides raisons, les seigneurs présents ne purent cependant donner une réponse immédiate, vu que tous les députés des dizains n'avaient pas reçu d'instructions à ce sujet. Mais, sachant que ni Devantéry ni le nouveau gouverneur ne pouvaient sans péril pour eux exiger une telle amende et considérant d'autre part qu'existait réellement un danger de contagion de par les « instigations des Bernois welsches voisins », ils tinrent à rassurer les Bas-Valaisans. Ils avaient bon espoir, leur dirent-ils, que, grâce à leur entremise, « conseils et communes se laisseront persuader de faire abandon de dite somme ». Ils leur notifièrent en même temps que la meilleure garantie pour fléchir leurs juges serait leur bonne conduite future³⁴.

Qu'en fut-il par la suite ? Devant une nouvelle requête présentée à la diète de décembre 1791 par les délégués de Saint-Maurice et de Monthey, les différents dizains se montreront très partagés : les uns (Viège, Brigue, Tiers de Mörel) réclameront le versement intégral des deux mille cent écus ; d'autres (Rarogne, Conches) feront des réserves en faveur des innocents, des veuves et des orphelins ; d'autres enfin (Sion, Sierre) seront favorables à la remise de la dette, mais attendront en retour une conduite fidèle et dévouée à l'avenir. La décision sera donc de nouveau ajournée³⁵. Elle le sera pareillement aux diètes de mai et de décembre 1792³⁶. De délai en délai on finit par n'en plus parler, si bien que la question ne fut jamais réglée.

Il en sera un peu de même de la question parallèle du code pénal pour le Bas-Valais dont la première idée officielle date de la diète de mai 1790³⁷. La commission des trois magistrats chargée

³⁴ AV, L 23, pp. 674-675 ; AV, cart. 86, fasc. 4, n° 20 ; Mo, D, n° 949 ; Grenat, pp. 430-431.

³⁵ AV, L 23, pp. 686-688.

³⁶ *Ibidem*, pp. 695 et 705.

³⁷ AV, L 302, p. 103 ; AV, L 23, pp. 642-643.

par la diète ordinaire de décembre 1790 de son élaboration y travailla pourtant avec tant de diligence que, dès l'année suivante, elle pouvait présenter son projet à la diète de mai. Avant de lui donner force de loi, il fut alors décidé, d'une part d'en communiquer une copie à chaque dizain et d'autre part d'en transmettre quelques exemplaires aux Bas-Valaisans pour que, eux aussi, puissent y faire leurs observations³⁸. Les autorités du gouvernement de Monthey attachant une très grande importance à ce code avaient d'ailleurs elles-mêmes demandé expressément cette faveur au souverain, en se réclamant de l'exemple de leurs voisins du Pays de Vaud³⁹. Le souverain acquiesça donc à cette légitime demande et accompagna cet envoi d'une lettre où il faisait quelques considérations sur la nécessité des lois pour le bonheur et la tranquillité de la société, considérées par eux comme le remède à « la manie pour une liberté mal entendue⁴⁰ ».

La chose traînant en longueur, la diète de mai 1792 accorda aux Bas-Valaisans jusqu'à la diète suivante pour présenter leurs propositions à ce sujet⁴¹. En diète de décembre 1792 donc, les délégués bas-valaisans ayant rédigé « une résolution unanime » à ce sujet, ils la soumirent respectueusement. L'objet de cette résolution ne nous est pas connu ; le recès dit seulement qu'elle rencontra peu d'objections de la part de la commission particulière désignée aussitôt pour l'examiner et en faire rapport à la haute assemblée et qu'en conséquence elle fut acceptée. Les Bas-Valaisans espéraient donc — et ils exprimèrent cet espoir devant les représentants des dizains — que le code leur serait accordé « encore en présente diète ». Ils voyaient là le moyen le plus fort pour tranquilliser les esprits⁴². Mais les seigneurs voulaient le retoucher

³⁸ AV, L 23, pp. 668 et 672-673. - Le chanoine Anne-Joseph de Rivaz, de son côté, fut chargé par Mgr l'évêque de faire ses remarques « sur les points qui pourraient directement ou indirectement intéresser la prérogative temporelle de son siège ». Voir Rz V, p. 607.

³⁹ AV, cart. 86, fasc. 6, n° 18.

⁴⁰ AV, cart. 86, fasc. 4, n° 25.

⁴¹ AV, L 302, pp. 113-114. - Dans sa séance du 29 juillet de la même année, le conseil privé de Saint-Maurice nomma pour ce travail le châtelain Jacques de Quartéry, l'avocat Riche, les curiaux de Nucé et Barman, ainsi qu'Isaac de Rivaz. Voir Rz, cart. 94, n° 34, pièce 6.

⁴² AV, L 23, pp. 711-713.

encore et y ajouter quelques dispositions. Ce ne fut donc que dans la session de mai 1793 qu'il fut finalement admis par la diète. Admis, mais non mis en application ni même promulgué, car la même diète ordonna qu'il « soit mis au net par le banneret [Joseph-Emmanuel] Barberini, traduit en français⁴³ par un Monsieur du Haut-Valais désigné par lui, qui connaisse bien la langue, afin de l'imprimer en son temps » et que des copies en soient transmises aux dizains. Les députés du dizain de Loèche exigèrent même qu'il « ne fasse pas loi jusqu'à ce qu'il ait à nouveau été soumis à conseils et communes⁴⁴ ».

Toutes ces tergiversations, comme aussi les lenteurs de la traduction et peut-être, ainsi que l'insinue Grenat, « le peu de zèle et d'empressement que montraient les principales familles des dizains qui fournissaient les gouverneurs⁴⁵ », tout cela fit que ce code ne sortit de presse qu'en 1794 et qu'il n'aurait trouvé sa consécration officielle qu'en diète de 1798. C'est dire qu'il ne fut jamais appliqué puisque, à cette date, le Bas-Valais avait accédé à l'indépendance⁴⁶.

⁴³ Ce code fut-il traduit du français en allemand comme l'affirment AV, L 23, p. 672, et Grenat, p. 432 ? Il est plus vraisemblable, au contraire, qu'il fut écrit d'abord en allemand, puis traduit en français. Voir Luyet, p. 212 ; AV, L 23, p. 725 ; Rz V, p. 607.

⁴⁴ AV, L 23, p. 725.

⁴⁵ Grenat, p. 432.

⁴⁶ Luyet, pp. 205 et 212. - Pour ce qui concerne ce code pénal, voir aussi Graven, pp. 73-75 ; Grenat, pp. 431-432.

DEUXIÈME PARTIE

Les causes

Felix qui potuit rerum cognoscere causas, heureux celui qui a pu pénétrer les causes secrètes des choses ! s'écrie Virgile dans *Les Géorgiques*¹. S'il faut, en effet, au dire de Paul Bourget, ou une longue expérience ou une divination intuitive pour « discerner les effets dans les causes² », peut-être n'est-il guère plus aisé de dégager les raisons profondes et efficientes de tel ou tel événement. C'est pourtant ce qu'il nous faut entreprendre maintenant pour notre révolution.

Si, en commençant cette étude, nous faisons remarquer que la révolte éclata comme un orage en plein midi, c'était pour bien souligner le caractère de spontanéité, l'absence de préméditation et de toute concertation de la part des émeutiers, non pour laisser entendre que le ciel montheysan ou bas-valaisan en général était habituellement calme et serein. Au contraire, dans cette partie du pays si longtemps sujette, de gros nuages noirs assombrissaient bien souvent les cœurs, nuages oppresseurs et de mauvais augure, venus d'horizons divers, proches ou lointains, ou accumulés par de longues années de tyrannie. En clair, c'est dire que cette effervescence n'est pas le fruit d'une génération spontanée — pas plus qu'en biologie elle n'existe dans les événements sociaux ou les institutions humaines —, mais qu'elle a son germe et sa préparation dans des causes multiples, les unes occasionnelles et immédiates, d'autres prochaines et extrinsèques, d'autres enfin profondes et intrinsèques.

¹ Virgile, *Les Géorgiques*, livre II, v. 490.

² Paul Bourget, *Le Démon de Midi*, Paris, 1914, t. I, chap. 2 (*Le Palimpseste*), p. 36.

Nous ne reviendrons pas sur les premières, à savoir les deux faits du 8 septembre 1790 qui mirent le feu aux poudres : l'affaire de la dame Gex et celle, plus sérieuse, du Gros-Bellet. Parmi les secondes, nous signalerons surtout des influences étrangères, sous forme d'événements révolutionnaires ou par l'action de divers agents perturbateurs. Nous insisterons plus longuement sur les dernières, plus anciennes, donc plus longuement et plus douloureusement ressenties, et en particulier sur les innombrables et graves abus des gouverneurs dans l'exercice de leurs fonctions.

Chapitre premier

Les causes prochaines et extrinsèques

A. Mauvaises récoltes

A une époque où la terre était encore la vraie mère nourricière de l'homme et où, par conséquent, la travailler constituait l'occupation principale de la grande majorité des gens, il est bien évident que tout ce qui touchait à la végétation ou au bétail prenait une résonance viscérale et que la météorologie, les conditions climatiques ou atmosphériques revêtaient une importance vitale qui dépassait l'intérêt uniquement sportif ou touristique qu'on leur accorde souvent aujourd'hui.

Dans le val d'Illiez, par exemple, remarque l'abbé Clément, toujours soucieux de consigner tout ce qui touche à son coin de terre, « l'été de 1789, les prés et toutes les terres... furent si étrangement infestés de mulots, *vulgo* « *tarpes* », que dans un seul pré médiocre on en prenait des centaines ; chacun assurait n'en avoir jamais tant vu, ni d'aussi gros... » C'est ce qui explique, au moins partiellement, que cette année-là « la récolte... fut assez médiocre en général, même en pommes de terre » et que « la prise ou récolte des foins fut petite, c'est-à-dire en général d'environ un bon quart moins que l'année de devant... Heureusement, ajoute-t-il, que l'automne suivant, la terre gela fortement et assez profond, avant que la neige survînt ; l'hiver ayant de même été assez rigoureux,

tout le monde a été dans une surprise mêlée de vive joie de voir au printemps de 1790 que presque tous lesdits mulots avaient péri en hiver ; c'est un grand bien, ces animaux étant si funestes dans les campagnes, les blés, les jardins... qu'ils dévastent. »

Mais ce même hiver de 1789, par sa longue durée, fit aussi qu'« au printemps de 1790 on vit le foin d'une rareté et d'une cherté étonnante ; plusieurs étaient désolés, quelques-uns en ont payé [---] écus la toise³. On a été en acheter [à] Outrevieze ». Les vignes aussi « ont beaucoup souffert du froid... ; un grand nombre ont été gelées et entièrement gâtées dans le gouvernement de Monthey ».

Par contre, le temps fort pluvieux du début de l'été 1790 était, lui, prometteur de fructueuses récoltes : « On trouve cette année partout abondance de foin, écrit encore Clément le 22 juillet, et les grains et autres semailles ont très belle apparence *hic*, et dans le Bas et le Haut-Valais. » Mais, c'est bien connu, trop grande abondance nuit. La semaine du 11 au 18 juillet fut désastreuse pour le val d'Illiez, à cause de la quantité de pluie et de neige tombée dans les « montagnes » ou alpages, ceux de Chésery et de la Porte d'hiver, par exemple — jusqu'à « cinq pieds de roi⁴ » par endroits. « Il y avait trois pieds et demi de neige aux environs du chalet de Lapisay, chez le gros vieux Bellet... Il périt, dans ces jours, dans la montagne de Chésery, tant par la faim que par la violence du temps, six à sept pièces de gros bétail, c'est-à-dire cinq veaux et une à deux vaches... Les foin, dans tous les prés sous-alp[ins] étaient couchés et atterrés comme si l'on eût roulé par-dessus de gros « billons »... La perte totale sur toute la paroisse est certainement très considérable... Il serait difficile à décrire la désolation où se trouvèrent nos montagnards pendant ladite semaine. Diverses personnes y ont contracté des maladies, pleurésies... »

Ces conditions eurent évidemment comme contrecoup obligé le renchérissement du coût de la vie. « Pendant toute cette année 1790 (*saltem usque hodie 31 julii*) — c'est toujours Clément qui

³ La toise cube valait 216 pieds cubes, soit 7,4 stères. Voir *Annuaire de la préfecture du département du Simplon, 1813*, Sion, p. 92.

⁴ Le pied de roi valait 0,325 m : *ibidem*.

le note — tous les vivres ou denrées ont été et sont encore fort chers... : le beurre, toujours à quatre batz la livre ; le seigle, à vingt-neuf batz le bichet⁵ ; l'orge, à vingt batz et plus le bichet ; le froment, trente-quatre batz le bichet ; les pois blancs pour la soupe, trente batz le bichet⁶. »

Ces considérations économiques font d'autant mieux ressortir l'odieux des amendes qui trop souvent frappaient ces pauvres gens obligés de se débattre contre des difficultés financières déjà bien lourdes. Elles sont aussi de nature à expliquer partiellement la rancœur et parfois la colère qui pouvaient fermenter et gronder dans les cœurs.

B. Influences extérieures : événements et agents révolutionnaires

Au XVIII^e siècle comme de nos jours, un vent général de mécontentement et d'irritation courait un peu partout en Suisse comme ailleurs et venait encore attiser le feu de la discorde. Le Bas-Valais ne devait évidemment pas échapper à cette effervescence universelle.

1. *Ceux du Valais*

Au printemps de 1790 et plus précisément vers la Pentecôte (4 avril), on signale une révolte à Martigny⁷. En mai de la même année, les plaintes contre les fonctionnaires (*Beamtleuthen*) dans le Bas-Valais sont si nombreuses et si importantes que la diète en est instruite. Ainsi, nous l'avons vu, on porte devant elle le différend qui oppose le Gros-Bellet à Schiner. Déjà, pour obvier aux critiques formulées contre les représentants de l'Etat, les dizains proposent qu'on établisse un code pénal et qu'on le fasse observer ponctuellement⁸. Déjà, à propos d'un procès avec Jean-

⁵ Le bichet de Monthey valait 17,5 litres : *ibidem*, p. 93.

⁶ AV, fonds Clément, n° 65, pp. 13-20 et 47-48.

⁷ Clément, *Révolution 1790*, p. 320.

⁸ AV, L 302, mai 1790 ; AV, L 23, pp. 642-643.

Claude Tormaz⁹, le gouverneur Schiner reçoit un avertissement du souverain — en l'occurrence le secrétaire d'Etat Hildebrand Roten — qui lui adresse d'instantes recommandations « pour le ramener à des sentiments modérés de douceur et pour lui inspirer plus d'humanité et de bienfaisance envers les sujets... confiés à ses soins¹⁰. »

Le 11 août, un autre soulèvement a lieu à Martigny contre les préposés de la commune, auxquels on demandait la justification de soixante mille florins dépensés en vingt ans « sans motifs plausibles ». Le 15 août, le gouverneur d'Aigle, de Diesbach, en informait le Conseil secret de Berne en ces termes : « Quelques centaines d'hommes armés s'y sont rassemblés et y ont réclamé du magistrat les comptes de quelques milliers d'écus qui appartiennent à la communauté, comme aussi de jouir du droit ancien d'élire le châtelain de Martigny sans avoir besoin de la ratification de la diète. » Le grand bailli Sigristen venu tout exprès de Sion à Martigny ayant accédé à leur demande, tout rentra dans l'ordre¹¹.

Mais déjà le bruit courait — et jusque dans le Pays de Vaud — qu'un prochain soulèvement se préparait dans le val d'Illiez pour supprimer le paiement des dîmes et des cens fonciers. Aussi de Diesbach — un peu prophète ou simplement prudent ? — poursuivait sa lettre du 15 août par cette question où perce quelque inquiétude : « Si ce soulèvement ne devait pas être apaisé aussi rapidement que celui de Martigny, et si même de plus il devait s'en produire un à Saint-Maurice, je demande respectueusement à Vos Excellences de bien vouloir m'indiquer ce que je devrais faire au cas où le gouvernement du Valais viendrait à demander de l'aide...¹². »

⁹ L'objet de ce procès est le châtimement infligé par Schiner audit Tormaz « à la suite des mauvais traitements qu'il avait exercés envers sa femme et sa servante [Jacqueline Collins] ». Voir Dossier 1791, p. 51 ; fonds L. de Riedmatten, cart. 6, fasc. 10, n° 177 bis ; Vieux-Monthey ; AV, cart. 81, fasc. 3, n° 60.

¹⁰ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 113-121 ; fonds L. de Riedmatten, cart. 6, fasc. 10, n° 177 bis.

¹¹ Fonds TA 26, liasse ; Grenat, p. 418 ; Bertrand, *Notes...*, pp. 409-410 ; Junod, p. 109 ; Morell, p. 15.

¹² Junod, p. 109.

Effectivement, les événements ne tardèrent pas à justifier ces craintes. Dans la nuit du 22 au 23 août, entre une heure et deux heures du matin, quelques mécontents donnèrent une aubade à Bernard Dallèves, gouverneur de Saint-Maurice, en déchargeant des hauteurs de l'Arzillier, c'est-à-dire d'au-delà du pont, du côté vaudois, contre le château une vingtaine de coups de fusil « chargé à balles ou à quartier ¹³ ».

Tous ces troubles répétés finirent par inquiéter sérieusement certains Messieurs, à commencer par Bernard Dallèves lui-même qui, le jour même, adressait au bailli d'Aigle, de Diesbach, un rapport de cet incident ¹⁴ dont le souvenir précipitera la fuite le 9 septembre. De même, sept ou huit jours avant la Bagarre de Monthey, le fiscal Fumey résigne sa charge et se retire chez lui à Vouvry ¹⁵. La crainte gagne même le Haut-Valais où certains tremblent pour les biens qu'ils ont dans le Bas-Valais. C'est ainsi, par exemple, que, le 26 août 1790, Augustini, ancien gouverneur de Monthey, écrit de Brigue au curial Barthélemy Guillot de retirer de l'argent que sans doute il avait en dépôt et de le lui envoyer, et il poursuit : « Vous aurez la bonté de vendre la forêt de Verbois à sept cent cinquante florins. J'aime mieux finir mes affaires du temps du seigneur gouverneur Schiner ¹⁶. »

2. Ceux de Suisse

Mais nos vallées devaient, elles aussi, retentir de l'écho des troubles et insurrections qui, à travers tout le XVIII^e siècle, se produisirent dans nombre de cantons suisses contre le régime aristocratique. Sans remonter jusqu'aux soulèvements bien connus du major Davel contre Berne (1723) ou de Pierre-Nicolas Chenaux contre Fribourg (1781), contentons-nous de citer pour mémoire

¹³ Clément, *Révolution 1790*, pp. 320-331 ; Junod, pp. 110-112 ; Bertrand, *Château...*, p. 444 ; ACS, XIII, n^{os} 7 et 8.

¹⁴ Junod, pp. 110-111.

¹⁵ Clément, *Révolution 1790*, p. 332.

¹⁶ Vieux-Monthey ; Donnet, p. 134.

quelques-unes des agitations toutes récentes qui sont comme des signes avant-coureurs de l'émeute bas-valaisanne : en janvier et février 1789, révolte victorieuse du peuple de Genève contre le gouvernement aristocratique, occasionnée par l'augmentation du prix du pain et qui aboutit à l'obtention par la bourgeoisie d'une nouvelle constitution plus favorable pour elle¹⁷ ; au printemps de 1790, refus par la commune de Hallau de participer aux frais d'entretien d'une troupe que son suzerain, la ville de Schaffhouse, avait constituée « pour donner la chasse aux rôdeurs », refus bientôt suivi de la récusation de l'hommage et du serment de fidélité tant que ne seraient pas satisfaites leurs seize revendications¹⁸ ; vers le même temps, récriminations des habitants du Toggenbourg, visant à « accorder aux sujets une plus grande part aux libertés suisses¹⁹ » ; effervescence dans le Pays de Vaud durant l'été 1790, de connivence secrète avec les partis révolutionnaires français, surtout les Girondins, en vue d'obtenir notamment l'avancement à l'ancienneté pour les officiers qui servaient dans les régiments étrangers²⁰ ; au cours de l'année 1790, début de manifestations de mécontentement populaire dans l'évêché de Bâle, tendant à redresser certains abus, comme par exemple et surtout l'interdiction de chasser le gibier qui ravageait les cultures²¹.

S'il est probable que ces événements n'ont exercé aucune influence directe sur notre révolution, il n'est pas moins vrai que le moindre incident pouvait éveiller les soupçons des autorités valaisannes. C'est ainsi, par exemple, que, le 11 octobre 1790, elles informent le canton de Fribourg qu'elles détiennent aux arrêts un ressortissant fribourgeois, nommé Joseph Moret, de Vuadens, qui, disent-elles, s'était rendu suspect tant par les documents trouvés sur lui (passeport, « acte de baptême sous un autre nom »...) que par ses discours séditieux. Et de rapporter, à

¹⁷ Gautherot, pp. 34-35 ; Martin, p. 166 ; Méautis, pp. 27-28.

¹⁸ Dierauer, t. IV, pp. 463-464 ; Méautis, pp. 28-29.

¹⁹ Dierauer, t. IV, p. 464.

²⁰ Rovéréa, t. I, pp. 38-39 ; Morell, p. 14.

²¹ Méautis, pp. 166-167.

titre d'exemple, ce qu'il avait dit à l'auberge de la Croix-Blanche, à Sion, à savoir que l'avoyer de Fribourg, Werro, avait été attaqué, le 2 octobre, dans sa capitale...²².

3. *Ceux de France*

a. *Incidences sur la Suisse*

Voisine de la Savoie et de la France, la Suisse, la Suisse romande surtout, était nécessairement en rapport étroit avec elles. Et la Révolution qui venait d'y secouer à la fois l'homme et la société devait par la force des choses y avoir son contrecoup, car de par ses principes nouveaux de liberté et d'égalité, elle portait en elle une force de rayonnement bien propre à éveiller l'intérêt des peuples opprimés. D'autant plus que la communauté de langue, les relations séculaires resserrées encore par un renouvellement récent (1777) d'alliance franco-suisse, que le Valais signa aussi, et enfin les contacts fréquents créés par les capitulations militaires devaient favoriser les échanges d'idées et d'opinions. En réalité, une propagande orchestrée de France surtout s'exerça en Suisse sous des formes multiples : libelles, journaux, correspondances, émissaires, etc. Cette activité de diffusion révolutionnaire fut surtout le fait des nombreux clubs qui, tels des microbes dans un bouillon de culture approprié, virent le jour en France en cette période tourmentée : les Jacobins, la Propagande, les Amis de la Constitution, les Patriotes suisses, etc. (La Savoie avait elle aussi son club dit de *Propagande des Alpes*²³). Leur programme peut, en effet, se résumer sommairement en deux points essentiels : consolider l'œuvre de la Révolution dans le pays et l'introduire chez les autres peuples, c'est-à-dire tenter d'y renverser les régimes établis, monarchiques ou patriciens. Pour ce qui regarde la Suisse, « on peut dire, écrit Gautherot, que le véritable et presque le seul agent de la Révolution dans les Can-

²² ACS, XIII, pièce 88.

²³ Bertrand, *Notes...*, p. 410.

tons fut l'association jacobine formée à Paris sous le nom de *Club des Patriotes suisses*. Nous avons retrouvé sa main partout où se produisirent des troubles²⁴. » C'est lui, surtout, plus connu chez nous sous le nom de *Club helvétique de Paris*, qui, nous assure Bertrand, se chargea d'introduire en Suisse, grâce à « un bureau spécial de correspondance », divers éléments perturbateurs ou de propagande : écrits ou émissaires.

Parmi les écrits subversifs ou « incendiaires » qui déferlèrent sur la Suisse — Mirabeau cité par Bertrand parlait d'une inondation « de décrets révolutionnaires et de feuilles séditieuses »²⁵ —, mentionnons entre autres : le *Discours prononcé au comité de la Propagande* [à Paris] par M. [Bernard-Jean-Maurice] Duport, le 21 mai 1790 ; une adresse de la Société des *Amis de la Constitution*, de Dijon, du 10 juillet 1790 ; la fameuse *Lettre aux communes des villes, bourgs et villages de la Suisse et de ses alliés ou L'Aristocratie suisse dévoilée*, du 16 août 1790, signée par trois Fribourgeois : Claude Chaperon, président, Conus et François-Joseph Gremion, secrétaires, mais probablement œuvre de l'avocat fribourgeois Jean-Nicolas-André Castella²⁶.

Quant aux agents français, Gustave Gautherot assure que leur action s'exerça très tôt dans notre pays. Dans son ouvrage relatif aux relations franco-helvétiques de 1789 à 1792, il écrit en effet : « Bien que l'intérêt que nous avions à sauvegarder la neutralité de la Suisse nous ait empêchés de l'occuper avant 1797, on peut dire que l'invasion commença dès 1789, grâce aux nombreux émissaires révolutionnaires qui allèrent y prêcher le nouvel évangile²⁷. »

b. Incidences sur le Valais

Le Valais, lui aussi, bien qu'enserré dans ses montagnes, fut dès le début le témoin intéressé et attentif des événements de la

²⁴ Gautherot, pp. 35-36.

²⁵ Bertrand, *Notes...*, pp. 407-408. - Pour le bureau de correspondance et ses buts, voir Maillefer, p. 24.

²⁶ Méautis, pp. 146, 234-243.

²⁷ Gautherot, p. 33.



Pl. V. — Dr Hildebrand Schiner
(1754-1819)

Portrait par un anonyme, 1773
Propriété de M. Pierre de Rham, à Goubing/Sierre

France révolutionnaire. L'abbé Clément, un des premiers, l'a noté dans son *Récit de la révolution bas-valaisanne de 1790*. Il y fait remarquer que, même dans le val d'Illicz, « on a tous les jours les oreilles rebattues » des troubles politiques, sociaux et religieux qui désolent la France²⁸.

D'autre part, selon J.-B. Bertrand, des journaux français, tels le *Mercur national*, la *Gazette nationale*, l'*Ami du peuple*, de Marat, le *Père Duchesne*, de Hébert, etc., pénétraient subrepticement dans la vallée du Rhône et y étaient distribués sous le manteau par des colporteurs ou des voyageurs de passage ou d'ardents prosélytes²⁹.

D'un rapport (que nous n'avons pas retrouvé) envoyé par la république du Valais à LL. EE. de Berne, il ressort en outre que plusieurs Bas-Valaisans sont soupçonnés de recevoir des libelles du Club helvétique de Paris. Ledit rapport, que Berne transmet le 13 octobre 1790 à Fischer en le priant d'exercer une surveillance stricte sur toute correspondance adressée aux personnes qui y sont signalées, mentionne tout particulièrement l'abbé Claude-Joseph Durier, vicaire de Troistorrents, le chanoine Barthélemy Ody, prieur de l'Abbaye de Saint-Maurice, le chanoine Laurent-Joseph Murith, curé de Liddes, et l'abbé Nicolas Delavy, curé de Port-Valais³⁰.

Il faut croire, en tout cas, que le danger de contagion existait bel et bien également pour le Valais puisque, encore d'après Bertrand, la diète valaisanne de décembre 1790 prononçait une amende de soixante livres contre quiconque introduirait, distribuerait ou simplement recèlerait de semblables libelles ou feuilles séditieuses³¹.

Plus qu'un simple danger, plusieurs ont dénoncé une influence positive des agents révolutionnaires.

Un des premiers, le capitaine Devantéry, bien placé pour en parler, la constate dans le Bas-Valais et la signale dès le premier jour de la Bagarre : « Un esprit de vertige, qu'on nous souffle

²⁸ Clément, *Révolution 1790*, p. 320.

²⁹ Bertrand, *Notes...*, p. 408.

³⁰ BAE, GRM, VIII, pp. 10-11.

³¹ Bertrand, *Notes...*, p. 408. - Nous n'avons pas retrouvé la mention de

de la Savoie et de tous côtés, a malheureusement pénétré chez nous », écrit-il le 8 septembre 1790 à Sigristen³². Quelques jours plus tard, il reviendra à la charge et assurera devant la diète « qu'ils ont été incités, partie par les Savoyards, partie par les Vaudois (*welsche Berner*)³³. » Et le 4 décembre de la même année, les députés bas-valaisans déclareront devant une autre diète que, s'ils ignorent la cause réelle de leur mouvement de révolte, « l'exemple pernicieux de la révolution de France y a beaucoup contribué³⁴ ».

De Turin, Jacques Robatel, dans une lettre du 29 septembre 1790 à Joseph-Louis Pittier, avocat à Saint-Maurice, écrivait de son côté « que nos voisins les Savoyards sont tous portés pour nous secourir³⁵ ». Et dans une lettre du 17 septembre au comte de Montmorin, ministre français des Affaires étrangères, le marquis de Vérac, ambassadeur de France en Suisse, précise, en confondant probablement Saint-Maurice et Monthey, que les jacobins de trois villages savoyards ont encouragé et accompagné les Bas-Valaisans dans leur marche sur Saint-Maurice³⁶.

L'abbé Clément étend encore plus loin cette influence. « Les troubles, écrit-il, les agitations violentes, en un mot la révolte éclatante de tant de peuples divers... : l'Allemagne, les Pays-Bas, la Hollande en 1787... ; toutes ces révoltes... que chacun a lues ou entendu raconter..., en se propageant par imitation d'un pays à l'autre comme une peste, tout cela a dû aussi échauffer les esprits et la tête des Valaisans, tout cela ne pouvait du moins que développer le germe de la révolte qui couvait sous la cendre chaude depuis si longtemps³⁷. »

cette clause dans les Abscheids des deux diètes de décembre 1790 (du 3 au 10 et du 10 au 20).

³² AV, cart. 86, fasc. 3, n° 11, p. 1.

³³ AV, L 23, 20-22 septembre 1790 ; Grenat, p. 420. - Voir aussi ACS, XIII, n° 79.

³⁴ Rz, cart. 70, fasc. 31, p. 3 ; AV, 7 bis, 3-10 décembre 1790.

³⁵ Rz, cart. 86, fasc. 5, n° 34.

³⁶ Bertrand, *Notes...*, p. 410, n. 15 ; Paris, Ministère des Affaires étrangères, Suisse, vol. 422, fol. 138 (La copie des Archives fédérales à Berne porte la date du 17 septembre 1790). - En voir l'analyse dans Gautherot, p. 84.

³⁷ Clément, *Révolution 1790*, p. 320.

Effectivement, quelques faits apportent la preuve d'une ingérence étrangère dans les troubles du Bas-Valais : l'usage dès les premiers jours de la Bagarre d'emblèmes typiquement révolutionnaires, comme la cocarde (le cas qu'en firent les seigneurs dans leurs lettres ou leurs reproches aux émeutiers est révélateur d'une crainte sérieuse à cet égard³⁸) et surtout les encouragements ou les exhortations de plusieurs agents.

Dès le début de l'émeute, en effet, des aventuriers qui souvent se faisaient passer pour des Savoyards essayèrent de mettre à profit l'agitation dans le Bas-Valais et de souffler sur le torchon qui y brûlait. C'est ainsi que, le 9 septembre, le capitaine Jean Devantéry rencontre sur la place de Monthey quatre Bernois — il s'agit de sujets vaudois — qu'il ne connaît, écrit-il, « que par leur habillement » et qui l'interpellent en disant : « Vous êtes bien bon, Monsieur, de vous mêler de cela, laissez-les faire, ils font bien³⁹. »

Quoique Valaisan, le médecin Georges-Chrétien Loye (alias Desloges), établi à Saint-Maurice et « franc-maçon avoué⁴⁰ » nous dit J.-B. Bertrand, fut un de ces agents de la Révolution. Ancien étudiant de Montpellier, il était partisan du rattachement du Valais à la France. Pendant la courte agitation bas-valaisanne, il se signala par la propagande qu'il mena dans le Haut-Valais et pour laquelle il dut comparaître le 10 décembre 1790 devant la diète qui, on s'en souvient, lui administra une sérieuse admonestation⁴¹.

Les documents font souvent mention des agissements d'un autre propagandiste, Français celui-là, de la Révolution : Jean-Baptiste-Anne-Charlemagne de Taillevis, plus connu sous le nom de comte de Perrigny. Il avait composé un manifeste où il se qualifiait d'« ami de la liberté et des hommes » — cette expression

³⁸ Voir, par exemple, ACS, XIII, nos 10, 51...

³⁹ Peut-être s'agit-il ici en particulier de Georges-Albert Müller, seigneur de La Mothe, et du capitaine Ferdinand-Antoine Rosset, deux ressortissants vaudois affiliés au club de Pontarlier et dont s'occupera effectivement la justice de Berne. Voir Bertrand, *Notes...*, pp. 414-415 ; DHBS, t. V, pp. 42 et 561 ; Méautis, pp. 160-161.

⁴⁰ Bertrand, *Notes...*, p. 415.

⁴¹ Voir ci-dessus, p. 157 ; Bertrand, *Notes...*, pp. 415-416 ; Grenat, p. 430.

deviendra le mot d'ordre des conspirateurs de 1791⁴² — et où il proposait un projet révolutionnaire de réorganisation du Bas-Valais inspiré de celui que Frédéric-César de La Harpe avait fait pour le Pays de Vaud. Il visait essentiellement à faire du Bas-Valais l'égal du Haut. Il fallait donc commencer par diviser le pays en trois dizains dont les députés formeraient une diète qui se substituerait aux gouverneurs pour assurer leur police intérieure, la défense de leurs intérêts et la réforme des abus, et qui devraient chercher à obtenir, sous la menace d'une scission, leur participation à la diète de Sion⁴³.

Le 14 septembre 1790, à Vevey, Perrigny avait remis à Antoine Rey, de Val-d'Illiez, un écrit « qu'il devait communiquer à ses gens », mais en prenant bien soin « de le retirer toujours », c'est-à-dire de le reprendre après chaque lecture. C'est ce que ledit Antoine Rey avouera lui-même, à Monthey, le 13 octobre 1791, devant une commission d'enquête et de nouveau, à Sion, le 7 décembre 1791⁴⁴.

Quelques jours après cette entrevue, soit le 24 septembre, il se présenta à Val-d'Illiez, toujours en compagnie d'Antoine Rey. Le plan qu'il apportait ne prévoyait plus seulement l'instauration d'un nouveau régime politique, mais un véritable soulèvement armé, accompagné au besoin du pillage de plusieurs maisons bourgeoises ou patriciennes⁴⁵. Il s'était adressé à cet effet à Jean-Claude Durier, dit le Gros-Durier. Mal lui en prit. « Quoi ! lui rétorqua Durier avec indignation, vous nous proposez de livrer nos maisons au pillage, bougre de coquin, de scélérat !... Ce sont là des projets de brigands, de voleurs. Si vous ne déguerpissez

⁴² Dossier 1791 : voir, par exemple, pp. 218, 309, 314...

⁴³ Bertrand, *Notes...*, pp. 411-412.

⁴⁴ Dossier 1791, pp. 146, 147 et 365. - Une confusion due à une mauvaise lecture ou plutôt à un mauvais déchiffrement du manuscrit nous a fait transcrire « François » au lieu de « Français », ce qui entraîna une erreur d'interprétation : nous avons identifié ce M. François avec Marc-François Grenaud, dit en effet M. François, alors qu'il s'agit bien du Français Perrigny qui, lui, se faisait appeler M. Charles.

⁴⁵ Ce plan que les frères Rey auraient été prêts à mettre à exécution ce jour-là sera repris à leur compte l'année suivante ; ce sera l'affaire des Crochets. Voir Dossier 1791.

incontinent de la commune, je vous saisisrai et vous lierai à la queue de mon cheval... »

Cet accueil pour le moins peu engageant du solide Valdillien et que Guerraty, repris par J.-B. Bertrand et l'abbé Tamini, a raconté par le menu, lui donna des ailes pour quitter les lieux ⁴⁶. Recherché par les autorités valaisannes et bernoises, il fut arrêté le 4 octobre 1790, à Vevey, par ordre du bailli E. de Watteville, puis conduit à Chillon. De là, il sera transféré devant le Conseil des Deux-Cent de Berne qui, le 17 janvier 1791, le condamnera au bannissement perpétuel de tout le territoire helvétique. Le Valais, de son côté, en fera autant ⁴⁷.

Ainsi donc, d'après tous ces témoignages et ces faits, il semble certain qu'il y ait eu interférence et même interaction entre certains mouvements d'agitation populaire de l'époque et la Bagarre valaisanne de septembre 1790, les premiers ayant agi sur la seconde au moins à titre d'exemple et d'encouragement. C'est ce que confirme Dierauer quand il écrit : « En Valais... des émissaires français se mêlaient déjà de la partie et travaillaient à envenimer, par des libelles violents, l'irritation régnante ⁴⁸. »

Peut-on aller plus loin et prétendre avec Ferdinand de Rovéréa qui, parlant de notre soulèvement, écrivait à son tour : « Il était notoire que des émissaires français l'avaient fomenté... ⁴⁹ ? » Est-ce à dire qu'il y ait eu entre tous ces bouleversements extérieurs et notre révolution une relation de cause à effet ? Nous ne pouvons le prétendre, faute de preuves, et, à vrai dire, nous ne le pensons pas.

Les révoltes dans les cantons suisses, par exemple, sont autant de manifestations, isolées et mal organisées, de l'éveil du sentiment d'indépendance et du désir d'égalité chez les sujets, qui caractérise toute cette époque. Si, dans la mesure où elles étaient connues chez nous — ce qui resterait à prouver — ces insurrec-

⁴⁶ Guerraty, *Gloses*, pp. 79-80 ; Bertrand, *Notes...*, pp. 413-414 ; Tamini, *Petit essai...*, p. 96.

⁴⁷ AV, cart. 41, n° 69 : lettre de Berne avisant le Valais du bannissement de Jean-Baptiste-Anne-Charlemagne de Taillevis, comte de Perrigny, 7 janvier 1791, or. a., 2 fol. Voir aussi Bertrand, *Notes...*, p. 414 ; Junod, pp. 128-129.

⁴⁸ Dierauer, t. IV, p. 465.

⁴⁹ Rovéréa, t. I, p. 41.

tions populaires ne pouvaient laisser indifférents des peuples sujets et devaient les encourager à sortir de leur condition d'asservissement, il se pourrait tout aussi bien que l'échec de la plupart d'entre elles les ait plutôt incités, au contraire, à rentrer leur colère. Car presque partout le patriciat réussit à réprimer les tentatives d'insubordination. Et si, rarement, les sujets obtinrent de légères améliorations de leur sort, presque toujours les maîtres profitèrent de leur victoire pour maintenir fermes et même resserrer les rênes du pouvoir. Bien souvent même les chefs des insurrections payèrent de leur vie leur audace et leur courage.

Rappelons notamment le souvenir du major Davel, le héros malheureux de la vaine tentative d'indépendance vaudoise, exécuté le 24 avril 1723 ; celui de plusieurs chefs de paysans de l'Ajoie révoltés contre le prince-évêque de Porrentruy, et notamment de Pierre Péquignat, décapité et écartelé le 31 octobre 1740 ; celui de Samuel Henzi, impliqué dans la conjuration de 1749 visant à renverser le régime patricien de Berne et qui monta sur l'échafaud le 17 juillet 1749 ; celui de trois chefs des paysans de la Léventine, condamnés à la décapitation le 2 juin 1755, pour s'être soulevés contre leurs maîtres d'Uri ; celui de Placide Schumacher, aux prises avec les patriciens de Lucerne et décapité en 1764 ; celui de Nicolas Chenaux, chef du mouvement insurrectionnel dirigé contre le pouvoir oligarchique du canton de Fribourg et assassiné en 1781 ; celui enfin de Joseph Suter, aubergiste du canton d'Appenzell, torturé et condamné à la peine capitale, le 9 mars 1784, par le parti gouvernemental⁵⁰.

De même, des événements aussi bouleversants que la prise de la Bastille (14 juillet 1789), l'abolition des privilèges féodaux (nuit du 4 août), la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (votée le 27 août), les journées des 5 et 6 octobre 1789, etc., pour ne prendre que les plus importants, ne pouvaient manquer d'avoir un écho jusque dans les bailliages du Valais et d'ouvrir les cœurs à l'espoir de la délivrance. Pourtant, au moins dans l'ensemble du peuple et dans les premières années, c'est-à-dire dans la période qui nous occupe, il ne semble pas que la

⁵⁰ Suter et Castella, pp. 295-304.

Révolution française ait suscité chez nous le même intérêt que dans certaines parties de la Suisse, Genève, Fribourg et Bâle entre autres, ni surtout qu'en Angleterre où, ainsi que l'écrit de Londres Eugène de Nuccé à son beau-frère Charles-Emmanuel de Rivaz, « on s'en occupe autant et même plus que de nos propres affaires⁵¹. »

William Martin note ce même manque d'enthousiasme pour l'ensemble de la Suisse : « La Révolution française ne semble pas avoir causé grande sensation dans nos cantons, écrit-il... ; le succès de la propagande révolutionnaire ne fut ni décisif ni foudroyant... Les menées françaises n'avaient pas éveillé au sein du peuple l'écho espéré... » Il remarque en outre, ce qui vaut aussi pour le Valais, que « toute révolution devait paraître impossible chez nous...⁵² » Impossible, ou au moins fort difficile. Et pour plusieurs raisons.

La première est le lien confédéral qui unissait le gouvernement du Valais aux autres cantons de la Suisse et la sérieuse menace que constituait pour les sujets l'aide militaire sur laquelle il savait pouvoir compter. Et effectivement — nous l'avons déjà souligné, mais nous le verrons plus en détail dans la dernière partie de notre travail⁵³ — le rôle de Berne sera prépondérant dans l'échec de la révolution bas-valaisanne.

La deuxième raison est l'absence de cohésion entre les différents bailliages du Bas-Valais et même à l'intérieur d'un même gouvernement. La défection de l'Entremont, par exemple, fut, elle aussi, déterminante, tant parce qu'elle diminuait la force des Bas-Valaisans que parce qu'elle rassurait le camp adverse, tout heureux de cette faille.

Enfin, il faut ajouter le caractère d'impréparation de la révolte : les émeutiers n'avaient, pour renverser le gouverneur, ourdi aucun complot, ni établi aucun plan préalable, ni élaboré aucun système ou règlement, ni choisi aucun chef, ni prévu aucun plan de bataille. Il leur faudra mettre sur pied presque au jour

⁵¹ Rz, cart. 49, fasc. 7, n° 30 : lettre d'Eugène de Nuccé, écrite de Londres à Ch.-E. de Rivaz, à Saint-Maurice, 6 septembre 1791, or. a., 2 fol.

⁵² Martin, pp. 166 et 176.

⁵³ Voir ci-dessus, pp. 99 et 138 ; ci-après, pp. 320, 333-335.

le jour une organisation qui sentira terriblement l'improvisation. Comment, dans ces conditions, avoir quelque chance d'aboutir ?

Quant au Club helvétique de Paris qui aurait pu être l'âme du mouvement et qui aurait eu intérêt à attiser le feu de la rébellion, puisque son objectif avoué était, en s'appuyant sur l'exemple de la France, de faire recouvrer leurs antiques libertés aux peuples asservis, il ne semble pas avoir eu une action marquante sur la Bagarre de Monthey. Force nous est de reconnaître que, à notre connaissance, aucun document ne mentionne une action *directe* et *active* de ce club ou d'autres agents révolutionnaires de quelque bord qu'ils soient sur notre soulèvement. Même si plusieurs citoyens du pays et entre autres les prêtres susnommés⁵⁴ recevaient des libelles jugés dangereux en provenance de la France, il ne nous est pas possible de prouver ou de conclure ni qu'ils les recevaient du Club helvétique ni qu'ils les utilisaient à des fins révolutionnaires, sauf peut-être pour l'abbé Durier, mais ce sera en 1791.

Il ne semble pas non plus que des éléments étrangers désireux de fomenter des troubles chez nous aient pu compter sur l'aide des habitants du pays. La réaction de Jean-Claude Durier aux instigations de Perrigny est révélatrice à cet égard⁵⁵. Quant aux suspects arrêtés en Valais ou par les autorités bernoises, ils nous apparaissent comme des individus isolés ; nous n'avons trouvé aucune preuve d'une action concertée et organisée, et aucun d'entre eux ne put être convaincu d'affiliation à une organisation, clandestine ou reconnue. En particulier, nous ignorons si les propagandistes qui pénétrèrent chez nous furent envoyés par ledit Club ou par un autre. Morell l'affirme pour Perrigny⁵⁶, ce qui assurément ne manque pas de vraisemblance. Mais ni ses réponses lors de ses interrogatoires ni les papiers découverts sur lui lors de son arrestation ne l'attestent ou même ne le laissent soupçonner.

De son côté, Mlle Ariane Méautis qui, récemment, dans un livre exhaustif sur la question, a mis en relief et éclairé d'un jour nouveau les menées secrètes du Club helvétique et établi un bilan

⁵⁴ Voir ci-dessus, p. 177.

⁵⁵ Voir ci-dessus, pp. 180-181.

⁵⁶ Morell, p. 15.

de ses activités et de son influence dans « la diffusion des idées révolutionnaires », nous assure que « le Registre des délibérations ne nous fournit aucune précision sur les intentions du Club en ce qui regarde le Valais⁵⁷. »

C'est donc dans des conditions propres au pays et non dans des circonstances extérieures qu'il faudra chercher les vraies causes de la révolte de 1790.

⁵⁷ Méautis, p. 176.

Chapitre II

Les causes profondes et intrinsèques

Les causes plus profondes de la présente révolution peuvent se ramener à deux essentielles, d'ailleurs de fort inégale importance : d'une part, l'organisation des bailliages bas-valaisans et les différences de langue ou de civilisation entre les seigneurs et leurs sujets ; d'autre part, et surtout, les abus innombrables et multiformes des gouverneurs et de leurs fiscaux.

A. Différences entre Haut et Bas-Valais et organisation des bailliages

La république du Valais ne formait pas un Etat homogène ; elle comprenait le Haut et le Bas-Valais : l'un, seul détenteur de la souveraineté ; l'autre, réduit à la condition de sujet.

Le Haut-Valais, divisé en sept dizains presque autonomes, constituait depuis le XVII^e siècle (15 octobre 1613) une république fédérative indépendante. Une diète réunie deux fois par an était chargée de l'administration du pays ; présidée par un grand bailli investi du pouvoir suprême, elle était formée de l'évêque et des délégués des dizains. Les décisions étaient prises à la majorité — chaque dizain disposait d'une voix, ainsi que l'évêque et le grand bailli —, mais toujours *ad referendum*, c'est-

à-dire qu'elles n'acquiesçaient force de loi qu'après avoir été ratifiées par les conseils et communautés des dizains, autrement dit par le peuple, seul et vrai souverain, qui prétendait tout contrôler, tout connaître, tout décider. Si, dans l'intervalle des sessions, quelque affaire urgente se présentait, le grand bailli convoquait une diétine ou bien, par lettre circulaire, sollicitait l'avis des mêmes conseils.

« Les Haut-Valaisans, qui habitaient des montagnes resserrées où ils ne voyaient personne, se trouvaient très éloignés de la civilisation du siècle... Cependant ils voulaient gouverner les contrées civilisées de Martigny, Saint-Maurice et Monthey, auxquelles la fréquentation des étrangers donnait un aspect bien différent¹. » Cette assertion d'un Bas-Valaisan, Montheysan d'ancienne souche de surcroît, le notaire Barthélemy Guillot, pourrait être sujette à caution si elle ne se trouvait confirmée par l'historien Dierauer qui, parlant du Haut-Valais, pays souverain, écrit : « Le peuple était plongé dans une obtuse indolence ; trouvant pleine satisfaction dans les usages traditionnels et dans les institutions politiques établies, il n'éprouvait nullement le besoin d'une culture intellectuelle et d'un genre de vie moins grossier. » Et de citer le témoignage d'un voyageur anglais de l'époque, William Coxe : « En ce qui touche à la culture générale et aux lumières, les Valaisans peuvent être considérés comme de quelques siècles en arrière des Suisses². »

C'est pourtant eux qui, depuis plus de trois siècles, exerçaient leur domination sur le Bas-Valais, économiquement plus riche et surtout plus ouvert de par sa géographie et ses contacts culturels avec l'étranger.

Pour comprendre cette situation et aussi le bien-fondé des accusations du Bas-Valais, il n'est sans doute pas inutile de rappeler dans quelles conditions il était devenu sujet.

Le traité du 24 novembre 1392, après des siècles de guerre entre les évêques de Sion et les comtes de Savoie, avait sanctionné le partage du Valais, fixant la Morge de Conthey pour limite

¹ Donnet, pp. 132-133.

² Dierauer, t. IV, p. 334 ; W. Coxe, *Voyage en Suisse*, t. I, Paris, 1790, pp. 422-423.

respective. Mais la victoire, le 13 novembre 1475, des troupes de l'évêque de Sion Walter II Supersaxo sur les armées du duc Philibert I allait permettre aux patriotes haut-valaisans d'étendre leur souveraineté jusqu'à Massongex. Cette conquête fut consacrée l'année suivante par le congrès de Fribourg : le duc renonçait à ce territoire qui forma désormais le gouvernement de Saint-Maurice, sujet des VII Dizains.

En 1536, tandis que les Bernois ravissaient le Pays de Vaud à Charles III de Savoie et forçaient les habitants à adhérer au protestantisme, les anciens bailliages de Monthey, d'Evian et de Saint-Jean-d'Aulph, abandonnés eux aussi par le malheureux duc et désireux de conserver leur religion, sollicitèrent la protection du Valais, qui s'empressa d'accéder à leur demande (25 février 1536). Par le traité de Thonon du 4 mars 1569, le Valais dut, il est vrai, rendre Evian et Saint-Jean-d'Aulph à Emmanuel-Philibert, fils et successeur de Charles III ; par contre, il put, en dédommagement des frais d'occupation, garder le mandement ou district de Monthey. Dès lors, la Morge de Saint-Gingolph forma la frontière du canton, lui donnant ainsi son unité géographique.

Mais l'unité politique était loin d'être réalisée. Les dizains qui, pourtant, connaissaient le prix de la liberté et de l'indépendance pour les avoir défendues pendant des siècles avec tant d'opiniâtreté contre les empiètements aussi bien de l'évêque que de la Savoie, ne se firent aucun scrupule d'imposer leur domination aux territoires nouvellement acquis.

Tout le Bas-Valais, tant le mandement de Monthey pourtant obtenu par dédition libre que le gouvernement de Saint-Maurice conquis par les armes, fut traité en pays sujet, organisé en bailliages communs des VII Dizains et placé sous l'autorité immédiate de représentants nommés par eux.

A l'époque de la Révolution française, le territoire bas-valaisan était divisé en quatre groupes administratifs où bailliages dirigés par un gouverneur pour Monthey et un autre pour Saint-Maurice, par un major pour Nendaz-Hérémence et par un châtelain pour Vionnaz-Bouveret.

Le bailli était le chef administratif de son territoire ; en tant que tel, il nommait les fonctionnaires, dans la mesure où les pri-

vilèges locaux ne s'y opposaient pas. C'est lui aussi qui faisait observer les ordres du souverain et surtout rentrer les impôts : mainmorte, péage, droit de transit... C'est lui, enfin, toujours dans les limites des franchises locales, qui exerçait la justice et faisait exécuter les sentences judiciaires³.

Dans cette organisation sommairement rappelée, on peut relever trois défauts principaux, trois sources d'abus.

Le premier tient au mode de nomination des gouverneurs. Réservée aux familles patriciennes et conférée par la diète, celle de décembre ordinairement, à tour de rôle entre les sept dizains, cette magistrature était attribuée moins au mérite ou à la capacité qu'au montant de l'enchère qu'on en offrait. Aussi pendant les deux ans que durait leur mandat, les nouveaux gouverneurs s'efforçaient-ils de rentrer dans leurs débours. Au reste, la modicité de leur traitement fixe annuel — cent vingt florins, d'après Zehner et Tamini, « outre cinq muids de froment et deux muids de haricots⁴ » —, et surtout la cupidité insatiable de plusieurs d'entre eux devaient les exposer à la tentation de se servir du pouvoir pour augmenter leurs appointements. Effectivement, bien souvent, trop souvent, ils cherchèrent à tirer largement profit de leur situation et à exploiter au maximum la source essentielle de leurs revenus, à savoir le produit des confiscations, des frais de procédure et des amendes, lesquelles, théoriquement, ne devaient pas excéder soixante livres. A cet effet, comme nous le verrons, tous les moyens leur étaient bons : entraves au commerce, prohibitions de tout genre, emprisonnement, délation, intimidation, création de nouveaux impôts...

Ce qui provoque ce reproche indigné de l'abbé Clément à l'adresse du souverain de « nous envoyer pour gouverneurs dans le Bas-Valais des sujets très souvent les plus odieux, les plus ambitieux et les plus iniques, qui démontrent par leurs actions et conduite qu'ils n'ont ni conscience ni religion...⁵ »

³ Pour ce qui concerne les gouverneurs de Monthey et de Saint-Maurice, le major de Nendaz et le châtelain du Bouveret, voir Graven, pp. 156-163 ; Jean-Marc Biner, *Etat des gouverneurs du Bas-Valais (1488-1798)*, dans *Vallesia*, t. XVIII, 1963, pp. 177-215 ; Tamini, *Petit essai...*, pp. 46-51.

⁴ *Ibidem*, p. 47 ; Zehner, p. 155.

⁵ Clément, *Révolution 1790*, p. 323.

Ces entorses à la justice étaient rendues plus faciles — et c'est là le deuxième vice de l'administration des bailliages bas-valaisans — par l'absence de lois écrites et par une trop large liberté d'action laissée aux gouverneurs. C'est ce qui explique que les gouverneurs aient pratiquement pu faire fi des traités de 1475 et 1569 renouvelés plusieurs fois depuis et qui garantissaient solennellement les droits et franchises des Bas-Valaisans, notamment en ce qui concernait l'administration des communes⁶.

Le troisième défaut du système, connexe du précédent, réside dans l'inanité pratique d'un recours à l'autorité suprême. Sans doute, il était possible d'appeler à la diète des sentences gouvernementales. Mais cet appel n'étant pas autorisé pour les amendes inférieures à trente livres, les gouverneurs s'arrangeaient d'ordinaire pour n'exiger que vingt-neuf livres⁷. De plus, il en coûtait souvent fort cher pour avoir l'oreille de ces Messieurs, qui avaient évidemment intérêt à être de connivence avec le gouverneur ou au moins à fermer les yeux sur ses agissements. Et même si les hauts seigneurs ne prenaient pas le parti de leur représentant ou le désapprouvaient formellement, comme ce fut le cas lors de l'intervention du Gros-Bellet contre Schiner, il était loisible au bailli de continuer à exiger l'amende infligée, en prétendant comme Schiner le fit plusieurs fois, qu'elle était de sa compétence⁸. La démarche des plaignants n'avait alors servi qu'à l'exaspérer et l'irriter davantage. A moins qu'elle ne lui ait fourni l'occasion de les narguer et de se prévaloir de leur faiblesse, comme l'exprime un cahier de griefs qui met dans la bouche d'un gouverneur la provocation suivante : « Venez à l'Etat contre nous si vous avez à vous plaindre. Venez essayer et mesurer la longueur de votre bras avec le nôtre et nous verrons qui de nous remportera la victoire⁹. »

Ainsi le gouverneur incarnait en quelque sorte tous les maux du régime. C'est pourquoi la première réaction des sujets révoltés de 1790 fut de demander sa suppression.

⁶ Voir ci-après, pp. 206-209.

⁷ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 116.

⁸ *Ibidem*, pp. 50-51, 118 ; Morell, pp. 4 et 16 ; Tamini, *Petit essai...*, p. 75 ; Guerraty, *Relation...*, pp. 193-196, 206.

⁹ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 100.

Ce disant, il ne s'agit pas de condamner en bloc et sans réserve l'administration des Magnifiques Seigneurs du Haut-Valais et de leurs représentants ni de nier le bien réel qu'ils ont réalisé dans leurs bailliages. Car si, parmi les quelque cent trente gouverneurs soit de Monthey soit de Saint-Maurice, quelques-uns se signalèrent par trop de dureté, d'arbitraire et même de cynisme envers leurs administrés, nombre d'entre eux laissèrent un souvenir de dévouement et d'équité. Le notaire Gabriel Guerraty lui-même, contemporain du Gros-Bellet, et qui par ailleurs pourfend et stigmatise avec virulence la conduite odieuse de certains fonctionnaires de l'Etat est obligé de l'avouer. « Tous les gouverneurs n'étaient pas également mauvais, écrit-il en parlant de ceux de Monthey ; quelques-uns doivent être exceptés. » C'est le cas en général, remarque-t-il encore, en donnant à l'appui de son dire quelques exemples précis pris parmi les derniers gouverneurs, de ceux que fournirent les dizains supérieurs de Rarogne, de Viège et de Conches¹⁰.

Il convient aussi de rappeler que, soit les princes-évêques, soit les grands baillis, soit les patriotes réunis en diète exigèrent parfois de la part de gouverneurs iniques des excuses en pleine assemblée et même de fortes amendes.

Il est équitable de reconnaître aussi les bienfaits indéniables de leur administration. C'est ainsi que, dès 1536, ils soutinrent la cause du vidomnat de Monthey contre les tracasseries de ses maîtres, les nobles Du Rosey, d'Evian, qu'ils finirent par débouter de leurs possessions montheysannes (y compris le château) et de leurs droits dans la vallée d'Illiez.

De même il faut mettre à leur actif nombre de travaux d'utilité publique : endiguement du Rhône ou des torrents du bailliage de Monthey, à Muraz et à Vionnaz, par exemple ; construction ou réfection d'ouvrages fortifiés : château de la Porte du Sex en 1597, châteaux de Saint-Maurice et de Monthey... ; de 1651 à 1659, creusement par Gaspard-Jodoc Stockalper d'un canal navigable (qui porte son nom) de Vouvry à Collombey ; en 1729, sous la

¹⁰ Guerraty, *Gloses*, pp. 72-74 ; Guerraty, *Note...*, pp. 510-511 ; Guerraty, *Relation...*, pp. 197-202.

conduite du gouverneur François-Joseph Burgener, percement de la colline du Château-Vieux, à Monthey, pour donner à la Vièze un nouveau lit et la détourner ainsi de son passage toujours dangereux et souvent désastreux à travers la place du bourg...

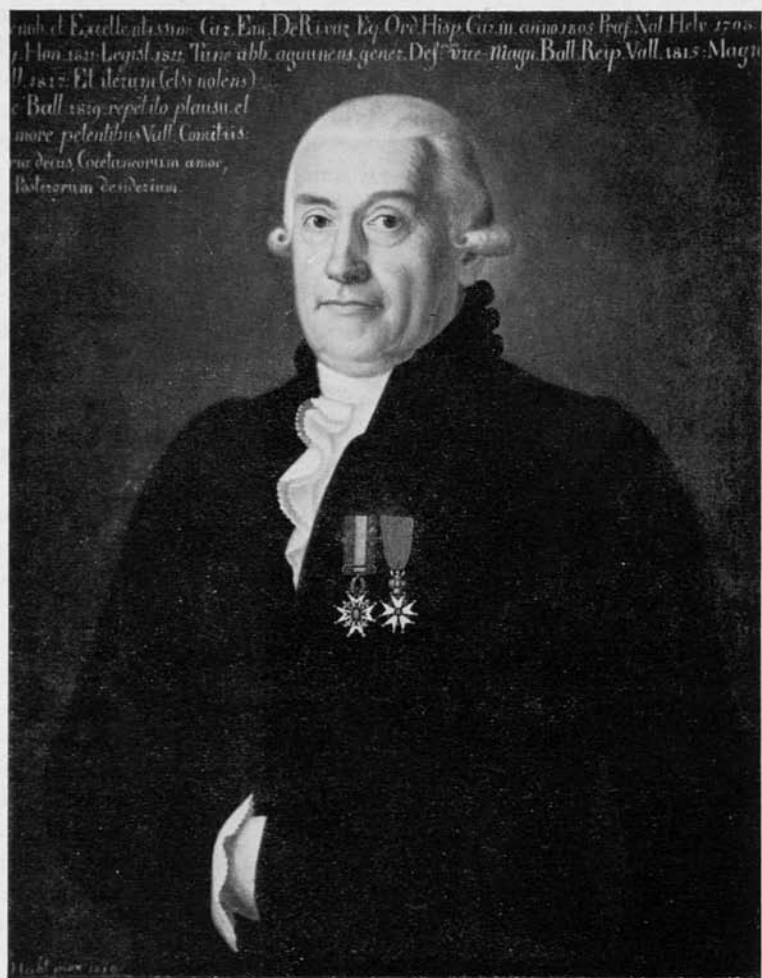
Enfin il faut aussi relever les avantages évidents que le Bas-Valais retira de son passage sous la tutelle haut-valaisanne : la jouissance d'une paix durable (pendant près de trois siècles, le fléau de la guerre lui fut en effet épargné), et surtout la conservation du trésor de la foi catholique. On se souvient qu'en 1536, tandis que les Bernois ravissaient le Pays de Vaud à Charles III de Savoie et obligeaient les habitants à embrasser le protestantisme, l'ancien mandement de Monthey, pour garder sa religion, sollicita la protection du comte-évêque de Sion et du Valais. « Or, écrit à ce sujet le chanoine Anne-Joseph de Rivaz, cet avantage me paraît si précieux qu'il me semble qu'on ne doit point regretter de l'avoir payé un peu cher ¹¹. »

B. Abus des gouverneurs et de leurs fiscaux

Sans vouloir donc nier tout le côté positif de la longue domination haut-valaisanne et parce qu'il s'agit pour nous d'analyser un phénomène donné et d'en déceler les raisons profondes, force nous est ici de mettre l'accent sur le passif de cette domination, et plus particulièrement sur les innombrables abus dont maints gouverneurs se sont rendus coupables, puisque telle est bien la cause réelle et décisive du mouvement que nous étudions. Nous pourrions à ce sujet reprendre en l'appliquant à l'historien ce que Beaumarchais dit, dans la préface du *Mariage de Figaro*, de la mission d'un auteur dramatique : « Les vices, les abus, voilà ce qui ne change point, mais se déguise en mille formes sous le masque des mœurs dominantes ; leur arracher ce masque et les montrer à découvert, telle est la noble tâche de l'homme qui se voue au théâtre ¹². »

¹¹ A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 24 ; Tamini et Délèze, pp. 196-197 ; Tamini, *Petit essai...*, p. 47.

¹² Beaumarchais, *Mariage de Figaro* (Préface).



Pl. VI. — Charles-Emmanuel de Rivaz
(1753-1830)

Portrait par Antoine Hecht, 1819
Abbaye de Saint-Maurice

« Le tableau véridique qu'on pourrait faire ici, remarque l'abbé Clément..., des injustices aussi noires que nombreuses de plusieurs de nos gouverneurs est révoltant et capable de faire frémir les moins sensibles, je dirais presque des vauriens mêmes. » Et un peu plus loin, parlant du nombre de ces abus, il écrit : « Si l'on prend la peine de remonter un peu haut, on doit s'attendre à [en] trouver une liste aussi longue qu'effrayante... Que si les divers mémoires des officiers de tout le gouvernement [de Monthey] viennent à être examinés, la masse totale d'iniquités va devenir énorme¹³. »

L'exposé que nous devons en faire ayant avant tout valeur démonstrative, il n'est pas question d'en donner un recensement approfondi et encore moins exhaustif ; nous nous en tiendrons donc essentiellement aux plus récents, ceux dont souffrirent les contemporains de la Bagarre et qu'ils consignèrent dans leurs cahiers de griefs.

Inégalités sociales, impôts divers, atteintes aux libertés communales, fautes graves dans la pratique de la justice ou dans la manière d'exercer le droit de fiscalie, tels sont en bref les principaux domaines où ces abus se manifestèrent.

1. INÉGALITÉS

Tout en conservant leurs franchises, les communes bas-valaisannes ne pouvaient participer au gouvernement du pays ; en particulier elles n'avaient aucune représentation à la diète. Bien que par les mariages, les Messieurs des deux camps fussent tous apparentés les uns aux autres et bien qu'aucune loi ne stipulât rien à ce sujet, en pratique les Bas-Valaisans furent habituellement écartés de certaines fonctions importantes. Ainsi, au dire

¹³ Clément, *Révolution 1790*, pp. 322, 327. - Voici quelques-uns de ces mémoires ou cahiers de griefs. Pour l'Entremont : Rz, cart. 70, fasc. 8 ; Grenat, pp. 427-428. Pour Saint-Maurice : Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 33-35. Pour Monthey et Saint-Maurice : *Ibidem*, pp. 175-180. Pour le gouvernement de Monthey : AV, cart. 86, fasc. 4, nos 18 et 19 ; Grenat, pp. 422-424 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 43-124 ; Rz, cart. 95, fasc. 171. Pour Collombey-Muraz : Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 165-166. Pour Saint-Gingolph : Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 75-76.

du chanoine de Rivaz lui-même, « on peut... reprocher au chapitre de Sion d'avoir admis dans son collège beaucoup moins de Bas-Valaisans qu'on ne le faisait dans les deux premiers siècles ¹⁴. »

Dans le domaine militaire surtout l'inégalité était particulièrement vexante et cruellement ressentie. Était-il normal que, dans cet état où chacun partage les mêmes difficultés, court les mêmes dangers, dans cette « carrière de l'honneur et de la gloire » où seuls l'ancienneté et le mérite devraient servir de critère à l'avancement, les officiers qui avaient sacrifié le plus clair de leur jeunesse et souvent leur fortune, qui souvent avaient blanchi sous les armes et donné tant de preuves de leur dévouement à la patrie se voient frustrés d'une promotion méritée simplement parce qu'ils n'étaient pas du bon bord ? Pourquoi, par exemple, sur les dix-huit compagnies que comptait le régiment de Courten au service de France, le commandement de cinq seulement était réservé aux Bas-Valaisans. Et quel long procès durent subir quelques officiers bas-valaisans, Benjamin de Nucé, Léopold de Nucé, Joseph de Quartéry, Pierre-Emmanuel de Rivaz et Edouard Devantéry « qui, étant nés de pères francs-patriotes, prétendaient avoir droit en cette qualité aux compagnies réservées au Haut-Valais » ! Procès du reste finalement inutile ; quelques-uns d'entre eux même « furent privés du droit de francs-patriotes et par là obligés de quitter le régiment ». Qu'on lise à ce sujet les pages de la *Notice sur sa vie*, où le général Pierre-Emmanuel de Rivaz raconte longuement ses prétentions à une compagnie du Haut-Valais et les intrigues qui l'en frustrèrent ¹⁵.

2. IMPÔTS

Le chapitre des impôts, on s'en doute, est nettement plus enflé. L'un des privilèges essentiels concédés par la maison de Savoie, et que les traités de 1536 et de 1569 avaient garanti aux Bas-Valaisans, était celui de se taxer eux-mêmes, c'est-à-dire de ne payer d'autres impôts que ceux que consentaient leurs repré-

¹⁴ A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 23.

¹⁵ *Ibidem*, p. 22 ; Gonard, pp. 87-94, 124-128, 132-134.

sentants. Ce point fut loin d'avoir été respecté dans la suite et les charges fiscales vont se multiplier, de sorte que, grâce à elles, le Haut-Valais, non seulement couvrira tous les frais de son gouvernement, mais de surcroît s'assurera de substantiels profits aux dépens du Bas-Valais, engloutissant force numéraire et biens-fonds¹⁶.

Bien qu'à peu près toutes soient des impôts indirects, on peut utilement les répartir en deux catégories et distinguer, d'une part différentes redevances féodales : cens levés sur les propriétés et les produits agricoles, corvées, frais d'entretien et fournitures diverses, vacations du gouverneur, etc. ; d'autre part les impôts indirects proprement dits taxant le sel, le tabac, etc.

a. Redevances féodales

1. Impôts sur l'agriculture

D'après Morell, les lourds impôts sur l'agriculture formaient la plus importante des recettes que l'Etat du Valais tirait de ses bailliages¹⁷. Aussi, dans le *Mémorial* de leurs revendications, les peuples sujets demanderont-ils la faveur de pouvoir rédimier ou racheter ces charges onéreuses. Elles consistaient notamment en taxes sur les fiefs seigneuriaux, en droits de recouvre ou de reconnaissance, en lods, dîmes...¹⁸.

La communauté de Val-d'Illiez, par exemple, se plaint des dépenses considérables qu'elle doit supporter pour « la rénovation des reconnaissances de fiefs appartenant au souverain » : vacations des commissaires, « outre tous les frais et journées de tous les prud'hommes et indicateurs avec les frais de bouche... », dépenses qui, pour la seule commune de Val-d'Illiez, s'élevèrent à « près de trente mille florins » et qui plus est ne profitaient en rien au souverain¹⁹.

¹⁶ A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 23.

¹⁷ Morell, p. 13.

¹⁸ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8 (art. 26-29).

¹⁹ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 177 ; AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, p. 16.

Les habitants de Collombey et de Muraz, de leur côté, protestent contre le fait que le gouverneur prend intégralement son bois de chauffage sur leur territoire au lieu d'en répartir la coupe sur l'ensemble des communes de la châtellenie de Monthey, sans compter que souvent il fait exécuter le travail par des « gens hors de la communauté qui, sous prétexte de couper le bois pour le seigneur gouverneur, ils en prennent pour leur usage autant que bon leur semble pour leur service et leurs amis, jusqu'à en vendre à leur bon plaisir... » Tout en demandant la réforme de cet abus, « qui tendait au dépérissement des barrières et par conséquent à la perte du terrain de l'Etat et à la ruine de la communauté », ils ajoutent, en bons sujets, qu'ils « ne se refuseront jamais de fournir le bois nécessaire pour l'usage du seigneur gouverneur pour leur quote-part et portion, soit dans les îles ou dans les râpes... »

Les mêmes communautés se plaignent aussi de la redevance « de deux quintaux de fromage, un de gras, un de maigre », que le gouverneur perçoit par l'entremise du syndic dans leur montagne d'Onnaz, car outre qu'elle n'est pas déduite de leurs obligations, « il se trouve des gouverneurs qui sont difficiles à la qualité et au goût et que le syndic se trouve obligé de reprendre ledit fromage après l'avoir acheté... »

Le même problème se pose pour la communauté de Vionnaz, elle aussi astreinte à fournir tous les ans deux quintaux de fromage « pour l'alpéage de la montagne de Recon », alors que n'en ayant point elle-même, « elle est obligée à de grands frais pour faire une juste répartition entre les particuliers²⁰. »

Un document du gouvernement de Monthey assure d'autre part que « les censes féodales et les lods²¹ étaient *quérables* » du temps des ducs de Savoie, c'est-à-dire que le receveur du seigneur devait lui-même en opérer la livraison. Or, une ordonnance souveraine du 11 décembre 1585 changea cette pratique et statua que les vassaux auraient, sous peine de confiscation, à déclarer

²⁰ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 58, 165, 178-179.

²¹ Le cens ou la cense ou taille était une redevance annuelle (ordinairement en nature) due par un vassal à son seigneur pour la cession d'un fief. Voir Tamini et Délèze, pp. 24 et 139 ; DHBS, t. II, pp. 453-454. - Pour le lod, voir ci-dessus, p. 57, note 78.

au seigneur, dans les trois mois, tout achat, vente ou échange de fief et à convenir avec lui du lod à payer pour cette transaction. En 1779, le terme pour les lods fut même réduit à six semaines : « un bien vendu dont le lod ne sera payé ou accusé dans six semaines après la vente sera confisqué en tout temps et dévolu au gouverneur ». Nos ancêtres jugèrent que de telles mesures dérogeaient directement à la clause du traité de 1536 relative à la conservation de leurs biens (*citra bonorum suorum laesionem et offensam*) et que d'une manière plus générale elles étaient doublement contraires à leurs usages : d'abord parce qu'elles obligeaient à venir déclarer la vente au seigneur du fief, et puis parce qu'elles prévoyaient la peine de confiscation contre ceux qui omettaient cette déclaration, toutes choses qui n'existaient pas du temps de la domination savoyarde²².

2. *Corvées, frais d'entretien des châteaux, etc.*

D'autres impôts, eux aussi inconnus sous les ducs de Savoie, furent peu à peu prélevés pour couvrir les frais de construction, de reconstruction, d'entretien et de réparation des châteaux, magasins et bâtiments du souverain, au nombre de seize ou dix-sept pour le seul gouvernement de Monthey. Ainsi ledit gouvernement était astreint à fournir tous les matériaux — une ordonnance souveraine de 1779 spécifie, par exemple, que « le dizain de Monthey est de nouveau tenu à la fourniture du fer pour les bâtiments de l'Etat²³ » — et parfois aussi des corvées pour l'entretien des résidences des représentants du souverain, c'est-à-dire les châteaux de Monthey, de la Porte du Sex et du Bouveret, et des chalets de la montagne de Ripaille sur Illiez²⁴. Un mémoire évalue cette dépense au cours des siècles à largement plus de cent vingt mille francs. Le même mémoire ajoute que « la fourniture des matériaux qu'on devait rendre sur place ne se bornait pas

²² AV, cart. 86, fasc. 4, n° 19, pp. 1-3.

²³ AV, cart. 86, fasc. 2, n° 14, p. 5.

²⁴ Tamini, *Petit essai...*, p. 75.

aux seuls bâtiments ; elle était encore étendue à toutes les clôtures des divers domaines de l'Etat, à l'entretien des digues et des chemins le long d'iceux. »

Dans cet ordre d'idées, il faut aussi faire mention des péages, « objets très conséquents qui ont été établis pour l'entretien des ponts et des routes...²⁵ ». Ils se percevaient sur tous les points importants et en particulier aux passages de Saint-Maurice et de Sembrancher.

Parce qu'elle était « beaucoup plus occupée du service particulier du gouverneur que de celui du public », la patrouille constituait en fait une autre corvée à la charge du peuple. Charge importante, elle aussi, puisque, pour l'année 1789 et pour le seul gouvernement de Monthey, elle a coûté six cent trente-six florins²⁶.

Ces diverses prestations s'accompagnaient parfois de dispositions vexatoires qui les rendaient plus odieuses encore. En voici un exemple. Dans le courant de janvier ou février, un châtelain du Bouveret « de récente date », signale le cahier de griefs, avisa la communauté d'un ordre prétendu souverain, la sommant de « rendre le chemin neuf dès la tour du Bouveret jusqu'aux limites de Saint-Gingolph », c'est-à-dire de construire une route par corvées. Le travail devait être « fait et parfait pour la Saint-Laurent [10 août] de la même année », sous peine de très fortes amendes. La brièveté de l'échéance accordée et surtout l'inopportunité du moment choisi, qui coïncidait avec les travaux de la campagne, rendait cet ouvrage quasi impossible, à moins de perdre la moisson. « Terrible et bien cruelle alternative, constate et commente le narrateur... Il fallait se résoudre à abandonner la culture de ses terres ou en perdre le fruit par la désobéissance. » C'est ce que les administrés firent remarquer au châtelain, en le priant de surseoir à la construction ou de faire exécuter le travail à leurs frais. Profitant de l'aubaine, celui-ci exigea cent soixante louis d'or neufs, que la commune eut toutes les peines à rassembler ; en même temps, il convint de l'ouvrage avec un entrepreneur

²⁵ AV, cart. 86, fasc. 2, n° 13, pp. 6-10.

²⁶ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 113. - Voir aussi le « règlement du patrouilleur » de Martigny dans *Petites Ann. Val.*, VII^e année, 1932, n° 3, p. 116.

pour la somme de soixante louis. Le chemin se fit donc, mais « dans l'espace d'un an et demi jusqu'au gravelage » et « si mal qu'aucun connaisseur ni même aucune personne de sens commun ne pourrait le juger capable », c'est-à-dire praticable. Mais qu'importait après tout, puisque le châtelain pouvait ainsi empocher les cent louis restants, ce qu'il fit sans scrupule.

Et Fischer, qui rapporte aussi le fait dans une lettre du 25 octobre 1790 au Conseil secret, termine par ces mots où perce son étonnement : « Ce châtelain est toujours et encore en fonctions », ce qui laisse supposer qu'il pourrait bien s'agir de Anton Willa²⁷.

3. *Vacations du gouverneur*

Les « services » rendus par le gouverneur, eux aussi, avaient pour effet de faire délier les bourses et donnaient lieu parfois à des abus. « La visite gouvernale du Rhône, constate un mémoire des communes de Monthey et Saint-Maurice, est souvent fort nombreuse, de façon qu'elle est plus à charge au gouvernement qu'elle n'est utile à l'Etat ni au public. » C'est pourquoi on proposera de la limiter au gouverneur, à son domestique et à l'inspecteur du Rhône, le premier recevant une pistole et les deux autres, vingt baches chacun.

La publication des foires dans les communautés qui n'avaient pas obtenu le privilège de l'assurer elles-mêmes, à Troistorrents par exemple, était faite par des officiers gouvernels et entraînait aussi des frais inutiles à la charge du peuple.

Même « la rénovation des reconnaissances de fiefs appartenant au souverain » n'allait pas sans fortes impositions au crédit des commissaires qui en étaient chargés, « outre tous les frais et journées de tous les prud'hommes et indicateurs, avec les frais de bouche et *tenet* des commissaires...²⁸. »

Sans être évidemment comparable à celui des paysans de l'ancien régime français décrits par La Bruyère, « animaux farouches... répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du

²⁷ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 93. - Voir aussi Junod, p. 133 ; Morell, p. 12.

²⁸ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 175-177.

soleil...²⁹ », le lot de nos populations n'était guère enviable. « Quoi, en effet, de plus triste que le sort de nos concitoyens, disent des notes montheysannes pour un mémoire de 1824 : ils étaient obligés de s'armer, habiller et équiper et même d'aller à la guerre à leurs propres frais ; les communes étaient en outre frappées de contributions pour les dépenses générales de ces guerres ; fallait-il renouveler des alliances avec les cantons de la Confédération, le dizain [de Monthey] supportait sa part des frais de ces alliances ; était-il question de faire des limitages avec les Etats voisins, c'était aux communes à en supporter toutes les dépenses ; survenait-il des épizooties dans les Etats frontières, c'était encore à elles à en garder les passages ; une reconnaissance avait-elle besoin d'être renouvelée, c'était une charge que sans aucun titre on imposait aux feudataires ; la justice enfin était rendue aux frais des plaideurs³⁰. »

b. *Impôts indirects*

A cette liste de redevances, il faut ajouter celle des impôts indirects.

1. *Médecins, officiers*

De cette catégorie fait partie la contribution annuelle que les communes tant de Saint-Maurice que de Monthey devaient fournir « pour l'entretien des écoles et médecins du Haut-Valais ». Or, vu l'éloignement des lieux, il est bien clair que ces médecins ne pouvaient être appelés dans le Bas-Valais en cas de besoin et que, par suite, cette obligation devenait pure vexation.

Il en était de même et avec encore plus de raison des prétendus « chasse-coquins gouvernementaux », c'est-à-dire des officiers du bailli que le peuple — ô ironie — devait entretenir au moyen d'un impôt onéreux de huit baches par jour, alors qu'ils n'étaient

²⁹ La Bruyère, *Caractères et Portraits (De l'homme)*.

³⁰ AV, cart. 86, fasc. 2, n° 13, pp. 8-9.

en fait que les espions et favoris des gouverneurs « qui, par leurs rapports, partagent avec les représentants de LL. EE. les dépouilles de tant de pauvres familles ³¹. »

2. Sel

Une autre charge, lourde elle aussi, est celle qu'en France on appelait la gabelle ou impôt sur le sel. Le gouvernement de Monthey fera remarquer en 1824, dans les notes déjà mentionnées, que cet impôt n'existait pas en 1536 et même fort longtemps après la domination valaisanne, mais que, avec les années, c'est une somme de six cents louis d'or, soit au moins neuf mille francs de Suisse par an qu'il dut concéder aux VII louables dizains ³². Et pourtant, ajoute le *Recueil des titres des privilèges du gouvernement de Monthey*, élaboré en 1790, « c'est un abandon... qu'il leur fait bien volontiers dans la ferme confiance où il est que ses maîtres assureront son bonheur et ses privilèges par la concession de tous les articles [les quarante] qu'il a pris la liberté de demander... ³³. » Parmi eux il y avait notamment celui de voir « le prix du sel au même taux dans tout le Bas-Valais et sa non-augmentation à l'avenir » ; il ne pouvait admettre, en effet, « que quelques communautés de la plaine aient le sel à meilleur marché que lui, quoiqu'on ne leur connaisse aucun titre particulier pour jouir de cette faveur ³⁴. »

3. Tabac

Mais l'impôt peut-être le plus impopulaire fut celui du tabac. Devant la vogue de plus en plus répandue du tabac à fumer, « surtout dans la partie occidentale du pays », assure Grenat, l'Etat avait très tôt — dès 1675 en tout cas — et à plusieurs reprises interdit sous peine d'amendes son usage et sa vente, pour

³¹ AV, cart. 81 bis, fasc. 1, n° 70. - Nous en reparlerons plus loin. Voir pp. 220-224.

³² AV, cart. 86, fasc. 2, n° 13, pp. 6 et 9-10.

³³ Il s'agit des quarante articles auxquels nous avons déjà fait allusion. Voir ci-dessus, pp. 100-102. Voir aussi, pp. 264-266.

³⁴ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, pp. 14-15.

des raisons d'ailleurs fort louables : danger d'incendie, économie, prophylaxie, hygiène... Cette mesure très sage, la cupidité ne tarda pas, d'abord à la contourner, puis avec le temps à en obtenir l'abolition. A la fin du XVII^e siècle déjà, un armurier de Monthey, Jacques Robert, obtint de l'Etat, moyennant une taxe substantielle, le monopole de sa vente dans tout le gouvernement, limitée il est vrai aux seuls étrangers ; peu à peu cependant, la permission s'étendit à toute la population. Bien mieux, cette concession s'avérant pour l'Etat un moyen très simple mais efficace de faire sa pelote aux dépens du Bas-Valais, la diète de mai 1768 afferma à quelques Messieurs huppés du Haut-Valais les bureaux de tabac établis dans le Bas. Ces fermiers généraux — des magistrats, dit un mémoire bas-valaisan cité par Grenat, « qui, par eux-mêmes ou par leurs proches tiennent les rênes du gouvernement », François-Michel Morency et Hildebrand Roten, par exemple, tous deux gouverneurs de Saint-Maurice — exploitèrent sans tarder un si riche filon. Ils se choisirent des agents fournisseurs de tabacs — un certain Penel, de Vevey, par exemple — et des commis pour la vente sur place, ce qui assurément n'était pas fait pour en diminuer le prix. Forts de la concession souveraine, ils purent en toute quiétude, étant à la fois juge et partie, exercer une véritable omnipotence en la matière : personne n'était autorisé à vendre d'autre tabac que le leur sous peine de confiscation ; personne ne devait en acheter ailleurs sous peine de soixante livres d'amende. C'était ouvrir la porte à un renchérissement incontrôlé de cette marchandise, sans compter qu'une telle disposition constituait une entorse flagrante aux droits et franchises communales. Ce n'est qu'à la suite d'appels réitérés et solennels à « la justice invariable et la bonté paternelle de son auguste souverain » que, dans la diète de décembre 1790, il fut arrêté que cet impôt si détesté serait supprimé et que le bureau de tabac du Bas-Valais serait « aboli après le terme accordé ». Effectivement, en 1793, les fermiers rendaient à l'Etat leurs privilèges et cessaient la vente³⁵.

³⁵ Grenat, pp. 398-404 et 431 ; ci-dessus, p. 159 ; AV, L 23, pp. 666-726.

En protestant contre ces diverses charges, les Bas-Valaisans, les Montheysans surtout, feront remarquer non seulement, comme nous venons de le dire, qu'elles allaient à l'encontre de leurs privilèges ancestraux, mais en outre que c'était grâce à elles que les Messieurs du Haut-Valais purent acquérir la majeure partie des propriétés dans le Bas³⁶.

3. ABUS DANS L'ADMINISTRATION INTÉRIEURE DES COMMUNES ET PARTICULIÈREMENT DANS LA PRATIQUE DE LA JUSTICE

Une des attributions essentielles du gouverneur était d'administrer la justice, c'est-à-dire de faire respecter le droit de chacun et de faire régner le bon ordre dans le gouvernement. Or, chose paradoxale, c'est précisément dans ce domaine que les injustices furent les plus nombreuses et les plus criantes. « Que n'ai-je ici le manteau dont les respectueux fils de Noé... couvrirent la nudité de leur père (*Genèse*, IX, 23) ! s'écrie avec indignation l'abbé Clément. Comme eux, je marcherais à reculons, s'il le fallait, pour l'étendre sur les iniquités et les abominations d'un grand nombre des juges de nos jours ; mais... où prendre un manteau assez large pour couvrir tant de turpitudes ?³⁷ »

Dans sa *Relation abrégée...* de la Bagarre, Guerraty démasque, « parmi les vices les plus notoires » du gouvernement de l'Etat, « lui-même absolu, vicieux et corrompu... », la vénalité de la justice et le soin d'entretenir les procès portés devant lui..., cette odieuse méthode de renvoyer de diète à diète les affaires, de ne jamais porter de décisions définitives et de déroger en la diète suivante à ce qui avait été fait en la précédente, et cela toujours à prix d'argent... L'on sait, poursuit-il, qu'à chaque diète la plupart de ses membres faisaient bonne récolte ; et que pour être favorablement écoutés, les plaideurs et les solliciteurs d'affaires faisaient la tournée des chambres, dans le temps des diètes, avec

³⁶ AV, cart. 86, fasc. 2, n° 13, pp. 8-10.

³⁷ Clément, *Révolution 1790*, p. 325.

des corbeilles pleines d'argent, où des juges de honte puisaient à pleines mains³⁸. »

Le ton passionné de cette page s'explique sans doute par le tempérament de son auteur enclin à généraliser et à dramatiser, comme aussi par les cruelles souffrances de sujets longtemps opprimés. Mais il n'en reste pas moins que l'Etat, le premier, n'était pas à l'abri de reproches graves dans son administration.

« Rien n'égale l'esprit corrompu de ces diètes, déplore aussi un projet de mémoire de 1840. Dans celle de 1785, la bourgeoisie de Monthey a déboursé près de six cents louis pour le procès qu'elle eut à soutenir pour les communs avec les communes de Troistorrens, Collombey, Muraz, dont les trois quarts furent distribués à des juges corrompus, lesquels en acceptèrent à peu près autant desdites communes adverses³⁹. »

Le mal dont souffrait l'autorité suprême, et dont l'analyse dépasserait le cadre de cette étude, avait tout naturellement son contrecoup chez ses représentants, les gouverneurs, les derniers en date surtout et particulièrement ceux de Monthey. Chez nombre d'entre eux, les abus dans ce domaine proliférèrent comme dans un bouillon de culture singulièrement propice.

Même le chanoine de Rivaz, pourtant le plus souvent zélé défenseur de la cause et des droits seigneuriaux, n'hésite pas à déclarer que « le plus grand tort de nos magistrats fut... de rendre vénale la justice civile et d'avoir accoutumé les avocats à cet infâme trafic. » Et de signaler en particulier, lui aussi, les procès qu'on prenait plaisir — et pour cause ! — à faire traîner en longueur, de sorte que, « dès le second siècle, on voit que les Haut-Valaisans s'accoutumèrent à vivre aux dépens des plaideurs du Bas-Valais⁴⁰. »

Différentes circonstances ou conditions favorisèrent du reste l'éclosion de ces abus : le manque de distinction systématique entre les différentes parties du droit (civil et criminel), ce qui autorisait un empirisme dangereux ; l'absence de lois écrites qui devait

³⁸ Guerraty, *Relation...*, p. 194.

³⁹ AV, cart. 86, fasc. 2, n° 14, p. 7.

⁴⁰ A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 21.

presque fatalement engendrer l'arbitraire — il fut ici le plus absolu et le plus révoltant — ; le fait que, depuis 1784, l'usage abusif s'introduisit « d'appeler devant le seigneur gouverneur *seul*, c'est-à-dire sans ses assesseurs, des sentences rendues dans les communautés », ce qui signifie qu'il pouvait lui seul « casser la sentence rendue par le châtelain assisté de douze assesseurs ⁴¹ » ; le fait aussi que, percevant lui-même l'argent des sentences pécuniaires, il était à la fois juge et partie...

Aussi les motifs de plaintes abondent-ils sur ce chapitre. Il faudrait ici citer ou relire le « pamphlet virulent [anonyme, hélas !] contre les gouverneurs et châtelains aristocrates ⁴² » ou l'aperçu, modéré celui-là, du chanoine Anne-Joseph de Rivaz sur « l'état politique du Bas-Valais depuis sa conquête par les Haut-Valaisans ⁴³ », ou encore le rapport si naïf mais si cruellement véridique qu'un paysan, vraisemblablement du gouvernement de Saint-Maurice, fit à Fischer « des faits et abus dans le Bas-Valais », mais surtout les réquisitoires enflammés et sans artifice de l'abbé Clément ou du notaire Gabriel Guerraty ⁴⁴. Il faudrait aussi reproduire dans leur intégralité les volumineux cahiers de griefs rassemblés dans les différentes communes contre les baillis et présentés au souverain le 30 septembre 1790.

En examinant ces multiples dossiers, on peut faire trois constatations qui constitueront notre fil d'Ariane pour nous conduire dans ce dédale : les abus signalés, dans leur grande majorité, sont des atteintes aux libertés communales et ressortissent au droit de police ; leur principe, leur mobile ordinaire et habituel est la vénalité, la cupidité, laquelle s'exprime, se résume en quelque sorte, dans l'usage, abusif à son tour, des amendes ; le caractère excessif de ces amendes provient et des procédés utilisés pour les obtenir (prohibition, confiscation, emprisonnement, délation...) et de la manière arbitraire et rigoureuse de les infliger.

⁴¹ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, p. 5.

⁴² AV, cart. 81 bis, fasc. 1, n° 70.

⁴³ A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, pp. 19-26.

⁴⁴ Junod, pp. 145-148 ; Clément, *Révolution 1790*, pp. 321-329 ; Guerraty, *Note...*, pp. 509-510 ; Guerraty, *Gloses*, pp. 73-75 ; Guerraty, *Relation...*, pp. 193-203.

a. *Atteintes aux libertés communales, au droit de police*

Avant de montrer les entorses qui y furent faites, il est peut-être utile de préciser ce que l'on entendait par droit de police d'une ville ou d'une communauté. Suivant *l'état en abrégé de la justice ecclésiastique et séculière de Savoie*, suivant aussi les auteurs qui en parlent, entre autres Claude-Joseph de Ferrière dans son *Dictionnaire de droit et de pratique*, suivant enfin le *Mémorial* des quarante articles, il consiste en un certain nombre d'attributions propres aux communautés touchant les bâtiments publics, l'approvisionnement et le commerce des denrées, l'ordre et le repos de la cité ou du bourg, « la régie, l'usage et la disposition de leurs communs respectifs », etc., et d'une manière générale tout ce qui peut contribuer à la sécurité tant des personnes que de leurs biens, au bien-être, au bonheur et à la moralité des habitants.

Ainsi, par ce droit, les communes pouvaient, par exemple, réglementer elles-mêmes le taux du pain, la vente en détail de leurs vins ou l'entrée des crus étrangers, l'administration des boucheries ; faire observer les statuts des marchands et des artisans et au besoin réformer les abus qui pouvaient s'introduire dans la commune à ce sujet ; veiller à l'entretien des rues, des chemins (grands chemins ou chemins de dévestiture), des haies et des clôtures ; assurer le bon ordre dans les cabarets, dans les jeux et les spectacles (danses, mascarades...) ; statuer sur la réception des communiers et des habitants, etc.⁴⁵.

Ce droit, avec les règlements et les amendes qui y sont attachés, plusieurs ordonnances souveraines, entre autres celles de 1784, 1786 et 1787, l'avaient partiellement reconnu et laissé à l'initiative et au profit des communautés. D'autres ordonnances, au contraire, celles surtout de 1779 ou du 7 avril 1790, les en avaient frustrées sur plus d'un point. Il arriva aussi que les représentants du souverain se le soient bien souvent arrogé en faisant passer leur usurpation de pouvoir sous le couvert de prétendues

⁴⁵ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, pp. 12-14 ; Clément, *Révolution 1790*, pp. 358-359.

ordonnances souveraines⁴⁶. On présume dès lors que, par suite de leur peu d'intérêt pour le bien et la tranquillité publique et surtout à cause de leur cupidité, cette intrusion des autorités supérieures dans l'administration interne des communes ne pouvait être qu'à leur avantage et au détriment de la bourse et du bonheur des citoyens. C'est ce qu'attestent, en effet, maints cahiers de griefs. Des notes rédigées « par un magistrat du dizain de Monthey, le 9 mars 1840 », en reprenant quelques-unes des « fameuses ordonnances souveraines de l'année 1779 », en donnent aussi de nombreux exemples non équivoques :

« Les syndics, procureurs et économes de la bourgeoisie de Monthey ne pourront être élus que du consentement du gouverneur, entre les mains duquel ils prêteront serment.

» Les bourgeois et les communiers ne seront reçus que du consentement de LL. EE. ou de leurs lieutenants qui leur déféreront le serment...

» Le droit d'amodiation du banc de la boucherie est accordé au gouverneur qui recevra en outre les langues de bœufs ou de vaches qui y seront tués.

» Le souverain se réserve le pouvoir de prohiber la sortie des cuirs.

» Le droit de faire des règlements de police est enlevé aux communes, avec défense à leurs juges de prononcer des amendes...

» Le limitage des biens communaux aboutissant aux propriétés particulières est concédé au gouverneur.

» Les albergements quelconques [c'est-à-dire les actes notariés avec témoins et cautions dressés lors de la cession d'un fief⁴⁷] sont entièrement défendus sans le consentement du souverain.

» Toutes les propriétés quelconques doivent être reconnues dépendantes des fiefs de l'Etat...

» La réception des habitants sans le consentement du gouverneur est interdite aux communes.

» L'établissement des rivages et artifices sans permission souveraine est défendu sous peine de soixante livres d'amende...

⁴⁶ Grenat, pp. 422-424.

⁴⁷ Tamini et Délèze, p. 140.

» La haute chasse est défendue en tout temps ; la basse chasse est autorisée moyennant la permission du gouverneur.

» L'achat des denrées dans les villages, chemins, montagnes, avant l'heure du marché de Monthey, est défendu sous peine de cent ducats et de la confiscation.

» Dans les cas de la défense de l'exportation des denrées, les ressortissants du dizain [de Monthey] qui voudront *empletter* des grains sur le marché de Martigny devront se pourvoir d'une permission du gouverneur, à peine de confiscation et de cent écus bons d'amende, si le grain acheté surpasse la quantité énoncée sur le billet de permission ⁴⁸. »

De même les ordonnances du 7 avril 1790 prouvent clairement « à quel point l'abus de l'autorité était parvenu ⁴⁹ ». Nous y reviendrons ⁵⁰.

Voici quelques exemples de mise en application de ces dispositions abusives qui démontrent, si nous pouvions en douter, qu'elles n'avaient pas un caractère purement théorique.

Désireuse de vendre une de ses terres, la bourgeoisie de Saint-Maurice avait chargé deux citoyens d'en prendre les mesures et d'en faire des lots pour les nouveaux propriétaires. Personne n'avait eu à se plaindre de ce partage. Pourtant — nous ignorons en vertu de quel droit —, le bailli infligea une amende de cinq louis d'or à chacun des deux hommes chargés dudit mesurage ⁵¹.

A Troistorrents, la communauté ne put obtenir un arrêté d'expulsion de la paroisse contre un Valdôtain nommé Montover, qui « faisait le régent ambulant de maison en maison » et à qui elle reprochait d'être de mauvaises mœurs et d'enseigner « une doctrine suspecte », — « il avait même eu quelque fréquentation... avec une fille » — qu'après avoir fait passer dans les dizains supérieurs, moyennant des dépenses fort onéreuses, une lettre circulaire à cet effet ⁵².

⁴⁸ AV, cart. 86, fasc. 2, n° 14.

⁴⁹ Grenat, pp. 422-424.

⁵⁰ Voir ci-après, p. 212.

⁵¹ Morell, pp. 11-12.

⁵² AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, p. 13 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 51.

Une communauté ne pouvait pas, sans être passible d'une sanction pécuniaire, couper du bois dans ses propriétés communales, même pas pour des entreprises d'utilité générale. C'est ainsi que la communauté du Bouveret, qui pourtant avait « acheté et payé la plus grande partie de ses forêts et bois », fut astreinte à payer vingt louis d'or au châtelain, parce qu'elle avait abattu des sapins dans ses propres *râpes* « pour subvenir à quelques réparations publiques ».

Au surplus, nous aurons bientôt l'occasion, en particulier en parlant des prohibitions⁵³, de produire de nombreux autres exemples d'intrusion des baillis dans l'administration intérieure des communes, surtout dans le domaine du commerce des produits de la terre.

b. *Le mobile de ces abus : la cupidité*

Mais déjà nous entrevoyons, ce qui sera amplement démontré par la suite, que le principe, le mobile et comme la racine de toutes les atteintes à la justice et aux libertés même les plus élémentaires est à chercher dans l'insatiable cupidité et l'incroyable vénalité des représentants du souverain, source polluée d'où coule en abondance tous les autres maux. Cette cupidité se manifesta d'une manière concrète par un usage quasi habituel ou, pour mieux dire, par l'exploitation des peines pécuniaires, c'est-à-dire des amendes. Si, en effet, comme on a pu le remarquer, le recours aux amendes était souvent le moyen de faire rentrer les impôts, il faut bien constater qu'ici ce moyen est élevé au rang de fin, tant on en use et abuse.

Gabriel Guerraty, par exemple, le relève en termes non équivoques : « On spéculait sur les délits pour en faire une branche de revenus, et toutes les actions devenaient délits aux yeux de ceux qui avaient intérêt à leur existence...⁵⁴ » Oui, même en punissant une faute réelle, on avait souvent moins en vue le redressement du tort fait à l'individu ou à la société que le profit.

⁵³ Voir ci-après, pp. 212-215.

⁵⁴ Guerraty, *Relation...*, p. 196.

Certaines dispositions de loi devaient d'ailleurs favoriser et presque encourager cette tendance. Ainsi la tentation devait être forte pour certains gouverneurs de trouver le plus grand nombre possible de coupables, puisqu'ils prononçaient eux-mêmes les amendes « dont ils avaient les deux tiers » (l'autre tiers allant aux fiscaux).

D'autre part, comme il était interdit aux sujets de se pourvoir en appel pour les amendes qui n'excédaient pas trente livres, « les gouverneurs en ont profité en exigeant vingt-neuf livres, au moyen de quoi ils étaient à l'abri de tout appel...⁵⁵. »

Et dans un « exposé » de 1790 à l'adresse de LL. EE. pour demander la suppression des gouverneurs, le gouvernement de Monthey pouvait déclarer qu'ils changeaient « communément... en écus neufs et quelquefois même en louis » les soixante sols qu'ils étaient autorisés à exiger au maximum⁵⁶.

Cette cupidité, nombre d'autres chroniqueurs de l'époque l'ont aussi soulignée avec véhémence. Ainsi l'abbé Clément : « Nous avons eu le malheur d'arriver à un temps où l'argent fait tout, pour l'ordinaire ; quiconque veut gagner une cause aujourd'hui, quelque juste et bien fondée qu'elle soit, doit, avec sa supplique dans une main, avoir l'autre pleine de louis ; il faut que les espèces sonnent, sans cela, malheur ! souvent même à celui qui soutient une bonne cause ! Rien de si commun que de voir vendre la justice au plus offrant... Quelle horreur ! quel désordre ! quel scandale ! En un mot, on peut dire aujourd'hui, mais non sans douleur, qu'un bon nombre des gouverneurs que le souverain nous envoie ne viennent... que pour voler, piller et ruiner le gouvernement...⁵⁷. » Une fois de plus et en termes non moins catégoriques, Gabriel Guerraty lui fait écho : « Le système financier étayé sur la fiscalité, écrit-il, était le principal et unique objet qui occupait les avides dominateurs du Bas-Valais⁵⁸. »

⁵⁵ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 116.

⁵⁶ AV, cart. 86, fasc. 4, n° 18, p. 3 et n° 19, p. 5 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 171 ; Tamini, *Petit essai...*, p. 76 ; Clément, *Révolution 1790*, p. 322.

⁵⁷ *Ibidem*, pp. 323-324.

⁵⁸ Guerraty, *Relation...*, p. 195.

Pour le chanoine Anne-Joseph de Rivaz, c'est même là un crime, bien plus « le seul crime des gouverneurs que la vérité ne permette pas à l'histoire de dissimuler⁵⁹. » Un crime qui, par son injustice criante et révoltante, est aux yeux de l'abbé Clément plus désolant, plus funeste encore que ceux des despotes et sanguinaires sultans turcs, puisqu'il réduit des familles entières à une vie misérable et désespérée, avec tous les désordres qui s'ensuivent et dont les effets, assure-t-il, « se feront sentir jusqu'à la troisième et quatrième génération⁶⁰ ».

Et un cahier de griefs de conclure : « N'a-t-on pas tout lieu de sonner le tocsin et de s'abandonner à toutes les extrémités... lorsqu'on entend ces formidables et effrayantes paroles d'un juge enragé et affamé d'argent : « Je voudrais pouvoir vous châtier à » toute rigueur et emporter et ne rien laisser dans la commune⁶¹. »

Au reste, les preuves ne manquent pas pour étayer semblables affirmations, qui sont en même temps d'accablantes accusations et à la vérité la condamnation à la fois d'un système fiscal outrancier et du régime politique qui l'a laissé s'instaurer.

c. Origine de leur caractère excessif

Le caractère outrancier et odieux de ce système, à travers ses manifestations aussi multiples que variées, apparaît et dans les procédés utilisés pour extorquer le maximum d'amendes et dans la manière arbitraire et rigoureuse de les infliger ou de les percevoir.

1. Procédés employés pour les obtenir

Pour obtenir ou provoquer des amendes, tous les moyens sont bons aux yeux des gouverneurs : prohibitions multipliées, confiscations, emprisonnement, délation, intimidation...

Les prohibitions les plus fréquentes et les plus durement ressenties concernaient le commerce en général, surtout celui des

⁵⁹ A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, t. I, pp. 22-23.

⁶⁰ Clément, *Révolution 1790*, pp. 324-325.

⁶¹ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 99.

céréales et des autres produits agricoles. En même temps qu'elles tendaient à réduire et presque à ruiner les libertés communales, elles contraignaient à des dépenses pour s'en libérer ou donnaient lieu à des transgressions coûteuses, c'est-à-dire que de toutes façons elles aboutissaient à une contribution financière.

Le gouvernement de Monthey en produisant ses griefs sur les ordonnances gouvernementales rapporte nombre de ces défenses souveraines, dont il n'a du reste aucune peine à contester le bien-fondé :

« défense aux officiers du gouvernement de Monthey de faire et recevoir des comptes ou inventaires de pupilles les jours de fête et de dimanche sous peine de vingt-cinq livres d'amende » ;

défense « aux cabaretiers de souffrir chez eux des filles ou femmes pendant qu'on recrute, sous peine de vingt-cinq livres pour le cabaretier et douze livres pour chaque fille ou femme » ;

défense « aux paysans et gens des villages de jouer aux cartes et aux quilles les jours ouvriers ; il est défendu aussi aux femmes et mineurs de jouer » ;

défense « aux marchands de vendre en place publique sans la permission du gouverneur, sous peine de confiscation de la marchandise et vingt-cinq livres d'amende » ;

défense « aux marchands de vendre et de débiter des dentelles d'un plus haut prix que d'un ducaton, sous peine de cinquante livres, sans la permission écrite du gouverneur, ainsi que de vendre et débiter des dentelles, soies, galons d'or et d'argent se fabriquant hors du pays, sous peine de vingt-cinq livres et confiscation, sauf la permission écrite du gouverneur » ;

défense « d'acheter des denrées dans les chemins et villages, sous peine de cent ducats ; et ceux qui montreront un chemin particulier à un contrebandier ou autre chargé de marchandises de contrebande seront punis comme contrebandiers » ;

défense de vendre hors du pays beurre, suif, foin, fumier, blé, grains, pommes de terre, bétail...⁶².

Pour avoir vendu du beurre à un ressortissant de Saint-Gingolph, un Valdillien fut d'abord emprisonné, puis amendé de

⁶² Grenat, pp. 422-424, avec quelques variantes empruntées à Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 105-110.

sept cents florins. De son côté, un habitant de Vionnaz « qui s'était porté caution d'un restant du prix de ce beurre » dut déboursier six cent cinquante florins. Un troisième quidam « que le gouverneur prétendait avoir été témoin » de cette vente fut traité de « parjure » parce qu'il avait contesté cette accusation ; il en fut finalement quitte pour quatre cents florins. « De sorte que cette affaire seule, avec la confiscation, a valu au gouverneur soixante louis. »

Une autre fois, un particulier du gouvernement de Monthey avait autorisé un Savoyard à entreposer chez lui du beurre qu'il avait acheté dans le Bas-Valais et lui avait prêté sa balance pour le peser. Sous le prétexte sans doute que la sortie de cette denrée était défendue, le gouverneur lui réclama huit cent quatre-vingts florins, soit plus de cinq mille batz, alors que la taxe prévue était de soixante livres, soit six cents batz ⁶³.

Un autre exemple, cité par Morell, montre en même temps l'avidité de certains gouverneurs et le peu de liberté qui restait aux paysans dans le domaine des échanges. Un Bas-Valaisan vendit à un autre Bas-Valaisan un taureau que celui-ci revendit à un Bernois. Cette dernière opération, interdite, était donc passible d'une amende. Mais comme le deuxième vendeur était sans argent, ce fut le premier propriétaire qui dut en faire les frais : il déboursa sept louis d'or.

Ces procédés, dit encore Morell, furent poussés parfois jusqu'à l'absurde. Il cite à l'appui le cas d'un gouverneur de Monthey qui frappa d'une forte amende plusieurs maçons employés sur territoire vaudois et coupables à ses yeux d'avoir emporté pour la journée leur provision de pain, ce que le bailli appelait une exportation de blé ! Et comme un de ces ouvriers était insolvable, le gouverneur le fit enfermer au château jusqu'à ce que son patron vienne l'en sortir en payant pour lui l'amende infligée ⁶⁴.

Une aventure semblable arriva à un Savoyard de Châtel en Abondance, qui fut châtié d'une amende de six louis « pour avoir emporté des pains faits avec du blé de Monthey ».

⁶³ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 68 et 54.

⁶⁴ Morell, pp. 12-13.

De même, Claude-Joseph Avanthey qui possédait un alpage en territoire savoyard jouxtant le Valais y transporta une fois un demi-sac de sel pour son bétail et pour saler le fromage ; il fut amendé de quatorze louis⁶⁵.

« Que d'entorses n'essuie pas le négoce à l'entrée et à la sortie ! dit en résumé un pamphlet virulent contre les gouverneurs et châtelains aristocrates... Les laines, le beurre, le fromage, foin, fumier, écorce, vin..., tout est exposé à des frais et à la confiscation⁶⁶. »

Les échanges avec les voisins, ceux du Pays de Vaud tout spécialement, devaient nécessairement souffrir de ces mesures tracassières. Et une des conséquences de cette réduction du trafic fut que les articles les plus usuels, tant d'alimentation que d'habillement, offerts par des colporteurs ambulants renchérisaient considérablement, lesdits colporteurs devant bien sûr s'indemniser du prix de la patente de vente qu'ils étaient obligés de payer.

Ce qui rendait ces prohibitions plus odieuses encore, fait remarquer Gabriel Guerraty, était le fait qu'il était possible de les lever, autrement dit d'y déroger, moyennant le paiement d'une forte somme d'argent. Il fallait acheter la permission d'enfreindre une ordonnance dont le but était d'extorquer de l'argent ! Le prix de ces permissions ou billets de sortie, fixé d'abord à deux batz, s'éleva ensuite à « quatre baches par quintal, et souvent plus..., objet très considérable, dit un cahier de doléances, pour de pauvres laboureurs, journaliers, ouvriers, etc., qui fort souvent n'avaient de l'argent que pour deux ou trois livres de pain, une livre de beurre, etc. » Ainsi, quoi qu'on ait voulu faire, se mettre en règle avec la loi ou la violer, le résultat était le même : il fallait bourse délier.

Parce qu'elle avait acheté quelques livres de plus que ne portait son billet, une commerçante de Vevey se vit confisquer par Schiner tout le beurre de Val-d'Illiez qu'elle s'était procuré au marché de Monthey, soit pour plus de quatre cents livres.

⁶⁵ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 85 et 76.

⁶⁶ AV, cart. 81 bis, fasc. 1, n° 70.

La même mésaventure arriva à un autre Veveysan qui, passant à la Porte du Sex avec du beurre de Val-d'Illiez, avait oublié son billet de sortie. Bien qu'il l'ait produit ensuite, il ne put rentrer en possession de son bien.

On objectera peut-être que ces entraves à l'exportation n'avaient été établies, comme il est vrai, que pour empêcher la contrebande. Mais, comme le fait judicieusement remarquer un cahier de griefs, « à quoi bon cette précaution puisqu'on ne refuse ces billets à personne et que d'ailleurs il est constant et bien prouvé que le gouverneur était le contrebandier le plus acharné et le plus pernicieux de tout le gouvernement, si tant est qu'il n'ait pas été le seul ⁶⁷ » ?

Ainsi l'interdit qu'il jetait sur les activités les plus diverses et les plus ordinaires de ses sujets était un excellent moyen d'arrondir sa fortune sous le couvert de la légalité.

On peut en dire autant des confiscations. Nous avons déjà vu qu'une ordonnance souveraine du 11 décembre 1585 prévoyait que tout achat ou échange d'un bien devait être déclaré et notifié au seigneur, avec qui, en outre, dans les trois mois après l'acte, il fallait convenir du lod à payer, sous peine de confiscation dudit bien, et qu'une autre ordonnance, de 1779 celle-là, réduisit même à six semaines le temps de la déclaration et attribuait au gouverneur le bien ainsi confisqué ⁶⁸.

Bien des personnes tombèrent sous le coup de cette loi et eurent à en pâtir.

On vient de voir en quelles circonstances deux Veveysans en furent victimes en 1790. Citons aussi le cas d'André Mercier, de La Chapelle, à qui le garde de la Porte du Sex confisqua « un chariot, deux juments et six vingts livres de beurre », parce qu'il avait passé cette marchandise sans billet. Ou celui d'un autre Savoyard qui voiturait du sel du canton de Berne en Savoie et à qui l'officier gouvernal confisqua « un mulet valant passé neuf louis. » Voici encore celui de Louis Rey dont le mulet, ensuite

⁶⁷ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 85 et 94.

⁶⁸ AV, cart. 86, fasc. 4, n° 19, pp. 2-3.

d'une brève escapade sur les communs de Monthey, fut décrété de saisie, malgré les supplications faites à genoux par la femme de Rey. Il fallut, pour le recouvrer, le paiement de deux louis, plus puissants en effet que d'humbles prières.

L'exemple suivant, de « notoriété publique » et, d'après les cahiers de doléances, attesté par des titres, montre d'une manière criante à quel degré l'abus de l'autorité était parvenu à ce sujet. Des Bernois étaient venus à Vionnaz s'approvisionner en fourrage pour leurs chevaux, car ils savaient — et une concession souveraine l'attestait — que la sortie en avait toujours été libre dans cette communauté. Pour plus de sûreté cependant, ils s'enquirent auprès du garde de la Porte du Sex qui effectivement leur donna toute assurance sur ce point. Ils achetèrent donc une douzaine de chars de fourrage et en acheminèrent sur-le-champ dix au port du Rhône. C'est ici qu'intervint la cupidité du gouverneur. Discrètement instruit par lui, notre garde de tout à l'heure s'adjoignit un tiers à titre de fiscal improvisé et vint annoncer auxdits Bernois la saisie de toutes leurs charretées, arguant que la sortie en était interdite. Ils eurent beau faire valoir leurs droits et rappeler la garantie donnée peu avant, rien ne put faire changer cette inadmissible décision. C'est tout juste si les chars et les chevaux purent finalement échapper à la confiscation. Poussant plus loin l'iniquité et lui donnant en quelque sorte un finish inattendu, le gouverneur vendit lui-même dans le canton de Berne une partie de ce fourrage. Bien mieux, soit que l'opération ait été particulièrement fructueuse, soit plutôt que, devant son audace inouïe, il craignît quelque esclandre qu'il désirait ainsi apaiser, il osa « faire part à un des vendeurs » [ou plutôt acheteurs] de quelques écus qu'il avait perçus de cette vente. Geste bravache à la vérité et qui plus est bien dérisoire, car cette somme ne représentait pas le dixième de la valeur du fourrage volé ni même le montant des frais de transport. Pour comble d'ironie — une ironie particulièrement cruelle, on l'avouera —, ce témoignage éloquent de l'arbitraire et du despotisme d'un gouverneur s'achève par cette constatation qui en fait ressortir davantage encore le caractère odieux et vexatoire : « Le restant dudit fourrage a resté sur la place et y a pourri. »

Parfois la confiscation était la sanction infligée à un malheureux qui se trouvait dans l'impossibilité de s'acquitter d'une amende. C'est de cette façon que Nicolas Grangier, châtié pour s'être battu avec Jean-Joseph Bollut, fut dépossédé de deux de ses forêts. Mais là encore l'arbitraire du juge se mesure peut-être moins dans le fait lui-même, pourtant suffisamment probant, que dans la manière de l'exploiter, d'en tirer profit. Ainsi donc le procureur fiscal de l'époque, le médecin Pierre-Joseph Pot, de Monthey, crut pouvoir en disposer. Il vendit une des deux forêts à Pierre Bollut ; celui-ci l'entretint et la bonifia beaucoup pendant deux ans. Malheureusement pour lui, le gouverneur, de son côté, avait vendu la même forêt au marchand Cottet, lequel donc s'empara de son bien sans recours possible du pauvre Pierre Bollut, qui ne put même pas récupérer l'argent qu'il avait donné au fiscal⁶⁹.

C'est par de semblables procédés, assure l'abbé Tamini, que « plusieurs *montagnes* [c'est-à-dire alpages] de la vallée d'Illiez devinrent la propriété de ces gouverneurs et de ces juges⁷⁰ ».

Des notes bas-valaisannes de 1824 qui devaient servir à l'élaboration d'un mémoire au sujet des domaines de l'Etat avaient déjà fait la même observation ; elles renchérisaient même et prétendaient que « les sept dizains puisaient à peu près toutes leurs ressources dans la partie ci-devant sujette...⁷¹ » Et néanmoins, les sujets ne condamneront pas pour autant toute confiscation. Ils demanderont seulement d'en attribuer le profit non plus au juge qui la décrète mais à la communauté⁷².

Si les biens des sujets n'étaient pas toujours en sécurité, on pourrait penser qu'au moins leurs personnes étaient à l'abri d'arrestations arbitraires. Hélas ! d'après des documents dûment établis et quasi officiels, en particulier le *Recueil des titres des privilèges du gouvernement de Monthey...*, depuis le mois de mai 1776, les prisons du château de Monthey furent fréquemment occupées

⁶⁹ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 85, 79, 82, 67, 52.

⁷⁰ Tamini, *Petit essai...*, p. 76.

⁷¹ AV, cart. 86, fasc. 2, n° 13, p. 9.

⁷² AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, art. 13 et 14.

et le plus souvent pour des motifs qui sont loin de correspondre aux prescriptions des Statuts valaisans de 1571 (par exemple celles du chapitre 152) ou aux dispositions des franchises accordées par la Savoie et confirmées par l'Etat valaisan. Ces dernières, par exemple, interdisaient d'arrêter ou d'incarcérer quelqu'un sans enquête ou jugement préalable, sauf pour des délits graves et flagrants : « *nisi sit latro, homicida, vel proditor manifestus...* »⁷³.

« Si tous ceux qu'on a enfermés avaient commis de ces délits, concluaient les Montheysans, c'est un abus de ne les avoir pas jugés et fait leur procès en règle ; ou s'ils ne les avaient pas commis, c'était un plus grand abus d'attenter à leur liberté contre la loi. »

En fait, les emprisonnements, surtout pour les gouverneurs qui se sont succédé à Monthey depuis 1776, furent un nouveau moyen « pour amener sans peine et sans formalité les gens à des compositions plus fortes que la loi ne portait ou pour des cas qui n'avaient pas des preuves suffisantes »⁷⁴. De nombreux exemples confirment cette nouvelle accusation portée contre les gouverneurs et permettent, en effet, de constater que ces incarcérations souvent aussi injustifiées que variées dans leur cause initiale ont presque toujours un dénouement d'ordre et d'intérêt pécuniaire.

Accusé par le gouverneur d'avoir participé à une rixe, Jean-Maurice Bovard se vit condamné à payer quinze louis. Certain de son innocence, il demanda qu'on lui fournisse des preuves de sa culpabilité et qu'un jugement soit prononcé. Pour toute réponse, le gouverneur — c'était Schiner — le fit jeter en prison. Il ne le relâcha qu'au bout de huit jours, non sans que le frère dudit Bovard n'ait versé un louis pour lui et qu'il n'ait lui-même promis de ne pas chercher à se justifier.

Maurice Gex, lui aussi, fut frappé par Schiner d'une amende de cent vingt livres pour une prétendue batterie non prouvée. Désireux d'épargner à son fils un emprisonnement « dont il se

⁷³ AV, cart. 86, fasc. 4, n° 19, p. 5 ; Grenat, p. 415.

⁷⁴ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, p. 25 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 116.

ressentirait le reste de ses jours », Antoine Gex se rendit au château. Sans égard à ses septante-cinq ans, on le fit d'abord attendre longtemps debout dans le corridor et quand le gouverneur consentit enfin à le recevoir, ce fut pour lui réclamer quatre louis. Comme le pauvre vieillard, la fatigue aidant, s'était assis pour compter son argent, il fut en outre fortement réprimandé pour cette attitude jugée inconvenante « en présence du lieutenant du prince ».

S'ils ne pouvaient atteindre le vrai coupable, certains gouverneurs n'hésitèrent pas à faire retomber sur une tierce personne la peine de la faute ou de la prétendue faute. C'est ce qui arriva à Jean-Louis Clément, aubergiste à Champéry. Alors qu'il devisait un soir dehors en compagnie de quelques amis, il arriva que l'un d'entre eux, en manière d'amusement, jeta imprudemment une pierre ; celle-ci d'aventure tomba sur une haie et de là ricocha sur un passant qu'elle atteignit à la tête. Clément ignorant quel était le fautif et sans même pouvoir se justifier fut incarcéré au château pendant quatre jours, d'où ses parents vinrent le tirer moyennant quatre louis.

Les étrangers eux-mêmes n'échappaient pas à la rapacité du gouverneur. Un homme de Locana, dans le diocèse d'Ivrée, entre autres, en fit un jour l'expérience. Muni d'une permission du curial, il vendait sur le marché de Monthey « du sang de bouquetin et de la thériaque de Venise ». Sous le prétexte que sa permission était invalide, le gouverneur s'attribua la marchandise. Comme le Gros-Bellet, notre Piémontais se rendit courageusement au château réclamer son bien en faisant valoir son bon droit. Bien loin de lui donner satisfaction, le gouverneur le fit fouiller, s'appropriant les deux louis qu'on lui trouva encore et le fit mettre en prison, d'où il ne sortit finalement que pour être conduit « hors de la patrie »⁷⁵.

Nous verrons par la suite d'autres exemples d'incarcérations tout aussi injustifiées⁷⁶.

⁷⁵ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 74-75, 81, 62.

⁷⁶ Voir ci-après, par exemple, pp. 220, 235-237.

Prohibitions, confiscations et emprisonnements étaient en quelque sorte les moyens ordinaires dont usaient les gouverneurs. Ce n'était pas les seuls, hélas ! Plus d'une fois, ils ne se gênèrent pas de recourir à la délation et à la terreur.

Parce qu'ils empochaient les deux tiers des peines pécuniaires, certains gouverneurs accueillaient favorablement toutes les diffamations : « il suffisait d'être dénoncé pour être coupable », assure Guerraty. Et parce que, de leur côté, les fiscaux touchaient le tiers des amendes prononcées par les gouverneurs, ils se montraient très zélés dans la recherche et la poursuite des délits ; aussi Guerraty encore les compare-t-il à des « chiens lévriers... qui couraient après la proie et la saisissaient ⁷⁷ ».

Voici l'une ou l'autre manœuvres de ces sycophantes vils et complaisants.

Sur le simple témoignage d'un homme pourtant peu digne de confiance, puisque précédemment il avait dû comparaître pour crime, « un garçon fut accusé par une fille de rien... déjà déchue de son honneur... d'avoir voulu lui faire violence de nuit, en rase campagne ». Cité devant le gouverneur, il fut mis en prison et dut promettre de verser vingt-cinq louis pour en sortir.

La même peine échut à un batelier qui, mis à l'épreuve et trompé par des limiers de police à la solde du procureur fiscal, avait laissé passer dans le canton de Berne, sans le contrôler, un sac de blé « que le porteur disait être du chènevis ».

Un jeune homme de dix-huit ans dut déboursier vingt louis « pour ne pas s'être laissé assassiner », dit encore un cahier de griefs. Voici le fait. Attaqué et cruellement maltraité, à la tombée de la nuit, par deux individus, il les prévint qu'il allait « leur enfoncer son couteau dans le ventre s'ils ne l'abandonnaient ». Ces menaces, surtout dans de telles circonstances, n'avaient rien que de très légitime. Pourtant, rapportées au gouverneur par les agresseurs eux-mêmes — qui pouvaient tout aussi bien être à la solde de « quelques personnes intéressées au désordre », fait remarquer le narrateur ou le scribe —, elles suffirent à faire con-

⁷⁷ Guerraty, *Relation...*, p. 197.

damner notre jeune homme, inculpé « d'avoir voulu attenter à la vie de son semblable⁷⁸ ».

Nous avons déjà parlé de ces « chasse-coquins gouvernaux », c'est-à-dire en clair des fiscaux et officiers de paroisse⁷⁹. Vrais « tyrans subalternes qui vivent des dépouilles des malheureux dont la voix crie sans cesse vers le ciel où est leur vengeur », personnages trop souvent sans probité, « reconnus pour la lie du peuple, gens sans religion et sans conscience, vendus à l'intérêt, à la rapine et à la vengeance », tels apparaissent aux yeux du public et de l'abbé Clément en particulier ces « ministres d'iniquité dont plusieurs gouverneurs avaient la dévotion de se servir⁸⁰ ». Au reste, sur ce chapitre, le vicaire de Val-d'Illiez s'enflamme aisément et semble intarissable. Avec véhémence, il dénonce ces personnages méprisables et dangereux qui, par esprit de vengeance ou par un sordide intérêt, faisaient de la délation un véritable métier, « cette troupe de gueux, cette élite de francs coquins et canailles qui se sont succédé à l'envi au château de Monthey depuis une quinzaine d'années, comme autant d'espions et d'émissaires favoris des insatiables gouverneurs... ; ces insignes voleurs qui ne vivent que de rapines, qui n'ont ni conscience, ni humanité, ni religion..., souvent adonnés à tous les vices et auxquels le métier odieux de rapporteur sert ordinairement de sauvegarde contre tous leurs désordres...⁸¹ ».

C'est avec horreur que les documents de l'époque relèvent le nom de quelques-uns d'entre eux : l'officier Pierre Rey, de Val-d'Illiez⁸², l'officier du gouverneur Jean Sylvestri, le médecin Pierre-Joseph Pot, de Monthey, Jean-Claude Pottier, aussi de Monthey, « le fiscal Fumey, de Vouvry, petit homme bossu, d'une figure hideuse et ayant l'âme méchante, tel qu'il fallait être pour être fiscal » (ce portrait express est de la plume de Guerraty), le notaire et greffier du gouverneur Joseph-Antoine Meillat, la maréchassée Jean-François Jacquier, « être insignifiant, suppôt

⁷⁸ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 49, 59, 66-67.

⁷⁹ Voir ci-dessus, pp. 200-201.

⁸⁰ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 117 ; Clément, *Révolution 1790*, p. 321.

⁸¹ *Ibidem*, pp. 321-322, 342-343.

⁸² AV, 107 Clément, n° 22.

d'exécution judiciaire », Pierre Jacquier-Perret, de Choëx, « digne ami et espion des gouverneurs » (nouveaux coups de pinceau de Guerraty⁸³), le châtelain de Saint-Gingolph Nicolas-Jean-Evangéliste Baruchet⁸⁴, « sans parler... de tant d'autres méchants et dangereux rapporteurs... de toutes les paroisses du gouvernement...⁸⁵ ».

Il faut ici, et à titre d'exemple — à la vérité « un exemple effrayant et presque inouï » —, faire une mention spéciale « du scélérat et infâme Jean-Joseph Rochey..., un scélérat consommé dans le crime », comme le dépeignent Clément et Guerraty. Et non sans raisons, car, outre qu'il fut l'assassin de Jean-Louis Grenon en 1786 et de son beau-frère Louis Durier, il s'est rendu tristement célèbre par nombre d'autres iniquités toutes du domaine public. « Les seules et nombreuses abominations de Jean-Joseph Rochey, dit un cahier de griefs, suffiraient pour couvrir d'une honte éternelle plusieurs gouverneurs qui l'ont soutenu dans ses forfaits et châtié tant de monde à ses seuls rapports. »

Par ses dénonciations, en effet, ou celles de sa « dangereuse femme », d'autant plus injustes qu'elles étaient acceptées sans preuves et que, grâce à elles, il se trouvait être à la fois « partie, accusateur et témoin », il fut pour le gouverneur Augustini un excellent pourvoyeur de ce que Gabriel Guerraty, en son langage fleuri, appelle « de bonnes poules au pot », c'est-à-dire de malheureuses victimes de sa féroce et odieuse cupidité.

Bien mieux, pour en procurer plus sûrement et en plus grande abondance, il s'entendait à provoquer lui-même quelque brouille ou contravention. La chose était si connue que, un jour de foire, à Val-d'Illiez, les gardes préposés au bon ordre prirent bien soin de l'empêcher « de faire du bacchanal ». Résultat : ce furent eux qui « furent cités au château et détenus aux arrêts pendant vingt-quatre heures ».

Petit de taille et « naturellement peureux », nous dit l'abbé Clément qui l'a bien connu, il était cependant un objet de terreur dans tout le val d'Illiez, car on le savait ordinairement armé d'un pistolet et on redoutait fort les menaces dont il usait et abusait,

⁸³ Guerraty, *Gloses*, pp. 77 et 73.

⁸⁴ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 94-97.

⁸⁵ Clément, *Révolution 1790*, pp. 322 et 327 ; Guerraty, *Gloses*, p. 73.

soit envers ceux qui blâmaient ou simplement désapprouvaient sa mauvaise conduite, soit envers ceux qui refusaient de lui prêter de l'argent.

Bien que l'exercice de la médecine lui fût formellement interdit par le souverain, il ne laissait pas de s'y livrer et dans son impudence et son impéritie il pouvait tout à loisir « bourreauder » ses patients, estropiant et même tuant plusieurs personnes. L'abbé Clément qui avance ces graves accusations se déclare prêt à en fournir « les preuves détaillées », dont il a constitué, dit-il, tout un recueil. Guerraty, de son côté, a noté de même l'usage abusif et criminel que le sieur Roche y faisait de sa prétendue science médicale : « Il se présentait, nonobstant la défense, chez tous ceux dont la santé avait besoin de son art ; on lui observait en vain qu'il lui était défendu de l'exercer et au public de se servir de lui ; on résistait en vain à ses sollicitations, par la crainte de l'amende. Soit qu'il fût vrai ou qu'il fût faux qu'on se soit servi de lui, et après lui avoir promis le secret, il venait secrètement dénoncer le fait au gouverneur Augustini, qui aussitôt lâchait un mandat de citation contre l'accusé ; en vain celui-ci se tenait sur la négative, le gouverneur citait comme témoins Roche y et sa femme, qui venaient attester par serment la véracité de leur clandestine dénonciation vraie ou fausse. Ensuite le tyran inexorable décernait l'amende contre les prévenus, souvent pères de famille, dont les larmes et les angoisses ne pouvaient le toucher. Roche y méritait bien d'avoir part au gâteau ! »

Les rapports journaliers qu'il faisait ainsi au château avaient pour lui le triple avantage de lui permettre d'assouvir sa vengeance contre plusieurs, de lui procurer un gagne-pain facile et surtout de lui assurer l'impunité de ses crimes. Après avoir, par exemple, et en présence de témoins, causé la mort de deux enfants à qui, pour les guérir d'une hernie, il avait, en état d'ivresse — « la tête pleine et soulé d'eau-de-vie », relèvent les documents — ouvert le ventre, « laissant échapper tous les boyaux, il en fut quitte pour s'absenter quelques jours du pays et redevint dans peu le favori de plusieurs gouverneurs ».

Une autre fois, il fut reconnu coupable d'avoir voulu éviscérer Marie-Christine Gonnet « pour lui arracher de force, avec

des instruments crochus de fer, l'enfant qu'elle portait dans son sein », et qu'elle avait eu de Gaspard Nantermod avant son mariage avec Pierre-Maurice Avanthey. Pourtant, cette fois encore, il lui suffit de quitter le pays pendant quelques mois, après quoi il put, muni d'une permission du gouverneur, rentrer au pays et y demeurer sans être inquiété le moins du monde.

Augustini alla jusqu'à lui accorder, en date du 30 janvier 1787, « un billet de quittance et de justification » pour l'assassinat de Jean-Louis Grenon.

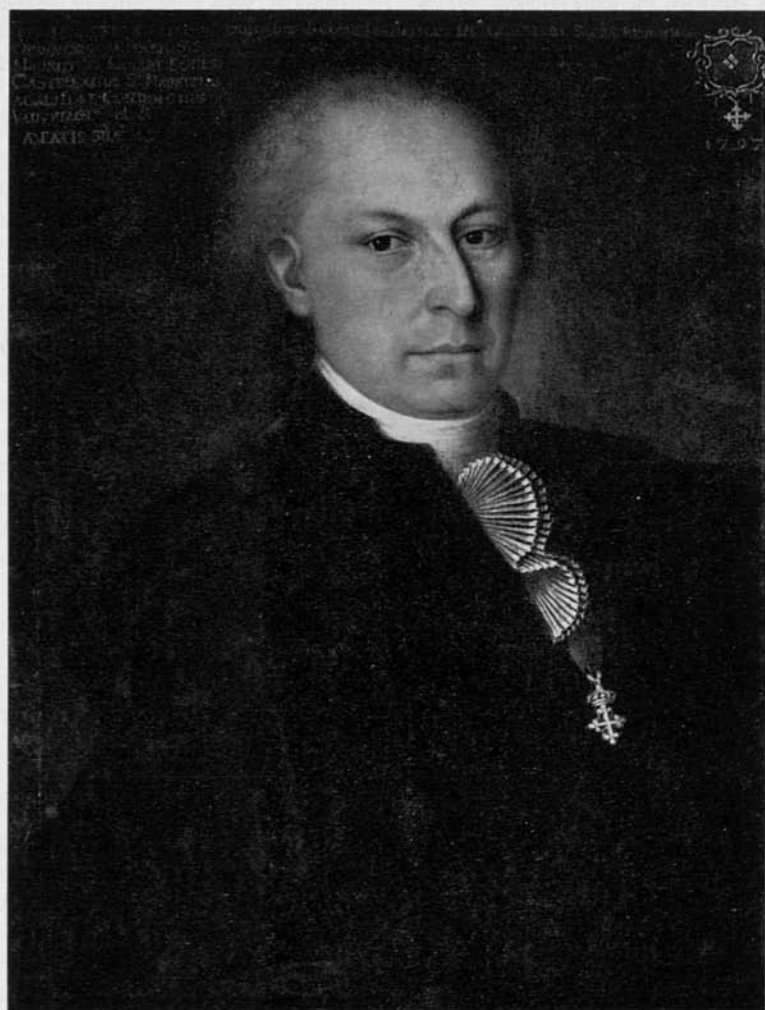
C'est que, comme le dit d'une manière si pittoresque l'abbé Clément, « il était trop prudent pour couper, comme on dit, le pis à une aussi bonne vache que Roche... », qui était auprès de lui, au dire de Guerraty, « l'espion, le dénonciateur, le fiscal et le témoin, comme le scélérat Jean Tristan l'était auprès du despote Louis XI », et grâce à qui il pouvait en toute quiétude étriller son monde.

Il fallut un changement de régime, c'est-à-dire l'arrivée du gouverneur Jean-Joseph Jost, pour qu'enfin, à la suite de l'assassinat de Louis Durier, le 7 février 1787, il fût appréhendé et incarcéré dans les prisons de Monthey. Pour éviter toute collusion avec « quelques associés de son libertinage » et toute tentative d'évasion, la communauté de Val-d'Illiez tint à faire les frais — nourriture et salaire — d'une garde de huit sentinelles, jusqu'au mercredi 14 mars « qu'il fut pendu aux potences de La Bar-maz⁸⁶ ».

Si les autres moyens utilisés avaient échoué ou tout simplement si les juges ne disposaient pas de preuves suffisantes et que les accusés aient eu la prétention de faire suivre la procédure conformément aux lois, il restait une ressource pour obliger les débiteurs récalcitrants ou leurs avocats à rendre gorge : l'intimidation ou même la terreur.

Quand on parcourt la liste des bans décrétés et exigés par le gouverneur Schiner durant sa préfecture, on est frappé de cer-

⁸⁶ Clément, *Révolution 1790*, pp. 322 et 327 ; Guerraty, *Gloses*, pp. 72-75 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 78-81 ; AV, fonds Clément, n° 65, pp. 180-183 ; Bertrand, *Guérisseurs*, pp. 440-442.



Pl. VII. — Jacques de Quartéry
(1750-1826)

Portrait par Félix Cortey (?), 1797
Propriété de M. André Bioley, La Chaux-de-Fonds



taines expressions qui reviennent constamment sous sa plume et dont du reste il tire gloire. Telle amende ou châtement, écrit-il, a été obtenu « par accord », par « propre soumission » des parties. Un tel « a avoué et confessé... » sa faute ; tel autre a été condamné à payer un ban et « il n'a pas appelé » ou « ne s'est jamais plaint ». Mieux, il l'a « offert et humblement présenté au gouverneur, qui l'a accepté », il l'« a volontairement offert et payé », souvent même « avec bien de remerciement » ou « avec action de grâces ».

« Cette grande soumission dont le gouverneur Schiner se prévaut..., fait remarquer Gabriel Guerraty, ne signifie autre chose, sinon qu'il inspirait la terreur... Et l'on faisait encore un mérite, et l'on savait bon gré au tyran de ce qu'il ne faisait pas tout le mal qu'il pouvait faire, puisque l'on était livré à sa merci. Voilà pourquoi, après avoir été durement amendé, et pour des choses où il n'y avait pas lieu à user de tant de sévérité, on lui faisait encore des remerciements, tellement l'on était dans l'habitude de trembler devant lui. Et l'on s'estimait encore heureux d'être délivré de ses griffes, même en y laissant de ses plumes. »

Parfois la victime n'attendait même pas que le despote ait lancé un mandat contre elle ; prenant les devants, elle venait d'elle-même s'offrir en sacrifice. Ainsi « Maurice Vanay, pour anticipation ou coupe de bois défendue, a porté lui-même le ban statué... ». Une telle attitude, une telle platitude fait s'indigner Guerraty : « Il a imité, écrit-il, l'exemple du rossignol qui, dès qu'il aperçoit de loin le serpent à sonnettes qui vient pour le dévorer et auquel il sait qu'il ne peut échapper, et dès qu'il voit qu'il ne peut éviter d'entrer dans la gueule de ce terrible ennemi, prend son vol fatal et va droit se réfugier entre les dents de celui-ci, qui le croque aussitôt...⁸⁷ »

On se croirait transporté dans l'enceinte des prétoires de certains régimes totalitaires de notre siècle qui nous ont accoutumés à ce genre de « justice » et d'aveux spontanés.

Barthélemy Guillot, dans le cahier des griefs du gouvernement de Monthey, résumera ainsi cette atmosphère de crainte révéren-

⁸⁷ Guerraty, *Gloses*, pp. 95-103.

tielle qui régnait dans les relations des sujets avec leur gouverneur : « Personne n'osait plus résister ni se défendre lorsqu'il était attaqué et se tirait d'affaire le plus vite qu'il pouvait en payant⁸⁸. » Chacun préférait abdiquer sur-le-champ plutôt que de se défendre contre des accusations dont il fallait finalement subir les conséquences. Oui, les innocents eux-mêmes aimaient mieux payer sans protestation une amende même exorbitante pour ainsi se dérober aux « regards farouches des gouverneurs », à leurs injures ou à leurs menaces, pour échapper à la prison et s'épargner, soit des poursuites et une procédure interminables et coûteuses, soit l'affront d'une condamnation injuste.

C'est ce qu'avaient dû faire nombre de victimes dont il a été question plus haut. C'est aussi ce que fit, et en plus d'une circonstance, le conseil du gouvernement de Monthey. Nous avons déjà signalé comment, et nous venons d'expliquer pourquoi, en 1789, il versa sans protester six cent trente-six florins pour les frais d'une patrouille qui était pratiquement au service exclusif du gouverneur⁸⁹. C'est aussi sous l'emprise de la peur que, contraint par le gouverneur Theiler à continuer inutilement la garde d'une *montagne* chargée de neige, alors qu'il n'y paissait plus de bétail, il n'osa porter plainte et préféra en payer les frais, soit environ deux mille florins.

C'est encore au moyen de menaces que plusieurs gouverneurs forcèrent des particuliers du gouvernement de Monthey à donner la chasse aux contrebandiers jusque dans les montagnes. Ainsi, fait remarquer l'auteur du grief, « on devait aller exposer sa vie pour remplir la bourse d'un homme qu'on abhorrait et cela encore sans salaire ».

Il s'est trouvé aussi des gouverneurs qui, pour être plus libres d'imposer leur volonté et obtenir plus facilement l'accord de leurs clients, leur enlevaient le droit de se défendre. Dans leur ignorance des lois et du droit, les pauvres gens, le plus souvent innocents, apeurés et livrés ainsi à eux-mêmes, « ne pouvaient que faire sinon de donner tout ce que les gouverneurs voulaient⁹⁰ ».

⁸⁸ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 113.

⁸⁹ Voir ci-dessus, p. 198.

⁹⁰ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 113, 71, 45-46 ; Tamini, *Petit essai...*, p. 76

En définitive, on a pu s'en convaincre, tous ces procédés (prohibitions, confiscations, emprisonnements, délation, intimidation) visaient moins à amender les mœurs, à réprimer les entorses aux lois, à rétablir le bon ordre ou le droit public ou privé qu'à mieux faire sentir le poids du despotisme et, par un système qu'on pourrait presque dire organisé, canaliser dans le portefeuille de certains gouverneurs, sous le couvert de la justice, les maigres ressources de leurs sujets. Et cette sorte de mécanique fonctionnait si bien que quiconque y était engagé se trouvait pris comme dans un tourbillon ou plutôt dans un engrenage qui l'amenait irrésistiblement à délier les cordons de sa bourse. Les prohibitions, par exemple, occasionnaient nécessairement — « n'ont-elles pas constamment pour but » ? assure même un pamphlet contre les gouverneurs⁹¹ — soit des confiscations soit des amendes, car il fallait payer ou pour les abroger ou pour les avoir outrepassées. De même la délation ou l'intimidation avaient souvent pour conséquence soit une amende soit un emprisonnement, lequel obligeait les gens à se rédemir. Ainsi le résultat final était invariablement le même : satisfaire la cupidité de certains gouverneurs.

2. *Manière arbitraire et rigoureuse d'infliger les amendes*

Bien que les exemples précités aient déjà fait apparaître cette insatiable cupidité par l'emploi multiplié des amendes, il nous reste à la mettre mieux en relief en montrant de quelle manière arbitraire et rigoureuse elles furent infligées.

Si, contre toute règle de droit, l'accusé devait apporter la preuve de son innocence, certains juges en revanche — et c'était là une nouvelle entorse à la plus élémentaire justice — ne s'en embarrassaient guère quand il s'agissait de prononcer quelque condamnation.

Nous avons déjà eu l'occasion de le constater dans les pages qui précèdent et d'autres témoignages viendront ultérieurement compléter, renforcer ceux que nous donnons ici⁹².

⁹¹ Av, cart. 81 bis, fasc. 1, n° 70.

⁹² Voir ci-dessus, par exemple, pp. 213-220.

Jérôme Geneivroz était soupçonné d'avoir dérobé quelques meubles chez la grand-mère de sa fille. « Sans témoignages et sans procédure », le gouverneur lui infligea une amende de cinquante-cinq louis, « sans compter beaucoup d'autres frais » et l'atteinte portée à son honneur.

De même, Jean-Maurice Bovard dut payer soixante livres pour avoir, comme disait le gouverneur, « fait du sang à un autre », sans qu'il ait pu ni se justifier ni même connaître ses accusateurs. Il apprit après coup que le dénonciateur était un proche parent de son antagoniste, ce qui naturellement aurait permis de récuser son témoignage.

Certains gouverneurs et nommément Schiner, pour mener les enquêtes et instruire les procès à leur fantaisie, avaient pris l'habitude de ne plus désigner les témoins qu'ils produisaient que d'une manière anonyme — « sous la figure de NN. » —, ce qui enlevait aux accusés la possibilité de faire opposition et d'autre part permettait au gouverneur de faire appel à qui bon lui semblait, au besoin à des chevaliers d'industrie, à « des coquins » et jusqu'aux ennemis des personnes inculpées, quand ce n'était pas à des personnages fictifs, « car la supposition de témoin ne serait pas le plus grand crime d'un gouverneur », affirme un cahier de griefs. En confirmation de ses dires, il assure que c'est sur une imputation de cette nature que trois citoyens de Vionnaz furent condamnés à payer quarante écus « pour se défendre sur l'accusation d'avoir été à la chasse ». L'un d'eux réussit heureusement à donner un alibi pour cette journée. Quant aux deux autres, ils ne purent se soustraire à l'amende ; l'un d'eux, parce qu'il avait protesté, fut en outre mis en prison.

L'arbitraire gouvernal donna lieu parfois à une véritable parodie de la justice. Qu'on en juge. Sur la plainte d'un certain maçon « franc vaurien », un particulier de Vionnaz, « homme fort paisible » pourtant, fut déféré devant Schiner sous l'inculpation d'avoir frappé ledit maçon. Comme il n'y avait contre lui « ni preuve ni même semi-preuve », le gouverneur le relaxa. Mais il n'était pas homme à lâcher définitivement sa proie. Un jour qu'il se trouvait à Vionnaz, il convoqua les deux parties, mais différa l'audience jusqu'après le dîner. Alors, jugeant sans doute que

l'heure n'était guère propice aux choses sérieuses et peut-être désireux de s'offrir une pinte de bon sang, il remit le jugement de l'affaire à un vieux fiscal qui l'accompagnait, homme à tout faire, « qu'on avait eu soin de ne pas laisser avoir soif pendant le dîner ». Muni d'instructions précises, notre robin, tel un président à mortier, va s'installer dans un fauteuil, lequel heureusement pour lui était pourvu d'appuis de chaque côté, ce qui lui permit de se tenir et de faire plus ou moins bonne contenance. Ayant très brièvement écouté plaignant et accusé : « C'en est assez, dit-il, je veux juger ». Il eut tant de peine à articuler la sentence qu'on dut la lui faire répéter trois ou quatre fois ; encore fallut-il l'aider « à se comprendre lui-même ». La voici en substance : vu que le maçon a été maltraité — ce fait toutefois ne reposait que sur son propre dire, car il ne portait pas la moindre marque de blessure — et vu que l'accusé n'a pas prouvé qu'il n'était pas coupable sur ce point, il condamne ledit accusé « aux dommages envers l'accusateur et les droits au seigneur réservés ». Et tout le monde aussitôt d'applaudir : « Brave châtelain, lui dit-on, vous avez décidé en habile jurisconsulte. » Mais ce qui ne paraissait à tous qu'un joyeux divertissement devint cruelle et invraisemblable réalité pour le pauvre condamné : deux jours après, il dut verser deux louis au gouverneur. Si l'on ajoute les frais élevés d'un nouveau procès qu'il plaida contre son accusateur et ceux que lui valut une nouvelle accusation tout aussi gratuite concernant la chasse, c'est environ quarante écus que ce « jugement de Midas » coûta au pauvre homme⁹³.

Le brave paysan qui, en octobre 1790, remit à Fischer un rapport sur les abus des gouverneurs dans le Bas-Valais avait, lui aussi, noté quelques exemples de vexations dont plusieurs prêteraient à rire tant elles sont tatillonnes si elles ne se soldaient pas par des amendes durement ressenties. On se voyait châtié, et sévèrement parfois, déclare-t-il, « pour une ombre de prétexte de contravention aux lois ». Les documents de l'époque abondent de faits qui corroborent cette assertion.

⁹³ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 76-77, 80, 71, 65-66.

Voici, par exemple, Jean-Claude Borrat condamné à payer deux louis (on lui en demandait d'abord cinq) « pour avoir dit par badinage *toi* au curial » de Val-d'Illiez, Jean-Claude Marclay, sans d'ailleurs que celui-ci l'ait interprété en mal ou ait porté plainte.

De plusieurs personnes du val d'Illiez que le gouverneur avait interpellées de la fenêtre du château alors qu'elles s'en revenaient du marché de Monthey, quelques-unes, l'ayant entendu, s'arrêtèrent : le gouverneur les laissa poursuivre leur chemin sans avoir rien à leur dire ; les autres furent punies, pour désobéissance sans doute : l'une d'un louis, une autre de vingt-quatre heures d'arrêt et de vingt-cinq louis.

Une autre fois, c'est Pierre-Maurice Rey qui dut déboursier dix louis parce qu'on l'avait accusé, sans preuves, d'avoir seulement menacé une femme du poing⁹⁴.

François Riondet-Blanc, de Collombey, n'ayant pas trouvé la limite de son pré l'avait en fauchant outrepassée quelque peu par mégarde ; Schiner le condamna à payer vingt écus petits, soit quatre cents batz — le registre des bans qu'il présentera pour sa défense les réduira à vingt-quatre livres ou deux cent quarante batz. Et pourtant le voisin lésé n'avait déposé aucune plainte et le foin coupé n'avait été « évalué que trois baches par les taxateurs⁹⁵ ». Cette légère « anticipation » — c'est ainsi qu'on appelait ce genre de faute — était quasi inévitable ; il n'empêche que les documents font état de plusieurs autres paysans amendés pour le même motif : un certain Jeandet, également de Collombey, Maurice Vanay, de Béfeu sur Vionnaz, etc.

Ce dernier vint lui-même une autre fois, et « avant que d'être demandé », porter au gouverneur les soixante livres prévues par la loi « pour anticipation ou coupe de bois » dans la forêt de la communauté. Gabriel Guerraty note justement à ce sujet qu'une telle coupe faite par un communier dans les forêts communales ne constituait certainement pas un crime ; « ce ne pouvait être, écrit-il, qu'une contravention qui regardait la police locale et la commune exclusivement⁹⁶ ».

⁹⁴ *Ibidem*, pp. 75-79.

⁹⁵ *Ibidem*, p. 57 ; Guerraty, *Gloses*, p. 99.

⁹⁶ *Ibidem*, pp. 99-100.

Autre « délit » punissable : la « pèche », c'est-à-dire « l'échange d'un âne contre une truie ». Antoine Torrenté, par exemple, fut châtié de vingt-cinq livres par Augustini pour avoir troqué « une bourrique contre un cochon, avec la femme de François Voisin, sous prétexte qu'il avait pactisé avec une femme »⁹⁷.

Les jeux les plus innocents étaient eux aussi à la merci d'une intervention disciplinaire du gouverneur.

Mathias Caillet-Bois, de Val-d'Illiez, dut payer cinq louis pour le seul fait d'« avoir joué des noix aux cartes, quoique, précise le livre des griefs, il ne jouait que huit à dix noix à la fois ».

Bien qu'invités à titre de parents de l'un des conjoints, Jean-François Collomb et sa mère furent pénalisés « pour avoir dansé dans les noces d'Eugène de Nucé ». De même, un châtelain du Bouveret réclama environ douze louis d'or neufs de gens de Vouvry parce que, à l'occasion d'une fête, ils avaient « dansé et pour mieux dire sauté environ une heure, les uns qu'une fois et les autres deux ou trois fois »⁹⁸. Quant à Rose Blanche, de Vouvry, c'est chez elle qu'elle avait dansé : elle dut pour cela et pour « grand tapage nocturne » verser douze livres⁹⁹.

Il serait aisé de multiplier les exemples de ce genre, le gouverneur ayant si souvent usé ou plutôt abusé de son pouvoir judiciaire pour tirer profit de la moindre peccadille, du délit le plus insignifiant, de la querelle la plus futile, de la plus légère parole d'impatience ou de colère...¹⁰⁰.

Ces mesquineries répétées, mieux peut-être que de flagrantes injustices, jettent une lumière crue sur la cupidité et l'arbitraire de certains juges et la font en quelque sorte toucher du doigt.

Elles n'en sont pas, hélas ! les seules manifestations. L'abbé Tamini assure que la diète répondit affirmativement à la question d'un gouverneur : « Les fautes commises sous l'administration d'un gouverneur restées sans châtiment peuvent-elles être punies

⁹⁷ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 62 ; Guerraty, *Gloses*, p. 101 ; Guerraty, *Relation...*, p. 196.

⁹⁸ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 76, 44-45.

⁹⁹ Guerraty, *Gloses*, p. 101.

¹⁰⁰ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 45, 50, 77-78, 97, 101.

par son successeur ? ¹⁰¹ » On peut imaginer à quels abus une telle décision a pu donner lieu : il pouvait se faire que, sur la dénonciation du premier venu, hostile ou simplement malveillant, quelqu'un soit puni pour une infraction à la loi commise vingt ou trente ans auparavant et peut-être déjà réparée. Et qui plus est sans possibilité de se défendre, c'est-à-dire d'administrer la preuve ou de son innocence ou de son acquittement. Car, outre que parfois on ne délivrait pas de quittances pour les amendes, les témoins avaient très souvent disparu durant ce laps de temps.

Jean-Joseph Rouiller fut inquiété par le gouverneur pour avoir joué aux cartes trois ans auparavant. Il reconnut d'autant plus volontiers son tort qu'il se rappelait avoir déjà versé quatre louis pour cet objet, « pour être débarrassé du gouverneur », dit-il. Il dut tout de même se résoudre à payer encore huit louis, sous le prétexte qu'il s'était aussi rendu coupable d'autres délits qu'on ne prouva pas davantage que le premier : batterie, recours illégal au « chirurgien » Roche, provocation en duel... ¹⁰²

Les frères Jean et Jean-Joseph Trombert avaient fait verbalement et avec l'assentiment de leur père Jean-André un échange de biens-fonds. Etant revenus le lendemain sur leurs positions, ils « n'accusèrent » évidemment pas le lod, puisque l'échange n'avait pas eu lieu. Longtemps après, le gouverneur Augustini ayant eu vent de la chose, ils furent obligés de lui verser neuf louis.

Pierre-Didier Borgeaud enfin, de Collombey, ayant fait l'acquisition d'une châtaigneraie, en avait payé les lods au receveur fiscal Hyacinthe Darbellay au moment même de la stipulation du contrat. Bien que la quittance dûment datée fût au bas de l'acte, le nouveau gouverneur, un an après, confisqua la forêt, « par la raison, disait-il, que Borgeaud n'avait pas payé le lod assez promptement ¹⁰³ ».

¹⁰¹ Tamini, *Petit essai...*, pp. 75-76.

¹⁰² Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 51.

¹⁰³ AV, cart. 86, fasc. 4, n° 19, pp. 3-4 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 170 ; Tamini, *Petit essai...*, p. 76 ; Grenat, p. 415.

En négociant les délits « comme s'ils eussent été un commerce » — l'expression est de Guerraty¹⁰⁴ —, les gouverneurs en vinrent à cumuler les amendes pour une seule faute, c'est-à-dire à la punir soit à plusieurs reprises soit à des titres divers.

Parce qu'il avait administré quelques coups, d'ailleurs sans gravité, à un colporteur peu scrupuleux pour qu'il reprenne ses peaux et restitue l'argent qu'il leur avait extorqué en les vendant deux fois plus cher que leur prix, trois sujets du châtelain Willa, « fils de famille », se virent transférés d'un tribunal à l'autre, à celui de Monthey, de celui-ci à celui du Bouveret et de ce dernier au premier, et chaque fois ils furent astreints « à des accommodements exorbitants ».

Jean-Claude Défago paya en présence de témoins cinq écus neufs pour son fils, un jeune garçon d'environ treize ans, qui, en jouant, avait tiré un coup de pistolet contre les fenêtres d'une maison. Le gouverneur refusa d'en donner quittance, ce qui lui permit d'exiger l'amende une deuxième fois.

Mais voici qui est mieux encore et qui montre comment on pouvait habilement tirer parti d'un délit. Un particulier s'était servi de son fusil pour capturer une carpe « dans la grande *Praille* ». Jugez si elle lui revint cher puisqu'il la paya trois écus neufs la livre, alors qu'il eût pu s'en procurer abondamment pour deux baches. C'est que le châtelain Willa, soucieux peut-être de venger l'infortuné poisson mais à coup sûr plus soucieux encore de ne pas perdre cette occasion de faire lui aussi une bonne prise, le châtia à la fois comme pêcheur et comme chasseur. C'est ce qui s'appelle faire d'une pierre deux coups ou, si l'on veut, de la surenchère sur les délits¹⁰⁵.

Comme on le voit par ce dernier exemple, certains gouverneurs ne manquaient pas de fantaisie. Ils la poussaient parfois plus loin encore, car à défaut de délits réels, ils s'entendaient fort bien à en créer d'imaginaires, trouvant prétexte à amendes là où il n'y avait pas l'ombre d'une faute, bien plus dans les bonnes actions elles-mêmes.

¹⁰⁵ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 95, 81, 99.

¹⁰⁴ Guerraty, *Relation...*, p. 195.

Ici encore, le texte du paysan remis à Fischer, illustre d'une manière concrète cet aspect de l'arbitraire gouvernal. Les recueils de griefs, de leur côté, en donnent une ample confirmation.

Sur le conseil du curé de la paroisse et avec le consentement de la parenté, Jean-Louis Défago avait partagé ses biens entre ses enfants. Il autorisa donc un de ses fils, célibataire, à vivre seul : celui-ci ne pouvait, en effet, supporter la présence d'une de ses sœurs atteinte de folie. Père et fils n'en furent pas moins amendés de vingt-cinq livres.

Bien qu'il ait trouvé un remplaçant et que tout arrangement ait été pris avec lui à ce sujet, Jean-Louis Grenon dut payer sept écus neufs « pour n'avoir pas été faire la garde aux frontières de Savoie, le jour assigné ».

Relevons encore ce trait dont l'invraisemblance même atteste l'authenticité. Un homme, tout fier du nouveau fusil de chasse qu'il venait d'acquérir, était venu boire un verre au château de la Porte du Sex. Il y rencontra le châtelain qui lui demanda s'il ferait feu au cas où un lièvre déboulerait devant lui. « Peut-être », répondit notre homme, désireux de ne pas trop se compromettre. Aussitôt, prenant « la volonté pour l'effet », le châtelain lui confisqua son arme sans autre forme de procès.

Ainsi tout était punissable au gré des juges : jeu de cartes avec ou sans enjeu, médecines ou soins reçus, souvent contre gré, du mègè Rochey, simple acte de présence à un délit même sans participation d'aucune sorte, directe ou indirecte¹⁰⁶.

Bien mieux, si l'on ose dire, il n'était pas rare que les gens honnêtes eux-mêmes, qui cherchaient appui auprès du gouverneur, aient payé cher — au sens propre du terme — leur naïveté.

Rappelons pour mémoire le sort réservé aux gardes de Val-d'Illiez à la suite de leur intervention contre Rochey¹⁰⁷. C'est aussi ce qui advint à Pierre Moche et à Jean-Louis Clément. Le premier fut châtié « par grâce, de dix louis », parce qu'il était intervenu pour empêcher le garde de Saint-Maurice de frapper une femme qui contestait au sujet d'un péage à payer. Le second, aubergiste à Champéry, dut verser vingt-cinq louis parce que,

¹⁰⁶ *Ibidem*, pp. 77-78, 98, 51, 53, 80, 96.

¹⁰⁷ Voir ci-dessus, p. 222.

pour éviter une bagarre dans son auberge, il avait fait tomber, sans plus, un des chicaneurs.

Les conseillers de Troistorrents, curé en tête, ne furent pas plus heureux dans leur initiative. Ayant fait un règlement « pour arrêter les bacchanales et désordres qui se commettaient pendant la nuit dans les cabarets de la paroisse », ils le soumièrent au gouverneur. Celui-ci au lieu de soutenir leur action s'y opposa formellement. Et parce qu'ils avaient fait recours devant l'Etat, il déposa châtelain et vice-châtelain qu'il ne consentit à rétablir dans leur charge que moyennant quelque pot-de-vin.

C'est également l'expérience que firent trois habitants du même village qui, croyant de leur devoir de détourner « un proche parent marié des fréquentations qu'il avait avec des filles de mauvaise vie », l'avaient, un jour de fête, chassé d'un cabaret où il se trouvait en cette galante compagnie et l'avaient un peu rudement engagé à rentrer chez lui. Le drôle n'eut rien de plus empressé que d'aller porter plainte au gouverneur des quelques coups qu'il avait reçus. Les accusés eurent beau exposer les faits et donner leurs raisons : ils furent tous trois conduits en prison. En vain les préposés du village, puis le banneret Pierre-Louis Du Fay lui-même intercédèrent pour eux auprès du gouverneur, allant jusqu'à offrir de l'argent « autant qu'il en serait besoin ». Bien loin d'obtenir gain de cause, ils s'attirèrent des injures et durent même, et à genoux, demander pardon de leur intervention. Quand enfin il se décida à libérer les trois infortunés défenseurs de la morale, le gouverneur, tout en louant leur conduite, les châtia encore de dix louis neufs, alléguant « qu'il n'était pas permis de se rendre justice soi-même ».

Combien d'autres victimes innocentes furent ainsi mises aux arrêts et détenues, prétendument « pour l'exemple », comme osa le dire certain gouverneur, en emprisonnant un particulier contre qui toutes les enquêtes faites n'avaient pu apporter aucune preuve de culpabilité ! Un dernier fait va démontrer une fois de plus qu'en réalité le but visé était tout autre. Pour amener Jean-Claude Défago à changer de conduite et en particulier à ne plus fréquenter les cabarets, ses tantes et son parrain, l'abbé Claude-Joseph Durier, vinrent prier le gouverneur « de vouloir bien [le] tenir

enfermé... dans une chambre pendant huit jours ». Le gouverneur acquiesça aussitôt. Mais non content d'un écu neuf qu'une des tantes lui remit pour payer les frais de nourriture, il négocia avec l'intéressé : « Donne-moi dix louis, lui dit-il, sans quoi je te mets en prison pour huit jours ». A force de marchandages, il se contenta finalement de quatre louis, moyennant quoi ledit Défago fut relâché le même jour¹⁰⁸.

Peut-être plus révoltantes encore que toutes les amendes susmentionnées étaient celles qui ou bien portaient atteinte à l'honneur ou bien frappaient des êtres sans défense.

Il suffirait de rappeler ici l'un ou l'autre des faits déjà cités, celui de Jérôme Geneivroz entre autres, accusé gratuitement de vol¹⁰⁹. Mais quelques exemples supplémentaires feront mieux ressortir cet aspect de l'arbitraire gouvernal.

Jean Perrier ne sachant ni lire ni écrire était obligé de confier sa comptabilité et ses écritures à un tiers. Or, à l'occasion d'une « reddition de ses comptes de village », son « écrivain » y avait laissé se glisser l'une ou l'autre erreur. Quoique ledit Perrier n'ait jamais refusé de se soumettre à une vérification et que, du reste, il fût à même d'apporter toute rectification et justification utiles, il fut néanmoins astreint à payer dix louis d'amende.

Sous le prétexte de corriger un pauvre d'esprit coupable d'avoir volé cent dix-sept batz en plusieurs fois, le gouverneur s'appropriä tous ses biens, l'obligeant ainsi à mendier en faisant du porte à porte.

Mais voici qui est plus grave encore. Jean-Baptiste Berra fut dénoncé devant le gouverneur Joseph-Ignace de Chastonay par une fille qu'il aurait, selon elle, rendue mère. Cité au château et condamné à payer trente louis d'amende, il récusä cette diffamation.

Environ trois mois plus tard, alléguant faussement « que la fille avait été chez lui prête à accoucher », le gouverneur le fit enfermer, de peur, prétendait-il, qu'il ne s'échappät. Au bout de

¹⁰⁸ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 57-58, 79, 52-53, 72, 75.

¹⁰⁹ Voir ci-dessus, p. 228.

quatre jours, devant la menace faite par la femme de Berra d'un recours à l'Etat, il se radoucit quelque peu et « se contenta d'une caution moyennant six écus neufs pour les frais de prison ». Berra s'exécuta, bien qu'il ait été nourri au pain et à l'eau.

Cependant, les neuf mois écoulés, il fallut bien se rendre à l'évidence et constater que cette inculpation n'était qu'une imposture. La fille dénonciatrice fut alors amendée de dix louis. Quant à Berra, il n'était pas pour autant au bout de ses peines. En réponse à sa demande de réhabilitation, le gouverneur lui rétorqua « que les filles portaient leur grossesse jusqu'à onze mois ». De l'avis du médecin et fiscal Pierre-Joseph Pot, consulté après ce laps de temps, « cela pourrait aller jusqu'à quinze mois »... Un an après ce nouveau délai, la fille mourut.

C'est alors que le cynisme de Chastonay apparut dans toute son horreur. Craignant de voir l'argent de l'amende lui échapper, il « fit ouvrir la fille défunte » pour voir si le cadavre recélait quelque vestige de la prétendue grossesse. Enfin convaincu de l'innocence de Berra et voulant, disait-il, lui rendre son honneur, il le manda une nouvelle fois au château, mais ce fut pour exiger de lui « trois écus neufs pour les frais de cette déclaration ». La publication n'ayant pas eu lieu, Berra pensait pouvoir recouvrer au moins ses trois écus. « Mais, constate le narrateur, le brave de Chastonay qui avait tant pris d'écus neufs ne s'en rappelait plus. » Le malheureux Berra ne put même pas récupérer les papiers qu'il avait produits pour se justifier et prouver la mauvaise foi de la partie adverse : « le très honoré, très magnifique et très illustre préfet — [ce sont encore les propres termes du chroniqueur] — les avait innocemment égarés¹¹⁰. »

C'est en considération de telles injustices surtout que l'abbé Clément, habituellement défenseur-né de l'ancien régime, se répandait en invectives indignées contre les gouverneurs, les traitant de « coupeurs de bourses », de « fléaux du genre humain » et estimant que le sort de nos malheureuses populations courbées sous leur tyrannique oppression était pire que celui des Turcs¹¹¹.

¹¹⁰ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 57, 79, 82-83.

¹¹¹ Clément, *Révolution 1790*, pp. 324 et 331.

Ce serait l'occasion ici de pasticher le mot célèbre prêté à madame Roland accusant la Liberté au pied de la guillotine, en 1793 : « O Justice, que de crimes on commet en ton nom ! » ou de reprendre le propos satirique de Georges Courteline : « La Justice n'a rien à voir avec la Loi qui n'en est que la déformation, la charge et la parodie. Ce sont là deux demi-sœurs qui, sorties de deux pères, se crachent à la figure en se traitant de bâtardes et vivent à couteaux tirés, tandis que les honnêtes gens, menacés des gendarmes, se tournent les pouces et les sangs, en attendant qu'elles se mettent d'accord ¹¹². »

Au reste, les Latins, grands spécialistes du droit, n'avaient-ils pas déjà constaté que la justice, par ce qu'elle a de codifié et de géométrique, risquait de se déformer, de se dénaturer, de se corrompre et finalement de se révéler injustice suprême ?

4. TROIS CARACTÈRES DE CES ABUS

Avant d'achever cette longue instruction judiciaire des abus commis par les représentants du souverain dans les bailliages bas-valaisans, il nous semble opportun, pour mieux caractériser ces abus, de faire trois remarques, d'apporter trois précisions.

a. *Abus en quelque sorte authentifiés*

La première est de souligner leur caractère d'authenticité. Les nombreux exemples que nous avons cités au cours de cette étude sont tirés, comme nous l'avons maintes fois marqué, des nombreux recueils de griefs — une dizaine au moins — établis par les différentes communes du Bas-Valais, recueils que le souverain lui-même les avait invitées à produire au lendemain et peut-être sous le coup des journées d'émeute, alors que la peur le disposait à d'utiles réformes ¹¹³.

¹¹² Georges Courteline, *Philosophie*, Paris, 1927, p. 86 (*Œuvres complètes*, t. XI.)

¹¹³ Voir ci-dessus, pp. 74 et 123. - Pour l'énumération des cahiers de griefs, voir ci-après, pp. 259-267.

Sans vouloir faire ici une étude critique des diverses dépositions qui y sont consignées ni déterminer leur degré d'objectivité — ce qui d'ailleurs nous paraît impossible en l'absence des livres de cour et des minutes des curiaux —, il faut remarquer d'abord que pour la très grande majorité elles sont, soit des témoignages de notoriété publique, soit des déclarations des intéressés eux-mêmes ou de témoins directs ; nombre d'entre eux émanent de personnes généralement dignes de foi : un prêtre, un officier, un syndic... De plus — et les rédacteurs des cahiers ont pris soin de le noter — ils sont parfois étayés par des titres : billet de quittance d'une dette ou mandat baillival, par exemple.

Nous avons déjà signalé, en outre¹¹⁴, que ces griefs, la haute commission les avait eus sous les yeux, puisqu'ils lui furent présentés en séance du 30 septembre. Elle eut donc la possibilité d'en vérifier l'exactitude et le bien-fondé. De plus, le fait qu'elle n'ait pas voulu les communiquer aux dizains n'est-il pas un indice que, par leur cruelle véracité, ils projetaient une lumière trop crue sur un monde d'iniquité qu'elle avait intérêt à tenir caché ou du moins à voiler ?

Bien plus, en interceptant lettres et courriers, les autorités haut-valaisannes donnaient en quelque sorte la preuve que ces accusations n'étaient pas dépourvues de tout fondement. C'est pourquoi aussi elles virent d'un mauvais œil les paysans du Haut-Valais, révoltés par le peu qu'ils en avaient tout de même appris par des voies indirectes ou la rumeur publique, chercher à descendre dans le Bas pour s'instruire par eux-mêmes de la situation et, au besoin, punir les coupables quels qu'ils soient, seigneurs ou sujets¹¹⁵.

Bref, il semble bien que tous ces griefs aient mis l'accent sur le vrai mal, sur la racine du mal. C'est en tout cas ce qu'ont ressenti les auteurs de notre révolution, ce qui pour nous est l'essentiel, puisqu'il s'agit ici d'établir le pourquoi de leur révolte.

Quoi qu'il en soit, les exemples précités, par leur multitude même et leur convergence, constituent, même en tenant compte

¹¹⁴ Voir ci-dessus, p. 96.

¹¹⁵ Voir ci-dessus, p. 135, 138 et 143.

de la distance — celle qui nous sépare de 1790 — un témoignage suffisamment accablant de l'odieux du régime gouvèrnal d'alors. Témoignage que non seulement nul contemporain ne vient contredire, mais que tous au contraire ont corroboré à l'envi : les uns, ainsi que nous venons de le voir, par leurs dépositions consignées dans les recueils de griefs ; d'autres, par les réclamations présentées à l'évêque ou à la diète (par exemple en 1543, 1549, 1572, 1617, 1734, 1790¹¹⁶) ; d'autres encore, par des réquisitoires de tout genre, modérés ou violents, mais toujours révélateurs et accusateurs¹¹⁷ ; d'autres enfin — le plus grand nombre assurément — par les larmes secrètes, mais qu'il nous est aisé de deviner, versées sur leur malheur et sur la ruine de leur famille.

Et si l'on veut un témoignage plus autorisé et plus probant, citons celui du gouverneur Hildebrand Schiner qui, après en avoir administré lui-même une preuve magistrale et exemplaire, reconnaissait, dans son ouvrage sur le Valais, que la domination haut-valaisanne fut souvent pesante¹¹⁸.

b. *Abus nombreux*

La deuxième remarque concerne le nombre des faits présentés. Si riche d'exemples que soit le tableau des abus que nous avons tracé, il serait facile de lui donner des proportions plus grandes encore si l'on prenait la peine de remonter plus en arrière dans le temps au long des deux cent cinquante ans et plus qu'a duré la domination haut-valaisanne ou simplement si l'on parcourait plus en détail les différents cahiers de griefs qui en ont été dressés et qui, eux, portent sur une quinzaine d'années au plus.

Encore est-il à remarquer que les sujets auraient pu en doubler le volume, selon l'affirmation de Barthélemy Guillo, ou, comme le dit si bien Morell, en remplir un livre aussi gros que la bible. Car toutes les plaintes n'ont pas été consignées, soit par manque de temps pour les recueillir, soit parce que certains gouverneurs

¹¹⁶ Tamini et Délèze, p. 196.

¹¹⁷ Voir ci-dessus, par exemple, pp. 193, 203-204, et 210.

¹¹⁸ H. Schiner, *Description du département du Simplon ou de la ci-devant République du Valais*, Sion, 1812, p. 31.



Pl. VIII. — Jean Devantéry
(1736-1808)

Portrait par Antoine Milesi, 1782
Propriété du Vieux-Monthey

priront soin de faire disparaître autant que possible les traces de leurs exactions en interdisant à leurs curiaux de conserver les minutes de leurs stipulations dans les causes fiscales. Guillot qui relève ce fait assure que ce fut le cas de « tous les notaires qu'ils ont employés dans ce gouvernement ¹¹⁹ ». Nous savons en tout cas que, dans sa fuite en Savoie, le curial Meillat avait emporté avec lui « un gros paquet d'écrits » (minutes, lettres, papiers divers), aussi compromettants pour lui que pour son maître ¹²⁰.

c. *Abus vexatoires*

Mais, autant que leur nombre, ce qui rendit les abus particulièrement révoltants, c'est leur caractère tracassier et vexatoire. Ce sera notre troisième remarque.

Tel est, entre autres, le fait de citer accusés et témoins en nombre et à n'importe quelle époque de l'année, même au plus gros des travaux de la campagne. Si la perte de temps que cela occasionnait, le préjudice et les dépenses qui en résultaient n'allaient pas jusqu'à causer « la misère et la ruine de bien des gens », comme le prétend un cahier de griefs, cela pouvait du moins déséquilibrer sensiblement un budget déjà précaire, d'autant que « souvent ceux qui ne déposaient pas favorablement ne recevaient aucun salaire ¹²¹ ».

Qu'on se rappelle, par exemple, le cas des sujets du châtelain du Bouveret obligés de construire une route pendant le temps des travaux agricoles au grand risque de voir leur moisson se perdre ¹²².

C'est aussi l'expérience que firent les plus proches parents de Jean-François Berrut. D'entente avec le châtelain et conformément aux ordonnances tant du souverain que du gouverneur, ils avaient mis ledit Jean-François sous curatelle « parce qu'il dilapidait ses avoirs ». Loin d'approuver cette disposition, le gouverneur décida de l'annuler. A cet effet, en plein mois d'août et sous

¹¹⁹ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 115 ; Morell, p. 29.

¹²⁰ Voir ci-dessus, p. 59.

¹²¹ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 45.

¹²² Voir ci-dessus, pp. 198-199.

la menace de « fortes amendes contre les non-comparaissants », il convoqua par deux fois le conseil de famille du garçon prodigue, obligeant ainsi pas moins de nonante-deux personnes à faire le déplacement de leurs montagnes de Troistorrents jusqu'au château de Monthey, déplacement d'autant plus onéreux pour eux que, à partir de cette époque précisément, le mauvais temps freina considérablement les travaux agricoles ¹²³.

Vexatoires aussi les dérogations répétées aux ordonnances et lois souveraines faites par ceux-là mêmes qui étaient chargés de les faire respecter, alors que, par ailleurs, lorsqu'il s'agissait de les faire observer aux autres, ils se montraient si durs, si tatillons et d'une exigence si outrancière. « En effet, déclare Clément, où voit-on plus d'iniquités, d'injustices, d'ambition, de cruautés et d'irréligion, qui est la source de tous les vices, que parmi un grand nombre de juges ?... On peut dire qu'une bonne partie de nos juges, délégués ou autres, sont les premiers à transgresser les lois qu'ils nous ont données... ¹²⁴ »

Oui, ce qui était défendu aux sujets, le souverain pouvait se le permettre. En voici un exemple. La communauté du Bouveret, d'entente avec son châtelain, avait réservé « un certain district de bois de sapin » pour assurer les réparations des bâtiments de l'Etat ou pour parer à toute éventualité de malheurs ou de catastrophes : incendies, inondations, etc. Or, et depuis bien des années, les châtelains n'hésitaient pas à agir en vrais propriétaires de ces arbres et à en vendre à leur profit « à quiconque en veut moyennant de l'argent ¹²⁵ ».

Combien de fois aussi les gouverneurs, tout en défendant la contrebande conformément aux ordres du souverain, la permettaient et même la favorisaient en secret quand ils y trouvaient quelque intérêt, ce qui faisait soutenir dans un cahier comme un fait « constant et bien prouvé » cette assertion que nous avons déjà soulignée, « que le gouverneur était le contrebandier le plus acharné et le plus pernicieux de tout le gouvernement, si tant est qu'il n'ait pas été le seul ».

¹²³ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 50-51.

¹²⁴ Clément, *Révolution 1790*, pp. 325-326.

¹²⁵ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 94.

Ainsi la loi interdisait expressément et rigoureusement la vente hors du canton du foin et du fumier, par exemple. Cependant nombre de châtelains, du droit qu'ils s'arrogèrent d'en disposer, firent un véritable objet de commerce en le négociant sans vergogne au plus offrant, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le relever¹²⁶.

Contrebande qui favorisait les plus fortunés, les mieux nantis, comme on dit aujourd'hui, à qui les plus déshérités devaient livrer leurs produits en se contentant du prix qu'on voulait bien leur en donner. Finalement donc « contrebande doublement ruineuse pour la paroisse », relate un cahier de griefs, puisque d'une part elle vouait les terres à la stérilité en les privant d'un amendement indispensable et d'autre part frustrait le paysan d'un gain raisonnable¹²⁷.

Les mêmes considérations s'appliquent à la sortie des grains et des pommes de terre, elle aussi interdite par le souverain, mais elle aussi bien souvent autorisée par ses représentants, châtelains ou gouverneurs, moyennant une ou deux baches par mesure de pommes de terre et trois ou quatre baches par mesure de grains¹²⁸.

« On ignore jusqu'à quel point ce trafic odieux avait été porté », écrit Barthélemy Guillot¹²⁹.

Schiner, par exemple, n'hésita pas à favoriser la contrebande des denrées dont, en 1790 surtout, nous l'avons vu¹³⁰, les habitants du gouvernement de Monthey avaient si grand besoin pour leur subsistance. C'est ainsi qu'il accorda « dans le mystère et ordinairement à des étrangers... » des permissions pour leur exportation : billet pour soixante mesures de pommes de terre pendant l'hiver de 1789-1790 ; billet du 20 avril 1790 à Jean-François Cavin pour trois cent six mesures de grains ; billet du 24 avril 1790 à un particulier de Roche pour trente-six mesures de pommes de terre.

¹²⁶ Voir ci-dessus, pp. 214-215.

¹²⁷ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 93.

¹²⁸ AV, cart. 81 bis, fasc. 1, n° 70.

¹²⁹ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 114.

¹³⁰ Voir ci-dessus, pp. 169-171.

Comme on comprend qu'il fût « bien dur au peuple de voir sortir ce blé pendant la disette, tandis que le gouverneur — [il s'agit de Schiner, rappelons-le] — achetait tout son pain chez le boulanger [Domenjoz] », surtout quand on sait qu'il prenait tout à crédit. A Domenjoz, par exemple, il redevait huit cents florins, somme que, selon la déclaration de Claude-Louis Delherse déjà mentionnée¹³¹, il se proposait de payer — tout comme ses autres dettes d'ailleurs — en le châtant.

Ceux de Saint-Maurice et de Vionnaz-Bouveret adressèrent sensiblement les mêmes reproches à Dallèves, à Baruchet ou à Willa¹³².

Bref, en se mettant ainsi au-dessus et en dehors des lois, les gouverneurs et leurs officiers donnaient à leurs sujets un exemple bien pernicieux. N'étaient-ils pas très mal venus dès lors et étaient-ils même en droit de vouloir châtier ceux qui les imitaient ?

On peut en tout cas mesurer par là combien ils s'étaient éloignés non seulement de toute idée de justice, mais aussi du serment solennel qu'ils avaient prêté à leur entrée en fonctions. Ils avaient, en effet, dû promettre alors entre autres « d'administrer bonne et exacte et prompte justice à tous ceux qui la requerront indifféremment et sans égard ni acception des personnes, de maintenir particulièrement le droit des pauvres femmes, veuves, orphelins et étrangers de bonnes mœurs et de faire généralement tout ce qui convient de faire à un brave et fidèle officier, sujet envers Dieu et son souverain¹³³ ».

C'est pourquoi, jugeant que de tels magistrats n'avaient plus leur raison d'être, c'est à eux et à leurs résidences que tout naturellement la foule en colère s'en prit d'abord. C'est pourquoi aussi une des premières réactions des hommes même les plus modérés sera de demander leur suppression.

¹³¹ Voir ci-dessus, p. 93.

¹³² Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 114-115, 34-35, 94 ; Clément, *Révolution 1790*, pp. 332, 326.

¹³³ AV, L 303, pp. 140-142 : *formules des serments des châtelains, gouverneurs, lieutenants, métraux*, etc. - Voir aussi Graven, pp. 111-112.

5. DE QUELQUES GOUVERNEURS EN PARTICULIER

Au terme de cette mise en accusation des gouverneurs du Bas-Valais, nous voudrions en asseoir quelques-uns au banc des accusés et en esquisser un rapide portrait, moins sans doute parce que, selon Guerraty, leur nom mériterait d'être transmis aux générations futures « à côté de celui des tyrans de l'Antiquité » que parce que, comme Guerraty encore l'explique avec à-propos, « s'ils n'ont pas été punis, il faut au moins qu'ils soient signalés pour être voués à l'opprobre et pour que la postérité les connaisse¹³⁴ ».

Parmi eux, il faudrait citer Alphonse-Patrice Charvet, de Sion, Joseph-Ignace de Chastonay, de Sierre, Jean-Guillaume Matter, de Loèche, tous trois gouverneurs de Monthey, ou encore Antoine Willa, de Loèche, châtelain de Vionnaz-Bouveret, auquel il faudrait joindre son curial Jean-Evangéliste-Nicolas Baruchet, ou aussi Bernard-Gaspard Dallèves, de Sion, gouverneur de Saint-Maurice et « tyran ambitieux »¹³⁵.

Pour nous en tenir au seul gouvernement de Monthey et aux derniers gouverneurs en date, nous nous arrêterons aux trois bail-lis suivants, comme à trois types de magistrats corrompus et honnis : Augustini, Theiler et Schiner.

a. *Antoine-Marie Augustini (1785-1787)*

D'origine italienne, comme son nom l'indique, l'avocat Antoine-Joseph-Marie Augustini apparaît comme le pire de tous, le type du despote arbitraire, vénal et cruel. Gabriel Guerraty, qui l'a souvent pris pour cible et lui décoche maintes flèches acérées et venimeuses, nous en trace un portrait haut en couleur et qui a le grand mérite d'avoir été composé de son vivant.

« Une tête énorme, de gros yeux saillants, farouches, sévères et hagards..., une poitrine à toute épreuve..., une voix de tonnerre et terrible..., tout dans sa personne, jusqu'à sa figure hideuse,

¹³⁴ Guerraty, *Relation...*, p. 197.

¹³⁵ Clément, *Révolution 1790*, p. 331.

inspire l'effroi et le dépeint comme un scélérat. » Voilà pour le physique.

Au moral, il semble incarner tous les vices et tous les défauts. Dur jusqu'à l'inhumanité, inaccessible à la commisération, fier et ambitieux, fourbe et cruel, vrai protégé s'adaptant avec une incroyable facilité à tous les changements de régime politique, maniant tour à tour au gré des circonstances l'encensoir ou le fouet, suivant qu'il s'adresse aux puissants ou aux faibles, il « fut un scélérat, un monstre, un homme digne de figurer parmi les pachas orientaux » ; il s'est distingué par ses injustices révoltantes, son arbitraire, son despotisme, sa tyrannie.

Un trait de sa jeunesse, relaté par Guerraty, le dépeint déjà tout entier. Officier dans le régiment suisse de Courten au service de France et voyant bien qu'il n'avait aucun espoir d'obtenir de l'avancement dans cette société où seuls le mérite et l'ancienneté et non l'intrigue avaient cours, il résolut d'abandonner la carrière, mais non toutefois sans les avantages de la retraite, c'est-à-dire sans avoir été mis au bénéfice d'une pension. Pour parvenir à ses fins, il s'affubla d'une demi-douzaine de paires de bas et de quelques paires de culottes et dans cet accoutrement se présenta chez le ministre de la Guerre, « l'assurant qu'il était atteint d'hydropisie qui lui était survenue au service du roi ». Le stratagème lui réussit fort bien, car le ministre « lui voyant les jambes grosses comme une beurrière » ne prit même pas la peine de contrôler ses allégations.

On trouve déjà dans cette manœuvre grotesque quelques-unes des lignes directrices de son caractère : son goût de l'intrigue, son ambitieuse cupidité, son esprit de fausseté, sa hardiesse et son effronterie...

Un autre épisode de sa vie ultérieure est bien révélateur lui aussi des mêmes dispositions. Voici, en effet, toujours d'après Guerraty, comment il usurpa son titre de comte. Du temps qu'il était grand bailli de la république du Valais (1802-1807), ayant à écrire au roi d'Espagne « au sujet du régiment valaisan au service de cette puissance », il parapha sa lettre en s'arrogeant la qualité de comte. Bien naturellement, le roi d'Espagne, dans sa réponse, lui resservit la même dénomination. Ce fut là, aux yeux

d'Augustini, l'équivalent d'une véritable investiture, d'une authentique qualification et dès lors il se targua de cette prétendue lettre de noblesse pour se faire accorder des décorations¹³⁶.

C'est entre ces deux faits et dans cette ligne que se situe son baillivat à Monthey, de 1785 à 1787, où il représentait le dizain de Brigue.

Nous avons déjà vu le choix qu'il fit de Rochey comme espion et délateur¹³⁷ et cela seul suffirait à justifier sa réputation d'infâme magistrat. Les faits suivants, qui se situent, eux aussi, pendant son mandat gouvernal, confirment et renforcent cette opinion. Il faudrait rappeler ici, par exemple, le « grief énorme » retenu contre lui au sujet de sa conduite dans un procès entre Monthey, Troistorrents et les Quartiers d'En bas¹³⁸.

Signalons aussi le cas de Maurice Moche, de Place, à qui un certain Michel Pilloux, Fribourgeois, avait volé un fromage. Augustini, qui avait réussi à saisir la marchandise et qui la convoitait — elle resta entreposée au château durant six semaines — exigea pour en consentir la restitution que son propriétaire en indique « avec la plus exacte précision le poids et la qualité ». L'ayant déclaré à une livre près, mais « sans spécifier le mot d'environ », Moche fut châtié de six louis, sans que son fromage lui soit rendu pour autant¹³⁹.

En spéculant de la sorte, Augustini finit par retirer de son passage dans le gouvernement de Monthey plus de soixante mille florins¹⁴⁰.

Poursuivons cette évocation par un trait rapporté tant par l'abbé Clément que par Guerraty et qui, quoique postérieur à notre révolution, mérite de figurer ici, car c'est probablement à titre d'ancien gouverneur de Monthey qu'il intervint dans cette affaire.

¹³⁶ Guerraty, *Gloses*, pp. 72-75 ; Guerraty, *Relation...*, pp. 196-201 ; Guerraty, *Note...*, pp. 511, 518-520 ; A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 207.

¹³⁷ Voir ci-dessus, pp. 222-224.

¹³⁸ Voir ci-dessus, pp. 68 et 204.

¹³⁹ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 85 ; Guerraty, *Relation...*, p. 196.

¹⁴⁰ AV, L 452, pp. 372-373.

Le mardi 4 octobre 1791, la haute commission venue à Monthey pour enquêter sur l'affaire des Crochets donna l'ordre de faire arrêter les principaux comploteurs. Pour mettre plus sûrement la main sur leur chef, l'officier de Val-d'Illiez, Pierre Rey, Augustini, membre de cette commission, à qui l'officier « avait procuré bien des poignées de louis pendant son pesant gouvernement », imagina un stratagème atroce. Il écrivit audit Pierre Rey et l'invita très amicalement à venir le trouver chez le capitaine Devantéry avec sa femme et son fils aîné, Pierre-Germain Rey, dont il avait été le parrain de confirmation du temps qu'il était gouverneur de Monthey. « Après lui avoir fait l'accueil le plus... cordial, lui avoir donné des témoignages de l'amitié la plus vive », lui avoir fait partager son repas, il lui donna « le baiser du traître Judas », c'est-à-dire qu'il le fit appréhender par les soldats et le constitua prisonnier¹⁴¹.

Témoin clairvoyant de son époque autant qu'historien averti et courageux, le chanoine Anne-Joseph de Rivaz, lui aussi contemporain d'Augustini, a pris soin de constituer une gerbe abondante de faits semblables dans ses *Mémoires historiques sur le Valais*. Pas plus que Guerraty, il ne ménage ce chevalier d'industrie qu'il dépeint comme un vrai « despote..., un ennemi-né du repos » public, un « nouvel Aman, aussi orgueilleux et aussi haineux que celui du Livre d'Esther..., un animal amphibie qu'on ne sait s'il est terrestre ou aquatique » ; il prend plaisir, semble-t-il, à démasquer « son caractère intrigant », son esprit vindicatif et despotique, son orgueil incommensurable, en un mot « sa vilaine âme »¹⁴².

Pour compléter le portrait que nous esquissons ici, empruntons au savant chanoine quelques-uns des traits qu'il a notés de notre personnage, surtout sa hargne agressive et rancunière contre ses adversaires et son insatiable ambition.

Pour complaire aux autorités françaises et en même temps pour décharger sa bile contre un personnage qu'il n'aime pas parce que « ce monsieur ne l'estime guère », il s'empresse de faire

¹⁴¹ AV, fonds Clément, n° 32, pp. 10-11 ; Guerraty, *Relation...*, n° 1, p. 49.

¹⁴² A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, t. I, pp. 169, 224-227 ; t. II, p. 245.

arrêter et se complaît à tenir en prison pendant trois mois et demi Louis de Kalbermatten, accusé faussement d'avoir voulu, en septembre 1803, attenter aux jours de la générale Turreau.

L'année suivante, il s'en prend de même à Tousard d'Olbec, coupable à ses yeux, entre autres griefs, d'avoir osé « défendre l'innocence de M. de Kalbermatten contre le dessein formel qu'il avait conçu de le perdre ». Par les reproches insolents sortis de sa bouche, qui n'est chez lui « que le trop fidèle interprète de son cœur », il finit par contraindre le secrétaire du Conseil d'Etat à démissionner de sa charge.

Jaloux de l'excellente réputation de Ch.-E. de Rivaz, alors conseiller d'Etat et ministre de la Justice, il le fait exclure de la délégation qui, vers la fin de 1805, devait se rendre à Berne apporter à Caamano, ambassadeur du roi d'Espagne Charles IV, l'accord de la diète à la nouvelle capitulation de notre régiment au service de ce pays.

En revanche, il s'était prêté volontiers, en 1802, aux manœuvres illégales du banneret Duc, en reconnaissance pour l'appui important que ce dernier venait de lui donner pour son accession au grand baillivat. C'est lui, Augustini, en effet, qui stipula l'acte par lequel Duc voulait déposséder de ses biens le crétin Antoine Bovier, beau-frère dudit banneret, en faveur de Mansuette de Riedmatten, sa belle-fille. C'est lui encore qui, devant le Tribunal suprême chargé de juger définitivement cette affaire en 1815, plaidera « cette cause désespérée cinq jours de suite », sans réussir toutefois à réhabiliter sa réputation sérieusement compromise à cette date¹⁴³.

On peut se demander comment un homme si peu estimé et, à la vérité, si peu estimable a pu arriver aux plus hautes magistratures du pays ; comment, en particulier, il devint, et à deux reprises, grand bailli du Valais.

« Ses talents distingués » d'avocat et de jurisconsulte comme aussi sa grande capacité de travail — il est « d'une activité étonnante », reconnaît le chanoine de Rivaz — l'ont assurément bien servi et lui ont permis de s'adapter rapidement aux nombreux

¹⁴³ *Ibidem*, t. I, pp. 154-170, 178-181, 205-208 ; t. II, pp. 152-154.

changements de régime politique et notamment, en 1802, aux conditions nouvelles créées par la proclamation du Valais comme République indépendante.

Mais ses succès et sa remarquable ascension politique s'expliquent avant tout et à coup sûr par son ambition démesurée, servie par un esprit d'intrigue qu'il possédait « à un degré supérieur ». Il était si imbu de sa supériorité qu'il aurait voulu se mêler de tout et être seul à tout régenter. Comme s'exprime le chanoine de Rivaz en une formule heureuse : « On le connaissait de caractère à déranger tout ce qu'il n'arrangerait pas lui-même. » Semblable en cela à César qui, d'après Plutarque, préférait être le premier dans son village que le second à Rome¹⁴⁴, il ne pouvait se satisfaire que du premier rang. « Il a une idée si exagérée de ses talents pour gouverner, assure encore le savant chanoine, qu'il ne se croirait pas, en France même, à sa place s'il n'y occupait celle de Premier Consul et qu'il n'y fût tout aussi absolu. »

En juin 1802, étant alors président de la Chambre administrative, il ne peut supporter d'avoir été oublié dans la délégation que le Valais envoie à Berne pour traiter avec le Directoire helvétique et l'ambassadeur de France, Verninac, du sort qui serait réservé au canton. Aussi, il « s'y députe lui-même ». Cette mission, grâce surtout « à la constante résistance du Bas-Valais », aboutit à une nouvelle constitution qui soustrayait le Valais à l'influence française pour en faire une république indépendante. Cela n'empêcha pas Augustini de prétendre et de persuader ses compatriotes haut-valaisans, dans ses lettres et ses harangues, que « la patrie devait à lui seul son salut » et son indépendance¹⁴⁵.

Ce fut là un atout puissant pour le succès de sa campagne électorale. Il sut aussi mettre habilement à profit la fierté des Haut-Valaisans qui, se souvenant de leur ancienne puissance souveraine, ne pouvaient admettre « que le chef du pays fût un Bas-Valaisan », en l'occurrence Charles-Emmanuel de Rivaz. Il fallut cependant la perfide cabale du sénateur Duc, alléché par les pro-

¹⁴⁴ Plutarque, *Vie de César*, chap. IX.

¹⁴⁵ A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, t. I, pp. 132-133. - Voir aussi Michel Salamin, *La correspondance d'Augustini durant sa mission à Berne (7 juin-6 août 1802)*, dans *Vallesia*, t. XIX, 1964, pp. 189-246.

messes d'Augustini de le nommer conseiller d'Etat, pour que la nouvelle diète valaisanne, composée des députés des douze districts, fit de ce dernier le nouveau chef de l'Etat ou grand bailli.

Il rêva plus grand encore. A l'instar de Bonaparte que la Constitution de l'An X (1802) avait fait consul à vie, il chercha, lui aussi, en 1806, à « se perpétuer dans l'office de grand bailli ». A cet effet, il tira toutes les ficelles et fit jouer toutes les influences, y compris et surtout celle du résident français Derville-Malécharde. Ce fut en vain, heureusement : l'année suivante, la diète le déclara « inhabile à être réélu » et nomma à sa place l'ancien grand capitaine du dizain de Rarogne, Léopold de Sépibus¹⁴⁶.

Le 23 novembre 1814, pour éviter à l'avenir le retour de si dangereuses tentatives de la part des grands baillis, la diète constituante assemblée à Tourtemagne arrêtera « que le bailli élu ne restera que deux ans en charge et ne pourra être réélu qu'après l'expiration des deux années de son successeur »¹⁴⁷.

Nous n'allons pas suivre ce curieux personnage plus avant dans sa carrière, ni évoquer ses flagorneries ou ses démarches équivoques et ridicules pour se faire décerner pensions et titres (Excellence, comte d'Espagne et de France, généralissime des armées valaisannes, marquis de Sardaigne, chevalier apostolique, etc.). Signalons seulement, en terminant, qu'après une éclipse d'une dizaine d'années, il reviendra sur le devant de la scène politique valaisanne en 1821. Appelé à faire partie de la commission établie pour donner un code civil au Valais, il en profitera pour se faire nommer député à la diète, puis grand bailli, grâce à la complicité de ses deux gendres, Maurice Stockalper et Eugène Allet¹⁴⁸.

b. *Ignace Theiler (1789)*

Le successeur d'Augustini au château de Monthey, Jean-Joseph Jost, gouverneur pour le dizain de Conches de 1787 à 1789, est

¹⁴⁶ A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, t. I, pp. 143-145, 214-225.

¹⁴⁷ *Ibidem*, t. II, p. 70.

¹⁴⁸ *Ibidem*, t. I, pp. 203 et 207 ; t. II, pp. 245-250.

qualifié d'« équitable » par l'abbé Clément et de « magistrat intègre et juste » par Gabriel Guerraty, lequel devait épouser, en 1800, sa fille Marie-Marguerite¹⁴⁹.

Quant à Barthélemy-Ignace Theiler, de Sion, qui prit possession du bailliage de Monthey le 2 février 1789, il fut avec Schiner directement à l'origine de la Bagarre. Sa tyrannie, qui ne put heureusement s'exercer que pendant une année, trouve son explication dans son penchant pour la boisson — « il était constamment depuis midi en état d'ivresse », affirme Guerraty. Incapable dès lors de se maîtriser et perdant tout contrôle de lui-même, il entraînait dans de véritables accès de fureur et se livrait sans retenue « au despotisme le plus absolu et aux actes les plus vexatoires et les plus arbitraires ». Guerraty relève, par exemple, qu'« il faisait arrêter tous les étrangers passagers et leur faisait couper ou pour mieux dire raser les cheveux sur la moitié de la tête et de côté, depuis le front jusqu'à la nuque et par-dessus le marché leur faisait donner la bastonnade¹⁵⁰ ».

André Mercier, cafetier à Monthey, dans les griefs écrits de sa propre main, raconte de son côté que « M. Theiler tenait un chien pour mordre les gens qui n'avaient pas soin de ses intérêts » et il assure qu'il en fit l'expérience le 6 mars 1789 : « J'ai passé par ses dents », écrit-il¹⁵¹.

Nul n'ignore non plus, souligne un autre cahier de griefs, à quel point le gouverneur Theiler a abusé d'un article d'ordonnances souveraines qui interdisait aux marchands la vente publique sans son autorisation expresse, sous peine de confiscation et de vingt-cinq livres d'amende. Bien que l'article ne fasse pas mention d'une somme à verser pour l'obtention de cette permission et que surtout il concernait les seuls étrangers, nombreux furent les commerçants du pays qui durent l'acheter « un et deux louis et plus¹⁵² ».

Nous avons d'autre part déjà mentionné les frais que la crainte qu'il inspirait occasionna au conseil du gouvernement de

¹⁴⁹ Clément, *Révolution 1790*, p. 322 ; Guerraty, *Gloses*, p. 75.

¹⁵⁰ Guerraty, *Relation...*, p. 202 ; Guerraty, *Gloses*, p. 75.

¹⁵¹ Rz. cart. 70, fasc. 10, p. 64.

¹⁵² Grenat, p. 423.

Monthey¹⁵³. Voici ceux dont fut victime un particulier, Jean-Claude Rouiller. Impliqué dans une bagarre, il eut le malheur d'être considéré comme agresseur par Theiler, alors qu'il était le seul à porter des marques de coups. En conséquence, il fut incarcéré pendant douze jours et obligé en outre de verser au gouverneur cent soixante-sept batz pour les frais de prison et cinq louis pour sa libération, sans compter les deux louis qu'il dut remettre au médecin Ricou pour le soin de ses blessures¹⁵⁴.

Le 15 novembre 1791, soit quatre jours avant d'être décapité, Pierre Guillot, de Monthey, expliquera à la haute commission chargée de le juger quelques-unes des raisons qu'il avait d'en vouloir au gouverneur Theiler : il lui avait « fait perdre vingt-quatre couchées de chevaux », avait exigé quatre écus neufs pour l'autoriser à tenir auberge, l'avait chassé du château en le menaçant du bâton, lui officier du conseil, syndic et premier sergent de la milice de Monthey. Aussi avait-il souhaité le voir disparaître — « un bougre comme ça qui châtiât tout le monde à droite et à gauche, il le fallait à bas », aurait-il dit à Pierre-Maurice Revet — ; il aurait même proposé de s'entendre avec des Piémontais aux fins de le supprimer¹⁵⁵. Mais le projet ne s'exécuta pas. Car s'étant rendu à Sion pour la diète de Noël, Theiler y mourut le 15 décembre 1789 « d'une violente fièvre catarrhale (*an einem hitzigen Catarrhfieber und Schleimfluss*) », dit le recès de la diète¹⁵⁶, « par l'excessive exaltation de sa bile, allumée par les liqueurs dont il se gorgeait tous les jours et par la juste frayeur qui le saisit alors à la vue prochaine de la sévère réprimande qu'il allait recevoir du souverain... », écrit de son côté l'abbé Clément. « Il fit bien de mourir, conclut le vicaire, car par sa conduite despotique et vexatoire il avait excité l'horreur et l'exécration des ressortissants de son gouvernement dont les plaintes portées contre lui devant l'Etat auraient fort bien pu le faire déposer. En tout

¹⁵³ Voir ci-dessus, p. 226.

¹⁵⁴ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 58.

¹⁵⁵ Dossier 1791, pp. 78-79, 310-312, 340.

¹⁵⁶ AV, L 302, p. 98.

cas, « personne ne le regretta ; au contraire, chacun en témoigna une vive joie ¹⁵⁷. »

c. *Hildebrand Schiner (1789-1790)*

Mais allait-on gagner au change ? Car le remplaçant de Theiler pour la deuxième année de son gouvernement fut précisément Hildebrand Schiner, représentant lui aussi, bien sûr, le dizain de Sion.

Neveu de l'abbé de Saint-Maurice, il appartenait bien à cette famille Schiner, dont l'abbé Clément a relevé le caractère « brouillon ». Et de rappeler à l'appui de cette assertion l'exemple du cardinal Mathieu Schiner qui, par sa politique ambitieuse, « a brouillé jadis tout le pays du Valais... et même toute la Suisse », ou celui de l'abbé Georges Schiner qui, pareillement, « brouilla tout dans l'Abbaye [de Saint-Maurice], n'étant nullement fait pour gouverner, malgré sa piété ». Quant à Hildebrand Schiner, le trop fameux héros de notre histoire, nous avons amplement eu l'occasion, tout au long de cette étude, de mettre en évidence ses responsabilités dans la révolte bas-valaisanne et de montrer comment, par ses injustices et ses vexations de tout genre, il l'avait provoquée et même justifiée, en portant à son comble la juste colère de tout un peuple.

Soulignons simplement ici, et très brièvement, deux traits de son caractère qui éclairent son comportement et expliquent peut-être et sa destitution de sa charge de grand châtelain de Bagnes en 1781 et son expulsion de Monthey en 1790.

Et d'abord, pour le redire, son extrême cupidité. Aux nombreuses preuves déjà données ajoutons seulement un fait, mentionné par plusieurs documents. « En prenant tout à crédit chez les marchands : sucre, café, lait, pain, viande..., » il accumula les dettes au point qu'en quittant Monthey il devait, dans l'ensemble du gouvernement, deux cent soixante-deux louis : cent écus au

¹⁵⁷ Clément, *Révolution 1790*, p. 327.

boucher de Monthey, le pain au boulanger Domenjoz, le lait à de pauvres paysans...¹⁵⁸

Madame Ignace de Courten, toujours perspicace, a noté quelque chose de plus profond et de plus fondamental encore : son air altier et orgueilleux dont, pas plus que sa femme, née de Courten, il ne se départit jamais, pas même après sa cruelle mésaventure : « Il est défait comme un mort, écrit-elle à son mari le 25 octobre 1790, [mais] il est toujours aussi haut comme auparavant, et sa femme de même, malgré qu'ils sont sans argent¹⁵⁹. »

Ignace Exhenry, riche propriétaire de Champéry, résumait sans doute l'opinion générale quand, dans sa brève chronique, il lui décernait l'appellation peu flatteuse de « diable tout pur »¹⁶⁰.

Tels furent quelques-uns des représentants que les souverains seigneurs envoyèrent pour gouverner le Bas-Valais. Si tous les sujets eurent à souffrir de leur domination honteuse et tyrannique, peu conforme aux libertés promises et garanties, il faut bien reconnaître que le gouvernement de Monthey dut la ressentir plus cruellement encore, lui qui, en 1536, sans avoir subi la loi du conquérant, s'était placé spontanément sous la protection haut-valaisanne. Voilà qui explique, au moins partiellement, qu'il ait pris l'initiative et en quelque sorte la direction de cette tentative d'émancipation que fut la Bagarre de 1790, signe avant-coureur de celle de 1798.

¹⁵⁸ AV, fonds Clément, n° 72, p. 185 ; AV, L 452, pp. 372-373 ; Clément, *Révolution 1790*, p. 332 ; Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 146.

¹⁵⁹ *Ibidem*.

¹⁶⁰ AV, VdI, XVIII^e s., *Chronique d'Ignace Exhenry*, cahier (17,5×23 cm), 27 fol. écrits, fol. 2 verso.

TROISIÈME PARTIE

Les revendications

Note liminaire :

les cahiers de griefs

Déceler les causes du mal est une chose ; chercher les moyens d'y remédier en est une autre. Aussi bien, après s'être interrogés aux fins surtout d'éclairer LL. EE. sur leur situation réelle et sur leurs maux, les Bas-Valaisans, entrevoyant déjà sans doute des lendemains qui chantent, se mirent hâtivement et résolument à échafauder des projets de réformes. Bien loin de vouloir s'apitoyer sur le passé et leurs souffrances injustes, ils étaient prêts à les oublier et à renoncer à s'en plaindre, pourvu qu'assurance leur soit donnée qu'à l'avenir le souverain accepte d'y mettre fin, pourvu que cessent « les grands abus dont ils ont été victimes ». Cet objectif, ils crurent bien que, grâce à l'expulsion des baillis, ils étaient tout près de l'avoir atteint. Il sera en tout cas, dans les semaines suivantes, le point de convergence de tous leurs efforts. En présentant leurs griefs, le 4 octobre 1790, à la haute commission, les députés des communautés du gouvernement de Monthey déclareront vouloir par là justifier leurs plaintes ainsi que les moyens qu'ils proposaient pour en éliminer les causes¹.

De même, dans leur réponse du 18 octobre à une lettre du 27 septembre, ils pourront assurer LL. EE. de Berne que leurs représentations ne visaient qu'à mettre leurs devoirs en accord avec la suppression des abus, qu'à « faire renaître dans le cœur

¹ AV, L 23, pp. 648-649 ; Rz, cart. 70, fasc. 9, p. 73.

des peuples cette confiance en l'administration, cet attachement à l'autorité légitime qui peuvent seuls établir une domination sur une base durable et rouvrir les sources du bonheur et de la prospérité publique² ».

Pour nourrir leur espoir n'avaient-ils pas la promesse du grand bailli Sigristen qui, en date du 13 septembre déjà, se disait prêt à écouter leurs plaintes et leurs desiderata « avec plaisir et attention » et « à condescendre autant qu'il sera possible à leurs demandes³ » ? Bien mieux, dans sa séance du 6 octobre, la haute commission souveraine n'avait-elle pas témoigné aux députés des communautés du gouvernement de Monthey son intention « de conserver audit gouvernement tous les privilèges anciens et de rétablir ceux qui pourraient avoir été négligés ».

Aussi, « pleines de confiance dans les assurances réitérées qui leur ont été données que le souverain était sincèrement disposé à réformer tous les abus et à assurer d'une manière durable le bonheur des peuples⁴ », les communautés bas-valaisannes osèrent-elles, et à plusieurs reprises, lui exposer leurs vœux et leurs désirs les plus profonds et lui présenter leurs projets.

Quels furent ces projets, quels furent les buts recherchés par les Bas-Valaisans dans cette mémorable révolution de 1790 et les moyens préconisés par eux pour supprimer les abus ? C'est ce qu'il nous faut maintenant essayer de déterminer.

Il serait sans doute intéressant ici de reprendre la grande synthèse de Morell qui, embrassant tous les événements révolutionnaires de cette époque en Suisse, y distingue un double mouvement : d'une part, une tentative de reconquérir les droits historiques, c'est-à-dire les privilèges acquis antérieurement ; d'autre part, le désir, la volonté de conquérir ce qu'il appelle les droits politiques naturels.

En ce qui concerne le Bas-Valais, on pourrait mentionner parmi les premiers les privilèges accordés par les ducs de Savoie : le maintien de la foi catholique, la sécurité des personnes et des biens (ce qui exclut par exemple les emprisonnements et les confis-

² Junod, pp. 150-151.

³ Clément, *Révolution 1790*, pp. 349-350.

⁴ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, p. 3.

cations arbitraires), le maintien et la jouissance des franchises, immunités, usages et coutumes (par exemple, le droit de nommer leurs juges subalternes), la fixation du montant et de l'attribution des amendes, la liberté de commerce (surtout pour le sel), etc. Au nombre des droits politiques naturels, il faudrait citer la libre administration des communes, surtout dans le domaine de la justice et de la police locale, et en particulier l'égalité de tous devant la loi, ce qui présuppose l'obtention d'un nouveau statut judiciaire, c'est-à-dire d'un code civil et d'un code pénal uniformes pour tous.

Aussi séduisante qu'apparaisse à première vue cette classification systématique et logique, nous ne l'adopterons pas, car outre qu'il est très difficile d'avoir une connaissance exacte, même partielle, des privilèges que les différentes communautés du Bas-Valais acquièrent durant leur appartenance aux ducs de Savoie, il est bien évident — et nous avons déjà pu le remarquer en étudiant les causes de la révolution — que la plupart des droits historiques, sinon tous, sont aussi des droits naturels de l'homme ou d'un groupement social, si bien qu'en définitive les deux courants se rejoignent et finissent par se confondre.

Et c'est précisément pourquoi les abus répétés dont nous venons de parler ont été si vivement ressentis par les sujets bas-valaisans : en portant atteinte à des libertés ancestrales, ils touchaient en même temps à quelque chose d'essentiel, de fondamental. De là les plans de réformes qu'ils élaborèrent, les revendications nombreuses et réitérées qu'ils adressèrent au souverain.

Ces revendications, nous les trouvons consignées dans plusieurs documents que nous voudrions d'abord passer en revue et brièvement analyser, avant d'en dégager les thèmes principaux.

Le premier en date est l'œuvre du vicaire de Troistorrents, l'abbé Claude-Joseph Durier, qui le lut au peuple, le 12 septembre, à la sortie de la messe, sur la place du prieuré de Val-d'Illiez. Il est intitulé « Exposé original des demandes que l'on se propose d'abord de faire au souverain, en conséquence de la juste expulsion du gouverneur Schiner ». En fait, dans la pensée de son auteur, il s'agit du premier jet, en dix articles, d'un plan qu'une

Revendication de val d'Illiez 1792-1803.

commission de cinq membres élus devrait ensuite élaborer, mettre au point et présenter au souverain.

Tout en acceptant l'hégémonie de l'Etat comme moyen de défense contre des empiètements possibles de la Savoie ou de Berne et en gardant avec lui certains liens indispensables, entre autres le service militaire et la régie du sel, l'abbé Durier préconise une autonomie quasi complète. Evidemment, plus de gouverneur : on lui substituera un juge bas-valaisan choisi par eux alternativement dans chaque paroisse du gouvernement de Monthey, auquel se joindraient deux assesseurs par commune pour les causes de grande importance. En outre, l'initiative des lois sera laissée, non plus à l'Etat mais au conseil de tout le gouvernement, de façon à rendre le commerce tout à fait libre. Enfin, suppression ou rachat possible d'à peu près toutes les charges financières : les impôts « de par les gouverneurs », les lods, les frais pour l'entretien des bâtiments du souverain, des écoles et médecins du Haut-Valais, les droits de reconnaissance sur les fiefs, le don de joyeux avènement du gouverneur...⁵.

Ce plan qui peut paraître utopique s'explique, semble-t-il, par l'euphorie des premiers jours de l'émeute. Du reste, il fut jugé très défavorablement par certains contemporains bas-valaisans eux-mêmes, l'abbé Clément⁶ et Gabriel Guerraty, par exemple. Ce dernier, à propos du premier article de ce projet, qu'il trouve « digne d'être la production d'un prêtre », écrit notamment : « Quelle absurdité de proposer d'établir un seul juge pour le Bas-Valais, puis de proposer que ce seul juge soit choisi à l'alternative dans les seules paroisses du gouvernement de Monthey ! Quelle autre absurdité que d'établir ce juge dans chaque paroisse à son tour ! Est-ce que toutes les paroisses fournissent des sujets capables et propres à exercer une judicature aussi considérable, qu'on ferait circuler comme la médaille du pain bénit ?⁷ » Au reste, le caractère anarchique de cet « Exposé original... » ne lui donnait

⁵ Clément, *Révolution 1790*, pp. 347-348.

⁶ Voir ci-dessus, p. 74.

⁷ Guerraty, *Gloses*, p. 88. - En s'insurgeant ainsi contre l'article 1^{er} de l'exposé de l'abbé Durier, Guerraty a certainement commis une erreur d'interprétation. Le « juge du Bas-Valais » qui y est proposé ne signifie pas, en effet,

aucune chance d'aboutir ; il sera d'ailleurs très vite et très sérieusement remanié.

Mais un plan mis en délibération le 19 septembre par ceux de Monthey reprend la proposition de supplanter les gouverneurs au profit d'un juge nommé par le conseil du gouvernement ; il aurait des assesseurs et jugerait sans appel jusqu'à concurrence de deux mille florins. On prévoit aussi la modification du régime des amendes pécuniaires et différentes mesures de réformes, entre autres dans l'administration de la justice (conservation des châtelains dans chaque paroisse comme juges de première instance, établissement d'un code...) et dans le commerce des denrées...⁸. Il est à présumer que c'est ce plan, remanié et ordonné, qui fut lu à Val-d'Illiez, le 29 septembre, car on y retrouve sensiblement les mêmes clauses⁹.

C'est essentiellement le point crucial de la suppression des gouverneurs que les députés bas-valaisans (ou plus exactement ceux des gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice) soumettent à la diète, le 21 septembre, priant les hauts seigneurs « de leur faire connaître si ce n'est pas sur cette base qu'ils désirent rétablir la tranquillité publique et faire le bonheur de leurs sujets » et réservant à une commission qui s'assemblerait à Sion la tâche d'écouter leurs griefs et leurs autres propositions, de « les discuter de concert et tâcher de parvenir à une conciliation avantageuse et satisfaisante pour toute la patrie en général¹⁰ ».

Le 24 septembre, c'est au tour des députés de l'Entremont et de la Plaine (à l'exception de Conthey et de Riddes), assemblés à Martigny, d'échafauder un plan de réformes et de demandes. Composé primitivement de dix-sept articles, il en comprendra finalement trente, après qu'il eut été soumis « aux communautés respectives pour en obtenir l'approbation et le redressement qu'el-

que le vicaire de Troistorrents ait voulu « établir un seul juge pour le Bas-Valais », dont de surcroît le choix eût été réservé aux seuls Montheysans ; parlant au nom de son gouvernement, l'abbé Durier souhaite seulement que ce juge soit désormais un Bas-Valaisan et non plus un Haut-Valaisan.

⁸ Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 29 bis-31 bis.

⁹ Clément, *Révolution 1790*, pp. 353-354, XV ; en voir l'analyse ci-dessus, pp. 92-93.

¹⁰ ABS, tir. 85, n° 39 ; AV, cart. 86, fasc. 3, n° 15 ; Rz, cart. 70, fasc. 10,

les jugeront convenable ». En voici l'essentiel : amnistie générale pour toutes les fautes contre l'Etat ou ses représentants ; renonciation à toute accusation ou réprimande contre l'administration passée ; élaboration d'un code pénal et d'un code civil uniformes pour tout le Bas-Valais ; obligation pour les juges supérieurs, s'ils doivent subsister, de tenir une fois par an leurs assises dans chaque paroisse ; attribution du produit des amendes non à ces juges mais à des œuvres sociales ou d'utilité publique : soulagement des pauvres, des vieillards, éducation des jeunes gens, etc. ; élection des officiers inférieurs, civils et militaires, par les généralités respectives ; appointement annuel fixe pour les juges supérieurs et inférieurs et leurs assesseurs ; établissement d'une maison de correction et institution d'une chambre d'appel de langue française pour le Bas-Valais ; confirmation et observation des anciens privilèges, notamment ceux concédés par les déclarations de 1477 et 1483 ; diminution et uniformisation du prix du sel ; suppression du bureau de tabac ; abandon aux communes de la police locale ; libre administration des biens communaux ; interdiction des tribunaux d'appel étrangers ; choix des curés par les communes ; suppression de leur casuel moyennant la congrue ou pension annuelle ; renonciation au treizième denier, à Sembrancher et à Saillon, etc.¹¹.

Le document à coup sûr le plus important établi par les Bas-Valaisans, c'est-à-dire exactement les communautés du gouvernement de Monthey et des châtelainies du Bouveret et de Saint-Maurice « pour parvenir à la réforme des abus et assurer leur bonheur » est sans contredit le fameux *Mémorial* des quarante articles, dont tous les autres plans antérieurs n'étaient en somme qu'une ébauche. Nous avons déjà dit par qui et dans quelles circonstances il fut rédigé, à Sion, et présenté à la haute commission, le 5 octobre¹². Soulignons seulement ici que, pour la première fois dans les revendications bas-valaisannes, il n'est pas fait mention de la suppression des gouverneurs. C'est que, soit à la diète du 21 septembre où cette proposition fut présentée offi-

pp. 25-27 ; Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 17-21 et 36-39.

¹¹ *Ibidem*, pp. 37 bis-42 bis ; Rz, cart. 70, fasc. 8 ; Grenat, pp. 427-429.

¹² Voir ci-dessus, pp. 100-101 ; ACS, XIII, n° 137.

ciellement, soit surtout dans les séances du début d'octobre à Sion, l'Etat avait clairement et catégoriquement exigé, préalablement à toute discussion, l'acceptation de ses représentants, ce qu'il considérait à tort ou à raison comme l'emblème, la concrétisation de sa souveraineté. « Il ne cède et ne cédera jamais rien, avait-il dit, pas la moindre chose de sa souveraineté, ni de quelques droits que ce soit attachés à icelle, lesquels il prétend et veut conserver intacts¹³. » C'est à cette condition absolue et sine qua non qu'il consentait à examiner les autres requêtes, les quarante demandes de ses sujets.

L'aperçu bien que condensé que Charles-Emmanuel de Rivaz donne de ce *Mémorial* à son beau-frère Eugène de Nuccé, où il lui rapporte les grands événements de cette révolution depuis le 21 septembre, dit assez l'importance qu'il leur accordait¹⁴. Il nous faut, quant à nous, en faire un compte rendu un peu plus détaillé, quoique encore très sommaire. Il nous restera par la suite, en les groupant, à en développer les principaux articles.

Ces demandes disposées sans grand ordre visaient principalement à réorganiser la justice civile et pénale, par exemple en précisant la juridiction soit du gouverneur (art. 6 et 7), soit du châtelain (art. 2), en prévoyant et en fixant les cas d'appel aux différentes instances (art. 2, 3, 4, 5), en déterminant la composition et les compétences des tribunaux (art. 2, 3, 4, 6, 7) ; à attribuer aux communes un certain nombre de droits : la nomination de plusieurs fonctionnaires, comme le châtelain (art. 1^{er}), les assesseurs des tribunaux (art. 2 et 3), le procureur général de justice (art. 8), le lieutenant et le curial du gouverneur (art. 9), le curial du châtelain (art. 10), l'organisation de la police locale (art. 21, 22, 34), la réglementation du commerce des denrées et du bétail (art. 30, 31), la libre disposition de leurs communs (art. 23)... ; à assigner au trésor public ou à la caisse des communes le produit des amendes (art. 11) ou des confiscations (art. 13 et 14) ; à réglementer les émoluments du gouverneur (art. 12), le prix du sel (art. 24 et 25), le rachat des redevances féodales : fiefs, lods, dîmes (art. 26, 27, 28), la nomination des officiers

¹³ Clément, *Révolution 1790*, p. 356.

¹⁴ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 125 ; Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24.

militaires (art. 33, 38), le fermage du tabac (art. 32) ; à obtenir la suppression de certains frais inutiles : visite du Rhône, entretien des bâtiments de l'Etat, des écoles et médecins du Haut-Valais (art. 29), le maintien des privilèges (art. 39), l'amnistie pour les émeutiers de la Bagarre (art. 40), et surtout la concession d'un code civil et d'un code pénal (art. 15 et 16) avec l'abrogation de toutes les lois antérieures non insérées dans ces codes (art. 17) ¹⁵.

Nous avons déjà signalé le cas que fit la haute commission de leurs requêtes ¹⁶. C'est pourquoi, en réponse d'ailleurs à une invite formelle de leurs maîtres en date du 6 octobre ¹⁷, les communautés du gouvernement de Monthey désireuses de s'expliquer sur les motifs qu'elles ont eus de les formuler et soucieuses de les appuyer sur des bases solides et irréfutables se mirent hâtivement à la recherche des titres qui les fondaient en droit. Il en sortira un recueil volumineux et de toute première importance pour la question qui nous occupe, recueil dont Devantéry, dans une lettre du 28 octobre 1790 à Sigristen, annonçait l'envoi pour le dimanche 31 octobre ¹⁸. Les observations très pertinentes et détaillées qui s'y trouvent consignées, « tirées des circonstances et des vues générales pour le bien public qui les ont dictées ¹⁹ » éclairent et étayent puissamment chacun des quarante articles et font de cet ouvrage un document unique et irremplaçable. Nous aurons évidemment l'occasion d'y puiser abondamment ²⁰.

Ce rapide coup d'œil jeté sur l'ensemble des revendications et des plans de réformes proposés par les Bas-Valaisans permet de faire deux constatations.

Il laisse d'abord apparaître un double mouvement, ascendant au début, puis très rapidement régressif, dans les exigences bas-valaisannes. Les premières semaines, encouragés par leurs récentes victoires, confiants dans la justice de leur cause et peut-être enhardis par les sentiments paternels manifestés par les hauts

¹⁵ Clément, *Révolution 1790*, pp. 355-361, XIX ; AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 125-136, 151-162, 193-219.

¹⁶ Voir ci-dessus, pp. 101-102.

¹⁷ Fonds Barberini, n° 34, pièce 32, 22 octobre 1790 ; ACS, XIII, pièce 98.

¹⁸ *Ibidem*, pièce 101.

¹⁹ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 225.

²⁰ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8.

seigneurs, ils entrevoient déjà le succès prochain de leurs entreprises : la commission que, à la diète du 21 septembre, ils ont demandée et obtenue (la première réunion fut fixée au 30 du même mois) pour entendre leurs griefs ne pourra, pensent-ils, que compatir à leur situation et se montrer empressée à la redresser. C'est à la même séance du 21 septembre qu'ils s'enhardissent à réclamer comme remède radical mais efficace à leurs maux la suppression du poste de gouverneur. Mais devant l'opposition catégorique du souverain, ils ne tarderont pas à abandonner cette exigence : c'est chose faite dès les premiers jours d'octobre. Ils concentreront alors leurs efforts sur d'autres objectifs. Mais avec les jours qui passent s'envolent aussi leurs illusions. Ils doivent rapidement se faire à l'idée qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, des beaux espoirs à leur réalisation. Très vite — les premières mesures de rétorsion, rupture des relations épistolaires et menace d'une intervention militaire, sont encore du mois d'octobre —, ils devront déchanter et rabattre de leurs prétentions ; très vite leurs revendications les plus légitimes ne seront plus présentées que comme d'humbles supplications. Ainsi ils perdent un à un les beaux rêves qu'ils avaient échafaudés et la nacelle qui devait les emmener vers des cieux nouveaux et plus cléments finit par s'estomper dans les nuages.

De l'examen sommaire des documents précités se dégagent aussi — et c'est la deuxième constatation que nous voudrions relever — un certain nombre de constantes, de thèmes qu'il nous faut maintenant reprendre pour les analyser plus en détail. Parmi eux, outre quelques propositions mineures éparses, il faudra distinguer essentiellement la demande de suppression du poste de gouverneur, les propositions visant à conquérir ou reconquérir certains droits et libertés, enfin et surtout les projets de réformes dans le domaine judiciaire.

Chapitre premier

Suppression des gouverneurs

Rappelons que les premiers plans de réformes élaborés par les Bas-Valaisans, ceux du 12 et du 19 septembre en particulier, prévoyaient comme préambule obligé la suppression des gouverneurs et que c'est le mardi 21 septembre que les députés des gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice présentèrent pour la première fois officiellement cette motion capitale à la diète extraordinaire réunie à Sion depuis le dimanche précédent. Le souverain n'ayant pas montré formellement sa désapprobation — « l'Etat ne s'étant pas attendu à une demande de cette nature, ils n'ont pu que la prendre *ad referendum* », avait répondu le secrétaire d'Etat Roten ²¹ —, ils reviendront à la charge le 30 du même mois en précisant leur pensée à ce sujet, selon le vœu de la haute commission. Ainsi, pendant tout le mois de septembre, cet article fut le point de convergence de toutes leurs réclamations, de tous leurs efforts pour l'établissement d'un nouvel ordre de choses.

Quels étaient les mobiles qui les poussaient à faire cette proposition ? En un mot et d'une manière générale, on peut dire que leur seul désir était de mettre fin à l'arbitraire et aux abus de tout genre dont ils avaient tant souffert, d'y couper court une

²¹ Clément, *Révolution 1790*, p. 352, XI.

fois pour toutes. Et le moyen qui dès l'abord leur parut le meilleur, le plus radical et le plus sûr, n'était-il pas d'en tarir la source commune, d'en éliminer la cause première et efficiente ?

« Si nous avons insisté pendant quelque temps sur l'abolition des places de gouverneurs, écriront les Bas-Valaisans des deux gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice dans une lettre collective du 18 octobre adressée à LL. EE. de Berne, c'est que cette magistrature était devenue odieuse par la manière dont elle rendait la justice²². »

Un cahier de griefs des habitants de Monthey, présenté le 30 septembre, avait été plus explicite encore : « Les gouverneurs sont la cause de tous les maux dont ils se plaignent et de toutes les infractions au traité qui nous unissait par la plus parfaite soumission au meilleur des souverains... Vos sujets désirent seulement de couper la source du mal et d'éloigner d'eux des représentants qui, ayant abusé de l'autorité qui leur était confiée, ont rendu leur nom et leur personne odieuse...²³. »

Et le projet de plan mis en délibération le 19 septembre à Monthey pour préparer la séance du 21 devant la diète s'ouvrait de même par cette déclaration sans ambages : « Le régime des gouverneurs étant devenu odieux au peuple, il paraît à l'assemblée qu'il n'y aura jamais parfaite tranquillité dans ce gouvernement pendant qu'ils y résideront... »

En conséquence, continuait le même document, « on propose, comme le plus sage et le plus propre à concilier tous les intérêts, que l'Etat n'enverra plus de gouverneur dans notre district...²⁴ »

Pour étayer et justifier leur point de vue et surtout décider leur souverain à l'adopter, ils auront recours à diverses considérations et feront valoir les arguments les plus convaincants : l'avantage qu'en retireront les pays sujets, les gouverneurs et les souverains eux-mêmes.

La suppression des gouverneurs leur parut bénéfique d'abord pour le pays lui-même et particulièrement pour sa partie sujette

²² Junod, p. 150.

²³ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 118-119.

²⁴ Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 29 bis-30 bis.

où elle ferait renaître l'ordre et la paix et même une certaine prospérité. Une telle mesure, en effet, en extirpant la racine du mal, éliminerait du même coup les plus graves abus et réduirait à néant les récriminations auxquelles ils donnaient lieu. Elle permettrait en particulier, précise le cahier de griefs cité plus haut, de mettre fin à « un état malheureusement trop accrédité depuis longtemps, où tout ce qui craignait le travail si honorable à nos pères, c'est-à-dire les fainéants, les banqueroutiers et les gens de rien, se faisaient un métier d'être espions et délateurs, parce qu'ils avaient souvent une portion des amendes arrachées aux victimes qu'ils faisaient sacrifier ». Et le même document de conclure : « Cette classe d'hommes si pernicieuse au genre humain étant réduite à l'état de laboureur pour lequel Dieu les avait créés, les terres seraient mieux travaillées et elles produiraient davantage ; le nombre de vos sujets, honnêtes gens, augmenterait ; celui des autres diminuerait ; par là vos noms et la mémoire de Vos Excellences serait bénie de génération en génération ²⁵. »

En demandant la suppression du poste des gouverneurs, les Bas-Valaisans prenaient aussi en quelque sorte la défense du gouverneur lui-même, de ses intérêts et de sa personne. Ils firent remarquer par exemple que si on obtenait la réforme du régime des amendes — ce qu'ils demanderont aussi — et en particulier l'interdiction pour celui qui les décrète de se les attribuer, ses revenus se rétréciraient au point qu'ils ne suffiraient plus à couvrir ses frais de résidence ni à compenser le manque à gagner provenant de la négligence de ses affaires ²⁶. Bien plus, à cause de la multiplicité et de la gravité des abus, sa vie elle-même ne serait pas toujours à l'abri d'entreprises criminelles, d'autant plus qu'il est facile aux mécontents qui pourraient attenter à ses jours de trouver rapidement refuge hors du pays.

Enfin, l'Etat lui-même ne manquerait pas de recueillir les bienfaits d'un tel changement. Par leur dureté extrême et leur arbitraire, les gouverneurs, en effet, d'après les propres déclarations des sujets, constituaient « presque toujours une barrière

²⁵ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 120-121.

²⁶ Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 29 bis-30 bis.

insurmontable entre le souverain et eux » et bien souvent, par contrecoup, jetaient le discrédit sur le gouvernement qu'ils représentaient. Leur disparition ferait donc renaître la confiance des peuples envers l'autorité souveraine et permettrait de tisser entre eux et elle de nouveaux liens plus solides et plus durables que ceux de la conquête, parce que établis sur une fidélité consentie et sur la reconnaissance, ce « qui lui sera sans doute plus agréable que les plaintes que l'on serait toujours obligé de faire contre ses représentants... Quelle satisfaction plus douce pour des âmes sensibles que de pouvoir dire : Nous avons tari les sources de la vexation et nous avons rendu nos sujets heureux !²⁷ »

C'étaient là les raisons générales avancées par les sujets. Les gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice en avaient de particulières et de propres.

Les premiers mirent surtout en relief le fait que les abus des gouverneurs étaient autant d'entorses à leurs franchises et libertés pourtant reconnues tant en 1536 et 1569 qu'ultérieurement. Ces titres leur paraissaient « aussi clairs et aussi favorables » que ceux qui avaient valu à tant de bailliages, Bremgarten, Mellingen, Baden, Rapperswil, Winterthur, Stein, Sursee, par exemple, de jouir d'une autonomie à peu près complète dans leurs affaires locales²⁸.

Quant à ceux du gouvernement de Saint-Maurice, ils justifiaient leur demande de suppression des gouverneurs en relevant contre eux, dans une note du 21 septembre, deux chefs d'accusation essentiels.

Le premier, général, concernait l'exportation illicite et frauduleuse des denrées de première nécessité que maints baillis « favorisaient pour de l'argent » contre les ordonnances du souverain et au grand préjudice des sujets.

Le deuxième, plus grave à leurs yeux bien que plus particulier, était la fuite précipitée du gouverneur Bernard Dallèves, le 9 septembre. En abandonnant ainsi « le poste que Vos Excellences lui avaient confié », écrivaient-ils, et cela « dans le moment

²⁷ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 120-121.

²⁸ AV, cart. 86, fasc. 4, n° 19 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 119.

le plus critique et où nous avions le plus besoin d'autorité et de secours » et qui plus est sans prendre les mesures qui s'imposaient, sans donner « les ordres nécessaires pour instruire un chacun de ce qu'il devait faire », il avait été cause de tous les désordres survenus dans la ville les jours suivants et en particulier les 10, 11 et 12 septembre. « Personne ne se trouvant revêtu de l'autorité suffisante pour administrer la justice, faire observer les lois, se faire respecter et obéir, le peuple a cru n'avoir plus de frein pour le retenir, plus d'autre règle à observer que son caprice et, en un mot, qu'étant abandonné de son souverain par la fuite de son représentant, tout lui était permis et qu'il pouvait impunément se livrer à tous les excès que sa cupidité, sa vengeance ou d'autres intérêts particuliers pouvaient lui suggérer. De là les menaces contre ceux qui par leurs emplois voulaient s'opposer à l'anarchie et maintenir ou rétablir l'ordre ; de là les voies de fait exercées par ceux qui se sont crus les plus forts contre les plus faibles ; de là en un mot toutes les suites qu'entraîne l'anarchie. »

Puisque donc le berger préposé à la garde du troupeau s'était montré si incapable et si lâche, ne serait-il pas plus sage — et c'était là leur conclusion —, pour empêcher à l'avenir et si possible prévenir pareil malheur, d'en confier dorénavant la sauvegarde et la défense aux intéressés eux-mêmes dans la personne de leur châtelain qui, par sa fermeté, avait seul su éviter une catastrophe certaine en ces moments difficiles ²⁹ ?

Comme on le voit, on ne se contentait pas de réclamer purement et simplement l'abolition d'une magistrature, on avait soin de prévoir ce qu'on allait lui substituer : ici un châtelain, ailleurs « un juge nommé par le conseil du gouvernement ³⁰ ».

Violemment rejetée par l'Etat qui la considérait comme destructrice de sa souveraineté, cette demande fut en général vivement souhaitée par les peuples sujets. Pourtant, il s'est trouvé quelques voix, surtout parmi les notables, pour la désapprouver.

²⁹ *Ibidem*, pp. 33-35.

³⁰ Rz, cart. 70, fasc. 9, p. 30 bis.

Nous avons déjà signalé l'émeute assez sérieuse survenue à Saint-Maurice à ce sujet, le 29 septembre³¹.

« A Monthey et à Val-d'Illiez, il y a aussi plusieurs personnes raisonnables qui voient la nécessité de maintenir les gouverneurs et qui feront leur possible pour inspirer de semblables résolutions aux autres³². » Fischer qui fournit cette information au Conseil secret dans une lettre du 4 octobre 1790 était bien renseigné.

Dès les débuts de cette révolution, en effet, Charles-Emmanuel de Rivaz, par exemple, alors qu'il avait dû, un peu contre son gré, accepter la procuration du gouvernement de Monthey pour la diète du 21 septembre et pour la séance du 30 devant la haute commission, avait opiné dans maintes assemblées que cette requête concernant les gouverneurs étaient une « sottise » : « J'ai pensé qu'on ferait mal de demander la suppression des gouverneurs, » écrira-t-il plus tard dans une apologie, à l'adresse du souverain, de sa conduite publique depuis le 8 septembre. Le juge du Bas-Valais qu'on voudrait lui substituer n'aurait à son avis pas assez d'ascendant pour maintenir l'ordre. Il en voyait une preuve manifeste dans « l'état d'anarchie et de désordre » qui avait suivi leur expulsion : événements de Saint-Maurice des 28 et 29 septembre, atrocités commises à Monthey contre des particuliers et quelques autorités... Vous devez voir par là, fera-t-il remarquer à son beau-frère Eugène de Nuce, le 2 janvier 1791, « combien peu notre peuple est en état de se gouverner lui-même et quel funeste présent on lui ferait en lui laissant une entière liberté³³ ».

C'est dans ce sens également que l'abbé Clément voit le problème. Lui aussi se montre très surpris « qu'après la très gracieuse réponse de Son Excellence le grand bailli Sigristen, ... datée de Sion le 21 septembre 1790... », laquelle, à son avis, était « plus que suffisante pour nous faire sentir l'inutilité d'une telle demande..., à peu près toutes les communautés aient eu la simplicité ou la grossièreté, disons mieux l'audace et la témérité de réitérer cette demande ». Lui aussi est d'avis qu'elle ne pouvait que sus-

³¹ Voir ci-dessus, pp. 64-66.

³² Junod, p. 128.

³³ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 11 ; Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24 ; voir aussi ci-dessus, p. 60.

citer de la part du souverain « un refus absolu » et même sa « juste indignation ». Car, prétend-il, « comment se dépouillerait-il du droit de nous envoyer des gouverneurs, qui est un des principaux actes de souveraineté » ?

Il se propose alors d'examiner « de sang-froid, sans prévention » cette proposition qu'il juge « impertinente et arrogante » et de démontrer que sa réalisation eût été pour les sujets eux-mêmes « plus nuisible qu'utile ». Elle ne peut en fait, affirme-t-il, que desservir la cause des Bas-Valaisans en indisposant l'Etat contre eux et, en l'amenant à durcir sa position, les contraindre finalement à une première et décisive capitulation. Ce que l'abbé Clément résume par cet aphorisme : « qui demande trop s'expose souvent à ne rien obtenir. »

Et quand bien même on aboutirait, continue Clément, il faudrait bien établir une autre autorité pour remplacer celle qu'on viendrait d'abolir. Et c'est ici que, à son avis, les choses commenceraient à se corser. Comment, en effet, allait-on s'y prendre pour le difficile choix d'un juge principal dans chaque gouvernement ? Que ce choix soit fait par les préposés de chaque paroisse ou par l'ensemble des citoyens, le problème reste le même : trouver quelqu'un d'assez capable et d'assez intègre, car après tout, constate-t-il, les Bas-Valaisans ne sont pas d'une pâte différente et meilleure que les Haut-Valaisans. Il n'est pour s'en convaincre que de rappeler le souvenir d'authentiques Bas-Valaisans : par exemple le gouverneur Dallèves et les nombreux fiscaux au service des gouverneurs. De plus, quelle confusion et quel désordre ne manquerait pas d'engendrer cette nomination, chaque communauté voulant évidemment avoir le « droit d'y nommer à son tour ; à défaut de quoi, ce serait une source intarissable de jalousies, d'aigreurs et vraisemblablement de vengeance... Quand le juge serait de la plaine, ceux de la montagne croiraient volontiers qu'il favorise ceux de son quartier ou de sa paroisse ; ainsi du contraire...³⁴ ».

Il n'est pas dans notre propos de discuter ou de réfuter ici ces observations de l'abbé Clément. Le notaire Gabriel Guerraty

³⁴ Clément, *Révolution 1790*, pp. 341-343.

l'a déjà fait et avec une verve mordante dont il est assez coutumier. Il se lance, en effet, à ce propos dans une longue diatribe contre ce qu'il taxe de « bavardage », de radotage, pis de « chef-d'œuvre d'absurdité, d'ineptie et d'extravagance...³⁵ ». Nous n'allons pas le suivre dans cette voie. Il eût fallu, semble-t-il, distinguer la fonction de la personne qui l'exerçait, la magistrature elle-même du titulaire prévaricateur qui en était investi. C'est pour ne l'avoir pas fait que les Bas-Valaisans connaîtront leurs premiers déboires et perdront peu à peu tout le bénéfice de leurs victoires du début de la Bagarre.

Quoi qu'il en soit, c'est très vite qu'ils durent renoncer à cette prétention, même si certaines têtes chaudes, surtout à Saint-Maurice, la maintinrent fermement et assez longtemps. C'est le 30 septembre, en effet, on s'en souvient, que les délégués des gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice réitérèrent leur demande de suppression des gouverneurs ; c'est le 1^{er} octobre que la haute commission leur enjoint catégoriquement d'avoir à rapporter dans un délai de « deux fois vingt-quatre heures » une réponse décisive de leurs constituants sur cet objet ; c'est le 2 et 3 octobre que les communautés se plient aux exigences du souverain et renoncent à leur requête ; c'est le 4 octobre enfin que les députés bas-valaisans confirment officiellement cette décision devant la haute commission³⁶. Une telle célérité dit assez l'importance qu'on attachait à cet article en haut lieu.

C'est donc en toute objectivité et vérité que, dans leur réponse du 18 octobre à une lettre bernoise du 27 septembre, les autorités bas-valaisannes pourront écrire : « Aussitôt qu'ils [les seigneurs du Haut-Valais] ont manifesté formellement leur volonté, on y a renoncé sans murmure...³⁷ » Mais non toutefois sans chercher à obtenir que soient nettement délimitées les attributions et prérogatives des représentants de l'Etat dans le Bas-Valais. Les députés du Bas exprimèrent, en effet, le 30 septembre, devant la haute commission, le désir que les gouverneurs « fussent préposés seule-

³⁵ Guerraty, *Gloses*, pp. 82-87.

³⁶ Voir ci-dessus, pp. 95-98.

³⁷ Junod, p. 150.

ment pour percevoir les revenus du souverain, être témoins de notre fidélité et veiller à ce que l'ordre public et le respect pour les lois fussent conservés ».

La restriction qu'implique ce « seulement » visait essentiellement l'administration de la justice qu'ils espéraient bien ne plus voir attribuer au gouverneur, puisque c'est avant tout pour couper court à ses abus dans ce domaine qu'ils avaient tant souhaité sa disparition³⁸. C'est pourquoi, nous le verrons incessamment³⁹, ils demanderont avec insistance d'être mis au bénéfice d'un code en français (au lieu du latin habituel), imprimé et public. Ils émirent même le vœu que les baillis ne reprennent leur poste qu'après la publication de ce code, parce que leur retour immédiat risquerait par trop de réveiller les passions. C'est pourquoi aussi ils préconiseront de sérieuses modifications dans le régime des amendes. Mais pour dédommager les gouverneurs de la perte qu'ils subiraient par le retrait du produit de ces amendes, ils étaient disposés à lui verser annuellement « une somme fixe », dont ils laissaient le soin aux souverains seigneurs de déterminer le montant⁴⁰. C'était là une offre appréciable et un signe non équivoque de bonne volonté envers ceux qui les avaient si durement et pendant si longtemps opprimés.

En même temps, ils proposèrent « d'autres moyens qui pussent tranquilliser la génération présente et les futures sur l'abus que les officiers du souverain et leurs subalternes pourraient faire de leur autorité dans les temps à venir⁴¹ ».

Ces moyens qu'il nous reste à signaler ne seront jamais, faut-il le dire, ceux qu'inspire la haine ni ceux qui cherchent à fomenter la discorde, l'effusion du sang ou la guerre. « Les lois, les temps et nos cœurs nous fournissent des moyens moins sanglants et moins funestes pour nous délivrer de l'oppression des gouverneurs et de notre avilissement », affirmera un « pamphlet virulent » mais anonyme contre les gouverneurs et les châtelains

³⁸ Clément, *Révolution 1790*, p. 354, XVI ; Junod, p. 150.

³⁹ Voir ci-après, p. 307.

⁴⁰ Clément, *Révolution 1790*, p. 357, art. 12.

⁴¹ Junod, p. 150.

aristocrates⁴². Ils pensaient, en effet, obtenir par voie légale, c'est-à-dire de la bonne grâce du souverain, un adoucissement de leur sort, sous forme d'un certain nombre d'avantages ou de changements divers qu'ils réclamèrent. Ces revendications touchent à des domaines variés. Nous les répartirons sous trois chefs : celles qui tendent à liquider le souvenir d'un passé récent par l'amnistie des coupables ; celles qui visent la conquête ou la reconquête de certains de leurs droits anciens ; celles enfin et surtout qui proposent des mesures de réformes judiciaires.

⁴² AV, cart. 81 bis, fasc. 1, n° 70.

Chapitre II

Amnistie

Vivement encouragées par la lettre du 22 septembre 1790, par laquelle le souverain, tout en les félicitant de leur fidélité, laissait entrevoir une juste récompense, les communautés de l'Entremont et de la Plaine, à savoir Bourg-Saint-Pierre, Liddes, Orsières, Sembrancher, Fully, Saillon, Saxon, joignirent à leurs remerciements une supplique datée du 27 septembre, où elles précisaient les points de réformes qu'elles désiraient obtenir. Le premier de ces points s'énonce ainsi : « L'on supplie LL. EE. nos seigneurs pour une amnistie et pardon général à tous ceux qui pourront se trouver impliqués de quelque manière que ce soit dans les affaires du 8 et 9 courant, et généralement celles qui regardent les châteaux, les personnes des seigneurs gouverneurs, le souverain Etat collectivement pris et tous les membres singulièrement¹. »

Cette requête à caractère officiel sera reprise non moins officiellement dans divers cahiers de demandes des Bas-Valaisans et sensiblement dans les mêmes termes. Si, au début, elle se limite aux seuls émeutiers des 8 et 9 septembre, comme on vient de le voir pour l'Entremont et comme il ressort d'un plan du 30 sep-

¹ Grenat, p. 427, n. 1.

tembre², elle ne tardera pas à s'étendre « à tous ceux qui peuvent s'être égarés depuis le 8^e septembre dernier inclusivement³ ».

Pour l'étayer et lui donner plus de chance de succès, on la fondera sur une double considération. D'une part, on fera remarquer que la révolte des premiers jours trouvait en quelque sorte sa justification à la fois dans les abus et les graves injustices des gouverneurs, tels qu'ils ressortent des cahiers de griefs, et dans les entorses faites ainsi à leurs droits et privilèges⁴. D'autre part, on signalera à l'attention des hauts seigneurs que le pardon qu'ils sollicitent leur apparaît comme le moyen le plus sûr de faire renaître la confiance des peuples envers leur souverain et avec elle la paix et l'ordre dans le pays. « Rien ne sera plus efficace pour ramener tous les esprits », déclareront le 30 septembre les députés des gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice devant la commission souveraine, d'autant plus, ajouteront-ils en guise d'explication et de garantie, que « c'est à ces particuliers qu'on est le plus redevable de la conservation de la tranquillité publique depuis cette malheureuse époque⁵ ». Le cahier des demandes présentées le 4 octobre par les différentes communes bas-valaisannes s'exprimera de même : « Le zèle infatigable avec lequel les principaux coupables se sont portés au rétablissement du bon ordre partout où il a été nécessaire et leur bonne conduite dès lors sont pour eux un titre de grâce aux yeux du souverain. »

Une demande si légitime et appuyée sur des arguments si solides aurait dû, semble-t-il, rencontrer l'adhésion immédiate et unanime des membres de la haute commission à laquelle elle était adressée. Pourtant, dans sa réponse du 6 octobre, elle prétendra ne pouvoir prendre cet article que « *ad referendum* », et elle en fera dépendre le succès de « la conduite future » des quémandeurs⁶. Il est vrai que finalement, c'est-à-dire à la diète extraordinaire de décembre, la clémence l'emportera, selon le conseil réitéré des autorités bernoises et de l'évêque du Valais. S'il n'y

² Clément, *Révolution 1790*, p. 353, XV, art. 1.

³ *Ibidem*, pp. 360-361, art. 40 ; AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, art. 40.

⁴ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 122 ; ACS, XIII, pièce 107.

⁵ Clément, *Révolution 1790*, p. 354, XVI.

⁶ *Ibidem*, pp. 360-361, art. 40.

eut pas amnistie pure et simple et si plusieurs Bas-Valaisans, acteurs inconscients de cette révolution manquée, furent jugés suspects ou coupables et frappés de peines diverses⁷, du moins eurent-ils la vie sauve et ne furent-ils ni frappés d'amendes ni emprisonnés.

Dès lors, la plupart des inculpés, satisfaits en fin de compte de s'en tirer à si peu de frais, oublièrent ou en tout cas cachèrent leurs ressentiments et reprirent docilement le joug de l'obéissance. Le Gros-Bellet, en particulier, le héros le plus populaire de cette mémorable aventure, se distingua par son loyalisme envers l'Etat, « se tenant toujours, au dire du chanoine de Rivaz, du côté des citoyens les plus droits et les mieux intentionnés ». Il ne prit part ni aux conjurations de l'année suivante ni à la révolution victorieuse de 1798 ; s'il eut la faiblesse, pardonnable à coup sûr, de se laisser entraîner à paraître, le 11 février 1799, à la diète helvétique de Lucerne, ce fut en qualité de syndic et délégué de la commune d'Illiez⁸.

D'autres révoltés, au contraire, considérant le pardon accordé comme une preuve de faiblesse et préoccupés cette fois-ci non d'assurer l'émancipation de leur patrie mais d'assouvir leurs intérêts et leurs vengeances personnelles, redoubleront d'audace et en profiteront, dès les premiers mois de l'année suivante, pour ourdir des complots criminels et organiser le vol et le brigandage dans tout le Bas-Valais : ce sera la célèbre affaire des Crochets.

⁷ Voir ci-dessus, pp. 156-157.

⁸ AV, L 393, pp. 429-431 ; Rz, V, p. 561 ; AV, L 452, pp. 377-378.

Chapitre III

Conquête ou reconquête de certaines prérogatives

Revenons à notre révolution dont les buts étaient plus désintéressés et les moyens employés plus légaux et plus pacifiques. Un de ses objectifs essentiels, ici comme un peu partout en Suisse à l'époque¹, était, tout en mettant fin aux nombreux abus de l'administration gouvernementale, de recouvrer leurs libertés ancestrales.

Lorsque, en 1475-1476, au moment de la conquête d'une partie du Bas-Valais (jusqu'à Massongex), le gouvernement de Saint-Maurice promet obéissance au Haut-Valais et quand, en 1536 les habitants de Monthey se mirent « spontanément et sans sollicitation » sous sa domination, « ce fut toujours sous l'expresse condition qu'ils seraient maintenus dans tous leurs droits et privilèges et par conséquent dans leurs libertés : *ut libertatibus, immunitatibus, usibus et consuetudinibus suis laudibilter hactenus... observatis... gaudere possint et valeant*² ».

De leur côté, LL. EE. du Haut-Valais avaient solennellement juré de les respecter : « *Promittentes... stipulatione solemni per juramenta ad S. Dei Evangelia corporaliter prestita... inviolabi-*

¹ Méautis, pp. 19-20.

² AV, cart. 81 bis, fasc. 1, n° 70 ; Grenat, pp. 9 et 428, art. 11 ; Imesch, p. 26.

liter observare... : Nous promettons... pour nous et nos successeurs, par le serment que nous faisons en posant la main sur le saint Evangile, d'observer inviolablement cette solennelle convention...³ ».

Bien loin d'avoir jamais été dénoncées, ces promesses grandiloquentes furent souvent renouvelées par la suite. Dans un acte de 1569, par exemple, les souverains haut-valaisans affirmaient expressément : « *Eosdem subditos nostros perpetue in suis dictis libertatibus, usibus et consuetudinibus admittimus ; easdem per presentes confirmamus et per gubernatorem presentem et futuros observari volumus* : Nous admettons à perpétuité nos sujets dans leurs libertés, usages et habitudes, que nous confirmons par les présentes et que nous voulons voir observer par le gouverneur actuel et par les gouverneurs à venir⁴. »

De même, feront remarquer les Bas-Valaisans, « la défense que le souverain a faite de son propre mouvement en diète de mai 1741 à tous ses fidèles officiers de ne confirmer à leurs sujets autres usages, privilèges et coutumes que ceux et celles qu'ils avaient au changement de domination de la Savoie à la sienne, et ceux ou celles qu'il aurait pu leur accorder du depuis annonce assez combien il était convaincu de l'importance de ses droits qu'il leur avait réservés et promis ».

Et parce que « le laps de temps... ne peut apporter aucun changement dans ces sortes de contrats fondés sur des serments mutuels », les sujets, par la suite, réclameront à maintes reprises le respect de leurs anciennes prérogatives. Ainsi, reprenant une requête de l'Entremont (« Que LL. EE. daignent confirmer et faire observer les anciens privilèges...⁵ »), les communautés des gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice inscriront un article spécial à ce sujet dans le *Mémorial* : « Les privilèges et autres concessions faites ci-devant, y est-il demandé, seront conservées et observées selon leur forme et teneur⁶. » Au reste, ils ne cherchaient nullement par là à porter atteinte aux droits du souve-

³ *Ibidem*, pp. 32-33 ; Grenat, pp. 11-12.

⁴ AV, cart. 86, fasc. 2, n° 14, p. 6.

⁵ Grenat, p. 428, art. 11.

⁶ Clément, *Révolution 1790*, p. 360, art. 39.

rain. « Ils n'entendent point par cette liberté, écriront ceux de Monthey, le droit d'être indépendants, mais ils pensent que le mot renferme à l'égard des sujets de toutes les monarchies chrétiennes un moyen assuré de jouir à l'ombre des lois de cette liberté civile qu'un abus d'autorité ne peut jamais violer et plus particulièrement chez les vôtres qui ont titres et se sont donnés volontairement à Vos Excellences. »

Quelles furent ces prérogatives si instamment et si souvent revendiquées ? Voilà ce qu'il est bien difficile de préciser. Mais nous tenterons d'en relever quelques-unes tout au long de l'exposé qui nous reste à faire, puisque aussi bien la plupart des abus incriminés ci-dessus étaient ressentis par les Bas-Valaisans, ceux du gouvernement de Monthey surtout, comme autant d'atteintes à ces prérogatives ; puisque, en outre, c'est pour les défendre que, en définitive, ils s'insurgèrent en septembre 1790 ; et puisque enfin c'est en s'y référant constamment qu'ils feront toutes leurs demandes de réformes.

Et d'abord — et ce sont les Bas-Valaisans eux-mêmes qui le préciseront —, « immunité et privilège signifient exemption de quelque charge, devoir ou imposition ⁷ ». En conséquence de cette définition, le gouvernement de Monthey demandera dans ses cahiers la suppression de certaines obligations onéreuses et vexatoires : inégalités, impôts divers. Ces privilèges impliquent aussi l'octroi, la reconnaissance et la garantie de certaines libertés, tant des personnes que des communautés. Ces privilèges concernent enfin le secteur important de la justice, où furent commises tant d'irrégularités et même d'iniquités. C'est tout ce vaste domaine qu'embrassent les revendications bas-valaisannes.

A. Suppression de certaines charges

L'un des plus importants de ces privilèges sous la maison de Savoie était de ne payer d'autres impôts que ceux qui avaient été consentis par ses représentants ou ses magistrats, comme l'atteste entre autres un acte du 13 mai 1328, par lequel la communauté

⁷ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, pp. 33-36, 39.

de Monthey, par « grâce spéciale » et bon vouloir, accorda au prince, son souverain, un don de vingt sols gros mauriçois pour subvenir à des frais de guerre. « Elle n'y est nullement tenue par devoir, reconnaissent les officiers du prince, car nous ne prétendons ni ne voulons point que par cette concession... elle ou ses successeurs soient tenus par devoir à fournir audit seigneur comte ou à ses successeurs le même ou un pareil subside, mais seulement pour autant qu'il émanera de leur libre et bonne volonté⁸. »

Au surplus, ces impôts et revenus du comte étaient minimes : deux cents francs en moyenne par année pour le gouvernement de Monthey, d'après le banneret Jean Devantéry. Ils se limitaient à des redevances féodales (tailles, dîmes...) ou parfois à des subsides nécessités par les guerres si fréquentes aux XIII^e, XIV^e, XV^e et XVI^e siècles et dans ce cas le souverain dispensait la communauté de la chevauchée générale⁹.

Or, tout en tenant compte de la dévaluation de l'argent et d'une augmentation normale du coût de la vie, le passage sous de nouveaux maîtres se traduisit pour les sujets par une augmentation un peu trop forte de leurs prestations qui triplèrent de volume ; bien plus, de nouveaux impôts furent créés au mépris de leurs privilèges et des traités qui les garantissaient.

Parmi les charges qui pesaient ainsi lourdement sur les sujets bas-valaisans, nous avons distingué les redevances féodales et un certain nombre d'impôts indirects.

1. REDEVANCES FÉODALES

a. *Impôts sur l'agriculture*

Les premières (impôts sur l'agriculture, lods, dîmes...), les peuples demanderont d'une manière générale de pouvoir les racheter, c'est-à-dire les racheter, comme l'avaient fait les communautés de l'Entremont et de la Plaine au-delà de Martigny ou

⁸ AV, cart. 86, fasc. 2, n° 13, p. 5.

⁹ *Ibidem*, pp. 5-6.

leurs voisins de Sardaigne, lesquels avaient obtenu cette faveur de leur souverain respectif. Au besoin, ils y substitueraient une redevance annuelle à convenir, qu'ils espéraient avec le temps pouvoir racheter à son tour « par un capital proportionné ».

Ils voyaient à cette solution de rachat de multiples avantages, tant pour le souverain que pour les sujets. Elle exempterait l'Etat « des frais de recouvre et les peuples de ceux de reconnaissances » ; elle couperait court à nombre de vexations de la part de gouverneurs despotes et peu consciencieux ; elle éviterait certains abus dans les recouvres, tels la fixation du « prix des grains à un taux... excessif », ou l'obligation pour les sujets de les « payer à un jour fixe, sous peine de payer le double le lendemain », ou encore la vente hors du pays, par les gouverneurs, surtout dans les années de détresse, des grains « qui proviennent de la recouvre des fiefs », au lieu que ces revenus des fiefs soient appliqués, à l'instar de ce qui se faisait dans le canton de Berne, « à l'entretien des ecclésiastiques, des pauvres » ou à l'établissement de « magasins pour subvenir aux besoins des peuples dans les temps de disette » ; elle épargnerait des confiscations injustes dues à un retard dans la déclaration ou le paiement des lods ; elle éviterait « les frais considérables de reconnaissance », frais non seulement très onéreux pour les contribuables (« la commune de Val-d'Illiez seule ayant eu une dépense de près de trente mille florins pour cet article »), mais sans profit pour les seigneurs, à qui « la difficulté de recouvrer les cens et de percevoir les lods occasionnait... des frais considérables qui diminuaient beaucoup leurs revenus¹⁰ » ; elle écarterait à l'avenir les menaces de révolte, comme celle dont le bruit avait couru peu avant la Bagarre et qui, provoquée par les gens de Val-d'Illiez, tendait à obtenir la suppression des dîmes et des impôts fonciers¹¹.

A ces demandes générales touchant leurs propriétés, il faut en ajouter de particulières : celles de la ville de Saint-Maurice, comme aussi de Sembrancher, Bourg-Saint-Pierre et Saillon, pour le rétablissement de leurs soustes et pour l'abolition du treizième denier

¹⁰ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, art. 26-28.

¹¹ Morell, p. 15.

sur la vente ou le transfert des maisons, moyennant un arrangement ou « une indemnité légitime »¹² ; celles des communautés de Muraz et Collombey, qui ne refusent nullement de fournir leur quote-part de bois de chauffage nécessaire pour l'usage du gouverneur, mais qui voudraient que la coupe en soit plus équitablement répartie entre les communautés du gouvernement, que « le souverain fixe la quantité de bois que le gouverneur pourra prendre annuellement... dans chaque communauté et que les gens envoyés par le gouverneur ne coupent des bois qu'après avoir appelé le syndic » ; celles des mêmes communautés, auxquelles se joint aussi la paroisse de Vionnaz, de pouvoir réduire en argent la redevance annuelle de deux quintaux de fromage, « un de gras, un de maigre », à prendre sur leurs montagnes d'Onnaz ou de Recon : tout en rappelant à ce sujet que plusieurs gouverneurs dans le passé avaient adopté ce procédé et se contentaient pour lors « d'un louis par quintal », elles priaient LL. EE. « de vouloir bien nous fixer un prix modique annuel... » et d'« accorder la liberté de s'en rédimer... » lorsqu'elles le pourront¹³.

b. Bâtiments de l'Etat

Autre redevance onéreuse et dont les communautés du gouvernement de Monthey avaient déjà demandé l'exemption (comme l'atteste une ordonnance souveraine du 30 mai 1638) : l'entretien des bâtiments de l'Etat dans le Bas-Valais.

Chargées entre autres de fournir les matériaux des grands châteaux de Monthey, du Bouveret et de la Porte du Sex, elles représentèrent qu'autrefois, c'est-à-dire du temps de la domination savoyarde, « les châtelains ducaux [que remplaceront les gouverneurs] n'avaient point de logement dans le gouvernement » et qu'il paraissait étrange que ceux du val d'Illiez par exemple contribuent à l'habitation du châtelain du Bouveret. De même, le gouvernement de Monthey n'entrait pour rien autrefois, c'est-à-dire jusqu'à leur acquisition par l'Etat du Valais respective-

¹² Clément, *Révolution 1790*, p. 360, art. 36-37 ; Grenat, p. 428, art. 19-20.

¹³ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 165-166, 175-180.

ment vers 1570 et 1590, dans l'entretien soit du château et des bâtiments de Port-Valais, soit de ceux de la montagne dite de Ripaille au-dessus d'Illiez, les premiers étant entièrement à la charge du prieur du lieu, les seconds, du couvent du même nom en Chablais.

C'est pourquoi, ledit gouvernement se juge « en droit de demander... d'en être déchargé, de même que de tous autres bâtiments qui n'existaient pas *tempore illustrissimi ducis Sabaudiae*, puisque, « par leur capitulation [ou traité] du 25 février 1536, le souverain s'est engagé à les laisser dans toutes les coutumes où elles étaient du temps des ducs de Savoie¹⁴ ». Et un peu à la façon de Platon qui fait parler les lois dans une magnifique prosopopée, ils mettent dans la bouche de LL. EE. du Haut-Valais cette argumentation dialectique et syllogistique : « Il est certain que nous avons acquis en différents temps les bâtiments, fiefs et domaines de Port-Valais et de Ripaille, les fiefs de Nernier, Neuvecelle, d'Arbignon, Du Rosey et Bellini ; si nous n'avions pas fait ces acquisitions et qu'elles fussent restées entre les mains de leurs anciens propriétaires, nos sujets en seraient moins chargés. Nous leur avons cependant promis de les traiter comme ils l'étaient sous les ducs de Savoie et si nous les avons traités près de cent ans ainsi, il faut qu'ils aient eu des droits dont la connaissance et le souvenir étaient présents à la mémoire de nos pères. Examinons donc quels ils étaient et quelle était la nature de leurs charges alors ; voyons tous leurs titres ; écoutons leurs plaintes et rendons-leur justice...¹⁵. »

c. *Vacations du gouverneur*

Les revendications des Bas-Valaisans se feront très précises aussi au sujet de ce qu'on pourrait appeler les vacations du gouverneur.

Nous avons déjà relevé leur proposition au sujet de la visite gouvernementale du Rhône, jugée par eux trop nombreuse et trop coûteuse.

¹⁴ AV, cart. 86, fasc. 4, n° 19, pp. 1-3 ; AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, art. 29 ; Tamini et Délèze, p. 134.

¹⁵ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, p. 27.

teuse : que le gouverneur se contente de se faire accompagner par son domestique et par l'inspecteur du Rhône, et que les frais en soient limités comme suit : une pistole au gouverneur, « quoi-que autrefois il ne lui était payé que quarante baches » et vingt batz à chacun des deux autres, comme à l'accoutumée¹⁶.

En outre, et dans le même ordre d'idées, « les peuples prient les gouverneurs à venir d'épargner les frais des comitives et les repas publics en usage jusqu'à présent ». Dans ce dernier cas, il s'agit notamment du banquet qu'on pourrait appeler de joyeux avènement offert à la population par le nouveau gouverneur lors de son arrivée dans son fief. C'était l'occasion de frais assez considérables, d'autant plus qu'ils se renouvelaient tous les deux ans ; ainsi le repas de Nicolas Roten, gouverneur de Monthey de 1781 à 1783, revint à dix-huit louis. C'est pourquoi, les sujets, jugeant ces dépenses superflues, demanderont d'en faire l'épargne, ce qui permettrait indirectement de « compléter l'indemnité » qu'on se proposait d'offrir au gouverneur¹⁷.

2. IMPÔTS

a. Médecins et écoles

Ils ne manqueront pas non plus de protester contre toute une série d'impôts indirects.

C'est ainsi que les communautés de Monthey et de Saint-Maurice prieront LL. EE. « de les décharger de la contribution annuelle qu'elles paient pour l'entretien des écoles [c'est-à-dire des collèges] et médecins du Haut-Valais », faisant valoir à cet effet leur désir « d'établir un bon collège chez elles » et l'inutilité pour elles des médecins du Haut-Valais « à cause de l'éloignement des lieux¹⁸ ».

¹⁶ Voir ci-dessus, p. 199 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 175-176 ; AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, p. 21.

¹⁷ *Ibidem*, p. 9 ; Morell, p. 9.

¹⁸ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 175 et 218 ; AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, p. 21.

b. Sel

Le sel était d'un emploi fréquent et jouait un rôle primordial dans un pays dont l'économie était tournée avant tout vers l'agriculture et l'élevage. La communauté de Vionnaz, par exemple, qui comptait à l'époque environ cinq cents habitants (villages et hameaux compris), mais qui avait un nombreux bétail, en consommait à elle seule « cent vingt sacs au moins¹⁹ ». Aussi « l'approvisionnement du pays en sel... constitua de tout temps l'une des tâches les plus importantes » du gouvernement. Son acquisition et son commerce donnèrent lieu non seulement à une foule de contrats et de difficultés entre les cantons suisses ou avec les Etats fournisseurs (la France principalement : soit le sel marin de Peccais dans le Gard, soit surtout le sel ordinaire de Salins en Bourgogne), mais aussi, à l'intérieur du pays, à des rivalités ou à de nombreux mécontentements et réclamations, soit de la part des dizains contre les tenanciers des bureaux de sel, soit de la part des sujets bas-valaisans contre leurs maîtres²⁰.

Ceux de Monthey en particulier souffraient de voir que quelques communautés de la plaine avaient le sel à meilleur marché qu'eux. D'où leur intervention. Ils renoncent volontiers à se prévaloir de leurs droits à ce sujet (par exemple celui d'acheter leur sel où ils voulaient) et abandonnent même au souverain, c'est-à-dire aux communautés des Sept-Dizains, une bonne partie du produit de cette vente (soit « environ six cents louis annuels »), mais ils espèrent obtenir en contrepartie une baisse du prix du sel ou en tout cas « l'égalité du prix dans tout le Bas-Valais et sa non-augmentation à l'avenir ». Ils supplient en outre d'augmenter le prix accordé aux voituriers pour le transport du sel du Bouveret à Monthey, prix réduit à trois baches par sac, alors qu'on en donnait quatre et demie pour le véhiculer de Monthey à Martigny ; « et, cependant, remarquaient-ils, il n'y a qu'une bien légère différence dans la distance de ces deux endroits²¹ ».

¹⁹ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 180 ; Meyer, p. 9.

²⁰ DHBS, t. VI, Neuchâtel, 1932, article *sel*, p. 152.

²¹ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, art. 24 et 25 ; Grenat, p. 428, art. 12.

De leur côté, les procureurs de la communauté de Vionnaz exprimèrent le désir « d'avoir un bureau de sel » chez eux. Ils trouvaient, en effet, anormal de devoir aller le chercher ailleurs, vu surtout qu'il passait nécessairement dans leur commune et que, de plus, il était voituré en grande partie par leurs gens. Cela leur occasionnait à la fois une perte de temps et des frais multiples, lesquels d'ailleurs retombaient uniquement sur les pauvres, car ils étaient dans l'impossibilité de s'approvisionner en gros ²².

c. *Tabac*

Nous avons déjà parlé d'un autre impôt particulièrement vexatoire, celui du tabac, et nous avons brièvement exposé comment s'établirent dans le Bas-Valais ces bureaux de vente si détestés ²³.

Tout en rappelant que cette mesure dérogeait à leurs usages ancestraux, les peuples sujets soulignèrent son caractère peu sage, peu « politique » et même injuste. N'allait-elle pas directement à l'encontre de l'intérêt général, tant de LL. EE. que des sujets ? En effet, en augmentant le prix du tabac, non seulement on chargeait « tout un peuple pour l'avantage particulier de quelques individus », sans compter que cette taxe était autant d'argent qui sortait du pays, mais encore on détournait considérablement le commerce local, car ainsi on décourageait nos voisins les Savoyards de venir faire leurs provisions dans le Bas-Valais et on les invitait pratiquement à porter leur numéraire ailleurs.

A ces arguments généraux, ils joignaient cette considération que Morell trouve « plutôt naïve », à savoir que le tabac fourni par lesdits bureaux « était presque toujours de mauvaise qualité » et qu'il s'en trouve même « très souvent du pourri ». C'est pourquoi ils insistaient pour la suppression totale et définitive de la ferme des tabacs et pour une complète liberté dans ce domaine ²⁴.

²² Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 180.

²³ Voir ci-dessus, pp. 201-202.

²⁴ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, art. 32 ; Morell, p. 13.

B. Octroi et reconnaissance de certaines libertés

1. LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Parmi toutes les formes de libertés, une des plus précieuses pour l'homme et donc une des plus universellement et âprement revendiquées est celle de pouvoir disposer sans contrainte de sa personne et d'obtenir protection ou réparation contre les arrestations arbitraires ou illégales. On connaît, par exemple, la célèbre institution anglaise de 1679 qui, sous le nom de bill de l'*Habeas corpus*, garantissait la liberté individuelle en obligeant de traduire devant le tribunal compétent, et cela dans les vingt-quatre heures, tout individu qu'on avait arrêté.

Le professeur Jean Graven assure qu'« on trouve chez nous, codifié, l'équivalent de cette garantie dès le début du quinzième siècle ». On pourrait citer ici une décision de la diète du 3 décembre 1429, les articles de Naters (1446) ou ceux de Walter Supersaxo (1475), les statuts de Mathieu Schiner (1514) et d'Hildebrand de Riedmatten (1571)²⁵. On pourrait également rappeler certaines dispositions des franchises, celles-ci par exemple, singulièrement catégoriques : « Nous voulons... que personne ne puisse être appréhendé au corps ni détenu, quand il donne la preuve qu'il est prêt à se présenter devant le tribunal, à moins qu'il ne soit un brigand, un homicide ou un traître manifeste (*nisi sit latro, homicida, vel proditor manifestus...*), ou encore qu'il ait commis un délit énorme méritant la mort, ou qu'il ait gravement offensé nos officiers²⁶. »

Or nous avons déjà fait remarquer²⁷ le peu de cas que, dans le Bas-Valais, nombre de gouverneurs firent de cette liberté individuelle fondamentale et imprescriptible, ainsi que des lois et des franchises qui auraient dû la garantir. Ce n'est donc pas sans raison que les Bas-Valaisans réclameront le respect de leurs privilèges sur ce point et qu'ils revendiqueront le droit « de jouir à

²⁵ Graven, pp. 377 (note 3) et 378.

²⁶ AV, cart. 86, fasc. 4, n° 19, p. 5 ; Grenat, p. 415.

²⁷ Voir ci-dessus, notamment, pp. 217-219.

l'ombre des lois de cette liberté civile qu'un abus d'autorité ne peut jamais violer », c'est-à-dire en particulier « la liberté de n'être jamais mis en prison, sinon pour cause de délits qui méritent cette peine ²⁸ ».

2. ÉGALITÉ

Leurs efforts porteront aussi sur la conquête d'autres libertés personnelles, d'ordre militaire celles-là, dont la privation était particulièrement humiliante parce qu'elle faisait fi du mérite et des services rendus.

Comme leurs voisins du Pays de Vaud et en se référant à la France qui venait de supprimer tous les privilèges, les Bas-Valaisans demandèrent que leurs soldats en service dans les régiments étrangers puissent, en cas d'une nouvelle capitulation avec la France, bénéficier comme les officiers du Haut de « l'avancement par ancienneté, sauf pour les grades de major et de colonel ». Pour donner plus de poids à leur requête, ils priaient LL. EE. d'avoir égard en outre « aux nombreuses recrues que le Bas-Valais fournit..., presque autant que tout le reste du pays », affirmaient-ils. En même temps, ils faisaient quelques remarques que nous avons déjà rapportées et qui prouvent combien ils avaient été frustrés et lésés sur ce point dans le passé ²⁹.

Dans le même ordre d'idées, ils demandaient qu'à l'avenir le seigneur colonel d'en dessous de la Morge, leur supérieur hiérarchique, veuille bien tenir compte de « la recommandation de la généralité dans le choix de leurs officiers militaires ». Ils espéraient d'autant plus la réalisation de ce vœu qu'ils étaient en droit, disaient-ils, de les nommer eux-mêmes et que, d'autre part, « la confiance des peuples en leurs chefs ne peut être qu'avantageuse aux intérêts du souverain lui-même ». Ils durent se contenter de la faculté de présenter au colonel quatre sujets à choix, se déclarant du reste « infiniment sensibles » à cette concession et trop heureux si ledit colonel daignait prêter attention à leurs

²⁸ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, p. 25.

²⁹ Voir ci-dessus, p. 194 ; AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, pp. 18-19.

propositions et avoir égard à leurs préférences, selon le vœu de LL. EE. elles-mêmes³⁰.

3. LIBERTÉS COMMUNALES OU LIBRE ADMINISTRATION INTERNE DES COMMUNES

Une autre série de griefs et donc aussi de demandes a trait au manque de liberté des communes dans leur administration interne. Assurer par eux-mêmes l'organisation de leur ménage communal, résumée et concrétisée dans ce qu'il est convenu d'appeler le droit de police, tel que nous l'avons défini et précisé plus haut³¹, ce fut là un des objectifs majeurs des revendications des Bas-Valaisans, comme il fut aussi de tout temps celui des Suisses en général. Car, laisser cette organisation aux mains des gouverneurs, trop peu soucieux du bien et du bonheur de leurs sujets et par trop sensibles aux faveurs et à l'intérêt, c'était courir le risque de voir retardée, contrariée ou compromise l'exécution des entreprises utiles à la communauté.

Ici encore, pour établir leur autonomie, les Bas-Valaisans — ceux du gouvernement de Monthey surtout — se référaient à des privilèges historiques dont ils trouvèrent le fondement et la garantie dans des documents anciens ou dont ils démontrèrent le bien-fondé et la sagesse au moyen d'observations tout à fait pertinentes. Forts donc de leur bon droit et de la justice de leur cause, ils auront soin de préciser, surtout dans le *Mémorial*, leurs desiderata à ce sujet.

C'est ainsi qu'un de leurs articles prévoit expressément « que toutes les communautés exercent la police par leurs administrateurs, chacune dans l'étendue de leur ressort, qu'elles puissent pour ce chef faire tous les règlements qu'elles jugeront à propos et convenables et imposer des amendes jusqu'à la concurrence de trois livres...³² ». Ce que ceux de l'Entremont avaient exprimé d'une manière plus laconique encore : « Que les communes res-

³⁰ *Ibidem*, art. 38.

³¹ Voir ci-dessus, p. 206.

³² AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, pp. 12-13.

pectives soient et continuent d'être chargées de la police, sans que nul cas devienne du ressort des juges supérieurs³³. »

Mais non contents de s'en tenir à ces généralités, ils abordèrent et firent valoir en plusieurs autres articles du *Mémorial* des revendications très concrètes.

C'est le cas de l'article 22, qui définit ce qu'ils entendent par le droit de police. C'est le cas aussi de l'article 23 (qui rejoint la quinzième requête de l'Entremont³⁴) par lequel ils demandent « la régie, l'usage et la disposition de leurs communs respectifs », soit des biens communaux. Cette clause implique à leurs yeux le droit d'y ériger les bâtiments nécessaires pour leur exploitation et celui d'interdire au contraire des constructions qui ne seraient pas destinées au service de tous³⁵. C'est le cas encore de l'article 34, par lequel les communautés du gouvernement de Monthey réclament le droit de choisir et de nommer elles-mêmes leur patrouille ainsi que la garde de la Porte du Sex et la faculté de supprimer la seconde garde dudit château, qu'elles paient en pure perte, vu qu'elle n'est jamais en fonctions. La première proposition, disent-ils, se justifie d'elle-même puisque aussi bien la patrouille est à la solde des communautés et que celles-ci sont les premières intéressées à ce qu'elle s'acquitte au mieux de son devoir. La nomination de la garde de la Porte du Sex, que l'Etat refusera d'accorder aux communes, était plus solidement fondée encore. Etablie en 1634 seulement, soit cent ans après l'incorporation au Valais, cette garde dont les sujets devaient eux-mêmes assurer la solde constituait en fait un impôt nouveau, que le souverain justifiait sous le prétexte qu'elle assurait la sécurité du pays contre les rôdeurs, vagabonds, etc. Du moins avait-on au début laissé aux communes le droit de la choisir. Or, depuis quelques années, même ce droit leur avait été enlevé par les gouverneurs qui se l'étaient arrogé à leur avantage. Le gouvernement de Monthey demande donc ou qu'il puisse continuer à la nommer s'il doit la payer ou qu'alors on l'en exempte comme d'une charge contraire à ses privilèges.

³³ Grenat, p. 428, art. 14.

³⁴ *Ibidem*, art. 15.

³⁵ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, art. 22 et 23.

Quant à la seconde garde, dite aussi arrière-garde et constituée longtemps après la première, c'est encore une nouvelle manière de contribution ; contribution onéreuse de quatre cents florins, dont la grande partie revient au châtelain du Bouveret, et d'autant plus vexatoire que cette garde est parfaitement inutile. Les sujets du gouvernement de Monthey se demandent donc pourquoi, dans sa réponse, la haute commission n'accorde l'exemption de cette nouvelle charge contraire à leurs droits que pour le seul temps où les châtelains ne resteront pas à la Porte du Sex et pourquoi, si l'Etat veut à tout prix maintenir cet impôt, il ne se limiterait pas à payer la seule garde et non de surcroît le châtelain ³⁶.

Les articles 30 et 31 du *Mémorial* ont rapport au commerce des marchandises et du bétail, pour lequel les communes revendiquent l'entière liberté, exception faite pour le blé. Qu'on leur laisse donc le droit et le soin de décider par elles-mêmes et suivant l'opportunité des cas d'en permettre ou défendre l'exportation au mieux de leurs intérêts. C'est, en effet, « une affaire de police de veiller à l'abondance des vivres » et personne n'est meilleur juge en la matière que les habitants du lieu eux-mêmes. De plus, cette liberté aurait le grand avantage de supprimer les billets de sortie exigés par les gouverneurs, billets qui coûtent cher et n'empêchent d'ailleurs pas la contrebande ³⁷.

Choisir et nommer leurs principaux magistrats ou fonctionnaires — leurs juges surtout — a toujours et partout constitué une des attributions des communes politiques. C'est pourquoi plusieurs revendications bas-valaisannes ont trait à cet objet.

Déjà dans leur supplique à l'Etat, les Entremontants avaient exprimé le vœu « que les officiers inférieurs quelconques, civils et militaires, soient élus et nommés par les généralités respectives... ³⁸ ».

Monthey, de son côté, demande « que les charges composant le conseil... soient nommées par la généralité des bourgeois assemblés... ³⁹ » et que le conseil du gouvernement puisse présenter au

³⁶ *Ibidem*, art. 34 et 35.

³⁷ *Ibidem*, art. 30 et 31 et pp. 21-22. - Voir ci-dessus, pp. 214-215 et 242-243.

³⁸ Grenat, p. 427, art. 6.

³⁹ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 176.

gouverneur quatre candidats, parmi lesquels ledit gouverneur choisirait son lieutenant gouvernal et son curial⁴⁰. Nous venons d'autre part de signaler leur désir d'être consultés dans le choix du colonel d'en dessous de la Morge⁴¹.

Autre requête plus importante encore, celle qui figure en tête du *Mémorial*, à savoir que chaque commune puisse nommer tous les deux ans son châtelain ou juge local. Cette solution leur paraît bien préférable à celle en usage depuis bien longtemps et maintenue en ces termes par la haute commission dans sa réponse du 6 octobre : « Chaque... communauté présentera trois ou quatre sujets capables... d'entre lesquels monsieur le gouverneur choisira un. »

Ce dernier système, en effet, ouvre la porte aux intrigues, aux jeux dangereux de l'ambition et de l'intérêt. Comment dès lors attendre une justice impartiale et désintéressée de gens qui ont acheté leurs places ? Car il est important que, dans ce domaine, règne la confiance, laquelle s'accorde évidemment de préférence à une personne éclairée, intègre et oublieuse d'elle-même. Or, les quatre candidats présentés ne peuvent jamais jouir également de l'estime de la population « et il arrive souvent que le choix des gouverneurs tombe sur celui des quatre qui est le moins agréable à la communauté⁴² ». En complément de cet article, les communautés du gouvernement de Monthey proposent de s'attribuer la nomination des assesseurs du châtelain et du gouverneur, ainsi que celle d'un procureur général de justice⁴³. Mais tout ceci a trait à l'objet qui suit, celui des réformes judiciaires.

Pour n'être pas trop incomplet, il faudrait mentionner ici nombre de revendications particulières ou locales : celle, par exemple, de Troistorrents demandant que, pour éviter des frais inutiles, la publication de ses foires puisse se faire « par les officiers locaux » et non plus par les officiers gouvernementaux qu'on y envoie⁴⁴ ; celles aussi de l'Entremont concernant le choix et la

⁴⁰ Clément, *Révolution 1790*, p. 357, art. 9.

⁴¹ Voir ci-dessus, pp. 292-293.

⁴² AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, art. 1.

⁴³ *Ibidem*, art. 6 et 8.

⁴⁴ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 177.

rétribution de leurs curés, le scellage des poids et mesures, la délimitation des grandes routes et des alpages, l'élection du curial du châtelain, la visite « des chemins et des biens communaux, les bans qui en résultent ainsi que la saisie du bétail faite par les gardes champêtres durant les mois de mai et d'octobre... », la suppression de la banalité du pressoir et du four...⁴⁵.

En concluant cette étude des projets de reconquête des libertés communales, répétons que, dans leur grande majorité, ces requêtes légitimes, considérées à tort par le souverain comme des tentatives d'émancipation, furent ou refusées par la haute commission ou renvoyées à une date ultérieure, c'est-à-dire pratiquement aux calendes grecques. C'est vrai particulièrement pour celles qui se rapportent à l'administration intérieure des communes⁴⁶.

4. REVENDICATIONS DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Les revendications majeures des Bas-Valaisans dans cette révolution de 1790, comme aussi, d'après Morell, dans les années qui suivront jusqu'en 1798, visent l'administration judiciaire⁴⁷.

Le capitaine Jean Devantéry le signale en termes clairs au grand bailli en date du 13 octobre. Rendant compte de l'effet produit sur les communautés par les réponses souveraines du 6 octobre à leurs demandes du 4, il affirme, en effet, « que les peuples persistent à regarder comme nécessaire à leur tranquillité future la réforme de la justice telle qu'elle est énoncée dans le plan que leurs députés ont pris la liberté de présenter et il paraît que la confiance en l'administration ne renaîtra que lorsque nos souverains seigneurs se seront décidés à vouloir bien l'adopter⁴⁸ ».

Résumant les principales requêtes de ce plan à l'intention de son beau-frère Eugène de Nuce, alors à Londres, Charles-Emmanuel de Rivaz, de son côté, dans une lettre du 2 janvier 1791, relèvera à propos de la justice quelques demandes capitales :

⁴⁵ Grenat, pp. 427-429, art. 17-18, 21, 24, 26, 28-29...

⁴⁶ Voir ci-dessus, pp. 101-102.

⁴⁷ Morell, p. 1.

⁴⁸ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 225.

l'obligation pour le gouverneur d'avoir des assesseurs pour les jugements en matière criminelle, le droit pour les communautés de nommer ces assesseurs ainsi que le procureur fiscal, l'interdiction pour les juges de s'attribuer le produit des amendes, l'octroi d'un code civil et d'un code pénal en français, l'abrogation des lois anciennes qui n'y seraient pas insérées...⁴⁹.

D'une manière générale, les requérants désirent essentiellement mettre fin aux deux grands abus que nous avons relevés dans ce domaine : la vénalité et l'arbitraire. Pour y parvenir, ils proposent trois grandes réformes ou groupes de réformes principales : la possibilité d'avoir leur propre justice (tribunaux et juges), le respect de certains droits élémentaires concernant leurs biens et leurs personnes, l'octroi d'un statut judiciaire écrit, autrement dit d'un code.

a. Le droit d'avoir leur propre justice

Se réserver le droit de choisir eux-mêmes un certain nombre d'autorités judiciaires et fixer leur compétence respective, c'est-à-dire en bref avoir leurs propres tribunaux, leur propre justice, c'était le vieux rêve des Suisses ; ce fut aussi le désir constant et profondément enraciné des sujets bas-valaisans. Les communes de l'Entremont l'avaient exprimé dans leur supplique au souverain⁵⁰. Que l'administration de la justice soit « laissée à des juges nommés par les peuples, sous les clauses qui seraient convenues », diront à leur tour les députés du gouvernement de Monthey et de la châtellenie de St-Maurice⁵¹.

Ces clauses, le plan des demandes présenté par les communautés des gouvernements de Monthey, Saint-Maurice et Bouveret les précise en plusieurs articles.

1. Au civil

Ainsi on propose de laisser à chaque bourgeoisie ou communauté le soin de nommer tous les deux ans son châtelain ou juge

⁴⁹ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24, pp. 2-3.

⁵⁰ Voir ci-dessus, p. 264.

⁵¹ Clément, *Révolution 1790*, p. 354, XVI.

(au Bouveret, il portait le nom de métral), lequel « connaîtra de toutes les causes civiles en première instance ». Naturellement, ajoute-t-on, ce juge, après avoir prêté serment au gouverneur « ne pourra être destitué pendant le terme de son office qu'au préalable il n'ait été jugé indigne de son emploi ».

Dans leurs observations à ce sujet, les pétitionnaires s'appuient sur le fait que, sous la domination savoyarde, ils jouissaient du droit de nommer eux-mêmes leurs juges subalternes (*ipsi syndici eligant familiares et mistrales quos velint*), droit reconnu lors de leur incorporation au Valais en 1536 et confirmé à maintes reprises par la suite, notamment en 1541, 1557, 1784, etc.

C'est pourquoi, non seulement ils protestent contre la privation de ce droit, surtout depuis le gouvernement de Franz Jodok de Lavallaz (1747-1749), mais, ainsi que nous venons de le voir, ils considèrent comme un manque de confiance la réponse souveraine du 6 octobre qui limite leur liberté sur ce point en la réduisant à la présentation de quatre candidats et en attribuant au gouverneur le choix définitif de leurs juges⁵².

2. Au pénal

La connaissance et l'instruction des causes qui méritent peines capitales et des délits qui portent « amendes ou peines afflictives » étant laissées au gouverneur assisté de « deux assesseurs nommés par le gouvernement et ayant voix délibérative », on se borne ici à faire deux réclamations. La première, consignée dans l'article 6, est que le gouverneur s'entoure effectivement des deux susdits assesseurs pour l'instruction des procédures précitées, comme c'était le cas autrefois, ainsi qu'en font foi plusieurs sentences. La deuxième, formulée dans l'article 7, est que, une fois reconnue par cette cour la nécessité d'infliger une peine afflictive, le jugement ne soit prononcé qu'avec le concours effectif de douze assesseurs, c'est-à-dire par la chambre gouvernementale dont il sera parlé plus loin. La présence de ces assesseurs serait, en effet, le seul moyen de rassurer pleinement les accusés et d'éviter qu'un gouverneur corrompu n'abuse de ses fonctions et soutire frau-

⁵² AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, art. 1-2, 19-20. - Voir aussi ci-dessus, p. 296.

durement de l'argent de ses clients, soit en usant envers eux de trop de sévérité et en les forçant ainsi à se racheter de ses vexations, soit au contraire en leur faisant payer cher son indulgence ou son pardon⁵³.

Dans sa réponse à ces deux articles, la haute commission se contentera de renvoyer au code pénal... à faire !

3. *Nomination d'un procureur de justice*

Il en sera de même pour les articles 8 et 11 qui demandaient que le conseil du gouvernement de Monthey puisse nommer un procureur général de justice « chargé de poursuivre la punition de tous les délits, tant ceux qui méritent amende que ceux qui méritent peine afflictive... ».

Les requérants estimaient nécessaire, en effet, qu'un fonctionnaire public soit chargé d'assurer le bon ordre et la sanction des fautes. Ils jugeaient aussi important que, d'une part, ce poste soit assez honorable pour que les personnes dignes de l'occuper consentent à l'assumer et que d'autre part son titulaire soit une personne à la fois « honnête, intègre et assez aisée pour que l'appât du gain ne la détourne pas du sentier de la justice » et assurée de la confiance des peuples. C'est pourquoi il leur importait beaucoup de pouvoir le nommer eux-mêmes ; c'est pourquoi aussi ils prévoyaient d'abord de le choisir « parmi les notaires ou autres personnes capables dudit gouvernement » et non plus « dans la vile populace », et ensuite de lui attribuer « un honoraire fixe annuel et outre cela le tiers des amendes, pour que, expliquaient-ils, il soit d'autant plus vigilant dans l'exercice de son emploi ». De cette façon, ni le manque de fortune ni l'insolvabilité n'en feraient de ces tyrans avides et cruels qu'on n'avait que trop connus, attentifs avant tout à satisfaire leur appétit glouton et à priver les familles les plus malheureuses de leurs faibles moyens de subsistance⁵⁴.

⁵³ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, art. 6-7. - Voir aussi ci-après, pp. 304-305.

⁵⁴ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, art. 8 et 11.

b. *Le respect de certains droits*

L'organisation d'une justice locale autonome ne sera pas la seule revendication des Bas-Valaisans en cette matière. Ils chercheront aussi à obtenir la garantie du respect de leurs droits, tant en ce qui concerne leurs biens qu'en ce qui touche leurs personnes.

« *Ut suscipiantur in nostram subjectionem et obedientiam citra corporum et bonorum suorum laesionem et offensam* : qu'ils soient reçus en notre soumission et obéissance sans lésion et offense de leurs personnes et de leurs biens⁵⁵. » C'est en ces termes que le souverain Etat du Valais avait accepté la dédition du gouvernement de Monthey, en 1536. Cette clause, quelques gouverneurs l'avaient scrupuleusement observée : Jean-Christian Roten, par exemple, du dizain de Rarogne, durant les quatre années (1753-1755 et 1767-1769) qu'il administra le gouvernement de Monthey, n'infligea « que pour vingt louis au plus d'amende par année, tant il est vrai, observent les auteurs du *Recueil des titres*, que les bons juges font les honnêtes gens⁵⁶ ». Malheureusement, tous ne furent pas aussi sages et respectueux des vrais intérêts de leurs subordonnés.

1. *Respect de leurs biens*

Il est bien clair que le régime des amendes et des confiscations tel qu'il fut trop souvent pratiqué par maints gouverneurs constituait une atteinte grave à l'article du contrat que nous venons de citer concernant les biens des sujets.

En conséquence, invoquant une fois de plus leurs privilèges, les Bas-Valaisans proposent de modifier la réglementation à ce sujet : tandis qu'on punira les délits graves par des peines afflictives, on réservera les peines en argent pour les délits plus légers⁵⁷. Ainsi déterminées par la loi, les amendes diminueraient sensiblement et nécessairement. Pour dédommager les gouverneurs

⁵⁵ Imesch, p. 26 ; Grenat, p. 9.

⁵⁶ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, p. 9.

⁵⁷ Rz, cart. 70, fasc. 9, p. 29 bis.

de cette perte, les communes proposèrent, nous l'avons dit, de leur allouer un traitement fixe annuel⁵⁸.

En outre, et toujours au chapitre des amendes, les Bas-Valaisans insistent pour que cesse « l'abus le plus funeste » qu'ils aient connu ; ils demandent donc que ceux qui décrètent les amendes n'en soient pas aussi les bénéficiaires. « N'est-il pas, en effet, contre la saine raison, remarquent-ils, contre l'usage et la pratique de tous les pays, même les moins policés, qu'une personne soit juge et partie en même temps ? » On propose donc de faire rentrer lesdites amendes par les bons offices du procureur général de justice et de les verser « dans la bourse du gouvernement », lequel les emploiera à des fins utiles au bien commun. Au nombre de ces usages d'utilité publique figurent entre autres : les vacations des assesseurs et autres frais de justice, l'aide apportée à des œuvres de bienfaisance (tels, par exemple, l'entretien et le soulagement des pauvres et des vieillards, l'éducation des jeunes gens, etc.) ou à l'établissement d'une maison de correction que l'on réclamait pour le Bas-Valais⁵⁹.

Il devait en être de même des confiscations, qu'on voulait conserver dans le code. Les articles 13 et 14 prévoient que leur produit reviendrait aux communautés, lesquelles en échange se chargeraient de tous les frais « pour l'instruction des procédures criminelles et l'exécution des délinquants ». L'économie que l'Etat ferait en acceptant cette offre compenserait amplement, disaient-ils, la perte qu'il subirait par la privation du bénéfice des saisies et des recouvrements. D'autre part, le gouverneur ne serait ainsi plus tenté de faire quelque épargne en négligeant la poursuite des crimes⁶⁰.

Le code de 1794 aura bien sûr à s'occuper de ce problème épineux des amendes. Mais, d'après Gabriel Guerraty, « la plupart des amendes furent indéterminées et laissées à l'arbitraire des gouverneurs sous le nom d'obole d'or⁶¹ », ce qui, toujours

⁵⁸ Voir ci-dessus, p. 276 ; Clément, *Révolution 1790*, p. 357, art. 12.

⁵⁹ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, art. 11 ; Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 29 bis-31 bis ; Grenat, p. 427, art. 5 et 8.

⁶⁰ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, art. 13 et 14.

⁶¹ Guerraty, *Note...*, p. 513.

selon Guerraty, « signifie la faculté d'appliquer au délinquant une peine arbitraire⁶² ». Cette peine exorbitante dont les Bas-Valaisans demandèrent aussi la suppression, le sénateur Fischer, pour sa part, la signalait au Conseil secret, dans une lettre du 25 octobre 1790, « comme exemple d'un des abus les plus choquants ». Et d'expliquer alors comment cette obole d'or, monnaie de rachat, pour le coupable, de l'ignominie qui souvent le frappait en sus de l'amende imposée, était une arme à deux tranchants. Du fait qu'elle était entièrement laissée à la discrétion ou plutôt au caprice des gouverneurs, il arrivait fréquemment ou qu'elle ruinât des familles entières par son caractère excessif ou qu'elle servît de monnaie d'échange à « de riches fripouilles, des notaires par exemple, qui ont commis de nombreux faux », pour continuer impunément et paisiblement leurs tromperies⁶³.

2. *Respect de leurs personnes*

S'il est vrai que le droit de propriété entendu dans un sens large est inhérent à la nature humaine et qu'y toucher c'est toucher à quelque chose d'essentiel, que dire des atteintes portées à la personne elle-même et au respect qu'on lui doit : terreur exercée par les juges, emprisonnements arbitraires, impossibilité pratique de se défendre ou de recourir contre une décision défavorable ?

Ce sont aussi tous ces abus qui font l'objet des plaintes bas-valaisannes, c'est aussi cette liberté fondamentale des individus qu'ils revendiquent. Droit « de jouir à l'ombre des lois de cette liberté civile qu'un abus d'autorité ne peut jamais violer », avon-nous déjà dit⁶⁴, c'est-à-dire notamment « la liberté de n'être pas mis en prison, sinon pour cause de délits qui méritent cette peine ; faculté pour les accusés de connaître leurs accusateurs et les témoins qui déposent contre eux et donc possibilité d'être confrontés avec eux, de les réfuter et, d'une manière générale, de disposer de tous les moyens légaux de défense... ; assurance que les dépositions tant des accusés que des témoins soient rédigées et qu'elles le soient sans nulle altération de pensée ou d'intention ;

⁶² Guerraty, *Gloses*, p. 99, n. 55.

⁶³ Junod, pp. 133-134.

⁶⁴ Voir ci-dessus, pp. 291-292.

respect de leur droit de recours, c'est-à-dire pour reprendre leurs propres expressions, la « liberté d'approcher de son gracieux souverain et de se jeter au pied de son trône toutes les fois qu'il plaira à un fiscal avide ou vindicatif d'accuser quelqu'un d'être adultère, voleur, querelleur, parjure... », ou de le condamner à des amendes injustes...⁶⁵.

Pour garantir ce dernier droit, les sujets réclamèrent la création et l'établissement de différentes cours d'appel et la nomination des assesseurs qui devaient les composer.

C'est ainsi qu'ils demandent de pouvoir appeler du jugement du châtelain devant une cour formée dudit châtelain et de six assesseurs assermentés, originaires de la paroisse, nommés par le conseil général de cette paroisse pour une durée de deux ans et qui ne pourraient être destitués que par un jugement de droit⁶⁶.

Cette sentence pourrait à son tour être révisée, non plus par le gouverneur seul comme l'usage s'en était introduit depuis 1784, mais par une chambre gouvernale composée du gouverneur assisté de douze assesseurs assermentés et ayant voix délibérative : le capitaine général et le banneret général en seraient membres de droit et les dix autres, renouvelables tous les deux ans, seraient choisis « à rate d'égance » par les diverses communes du gouvernement de Monthey⁶⁷.

Cette solution aurait un double avantage : elle diminuerait les procédures et les frais en supprimant un des quatre jugements (celui du gouverneur seul) en vigueur dans l'ancien régime pour

⁶⁵ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, p. 26.

⁶⁶ Clément, *Révolution 1790*, pp. 356 et 358, art. 2 et 20.

⁶⁷ En réunion du 28 janvier 1791, le conseil du gouvernement de Monthey précisera cette « rate d'égance » et fixera comme suit le mode de nomination des assesseurs : 1° « les deux premières années, savoir 1791 et 1792, Val-d'Illiez fournira trois assesseurs gouvernaux et Troistorrents, deux, lesquelles deux communautés alterneront, c'est-à-dire qu'après les deux premières années, Troistorrents en fournira trois et Val-d'Illiez seulement deux » ; 2° « Monthey en fournira deux dans les deux premières années et les Quartiers d'En bas et Vouvry alterneront aussi, c'est-à-dire qu'après les deux premières années finies, les Quartiers d'En bas en fourniront deux et Monthey et Vouvry, seulement chacun un, et après les quatre ans, Vouvry en fournira deux et Monthey et les Quartiers d'En bas, chacun un seulement, et ensuite Monthey recommencera la même alternative ; 3° Vionnaz en fournira toujours un ». Voir Mo, G, n° 69 et 70.

une même cause ; en outre, elle ferait disparaître l'anomalie instaurée par un règlement de 1784, en vertu duquel un homme seul, en l'occurrence le gouverneur, pouvait casser un jugement rendu par treize personnes, le châtelain et douze assesseurs.

Dans la pratique et pour limiter les frais, le gouverneur ne convoquerait ces dits assesseurs que lorsqu'il y aurait deux causes d'appel « pendantes devant lui » ; à moins que dans les trois mois, il ne s'en présente qu'une, auquel cas, « il convoquera les assesseurs pour une seule ». Cette cour jugerait sans appel toutes les causes inférieures à deux mille florins. Pour les autres, possibilité serait offerte d'interjeter recours devant la diète.

Enfin un article, le cinquième, précisait la modalité des mandats d'appel, en stipulant qu'ils seront demandés « aux juges *a quo*, c'est-à-dire que l'appel devant la chambre gouvernale sera accordé par le châtelain de première instance, et ceux devant le souverain seront accordés par le seigneur gouverneur » et non plus par le vice-bailli.

On comprend l'avantage pécuniaire que cette requête représentait pour les sujets, obligés de se rendre à Sion quémander ce mandat, sans compter le risque qu'ils couraient souvent de se voir exposés à de nouveaux procès. « Ces inconvénients étaient tels dans la pratique, feront-ils observer, que plusieurs personnes qui se croyaient lésées étaient cependant rebutées par ces formalités et préféreraient laisser tomber leur appel en désertion. »

Cette demande, comme bien d'autres, fut refusée par la haute commission qui, laconiquement, se contentera de répondre : « Cet article restera comme il a été de pratique jusqu'ici ⁶⁸. »

c. L'octroi d'un code

La première en importance des revendications des Bas-Valaisans et qui en résume un grand nombre d'autres est sans doute celle d'un double code, civil et pénal. Ils en ressentaient vivement la nécessité et pensaient qu'il aurait une influence décisive sur l'amélioration de leur état futur. C'est lui, en effet, qui, en défi-

⁶⁸ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, art. 3, 4, 5, 20.

nitive et en toute réalité, devait mettre fin à un esclavage injustifié, en coupant court à la cupidité fiscale et à la multitude des abus judiciaires : arbitraire, vénalité, caprice, abus de pouvoir, partialité, passe-droit, rigorisme, etc., contre lesquels ils se sentaient douloureusement et exaspérément impuissants.

C'est lui aussi qui constituait leur dernier et presque unique espoir d'instaurer enfin, dans la sujétion elle-même, la légalité et un régime d'ordre et de paix. Qu'ils ne se soient résignés à renoncer à la suppression des gouverneurs que moyennant la promesse de l'octroi de ce code montre assez le cas qu'ils en faisaient. Ce dont témoignent également à leur façon divers faits significatifs : les retards et les lenteurs, les ajournements et réajournements qui marquèrent son élaboration ; le désir ardent des Bas-Valaisans que ce code fût forgé par leurs représentants, à l'instar de ce qu'avaient fait leurs voisins du Pays de Vaud, lesquels, pour rédiger le leur, « avaient choisi dans leurs bailliages les personnes les plus éclairées et les plus instruites de leurs usages, coutumes et privilèges⁶⁹ » ; l'insistance des sujets pour qu'on leur permette d'étudier cette nouvelle loi avant sa promulgation et de faire à son sujet leurs propres suggestions, car, remarquaient-ils, « l'observation des lois est bien plus sûre lorsqu'elles sont agréables aux peuples et qu'elles ont été établies par une confiance mutuelle⁷⁰ » ; l'obligation faite par la diète à plusieurs reprises (mai 1791 et 1793) d'en faire parvenir une copie dans chaque bailliage et dans chaque dizain ; les remaniements et les retouches qui s'ensuivirent...

Aussi l'obtention de ces deux codes sera-t-elle l'un des objectifs les plus constants et les plus généralisés de leurs réclamations.

Le 19 septembre déjà, un projet de réformes mis en délibération par le gouvernement de Monthey prévoyait « la rédaction et publication de nos lois civiles et criminelles⁷¹ ». Remaniée, cette résolution devint l'article 5 du « plan des demandes » que l'on se proposait de présenter au souverain le 30 septembre, « en cas que l'on puisse obtenir la suppression des gouverneurs » ; il était

⁶⁹ AV, cart. 86, fasc. 6, n° 18.

⁷⁰ Clément, *Révolution 1790*, p. 358, art. 15.

⁷¹ Rz, cart. 70, fasc. 9, p. 31 bis.

ainsi libellé : « Qu'on refera le code de nos lois, tant civil que criminel, et qu'on les fera imprimer ⁷². »

Le 24 du même mois, à l'assemblée de Martigny, les députés de l'Entremont et de la bannière de Saillon, dans leur supplique au souverain, avaient aussi inclus cette requête capitale : « Si l'affranchissement du Bas-Valais n'est pas possible, disaient-ils, et que LL. EE. NN. SS. continuent d'envoyer des juges et des représentants, qu'il soit établi un code pénal en français universel, commun à tout le Bas-Valais, moulé principalement sur ceux des voisins et alliés suisses et cependant le plus doux et le moins rigoureux possible, auquel il sera uniquement recouru, sans mélange de criminaliste étranger. » Ils demandaient de même à l'article 9 « que l'on établisse et rédige en français un code civil, général et commun à tout le Bas-Valais, devant, à cet effet, chaque communauté renoncer au coutumier particulier ⁷³. »

Dix jours plus tard, soit le 4 octobre, les communautés du gouvernement de Monthey et des châtelainies du Bouveret et de Saint-Maurice présentèrent à leur tour leurs demandes à la haute commission, et parmi elles les articles 15 et 16 dont voici l'essentiel : « Le souverain voudra bien faire rédiger incessamment un code pénal en français [et non plus en latin !], universel pour tout le Bas-Valais et qui sera imprimé... Le souverain voudra bien également faire rédiger un code civil en français et qui sera de même imprimé... ⁷⁴ »

Nous avons vu comment, jusqu'en 1798, l'élaboration et l'obtention de ces codes sera l'une des grandes préoccupations tant des Bas-Valaisans que des diètes successives ⁷⁵.

Ce que, par ce moyen, les pétitionnaires réclamaient essentiellement, c'était l'égalité de tous devant la loi. Mais en même temps — toujours le même vœu —, ils voulaient que soient respectées leurs libertés ancestrales : « Ce code sera, autant que

⁷² Clément, *Révolution 1790*, p. 353, XV, art. 5.

⁷³ Grenat, p. 427, art. 3 et 9.

⁷⁴ Clément, *Révolution 1790*, pp. 357-358, art. 15 et 16.

⁷⁵ Voir ci-dessus, pp. 161-163.

possible, approprié à nos mœurs, usages et franchises », requéraient-ils ⁷⁶.

Entre autres dispositions nouvelles qu'il prévoyait, ce code, le premier pour le Valais, devait préciser tous les principes et toutes les défenses (*alle hochheitliche Satzungen und Verbott*), interdire aux gouverneurs de publier d'autres ordonnances ⁷⁷, simplifier et abréger l'instruction des procès, établir une chambre d'appel pour la partie française du canton et régler la procédure à suivre pour les appels, déterminer les délits, réviser la perception et la destination des amendes et des confiscations ⁷⁸, prévoir la composition des différents tribunaux et leur compétence respective, abroger les lois anciennes qui n'y seraient plus insérées, défendre que les décisions rendues par le souverain dans les causes particulières soient appliquées à d'autres cas et aient force de loi ⁷⁹.

Comme on le voit, on avait cherché à ne rien laisser au hasard. Et pourtant, on devait y déceler bien des imperfections. Le notaire Gabriel Guerraty, par exemple, dans une « Note en brouillon sur la révolution du Valais à la fin de janvier 1798 », s'insurgera notamment contre le fait que ce code (celui qui sera publié en 1794) ait été « fait uniquement pour gouverner des sujets », au lieu de l'avoir étendu à toute la république, comme si, explique-t-il, les lois ne devaient pas être les mêmes pour tous et « comme s'il n'y avait que des sujets qui soient capables de délits et à qui il faille des lois répressives... ⁸⁰ »

Dans un tout autre esprit et une tout autre optique, le chanoine Anne-Joseph de Rivaz, soucieux de défendre les prérogatives épiscopales, relèvera quelques articles dont l'énonciation lui paraît équivoque ou lacuneuse. Ainsi, écrit-il, on ne précise pas qui est réputé le « prince » de la république du Valais : d'après lui, le terme de lèse-majesté en suppose nécessairement un ; or ce titre « exprime une qualité individuelle » et si « tous les

⁷⁶ Clément, *Révolution 1790*, pp. 357-358, art. 15.

⁷⁷ Fonds L. de Riedmatten, cart. 6, fasc. 10, n° 177 bis.

⁷⁸ AV, L 302, p. 104.

⁷⁹ Clément, *Révolution 1790*, p. 358, art. 17 et 18.

⁸⁰ Guerraty, *Note...*, p. 513.

députés des dizains assemblés en diète et présidés par monseigneur l'évêque sont le souverain Etat de Valais, le prince ne peut être que l'évêque », ainsi qu'en font foi les statuts et les droits ou fonctions qu'il conserve. On ne dit point non plus, poursuit de Rivaz, qui détient le droit de grâce dans le pays, qu'il attribue quant à lui à « la diète souveraine présidée par l'évêque... ; on ne dit point aux dépens de qui se fera l'enterrement » d'étrangers trouvés morts ; « on ne stipule point les prêts usuraires » ; on ne décerne aucune peine contre les apostats, etc. ; touchant l'avortement, il voudrait que la loi déclare ne faire aucune distinction entre foetus animé et foetus inanimé et punir de mort tout avortement volontaire...⁸¹.

Mais, pour la plupart des gens de l'époque, le plus grave défaut de ce code fut sans doute de n'avoir jamais été mis en vigueur, puisque, comme nous l'avons déjà signalé⁸², il n'aurait été promulgué qu'en 1798, c'est-à-dire à une date où le Bas-Valais avait accédé à l'indépendance.

Avant de clore cette partie relative aux revendications bas-valaisannes, signalons pour mémoire quelques requêtes mineures ou très localisées qui confirmeront et compléteront celles que nous avons signalées ci-dessus⁸³ : celle des communautés de Bourg-Saint-Pierre, Liddes et Orsières réclamant leur séparation d'avec la châtellenie de Sembrancher ; celle de Bourg-Saint-Pierre encore suppliant « pour le rétablissement de l'ancienne limitation de la montagne des Arpalles » ; celle de Saxon sollicitant « la réduction de l'abonnement [*rachat*] de la mainmorte à l'ancienne prestation de soixante-cinq écus bons, ainsi que des autres obventions féodales et rentes » envers le château de Saint-Maurice ou la ville de Sion ; celles enfin de Fully, Saillon, Leytron..., concernant, par exemple, l'élection du curial ou des juges...⁸⁴.

Afin que toutes ces demandes ne restent pas lettre morte, les sujets bas-valaisans, connaissant d'expérience leurs maîtres, sup-

⁸¹ Rz, V, pp. 607-611.

⁸² Voir ci-dessus, p. 163.

⁸³ Voir ci-dessus, p. 264.

⁸⁴ Grenat, pp. 428-429, art. 23-30.

plient en terminant les louables dizains d'abord de ratifier les privilèges et les articles concédés le 6 octobre par la haute commission et ensuite « de vouloir bien leur accorder lesdits articles par un diplôme [un écrit], dont ils promettent l'observation en foi et parole de prince...⁸⁵ ».

Bilan provisoire

Telles sont les revendications fort respectueuses et somme toute très raisonnables, puisque conformes à leurs droits et privilèges, des sujets valaisans. Elles pouvaient fort bien se concilier avec les intérêts de leurs maîtres, car, une fois passée l'effervescence des premiers jours et accepté le retour des gouverneurs, elles ne portaient nullement atteinte aux droits et à la souveraineté de l'Etat. A aucun moment, en effet, il n'a été question alors pour eux ni de revendiquer l'égalité politique avec le Haut-Valais ni de s'affranchir de sa tutelle. A plusieurs reprises, au contraire, et particulièrement en présentant leurs requêtes, ils avaient exprimé leur allégeance envers le haut Etat et leur volonté de lui « rester attaché par les liens indissolubles de la... fidélité la plus inviolable... », liens d'autant plus durables, ajoutaient-ils, qu'ils seraient tissés de la plus joyeuse reconnaissance pour les faveurs accordées⁸⁶.

A l'instar des « Cahiers » rédigés en France à la veille de la Révolution de 1789, leurs mémoires, en effet, tout en insistant sur la suppression des abus, étaient généralement empreints d'une modération et d'un loyalisme sans réticence que le souverain lui-même souligna.

Ainsi l'« exposé original des demandes » à soumettre à l'Etat, rédigé par l'abbé Durier et lu par lui au peuple le 12 septembre déjà, soit quatre jours après le début de la Bagarre, affirmait explicitement, raisons péremptoires à l'appui : « Il importe que nous restions attachés au souverain...⁸⁷ ». Le 21 septembre, devant

⁸⁵ Clément, *Révolution 1790*, pp. 360-361, art. 39 et 41.

⁸⁶ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 120.

⁸⁷ Clément, *Révolution 1790*, pp. 347-348, IV, art. 10.

la diète extraordinaire réunie à Sion, les députés des gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice, dans le mémoire de leurs représentations, reconnaîtront solennellement — ce sera même le tout premier article dudit mémoire — le haut Etat « pour leur seigneur et souverain légitime (*für ihren rechtmässigen Oberherrn und Souverain*)⁸⁸ ».

Même déclaration et tout aussi explicite à plusieurs reprises au cours du mois d'octobre. Un placet écrit par Barthélemy Guillot, où il présente quelques clauses de l'acte de l'incorporation du gouvernement de Monthey au Valais en 1536 et 1569, expose d'emblée une sorte de manifeste : « Nous protestons solennellement que depuis ce moment nos idées n'ont jamais été de manquer à cette soumission⁸⁹ ».

C'est sensiblement la même idée qu'exprime une lettre du capitaine Jean Devantéry. Mais elle acquiert sous sa plume une force accrue, surtout quand on se rappelle que c'est à la veille de la levée des troupes haut-valaisannes contre le Bas-Valais qu'il s'adresse, le 22 octobre, au grand bailli Sigristen : « Veuillez bien, Monseigneur, lui écrit-il, comme chef commun de la patrie, mettre encore sous les yeux des communautés des sept louables dizains les nouvelles assurances de notre disposition à être fidèles comme du passé ; c'est bien sincèrement que nous le promettons, persuadés aussi qu'elles maintiendront leurs engagements envers nous, comme on doit l'attendre d'un bon et équitable souverain⁹⁰ ».

Dans la même lettre, Devantéry annonçait l'envoi prochain d'un recueil d'observations pour appuyer sur des titres certains leurs demandes de réformes. Dans ce document capital, les communautés du gouvernement de Monthey rediront leur complète soumission : « Les très humbles suppliants, en réclamant leurs droits et privilèges, avec tout le respect possible, se déclarent solennellement ne point chercher à donner atteinte à ceux inhé-

⁸⁸ AV, L 7 bis, p. 3 ; AV, L 23, p. 648.

⁸⁹ AV, cart. 86, fasc. 4, n° 19, p. 1.

⁹⁰ Fonds Barberini, n° 34, pièce 32, 22 octobre 1790.

rents à la souveraineté ni au serment de fidélité qu'ils ont renouvelé le 6 octobre passé...⁹¹ »

Le même courageux capitaine Devantéry, avec toute la fermeté et la dignité qu'on lui connaît déjà, pourra écrire à Sigristen, en date du 28 octobre : « Un peuple qui demande des grâces à son souverain, qui réclame avec respect ses privilèges, qui met sa confiance dans sa bonté pour y être maintenu et qui n'emploie d'autres moyens pour obtenir se conduit d'après les règles de la plus exacte soumission et ne passera chez aucune nation pour sortir des bornes du devoir. Telle est notre conduite...⁹² »

Même quand il réclame l'abolition des gouverneurs, « cause de tous les maux dont ils se plaignent », le gouvernement de Monthey proteste ne vouloir, par cette mesure, que supprimer « une barrière insurmontable entre le souverain et ses fidèles sujets », reconnaissant au surplus « les droits de son gracieux souverain qu'il aime, respecte...⁹³ »

Ainsi il faut bien reconnaître avec Morell que « c'est à tort que ce mouvement a été représenté par les historiens suisses [nous dirons, quant à nous, certains historiens suisses⁹⁴] comme un essai d'émancipation de la domination politique du Haut-Valais⁹⁵ ».

Aussi, le 4 octobre 1790 déjà, Fischer, dans une lettre au Conseil secret, exprimait son bon espoir et même sa certitude que toute l'effervescence bas-valaisanne pourrait être réglée « à l'amiable » et sans tarder, si l'Etat, usant de bonté et d'intelligence, cherchait à remédier aux griefs légitimes présentés par ses sujets et à apaiser les doutes que le peuple éprouvait encore vis-à-vis de l'obtention des réformes demandées. Car, ajoutait le plénipotentiaire bernois, leurs désirs concernaient essentiellement la limitation de l'arbitraire gouvernal et seigneurial par un livre de lois imprimé et publié⁹⁶.

⁹¹ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8, p. 24.

⁹² ACS, XIII, pièce 101.

⁹³ AV, cart. 86, fasc. 4, n° 18, pp. 5-6 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 118-121.

⁹⁴ Voir, par exemple, Suter et Castella, p. 317. Mais ni Dierauer ni Martin ne le représentent ainsi.

⁹⁵ Morell, p. 3.

⁹⁶ Junod, p. 128.

Malheureusement, nous le savons, et nous l'avons noté⁹⁷, la haute commission souveraine opposera une fin de non-recevoir à presque toutes les requêtes, et les dizains n'auront plus l'occasion de réviser ses décisions. Charles-Emmanuel de Rivaz reconnaîtra lui aussi, dans sa lettre du 2 janvier 1791 à son beau-frère Eugène de Nucé, le caractère injustement négatif des réponses de l'Etat, qu'il résume ainsi : « Il a accordé le code civil et pénal, a renvoyé tous les autres points de réforme dans l'administration de la justice lorsque lesdits codes seraient rédigés, a refusé l'abonnement pour les fiefs, la diminution du prix du sel, laissé la police et les communs comme par le passé, refusé l'inspection aux paroisses pour la sortie des denrées et dans les maladies épidémiques, accordé la suppression du bureau de tabac en se réservant le droit de le rétablir quand il le jugerait à propos...⁹⁸ »

Les uns et les autres ne pouvaient prévoir — la remarque est de Gabriel Guerraty — qu'ils se donnaient des peines inutiles et « qu'un jour viendrait où tous ces efforts en sens contraire ne serviraient de rien... ; un jour arriverait et n'était pas éloigné, où toute distinction entre le peuple souverain si jaloux de son pouvoir absolu et de sa domination oppressive et le peuple assujéti dont on prétendait perpétuer l'esclavage, disparaîtrait ; que ces deux peuples deviendraient égaux en droits et en liberté, se réuniraient enfin sous les mêmes droits politiques et d'indépendance ; que la domination de l'un cesserait entièrement sur l'autre. C'est ce qui est arrivé sept ans et quatre mois après cette fameuse pièce de réponses négatives du 6 octobre 1790⁹⁹. »

⁹⁷ Voir ci-dessus, pp. 101-102.

⁹⁸ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24, p. 3.

⁹⁹ Guerraty, *Gloses*, p. 93.

QUATRIÈME PARTIE

L'attitude
des différents protagonistes

L'échec de la révolution bas-valaisanne de 1790 et de ses revendications en particulier tient à des causes diverses que l'on peut ramener à trois essentielles, d'importance d'ailleurs inégale : la crainte inspirée aux « rebelles » par le voisinage du canton de Berne, puissant allié du gouvernement valaisan, et la pression morale que cette proximité constituait pour eux ; le mauvais vouloir du Haut-Valais qui ne pouvait songer à abandonner sa suprématie sur ses bailliages et les avantages qu'elle lui procurait ; le manque d'organisation et d'union des Bas-Valaisans et le caractère improvisé de leurs démarches et de leurs entreprises.

Au terme de cette étude, nous voudrions tenter de dégager, sinon les responsabilités, du moins l'attitude de chacun des protagonistes en présence, et surtout celle des deux grands antagonistes, le Haut et le Bas-Valais, même si, ce faisant, nous ne pourrions éviter de nous répéter plus d'une fois.

Chapitre premier

Attitudes de Berne

« Toute la Suisse est attentive à nos démarches... » C'est en ces termes que Charles-Emmanuel de Rivaz, tout en rendant compte à son beau-frère, Eugène de Nuccé, à Londres, des événements essentiels de notre révolution, en marquait les répercussions, dans une lettre du 23 septembre 1790¹.

Il est vrai que les treize cantons de la Suisse d'alors, et même Bienne, Neuchâtel, l'abbé et la ville de Saint-Gall² furent, et même très tôt, informés du soulèvement bas-valaisan de 1790 et tenus assez régulièrement au courant de son évolution, soit directement par le Valais, soit le plus souvent par l'intermédiaire de LL. EE. de Berne. Mais, au dire de Morell, le comportement des gouvernements cantonaux suisses, tout au long du conflit entre Haut et Bas-Valais, se caractérisa en fait par passablement d'indifférence et de passivité à l'égard de leur allié³. En tout cas, leur intérêt dans cette affaire, intérêt inspiré avant tout par le danger des répercussions qu'elle pouvait déclencher chez eux et par leur crainte de devoir fournir une aide militaire, ne dépassa guère, d'ordinaire, le niveau des sentiments de fraternité confédérale. *Wir wiederholen Euch... die Versicherung unserer wahr-*

¹ Rz, cart. 49, fasc. 3, n° 23, p. 3.

² ACS, XIII, pièce 20.

³ Morell, p. 36.

aufrichtigen Eid — und Bundsgenossichen Gesinnungen..., écrira par exemple le gouvernement de Fribourg⁴. Leurs interventions se bornèrent, en fait, à quelques promesses d'envoi de troupes en cas de besoin, à des vœux pour un dénouement heureux et rapide du conflit, ou à l'expression de leur satisfaction pour les mesures prises soit par le Valais, soit par Berne pour soumettre les insurgés et rétablir la paix.

De cette passivité des gouvernements confédérés à l'égard des troubles du Bas-Valais, il faut excepter peut-être Soleure, mais très certainement et surtout le canton de Berne.

Après la réception, à la fin du mois d'octobre, de missives de Berne et du Valais relatives à l'effervescence dans le Bas-Valais, le Petit Conseil de Soleure convoqua le Grand Conseil. Celui-ci, dans sa séance du 3 novembre, décida entre autres de charger le Conseil secret de dépêcher à Berne et à Bex deux de ses membres pour s'informer plus amplement de la situation et au besoin conjuguer et coordonner leurs efforts. Car des bruits couraient jusque chez eux d'ententes fraternelles entre les sujets bas-valaisans et ceux des bailliages bernois voisins et surtout d'un « vœu secret de la majorité des insurgés... de passer sous la domination bernoise »⁵, ce qui, bien sûr, était de nature à inquiéter tant les cantons catholiques que le Haut-Valais.

Les deux ambassadeurs soleurois furent Franz Peter Aloys Zeltner, chancelier d'Etat, et Urs Niklaus Aloys Glutz de Blotzheim, procureur général et *Gemeinmann*, c'est-à-dire représentant de la bourgeoisie dans le Grand Conseil. Ils accomplirent leur mission les premiers jours de novembre (leur entretien avec Fischer eut lieu le 7 novembre). En raison des avis partagés des Bernois dans cette affaire, en raison aussi du désir des Bas-Valaisans de rétablir le calme, on se borna finalement à recommander les insurgés à la clémence des dizains souverains⁶.

Bien que Zurich, en tant que canton Vorort, eût officiellement la direction des affaires fédérales et fût en particulier chargé

⁴ AV, cart. 47, n° 64.

⁵ Rovéréa, t. I, p. 48.

⁶ ACS, XIII, pièce 142 ; Verdeil, p. 167 ; Junod, p. 138 ; Rovéréa, t. I, p. 48.

de régler les conflits entre les cantons, c'est le gouvernement de Berne qui, en fait, par son autorité et son influence, était considéré à la fois comme l'âme et le bras, le point d'appui et le levier, le promoteur et le principal agent de la politique des anciens Confédérés.

D'autre part, par sa proximité avec le Valais, il n'avait en quelque sorte qu'à tendre l'oreille pour être renseigné sur tout ce qui se passait chez nous. Et, de fait, il était très bien informé, même plus vite et mieux que le Haut-Valais, rapporte madame Ignace de Courten⁷ : directement et officiellement par une correspondance abondante, soit avec le gouvernement haut-valaisan, soit avec les autorités bas-valaisannes, celles de Monthey surtout, soit avec ses représentants dans le canton de Vaud : Charles-Emmanuel de Watteville, bailli de Vevey, Nicolas de Diesbach, gouverneur d'Aigle, et avant tout le sénateur Emmanuel-Frédéric Fischer, envoyé spécial et plénipotentiaire à Bex ; secrètement et officieusement « par des sources dignes de foi »⁸ ou par des rapports « non suspects » de personnes interposées (ecclésiastiques, gens influents et pondérés)⁹. Morell assure même, en se référant à une lettre du 11 septembre de Watteville qu'un service spécial de correspondance était établi entre Bex et Saint-Maurice¹⁰.

Il est donc tout naturel que Berne ait joué un rôle important dans l'affaire qui nous occupe. Ce rôle, le professeur Louis Junod l'a marqué et mis en lumière avec beaucoup de rigueur historique dans une étude parue dans *Vallesia*¹¹. Notre propos ici n'est pas d'ajouter quoi que ce soit à cet exposé si riche et fondé sur des sources de première main, en provenance surtout des Archives d'Etat de Berne. Plus modestement, nous voudrions, en nous y référant largement, dégager l'attitude ou plus exactement les changements d'attitude des autorités du canton de Berne tout au long de ce conflit.

⁷ Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 149.

⁸ Morell, p. 22.

⁹ Clément, *Révolution 1790*, pp. 338 et 340 ; Junod, p. 110.

¹⁰ *Ibidem*, pp. 116-117 ; Morell, p. 18.

¹¹ Voir bibliographie, p. 31.

Au début, sans doute sous le coup de la peur ou de l'incertitude, elles pratiqueront une politique toute de prudence, d'active expectative et même de méfiance envers le mouvement bas-valaisan ; puis, assez vite, devant l'évidence des bonnes dispositions de ses chefs et de toute la population sujette en général, elles inclineront à l'indulgence, à la bienveillance et même à la sympathie ; pourtant, dans le concret, et pour des raisons faciles à comprendre, leurs interventions officielles seront marquées du sceau d'une certaine dureté et intransigeance vis-à-vis des « rebelles », alors qu'elles seront au contraire nettement favorables au gouvernement haut-valaisan.

A. Attitude de peur et de défense

A plusieurs reprises, dans ces années proches de la Révolution française, le gouvernement bernois avait été alerté par quelques agitations à ses frontières ou même dans ses propres bailliages.

Au cours de l'été 1790, par exemple, les réclamations furent adressées à LL. EE. et des manifestations eurent lieu dans le Pays de Vaud, qui présentèrent, au dire de Morell, un caractère révolutionnaire¹². Chacun récriminait contre les abus qui le touchaient de plus près. Les campagnes s'insurgèrent contre les droits féodaux et en exigèrent la suppression : dîme sur les pommes de terre, sur le tabac... ; la ville de Morges protesta contre les contributions qu'on exigeait d'elle pour l'établissement des routes ; les officiers vaudois des régiments capitulés au service de France, de Hollande et de Sardaigne réclamèrent contre l'inégalité de leurs droits à l'avancement et contre le privilège accordé dans ce domaine aux officiers patriciens ; des démonstrations intempestives et imprudentes de solidarité avec le mouvement révolutionnaire français se produisirent à Rolle, le 14 juillet 1790, jour anniversaire de la prise de la Bastille et de l'abolition des privilèges de la noblesse et du clergé en France. « Les Sociétés de l'Arc se réunirent dans un banquet... : des propos exaltés, des toasts

¹² Morell, p. 17.

patriotiques, des processions, l'élévation du chapeau de Guillaume Tell sur une pique, animèrent cette fête¹³ ». « Quelques personnes, ajoute de Rovéréa, saisirent l'occasion de ce premier anniversaire pour agiter là des questions politiques et les accompagner d'allusions et d'allégories au moins répréhensibles...¹⁴ » Qu'on se rappelle aussi la tentative d'assassinat dont fut l'objet le gouverneur de Saint-Maurice dans la nuit du 22 au 23 août 1790 ou les désordres survenus à Martigny au cours du même mois et surtout la menace d'un prochain soulèvement dans le val d'Illeiez pour « mettre fin au paiement des dîmes et des cens fonciers¹⁵ ».

Toutes ces alarmes inquiétèrent fort les autorités bernoises. Elles incitèrent en particulier le gouverneur d'Aigle, Nicolas de Diesbach, à demander, le 15 août 1790, au Conseil secret de Berne des instructions précises pour le cas où le mouvement séditieux du Bas-Valais deviendrait effectif ou prendrait de l'extension et où le gouvernement valaisan ferait appel à leur amitié confédérale pour le stopper¹⁶.

L'alarme fut plus chaude et plus grave en septembre. Les premiers jours de l'effervescence bas-valaisanne, les autorités bernoises, toujours très vite et parfaitement informées, témoignèrent de beaucoup de vigilance et d'esprit de décision, de pas mal d'appréhension et de trouble aussi.

Dès l'arrivée à Saint-Maurice de Schiner et de sa femme, dans la nuit du 8 au 9 septembre, l'inspecteur du pont de Saint-Maurice, Jean Escher, prend soin de fermer les portes du corps de garde pour mettre le malheureux couple, ainsi que le gouverneur de Saint-Maurice, à l'abri des poursuites éventuelles des émeutiers.

De Diesbach s'empresse, le 9 septembre, d'aviser LL. EE. de Berne des événements survenus la veille à Monthey. Il leur communique les dispositions qu'il a cru de son devoir de prendre, conformément d'ailleurs aux instructions à lui données, le 18 août déjà, par le Conseil secret, en prévision d'un soulèvement dans la région : occupation par la troupe des « passages vers le Va-

¹³ Verdeil, pp. 160-162.

¹⁴ Rovéréa, t. I, p. 39.

¹⁵ Voir ci-dessus, pp. 61 et 172.

¹⁶ Junod, p. 109.

lais », le pont de Saint-Maurice et les quatre bacs sur le Rhône en particulier, « avec la consigne de ne laisser franchir la frontière à aucun individu armé ». Il pense que, au cas où le soulèvement devrait s'étendre à tout le Bas-Valais, il deviendrait inévitable de faire surveiller les frontières par un plus fort contingent. Le lendemain, 10, il revient à la charge et se fait plus pressant encore. Il prie ses supérieurs « de prendre avec la plus grande hâte possible les mesures nécessaires à la mise en place d'un fort cordon [de quinze cents à deux mille hommes, précisera-t-il] pour assurer la sécurité des frontières. »

Le 11 septembre, c'est au tour du bailli de Vevey d'adresser au Conseil secret à peu près la même requête, sollicitant notamment l'envoi de quelques canons pour renforcer le passage de Chillon et la permission de lever « un corps de troupes... prêt à repousser en cas de besoin les séditeux et aussi pour maintenir l'ordre et la paix dans notre pays. »

Pour justifier de telles mesures, les deux fonctionnaires dénonçaient la force de propagande que la petite révolution bas-valaisanne, à l'instar de la grande Révolution de la France voisine, portait en elle et qui pouvait faire craindre pour leurs propres bailliages du Pays de Vaud. Ils signalaient, en effet, et dès le 10 et le 11 septembre, « bien des discours imprudents » tenus à Bex, « une espèce de fermentation » des esprits déjà forte, « beaucoup de dispositions... pour suivre l'exemple des Valaisans ». Ils relevaient aussi la présence à Aigle d'« un arsenal avec douze canons », ce qui, disaient-ils, pourrait facilement inciter les gens du Bas-Valais qui en étaient dépourvus à s'en emparer. Pour corroborer leurs craintes, ils notaient encore dans deux lettres du 14 septembre que, dans leur gouvernement respectif, « on achète beaucoup de poudre et de munitions », qu'on achemine ensuite en Valais¹⁷.

A de si pressants appels et devant un si grave danger, le gouvernement bernois ne pouvait rester indifférent. Soucieux de ne rien brusquer, mais désireux d'être plus au clair sur le vrai caractère du mouvement bas-valaisan et d'empêcher à tout prix

¹⁷ *Ibidem*, pp. 110, 113-119 ; ACS, XIII, pièces 13 et 14.

qu'il ne prenne de l'extension, il décrétait, le 12 septembre déjà, après une séance de huit heures, un certain nombre de mesures provisoires : trois mille volontaires (dont mille du Pays de Vaud) devaient se tenir prêts à toute éventualité et en état de marcher au premier ordre ; en cas de nécessité, cette avant-garde serait soutenue par un corps de huit mille hommes ; le trésorier Wilhelm Bernhard de Muralt était nommé commandant en chef du Pays de Vaud « quant au civil et au militaire »¹⁸. En même temps et surtout, le gouvernement bernois décidait d'envoyer sur-le-champ à Aigle et à Bex, en qualité d'agent plénipotentiaire, le sénateur Emmanuel-Frédéric Fischer. Ce magistrat éminent était chargé de prendre toutes les dispositions qu'il jugerait utiles pour la sûreté du pays : levée de troupes, occupation des frontières, renforcement de l'artillerie à Aigle et au château de Chillon...

Arrivé le 13 à Vevey, Fischer se rend le jour suivant à Aigle et le 15 à Bex. Ce rapide tour d'horizon lui permet, d'entente avec le colonel de Watteville qu'on lui adjoint pour les questions militaires, d'organiser tout un système de défense et de réaliser ainsi son premier objectif : assurer les frontières du côté valaisan. Ainsi, le 13 au soir, en accord avec le bailli de Vevey, il ordonne par exemple la mise sur pied immédiate de cinq cents hommes de ce bailliage. Surtout il répartit avec soin les hommes, l'artillerie et la munition dont il dispose, de façon à couvrir tout le territoire vaudois, de Chillon à Saint-Maurice. Il place Chillon sous l'autorité du capitaine Montet ; il confie au capitaine Crausaz le commandement des troupes cantonnées à Aigle, avec la mission de défendre aussi les postes de Roche, Porte du Sex et Illarsaz ; à Bex, il place le colonel de Watteville, avec sous ses ordres M. de Rovéréa comme major : ils devront occuper les postes de Saint-Maurice et de la Maison-du-Rhône et assurer le service des estafettes ainsi que la patrouille le long du Rhône¹⁹.

De son côté, le Conseil secret ordonne « la levée de deux mille six cents hommes » et tient « prêt un nombre double pour défendre le gouvernement d'Aigle de toute tentative révolution-

¹⁸ Paris, Ministère des Affaires étrangères, Suisse, vol. 422, fol. 138.

¹⁹ ACS, XIII, pièces 15, 41 et 47 ; Junod, p. 117.

naire et, au besoin, pour comprimer le soulèvement du Bas-Valais²⁰ ». En outre, en date du 14 septembre, les autorités bernoises informent sans tarder les Etats confédérés, ainsi que l'abbé et la ville de Saint-Gall, les gouvernements de Neuchâtel et de Genève, de leurs craintes et surtout des décisions prises pour assurer la protection de leurs frontières²¹.

Tous les arrangements sont donc pris du côté bernois pour parer à tout danger. Cela n'empêche pas une certaine psychose de guerre de s'installer dans le pays. Preuve en soit l'émoi suscité dans « tout le pays » par une rumeur heureusement sans fondement : une sentinelle, alarmée par un coup de fusil d'un garde valaisan « qui tirait des geais », avait cru à une attaque contre les gardes vaudoises du pont de Saint-Maurice par les insurgés installés sur les rochers qui dominent la ville. Fischer lui-même, d'ordinaire si circonspect et si soucieux de contrôler soigneusement ses informations, s'excusera auprès de l'avoyer Steiger d'avoir rapporté cette fausse nouvelle, tout en se félicitant d'avoir pu en arrêter à temps une trop grande publicité²². Il est vrai que des menées séditieuses du genre de celle qui avait effrayé Saint-Maurice dans la nuit du 28 au 29 septembre étaient bien faites pour jeter la panique parmi la population²³.

Les sérieuses mesures préventives prises par Fischer dans les bailliages vaudois eurent donc pour effet d'y refroidir sensiblement l'ardeur brouillonne de quelques têtes chaudes, rares d'ailleurs au dire du sénateur et en tout cas sans grave influence sur le reste des citoyens²⁴.

²⁰ Verdeil, p. 164.

²¹ BAE, DMB, n° 99, pp. 452-453. - Le 14 novembre, Schwyz décidera la levée de six cents hommes ; et une lettre du 3 décembre nous apprendra que, à cette date encore, le gouvernement bernois entretient toujours un cordon de troupes le long des frontières valaisannes et qu'en outre mille deux cents hommes, y compris l'artillerie nécessaire, peuvent être mis immédiatement au service de la république du Valais à la première réquisition de sa part. Voir BAE, DMB, n° 100, pp. 36-37.

²² Junod, p. 126 ; Rovéréa, t. I, pp. 52-54.

²³ Voir ci-dessus, pp. 64-66.

²⁴ Junod, pp. 119 et 121.

B. Sympathie envers les Bas-Valaisans

Peut-être aussi ces mesures ont-elles servi à endiguer et à contenir le courant de sympathie qui se faisait jour dans la population vaudoise à l'endroit des Bas-Valaisans. Car elle était loin d'être indifférente à ce qui se passait de l'autre côté du Rhône. « Le peuple se rend en masse à Saint-Maurice pour assister aux délibérations publiques des insurgés », constate Diesbach, le 14 septembre. Des sujets pouvaient-ils, en effet, se défendre d'avoir de la compréhension et de la sympathie pour d'autres sujets plus opprimés qu'eux ? A plusieurs reprises, les rapports des gouverneurs du Pays de Vaud ou ceux de Fischer diront combien leurs ressortissants étaient proches de cœur de leurs malheureux frères.

Ainsi à Aigle et à Bex, « les gens disaient ouvertement qu'ils ne se laisseraient pas employer contre les Bas-Valaisans » : ils ne pouvaient accepter de coopérer au rétablissement de gouverneurs qui les avaient « eux-mêmes sucés en chaque occasion ²⁵ ». « On engageait le soldat à désertre les drapeaux plutôt que de combattre contre les frères valaisans », rapporte à son tour l'historien Paul Maillefer, qui se fait ainsi l'écho du colonel Ferdinand de Rovéréa, alors major du département militaire d'Aigle et chef de l'une des colonnes de l'armée vaudoise ²⁶. Fischer renchérit encore et affirme que dans « tout le gouvernement d'Aigle... l'on ne trouverait pas quatre personnes chez lesquelles les actes de violence, les extorsions et les injustices de ces gouverneurs [ceux du Bas-Valais] n'aient pas excité l'indignation et l'horreur ».

Ne pouvant considérer « comme des rebelles » des gens qui reconnaissaient leur souverain, les Vaudois jugeaient injustes et odieuses les mesures de répression prises par le Haut-Valais contre ses sujets. Ils considéraient que les changements demandés par ces derniers étaient tout à fait équitables et disaient, par exemple, « publiquement... que les cens fonciers et les dîmes ne

²⁵ *Ibidem*, pp. 118, 120, 124, 128.

²⁶ Maillefer, p. 54 ; Rovéréa, t. I, pp. 44-45.

doivent plus être payés au couvent de Saint-Maurice et au Saint-Bernard ».

Les dispositifs de sécurité mis en place par Fischer eurent-ils également une répercussion sur les événements du Bas-Valais ? Fischer en tout cas attribue pour une large part à leur influence le bon ordre qui régna dans la première assemblée plénière des délégués bas-valaisans à Saint-Maurice, le 15 septembre, et la résolution qui y fut prise de s'opposer au besoin par la contrainte à toute tentative de violence de la part de leurs ressortissants.

Quoi qu'il en soit, c'est approximativement à partir de ce moment que les notables et la partie modérée de la population du Bas-Valais reprirent les affaires en main et s'employèrent à obtenir par la concertation et la négociation ce que les émeutiers avaient pensé arracher par la force ou la menace²⁷.

C'est un fait aussi que l'arrivée de Fischer dans le voisinage du Valais n'allait pas tarder à renforcer la confiance que les Bas-Valaisans mettaient dans les autorités bernoises. Preuve en soient les nombreuses circonstances où ils s'adressèrent à elles, soit directement, soit par l'intermédiaire de leur digne représentant à Bex.

Ainsi, le 21 septembre, le Gros-Bellet et Jean-Claude Durier, au cours d'une entrevue, à Bex, avec des seigneurs bernois, Fischer entre autres, ont l'occasion de justifier leur comportement lors des événements du 8 septembre, en exposant comment le recours au souverain en diète de mai était resté sans écho, malgré le désaveu formel de la conduite de Schiner donné par « toutes les chambres des dizains ». Sur quoi, Fischer, indigné, finit par leur promettre d'être leur intercesseur et leur protecteur en cas de besoin.

Le 2 octobre, l'abbé Clément, que Fischer qualifie d'ecclésiastique « bien-pensant », s'entretient une heure durant avec le commissaire, dans sa résidence de Bex²⁸.

Quand, au début d'octobre, les délégués bas-valaisans chargés de présenter les quarante articles de leurs demandes reviennent de Sion, déçus par les réticences et les refus de la haute

²⁷ Junod, pp. 131-132, 128, 118-120.

²⁸ Clément, *Révolution 1790*, pp. 338, 340 ; Guerraty, *Relation...*, p. 207 ; Junod, p. 127.

commission et très sceptiques devant ses promesses, c'est vers Berne que, en désespoir de cause, ils se tournent comme d'instinct. Le 11 octobre, par la bouche de quatre de leurs représentants, ils donnent à Fischer quelques éclaircissements sur l'un ou l'autre de ces articles et surtout cherchent à obtenir son intervention pour que son puissant gouvernement s'entremette en leur faveur auprès de la diète. Ils reviennent à la charge une semaine plus tard. Le 18 octobre, en effet, par l'entremise de quatre notables, Jacques et Nicolas de Quartéry, Joseph-Alphonse de Nucé et Michel Dufour, ils exposent à Fischer les tracasseries suscitées chez eux par les rebuffades et les réticences de l'Etat : mécontentement et méfiance de la population, crainte pour l'avenir. En conséquence, ils sollicitent de lui une nouvelle intervention auprès des autorités bernoises, afin, exprimait une lettre qu'ils lui remettaient à leur intention, de « faire renaître dans le cœur des peuples cette confiance en l'administration, cet attachement à l'autorité légitime qui peuvent seuls établir une domination sur une base durable...²⁹ »

Quand se répand le bruit que les Haut-Valaisans méditent de prendre les armes contre eux et de passer à l'offensive militaire, c'est encore à LL. EE. de Berne qu'ils s'adressent pour essayer d'obtenir par leur médiation l'abandon d'un tel projet ; et seule la crainte de déplaire à leur souverain suspend l'envoi de la lettre qu'ils avaient préparée dans ce sens³⁰.

Nouvelles démarches auprès de Fischer, le 27 octobre, c'est-à-dire deux jours après que le grand bailli eut annoncé officiellement la rupture des relations avec le Bas-Valais. C'est d'abord quelques autorités du gouvernement de Monthey qui lui soumettent la lettre qu'ils destinent à Sigristen. C'est ensuite une délégation de quatre paysans de Saint-Maurice qui sollicitent son avis à propos du projet qu'ils ont fait d'envoyer quelques-uns des leurs dans le Haut-Valais pour renseigner les communes, si mal informées, sur leurs vraies dispositions et intentions.

²⁹ Voir ci-dessus, p. 107 ; Junod, pp. 131, 150-151.

³⁰ Voir ci-dessus, p. 109 ; Junod, pp. 132-135.

C'est aussi le désir de s'assurer l'appui des autorités bernoises et des sept cantons catholiques qui motive la lettre que, le 30 novembre, les Bas-Valaisans leur adressent pour obtenir un adoucissement des dures conditions exigées d'eux par le souverain, en date du 6 novembre³¹.

Enfin, la venue de Fischer en terre vaudoise marque un tournant dans l'opinion que les membres du Conseil secret bernois se firent de leurs voisins valaisans, tant ceux du Haut que ceux du Bas, et donc aussi dans leurs relations officielles avec eux. La prudence reste toujours de règle, mais à la peur et à la méfiance vis-à-vis des Bas-Valaisans font place ordinairement la compréhension et une certaine sympathie, tandis que, à l'égard du Haut-Valais, la position du gouvernement bernois se durcit quelque peu.

Morell, qui relève cette différence, la remarque par exemple dans le ton de certaines lettres de Berne : paternel pour le Bas-Valais et, au contraire, plutôt acerbe et parfois tranchant pour le Haut. Il en veut pour preuve, entre autres, la lettre d'exhortation du 27 septembre que LL. EE. de Berne, à la requête expresse du gouvernement valaisan et poussées, disent-elles, par « l'intérêt sincère » qu'elles leur portent, adressent aux gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice et où les députés des communes se voient désignés par les titres de « nobles, honorables et prudents amis et voisins ». Même si, dans son ensemble, cette lettre constitue pour les sujets bas-valaisans une sérieuse mise en garde et une invitation péremptoire à l'obéissance, elle n'en est pas moins aussi, par le conseil qu'elle contient de s'abstenir « de toutes demandes injustes », une reconnaissance indirecte de la légitimité d'une partie au moins de leurs prétentions³².

La lettre du même jour que Berne envoie au gouvernement valaisan semble, elle aussi, implicitement et délicatement, donner raison aux sujets bas-valaisans. Qu'on en juge plutôt par ce passage caractéristique, où il n'est sans doute pas présomptueux de deviner les vrais sentiments qui se cachent sous certaines formules diplomatiques. « Si vos sujets avaient quelque motif de

³¹ ACS, XIII, pièces 100 et 102 ; Junod, pp. 135, 153.

³² Morell, p. 24 ; Grenat, pp. 421-422 (texte français).

réclamations et de plaintes sérieusement fondées, écrivait le Conseil secret, nous ne doutons pas que vous les examinerez avec une paternelle douceur et bonté et que vous prendrez toutes les mesures appropriées pour terminer avec succès cette affaire... Lorsque vous aurez ainsi pris soin, par diverses prescriptions, du bien-être de vos sujets, nous espérons que toutes les réclamations qui vont à l'encontre des droits du seigneur du pays, comme par exemple la demande de suppression des postes de gouverneurs, disparaîtront d'elles-mêmes³³ ».

Si le gouvernement bernois fut loin d'épouser toujours les vues de son allié valaisan, c'est que, très vite et grâce surtout aux renseignements fournis par Fischer, il découvrit le vrai visage des sujets bas-valaisans. Il se rendit compte et de l'exagération de certains rapports touchant leur mouvement, et du bien-fondé de la plupart de leurs revendications, et du ton modéré et respectueux avec lequel ils les présentaient.

Le 25 septembre déjà, dans une lettre au conseil des Deux-Cent, le Conseil secret notait « que l'absence de lois précises et le traitement arbitraire des sujets qui en résulte peuvent avoir été la raison de la demande de suppression totale des fonctions de gouverneurs. Le Conseil secret a pensé qu'il n'était pas hors de propos de le faire comprendre à la république du Valais, d'une façon appropriée... et de lui signifier par là la nécessité d'y apporter le remède nécessaire ». C'est à quoi s'attache le gouvernement bernois dans sa lettre précitée du 27 septembre³⁴.

De même, Berne fut désagréablement surpris par le langage sans ménagements des lettres des 19 et 23 septembre, par lesquelles le Valais lui donnait connaissance de l'émeute du 8. Le gouvernement valaisan y disait sa détermination de recourir à la force armée pour défendre ses droits (*mit gewafneter Hand unsere Rechte zu schützen*). Or le gouvernement bernois n'ignorait pas que le bon droit, en l'occurrence, était plutôt du côté des sujets. Il avait aussi, écrit Morell, « la claire vision qu'en écrasant le mouvement après une léthargie séculaire, on ne ferait

³³ ACS, XIII, pièce 56 ; Junod, p. 123.

³⁴ *Ibidem*, pp. 122-123.

que semer la graine pour de futures révolutions »³⁵. C'est également ce que, le 30 septembre, le bailli d'Aigle, de Diesbach, faisait remarquer, dans une lettre au Conseil secret. « Si, écrivait-il, des mesures devaient être prises contre le Bas-Valais..., il pourrait en résulter les plus graves désordres et les suites les plus dangereuses ». Fischer, de son côté, frappé par la pondération des quatre notables bas-valaisans venus le trouver à Bex, le 11 octobre, et par le caractère modéré des demandes de réformes qu'ils avaient présentées à leur souverain, n'hésite pas à entrer dans leurs vues. Le lendemain, 12 octobre, il transmet donc au Conseil secret leur désir de voir Berne s'entremettre auprès de la diète pour que ces demandes ne restent pas lettre morte³⁶. Le même Fischer, dans une lettre du 22 octobre au même Conseil, désapprouve absolument la décision du grand bailli d'interrompre les relations épistolaires avec les Bas-Valaisans et de lever des troupes contre eux. Surtout il se refuse à tenir pour rebelles, comme le gouvernement valaisan cherche à le faire croire, des sujets qui ont publiquement et à plusieurs reprises protesté de leur ferme volonté de rester fidèles à leur souverain et qui ont fait abandon de presque tous leurs griefs et requêtes, à commencer par la demande primordiale de la suppression des gouverneurs. Aussi prie-t-il LL. EE. de Berne d'intervenir avec tout le poids de leur puissante autorité auprès du gouvernement valaisan pour lui faire entendre qu'elles « ne favoriseront jamais la violence et l'oppression contre le faible » et pour l'amener à renoncer à une trop grande sévérité. « Cette manière de faire, conclut Fischer, est propre à relever le courage, la confiance et l'amour de leurs sujets au plus haut point³⁷. »

Il revient à la charge avec plus d'insistance encore, trois jours plus tard, dans un nouveau message à ses supérieurs. Il y critique sévèrement les arguments que le gouvernement du Valais, dans sa lettre du 18 octobre au gouvernement bernois, faisait valoir pour justifier son recours à la force armée : mauvais vouloir, insoumission, obstination des sujets... A cet effet, Fischer

³⁵ ACS, XIII, pièces 51 et 51 a ; Morell, p. 22.

³⁶ Junod, pp. 124, 130.

³⁷ ACS, XIII, pièce 97 ; Junod, p. 132, lettre du 22 octobre 1790.

reprend le récit des événements — un récit moins superficiel et plus objectif que celui du Valais —, montrant en particulier comment les procédés injustes et tracassiers de Schiner et du châtelain du Bouveret avaient fini par exaspérer leurs subordonnés³⁸.

En conséquence, le gouvernement bernois, dans une lettre du 28 octobre au grand bailli du Valais, condamne catégoriquement, bien qu'en termes mesurés, l'emploi de la force dans ce cas particulier. Il écrit notamment : « Les sentiments paternels que vous avez montrés jusqu'à présent à l'égard de vos sujets, qui sans aucun doute ont été égarés, nous font espérer que vous ne vous hâterez pas de prendre des mesures trop sévères et que vous préférerez la bonté et la douceur à l'emploi de la force, tant qu'il restera un espoir fondé de repentir et de retour à l'obéissance... Un bon souverain doit toujours prendre à cœur de préférer la douceur à la violence et de se prémunir contre l'emploi de la force par de sages décisions prises à temps...³⁹ »

Le gouvernement bernois n'entra pas davantage dans les vues des magistrats valaisans quand ceux-ci, alarmés, lui dépêchèrent deux des leurs, le trésorier d'Etat Jean-Joseph Julier et le baron Gaspard-Eugène Stockalper, pour lui exposer que leurs « représentations paternelles » avaient échoué et que donc il ne leur restait qu'un seul moyen, la force, pour ramener les rebelles à l'obéissance. A leur demande d'un appui bernois, le Conseil secret, par la bouche de l'avoyer Steiger, donna une réponse évasive, se contentant de se référer à la lettre du 28 octobre qu'il venait d'expédier à Sion et dont il attendait de connaître l'effet produit, et déclarant en outre vouloir d'abord sonder l'opinion des autres cantons alliés. Il se refusait en tout cas à adresser, selon le vœu du gouvernement valaisan, une lettre de menaces (*ein etwas drohendes Schreiben*) aux Bas-Valaisans. Si bien que les deux députés quittèrent Berne déçus et découragés⁴⁰.

³⁸ ACS, XIII, pièce 105 ; Junod, pp. 132-134.

³⁹ *Ibidem*, p. 136 ; BAE, DMB, n° 99, pp. 524-526.

⁴⁰ ACS, XIII, pièce 116 ; Junod, p. 137 ; Morell, p. 32.

C. Sympathie retenue

La bienveillance de Berne à l'égard des justes demandes des sujets valaisans apparaît assez clairement à travers les divers témoignages précités, même si, à l'occasion, elle fut simplement un moyen pour tenir en bride les Bas-Valaisans⁴¹.

Pourquoi alors, et malgré cette bienveillance, le gouvernement bernois entra-t-il, comme l'écrit Morell, « dans le courant réactionnaire dans lequel sombrèrent sans retour les espoirs et désirs des Bas-Valaisans »⁴² ? Nous allons tenter de l'expliquer brièvement.

Il faut reconnaître d'abord que sa situation fut délicate et difficile. S'agissant de la réponse à donner aux lettres du gouvernement valaisan du 7 et du 18 octobre, un rapport du Conseil secret au Deux-Cent, en date du 23 du même mois, fait bien ressortir l'embarras de Berne. « Messieurs, y est-il dit, croient de la plus grande importance de rédiger cette réponse de façon que la république du Valais ne tombe aucunement dans l'erreur de croire que notre Etat serait tenté de favoriser plus ou moins les Bas-Valaisans contre leur gouvernement. Mais, d'autre part, et par contre, il n'est pas moins important d'éviter tout ce qui pourrait faire croire notre gouvernement trop favorable à l'emploi précité de mesures de force⁴³. »

C'est que, maître du Pays de Vaud comme le Haut-Valais l'était du Bas, et déjà alerté à plusieurs reprises précédemment par les troubles survenus dans ses propres bailliages⁴⁴, le gouvernement bernois se devait de tout mettre en œuvre pour empêcher que le feu de la révolte ne se propage chez lui. D'autant plus que les premiers rapports des baillis vaudois assuraient que les réclamations des Bas-Valaisans trouvaient un écho favorable et de grandes sympathies auprès de la population sujette de Berne, surtout dans les localités frontières, Bex, Aigle, et même Vevey.

⁴¹ Junod, p. 134.

⁴² Morell, p. 30.

⁴³ Junod, p. 136.

⁴⁴ Voir ci-dessus, pp. 174 et 321-322.

C'est dans cette optique qu'il faut placer, non seulement les mesures de protection signalées ci-dessus, mais aussi les mises en garde et les menaces adressées aux Bas-Valaisans, par exemple dans la lettre déjà citée du 27 septembre ou dans celle, plus sévère, du 19 novembre ⁴⁵, ainsi que les promesses répétées d'aide militaire faites par les autorités bernoises au Haut-Valais.

D'ailleurs, il ne s'agissait pas de leurs bailliages seulement. Comme le remarque Ch.-E. de Rivaz, en parlant des événements du Bas-Valais, « toute la Suisse est attentive à nos démarches ; tous les cantons ont des bailliages et tous ont intérêt à ce que le Valais conserve les siens, sans quoi nous entraînerions tout le reste ⁴⁶. »

C'était la politique traditionnelle des gouvernements suisses — surtout depuis la guerre des Paysans, en 1653 — de se prêter main-forte et de se protéger mutuellement contre toutes les tentatives, tant du peuple libre que des sujets, pour obtenir, dans le domaine judiciaire surtout, une situation plus avantageuse et plus conforme à la justice et à leurs droits. Les seigneurs de tout degré tenaient fort à sauvegarder ce qu'ils considéraient comme leurs prérogatives les plus sacrées. Le gouvernement valaisan l'avait clairement donné à entendre à propos de la demande de suppression des gouverneurs. Il prévoyait, disait-il, qu'une telle concession ne pourrait qu'« encourir le désaveu du louable Corps helvétique ⁴⁷. »

Toutes proportions gardées et sans vouloir par là justifier l'attitude ou la politique des uns et des autres, on peut comparer cette réaction à celle de l'Angleterre devant le soulèvement de ses colonies d'Amérique à la fin du XVIII^e siècle, ou à celle de toute autre puissance coloniale face au désir de réformes émanant des peuples qu'elle tient sous sa dépendance, ou encore à celle des privilégiés français de l'ancien régime devant les tentatives de réformes qu'on voulait leur arracher au profit du tiers état. Ou si l'on veut établir un parallèle plus proche de nous, on

⁴⁵ Voir ci-dessus, pp. 324-325, 93-94 et 120-121.

⁴⁶ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 23, pp. 3-4.

⁴⁷ Clément, *Révolution 1790*, p. 352, XI.

pourrait aussi évoquer le cas de la Russie, pressée d'intervenir en Hongrie en 1956, pour précisément tuer dans l'œuf toute velléité de rébellion ou de libération de la part de ses satellites.

Mais, évidemment, ici encore, comparaison n'est pas raison. Car le rôle de Berne ne se borna pas à admonester, à intimider et à réprimer. Souffrant de sa propre contradiction, c'est-à-dire reconnaissant d'une part la justesse du mouvement bas-valaisan et ayant d'autre part partie liée avec les autres aristocraties suisses, il s'efforça de tenir la balance entre les deux antagonistes. Des deux côtés, il préconisa une politique d'apaisement. Aux Haut-Valaisans, il conseillera de faire preuve de compréhension pour les demandes justes de leurs sujets et de douceur dans l'application des mesures nécessaires de répression, n'y recourant qu'en cas de véritable obstination de leur part⁴⁸. Aux Bas-Valaisans, il recommandera une présentation modérée de leurs prétentions et la renonciation à toute forme de violence.

Cette tactique de bascule fut déterminante pour ramener peu à peu dans les deux camps les esprits à des sentiments plus paisibles. Si peut-être elle retarda de quelques années l'accession du Bas-Valais à l'indépendance, elle eut au moins pour effet de lui obtenir finalement, à défaut d'avantages concrets et substantiels, l'impunité finale, c'est-à-dire un règlement à l'amiable du conflit.

⁴⁸ Uri exprimera les mêmes sentiments dans une lettre du 6 novembre 1790 adressée à Berne. Voir ACS, XIII, pièce 140.

Chapitre II

Attitudes du Haut-Valais

Le caractère apparemment flou et indécis de la politique bernoise dans cette affaire ne découla pas, nous venons de le voir, de la faiblesse intérieure de son gouvernement. On ne peut, croyons-nous, en dire autant de celle du Haut-Valais. On constate en effet que, face à la révolution de 1790, le souverain eut successivement les attitudes suivantes : la passivité, la peur et le durcissement de sa position redevenue forte. Ces comportements, comme aussi la tactique générale de duplicité qui transparaît à travers eux, dénotent chez lui un manque d'assurance, une ligne de conduite irrésolue et équivoque.

A. Ignorance et passivité

Au début, surpris par la soudaineté des événements et parce qu'il ignorait ce qui se passait exactement dans le Bas-Valais, sous-estimant peut-être aussi le sérieux de la rébellion, le Haut-Valais resta dans l'expectative. Grenat assure que, parce qu'il n'avait « jamais pris la peine de sonder le mal que les plaintes fréquentes et les avis nombreux du Bas-Valais lui signalaient », le gouvernement valaisan « n'en connaissait pas assez la nature ni le danger¹ ».

¹ Grenat, p. 419.

Il faut attendre, en effet, jusqu'au 13 septembre pour enregistrer les premières démarches officielles de sa part : deux lettres de Mgr Blatter au clergé de Monthey et au curé Bruttin, et une lettre de Sigristen au capitaine Devantéry². Bien qu'une circulaire ait été envoyée le 11 aux dizains, il faut de même attendre jusqu'au 20 septembre, soit douze jours après la première émeute, pour voir la diète prendre l'affaire en main.

A en juger par les deux missives du 13, les deux autorités du canton, civile et religieuse, ne paraissaient guère connaître l'importance du mouvement qui venait de se produire dans la partie ouest du pays.

L'évêque prescrit des prières, afin, dit-il, que par la miséricorde infinie de Dieu, nous restions préservés de l'affliction intérieure d'une insurrection (*ut ab intestinae insurrectionis afflictione praeservemur*) et que par la puissante protection de Marie nous soyons maintenus dans un régime de paix et de mutuelle affection (*in pacifico conservemur regimine ac mutua charitate*). Le grand bailli, de son côté, pensait que la colère du peuple avait été allumée par l'alcool et qu'elle se dissiperait avec ses dernières vapeurs. En attendant, il le rassurait « par l'espérance... que le tout sera tranquilisé par la justice et les douceurs paternelles du gracieux souverain ». Au lieu de prendre dès l'abord des mesures efficaces capables de couper le mal à la racine (en particulier en élaborant un code pénal équitable), LL. EE. se donnent l'air de tendre une main amie. Pour gagner du temps et en gage de ces « douceurs paternelles », elles se contentent d'user de palliatifs et d'atermoiements, et d'amadouer les mécontents par de belles promesses : bonnes dispositions du souverain à leur égard, assurances qu'il fera preuve de clémence, qu'il écoutera leurs doléances et s'appliquera à redresser les torts, à réformer les abus, en un mot à procurer leur bonheur spirituel et temporel³. C'est à ces seules paroles dorées et à ces vaines espérances que se réduisaient ce qu'on appelait à l'époque les « sentiments paternels » du souverain.

² Voir ci-dessus, p. 123.

³ Clément, *Révolution 1790*, pp. 348-350, V, VI, VII.

B. Peur

Si respectueux qu'ils étaient de leur seigneur, les sujets bas-valaisans ne pouvaient, comme bien l'on pense, se contenter de ces propos stériles ni de cette eau bénite de cour. Ce qu'ils voulaient, c'était un changement effectif de leur situation pénible et injuste, l'abolition des nombreux abus dont ils souffraient depuis si longtemps, en particulier la suppression du poste de gouverneur, source de tous leurs maux, et la désignation d'une commission *ad hoc* pour entendre leurs griefs. Ce seront les instructions qu'ils donneront à leurs délégués à la diétine du 21 septembre.

Devant les exigences de leurs sujets, comme aussi face à certaines rumeurs — « on avait répandu dans le Haut-Valais le faux bruit que les communautés du Bas-Valais devaient monter en députation avec des troupes »⁴ —, LL. EE. témoignèrent bien vite de l'inquiétude. Si bien que la politique d'attentisme du début fit bientôt place chez elles à une peur presque morbide. Cette peur va se manifester de diverses façons : nouvelles promesses plus rassurantes faites aux insurgés, rapprochement hâtif avec Berne et les cantons alliés sous forme de lettres pressantes à eux adressées, affolement dans la capitale, convocation d'une diète extraordinaire, création d'une commission permanente..., et finalement mobilisation générale.

L'arrivée inopinée, à Sion, le 9 septembre au soir, de Schiner et de sa famille comme aussi l'annonce de l'émeute faite au Haut-Valais par le grand bailli le 11 septembre semèrent une véritable panique parmi la population. Qu'on lise à ce sujet entre autres la lettre du 13 septembre de madame Ignace de Courten à son mari, où elle décrit les réactions et les plaintes des gens de la capitale. « On dit à force, écrit-elle, que tous les juridictionnaires parlent haut sur le Grand-Pont contre ce gouverneur [Schiner]. Si tu entendais les lamentations que chacun fait : les uns craignent qu'ils [les Bas-Valaisans] arrivent par ici ; les autres disent : que deviendrons-nous ? plus de sujets ni de gouverneur ;

⁴ *Ibidem*, p. 338.

les autres disent : plus d'argent du sel, plus de diète ; les autres, plus de pension et nos argents prêtés en France perdus... ; que l'arsenal n'est pas bien en ordre. Le curé [François-Xavier Gottsponer] a publié hier en chaire qu'on fera la bénédiction pendant huit jours pour nous garantir de ce flot... ». Nous avons déjà signalé aussi les prières que, de son côté, Mgr l'évêque prescrivait au clergé du Haut et du Bas-Valais. Dans la crainte de voir les Bas-Valaisans occuper le Haut-Valais, les portes de Sion furent hâtivement fermées ⁵.

La première lettre du gouvernement valaisan au gouvernement bernois date du 19 septembre. Le prétexte en est une collusion vraie ou prétendue des ressortissants vaudois avec les Bas-Valaisans : *unsere Untergebne sich schmeichlen von Eueren... angehörigen des Pays de Vaud selbst aufgebracht und unterstützt zu werden*. Mais le vrai mobile en est le souci des autorités valaisannes de rechercher l'appui de leur puissant allié (*die hilfreiche Hand*). C'est pourquoi, après lui avoir donné quelques informations sommaires sur la révolte survenue à Montthey et à Saint-Maurice les 8 et 9 septembre, elles lui suggèrent d'envoyer aux mutins une lettre d'avertissement appropriée aux circonstances (*ein angemessenes Ermahnungs Schreiben*) ; surtout elles comptent sur son assistance confédérale en cas de nécessité, mais espèrent toutefois pouvoir apaiser le conflit lors de la diétine fixée au 21 septembre ⁶.

Le 23 septembre, dans une nouvelle lettre à Berne, le Valais rapporte deux points essentiels de cette diétine : l'exposé que les Bas-Valaisans ont annoncé vouloir faire de leurs plaintes et de leurs griefs et leur proposition de prendre comme base de discussion la demande de suppression des postes de gouverneur. Sur ce dernier point, le gouvernement valaisan est bien décidé à se montrer intraitable et à ne rien abandonner de sa souveraineté ⁷. Pour mieux la garantir et en même temps l'affirmer en

⁵ Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 144 ; Morell, p. 17 ; voir aussi ci-dessus, pp. 74 et 123.

⁶ ACS, XIII, pièce 51.

⁷ Junod, p. 122 ; ACS, XIII, pièce 51 a.

présence des sujets, on convoquera une diète extraordinaire à laquelle seront conviés les députés du Bas-Valais.

Mais là encore, la peur apparaît à découvert dans le camp haut-valaisan, aussi bien du côté des autorités que parmi la population.

On se rappelle les appréhensions et toutes les précautions prises dans le Haut-Valais l'avant-veille et la veille de ladite diète, à la suite du faux bruit que les Bas-Valaisans se préparaient à y monter en masse et en armes : longues et sérieuses discussions pour savoir si elle devait se tenir à Sion ou à Sierre ; évacuation et mise en sûreté de la réserve de poudre de Tourbillon ; surveillance stricte de la ville de Sion et environs ; envoi d'express aux cantons alliés pour les alerter et quémander leur éventuelle intervention ; expédition d'une estafette auprès de Devantéry, alors en route pour Sion, pour lui signifier d'avoir à stopper le mouvement de ses troupes (troupes d'ailleurs imaginaires) ; levée d'hommes des communes voisines de Sion et mise en état d'alerte des troupes de Sierre et de Loèche ; obligation pour la délégation bas-valaisanne de se munir d'un sauf-conduit pour se présenter à la diète...⁸

Quelques jours plus tard, dans une lettre écrite de Sion, le 27 septembre, madame Ignace de Courten fera part en ces termes à son mari de cette mise en scène hors de proportion : « On a fait venir toutes les troupes du dizain, sinon ceux-là d'Héremence. On disait que tous les Conchards et ceux-là des dizains d'en haut devaient arriver. On avait fait sortir les canons de l'arsenal. On était occupé à faire des cartouches ; ceux de Loèche avaient pris leur poudre. Toute la journée on faisait courir des gens, et la nuit aussi, tantôt à pied et à cheval... Tu ne peux pas t'imaginer le train qu'il y avait à la ville : les uns « débagageaient », les autres pleuraient, les autres inventaient des men-songes. En attendant, ça nous aurait bientôt attiré la famine ; les deux derniers samedis [18 et 25 septembre], il n'y a point eu de marché : ni beurre ni blé... Ceux d'Hérens ont apporté du pain, du fromage avec eux et des « couvertes » ; ils ne sont pas entrés

⁸ Voir ci-dessus, pp. 83 et 123-126 ; Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 23, p. 2.

en ville, car ils ne sont arrivés que le jour de Saint-Maurice [22 septembre] ; ils sont restés à l'hôpital... A la suite de tout ça, le jour de Saint-Maurice, le feu a pris au Lion d'Or ; les Messieurs de l'Etat comptaient s'aller mettre à table, leur dîner a tout été gâté et nous, nous avons eu bien peur ; heureusement qu'il avait plu toute la nuit, car les flammes allaient bien...⁹ »

De son côté, un journal manuscrit de l'époque, dont l'authenticité resterait à prouver mais dont la *Nouvelle Gazette du Valais* de septembre 1876 publie un extrait, mentionne ces incidents. Il donne même quelques détails qui en soulignent le caractère étrange. Ces paysans, écrit-il, avertis par le tocsin, arrivèrent, à Sion « mal armés : les uns avec des fusils rouillés, sans baguette ; les autres sans pierre et sans platine ; aucuns avec des bâtons ferrés et pointus ». Fort heureusement pour eux sans doute, ils n'eurent pas à faire usage de ces armes hétéroclites et quasi inoffensives, puisqu'on devait constater bien vite le mirage du danger bas-valaisan. Il eût donc fallu « renvoyer cette troupe mal disciplinée dans ses foyers. Cependant, continue le journal, comme ils étaient venus à l'improviste, sans s'être pourvus de munitions ni de nourriture, on les traita à l'auberge toute la journée avec force de gigots de moutons ; c'est ce qui la fit appeler par quelques étrangers qui étaient là *la guerre aux gigots de moutons*¹⁰. »

Nous ne reviendrons pas sur les délibérations et les décisions de cette diète du 21 septembre, sinon pour rappeler une mesure qui y fut prise et qui, elle aussi, montre la crainte que l'on ressentait encore dans le Haut-Valais. Il s'agit de la création d'une commission chargée de régler les problèmes inhérents à cette douloureuse affaire¹¹.

C'est vers la fin du mois de septembre également que le gouvernement valaisan dut notifier au roi de Sardaigne Victor-Amédée III (peut-être par son ambassade permanente à Lucerne), l'insurrection survenue dans le Bas-Valais. Nous n'avons retrouvé, il est vrai, ni la lettre du Valais ni la réponse du souverain sarde.

⁹ Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 145, pp. 2-3.

¹⁰ *Gazette*, n° 109, du 13 septembre 1876.

¹¹ Voir ci-dessus, p. 126.

Mais, d'une part, nous savons par un recès de la diète du 21 septembre que, du côté valaisan, la décision fut prise d'écrire ladite lettre ; d'autre part, une « relation » malheureusement non datée des affaires traitées par la haute commission souveraine fait état d'une réponse très flatteuse de Victor-Amédée, « assurant la république qu'il prenait la plus grande part à cette fâcheuse circonstance » et qu'il avait aussitôt fait mettre en place les dispositifs nécessaires pour assurer la sécurité tant de ses Etats que du Valais ¹².

C. Durcissement de la position haut-valaisanne

Tous les faits précités sont autant de manifestations de crainte de la part du Haut-Valais. Pourtant, désormais, devant les hésitations, la faiblesse, la désunion, le manque d'organisation, comme aussi devant la remarquable modération et la docilité de ses sujets (dont nous parlerons bientôt plus en détail ¹³), le gouvernement valaisan ne va pas tarder à changer de tactique, c'est-à-dire à se montrer décidé à reprendre sérieusement en main les rênes du pouvoir. Ce seront d'abord, vers la fin de septembre, des mesures prohibitives : refus formel ou déguisé d'accéder aux demandes, pourtant estimées « justes », des Bas-Valaisans ; puis, surtout depuis à peu près la mi-octobre, un durcissement très net de sa position et l'emploi de moyens plus durs et plus expéditifs : menaces ou levée de troupes.

On remarquera que cette évolution, non seulement découle de l'observation a posteriori des faits, mais résulte d'un plan organisé du gouvernement valaisan. D'après Morell, ce plan consistait d'abord à tempérer par des promesses la première effervescence des émeutiers, puis à amener la division dans les communes et enfin à combattre par la force armée tous ceux qui maintiendraient leurs revendications ¹⁴.

¹² AV, L 23, pp. 649-650 ; ABS, tir. 91, n° 13, p. 4.

¹³ Voir ci-après, pp. 359-374.

¹⁴ Morell, p. 21.

« Pour notre sécurité, écrit par exemple, le 19 septembre déjà, l'Etat du Valais à LL. EE. de Berne, nous prendrons les dispositions nécessaires pour protéger nos droits par main armée (*mit gewafneter Hand*)¹⁵. »

1. DURCISSEMENT NÉGATIF

Un tel langage ne constituait pas qu'une simple menace verbale ; il se traduisit aussi dans les faits.

Bien que le souverain ait estimé « justes » les représentations des députés bas-valaisans et qu'il ait assuré être disposé à y condescendre dans la mesure du possible¹⁶, il refusa, nous l'avons vu, la plupart de leurs revendications.

Ainsi, la réponse, en date du 1^{er} octobre, de la haute commission aux délégués des communautés des gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice au sujet des gouverneurs est péremptoire et ne laisse place à aucune contestation ni remise en question. Votre obstination à demander l'abolition des gouverneurs, dit-elle en substance, nous la considérons comme une impertinence, surtout après la mise au point du 21 septembre dernier. La nomination et l'envoi de représentants dans nos bailliages est un point sur lequel nous refusons d'entrer en matière, car c'est un droit inhérent à notre souveraineté. Qu'il soit donc bien entendu, une fois pour toutes, que nous ne nous en départirons jamais¹⁷.

De même, considérant les quarante articles des requêtes comme des tentatives d'émancipation et qui n'auraient laissé au souverain, écrira l'évêque dans une lettre du 28 octobre, « que les apparences et le titre de souveraineté », les seigneurs du Haut-Valais étaient bien décidés à ne rien céder et effectivement ils ne cédèrent rien. Tout au plus se bornèrent-ils à promettre l'élaboration d'un code civil et pénal¹⁸.

¹⁵ ACS, XIII, pièce 51.

¹⁶ Clément, *Révolution 1790*, pp. 349-350, VII.

¹⁷ *Ibidem*, pp. 351, XI, et 355, XVIII.

¹⁸ Junod, pp. 151-152, IV ; ci-dessus, pp. 101-102.

2. DURCISSEMENT POSITIF

Il n'y eut donc rien de changé à la situation antérieure des sujets. Bien pis, leurs déboires et leurs désillusions loin d'être terminés devaient augmenter, surtout à partir de la mi-octobre et plus précisément du 13 octobre, à la suite de leur lettre au grand bailli où, tout en renouvelant leur soumission et leur acceptation des gouverneurs, ils maintenaient les quarante articles de leurs revendications. Depuis cette date, en effet, la situation devient de plus en plus tendue, de par la faute du souverain qui, revenu de sa première frayeur, reprend chaque jour davantage le ton du maître, retirant ce qu'il avait d'abord concédé ou à moitié accordé, recourant à des mesures drastiques, à l'intimidation ou aux menaces... Il donnera, par exemple, la chasse aux émissaires et aux écrits des Bas-Valaisans susceptibles d'éclairer les populations du Haut sur la vraie situation des sujets ou sur la conduite et les abus des gouverneurs et de leurs agents ou affidés.

Mais suivons plutôt le cours des événements depuis cette date fatidique du 13 octobre.

Dès que la haute commission réunie à Sierre eut pris connaissance de la lettre dudit jour, pourtant fort respectueuse, à laquelle il vient d'être fait allusion, elle l'envisagea presque machiavéliquement comme une désobéissance et « une résistance coupable aux volontés du souverain ». C'est en tout cas ce que le grand bailli notifiera au capitaine Devantéry et au châtelain Jacques de Quartéry par un mandat du 25 octobre. En rendant compte, dans une lettre du 27 octobre, à LL. EE. de Berne d'une visite à lui faite la veille par quelques Messieurs du Bas-Valais, Fischer fait allusion à ce mandat et note en particulier à ce propos que les réponses de Sigristen sont « courtes, sèches, menaçantes ». Aussi le prudent sénateur souhaite-t-il qu'elles ne soient pas communiquées au peuple de peur de le mettre dans une fureur extrême et de l'entraîner à de nouveaux excès¹⁹.

¹⁹ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24 ; AV, L 7 bis, p. 4 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 308 ; ACS, XIII, pièce 104.

Considérant plus que jamais ses sujets, ceux du gouvernement de Monthey surtout, comme des rebelles impénitents et des ennemis déclarés, le souverain valaisan prit bientôt le parti de rompre toute relation avec eux jusqu'à ce qu'ils se déclarent prêts à accepter sans autres les conditions et conclusions proposées par la haute commission pour les quarante articles²⁰. Cette mesure injuste à tous égards humiliait les autorités montheyssannes, le capitaine Devantéry en particulier, et les obligea à recourir aux bons offices d'une personne interposée pour garder le contact avec LL. EE. du Haut-Valais. C'est ainsi que, le 11 novembre, le châtelain de Saint-Maurice, Jacques de Quartéry, que l'on avait prié à cet effet, sollicita du grand bailli la faveur d'être reçu et entendu au nom des procureurs du gouvernement de Monthey²¹.

Entre-temps, toujours en réaction contre la prétendue « résistance coupable » des représentants bas-valaisans à leurs volontés et sous le faux prétexte d'apprêts pour une nouvelle insurrection de leur part, l'Etat ordonna, le 23 octobre, la levée d'une véritable armée de deux mille huit cents hommes, dont nous avons déjà donné la composition et l'organisation²². Par mesure de prudence et de méfiance, on prit bien soin d'exclure de cette armée et de ses cadres ceux qu'on suspectait de partager les idées des Bas-Valaisans. Ce fut le cas, notamment, des officiers Arnold, Odet, Bay, Gaspard-Benjamin de Nucé, oncle de Ch.-E. de Rivaz, et du vieux Kalbermatten²³. Quant aux frais qu'occasionna cette bien inutile mobilisation — deux mille cinq cents écus — on les porta d'abord à la charge des Bas-Valaisans, en dépit de l'évidente erreur qu'on avait commise en la décrétant. Que de démarches humiliantes et pressantes il faudra par la suite pour qu'un adoucissement soit apporté à cette décision abusive !

D'un autre côté, c'est-à-dire dans leurs relations avec les cantons alliés, les maîtres du Haut-Valais ne manquèrent pas d'affirmer également leur volonté de ne rien abandonner de leur

²⁰ *Ibidem* ; Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 308.

²¹ *Ibidem*, pp. 302-304.

²² Voir ci-dessus, pp. 131-133.

²³ Rz, cart. 49, fasc. 11, no 7 ; fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, no 146.

souveraineté. A leurs ambassadeurs extraordinaires auprès de LL. EE. de Berne, Gaspard-Eugène Stockalper et Jean-Joseph Julier, ils précisèrent bien qu'il ne pouvait être question pour eux de demander une médiation de Berne. Car, remarquaient-ils, il faut bien considérer que ceux de Monthey se sont rendus coupables du crime de lèse-majesté et que de surcroît il ne saurait y avoir de médiation « qu'entre égaux »²⁴.

Ils allaient montrer sous peu que ce n'était point là de vaines paroles.

La lettre d'exhortation à la soumission que l'évêque adressa, le 28 octobre, aux Bas-Valaisans fut comme le signe avant-coureur de celle du 6 novembre, brutale et indignée, par laquelle Sigristen apportait au gouvernement de Monthey les décisions définitives et sans appel de la haute commission. Nous l'avons déjà analysée, ce qui nous dispense d'y revenir ici²⁵. Nous savons aussi les conséquences qu'elle entraîna : la soumission en chaîne et très rapide des communautés du Bas-Valais, à commencer par Saint-Maurice et pour finir par celles du gouvernement de Monthey. Du 6 au 14 novembre, en effet, toutes, à tour de rôle, baissèrent pavillon et, de guerre lasse, acceptèrent sans objections les dures conditions qu'on leur imposait.

Exactement dans le même temps, c'est-à-dire le 14 novembre aussi, Schiner refaisait surface. Tout en reconnaissant « les fautes et manquements aussi multipliés que considérables » de son administration, il pouvait maintenant relever la tête et réclamer, sinon le rembour, du moins « bonification à la taxe » de ce qu'il avait perdu durant la Bagarre, de tout ce qu'on avait cassé ou emporté ou vendu, des causes fiscales et des bans restés en suspens et dont il n'avait pas encore perçu le montant, etc. Il pouvait pousser l'audace jusqu'à demander l'« indemnisation de son expulsion »²⁶.

Pourtant, on put croire un instant que la rigidité du souverain à l'endroit de ses sujets allait s'assouplir quelque peu. La première lettre du grand bailli à Devantéry au lendemain de la

²⁴ Grenat, p. 426.

²⁵ Voir ci-dessus, p. 113.

²⁶ AV, cart. 81, fasc. 3, n° 60.

reddition des Bas-Valaisans est, en effet, pleine d'onction. En prenant un air digne et doux, tel un bon père longtemps méconnu et offensé par ses enfants, le souverain ouvrait en quelque sorte son cœur pour qu'on y découvre ses bonnes dispositions et son désir de chercher à « rendre heureux son peuple »²⁷.

Mais ce n'était là qu'une trêve. Tout à la joie de son triomphe, puisque la révolte était désormais bien matée, le gouvernement valaisan fut d'abord tout heureux de le claironner à travers la Suisse : lettres du 29 novembre à Soleure, à Fribourg et à Berne²⁸ ; lettre à Berne encore en date du 6 décembre²⁹. Et les échos de la bonne nouvelle ne tardèrent pas à se communiquer et à se répercuter à la ronde : lettre du 4 décembre, de Berne aux cantons de Zurich, Glaris, Bâle, Schaffhouse et Appenzell ; lettre du même jour, de Berne aux cantons alliés du Valais, à savoir les sept cantons catholiques ; lettre du 15 décembre, du même aux mêmes...³⁰.

Surtout les magistrats valaisans voulurent poursuivre jusqu'au bout leur succès. Eux qui, en réponse aux légitimes et pressantes requêtes des Bas-Valaisans, s'étaient contentés de les bercer de promesses vagues et fallacieuses, ils ne se satisfaisaient pas maintenant des assurances écrites et réitérées de leurs administrés. Ils tinrent à faire un exemple et à détruire si possible définitivement les ferments de la révolte.

A cet effet, ils convoquèrent les Bas-Valaisans à une cérémonie en quelque sorte expiatoire. Ce fut la diète extraordinaire tenue à Sion du 4 au 10 décembre et inaugurée par une solennelle mise en scène à la cathédrale, où la délégation sujette dut prêter publiquement et avec une déférence toute religieuse le serment de fidélité à leurs maîtres et seigneurs. Nous ne reviendrons pas ici sur les nombreux interrogatoires tendant à découvrir les respon-

²⁷ Voir ci-dessus, p. 120 ; Clément, *Révolution 1790*, pp. 362-363.

²⁸ AV, cart. 55, fasc. 1, n° 33 ; AV, cart. 47, n° 64 ; Morell, p. 35 ; ACS, XIII, pièce 174.

²⁹ *Ibidem*, pièce 185.

³⁰ ACS, XIII, pièce 175 ; BAE, DMB, n° 100, pp. 37, 40-41.

sabilités, ni sur les décisions prises surtout au sujet des frais à payer, de la désignation des nouveaux gouverneurs ou de l'élaboration d'un nouveau code. Constatons seulement que si le souverain ne put sévir avec toute la force qu'il aurait souhaitée — il y avait à cela bien des raisons en somme : intervention de Berne, impossibilité de trouver les vrais coupables, conscience de sa propre responsabilité, etc. —, sa puissance ne fut en rien diminuée. Il put en particulier et en toute quiétude réinstaller les anciens bail-lis, celui de Monthey excepté.

Cette attitude d'intransigeance et de dureté du gouvernement valaisan fut parfois assez mal jugée et fut loin de rencontrer l'approbation générale. Nous avons déjà vu quelles furent les réactions de Berne, de Fischer surtout, à qui une telle sévérité paraissait « tout à fait inconvenante » et qui, considérant « cette voie comme la moins favorable et la moins avantageuse à la république du Valais elle-même », conseilla si souvent la douceur et la modération³¹.

Les autres Etats confédérés réagirent presque toujours dans le même sens. Qu'il nous suffise de produire, à titre d'exemple, ce que le landammann et le conseil d'Uri, en date du 6 novembre, écrivaient à Berne à propos justement de la rigidité haut-valaisanne : « Permettez, chers Confédérés, de vous dire franchement que nous sommes très fâchés à cause de l'opiniâtreté avec laquelle le souverain, induit en erreur, essaie de réduire les droits qu'il n'aurait jamais dû ni diminuer ni toucher (*geschmählert und ver-ringert*)...³² »

Il est juste de relever aussi que dans le Haut-Valais lui-même tout le monde n'approuvait pas l'attitude intransigeante et cas-sante adoptée vis-à-vis du Bas. Des notes discordantes se firent entendre ici et là et jusqu'au sein de la diète. Dans une lettre du 25 octobre au Conseil secret, Fischer remarque, par exemple, que Sigristen « est encore et toujours pour la douceur, mais que MM. de Courten et le secrétaire d'Etat [Hildebrand] Roten opinent pour la sévérité » ; de son côté, le peuple des dizains, une fois

³¹ Junod, pp. 132-133.

³² ACS, XIII, pièce 140.

éclairé sur les vrais mobiles et griefs des Bas-Valaisans, revient parfois de son irritation contre eux et, sans aller toujours jusqu'à la retourner contre ses propres représentants qui lui ont caché le véritable état de la situation³³ ou qui ont abusé de leurs pouvoirs, se montre plutôt prêt à faire droit aux revendications des sujets³⁴.

La ville de Sion, elle, va plus loin encore, puisqu'à un moment donné, elle était disposée à leur donner la main. C'est en tout cas ce qu'affirmeront, chacun de leur côté, le Montheysan Barthélemy Guillot et un certain Ignace Silberling, cordonnier à Sion³⁵. Que si l'on trouve ces témoignages par trop sujets à caution, voici celui d'un chroniqueur moins suspect et généralement bien informé qui corrobore les premiers. Dans une lettre du 25 octobre, écrite de Sion à son mari, madame Ignace de Courten note, en effet, que « ceux du Haut se méfient de la ville [de Sion] ; ils ont fait tous leurs préparatifs [il s'agit de la préparation de la petite armée de deux mille huit cents hommes] sans rien dire, ceux du Haut-Valais ont souvent des assemblées à Sierre, où le bailli [Sigristen] est toujours depuis cette brouillerie. Ceux du Haut-Valais ont fait venir deux mille fusils sans rien dire à la ville... Le patrimonial [Alphonse-Félix de Torrenté] a dit des gros mots à M. Barberini, ainsi que des paysans aux conseillers du dizain, parce que ceux du Haut-Valais sont prêts, mais pas la ville. On se méfie les uns des autres... »³⁶

Plus d'une fois enfin, l'évêque Blatter, en sa double qualité de nouveau pasteur du diocèse - il fut élu le 3 août 1790 et sera sacré le 13 février 1791 - et de père de la patrie - il fut le dernier *Landesherr* du Valais -, tenta de se faire le médiateur entre les deux camps adverses et s'employa à contrebalancer la tendance dure des magistrats haut-valaisans. Outre la lettre du 13 septembre

³³ Le gouverneur d'Aigle, Diesbach, en date du 1^{er} novembre, transmet au Conseil secret une rumeur qui montre jusqu'où dut aller leur exaspération. « Le bruit court, écrit-il en substance, que le peuple dans le Haut-Valais commence à se dresser contre ses magistrats ; le banneret Roten doit avoir reçu un coup de poing ; le grand bailli se laisse rarement voir en public... » Voir Junod, p. 138.

³⁴ *Ibidem*, p. 134.

³⁵ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 244 ; ABS, tir. 91, n° 13, p. 4.

³⁶ Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n° 146, pp. 1-2.

au clergé de Monthey, nous relèverons celle qu'il adressa le 11 novembre au grand bailli et le discours qu'il tint devant la diète, le 4 décembre. Dans la lettre du 11 novembre, où il demandait l'amnistie générale pour tous les sujets bas-valaisans, il ne craignait pas de faire remarquer la honte qu'il y aurait pour eux, disciples du Christ, si des gouvernements de pays non catholiques devaient par leur plus grande douceur inspirer l'idée que leur religion est meilleure que la chrétienne. Dans le discours du 4 décembre, il sollicitait à nouveau l'indulgence des hauts seigneurs en faveur de leurs sujets et l'oubli complet de leurs torts passés. Tout en justifiant par la nécessité d'un bon gouvernement de l'Etat certaines mesures préventives de coercition et l'emploi de la force comme moyen d'intimidation, il déclarait en substance et notamment que « la peur seule ne peut vivifier un régime... Un souverain sage doit savoir employer et mêler la crainte et la douceur... Un souverain trop sévère est haï par le peuple et peut l'amener à des pensées de désespoir...³⁷ »

D. Tactique de duplicité

Commandée par la peur ou par le désir de maintenir sa domination, la politique haut-valaisanne comporte un dernier aspect qu'il nous faut maintenant dégager.

Une lettre du 18 octobre adressée par le Valais à LL. EE. de Berne va nous le révéler sommairement et en même temps nous en donner un premier aperçu. A propos de cette lettre, Morell fait, en effet, remarquer que le gouvernement valaisan y donne « un récit faussé » du mouvement bas-valaisan³⁸. A titre d'exemple, il cite l'allusion qui y est faite à la lettre du 13 octobre des sujets où ledit gouvernement se dit convaincu de leur obstination et de leur volonté de continuer la révolte, dans le moment où, au contraire, ils viennent de se déclarer prêts à accepter les gouverneurs et à les respecter comme les représentants du souverain (4 et 6 octobre) et alors qu'ils soumettent leurs demandes non plus à titre

³⁷ Clément, *Révolution 1790*, p. 348, V ; voir ci-dessus, pp. 74, 116 et 147.

³⁸ Morell, p. 30.

de revendications mais comme des suppliques et des grâces. Dans cette même lettre, les autorités valaisannes dénoncent les troubles des premiers jours de l'émeute comme une réaction abusive à une juste punition donnée par Schiner. Cette présentation des faits et des intentions leur permettait évidemment de justifier le recours à la force pour rétablir l'ordre (*scheinet uns kein anderes Mittel übrig, als die Irrgegangenen mit Gewalt zum Gehorsam zu treiben*)³⁹.

C'est donc cette attitude de dissimulation et de faux-fuyant de l'Etat valaisan qu'il nous faut maintenant démasquer brièvement. Nous verrons qu'elle s'est manifestée à la fois à l'égard des dizains souverains et vis-à-vis des sujets bas-valaisans et d'une double manière dans les deux cas.

1. A L'ÉGARD DES DIZAINS

a. Dissimulation de la vérité

Dans ses rapports avec les communes haut-valaisannes, le gouvernement a plus d'une fois manqué de confiance et de loyauté, en leur cachant la vérité.

Ainsi, ni devant la haute commission, cependant constituée à cet effet, ni à la diète de décembre, on ne donna lecture des griefs que les mémoires des Bas-Valaisans formulaient contre les gouverneurs. On ne les communiqua pas davantage aux « condizainiers ». Pour motiver une telle dérobade, la haute commission, pourtant présidée par le grand bailli, invoquera plusieurs raisons à la vérité peu convaincantes et qui, en réalité, en masquent une autre, inadmissible. Elle expliquera, par exemple, que les délégués des deux gouvernements bas-valaisans l'avaient assurée avoir produit ces griefs non pas tant afin d'exiger réparation pour le passé que « pour prouver au souverain Etat la nécessité d'un redressement » pour l'avenir. Du reste, ils ne les avaient pas accompagnés des pièces justificatives auxquelles ils s'étaient obligés... C'est pour-

³⁹ ACS, XIII, pièce 105.

quoi, non seulement leurs demandes n'avaient aucun fondement juridique, mais ils méritaient eux-mêmes « un juste reproche » pour cette omission⁴⁰.

Grenat fait à ce sujet une remarque fort pertinente, même si elle n'est pas d'un français rigoureux : « Il est cependant, écrit-il, des faits qu'il suffit d'énoncer pour n'avoir pas besoin d'être prouvés. » En fait, la vraie raison de la conduite des hauts seigneurs est facile à deviner et c'est encore Grenat qui en soulève le voile : tout cet étalage de honte était trop véridique et trop éloquent, il « mettait trop en relief la tyrannique cupidité » des représentants de l'Etat et par contrecoup la culpabilité du gouvernement dont ils accusaient indirectement la connivence⁴¹.

Il faut aussi à ce propos rappeler l'interdiction portée, au courant du mois d'octobre, contre les écrits ou les émissaires bas-valaisans, que l'on intercepta et à qui on donna littéralement la chasse, parce qu'ils pouvaient éclairer sur la vraie situation des sujets. Effectivement, à plusieurs reprises, les communes des dizains se plaignirent qu'on leur dissimulait « le véritable état des choses ». Aussi se montrèrent-elles plus d'une fois fort résolues, celles de Conches en particulier, à vouloir s'en instruire par elles-mêmes et descendre à cet effet dans le Bas-Valais, accompagnées de bourreaux pour punir les coupables, « tant du Haut-Valais que du Bas »⁴².

Le témoignage de Fischer est lui aussi révélateur. Après avoir pris connaissance de diverses pièces à lui transmises par LL. EE. de Berne et tout particulièrement de la lettre du Valais du 18 octobre, le sénateur bernois, dans une lettre du 25 octobre à ses supérieurs, conclut « que le gouvernement valaisan, par des rapports superficiels et par des annexes incomplètement communiquées, veut éviter un examen plus approfondi de sa position discutable... », celle de durcir son attitude envers les Bas-Valaisans et de vouloir recourir aux moyens d'extrême sévérité contre eux⁴³.

⁴⁰ ABS, tir. 91, n° 13, p. 2.

⁴¹ Grenat, pp. 424-425.

⁴² *Ibidem*, p. 425 ; Junod, p. 134 ; fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, n°s 148, 149 et 150.

⁴³ Junod, p. 132.

Dans une autre lettre du 1^{er} novembre, il rapporte que plusieurs membres de la diète et, entre autres, nombre d'anciens gouverneurs, se sont opposés à la proposition du grand bailli de communiquer au peuple des dizains les plaintes des Bas-Valaisans. C'est ce qui incitera les cent quarante représentants desdits dizains, devenus méfiants, à se renseigner eux-mêmes, lors de la diète extraordinaire de décembre, auprès des députés du Bas-Valais. Ils iront jusqu'à leur promettre de ne pas quitter l'assemblée avant d'avoir remédié à leurs maux et puni les coupables⁴⁴.

Une lettre de Joseph-Alphonse de Nucé à son beau-frère Ch.-E. de Rivaz rapporte dans le même sens « qu'il y a à Sion vingt paysans de chaque dizain et qu'ils ont établi des sentinelles et des espions pour veiller et empêcher que les seigneurs d'Etat ne communiquent avec les députés du Bas-Valais et qu'ils veulent absolument savoir tous les griefs »⁴⁵.

b. Déformation de la vérité

Il y a plus grave encore. Usant de mauvaise foi, le gouvernement valaisan n'hésita pas parfois à présenter les faits sous un faux jour, même à ses propres ressortissants.

Ce fut le cas notamment pour la lettre du 13 octobre, par laquelle, redisons-le, les Bas-Valaisans maintenaient leurs revendications, se promettant même, sur la propre invitation du souverain, de leur chercher un fondement historique, et protestaient au nom de leurs privilèges contre la garde qu'on exigeait d'eux pour la sûreté du gouverneur. Cette lettre, pourtant raisonnable et soumise, et jugée telle par des hommes aussi pondérés et objectifs que Ch.-E. de Rivaz et le capitaine Devantéry⁴⁶, fut non seulement interprétée comme un refus d'obéissance par les magistrats haut-valaisans, mais présentée comme telle aux peuples des dizains dans une assemblée extraordinaire tenue à Sierre le 16 octobre déjà. C'était là, aux yeux des autorités valaisannes, la

⁴⁴ *Ibidem*, pp. 138, 142.

⁴⁵ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 18.

⁴⁶ Voir ci-dessus, par exemple, pp. 105 et 108.

justification des mesures de coercition décidées les jours suivants et que nous avons déjà signalées : rupture des relations épistolaires, menace d'une intervention armée des cantons alliés, mise en place de dispositifs militaires et finalement, c'est-à-dire le 6 novembre, sommation sèche d'une capitulation totale et sans conditions.

A la même époque, et toujours pour motiver sa tactique d'intimidation, le gouvernement valaisan recourait à un moyen que Morell qualifie de « mesquin » et qui est, en effet, tout simplement déshonnête et abusif, l'affichage à Sion « d'une partie seulement » de la lettre du 27 septembre de Berne au Valais, à savoir les passages qui contenaient la promesse d'aide confédérale, mais en omettant l'exhortation à faire droit aux justes revendications des sujets. Fischer, qui rapporte cette nouvelle dans une lettre du 1^{er} novembre au Conseil secret, ajoute que par cette manœuvre « le peuple dans le Haut-Valais a été encouragé et excité » contre le Bas, tandis que les Bas-Valaisans se trouvèrent au contraire « dans le plus grand embarras »⁴⁷.

2. A L'ÉGARD DES BAS-VALAISANS

La conduite des autorités valaisannes ne fut pas différente vis-à-vis de leurs sujets. Là aussi sa politique fut souvent louvoyante et équivoque.

a. *Politique d'attentisme, de temporisation*

Sa première méthode ou attitude consista à ajourner et réajourner indéfiniment les dispositions de réformes à prendre : attermoiements, réponses évasives, assurances prometteuses mais qu'on était décidé à ne pas tenir.

Dès les premiers temps des pourparlers avec ses sujets, le gouvernement valaisan, tout en déclarant vouloir tenir compte

⁴⁷ Morell, p. 32 ; Junod, pp. 137-138.

des revendications présentées, montra sa ferme volonté de maintenir dans toute sa force l'ancien état de sujétion. Ainsi, dans une lettre du 13 septembre à Devantéry et à ceux de Monthey, le grand bailli se disait disposé à écouter leurs griefs « avec plaisir et attention »⁴⁸. Mais six jours plus tard, soit le 19 septembre, le même grand bailli faisait part au gouvernement bernois de sa détermination à prendre les mesures nécessaires pour protéger par main armée les droits du souverain ; à cet effet, il s'entendait avec son puissant voisin pour une éventuelle collaboration⁴⁹. Morell assure à ce propos que le plan du Haut-Valais dans cette circonstance consistait à tempérer la première ardeur des émeutiers par des promesses de réformes pour ainsi amener la désunion dans les communes et ensuite réduire par la force ceux qui maintiendraient encore leurs revendications⁵⁰.

D'après Ribordy, c'est aussi pour semer et entretenir la division dans le camp opposé et ainsi gagner du temps que, le 22 septembre, la diète envoya aux communes qui n'avaient pas pris part au soulèvement des 8 et 9 septembre un message d'encouragement et de félicitations, lui aussi plein d'assurances pour l'avenir⁵¹. Le fait est, en tout cas, que dans une lettre du 26 septembre au colonel Pierre-Hyacinthe-Valentin de Riedmatten, Sigristen reconnaissait que la défection de l'Entremont pourrait bien avoir causé celle de Vouvry et de Muraz⁵². Quant aux belles promesses du message, elles demeurèrent, hélas ! sans lendemain : la diète de décembre les oubliera ou les ignorera quasi totalement et leur rappel par les intéressés n'éveillera aucun écho chez les magistrats alors assurés de leur victoire.

En attendant, les discussions au sujet de la suppression des abus tiraient en longueur, à la grande déception et irritation de la population bas-valaisanne qui, au fur et à mesure que le temps passait, voyait s'effriter ses espoirs de changement. La haute commission d'Etat demandée par les sujets pour entendre leurs

⁴⁸ Clément, *Révolution 1790*, p. 350, VII.

⁴⁹ ACS, XIII, pièce 51.

⁵⁰ Morell, p. 21.

⁵¹ Ribordy, pp. 8-9.

⁵² Fonds L. de Riedmatten, cart. 6, fasc. 10, n° 176.

griefs et réunie à cet effet le 30 septembre n'entendit la lecture que de quelques-uns d'entre eux, de façon que ni elle ni les dizains n'en eurent connaissance, au moins officiellement. Les ignorer dispensait évidemment d'y remédier ⁵³.

Le lendemain, il est vrai, elle promettait aux députés bas-valaisans de « prendre connaissance et en considération » leurs requêtes, mais, en même temps, elle renvoyait lesdits députés à leurs communautés respectives sous le prétexte d'un manque de « procure suffisante » de leur part à propos de leur demande d'abolition des gouverneurs ⁵⁴. Parlant de cette dernière mesure, Fischer, dans une lettre du 4 octobre au Conseil secret, remarque qu'elle « a l'apparence d'un simple prétexte pour gagner du temps ». Il se demande alors si c'est dans l'intention louable de calmer les esprits ou — solution qu'il tient « pour dangereuse et même pour nuisible » — pour lui permettre de prendre des mesures de rigueur ⁵⁵.

Nous savons ce qu'il en fut, hélas ! Nous connaissons les réponses vagues et dilatoires ou franchement négatives du souverain à la plupart des demandes du *Mémorial* des Bas-Valaisans, demandes qu'il considérait comme des tentatives d'émancipation ouverte ⁵⁶. Et Morell déclare sans ambages que, par exemple, la réponse évasive de la commission à la proposition bas-valaisanne de différer le retour des baillis jusqu'à la promulgation du code cachait son dessein de les rétablir par la force ⁵⁷.

b. Politique d'intimidation

Il faut relever une dernière manifestation de l'attitude, peu franche et en tout état de cause indigne d'un souverain, adoptée par l'Etat valaisan dans ses rapports avec ses subordonnés. Il s'agit des moyens d'intimidation auxquels il eut parfois recours

⁵³ ABS, tir. 91, n° 13, p. 2.

⁵⁴ Clément, *Révolution 1790*, p. 355, XVIII.

⁵⁵ Junod, p. 128.

⁵⁶ Voir ci-dessus, pp. 101-102.

⁵⁷ Morell, p. 27.

pour assurer son autorité. Pour éviter de trop nous répéter, contentons-nous de rappeler entre autres les pressions indirectes exercées par l'entremise de Berne, l'interruption des relations entre les deux parties du pays, la menace d'intervention armée, la sommation faite aux délégués bas-valaisans, en diète du 6 décembre, d'avoir à produire dans les trois semaines — et cela sous peine de forclusion perpétuelle — leurs plaintes et leurs accusations contre les gouverneurs, etc. Cette dernière mesure, si sage en apparence et qui aurait pu, sinon prévenir de nouveaux abus, du moins redresser les torts passés, était accompagnée, nous l'avons dit⁵⁸, de l'avertissement singulièrement restrictif que toutes les allégations devaient être étayées de preuves péremptoires, sans quoi ils seraient soumis eux-mêmes à la loi du talion. C'en était assez, on le comprend, nous dit Grenat, « pour fermer la bouche à des gens qui avaient tout à craindre de la part des accusés, qui tous appartenaient aux familles les plus influentes du pays »⁵⁹.

La conséquence logique et immédiate de ces divers comportements, de cette politique chafouine et finassière du souverain, fut pour les sujets non seulement de voir anéantis tous leurs espoirs et leurs rêves, mais aussi de réveiller et d'entretenir chez eux un esprit de méfiance et d'hostilité, sentiments qui iront croissant et qui s'exprimeront ouvertement lors de la révolution de 1798, épilogue de toute cette aventure.

⁵⁸ Voir ci-dessus, p. 148.

⁵⁹ Grenat, p. 429.

Chapitre III

Attitudes du Bas-Valais

La dureté et la rapidité de la répression — le Valais tenait à ce que l'affaire fût terminée avant l'hiver — ne doit pas nous leurrer et nous faire oublier que cette révolution de 1790 n'en fut pas moins légitime, et à trois titres au moins : dans ses causes, dans les buts poursuivis, dans les moyens employés.

Les causes, nous les avons longuement analysées dans la deuxième partie de cet ouvrage ; elles se résument et se concrétisent dans les nombreux abus qu'un système vieux de trois siècles engendra, surtout de la part de gouverneurs cupides et de leurs fiscaux. Les buts, tels que nous avons essayé de les dégager dans la troisième partie, se ramènent à deux essentiels : d'une part, mettre fin à ces abus et en prévenir le retour, surtout par l'établissement d'un code de lois clair et uniforme ; d'autre part, rétablir et conserver leurs anciens privilèges, ceux que par l'acte solennel du 25 février 1536, renforcé par le traité de Thonon du 4 mars 1569, le souverain s'était engagé à respecter et à perpétuer.

Quant aux moyens mis en œuvre pour assurer ces buts, nous voudrions maintenant montrer qu'ils furent légitimes eux aussi, c'est-à-dire dans la ligne de l'obéissance due et de la légalité. Pour ce faire, il nous suffira de mettre en évidence un double caractère de la politique des Bas-Valaisans : leur soumission et leur modération.

Ajoutons ici, pour ne pas y revenir, que ce comportement fut de leur part bien digne d'éloges, surtout si l'on considère la dureté de leur condition de sujets et l'attitude pour le moins peu conciliante de leurs maîtres, qui ne facilita guère l'adoption de cette ligne de conduite.

Sans doute, et il est juste de le relever, des émeutes déprédatrices et regrettables furent enregistrées ici ou là, les premiers jours surtout, ainsi que nous l'avons déjà relaté dans la première partie. Mais il faut souligner aussi qu'on ne recourut à ces moyens qu'après avoir vainement fait appel au jugement et à l'intervention du souverain pour qu'il mette fin aux injustices, cause de ces émeutes. De plus, de tels mouvements d'humeur, rares et de courte durée, furent le fait de quelques éléments isolés, que tant les autorités locales que la partie saine de la population rappellèrent rapidement et sévèrement à l'ordre. Ils furent enfin démentis et rachetés par toute l'attitude de respect et de patience qu'adoptèrent dans la suite les peuples sujets et leurs chefs.

A. Attitude de soumission

Ce qui frappe d'abord chez ceux qu'on se plaisait à appeler des « rebelles », c'est leur esprit de soumission, laquelle se traduisit par des déclarations réitérées d'obéissance et de fidélité au souverain et par une préoccupation constante d'établir et de maintenir avec lui des contacts loyaux et confiants.

1. PROTESTATIONS D'OBÉISSANCE ET DE FIDÉLITÉ

Non seulement il ne fut pas question pour les Bas-Valaisans de 1790 de chercher à s'émanciper de la domination politique du Haut-Valais, reconnue solennellement par leurs ancêtres le 25 février 1536, mais à maintes reprises et dans des documents officiels, ils déclarèrent expressément qu'ils reconnaissaient toujours les VII Dizains comme leurs maîtres de droit et que leurs différentes démarches ou entreprises n'avaient d'autre but que la sup-

pression des abus et l'établissement d'une vraie justice. « Gracieux souverain, dit un pamphlet contre les gouverneurs et châtelains de Saint-Maurice, vous êtes notre père. Votre intérêt est le nôtre et le nôtre est le vôtre ; nous devons tous tendre au même but, tous y coopérer avec zèle et intégrité... »¹ De telles paroles, on en conviendra, n'ont guère l'accent de la révolte et de l'insubordination.

Il en est de même de celles de délégués de l'Entremont et de Martigny qui, le 20 ou le 21 septembre, viennent déposer aux pieds de l'évêque et du grand bailli leurs serments d'allégeance, se désolidarisant ainsi de la cause bas-valaisanne.

Mais les députés montheysans et agaunois convoqués à Sion à la même date ne sont pas moins explicites : devant la diète assemblée, ils attestent eux aussi que, s'ils revendiquent certaines réformes et en particulier la suppression des gouverneurs, ils reconnaissent néanmoins l'Etat pour leur souverain légitime. Et quand, dès la fin de septembre déjà, ils voient s'envoler leur beau rêve d'être débarrassés des baillis, ils expriment le désir que, du moins, les représentants de l'Etat soient, non plus des juges, mais surtout des témoins de leur fidélité.

Le 6 octobre, convoqués devant la haute commission, ils prêtent une nouvelle fois, « en main levée », le serment de fidélité à leur souverain.

Nouvelle démarche, par l'intermédiaire du capitaine Devantéry cette fois, qui, dans une lettre du 28 octobre, assure Sigristen de l'entière et respectueuse soumission du gouvernement de Monthey.

La terrible sommation de Sigristen du 6 novembre va entraîner, avec la capitulation en chaîne de toutes les communes, de nouvelles déclarations d'attachement et de respectueuse obéissance envers le souverain.

Mais c'est surtout dans la séance du 4 décembre, en présence des autorités valaisannes et de pas moins de cent quarante représentants des dizains, que cet acte de soumission fut fait de la

¹ AV, cart. 81 bis, fasc. 1, n° 70.

manière la plus solennelle et la plus spectaculaire, comme aussi la plus humiliante pour les Bas-Valaisans ².

Même dans plus d'une correspondance particulière, on retrouve l'expression de ces sentiments respectueux et dociles de déférence et de dépendance, de confiance aussi parfois, envers le souverain.

Par exemple, Charles-Emmanuel de Rivaz, dans une lettre du 23 septembre adressée à son beau-frère Eugène de Nuce, exprimera l'espoir qu'en cédant à l'Etat sur l'article de l'abolition des baillis, « on obtiendra de lui des concessions avantageuses qui empêcheront les gouverneurs d'opprimer ; que ces concessions seront faites promptement, de bonne grâce... » ³.

De même, le châtelain de Vouvry, Michel Pignat, écrivant le 12 octobre au capitaine Jean Devantéry, dira la confiance qu'il met en « notre gracieux souverain et père » pour, à l'avenir, couper la racine « à tout abus quelconque d'autorité... » de la part de ses représentants ⁴.

Après de si multiples protestations d'obéissance et de fidélité, les Bas-Valaisans n'étaient-ils pas en droit d'affirmer en toute vérité qu'ils étaient loin d'être des révoltés ? Ils pouvaient se targuer, au contraire, de n'avoir jamais failli à leurs devoirs de sujets fidèles et respectueux.

2. POUR PARLER FRANCS ET OUVERTS AVEC L'AUTORITÉ

Ils ne se contentèrent pas pourtant de marquer leur soumission par des paroles seulement, si sincères et si solennelles qu'elles aient été. Ils surent aussi la manifester concrètement par de fréquentes prises de contact avec l'autorité souveraine, la mettant au courant de leurs diverses activités, de leurs desiderata, de leurs projets, de leurs sentiments... ; la faisant juge aussi de la légitimité et du bien-fondé de leurs requêtes et de l'interpréta-

² Voir ci-dessus, p. 146.

³ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 23, p. 2.

⁴ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 314.

tion qu'ils donnent de leurs usages et privilèges ; allant même jusqu'à l'appeler à l'aide pour mettre fin au désordre chez eux.

C'est ainsi que le jour même de la Bagarre et une nouvelle fois le lendemain, le capitaine Devantéry écrit à Sigristen pour l'instruire des événements, en attendant que deux émissaires spéciaux, Jean Delseh et Barthélemy Guillot, dépêchés d'urgence, se rendent tout exprès jusqu'à Ernen pour les lui faire connaître plus en détail.

Une nouvelle délégation de deux hommes, Barthélemy Grenon et Jean-Joseph Gex-Collet, se rend à Sion, le 13, avec une lettre de recommandation à l'adresse de l'évêque et avec de « respectueuses représentations » — l'expression est de Mgr lui-même — de la part du clergé du gouvernement de Monthey.

Trois jours plus tard, soit le 16 septembre, une assemblée du même gouvernement décide l'envoi d'une nouvelle ambassade de trois membres auprès du souverain aux fins de l'assurer de la pureté de leurs intentions dans leurs efforts pour établir des plans de réformes équitables et, en même temps, le supplier d'envoyer une députation à Saint-Maurice pour y entendre leurs griefs et leurs propositions. Même si, pour les raisons que nous avons signalées, la mission projetée par les Bas-Valaisans dut être annulée, elle montre assez leurs vrais sentiments et leur volonté d'entente et de soumission.

Le 21 septembre, ce n'est pas moins de dix députés qui se portent à Sion pour répondre à une invitation du souverain de participer à une diète extraordinaire. Mais avant même la séance, lesdits députés se rendent ensemble chez le grand bailli pour faire amende honorable, « les larmes aux yeux », pour les événements du 8, en expliquer quelques-unes des causes déterminantes et solliciter l'autorisation de pouvoir soumettre à la diète le *Mémorial* de leurs demandes⁵. S'adressant ensuite aux seigneurs « comme des fils à leur père », ils leur soumettent une proposition qui leur paraît la solution idéale pour résoudre le conflit qui les oppose, à savoir la suppression du poste des gouverneurs⁶.

⁵ Voir ci-dessus, pp. 83-84.

⁶ AV, L 23, p. 648.

De même, le 29 septembre, avant de présenter le plan de leurs requêtes et leurs projets pour l'avenir à la haute commission spécialement constituée le 21 pour les entendre, les députés du Bas-Valais *in corpore* prennent la précaution d'en instruire au préalable le grand bailli au cours d'une visite particulière qu'ils lui rendent en sa demeure. Et, dans la première assemblée du lendemain, tandis que les députés de Saint-Maurice poussent la docilité jusqu'à prier le souverain de les aider à « ramener l'ordre, la paix et la tranquillité publique » et à empêcher à l'avenir le retour de nouveaux excès, ceux de Monthey expriment respectueusement leurs desiderata au sujet du nouveau rôle qu'ils voudraient voir dévolu aux gouverneurs : qu'ils soient préposés « pour percevoir les revenus du souverain, être témoins de notre fidélité et veiller à ce que l'ordre public et le respect pour les lois fussent conservés », mais qu'ils n'aient plus à s'occuper de l'administration de la justice. C'était, du reste, comme ils l'écriront, le 18 octobre, à LL. EE. de Berne, « à titre de grâce » qu'ils avaient fait cette requête concernant les gouverneurs⁷.

C'est aussi à ce titre que, le 14 octobre, Jacques de Quartéry sollicite le secours de Sigristen. Devant l'agitation grandissante du peuple de Saint-Maurice, irrité surtout de ne pas obtenir la suppression tant souhaitée du poste de gouverneur, le châtelain prie le grand bailli de l'assister de ses sages avis et de son haut patronage. « J'ai toujours plus besoin que jamais de vos prudents conseils et de votre précieuse protection », écrit-il notamment⁸.

Autres démarches humbles et soumises : celles que, coup sur coup, le même châtelain de Quartéry et le capitaine Jean Devantéry entreprirent pour garder, avec le souverain, le contact que ce dernier, pour des raisons qu'ils ignoraient, s'appropriait à interrompre.

Le premier, dans une lettre à Sigristen, en date du 21 octobre, exprime d'abord sa surprise devant son silence, puis son désappointement et ses appréhensions : « Toute ma confiance était en vous, lui écrit-il, et si vous m'abandonnez, comme je le crains,

⁷ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 35 ; Clément, *Révolution 1790*, p. 354, XVI ; Junod, p. 150.

⁸ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 276-277.

je ne sais plus quel parti prendre ». Malgré tout, il n'a pas perdu l'espoir de voir le grand bailli accéder à sa demande de venir dans le Bas-Valais calmer les esprits et, par sa présence et ses paroles de douceur, y faire renaître le bonheur et la paix. Il termine son message par ce pressant et touchant appel : « Si aucun autre motif ne peut engager Votre Excellence à m'honorer d'une réponse, qu'elle le fasse au moins par pitié, je l'en supplie instamment, ainsi que me continuer sa protection... »

Le capitaine Devantéry écrit à son tour, le 22 octobre, au même Sigristen. « Avec une respectueuse confiance », il lui représente combien ce traitement, s'il se confirmait, serait injuste et immérité, tout comme est injustifié et cruel le projet de LL. EE. d'envoyer des troupes contre eux. Les sujets ne venaient-ils pas, en effet, quinze jours plus tôt, le 6 octobre exactement, de renouveler une fois de plus leur serment de fidélité ? Aussi, comptant encore et malgré tout sur la bonté et l'équité du souverain, comme aussi sur son sens religieux et son amour de la justice, Devantéry le supplie-t-il, en terminant, de « mettre encore sous les yeux des communautés des sept louables dizains les nouvelles assurances de notre disposition à être fidèles comme du passé... »⁹

Ces interventions dignes, expression d'une obéissance active et d'un désir évident de réconciliation, ne rencontrèrent pas l'écho qu'elles eussent mérité, puisque trois jours plus tard, le 25 octobre, Sigristen annonçait officiellement à Devantéry la rupture effective des relations¹⁰. On vit bien alors jusqu'où pouvait aller l'esprit de soumission des sujets. Feignant de voir dans la lettre du grand bailli une preuve ou du moins une tentative de rapprochement, ils s'y accrochèrent comme à une bouée de sauvetage et y répondirent par la plume de Devantéry. Dans leur lettre du 28 octobre, ils marquent d'abord leur profond étonnement devant l'attitude incompréhensible du souverain et essaient de le convaincre de la pureté de leurs intentions et de la sincérité de leurs démarches. « Nous ne saurions..., Monseigneur, nous figurer ce qui pourrait nous attirer l'indignation de notre

⁹ Fonds Barberini, n° 34, pièce 32.

¹⁰ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 308.

gracieux souverain puisqu'en examinant avec la plus scrupuleuse attention toute notre conduite, nous n'y trouvons rien qui s'écarte de la soumission et de la fidélité que nous lui avons vouée, puisque nous venons, par le serment le plus solennel, de lui en renouveler l'assurance et que nous lui en avons donné un témoignage particulier dans notre disposition à recevoir ses représentants. » Expliquant ensuite les raisons de leurs réticences et de leurs observations au sujet d'une garde qu'on exigeait d'eux pour les gouverneurs, ils font remarquer qu'« un peuple qui demande des grâces à son souverain, qui réclame avec respect ses privilèges, qui met sa confiance dans sa bonté pour y être maintenu et qui n'emploie d'autres moyens pour obtenir, se conduit d'après les règles de la plus exacte soumission... Telle est notre conduite », conclut alors Devantéry ¹¹.

Dans son désir de rétablir le contact à tout prix et de détruire la mauvaise opinion que l'on se fait d'eux en haut lieu, opinion qu'une nouvelle lettre du 28 octobre de l'évêque est venue confirmer et concrétiser, le conseil du gouvernement de Monthey tenta encore une nouvelle démarche et, le 2 novembre, nomma une nouvelle députation de trois membres auprès de l'évêque et du grand bailli. Ce fut en vain. On sait comment l'ultimatum baillival du 6 novembre coupa court à toute discussion et mit brutalement le Bas-Valais en demeure de se rendre. Ce fut alors une cascade d'humbles et définitives soumissions peu glorieuses en vérité, parce que engendrées par la violence.

Pourtant n'est-elle pas méritoire et, elle aussi, dans la ligne que nous venons de voir de l'honnête déférence envers les volontés souveraines, la décision prise, le 23 novembre, par le conseil de Saint-Maurice d'écrire au grand bailli, à la fois pour lui envoyer copie de la lettre du 19 novembre adressée par Berne et les sept cantons catholiques aux deux gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice et pour l'aviser que ledit conseil se proposait d'y donner réponse ? ¹²

¹¹ ACS, XIII, pièce 101.

¹² Rz, cart. 94, n° 34, pièce 1.

Désormais, et pour huit ans encore, les sujets bas-valaisans vont retomber dans une sujétion bien proche de celle de l'esclave obligé de courber la tête et l'échine.

B. Attitude de modération

Quelques-uns des chapitres précédents et spécialement le dernier ont déjà assez bien fait apparaître l'esprit de modération des Bas-Valaisans. Pourtant il faut ici, après le sénateur Fischer notamment, mettre davantage en relief cette attitude essentielle chez eux et montrer comment, après avoir passé rapidement de l'anarchie à la discipline et à l'ordre, leur mouvement sut s'y maintenir au prix d'efforts constants et méritoires et malgré bien des obstacles ou des déconvenues, tant externes qu'internes. Cette politique — car ce fut de leur part plus qu'une soumission aveugle et résignée ou un simple accommodement —, cette politique donc se découvre à travers toutes leurs entreprises : dans leurs rapports avec le souverain comme dans leur conduite entre eux. Elle apparaît dans le ton de leurs lettres, dans leurs démarches auprès des autorités valaisannes ou bernoises, dans leur comportement au sein de leurs nombreuses assemblées, dans leurs efforts pour calmer les têtes chaudes, dans leurs projets comme dans dans leurs interventions. Elle peut se résumer en deux points complémentaires : d'une part, c'est-à-dire négativement, par plusieurs concessions faites au souverain ; d'autre part, et positivement, par une volonté bien marquée d'empêcher toute agitation et de maintenir à tout prix l'ordre et la tranquillité publique.

1. CONCESSIONS ENVERS LE SOUVERAIN

« *Levius fit patientia quidquid corrigere est nefas* : la résignation et l'acceptation de son sort adoucissent tout ce que l'on ne peut pas corriger », a dit Horace¹³. Non pas toutefois la

¹³ Horace, *Odes*, livre I, ode XXI (à Virgile), vers 19-20.

résignation de l'esclave qui, impuissant, subit les arrêts du destin, ni celle de l'homme blasé ou fataliste qui, indifférent, s'abandonne sans réactions aux événements, mais la résignation humble et active du pauvre qui, pour conserver ce qu'il a et si possible l'accroître, se plie aux circonstances et cède aux personnes. Ce fut, bien souvent, l'attitude qu'adoptèrent les Bas-Valaisans au cours de la présente révolution. Pour sauvegarder les avantages de plus en plus réduits que le souverain leur faisait espérer, ils s'appliquèrent habituellement à s'abstenir avec soin de tout ce qui aurait pu lui déplaire et s'inclinèrent peu à peu devant toutes ses exigences.

C'est ainsi que jamais ils ne publièrent une relation, même sommaire, des exactions et des vexations des gouverneurs. Il leur eût été pourtant facile d'en instruire la population tant du Haut que du Bas pour fomenter la discorde chez les uns, semer la division chez les autres et ainsi se faire concéder les réformes nécessaires. Le danger d'une telle menace n'était pas fictif. Fischer, qui entrevoyait les inconvénients et pour le Valais et pour ses alliés, prit soin d'y rendre attentives LL. EE. de Berne. « Cette mesure compromettrait l'honneur et la réputation du gouvernement, mais pourrait aussi être désavantageuse à ceux de ses alliés qui y prêteraient la main », leur écrit-il, le 25 octobre 1790¹⁴.

Bien qu'ils aient appelé de tous leurs vœux, non seulement le départ des baillis iniques, mais la suppression définitive de la fonction elle-même de gouverneur, les sujets bas-valaisans renoncèrent « sans murmure » à cette demande dès que leurs maîtres manifesteront formellement leur volonté à cet égard. Leur désistement ne tarda guère, en effet, puisque, la déclaration souveraine à ce sujet étant du 1^{er} octobre, le 4 octobre déjà toutes les communautés y avaient donné leur assentiment¹⁵.

Bien mieux, ces mêmes communautés ayant projeté de retirer auxdits gouverneurs le produit des amendes en faveur de la bourse du gouvernement, elles offriront de les dédommager

¹⁴ Junod, p. 134.

¹⁵ *Ibidem*, p. 150 ; Clément, *Révolution 1790*, p. 355, XVIII.

en leur payant chaque année une certaine somme, dont, de surcroît, elles laissaient au souverain lui-même le soin de fixer le montant¹⁶.

Toutes ces complaisances successives auraient dû, semble-t-il, fléchir le souverain et l'amener à mieux écouter les griefs qui lui furent présentés et surtout à remédier aux abus notoires qui les avaient motivés. En fait, elles n'aboutirent qu'à le fortifier dans la prise de conscience de ses droits et à accélérer la capitulation finale des sujets.

Ceux-ci, en effet, par souci de paix, s'interdiront à plusieurs reprises certaines démarches pourtant fort légitimes et finiront par céder sur tous les points. Ainsi, dans le moment même où, pour les réduire, le gouvernement valaisan se proposait de recourir aux grands moyens, y compris l'emploi de la force armée, ils décident, d'entente avec Fischer, d'attendre la réponse à la lettre qu'ils viennent d'envoyer au grand bailli avant de demander la médiation de LL. EE. de Berne. Fischer devait préciser, dans une lettre du 22 octobre au Conseil secret, que les notables bas-valaisans avaient agi de la sorte « pour que cette démarche ne leur soit pas imputée à mal »¹⁷.

Et quand le Haut-Valais aura effectivement mobilisé et sera en pleine fièvre de préparation militaire, eux, de leur côté, se tiendront sagement dans l'expectative, anxieux sans doute, mais sans armes. Madame Ignace de Courten consigne ce fait dans une lettre du 25 octobre à son mari : « On dit que ceux du Bas-Valais ne font aucun préparatif », écrit-elle. Ce qu'elle répète, le 1^{er} novembre, dans les mêmes termes : « On assure que, dans le Bas-Valais, on ne fait aucun préparatif, qu'on s'attend de les recevoir sans armes... »¹⁸. Fischer confirme du reste ces dires de sa haute autorité. En date du 27 octobre, il note en effet : « Les Bas-Valaisans n'ont pris encore aucune mesure de défense ; ils évitent même soigneusement tout ce qui pourrait donner lieu à une interprétation en ce sens. Ils n'ont même pas voulu armer des gens contre la racaille et les rôdeurs qui courent le pays en

¹⁶ *Ibidem*, p. 357, art. 12.

¹⁷ Junod, pp. 132, 135.

¹⁸ Fonds Ambuel, cart. L, fasc. 1, nos 146 et 148.

nombre croissant ; ils n'ont fait aucun approvisionnement de poudre ou de plomb ». Il y revient cinq jours plus tard dans une nouvelle lettre au Conseil secret. Signalant l'attitude artificieuse du gouvernement valaisan qui avait affiché une copie escamotée de la lettre de Berne du 27 septembre, le sénateur relève, d'un côté, que « le peuple dans le Haut-Valais a été encouragé et excité » et de l'autre, que les Bas-Valaisans sont dans le plus grand embarras, « parce que... ils ont renoncé à prendre toutes mesures de défense, pour qu'on ne les interprêtât pas comme des démarches contre leur souverain »¹⁹.

Pour négatifs qu'ils soient, les faits précités n'en constituent pas moins, surtout pour des sujets, des manifestations évidentes et tangibles de bonne volonté et d'esprit de modération.

2. VOLONTÉ D'ORDRE

Les Bas-Valaisans n'en restèrent pas là. Ils eurent aussi le mérite de s'engager délibérément dans une politique de paix et de prendre eux-mêmes les initiatives propres à l'assurer. Le souci de discipline et d'organisation qui se manifeste dans leurs assemblées, comme aussi les mesures qu'ils prirent pour s'opposer aux excès de tout genre, dénotent, en effet, plus qu'une simple résignation : une volonté expresse et arrêtée de maintenir leur pays dans l'ordre et la légalité.

Cette volonté apparaît dès les premiers jours de la révolte.

Pour ce qui est du 8 septembre, qu'il suffise de rappeler l'exhortation au calme faite le matin même par le capitaine Devantéry aux autorités de Troistorrents ; les sages précautions prises pour éviter tout vol au château : garde établie à l'entrée, mise en sécurité chez les particuliers des meubles du gouverneur, etc.

Le 10 septembre, deux notables de Troistorrents, le curé Brutin et le châtelain Raboud, inquiets des suites que les événements du 8 pourraient avoir chez eux, prennent la peine de se

¹⁹ Junod, pp. 134-135, 137.

rendre à Monthey auprès du capitaine Devantéry pour l'inviter à une assemblée prévue pour le lendemain et le prier d'y faire valoir son autorité pour calmer leurs gens. Cette assemblée, tenue chez le surveillant (doyen) Bruttin et qui réunissait, outre les chefs et syndics de Val-d'Illiez et de Troistorrents, les têtes chaudes et les personnes malintentionnées des deux communes, ne dura pas moins de huit heures. Elle eut l'heureux effet de prévenir l'exécution du dessein sinistre qu'on prêtait à quelques-uns de « descendre de nuit pour incendier ou tout massacrer à Monthey »²⁰.

On mit de même à profit le dimanche 12 septembre — le premier après la Bagarre — pour, ici ou là, tenter de tempérer la trop grande ardeur ou la turbulence de certains et empêcher tout nouvel excès dans les communautés.

A Val-d'Illiez, par exemple, le prieur Briguet donna du haut de la chaire quelques avis salutaires à ses ouailles « pour qu'il résulte un bien véritable et solide de [leur] révolution ». Il leur prêcha l'union, la fermeté, la prudence et le recours à l'assistance divine... Il leur recommanda en outre avec instance et « au nom de Dieu » de s'abstenir « de faire aucun tort ni dommage à qui que ce soit, pas même à un ennemi, ni dans son corps ni dans ses bâtiments ou ses autres biens, car le Seigneur tout-puissant s'est réservé seul la vengeance »²¹.

Peut-on conjecturer que cette exhortation porta tous ses fruits ? Toujours est-il que le lendemain, 13 septembre, on note plusieurs missions de paix ou d'arbitrage en partance de la vallée. Ainsi, vingt-quatre Valdilliens, sous la conduite du Gros-Durier, descendirent à Collombey pour mettre fin aux agissements d'Antoine-Hubert Rouiller, esprit brouillon « qui menaçait tout Collombey » et qui, la veille encore, avait tenté de mettre le feu au château de Monthey. Le public y souscrivait et même y prêtant la main, ils s'emparèrent de lui et le conduisirent à la prison dudit château, rétablissant ainsi le calme dans la petite bourgade.

²⁰ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 12 ; Clément, *Révolution 1790*, p. 334.

²¹ *Ibidem*, pp. 335 et 345-347.

Au retour de cette expédition, deux hardis Valdilliens, Jean-Claude Durier déjà nommé et Jean Marclay, de Louis, « montèrent exprès à Tassonnaire chez... Pierre Granger » pour le tancer d'avoir, le 11 septembre, en compagnie de Joseph Lange, son beau-frère, conçu le projet criminel de tuer le châtelain Raboud et d'avoir effectivement bandé son fusil chargé contre lui. L'ayant trouvé « en campagne dans un champ », ils lui adressèrent « une terrible réprimande et des menaces qui le firent pâlir de frayeur » et promettre « tout ce qu'on voulut par la suite ».

Mêmes réactions dans le gouvernement de Saint-Maurice. Devant les menaces de pillages ou les violences effectives des paysans des villages dépendant de la paroisse, les 11 et 12 septembre surtout, en vue d'obtenir la suppression des gouverneurs, leur séparation d'avec la bourgeoisie, le droit d'avoir leurs propres juges, « leur part de communs et bien d'autres demandes » ; devant aussi les accès de colère des gens de Vérossaz contre les Messieurs et les bourgeois de Saint-Maurice, les autorités du lieu durent prendre de sérieuses mesures de défense et de coercition.

Mais avant même leur intervention, le mardi 14 septembre, le Gros-Bellet et Jean-Claude Durier — toujours lui — se rendirent à Vérossaz et réussirent finalement, bien qu'à grand-peine, à déterminer les habitants à faire cause commune avec le reste du gouvernement et à promettre de ne plus inquiéter les magistrats de Saint-Maurice, lesquels étaient déjà prêts à quitter la ville. Après être redescendu à Saint-Maurice rassurer ces Messieurs, Durier prit même la précaution de remonter « une deuxième fois, de nuit, de Saint-Maurice à Vérossaz, pour plus grande assurance de tranquillité ²² ».

De son côté, le conseil de la ville s'empessa de se concerter avec ses voisins. A cet effet, il députa en hâte, le 13 septembre, quelques-uns de ses membres vers les autres communautés de la châtellenie pour solliciter leurs lumières et leur aide. En même temps, il prenait l'initiative d'une assemblée des deux gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice, dont le but principal et avoué était de lier leurs ressortissants en un solide faisceau, non

²² *Ibidem*, pp. 334-336.

seulement pour soutenir la cause commune, mais encore et surtout pour empêcher « réciproquement et de toutes leurs forces toutes voies de fait et tout attentat contre la vie et les propriétés de tous et un chacun en général et en particulier ». Tenue à Saint-Maurice, le 15 septembre comme prévu, et dans un ordre parfait, cette assemblée tint ses promesses : les députés promirent « par serment, tant à leur nom que de celui de leurs commettants, de se défendre réciproquement contre tous ceux qui voudraient attenter à la vie et aux biens de qui que ce soit, autrement que par les voies de la justice ordinaire » ²³.

Nombreux sont les exemples qu'on pourrait encore produire pour établir dans les faits cette volonté d'ordre et de modération de la part des sujets bas-valaisans. Qu'on relise, par exemple, le récit détaillé et savoureux de l'abbé Clément ou de Guératy sur la réception pour le moins peu engageante faite, le 24 septembre, à Val-d'Illiez, d'un trublion notoire, le comte de Perrigny ; venu y faire des propositions révolutionnaires et séditieuses, il dut vider les lieux au pas de course pour échapper au péril qui le menaçait ²⁴. Quand on se rappelle que l'acteur principal de cette scène, Jean-Claude Durier, fut l'un des artisans de la Bagarre — c'est lui qui notamment était venu à Sion apporter au grand bailli la supplique de réclamations du Gros-Bellet —, on peut juger des intentions belliqueuses et subversives du reste du peuple et du sérieux danger qu'il pouvait représenter pour ses maîtres !

Une autre preuve de ses bonnes dispositions fut fournie le 1^{er} octobre. De nouvelles émeutes étant survenues à Saint-Maurice, déclenchées surtout par une troupe de vauriens de Vérossaz, d'Evionnaz, de Daviaz et de Massongex, on fut en hâte demander du secours dans le gouvernement de Monthey, conformément au serment d'entraide du 15 septembre.

Le syndic Domenjoz, en l'absence de Devantéry et des autres principaux chefs alors à Sion devant le souverain, s'empressa de réunir un conseil spécial des communes de Monthey et de Val-

²³ Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 5-7 et 47 bis-48 bis.

²⁴ Guératy, *Gloses*, pp. 79-80 ; Bertrand, *Notes...*, pp. 413-414.

d'Illiez. Ce conseil promulgua le jour même une déclaration catégorique « contre les fauteurs de désordres », dont voici les clauses essentielles : une enquête sera ouverte, y était-il stipulé, « pour connaître et découvrir les chefs et autres » impliqués dans l'émeute des 28 et 29 septembre à Saint-Maurice ; « les coupables seront saisis et punis par toutes les rigueurs des lois » ; en cas de nouveaux désordres, le gouvernement de Monthey n'hésitera pas à les étouffer par la force ; quiconque occasionnera à l'avenir quelque tumulte sera responsable des suites qui en résulteront et en particulier des frais qu'il aura causés. Il fut décidé en outre « d'aller tous en corps » intimor ces ordonnances comminatoires à toutes les communautés de la châtellenie de Saint-Maurice²⁵.

De plus, quatorze députés de toutes les paroisses du gouvernement de Monthey, et parmi eux des personnalités aussi respectables que le châtelain Cornut, de Vouvry, le curial Jean-François Vanay, de Vionnaz, le syndic de Monthey, Domenjoz..., se rendirent aussitôt à Vérossaz. Après avoir, au son de la cloche, rassemblé la population villageoise, ils lui adressèrent « une terrible morale, réprimande et menace de par tout le gouvernement de Monthey, que le premier qui serait reconnu pour avoir excité de nouveaux troubles devait se tenir sûr d'y perdre la tête » ou de voir sa maison brûlée. « On leur laissa ces avis par écrit, ajoute le chroniqueur, avec ordre de les communiquer à leurs autres associés brouillons... »²⁶.

Pour confirmer ces dispositions et donner plus de poids à ces menaces, on mit en application une décision du conseil de Saint-Maurice, du 20 mai 1790, contre les perturbateurs du repos public, c'est-à-dire qu'on rétablit les potences²⁷.

En somme, nous constatons que ces soi-disant révolutionnaires ont été en fait des contre-révolutionnaires et il ne serait pas difficile d'allonger la liste des exemples qui le prouvent. Mais à

²⁵ Junod, p. 149. Une erreur typographique s'est glissée dans le titre de cette pièce, où il faut lire : « Déclaration des communes de Monthey... » (au lieu de *Saint-Maurice*).

²⁶ Clément, *Révolution 1790*, p. 340 ; Junod, p. 126.

²⁷ Rz, cart. 94, n° 34, pièce 1 ; Junod, pp. 126-127 ; Morell, p. 25.

quoi bon ? Les bonnes dispositions des Bas-Valaisans, leur pondération, leur patience, sinon la justesse de leur cause, n'ont-elles pas été reconnues explicitement par les Bernois et implicitement au moins par plusieurs Haut-Valaisans, c'est-à-dire par ceux-là même qui se sont opposés à eux ? Plutôt donc que de poursuivre la démonstration d'une attitude suffisamment établie, essayons maintenant d'en chercher les causes.

C. Les responsables de ces attitudes

Que l'esprit de modération et de discipline des sujets s'explique moins par des raisons de cœur, c'est-à-dire d'attachement profond et affectueux à leur souverain, que par leur désir intéressé d'obtenir de lui par ce moyen des concessions avantageuses et en particulier une justice plus réelle, c'est un fait dont il n'est pas difficile de convenir ; maints Bas-Valaisans l'ont du reste fait les premiers. Mais il n'infirme en rien le bien-fondé de leur politique ; il démontre seulement la sagesse et l'intelligence des chefs qui l'ont pratiquée et qui, en s'appliquant à maintenir au mouvement une allure légale, ont su s'adapter aux circonstances du moment.

Car s'il est vrai que, dans sa grande majorité, la population bas-valaisanne resta habituellement dans les bornes de l'obéissance et de l'ordre ; bien plus, si, en fait, comme nous venons de le voir, elle étouffa elle-même, et plus d'une fois, les manifestations de violence et de dissensions partout où elles se produisirent, il est non moins vrai que de tels sentiments furent réveillés ou maintenus dans les cœurs et adoptés par tous grâce avant tout aux intentions pacifiques et à l'influence modératrice d'hommes pondérés du Bas-Valais et en particulier de notables de tout rang. Ce sont eux aussi qui réussirent à obtenir de leurs peuples l'acquiescement successif aux nombreuses concessions exigées par le souverain, évitant ainsi des mesures plus graves et une effusion de sang. Bien que pris dans la tourmente, ils surent garder la tête froide et l'esprit lucide et conserver la confiance et souvent même l'affection de tous.

Parmi ces personnes prudentes et sages, il faut relever des ecclésiastiques, tels les abbés Briguët, prieur de Val-d'Illiez, Clément, vicaire du même lieu, de Werra, curé de Monthey, Bruttin, curé de Troistorrents, qui, non contents de prêcher du haut de la chaire, allaient « de maison en maison », note Fischer, et travaillaient « à calmer, à exhorter à la patience, à prévenir les démarches violentes »²⁸ ; des magistrats comme le syndic de Monthey, Domenjoz, et surtout les châtelains Luder, à Sembrancher, Dognier, à Val-d'Illiez, Raboud, à Troistorrents, et Pignat, à Vouvry, qui, par leur influence personnelle et leurs conseils, s'efforcèrent d'apaiser la fermentation des esprits et d'éviter le pire²⁹ ; de simples particuliers enfin — et parmi eux deux des principaux acteurs de l'émeute du 8 septembre, Jean-Claude Durier et le Gros-Bellet, tous deux de Val-d'Illiez —, qui, par leur sang-froid, leur courage et leur esprit de décision au plus fort de la mêlée, empêchèrent plus d'une fois la révolution de dégénérer en révolte ouverte ou larvée et devinrent par la suite de chauds partisans de la modération et de la légalité. Ce furent eux, par exemple, nous l'avons vu, qui, le 12 septembre, empêchèrent l'incendie du château de Monthey ; eux qui, le lendemain, conduisirent à Collombey la patrouille chargée d'arrêter Antoine-Hubert Rouiller ; eux qui, le 14 septembre et de nouveau le 1^{er} octobre, montèrent à Vérossaz pour détourner les paysans de leurs sinistres projets sur les Messieurs de Saint-Maurice ; eux qui, le 21 septembre, se rendirent à Bex pour obtenir la médiation des seigneurs bernois entre le Haut et le Bas-Valais. Ce fut Jean-Claude Durier qui, le 24 septembre, fit à Perrigny l'accueil que l'on sait et qui, en récompense, reçut du gouvernement du Valais huit louis d'or³⁰. Au surplus, soit le Gros-Durier soit le Gros-Bellet se distinguèrent dès lors par une fidélité constante à l'Etat. Aucun des deux, par exemple, ne trempa dans les conjurations criminelles de l'année suivante contre l'Abbaye

²⁸ Junod, pp. 139-140 ; Clément, *Révolution 1790*, pp. 334-336 et 345-347 ; AV, cart. 86, fasc. 3, n° 12, pp. 3-4.

²⁹ *Ibidem* ; Grenat, p. 419 ; Clément, *Révolution 1790*, p. 351 ; Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 303-304.

³⁰ Voir pp. 180-181 ; Clément, *Révolution 1790*, pp. 338-339.

de Saint-Maurice ou contre de nombreuses personnalités du Bas-Valais³¹. Pas davantage ils ne prirent une part active à la révolution victorieuse de 1798, « se tenant toujours, écrira le chanoine de Rivaz, du côté des citoyens les plus droits et les mieux intentionnés »³².

Il faut enfin faire ici une mention spéciale de trois personnalités bas-valaisannes qui ont joué un rôle prépondérant dans cette politique d'apaisement. Il s'agit de l'ancien major du gouvernement de Monthey, Charles-Emmanuel de Rivaz, du châtelain de Saint-Maurice, Jacques de Quartéry, et du capitaine Jean Devantéry, de Monthey.

1. CHARLES-EMMANUEL DE RIVAZ

« Un citoyen honnête dont les sentiments modérés et pacifiques sont connus de tous ceux avec lesquels il a vécu. » C'est le major de Rivaz lui-même qui se définissait ainsi dans la lettre du 13 novembre 1790 accompagnant l'envoi d'un mémoire qu'il venait de composer pour rendre compte au grand bailli Sigristen de sa conduite politique depuis le 8 septembre³³.

Ce bref portrait « autobiographique » n'est cependant point trop élogieux. Il se trouve corroboré par nombre de témoignages contemporains. Le chanoine Anne-Joseph de Rivaz, son cousin, le dépeint comme « l'homme le moins intrigant qu'il y ait au monde » et souligne sa « haute réputation de savoir, d'honneur, d'intégrité et de modération... reconnue » de tous³⁴. L'abbé Clément écrivant, en 1809, précisément audit chanoine lui parle incidemment de son « docte cousin..., ci-devant grand-châtelain »

³¹ Pierre Rey, le chef de ces complots, déclarera même, dans son interrogatoire du 22 octobre 1791, qu'il les considérait comme ses ennemis. Voir Dossier 1791, p. 185.

³² Rz V, p. 561 ; AV, L 393, pp. 430-431.

³³ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 10. - Le mémoire lui-même constitue la pièce n° 11 du même fascicule. Le Dr Alfred Comtesse l'a inséré *in extenso*, avec quelques autres pièces, dans un article qu'il a consacré à « Charles-Emmanuel de Rivaz et les événements de 1790 » (voir bibliographie). Nous lui empruntons l'essentiel de nos informations sur notre personnage.

³⁴ A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, t. I, pp. 121-122.

de Monthey, et, tout au regret de ne plus le voir dans cette fonction, affirme « qu'il suffit de [le] nommer, sans mention de ses titres, pour en faire l'éloge ³⁵ ». Grenat enfin, parlant plus particulièrement du rôle politique qu'il joua en 1798 en qualité de président de la Chambre administrative, le présente comme un « esprit cultivé et perspicace..., homme de cœur et de mérite, diplomate adroit et courtisan aux formes distinguées, citoyen désintéressé et tout dévoué à son pays ³⁶ ».

Docteur en droit, avocat au Sénat de Savoie, major du gouvernement de Monthey de 1778 à 1784, il jouissait dans le bailliage, comme aussi dans le Chablais, de la considération et de l'estime générale et avait l'entière confiance tant des autorités que de la population.

Agé de trente-sept ans au moment où éclate l'émeute de 1790, il avait déjà rendu quelques services à la cause publique, surtout dans sa commune d'origine, Saint-Gingolph. Une lettre de Pescatore, intendant du Chablais, au gouverneur de la Savoie Joseph-Hyacinthe de Perron, en date du 18 novembre 1790, rappelle notamment qu'en 1784 il avait « procuré l'affranchissement général de cette communauté » et qu'il contribua par la suite à en payer les frais en préconisant l'établissement de fours à chaux dont il assumait lui-même la direction ³⁷.

Absent du Valais le 8 septembre — Pescatore, dans la lettre précitée nous révèle que ce jour-là et le jour suivant il se trouve à Thonon où précisément il s'est présenté à son bureau « comme procureur pour les affranchissements de la paroisse de Saint-Gingolph au sujet du remboursement de quelque somme qu'elle devait à la caisse » —, il n'apprend la nouvelle de l'émeute monthey-sanne que le 10 septembre, alors qu'il rentre de Savoie. Sans tarder, il entreprend de calmer les esprits et donne des preuves non équivoques de ses sentiments de modération, de son sens

³⁵ Rz, cart. 20, fasc. 3, liasse II, pièce 34 : lettre écrite de Val-d'Illiez, le 7 juin 1809, par le vicaire Jean-Maurice Clément au chanoine Anne-Joseph de Rivaz, or. a., 2 fol. (18 × 22 cm).

³⁶ Grenat, pp. 490-491.

³⁷ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 17, pp. 3-4. - Le Dr Comtesse, qui reproduit cette lettre, pp. 196-198 (voir bibliographie), la date du 22 octobre et la fait adresser au grand bailli du Valais, Sigristen.

de l'ordre et de sa soumission à l'autorité, ainsi que de sa popularité et de son ascendant sur ces concitoyens. Il réussit, par exemple, par ses exhortations, à dissuader le peuple de Saint-Gingolph de mettre à exécution son projet de se mutiner contre son châtelain Pierre-Joseph-Emmanuel de Riedmatten et, d'entente avec quelques Savoyards, de faire quelques razzias dans ses forêts.

Le 11 septembre, à Vouvry, en la demeure du châtelain Emmanuel Cornut et en présence de plusieurs personnes, il exprime avec force son opinion sur l'insurrection montheysanne du 8, rappelant en particulier les devoirs qui lient les sujets à leur souverain et auxquels on ne peut se dérober sans forfaire à l'honneur³⁸. Et quand il affirme ne s'être jamais départi des principes qui le guidèrent en cette circonstance, l'histoire est là pour lui donner raison.

Bien que répugnant à intervenir dans le conflit qui opposait alors les deux parties du canton, il s'y laisse jeter, dans l'espoir qu'il réussira, non seulement à rétablir l'ordre public en arrêtant les excès engendrés par le déchaînement des passions, mais aussi à en assurer le maintien par l'obtention de réformes substantielles et notamment d'un nouvel ordre judiciaire.

C'est pourquoi il donne suite à l'invitation qu'un exprès vient lui apporter le 13 septembre, « à neuf heures du soir », de se rendre le lendemain à la réunion du conseil du gouvernement de Monthey pour préparer la grande assemblée plénière du 15, à Saint-Maurice. Nommé alors et presque contre son gré — c'est lui-même qui le confesse dans une lettre à son beau-frère Eugène de Nucé — secrétaire des délibérations pour le gouvernement de Monthey, il constate que désormais aucune partie de son temps ne lui appartient plus³⁹. En ces heures d'intense fièvre politique, il se dépense sans compter, mettant ses lumières et sa plume au service des intérêts bas-valaisans.

Dès le 16 septembre, par exemple, il est choisi pour représenter la commune de Saint-Gingolph à l'assemblée de Monthey. Il est de même désigné par la conférence du 19 à Monthey pour

³⁸ Comtesse, *de Rivaz*, p. 198.

³⁹ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 23, pp. 1-2 : lettre du 23 septembre 1790.

faire partie de la délégation bas-valaisanne à la diète de Sion convoquée par le grand bailli pour le 21. Ce n'est pas sans mérite qu'il accepte cette dernière mission, car les instructions reçues heurtent en un point essentiel — celui de la demande de suppression des gouverneurs — ses propres convictions. Il n'a jamais caché, en effet, son sentiment à cet égard. A son avis, « un juge pris parmi nous n'aurait pas assez d'autorité ni de considération publique pour maintenir l'ordre » ; il était donc plus avantageux de conserver les gouverneurs « moyennant une réforme dans la jurisprudence criminelle et dans l'ordre judiciaire ⁴⁰ ». Il avait aussi fait remarquer à ce sujet que c'était contre la personne de leurs titulaires prévaricateurs et contre leurs forfaitures qu'il était à propos de s'insurger et non contre leur fonction. C'est pourquoi, après que les seigneurs eurent écarté cette proposition en y opposant diplomatiquement une fin de non-recevoir, il prit la décision de ne plus participer aux délibérations du gouvernement de Monthey. Il se rendit encore, le 23 septembre, à l'assemblée de Saint-Maurice qui devait communiquer aux députés des communes bas-valaisannes la réponse de la diète du 21, puis il se retira vraisemblablement à Saint-Gingolph. S'il signa avec Joseph-Alphonse de Nucé un message d'information à l'adresse du « peuple du Bas-Valais » ⁴¹, il ne prit part à aucune des délibérations des jours suivants jusqu'au 27 septembre. En particulier, il ne donna pas son suffrage à la résolution des députés bas-valaisans (prise probablement dans l'assemblée du 27 à Monthey) d'insister à nouveau auprès du souverain pour la suppression des gouverneurs. Pourtant, devant les supplications et les instances réitérées de ses collègues, sa résistance fléchit et il finit par se laisser convaincre d'être leur porte-parole lors de la prochaine confrontation avec la haute commission chargée d'entendre leurs griefs et leurs requêtes. Le 30 septembre, il vint donc devant le souverain défendre pour la deuxième fois une proposition qui était contraire à son opinion personnelle, tout en étant persuadé, ainsi qu'il l'écrivait le lendemain à sa femme, que

⁴⁰ *Ibidem*, n° 24, p. 7 : lettre du 2 janvier 1791 à son beau-frère Eugène de Nucé ; Comtesse, *de Rivaz*, p. 198.

⁴¹ Clément, *Révolution 1790*, pp. 352-353, XIII.

l'Etat n'accepterait pas pareille solution⁴². Il va sans dire qu'ayant accepté d'entrer dans le jeu, il le joua loyalement, faisant valoir avec désintéressement les arguments favorables à la cause et aux intérêts de ses compatriotes. C'était là jouer un jeu difficile et dangereux. D'une part, comme il l'avouera plus tard, « il y avait beaucoup de danger à refuser » et à « paraître trop ouvertement avoir une manière de penser différente de celle de la multitude⁴³ » ; d'autre part, il risquait fort de mécontenter le souverain.

Effectivement, le 6 octobre, il encourut les reproches de Sigristen pour cette intervention. Aussi, après s'être efforcé, le lendemain, de reconquérir les bonnes grâces du grand bailli, s'empressa-t-il de retourner dans sa retraite de Saint-Gingolph, où il demeura bien tranquille du 8 au 13. Mais ce jour-là, il ne put, une fois de plus, se soustraire à l'appel du conseil du gouvernement de Monthey, qui l'invitait à délibérer, notamment au sujet des quarante articles de leurs demandes. Non seulement on en décida le maintien, mais on résolut de produire un recueil des titres historiques, des privilèges et usages ancestraux qui les fondaient. Naturellement, le major de Rivaz fut désigné pour y travailler de concert avec quelques autres conseillers. Bien mieux, il fut en outre prié d'écrire au grand bailli pour l'instruire de leurs intentions à ce sujet. Ce fut alors la fameuse lettre du 13 octobre, signée il est vrai par « Devantéry, d'ordre dudit conseil », mais qui, nous le savons par son propre aveu, fut bel et bien rédigée par lui. Ajoutons toutefois que c'était en plein accord avec ses collègues, « en présence et sur les avis de la pluralité des députés présents », remarquera-t-il lui-même. Bien plus, elle ne représentait nullement son opinion et ses convictions personnelles. « On lui avait ordonné de la dresser telle », mais elle n'était « en aucune façon l'expression de ma manière de penser », déclarera-t-il plus tard à LL. EE. du Haut-Valais.

⁴² Rz, cart. 45, fasc. 7, n° 1.

⁴³ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24, p. 7 ; Comtesse, *de Rivaz*, p. 199.

Et à son beau-frère Eugène de Nuccé, il confessa de même : « Je n'étais pas d'avis qu'on insistât sur toutes ces demandes⁴⁴ ».

C'est sans doute pourquoi, dès le 23 octobre, il rejoint sa résidence de Saint-Gingolph, priant Devantéry de ne le rappeler « que s'il se présentait une circonstance extraordinaire... dans le courant de la semaine »⁴⁵. Cette circonstance ne devait pas tarder à survenir, puisque, le 25 octobre déjà, Sigristen, répondant à leur lettre du 13, signifiait aux Bas-Valaisans qu'il considérait comme une désobéissance leur insistance à faire valoir leurs revendications et qu'en conséquence il les menaçait de ne plus correspondre avec eux. Informé de ces faits le 27 octobre, alors qu'il se rendait à Monthey pour la réunion du conseil du gouvernement convoqué à cet effet, Charles-Emmanuel de Rivaz fut particulièrement surpris et affecté de cette attitude du souverain et de l'interprétation malveillante qu'il donnait à leurs propositions. Cette lettre, il l'avait écrite en termes mesurés. De plus, elle répondait à une invite du souverain lui-même. Il jugeait donc à bon droit n'avoir rien à se reprocher : « J'ai cru en mon particulier que cette demande n'était pas répréhensible », avoua-t-il dans son exposé justificatif.

On s'explique dès lors sa prompte et ferme réaction. « Dès ce moment, écrit-il, c'est-à-dire dès le 27 octobre, je pris la résolution de ne plus me rendre aux assemblées et de ne prêter mon ministère à aucune démarche qui fût contraire aux ordres du souverain ». Il profite de ce qu'il écrit à Joseph-Maurice de Lavallaz, le lendemain 28, pour lui faire part de cette détermination. Et il pourra se rendre le témoignage d'y avoir été fidèle : « C'est effectivement la dernière fois que j'ai paru parmi les affaires publiques... J'ai tenu parole. »⁴⁶

Effectivement, le 29 octobre, il décline l'invitation que lui fait son cousin l'avocat Michel Dufour, au nom de Devantéry et des procureurs des communautés du gouvernement de Monthey, d'assister à la réunion du conseil pour répondre au monitoire

⁴⁴ Rz, cart. 70, fasc. 31, p. 8 ; AV, L 7 bis, 3-10 décembre 1790, p. 8 ; Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 11, p. 4 ; *ibidem*, n° 21 ; Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24, p. 8.

⁴⁵ Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 93-94, 99-100.

⁴⁶ Comtesse, *de Rivaz*, pp. 199-200.

épiscopal du 28. Il renonce de même à participer à l'importante séance du conseil du gouvernement de Monthey convoquée pour le 10 novembre et où on devait délibérer sur le terrible ultimatum souverain du 6⁴⁷.

Ses amis et connaissances l'encouragent d'ailleurs dans cette voie. C'est le cas entre autres de son oncle, le capitaine Gaspard-Benjamin de Nucé, qui lui écrit de Sion le 1^{er} novembre. Considérant l'irritation des esprits qui continue de régner dans le Haut-Valais toujours déterminé à porter la guerre dans le Bas, il lui conseille et le prie « très instamment » de ne plus se mêler des affaires du Bas-Valais⁴⁸.

Ce faisant, le major de Rivaz escomptait-il voir se réaliser ce qu'attendait son cousin Jean-Hyacinthe de Lovina, à savoir « que les difficultés survenues entre l'Etat et le Bas-Valais s'aplaniront à la satisfaction des ambes parties, sans coup férir ? »⁴⁹ Il est permis d'en douter. Mais peut-être pouvait-il espérer que pour lui du moins cette attitude lui concilierait les bonnes grâces du souverain. N'avait-il pas de surcroît donné des preuves positives de loyalisme envers lui, par exemple le 10 novembre, en félicitant publiquement les habitants de Vouvry de s'être soumis, la veille, aux injonctions pourtant extrêmes du grand bailli ?⁵⁰

Aussi quelle ne fut pas sa stupeur, alors qu'il se trouvait à Genève, d'apprendre, d'abord par son cousin Isaac par lettre du 19 novembre, puis par son épouse par une autre lettre du 20 novembre, qu'il était l'objet d'une demande d'arrestation et d'extradition adressée à la réquisition de l'Etat du Valais au roi de Sardaigne, Victor-Amédée III. Les deux lettres précitées complétées par une deuxième lettre d'Isaac de Rivaz du 20 novembre, et un billet du capitaine Devantéry lui firent assez vite découvrir le pot aux roses. L'ordre d'arrestation ne le concernait pas seul. Il « avait été donné en cas d'une levée de boucliers » des Bas-Valaisans. Dans son cas particulier, il s'agissait

⁴⁷ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 7 ; Rz, cart. 70, fasc. 9, p. 95.

⁴⁸ Rz, cart. 49, fasc. 11, n° 7.

⁴⁹ Rz, cart. 49, fasc. 1, n° 12.

⁵⁰ Comtesse, *de Rivaz*, p. 200.

d'« une fausse démarche », motivée uniquement par « une noire calomnie » qui s'était dite « publiquement à Sierre, à l'Etat assemblé » et qui depuis courait le pays. On prétendait, en effet, qu'il avait proposé, et même le premier, que le Bas-Valais refuse de payer les dettes qu'il pouvait avoir envers le Haut-Valais. Cette inculpation paraissait à madame de Rivaz si éloignée de ses principes et de toute sa conduite ordinaire qu'elle l'engageait, comme son cousin Isaac d'ailleurs, à revenir au plus tôt au pays, ne serait-ce que pour se justifier, car son éloignement pourrait servir de prétexte à propager cette rumeur invraisemblable. D'ailleurs — et soit le capitaine Devantéry, soit le châtelain Jacques de Quartéry l'affirmaient d'une façon péremptoire — il n'avait rien à craindre : personne n'avait pris la fuite, « pas même Guillot contre qui on crie fort haut » ; d'autre part, toutes les communautés avaient fait leur entière soumission ; de plus, le souverain ne venait-il pas d'écrire — c'était le 15 — « que les portes de la clémence seront gracieusement ouvertes » ?⁵¹

Le major de Rivaz ne tarda donc pas à revenir, puisque, d'après le Dr Comtesse, on le retrouve au début de décembre « paisiblement installé à Saint-Gingolph »⁵².

A-t-il ensuite fait partie de la délégation bas-valaisanne à la diète de décembre ? Il ne semble pas, bien que son oncle Gaspard-Benjamin de Nucé, dans une lettre du 29 novembre, lui ait assuré qu'il pouvait se présenter dans le Haut-Valais « tête levée »⁵³. Mais on se rappelle qu'il dut comparaître le 10 décembre, après la diète ordinaire, devant une commission *ad hoc*, pour s'expliquer sur sa conduite et son rôle dans toute cette entreprise. On ne retint évidemment — et pour cause — aucune charge contre lui. Bien mieux, sa déclaration fut « ouvertement avérée et confirmée » par ceux de Vouvry⁵⁴.

Ce témoignage avait son prix aux yeux de Ch.-E. de Rivaz. D'autres plus explicites durent le réjouir davantage encore. « Si

⁵¹ Rz, cart. 95, fasc. 138, nos 12-15.

⁵² Comtesse, *de Rivaz*, p. 200.

⁵³ Rz, cart. 49, fasc. 11, n° 9 : lettre écrite de Sion, le 29 novembre 1790, et expédiée à Saint-Maurice, or. a.

⁵⁴ AV, L 7 bis, 3-10 décembre 1790, pp. 8-9.

quelque chose a pu me consoler de l'injustice avec laquelle on m'a traité, écrira-t-il le 2 janvier 1791 à son beau-frère Eugène de Nucé, c'est tout ce que beaucoup de gens, dont l'estime m'était chère, m'ont dit d'obligeant sur leur manière de penser à mon égard... » Jean-Baptiste Viénot, chevalier de Vaublanc, lui rendra de même justice quand, dans une lettre du 6 mars 1791, il lui décernera ce certificat flatteur : « A mon avis, vous avez joué un beau rôle dans votre pays, puisque vous avez servi le peuple sans l'égarer »⁵⁵.

Pourtant, aussi invraisemblable que cela paraisse, encore au début de février 1791 le gouvernement valaisan n'avait ni annulé son mandat d'arrêt ni retiré sa demande d'extradition. Charles-Emmanuel de Rivaz dut donc, par lettre du 16 février 1791, s'adresser derechef au grand bailli qui, cette fois-ci, ne tarda pas à lui donner satisfaction, c'est-à-dire à lui rendre auprès du gouvernement sarde la justice qui lui était due. Le 17 février déjà, en effet, il lui répondait, lui promettant d'accéder à son vœu « par le premier courrier »⁵⁶.

Ce fut là le dernier épisode du petit drame que constitua pour ce magistrat si distingué son activité politique au cours de cette période de sa vie. « J'ai fait une cruelle expérience des maux que l'on peut s'attirer en se mêlant des affaires publiques avec les meilleures intentions », écrira-t-il à Eugène de Nucé, en guise de conclusion à ce drame⁵⁷. Aussi se gardera-t-il bien d'intervenir d'aucune façon dans les affaires séditeuses de l'année suivante. Mais si tant est que « l'expérience est le commencement de la sagesse »⁵⁸, gageons qu'elle aura contribué à mûrir singulièrement cet homme qui, selon son propre aveu, faisait son « idole de la retraite et de la vie privée »⁵⁹, mais qui, par la suite, et toujours avec le même souci d'équité et de mesure, devait prendre une part si active et si brillante à la vie politique du pays tout entier.

⁵⁵ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24, p. 9 ; Rz, cart. 52, fasc. 38, n° 4.

⁵⁶ Comtesse, *de Rivaz*, p. 201.

⁵⁷ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24, p. 6.

⁵⁸ Alcman, de Sardes, poète grec du VII^e siècle avant J.-C., cité dans P. Dupré, *Encyclopédie des Citations*, Paris, 1959, p. 261, n° 4798.

⁵⁹ Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24, p. 8.

2. JACQUES DE QUARTÉRY

Moins compromis aux yeux des seigneurs haut-valaisans que le major de Saint-Gingolph, le châtelain Jacques de Quartéry, alors âgé de quarante ans, manifesta, dans son comportement et ses réactions durant ces trois mois, sensiblement le même souci et le même respect de la légalité. Son action publique d'apaisement, ses efforts pour maintenir ou rétablir l'ordre à Saint-Maurice furent déterminants dès les premiers jours de l'émeute.

C'est lui, en effet, qui, après avoir en vain offert sa maison en guise de refuge au gouverneur Dallèves affolé et donné asile à sa femme durant la nuit du 9 au 10 septembre, assumait spontanément la responsabilité de les suppléer après leur fuite précipitée, ne craignant pas pour cela de se porter en quelque sorte aux avant-postes, là où le danger était le plus grave et le plus menaçant. On l'a vu, par exemple, le 10 septembre, désarmer et chasser quelques malheureux vauriens et sauver sans doute, par sa courageuse intervention, la vie de madame la gouvernante⁶⁰.

Si, le 15 septembre, à l'occasion de la première assemblée générale des deux gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice qu'il fut appelé à présider, il accepta d'être nommé « juge », c'est-à-dire chef suprême de son bailliage pendant le temps de l'inter règne, c'est à la condition expresse que le peuple se conduise correctement et qu'en particulier il renonce à l'emploi de la violence.

C'est sans doute cet esprit de modération qui le fit choisir, le lendemain 16, par une autre conférence générale tenue à Monthey, pour diriger la délégation de trois membres que l'assemblée envoyait auprès du souverain : il s'agissait de le rassurer sur leurs démarches et leurs plans de réformes, en protestant de la droiture et de la pureté de leurs intentions et en l'invitant à venir en députation à Saint-Maurice écouter leurs griefs⁶¹.

⁶⁰ Voir ci-dessus, p. 62.

⁶¹ Junod, pp. 119-121.

Désormais, il sera de même chargé de plus d'une mission officielle importante.

Le 18 septembre, lors de la réunion de Monthey, où il représente, bien sûr, « la noble bourgeoisie de Saint-Maurice », il est mandaté pour aller à Bex, en compagnie de Devantéry, apporter aux seigneurs bernois qui s'y trouvent, les éclaircissements qu'ils souhaitent au sujet de la présente révolution.

Le lendemain 19, il participe à l'assemblée de Monthey appelée à composer la délégation bas-valaisanne pour la diète souveraine du 21 à Sion et à déterminer les instructions à lui donner. Fit-il lui-même partie de cette délégation ? C'est fort probable, bien que son nom ne figure pas dans les listes des procès-verbaux de notre connaissance⁶². L'importance de son rang comme aussi le haut intérêt de cette première confrontation avec le souverain devaient le faire choisir d'office aux côtés du capitaine Devantéry. D'autre part, nous avons le témoignage, soit de l'abbé Clément soit du sénateur Fischer, qui tous deux le mentionnent explicitement parmi les députés choisis à cette occasion. Fischer, dans une lettre au Conseil secret, précise même que Jacques de Quartéry aurait été leur chef. Ce qui est sûr, par contre, c'est que c'est lui qui présida l'assemblée du 23 septembre, à Saint-Maurice, réunissant presque tout le Bas-Valais, au cours de laquelle furent communiquées aux nombreux délégués présents les réponses faites par ladite diète à leurs propositions⁶³.

C'est aussi à lui que Sigristen écrit le même jour pour lui annoncer la réunion, fixée au 30 septembre, de la haute commission préposée pour entendre les griefs des deux gouvernements et l'exposé de leurs titres. En même temps, le grand bailli l'assure de sa totale confiance, se reposant sur lui et sur sa « sage conduite » pour assurer la tranquillité dans sa châtelainie⁶⁴.

C'est que, nous l'avons vu, le châtelain de Saint-Maurice eut fort à faire pour calmer l'effervescence qui, à plus d'une reprise, régna dans sa petite ville par la faute de quelques agitateurs.

⁶² Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 17-21 et 36-39 ; fasc. 10, pp. 25-27.

⁶³ Clément, *Révolution 1790*, p. 338 ; Junod, p. 121 ; Rz, cart. 70, fasc. 9, pp. 21-24 et 41-44.

⁶⁴ Clément, *Révolution 1790*, p. 352.

Plus d'une fois aussi, il dut encourir les sévices ou la méfiance d'une populace déchaînée ; les 10 et 11 septembre, par exemple, ou plus encore le 29 du même mois, où une bande de mécontents de Vérossaz vint assaillir sa maison en vociférant et en tirant quelques coups de fusil. Le 10 octobre, il dut renoncer à réunir son conseil, les paysans refusant de s'y rendre.

Dans ces circonstances difficiles, il chercha un appui et du secours, soit auprès de l'Etat valaisan, soit auprès des Bernois, soit auprès des Montheysans, ses voisins. Ainsi, le 18 octobre, il fait partie d'une députation de quatre membres venus exposer à Fischer leurs craintes et leurs embarras⁶⁵. Le 14 octobre, il s'adresse directement au grand bailli et par lui à LL. EE. du Haut-Valais : « C'est avec un grand chagrin, écrit-il, que je vois régner dans les esprits de notre peuple et de nos bourgeois la même fermentation et la même division qui y régnait avant mon dernier voyage à Sion ; ma situation est toujours fort triste et fort critique... Il ne faudrait pour achever d'exalter les têtes que d'envoyer dans ce moment un gouverneur. Je prends en conséquence la liberté de supplier V. E. de ne pas permettre que notre gouverneur descende avant celui de Monthey...⁶⁶ »

Nouvelle démarche auprès de Sigristen, le 21 octobre. Cette fois, c'est un véritable cri de détresse qu'il lui adresse. Surpris de son silence — on se souvient qu'en haut lieu on avait décidé de couper tous les ponts avec le Bas-Valais —, il lui dit son inquiétude d'être abandonné de lui en ces heures délicates où sa présence lui semble « le seul moyen de faire renaître... le bonheur, la paix et la tranquillité...⁶⁷ »

Comme le major de Rivaz, il tient beaucoup à rester dans les bonnes grâces de ses supérieurs. C'est pourquoi, au début novembre, alors qu'il se trouve, lui aussi, en assez mauvaise posture entre une partie de son peuple dont il doit calmer l'irritation sans cesse menaçante et son souverain dont il ressent cruellement la froideur et la désapprobation tacite, il préfère céder. Et, le 6 novembre, il n'attend même pas la sommation

⁶⁵ Voir ci-dessus, p. 107.

⁶⁶ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 276.

⁶⁷ Fonds Barberini, n° 34, pièce 32, 21 octobre 1790.

de Sigristen pour faire, au nom de toute sa châteltenie, entière soumission à l'Etat devant la haute commission assemblée à Sierre.

Cet acte spontané d'obéissance lui permet de reconquérir rapidement la faveur de LL. EE., au point que cinq jours plus tard, soit le 11 novembre, c'est lui et non Devantéry qui conduit la délégation montheysanne venue apporter à Sierre sa réponse à l'ultimatum du 6 novembre. Dans leur réunion du 9, en effet, les députés montheysans, abandonnés par Berne et tenus pour suspects par le Haut-Valais, sont tout heureux d'accepter l'offre du châtelain de Saint-Maurice d'être leur intercesseur auprès du souverain pour obtenir la permission de se présenter devant lui. Il serait aussi leur interprète pour demander un adoucissement des conditions baillivales du 6 novembre, quitte à sacrifier à cet effet une partie de leurs quarante articles. Il représenterait enfin que leurs demandes n'avaient été que des propositions formulées à titre de grâces et que leur intention, en les présentant, n'était pas et n'avait jamais été de se révolter ; que, au surplus, il n'était plus question pour eux de supprimer les gouverneurs, qu'ils étaient disposés à recevoir avec tout le respect qui leur est dû ⁶⁸.

C'est d'ailleurs à lui aussi que le grand bailli écrit, le 27 novembre, c'est-à-dire après l'entière soumission de tout le gouvernement de Monthey, pour le prier de notifier à « toutes les communautés impliquées dans cette malheureuse révolution » l'ordre de comparaître devant la diète extraordinaire de décembre, afin d'« y prêter le serment solennel d'obéissance et de fidélité... » ⁶⁹.

Aux fins de désigner les représentants de Saint-Maurice à ladite diète, il convoque le conseil général des bourgeois de la ville, lequel, réuni le 30 novembre, le choisit bien naturellement au premier rang de ses délégués ⁷⁰.

⁶⁸ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 310-312.

⁶⁹ Clément, *Révolution 1790*, pp. 363-364, XXV.

⁷⁰ Rz, cart. 94, n° 34, pièce 2 ; *ibidem*, n° 111, p. 10.

Tels furent, au cours de ces mois d'effervescence populaire, l'attitude et le rôle du châtelain de Saint-Maurice. C'est aussi en qualité de châtelain qu'il interviendra l'année suivante dans le complot contre l'Abbaye et dans l'affaire des Crochets. C'est ainsi qu'il interrogera à ce sujet quelques personnes de son ressort, par exemple le voiturier Pierre-François Tavernier ou le chanoine Joseph-Gaspard Exquis ; il fera arrêter et emprisonner Gaspard Thomas, de Vérossaz, un des principaux inculpés ; il figurera sur la liste des personnalités qu'on avait projeté d'assassiner⁷¹.

En fait, au sortir de la tourmente révolutionnaire des années 1790-1791, il a encore une longue et belle carrière devant lui.

A plus d'une reprise, il eut à remplir d'autres missions importantes et délicates, où il put faire valoir son entregent et sa diplomatie. Qu'il suffise ici de rappeler les principales d'entre elles.

Membre du comité général de Saint-Maurice en 1798, il est un des quatre députés choisis pour aller, le 9 mars, présenter aux VII anciens dizains la nouvelle constitution du pays élaborée par le résident Mangourit.

Quelques jours plus tard (du 24 au 29 mars), il fait partie, avec Pierre-Joseph de Riedmatten et Antoine-Marie Augustini, de la députation envoyée par l'assemblée provisoire de Saint-Maurice auprès du général Brune, à Berne, pour ouvrir la discussion sur le statut politique futur du Valais : indépendance ou rattachement à la République helvétique⁷².

C'est auprès de Bonaparte lui-même — il l'avait hébergé en mai 1800, lors de sa mémorable traversée des Alpes — qu'il se rend en décembre 1802, en compagnie du grand bailli Augustini et de Pierre-Joseph de Riedmatten, « pour remercier le Premier Consul d'avoir rendu l'indépendance au Valais ».

Vers la fin de l'année 1805, il reçoit mission, avec le baron Gaspard-Eugène Stockalper, d'apporter à l'ambassadeur

⁷¹ Dossier 1791, pp. 28, 151-153, 272, 310.

⁷² A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, pp. 37, 39-40 ; M. Salamin, *Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1798-1802)*, dans *Vallesia*, t. XII, 1957, pp. 16-17.

d'Espagne à Berne, don José Caamano, l'accord de la diète à la nouvelle capitulation militaire demandée par le roi catholique. Et quand, à la mi-janvier 1806, Charles IV, en reconnaissance de cette ratification, charge Caamano de venir lui-même à Saint-Maurice décorer Augustini et Charles-Emmanuel de Rivaz de l'ordre royal de Charles III, c'est à lui, Quartéry, qu'incombe l'honneur et le soin de loger l'ambassadeur et d'ordonner les cérémonies de réception ⁷³.

Après la chute de Napoléon, à Leipzig, en 1813, c'est encore à lui, entre autres, que le comité central du gouvernement provisoire fait appel pour présenter les hommages du pays à l'occupant autrichien, conformément aux vœux du colonel Simbschen. C'est ainsi que, en janvier 1814, on le trouve à Altkirch d'abord auprès du généralissime Schwarzenberg, puis à Fribourg-en-Brisgau, où la délégation valaisanne a une entrevue avec Metternich. Il est surtout question pour elle de s'enquérir du sort politique qui sera réservé au département du Simplon après la conclusion de la paix et d'exposer que leur désir le plus cher et le plus général est « de former une République libre et indépendante », c'est-à-dire de faire retour au régime en vigueur de 1802 à 1810.

On sait que la faiblesse et les divisions des Valaisans, comme aussi les intérêts des puissances alliées, de l'Autriche surtout qui tenait à installer un gardien puissant au Simplon, c'est-à-dire à la porte de ses riches provinces de Lombardie et de Vénétie, ne tardèrent pas à les obliger à changer d'avis et à demander eux-mêmes leur admission au sein de la Confédération. C'est le vœu qu'une délégation bas-valaisanne d'abord — et parmi elle une fois de plus Jacques de Quartéry —, puis la députation officielle du Valais viennent soumettre, en mai et juin 1814, à la Diète fédérale de Zurich ⁷⁴.

Est-ce pour récompenser tant de zèle à si bien seconder la cause autrichienne que, en novembre 1815, la croix de l'ordre de Saint-Léopold lui sera officiellement promise, en même temps qu'à deux autres personnalités valaisannes ? D'après les paroles

⁷³ A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, pp. 109, 146-147, 205-207.

⁷⁴ Emile Biollay, *Le Valais en 1813-1814 et sa politique d'indépendance*, Martigny, 1970, pp. 140-159 et 475 (*Bibliotheca Vallesiana*, t. 7).

mêmes du chevalier Agnesi, aide de camp du feld-maréchal de Frimont, qui la leur remit effectivement en juin 1816, au nom de l'empereur François II, il faut y voir plutôt un témoignage public de reconnaissance donné au peuple valaisan tout entier pour les bons services que ses premiers magistrats avaient rendus à l'occasion du passage en Valais de l'armée impériale ⁷⁵.

Ce n'était pas la première distinction que Jacques de Quartéry recevait ainsi de souverains étrangers et ce ne sera pas la dernière. Mais ce rapide survol de sa vie publique et en particulier de quelques-unes de ses missions officielles suffit à révéler en lui, sinon un grand homme d'Etat, du moins un homme d'une grande habileté et souplesse diplomatique ou, pour reprendre un mot du chanoine Polycarpe de Riedmatten cité par Biollay, un fin et « grand politique » ⁷⁶.

3. JEAN DEVANTÉRY

La secousse révolutionnaire de 1790 ayant eu son épice centre dans le gouvernement de Monthey, c'est là, de toute évidence, que la présence d'un artisan de paix et d'une autorité ferme était le plus nécessaire. On trouva heureusement l'un et l'autre en la personne d'un authentique enfant du pays. « Dans ces circonstances, note justement J.-E. Tamini, un homme émerge au-dessus de la foule, prudent et respecté, tenu en haute estime par les autorités constituées et jouissant auprès de ses concitoyens d'une juste considération et d'un prestige qui le désignaient à leurs suffrages : le capitaine » général du gouvernement de Monthey, Jean Devantéry ⁷⁷, alors âgé de cinquante-sept ans.

Qu'il fût entouré de l'estime et même de la confiance de tous, lui-même en était conscient et il en convient sans fausse modestie, comptant bien, du reste, utiliser ce crédit et l'ascendant dont il jouit pour le bien commun. Il croit même mériter l'attachement de ses concitoyens, tant par les services déjà rendus par sa

⁷⁵ A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, pp. 165, 186-187.

⁷⁶ E. Biollay, *op. cit.*, p. 142.

⁷⁷ Tamini, *Petit essai...*, p. 93.

famille — son père, son grand-père et son arrière-grand-père avaient à tour de rôle, eux aussi, exercé la fonction de capitaine général du gouvernement de Monthey — que « par les procédés honnêtes et bienfaisants » dont il a lui-même toujours usé envers eux ⁷⁸.

L'abbé Clément ne corrobore-t-il pas à la fois le jugement posthume de Tamini et l'opinion favorable des contemporains, quand, parlant des gouverneurs que d'aucuns voulaient alors supprimer, il affirme que le capitaine général était un des rares candidats bas-valaisans assez « éclairés et intègres » pour « remplir honorablement ce poste » ? ⁷⁹

Effectivement, aux premiers jours de la Bagarre, quand les émeutiers croyaient avoir définitivement conquis la liberté, c'est lui qu'ils plébiscitent, le choisissant spontanément pour chef et l'obligeant à siéger au château en lieu et place du gouverneur ⁸⁰. Les documents semblent sanctionner ce choix populaire et en quelque sorte le légaliser : ils font mention de lui comme d'un « président national du gouvernement de Monthey » et même d'un « gouverneur » ⁸¹.

Cette promotion trouve pour ainsi dire sa consécration officielle le 15 septembre, dans l'assemblée générale des deux gouvernements du Bas-Valais, réunie à Saint-Maurice : il est alors établi « juge en chef » du gouvernement de Monthey pour le temps de l'interrègne, au même titre que Jacques de Quartéry l'était pour celui de Saint-Maurice ⁸².

Il n'avait, du reste, pas attendu cette date pour agir en véritable chef, multipliant efforts et démarches pour tenter de pacifier les esprits et d'empêcher ou d'arrêter toute manifestation de désordre, suppléant les absents (la plupart des autres magistrats avaient pris la fuite, tels le châtelain Galley, son lieutenant Emmanuel Franc, le lieutenant gouvernal Darbellay...), mais lais-

⁷⁸ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 11, p. 3.

⁷⁹ Clément, *Révolution 1790*, p. 342.

⁸⁰ Grenat, p. 417.

⁸¹ Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 2 ; Mo, G, n° 71, p. 1 ; ACS, XIII, pièce 101.

⁸² Clément, *Révolution 1790*, p. 337.

sant l'administration de la justice à son préposé, le syndic Domenjoz.

Ainsi, le jour même de l'émeute populaire et avant qu'elle se déclenche, il avait exhorté les autorités de Troistorrents à calmer leurs gens et à les mettre en garde contre toute « insinuation sinistre et perverse », les assurant au surplus « des bonnes intentions du souverain à leur égard ». D'après les déclarations des députés de Troistorrents eux-mêmes, en diète de décembre, c'est grâce à ses sages consignes que la paroisse dut de ne voir aucun de ses ressortissants impliqué dans les mouvements de foule du 8 septembre⁸³.

Et quand l'effervescence battra son plein, il ne craindra pas de se jeter dans la mêlée et d'affronter les émeutiers. Ayant été averti de l'expulsion du gouverneur alors qu'il se trouvait chez lui avec l'abbé Turin, curé de Muraz, il se hâta de se mettre à sa recherche. Il se rendit, à cet effet, sur la place publique, où nous l'avons vu s'employer activement à apaiser les mutins qui s'y étaient rassemblés, au moment où ils venaient de perquisitionner chez le châtelain Galley. Intervention courageuse et qui faillit assez mal tourner pour lui puisqu'il fut alors en butte aux soupçons de quelques malintentionnés qui l'accusèrent faussement de receler chez lui le gouverneur et qu'il se vit contraint de quitter momentanément sa demeure pour échapper à leurs poursuites⁸⁴.

Cela ne l'empêcha pas d'assumer pleinement ses responsabilités. Informé que des vols de meubles s'étaient perpétrés au château, il ordonna aussitôt de fermer toutes les salles, d'en faire déposer les clefs à la chancellerie (dont il garda lui-même la clef) et de disposer des gardes à l'entrée dudit château, sans armes toutefois, pour ne pas exciter inutilement et dangereusement les têtes encore chaudes. Devant la menace d'une recrudescence de l'agitation populaire, il crut même bon de solliciter l'aide de leurs voisins de Saint-Maurice. Mais, après réflexion, craignant « que la présence d'une troupe armée pourrait occasionner du désordre pendant la nuit », il revint sagement sur sa décision et fit im-

⁸³ AV, cart. 86, fasc. 3, nos 12 et 11.

⁸⁴ Voir ci-dessus, p. 52.

médiatement placer une garde sur le pont de Monthey pour y stopper le contingent agaunois⁸⁵. C'est dans le même esprit de prudence et de modération que, les jours suivants, il prit la précaution d'assurer la protection de la maison du malheureux fiscal Meillat, à Monthey, qu'il dépêcha le lieutenant Hyacinthe Dubosson en Savoie s'enquérir de certaines rumeurs d'insurrection et qu'il participa lui-même à la longue séance — elle dura huit heures d'affilée — organisée à Troistorrents pour faire entendre raison à quelques villageois surexcités, dont le projet était de « descendre de nuit pour incendier ou tout massacrer à Monthey »⁸⁶.

Ces quelques exemples suffisent à montrer l'influence pacificatrice exercée par le capitaine Devantéry en ces jours d'extrême effervescence.

Il est un autre aspect de son activité qui prouve mieux encore peut-être à quel point il était considéré et agissait en fait comme le véritable chef de la révolution. Il s'agit du rôle politique qu'il a joué tout au long de ces trois mois, tant dans les nombreuses assemblées tenues dans le Bas-Valais que dans les relations officielles qu'il entretenait avec l'Etat, soit sous forme de lettres échangées avec lui, soit par les députations qu'il dirigea ou délégua.

Selon son propre aveu lors de l'enquête faite à Sion durant la diète de décembre, c'est lui qui convoquait et présidait les réunions du conseil du gouvernement de Monthey⁸⁷.

Rappelons, entre autres, l'assemblée du 9 septembre tenue chez lui, à huit heures du matin, pour choisir les messagers qui iraient informer l'Etat de la situation ; celle du 14 septembre pour préparer la réunion du 15 à Saint-Maurice, qui allait le nommer « juge en chef » du gouvernement de Monthey ; celle du 16, destinée à nommer une nouvelle députation auprès du souverain pour le rassurer et le prier de venir sur place écouter leurs griefs ; celle du 18 septembre, qui désigna une ambassade pour

⁸⁵ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 249-250 ; AV, cart. 86, fasc. 3, n° 11.

⁸⁶ Clément, *Révolution 1790*, pp. 333-334 ; AV, cart. 86, fasc. 3, n° 12, p. 4.

⁸⁷ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 249.

aller à Bex renseigner Fischer, tandis qu'elle dépêchait d'autre part deux émissaires à la réunion du 20 à Martigny ; celle du lendemain, qui s'occupa de préparer la diète du 21 et de rassembler à cet effet leurs plaintes contre les gouverneurs ; celle du 13 octobre dont on se rappelle l'importance primordiale, à cause des décisions qui y furent prises et surtout des conséquences qu'elles déchaînèrent, notamment par la lettre de ce jour adressée à Sigristen ; celle du 27 octobre pour répondre à la lettre de rupture du grand bailli ; celle du 10 novembre enfin qui devait donner une suite favorable à l'ultimatum baillival du 6 courant...⁸⁸

C'est donc à lui que, presque toujours, on adressait la correspondance touchant cette affaire. Témoin, par exemple, la lettre de Michel Pignat, châtelain de Vouvry, lui annonçant, le 12 octobre, les bonnes dispositions et la confiance de son peuple vis-à-vis du souverain et du gouverneur, son représentant⁸⁹ ; témoin aussi plusieurs lettres du grand bailli : sa réponse du 13 septembre aux deux lettres de Devantéry, des 8 et 9 septembre ; sa lettre du 25 octobre pour signifier aux Montheysans qu'il considère leurs réclamations comme une rébellion et qu'en conséquence il se refuse à traiter avec eux ; celle du 15 novembre, dans laquelle il exprime toute sa joie de leur soumission...⁹⁰

C'est lui enfin qui fut chargé de la plupart des tâches difficiles, souvent ingrates et délicates, qui s'imposaient presque chaque jour, entre autres les lettres ou députations au souverain ou à LL. EE. de Berne.

Ainsi, le 8 et le 9 septembre, c'est lui qui, le premier, informe Sigristen de ce qui vient de se passer. Conscient de la gravité de la situation et de ses devoirs, il ne craint pas de lui suggérer, avec tout le tact possible, d'intervenir auprès de Schiner pour le dissuader de revenir au château et auprès des dizains pour les engager à « ne point aigrir les choses... », mais à « peser toutes

⁸⁸ Voir ci-dessus, pp. 72, 75-81, 104-106, 110 et 114.

⁸⁹ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 314.

⁹⁰ Voir ci-dessus, pp. 74, 109-110 et 120.

les raisons et les circonstances », influence étrangère surtout, qui ont mis les sujets en effervescence⁹¹.

C'est lui aussi, entre autres, que les députés des deux gouvernements de Monthey et de Saint-Maurice délèguent, le 18 septembre, pour se rendre à Bex auprès de Fischer l'éclairer à la fois sur les récents événements et sur leurs véritables intentions. Tout naturellement, c'est lui qu'on choisit, le 19 septembre, en sa qualité de chef du gouvernement de Monthey, pour conduire la délégation bas-valaisanne à la diète de Sion du 21. Et, en fait, il sera son porte-parole pour exprimer, à cette occasion, à Sigristen et par lui à la haute assemblée les regrets de tous les Bas-Valaisans pour les événements du 8 courant.

Par sa connaissance remarquable du passé historique de la région de Monthey — il a laissé nombre de notes manuscrites sur ce sujet —, il était particulièrement qualifié pour faire partie de l'équipe rédactionnelle chargée de dresser le *Mémorial* des quarante articles, comme aussi le cahier des titres et raisons qui les dictèrent.

Responsable avec Jacques de Quartéry, depuis l'assemblée du 15 septembre à Saint-Maurice, de la correspondance officielle relative à la cause commune, c'est donc lui qui signe la fameuse lettre du 13 octobre à Sigristen, rédigée, comme on le sait, au nom du conseil du gouvernement de Monthey, par Ch.-E. de Rivaz ; lui aussi qui, pour son gouvernement, répond le 18 octobre et le 30 novembre aux lettres de Berne du 27 septembre et du 19 novembre.

Le 22 octobre, dans une nouvelle lettre à Sigristen, il dit crânement son étonnement, son indignation même et son inquiétude, des mesures tramées contre eux par le souverain Etat.

Nouvelle intervention auprès du bailli, le 28 octobre : il repousse fermement l'accusation des seigneurs qui font d'eux des révoltés et représente longuement qu'au contraire leur conduite prouve à l'évidence leur probité et leur bonne foi, leur soumission et leur fidélité.

⁹¹ AV, cart. 86, fasc. 3, n° 11.

Le 11 novembre, il se joint aux délégués de tout le gouvernement de Monthey venus à Sierre apporter à la commission souveraine la réponse de leurs communautés à l'édit baillival du 6. Démarche d'autant plus pénible pour lui et pour les députés qu'ils avaient dû au préalable se faire introduire et en quelque sorte agréer par l'entremise du châtelain de Saint-Maurice, Jacques de Quartéry⁹².

Par ce dernier exemple, entre autres, on se rend compte que, comme la plupart des personnages publics, comme le major de Rivaz en particulier, Devantéry connut des heures d'amères déceptions. Un moment, surtout à partir du 13 octobre, sa cote auprès du souverain, et peut-être aussi auprès de son peuple, fut nettement en baisse, comme il le confessa lui-même, le 8 décembre, devant une commission de la diète⁹³. Au point que, lui qui « avait toujours été à la tête des représentants » bas-valaisans, il ne fit pas partie de la délégation dépêchée auprès de Fischer, le 18 octobre, ni de celles qui se rendirent, le 2 novembre, auprès de l'évêque et du grand bailli et, le 9 du même mois, auprès de la commission souveraine assemblée à Sierre⁹⁴, ni surtout — et les députés haut-valaisans qui l'interrogèrent s'en montrèrent étonnés — de celle qui, le 4 décembre, dut venir prêter le serment de fidélité devant la diète⁹⁵.

Il dut pourtant comparaître devant ladite diète pour se justifier de toute sa conduite.

Dans quel état d'esprit il s'y rendit, une de ses notes du 26 décembre 1790, conservée dans les Archives du Vieux-Monthey, nous le donne assez clairement à entendre et nous dévoile en même temps un aspect important de sa personnalité. Voici un passage caractéristique de cette note : « On est surpris de la tranquillité dont je jouis dans les moments critiques où le

⁹² Voir ci-dessus, pp. 115-117.

⁹³ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 252. - Une année après, jour pour jour, soit le 13 octobre 1791, comparissant devant la commission souveraine siégeant à Monthey au sujet de l'affaire des Crochets, il déclarera « qu'il s'était trouvé dans une situation fâcheuse depuis un an ». Voir Dossier 1791, p. 148.

⁹⁴ Voir ci-dessus, pp. 107, 112 et 114.

⁹⁵ Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 252.

souverain semble soupçonner et mon zèle et ma fidélité par la manière dont on s'y est pris vis-à-vis de moi en intéressant sur mon sort à venir des souverains étrangers, et en m'obligeant d'aller rendre compte de ma conduite, le 8 du courant, à Sion. Si je n'avais pas prévu tout cela et si je ne m'y étais pas attendu par l'exemple du passé..., j'aurais eu de quoi m'étonner et la course que je fis, le 7 passé, d'ici à Sion, seul, et sous les auspices de ma bonne conscience et de ma bonhomie, aurait été plus triste ; mais, ... l'esprit rempli des notes que je tiens ici pour en perpétuer le souvenir, je n'avais rien à craindre⁹⁶. »

Ces dispositions de calme et d'assurance, il les afficha aussi tout au long de l'interrogatoire qu'il eut à subir le 8 décembre et dont le procès-verbal nous a conservé trente-huit questions et réponses. Sa défense dut impressionner favorablement ses juges qui ne purent rien retenir contre lui, ni mettre un instant en doute son honnêteté et son désintéressement⁹⁷. Ils auraient pu, tout au contraire, le louer de sa « sage conduite en tout », comme l'avait fait Sigristen trois mois auparavant, dans sa lettre du 13 septembre⁹⁸.

En fait, cette séance de la diète extraordinaire, une des dernières de cette assemblée, fut pour lui, comme aussi pour la cause qu'il avait représentée et défendue, un constat d'échec : l'échec de tous les efforts entrepris pour instaurer parmi les sujets bas-valaisans plus de justice et de respect de leurs droits.

Cet échec, les événements de 1791, même s'ils sont sans rapports directs avec ceux de 1790, allaient d'ailleurs l'accentuer et lui donner un caractère tragique. S'il n'y sera point impliqué directement, Devantéry aura tout de même à en subir le contre-coup. Certains conspirateurs d'alors, il est vrai, eu égard à ses incontestables qualités morales, voudront l'exclure de leurs

⁹⁶ Vieux-Monthey.

⁹⁷ Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 248-253. - Il ne sera pas davantage convaincu d'avoir failli à ses devoirs quand, l'année suivante, la haute commission établie pour enquêter sur l'affaire des Crochets lui reprochera d'avoir fait exercer les troupes « contre l'ordonnance souveraine ». Il n'aura pas de peine à se justifier « pleinement » en faisant état d'une permission que lui avaient donnée le grand bailli et le colonel de Riedmatten. Voir Dossier 1791, pp. 232-233.

⁹⁸ Clément, *Révolution 1790*, pp. 349-350, VII.

menées criminelles, visant à « tuer vingt des chefs du Bas-Valais, depuis Martigny à Vouvry ». Barthélemy Tormaz, par exemple, dans un interrogatoire du 12 novembre 1791, à Sion, relèvera « que Devantéry était toujours pour les petits... » et avait « toujours soutenu les communiers... », et Jean-Joseph Durier dira de son côté qu'il « était un homme toujours porté pour mettre la paix. » Il n'en reste pas moins que son nom figurera en bonne place sur les listes noires des conjurés de 1791 parmi ceux du Bas-Valais dont on voulait non seulement voler et piller la maison, mais purement et simplement se défaire⁹⁹.

Fort heureusement, toutes ces machinations échoueront et Devantéry en particulier rendra encore de multiples services à sa petite patrie montheysanne, soit au cours de cette même année 1791 en essayant de faire respecter l'ordre et la justice¹⁰⁰, soit plus tard comme banneret général du gouvernement de Monthey (1792-1797), puis comme juge et président du district (1798) et enfin député à la diète valaisanne (1802).

Par leur courage et leur clairvoyance, tous ces hommes dont nous venons d'évoquer le souvenir ont inconsciemment préparé et peut-être hâté l'émancipation complète — et très prochaine — du Bas-Valais. Sans aller jusqu'à prétendre, avec l'abbé Tamini, qu'ils « firent l'union du Haut et du Bas-Valais » ou qu'« à eux revient l'honneur de la création de notre patrie valaisanne »¹⁰¹, on peut dire que, par leur sagesse et leur pondération, ils ont néanmoins contribué à maintenir l'intégrité du territoire valaisan dans ses limites actuelles. C'est à ce titre que, malgré leur échec momentané, nous leur devons notre estime, notre admiration et notre reconnaissance.

⁹⁹ Dossier 1791, pp. 329, 287, 294, 50, 53, 64, 95...

¹⁰⁰ *Ibidem*, pp. 148-149, 239...

¹⁰¹ Tamini, *Petit essai...*, p. 100.

Conclusion

Le foyer de l'effervescence venait à peine d'être éteint que la menace d'une nouvelle flambée de violence pesa à nouveau sur le Bas-Valais tout entier.

Longtemps, on a voulu voir dans la conjuration des Crochets — puisque tel est le nom qu'on a donné à cette menace —, amorcée dès le mois de février 1791, une reviviscence, un prolongement de la révolution bas-valaisanne de 1790, comme un incendie qui, brusquement, renaîtrait de ses cendres. Le rapprochement dans le temps des deux séries d'événements, les démarches entreprises par Barthélemy Guillot pour réhabiliter la mémoire de son père gravement compromis dans ladite conjuration, la disparition assez rapide du dossier relatif à cette ténébreuse affaire, tels sont peut-être quelques-uns des facteurs qui expliquent cette confusion.

En réalité, ce sont là deux problèmes très différents et sans rapports directs entre eux. Même si, occasionnellement, elle s'est accompagnée de quelques manifestations d'ordre policier, la révolution de 1790 est un mouvement purement politique visant à obtenir la suppression d'abus notoires et la reconnaissance de certaines libertés, surtout communales et judiciaires. La conjuration des Crochets, elle, tout en ayant aussi, vraisemblablement, au moins chez quelques-uns de ses affidés, une signification politique, est une entreprise essentiellement criminelle, dont l'objectif premier et avoué est le pillage et l'assassinat.

Il est du reste aisé de vérifier dans les faits cette distinction fondamentale. Alors que la révolution de 1790 intéressa la popu-

lation tout entière et fut très vite prise en charge par les principaux notables du Bas-Valais, personnages estimables et considérés qui veillèrent avec soin à lui donner un caractère légal et à empêcher qu'elle ne dégénère en désordre ou en insurrection, les complots de 1791, au contraire, furent l'œuvre de quelques individus seulement, simples particuliers ou officiers subalternes, enhardis par l'appât d'un gain facile ou le désir de vengeance, et en tout cas véritables criminels en puissance.

Au surplus, si nous avons relevé l'attitude toute de loyauté et de modération des responsables de 1790 qui, forts de leur bon droit, jouèrent franc jeu, c'est-à-dire parlèrent et agirent au grand jour et veillèrent à rester toujours dans la légalité, nous devons bien constater, en revanche, qu'il en fut tout autrement en 1791, puisque alors tout se trama dans l'ombre, en un jeu obscur d'intrigues secrètes et de manœuvres condamnables.

Bref, on le voit, et il faut bon gré mal gré en convenir, nous sommes là, pour le répéter, en présence de deux affaires de nature et d'optique absolument étrangères et même opposées l'une à l'autre.

Peut-on en dire autant en comparant notre révolution de 1790 à sa grande sœur la Révolution française ?

Il est intéressant de remarquer à ce sujet que les deux événements ne se suivent qu'à environ une année d'intervalle. De là à conclure que l'un découle de l'autre, il n'y aurait qu'un pas à franchir. Pourtant, et nous avons déjà essayé de le montrer¹, il ne semble pas qu'on puisse établir de rapport direct entre eux. Il n'empêche qu'ils ont des caractères d'analogie et comme des liens de parenté assez frappants.

Constatons d'abord que, dans les deux cas, il ne s'agissait nullement au départ d'entreprendre une révolution au sens strict du terme, c'est-à-dire de renverser le pouvoir établi et de changer de structure politique : la France, loin de songer à supprimer la monarchie, témoigna envers Louis XVI, et jusqu'au milieu de 1792, d'un ardent loyalisme ; le Bas-Valais, de son côté, n'aspirait pas davantage à l'indépendance et à l'égalité avec le Haut et il

¹ Voir ci-dessus, pp. 181-185.

protesta toujours de sa soumission et de sa fidélité envers son souverain. L'un et l'autre voulaient seulement faire cesser des abus aussi nombreux que durables et ainsi mettre fin à une situation irritante et inacceptable. A cet effet, ils adoptèrent tous deux diverses mesures, dont plusieurs, assez curieusement, ne manquent pas d'analogie.

On pense tout naturellement d'emblée à la prise de la Bastille suivie du massacre de son gouverneur, le marquis de Launay, et au pillage du château de Monthey consécutif à l'expulsion du bailli Schiner. Ce sont là, à coup sûr, des faits saillants, bien qu'épisodiques, de nos deux révolutions, surtout pour leur valeur de symbole, d'autant plus que dans l'un et l'autre cas, ces actes de violence se répétèrent dans d'autres endroits et que, bientôt, une terreur panique et mystérieuse, la Grande Peur, secoua la plus grande partie des deux pays, inspirant aux seigneurs surtout une crainte d'autant plus grande qu'elle était peu fondée.

Mais il est d'autres événements, moins dramatiques il est vrai, mais de grande importance eux aussi, que l'on peut également mettre en parallèle.

C'est ainsi qu'après avoir procédé à la nomination de délégués aux assemblées délibératives (délégués des trois ordres en France et des paroisses dans le Bas-Valais), on se mit activement et hâtivement de part et d'autres à rédiger les cahiers ou mémorial de doléances et de vœux que les différentes communautés adressaient au souverain. Expression des aspirations de deux peuples opprimés, il n'y a rien de si surprenant que ces cahiers concordent sur les points essentiels. Ici comme là, on attribuait tous les maux dont on souffrait à l'arbitraire de l'autorité. On concluait donc à la nécessité de s'en protéger à l'avenir par l'obtention d'un certain nombre de concessions et par l'établissement, en France d'une constitution, en Valais d'un code, qui tous deux garantiraient les droits et libertés de chacun et assureraient en particulier une justice impartiale et désintéressée.

Toutes ces demandes étaient exprimées avec une grande modération et soumission et faisaient naître chez les sujets l'espoir prochain d'une vie nouvelle obtenue sans coup férir, c'est-à-dire par des moyens honnêtes et pacifiques. C'est que, dans le Bas-

Valais comme en France, on supposait le « gracieux » souverain acquis aux idées de réformes. On avait donc confiance qu'une fois informé — il l'était si mal ! — il céderait à ses « sentiments paternels » et remédierait aux maux et malheurs de ses sujets.

C'est dans ces dispositions que les représentants du Bas-Valais, réunis à Saint-Maurice le 15 septembre 1790, prêtèrent « le serment civique de se soutenir tous et de faire cause commune »². Bien que dans un autre contexte et avec une autre optique, c'était aussi ce qu'avaient fait les députés du Tiers Etat, le 20 juin 1789, dans une salle du Jeu de paume.

En continuant dans la même ligne, on pourrait de même comparer les désordres occasionnés dans les deux pays par la fuite du roi d'une part et celle des gouverneurs de Monthey et de Saint-Maurice de l'autre ; ou encore l'influence exercée dans les deux pays par les journaux révolutionnaires pour attiser les passions politiques...

Mais les jalons que nous venons de poser nous paraissent suffisants pour établir que nos deux révolutions — et peut-être toutes les révolutions — ont un caractère en quelque sorte supranational et cosmopolite, c'est-à-dire finalement qu'elles ont songé plus à l'homme et à son émancipation qu'à la patrie et à son indépendance ou à son extension.

Il n'en reste pas moins que, à partir de la révolution de 1790, le Bas-Valais, quoique maintenu sous le joug, fera imperceptiblement son chemin vers l'autonomie et l'égalité politique, malgré les présages contraires de Ch.-E. de Rivaz qui, dans sa lettre du 2 janvier 1791 à son beau-frère Eugène de Nucé, se disait « persuadé que le coin de terre que nous habitons ne renouvellera plus une tentative dont il a éprouvé tant de maux et de désordres. »³

L'échec de 1790 ne pouvait être définitif. Car si la question de la liberté bas-valaisanne était réglée de droit (ou plutôt de force), elle ne l'était pas du tout en fait. Les causes du mal, en effet, subsistaient dans toute leur acuité et leur injustice. L'ordre

² Voir Clément, *Révolution 1790*, p. 337.

³ Voir Rz, cart. 49, fasc. 8, n° 24, p. 11.

rétabli d'autorité n'était donc qu'apparent et superficiel. En profondeur, le mécontentement demeurait entier. Tel un ferment invisible, il s'infiltrait dans les esprits et déposait dans les cœurs un sentiment d'amertume et d'aigreur. Un jour viendra — et il n'est plus éloigné — où il renversera tous les obstacles et se frayera un passage vers l'indépendance et la souveraineté.

« *Finis libri, sed non finis quaerendi.* » Cette expression de saint Bernard traduit assez bien notre état d'âme au terme de ce travail. Une ample besogne reste encore à accomplir avant que soit écrite une histoire définitive de l'émancipation du Bas-Valais. Puisse cette étude être une amorce et peut-être une contribution à ce problème combien plus vaste et plus complexe !

Annexes

I

« Relation abrégée et succincte sur la révolution appelée la Bagarre, arrivée à Monthey, le 8 septembre 1790, rédigée par moi Gabriel Guerraty, d'après les renseignements que j'ai recueillis chez Pierre-Maurice Rey-Bellet et Jean-Claude Durier, du Val-d'Illiez, principaux acteurs dans cet événement, et sous leur dictée. »

Les vexations que les derniers gouverneurs de Monthey exerçaient sur leurs ressortissants étaient portées à leur comble, étaient devenues chaque jour plus insupportables, jusqu'à ce qu'enfin elles occasionnent l'explosion dont on va parler, et qui éclata à Monthey le 8 septembre 1790.

Et non seulement l'administration des gouverneurs était vexatoire, mais encore le gouvernement de l'Etat, qui fermait les yeux sur leur administration arbitraire et oppressive, et qui semblait la tolérer, était lui-même absolu, vicieux et corrompu et s'écartait de tout principe de justice. Et n'ayant d'autre vue et d'autre objet que de pressurer les peuples sans aucunement s'occuper de leur avantage, il s'inquiétait fort peu des vexations que les gouverneurs leur faisaient éprouver. Et ainsi c'était inutilement, c'était en vain qu'on recourait à lui et qu'on lui adressait des plaintes et des griefs pour faire cesser ces vexations : on n'était point écouté.

Toute l'administration de l'Etat était des plus vicieuses. Et parmi les vices les plus notoires étaient la vénalité de la justice et le soin d'entretenir les procès portés devant lui. Et l'on sait quelle était cette manœuvre, cette odieuse méthode de renvoyer de diète à diète les affaires, de ne jamais porter de décisions définitives, et de déroger en la diète suivante à ce qui avait été fait en la précédente, et cela tou-

jours à prix d'argent. Tout étant arbitraire et tout se décidant par la faveur, et pour celui qui faisait de meilleures offres et de plus abondantes largesses, la coutume était de laisser prolonger les affaires sans les terminer définitivement, afin de ne pas laisser tarir de telles sources financières. L'on sait qu'à chaque diète, la plupart de ses membres faisaient bonne récolte ; et que pour être favorablement écoutés, les plaideurs et les sollicitateurs d'affaires faisaient la tournée des chambres, dans le temps des diètes, avec des corbeilles pleines d'argent, où des juges de honte puisaient à pleines mains. Parmi ceux-ci on signalera surtout un Pierre-Antoine Preux, capitaine du dizain de Sierre, et qui fut gouverneur de Monthey, connu pour ses oppressions.

Le système financier étayé sur la fiscalité était le principal et unique objet qui occupait les avides dominateurs du Bas-Valais.

Les bailliages étaient accordés non au mérite et à la capacité, mais aux plus offrants, et sans considérer la moralité. Les gouverneurs étant changés de deux ans en deux ans, et ainsi ne restant que deux ans en place, il fallait que dans ce court espace de temps ils se fassent rembourser leurs avances, et en même temps faire leur gain et bénéfice ; et pour cela, ils profitaient et se servaient, et se hâtaient de se servir de tous les moyens pour satisfaire leur cupidité et grossir leurs bourses. Ils se dépêchaient de parvenir promptement à leur but. Leurs moyens ordinaires étaient d'extorquer des amendes pécuniaires quoique non méritées, entraver le commerce, afin de faire financer pour le rendre libre, et trouver des contrevenants, composer et négocier sur de prétendus délits, comme s'ils eussent été un commerce, multiplier les prohibitions afin de donner lieu aux transgressions ; exiger à la rigueur des châtimens pécuniaires, arbitraires et injustes, dont le résultat était d'aigrir les esprits, ruiner les familles et perpétuer les haines et dissensions, par lesquelles étaient entretenues les rixes et les querelles toujours renaissantes. Tous ces moyens étaient autant de sources assurées et intarissables de finances. On spéculait sur les délits pour en faire une branche de revenus, et toutes les actions devenaient délits, aux yeux de ceux qui avaient intérêt à leur existence ; et faute de délits réels, il fallait en créer d'imaginaires. Et si l'on venait à punir un délit réel, ce n'était pas tant dans la vue de le réprimer et dans l'intérêt de la société, que pour en faire un objet de finance.

Un tel système de complète dépravation était des plus pernicieux et des plus funestes.

Toutes les délations étaient accueillies, et il suffisait d'être dénoncé pour être coupable, c'est-à-dire pour être contraint à verser son offrande forcée dans la bourse sans fond des gouverneurs. Tout attirait leurs avides et farouches regards. Ils spéculaient sur tout. Un vol de fromage avait été fait à Maurice Moche, de Place, près Monthey ; les voleurs, avec le corps du délit, avaient été saisis. Le gouverneur Augustini, vrai tyran, si connu par son despotisme et ses extorsions,

et qui portait partout ses avides spéculations, exigea que le propriétaire volé ait à spécifier avec la plus exacte précision le poids et la qualité du fromage qui lui avait été enlevé et qui était déposé au château, et qui était l'objet de la convoitise du gouverneur ; ce que n'ayant su faire au juste, il fut mis à l'amende, outre que tout son fromage ne lui fut pas rendu.

Ce gouverneur exigea encore une amende d'Antoine Torrenté, d'Outrevieze, commune de Monthey, pour avoir échangé un âne contre une truie.

Les gouverneurs prononçaient les amendes dont ils avaient les deux tiers, et l'autre tiers était pour les fiscaux, sortes de gens qu'on peut comparer aux chiens lévriers, et qui couraient après la proie et la saisissaient.

On peut juger quel était le sort des malheureux qui tombaient en de telles mains.

On va signaler quelques-uns de ces gouverneurs plus ou moins avides et despotes, afin que leur nom soit transmis à la postérité, à côté de celui des tyrans de l'antiquité. S'ils n'ont pas été punis, il faut au moins qu'ils soient signalés pour être voués à l'opprobre et pour que la postérité les connaisse. On ne parlera que de ceux de ces derniers temps, connus des contemporains.

Parmi eux, on remarque Alphonse-Patrice Charvet, gouverneur de la part du dizain de Sion, en 1775 et 1776 ; Ignace de Chastonay, pour le dizain de Sierre, en 1777 et 1778 ; Jean-Guillaume Matter, pour le dizain de Loèche, en 1779 et 1780 ; Marie-Antoine d'Augustini, pour le dizain de Brigue, en 1785 et 1786. Celui-ci, issu de race italienne, digne de son origine, la plus méchante race d'hommes, s'est surtout signalé et distingué, plus que tous les autres gouverneurs, par ses extorsions, ses vexations, ses injustices criantes, sa tyrannie, son administration arbitraire et absolue ; dur, inhumain, impitoyable, inexorable, inaccessible à la pitié, ne se laissant point toucher aux larmes et supplications des malheureux contre lesquels il sévissait, et dont il voulait faire sa victime. Tout dans sa personne, jusqu'à sa figure hideuse, inspire l'effroi et le dépeint comme un scélérat : une tête énorme, de gros yeux saillants, farouches, sévères et hagards, annonçant la dureté de son âme incapable de commisération. Il était né pour vivre en Turquie ou au service des monarques orientaux et il y eût été digne d'exercer les fonctions de pacha ; il a une voix de tonnerre et terrible. Actuellement octogénaire, mais jouissant encore de toute la vigueur et de toute la force de l'âge viril, avec toutes ses facultés inépuisables, une poitrine à toute épreuve, infatigable ; écrivant et lisant encore sans le secours des lunettes ; défendant les causes de ses clients comme avocat, du matin au soir, sans s'épuiser et se fatiguer ; hardi et effronté, adaptant toujours sa politique aux circonstances, s'accommodant à tous les temps, tantôt affectant les sentiments répu-

blicains, lorsque cela lui convient et que l'empire des circonstances l'exige, tantôt rampant servilement devant les rois et les tyrans, qu'il s'efforce d'exalter et d'encenser ; despote dès qu'il a le pouvoir en main ; lorsqu'un gouvernement quelconque, monarchique, aristocratique ou démocratique vient à être renversé, il le quitte et incontinent il se porte le premier sur les rangs des aspirants pour occuper la magistrature dans le nouveau gouvernement ; ainsi, magistrat, tantôt républicain, tantôt monarchique, puis encore républicain, parlant le langage opportun dans l'un et l'autre. Enfin, c'est un protégé qui se métamorphose en autant de façons qu'il lui plaît. Il est aujourd'hui connu sous le nom de comte d'Augustini, titre dont il s'est affublé d'une manière toute particulière. En écrivant, au temps de son baillivat qui a duré depuis le mois de septembre 1802 jusqu'en mai 1807, au roi d'Espagne, au sujet du régiment valaisan au service de cette puissance, il prit la qualité de comte, et le roi lui adressa sa réponse sous la même qualification. Ce fut donc cette adresse de la lettre du roi, dont il se prévalut alors, qui fut son diplôme pour prendre le titre de comte ; et il se fit accorder des décorations.

Au reste, peu importe de quelle manière il se soit affublé de cette qualification, par diplôme ordinaire et exprès ou par stratagème, elle ne devrait pas être tolérée chez un peuple libre, dont les institutions ne sont pas celles des monarchies.

Il faut avouer que ces sortes de titres de qualifications se multiplient trop en Valais et que c'est abusivement que des citoyens libres valaisans prennent goût à ces sortes de qualifications et de décorations que les rois distribuent à ceux qui leur sont dévoués, et qui sont la récompense de leur honteux dévouement. On aimerait mieux que ces amateurs de titres honorifiques et de décorations, signe de leur dévouement, non à la patrie, mais aux rois étrangers dont ils affichent les faveurs, aillent vivre dans les monarchies pour s'y rencontrer avec leurs pairs. Mais ces attributs ne sont pas de saison chez une nation libre et en république, où les hommes n'ont et ne doivent avoir de distinction que celle que leur accordent leur mérite personnel, la magistrature, les talents et l'estime de leurs concitoyens, ce qui vaut bien, aux yeux de la vertu, les signes extérieurs des faveurs des monarques étrangers.

Ces titrés sont comme autant d'amis des rois étrangers, engagés et dévoués à leurs intérêts, et disposés à les servir, et même en sacrifiant les intérêts de la patrie, et en trafiquant du sang et de la personne de leurs concitoyens.

Un roi qui a fait avec la république une capitulation pour avoir à son service un corps de troupes à des conditions satisfaisantes pour lui, c'est-à-dire à acheter des hommes, et des hommes libres, à vil prix, et pour être les suppôts du despotisme, distribue en retour et reconnaissance, à ces magistrats républicains qui ont négocié avec lui,

pour ces sortes de capitulations, des décorations et titres honorifiques, qu'on peut regarder comme le prix du sang trafiqué.

Et lorsque ces magistrats républicains ont réussi dans leur funeste négociation pour une capitulation militaire avec une puissance étrangère, au lieu de décorations et de titres honorifiques, ils devraient être habillés de deuil.

Où si ces signes extérieurs n'ont pas pour objet de telles négociations, ils sont le prix de leur service ou dévouement envers les rois. Or, des hommes libres, des républicains, qui leur sont dévoués quoiqu'ils ne soient pas leurs sujets, ne doivent plus servir leur patrie, dont ils ont mérité de perdre la confiance.

Hommes libres, décorés des signes extérieurs des faveurs des monarques étrangers, considérez que ces signes doivent être regardés par vos concitoyens comme une marque avilissante de votre attachement à ces premiers, et que ces signes devraient vous repousser à jamais de la confiance de ces derniers, puisqu'ils la placent mal chez ceux qui affichent de tels signes qui doivent être ceux de réprobation et de corruption ! Voilà ce que l'on pense de vos titres honorifiques et décorations !

Dans sa jeunesse, M. Augustini était officier dans le régiment suisse de Courten au service de France ; mais comme il ne pouvait pas avoir recours à l'intrigue pour s'avancer dans le service militaire, où seulement l'ancienneté et le mérite procurent l'avancement — et il n'avait ni l'un ni l'autre, ni le courage qui est l'apanage ordinaire de l'homme vertueux et non celui des hommes vils —, il médita sa retraite, mais avec une pension, quoiqu'il ne l'eût pas méritée. Il se mit une demi-douzaine de paires de bas, qui lui grossirent considérablement les jambes, et en cet état il se présenta au ministre de la Guerre, en l'assurant qu'il était atteint d'hydropisie qui lui était survenue au service du roi, et demanda sa retraite avec pension, ce qu'il obtint du ministre qui ne chercha pas à vérifier et s'assurer de la chose. Ce fut ainsi que cette imposture lui réussit.

Il aspirait à devenir capitaine du dizain de Brigue, et pour y parvenir, il sema le trouble, la discorde et les dissensions dans ce dizain et employa toutes sortes d'intrigues. Mais il faillit cette fois de débarrasser le monde de sa hideuse personne. On allait le déchirer et le mettre en pièces, mais il eut le bonheur de se réfugier promptement dans l'église de Naters qui cette fois servit de refuge à un scélérat, comme celles d'Italie le sont pour les gens de son espèce.

Tel est cet homme qui fut gouverneur de Monthey, où l'on se rappellera longtemps de son despotisme et de son administration vexatoire et arbitraire ; où les larmes qu'il a fait verser aux malheureux qu'il a vexés et ruinés ont coulé pendant longtemps, et où il a laissé de nombreuses et innocentes victimes de sa tyrannie.

L'on va reprendre la série des mauvais gouverneurs et, en leur ordre, Ignace Theiler pour le dizain de Sion, arrivé le 2 février 1789.

Il était constamment depuis midi en état d'ivresse et dans cet état, qui le rendait frénétique et furieux, il se livrait sans mesure au despotisme le plus absolu et aux actes les plus vexatoires et les plus arbitraires. Il faisait arrêter tous les étrangers passagers et leur faisait couper ou pour mieux dire raser les cheveux sur la moitié de la tête et de côté, depuis le front jusqu'à la nuque, et par-dessus le marché leur faisait donner la bastonnade.

Ses vexations étant portées à leur comble, on se préparait à en porter plainte à la diète de décembre, même année 1789, mais il mourut dans le même mois, et pendant la diète à Sion, d'une maladie aiguë et violente. On a cru qu'il avait gagné cette maladie par la vive appréhension où il était des plaintes et griefs qu'on allait porter contre lui.

Il ne put ainsi achever les deux années de sa préfecture, étant décédé en décembre la première année, et Hildebrand Schiner lui succéda pour le reste du temps de cette préfecture finissant au 2 février 1791, mais on ne lui en laissa pas le temps, ainsi qu'on va le voir, ayant été expulsé le 8 septembre 1790. Hildebrand Schiner prit donc possession du bailliage de Monthey en décembre 1789 et mérita par ses vexations et son despotisme d'être traité comme il l'a été.

On eût pu placer ici, dans cette série de mauvais gouverneurs, pour ne pas l'interrompre, le successeur de Schiner, Pierre-Antoine Preux, de Sierre, bien digne de figurer parmi eux, mais comme il n'entre pas dans le plan de cette narration de lui trouver place ici, parce que sa préfecture est postérieure à l'événement connu sous le nom de la Bagarre, dont on va parler, on en fera mention ci-après.

Les vexations du gouverneur Schiner portées à leur comble fatiguèrent enfin les opprimés qui oublièrent le respect dû à un magistrat et qui ne virent plus en lui qu'un despote.

Il lui suffisait de savoir les particuliers moyennés pour spéculer sur leurs bourses ; l'innocent et le coupable étaient confondus ; le particulier aisé attirait ses regards pour en faire une victime de ses vexations ; il saisissait toutes les occasions et tous les moyens pour se procurer des amendes, non pour réprimer le vice, mais pour extorquer de l'argent à ses ressortissants.

Après son expulsion, on trouva une note où il avait inscrit nombre de particuliers désignés pour être amendés, et pour des motifs les plus légers et les plus frivoles, mais heureusement pour eux, il n'eut pas le temps d'exécuter ses injustes desseins.

Voici comment l'événement de la Bagarre du 8 septembre 1790 s'est passé, et la cause qui y donna lieu.

Pierre-Maurice Rey-Bellet, du Val-d'Illiez, qui fut l'un de ceux sur qui il spécula pour extorquer de l'argent, s'en retournant chez lui du marché de Monthey, dans le courant de mars 1790, atteignit à la fontaine d'Einsî deux hommes montés sur leurs chevaux, savoir Jean-Joseph Rey-Borrachon, du Val-d'Illiez, et Jean-Joseph Donnet du

Cheseaux, de Troistorrents, celui-ci, homme riche et de beaucoup de vivacité et de fierté ; lesquels se prirent aux cheveux dans le temps que leurs chevaux sur lesquels ils étaient montés buvaient à cette fontaine. *Parva eundo crescunt*. Ce petit événement fut la cause d'une époque qui a eu quelque célébrité dans le Valais et la Suisse, et par la renommée qu'elle répandit dans une grande partie de l'Europe.

Rey-Bellet ayant vu ces deux hommes presque ivres pris aux cheveux, et frémissant du danger qu'ils couraient peut-être de leur vie s'ils fussent tombés ainsi pris aux cheveux, aux pieds de leurs chevaux, les en fit descendre et les sépara, et par cette séparation Donnet fit du sang par le nez. Aussitôt il rebroussa chemin, vint porter sa plainte au gouverneur Schiner contre Rey-Bellet et celui-ci continua sa route.

Le gouverneur fit citer son frère Jean-Joseph Rey-Bellet à comparoir devant lui, le mercredi suivant, pour répondre à cette plainte. On peut juger de l'effroi de celui-ci d'être l'objet des terribles regards du redoutable gouverneur et de sa surprise d'être assigné par-devant un despote pour un événement dont il n'avait pas connaissance. Le gouverneur voyant son erreur consentit pourtant à relâcher sa proie et ne persista pas dans son équivoque.

Pierre-Maurice Rey-Bellet fut ensuite assigné à comparoir l'un des mercredis suivants devant le gouverneur qui, en cette première comparaisance, déclara qu'il voulait bien se contenter et n'exiger qu'un louis d'or de cet homme dont le délit avait été d'empêcher peut-être un malheur et de séparer deux hommes qui étaient aux prises et en danger imminent, et d'avoir en cela exercé un acte de charité.

Rey-Bellet, dont la conscience était calme, accueillit cette proposition comme elle méritait de l'être : il refusa nettement de consentir au paiement de cette amende non méritée. Ce fut en vain qu'il alléguait au gouverneur que, loin de devoir être puni et d'avoir mérité une amende pour avoir commis une bonne action, il devait être non seulement absous, mais encore qu'il était digne de louange.

L'inexorable gouverneur ne se laissa point fléchir et persista avec dureté à exiger l'amende. Ce n'était pas un délit qu'il voulait punir, mais avoir un prétexte pour extorquer une amende, n'importe qu'elle ne fût pas due. Sa cupidité ne lui permettait pas de distinguer les bonnes actions des mauvaises ; les bonnes étaient pour lui un délit afin d'avoir un moyen d'extorquer de l'argent.

Rey-Bellet fut de nouveau assigné et, en cette seconde comparaisance, on lui augmenta du double l'amende qu'on exigeait de lui ; et ainsi au lieu d'un louis d'or, ce fut deux, et il persista au refus de la payer. A une troisième comparaisance, on tripla encore l'amende qu'on lui fixa à trois louis et qu'il se refusa pareillement à payer, en priant le gouverneur de vouloir bien lui exhiber la loi qu'il avait transgressée pour avoir commis une action vraiment louable en elle-même, et par quelle loi il avait mérité une amende. Il suivait les conseils de

M. le banneret Devantéry à qui il s'était adressé pour avoir sa protection contre les persécutions du gouverneur qui ne se laissait point fléchir.

Rey-Bellet voyant la vexation que l'inexorable gouverneur exerçait contre lui, pour la faire cesser prit le parti d'adresser à l'Etat, en diète de mai 1790, assemblée à Sion, une supplique contre lui, donnant l'explication de la nature du prétendu délit qui excitait sa cupidité, et tendante à obtenir la remise ou abolition de l'amende.

Cette supplique fut présentée par le Gros-Durier, Jean-Claude (frère de Louis Durier qui fut tué le 7 février 1787 par le brigand Jean-Joseph Roche, du Val-d'Illiez, l'ami intime du gouverneur Augustini, qui lui accordait des lettres d'abolition lorsqu'il lui arrivait de commettre des forfaits). L'on fit à Jean-Claude Durier de belles promesses verbales et surtout le grand bailli Gasner. Mais il représenta que ces promesses verbales ne suffisaient pas et seraient inefficaces, et qu'il désirait les avoir par écrit, afin de s'en prévaloir contre le gouverneur Schiner et de l'obliger à cesser ses poursuites. Mais le grand bailli se borna à lui donner l'assurance que Rey-Bellet ne serait plus molesté par le gouverneur. Et il fallut se contenter de cette promesse verbale qui n'eut aucun effet. Ces démarches ne servirent qu'à irriter davantage le gouverneur, qui était alors à Sion, au point de menacer Durier de tirer son épée contre lui lorsqu'il fut lui annoncer et lui signifier cette promesse du grand bailli. Mais Durier lui dit sans se troubler : « Frappez et j'irai porter mes plaintes à vos supérieurs. »

Ce qu'on ne peut concilier, ce sont les assurances données par le grand bailli que le gouverneur cesserait ses poursuites, et que cependant celui-ci les continua et persista à exiger l'amende. Ainsi la supplique et ces assurances restèrent sans effet. Et Durier s'en revint sans avoir obtenu autre chose que de belles paroles qui ne servirent à rien.

L'on voit dans le détail des amendes dressé par le gouverneur Schiner pour sa justification, et inséré dans ce cahier aux pages [127 à 134] qu'il a présenté à la diète, une contre-supplique qui a prévalu à la supplique de Rey-Bellet et à celles d'autres vexés comme lui. Cela ne doit pas étonner, car on ne doit pas s'attendre à trouver justice chez un gouvernement corrompu, sans moralité et sans principe d'équité. Si le gouvernement avait été pénétré des principes d'équité, il aurait mis des bornes à la cupidité effrénée des gouverneurs, mais il faut croire qu'il voyait avec indifférence les vexations exercées par ceux-ci.

Mais Dieu, dans sa Providence, qui aveugle quelquefois les hommes qu'il veut punir, réservait au gouverneur Schiner une catastrophe qu'il eût évitée s'il avait voulu se relâcher de sa rigueur, de son injuste sévérité et de ses vexations ; et à l'Etat, un exemple, lorsque les peuples opprimés se voient forcés de se rendre justice eux-mêmes et lorsque les gouvernements se livrent à l'iniquité, exercent ou souffrent une administration vicieuse et corrompue. Et celui du Valais se serait

épargné cette disgrâce s'il avait mis plus de dignité, avait cherché à réprimer les vexations et à faire rendre une meilleure justice, et avait écouté les plaintes contre ses officiers.

Aussi lorsque Jean-Claude Durier et Pierre-Maurice Rey-Bellet eurent une entrevue, le 21 septembre 1790, avec Fischer de Berne, commissaire de son gouvernement à Bex, et que ce dernier leur eut représenté qu'ils n'auraient pas dû se porter ainsi à des voies aussi extrêmes que celles de se permettre un acte de rébellion de cette nature, et qu'il fallait s'adresser au souverain Etat pour faire cesser les injustices lorsqu'elles avaient lieu, ils exposèrent à M. Fischer ce qui s'était passé en la diète de mai, même année, et que le gouvernement n'avait eu aucun égard aux suppliques et représentations qu'on lui avait adressées, nonobstant les promesses qu'il avait faites, et qu'il n'y avait aucune justice à en attendre. Sur quoi M. Fischer haussa les épaules et finit par leur promettre qu'il serait leur intercesseur, qu'il en écrirait à son gouvernement pour que celui-ci fasse des représentations à celui du Valais. Et si la rébellion du 8 septembre 1790 resta dans l'impunité, on en a attribué la cause aux bons offices et à l'intercession de M. le commissaire Fischer auprès de son gouvernement qui, instruit de quel côté étaient les torts, s'employa auprès de l'Etat du Valais pour qu'il ne donnât pas suite à cette affaire.

Rey-Bellet fut assigné pour la dernière fois à comparoir devant le gouverneur, le 8 septembre 1790, jour de foire à Monthey, où on le somma de payer neuf louis d'or dans une heure de temps, sous peine de la prison. Il se retira alors, le cœur navré de douleur.

Pendant cette discussion, les esprits s'étaient déjà mis en fermentation parmi les Valdilliens qui étaient réunis en grand nombre en la maison du sieur Jean-Joseph Défonté, faisant le coin où aboutissent les rues du Bourg-aux-Favres et du château, et faisant face à la place du marché du côté d'orient, lorsqu'ils virent arriver le sieur Joseph-Antoine Meillat, greffier du gouverneur et faisant les fonctions de procureur-fiscal, portant en ses mains des papiers qu'ils prirent pour des choses sinistres et vexatoires. M. Meillat étant monté avec ces papiers à la main en la chambre supérieure où étaient les Valdilliens y fut assailli et battu par eux jusqu'à effusion du sang et jeté sous un lit. Dans ce moment survint Rey-Bellet revenant du château. Les Valdilliens furent dès lors déjà vivement animés par ce premier acte d'excès, qui sans doute déterminait l'explosion qui éclata un instant après.

Le gouverneur, à qui le destin préparait une scène terrible et qui semblait aller au-devant des événements qu'il disposait et amenait par sa conduite, et les provoquer, ayant été aussitôt instruit de l'agression dont son greffier avait été victime, se rendit depuis le château jusqu'au pied de la rue, devant la maison de Défonté, pour prendre des informations. Sa présence dans ce moment de fureur qui excitait les Valdilliens ne pouvait que les irriter davantage. Il portait en ses

maines des papiers et criait depuis la rue : « Coquins de Valdilliens, est-ce ainsi que vous frappez mes officiers ? je vais sévir contre vous. » Ce qu'ayant été entendu par Rey-Bellet, il regarda par la fenêtre et fut bientôt aperçu par le gouverneur qui lui adressa âprement la parole en ces termes : « Est-ce toi, Bellet, qui frappes mon curial ? je vais te faire mettre en prison. » Rey-Bellet, immédiatement après ces paroles prononcées d'un ton sévère qui ne servirent qu'à l'irriter davantage, vu que ce n'était pas lui qui avait été l'auteur de cette agression, descendit en la rue, suivi des Valdilliens, pour parler au gouverneur et lui demander encore l'exhibition de la loi qui le condamnait à l'amende qu'on exigeait de lui. Ce qu'il fit avec véhémence et d'un ton que le gouverneur n'avait pas accoutumé. Celui-ci se hâta de retourner au château, suivi de près par Rey-Bellet qui, en cheminant, lui serra fortement un bras et qui ne cessait de lui demander par quel droit et par quelle loi il voulait lui infliger cette amende non méritée, et qui était accompagné d'un bon nombre de Valdilliens, notamment son beau-frère Maurice Gex-Collet, Jean-Joseph Rey-Borrachon, Jean-Louis Borrat, le Gros Jean-Claude Durier, Dominique Gex-Collet, Louis Rey, l'abbé Durier, Jean-Claude Défago [de] feu Jean-Louis, Jean-Claude Défago [de] feu Jean-François..., au nombre de plus [de] soixante. Le gouverneur et Rey-Bellet étant montés ensemble, au corridor, devant la chambre rouge du château, en l'étage supérieur, ce dernier ayant avec lui Jean-Joseph Rey-Borrachon, on en vint là à une vive discussion, tandis que la multitude occupait la cour et la rue du château dans l'attente des événements.

Ce fut alors un terrible moment pour le gouverneur qui ne pensa plus à extorquer des amendes ni à menacer de la prison. Rey-Bellet, impétueux, très irrité, plein de vigueur et fortement constitué, de la taille de cinq pieds et 10 pouces, âgé de 35 ans, s'étant dans sa furie déchiré la chemise et les vêtements, et s'étant frappé du poing sur la poitrine nue, s'élança sur la personne du gouverneur, l'empoigna, puis le suspendit par ses habits en dehors de l'ouverture voûtée ou « vuide » du mur du corridor, du côté nord, donnant sur la cour, comme pour l'y jeter, mais sans le lâcher. Le gouverneur ayant été retiré de cette effrayante position, Jean-Joseph Rey-Borrachon lui porta un rude coup de pied qui l'atteignit à la cuisse et qui lui déchira sa culotte de ce côté dans toute sa longueur, en le traitant de boug[re] de larron, et le renversa par terre.

Ce dernier, de haute stature, ayant naturellement le regard sévère et farouche et la physionomie rude, acerbe, âpre et revêche, que la fureur rendait encore plus terrible, ne pouvait manquer dans ce moment terrible d'inspirer une grande frayeur, quoique ce ne fût pas un homme méchant. Il était molesté par le gouverneur pour payer une amende, de même que Rey-Bellet, au sujet de la même rixe vers la fontaine d'Einsîé, où il avait été l'un des acteurs. Mais cette prise de cheveux entre

Borrachon et Donnet n'avait pas été de nature à mériter autant de sévérité et d'animadversion de la part du gouverneur, qui d'ailleurs eût dû examiner et s'assurer de quel côté étaient les torts, et quel avait été l'agresseur, et qui au reste avait eu tort de confondre l'un des querelleurs et celui qui les avait séparés.

Dans ce terrible moment survint le domestique du gouverneur, nommé Jean Clausen, dit Pontic, d'Ernen, dizain de Conches, sortant de la chambre rouge, avec un fusil chargé qu'il détendit par deux fois, sans que le feu ait pris, contre Rey-Bellet qui, s'en étant aperçu, se saisit d'une chaise qu'il éleva et avec laquelle il fondit impétueusement sur le domestique pour l'en frapper, mais la chaise ayant donné contre le mur au-dessus de ce dernier, par défaut d'espace, se brisa et vola par morceaux. Ce heurtement fut cause que le domestique ne fut point atteint, et de frayeur il laissa tomber son fusil des mains et s'esquiva promptement. Ce fut ainsi qu'il évita le coup qui allait le terrasser.

Le gouverneur cherchant son salut par la fuite s'échappa fort à la hâte, sans chapeau, par l'escalier tournant et dérobé, emmenant avec lui sa femme qui perdit un soulier. En s'évadant, ils traversent la cour et la rue, au milieu de la foule et des huées, et après eux on roula un tonneau par la rue qui est penchante. Après sa fuite, les Valdilliens assaillirent le château à coups de pierres, y firent le dégât, brisant les fenêtres, les portes et quelques meubles. Après quoi, ils se portèrent à la poursuite du gouverneur qui alla se réfugier dans la maison de M. le châtelain Galley. Ils y vinrent bientôt le chercher et où ils firent encore du dégât et maltraitèrent ce dernier et son épouse. Mais le gouverneur évita leur présence en s'échappant fort à la hâte par la porte de derrière de cette maison, et alla se cacher dans la maison voisine, celle de M. le capitaine Guillaume de Lavallaz-Châtillon. Ne s'y croyant pas en sûreté, il se rendit le soir du même jour à Charrière, commune de Massongex, qui est une ferme écartée de la route, et appartenant à l'hoirie de Tornéry, où il passa la nuit, sans doute la plus pénible de sa vie, et le lendemain il partit pour Sion dans un triste équipage. C'est ainsi qu'il fut expulsé.

L'on voit par le recueil des pièces en ce cahier ce qui s'est passé ensuite.

Le jour suivant, 9 septembre, chacun s'empresse de porter à son chapeau la cocarde révolutionnaire.

Le 9 septembre, le conseil de la bannière s'étant réuni envoya une députation à l'Etat pour l'instruire de cet événement.

N.-B. C'est sous ce nom de bannière, sous le rapport militaire, qu'on désignait la contrée du dizain actuel de Monthey, depuis le « limistrophe » de la commune de Massongex, vers Ilettes, jusqu'à Saint-Gingolph.

(Guerraty, *Relation...*, n° 3.)

II

Monthey, 8 septembre 1790. - Première lettre écrite au grand bailli Valentin Sigristen par le capitaine Jean Devantéry, ensuite de l'expulsion du gouverneur Hildebrand Schiner.

Monseigneur,

En attendant que le conseil du gouvernement que je fais assembler demain à huit heures du matin députe quelqu'un, à ce que j'espère, pour rendre compte à Votre Excellence du tumulte qui vient d'arriver ici, aujourd'hui jour de foire, j'ai cru devoir l'en prévenir par la poste. Je connais trop bien son zèle pour le bonheur et la tranquillité de la république par ce qu'elle m'a fait l'honneur de m'en dire dans les tristes circonstances où un esprit de vertige, qu'on nous souffle de la Savoie et de tous côtés, a malheureusement pénétré chez nous, quelques soins que je me sois donnés de prévenir bien des personnes des bontés paternelles de LL. EE. et de les en assurer. Le matin, j'avais [prévenu ?] trois personnes qui ont beaucoup de crédit dans leur communauté pour les avertir de manifester à ceux qu'ils rencontreraient des bonnes intentions du souverain à leur égard et de ne pas écouter les discours séditieux que des [mots illisibles] gens sans honneur et sans conscience leur [tiennent ?].

Elle a été tranquille, mais comme le mauvais temps m'avait empêché de venir et de voir les charge-ayants du Val-d'Illyez pour les prier d'entrer dans mes vues, qui d'ailleurs auraient été peut-être inutiles, il y a eu après midi un soulèvement de leur part que différentes circonstances ont fait éclore et dont notre député rendra compte à V. E. parce que le narré en serait trop long et que je n'ai pas assez de temps. Mais si on avait fait attention aux conseils et avis salutaires que je sais que V. E. n'a pas épargnés, on se serait épargné bien tout cela et tous les maux et embarras qui en seront la suite. Vers les deux heures, le curial, aujourd'hui fiscal, [Joseph-Antoine] Meillat a été attaqué et battu. Pendant que le chirurgien faisait le verbal de ses blessures au château, on y est entré et on y a brisé les chaises, tables, portes et quelques fenêtres. Le seigneur gouverneur a pu s'échapper avec madame la gouvernante par le degré dérobé et se réfugier chez M. le châtelain [Barthélemy] Galley où, ayant appris qu'il était, ils s'y sont transportés en foule, y ont fait du vacarme et blessé M. Galley. Dans l'espérance de le trouver, ayant été averti dans le moment où j'étais chez moi avec M. le curé de Muraz [Jean-Pierre Turin], je me transportai sur la place où leur ayant représenté leur tort et qu'ils manquaient à la confiance qu'ils devaient avoir à un bon souverain qui s'occupait activement de leur bonheur et qui s'est toujours montré notre père dans toutes les occasions où nous avons eu recours à leur justice. J'étais parvenu à les tranquilliser un peu et on disait autour de moi : « Enfants,

écoutons le brave homme ! » Malheureusement, un des chefs qui, dans une cause fiscale qu'il avait à la foire de Pâques, m'avait consulté et auquel j'avais cru donner des conseils d'ami pour n'être plus si querelleur, ce qu'il avait pris en mauvaise part, sorti de l'allée de M. Galley, m'aperçoit et comme il voyait que j'avais calmé leur fureur, il alla dire que je cachais le seigneur gouverneur chez moi. Ce propos ranima la rumeur des personnes de leur ligue, et d'autres me conseillèrent — après les avoir encore engagés à se tranquilliser et à faire attention à mes conseils — ce bon avis que je leur donnai comme leur ami de quitter la partie, ce que je fis en me retirant sans aucun mal du côté de M. le banneret. Cependant, comme j'avais touché le plus grand monde et que les plus mutins mettaient en délibération si on ne viendrait pas chez moi pour tuer M. le gouverneur qui n'y était pas, des personnes qui avaient entendu leur complot vinrent m'en instruire et me conseillèrent de quitter la maison, que j'abandonnai à mon fils cadet et à la servante. En attendant, le partage des opinions sur ce qui me regardait fut cause que le tumulte cessa et le grand nombre ayant opiné que je ne devais être pour rien dans cette affaire et sur ce qu'il avait appris que j'avais abandonné ma maison, le grand nombre a repris ceux qu'ils avaient soupçonnés que par leur fureur ils m'avaient engagé à quitter la partie et me députèrent une quinzaine de personnes de leur parti auxquelles se joignirent d'autres pour m'assurer qu'ils étaient fâchés de ce qui était arrivé et pour m'assurer que je n'avais qu'à être tranquille. Dès qu'ils eurent vu mon fils qui pleurait et qu'ils [l'] eurent connu, ils l'embrassèrent et lui dirent qu'ils n'étaient [pas] venus pour faire du mal, mais pour nous tranquilliser et pour nous dire qu'il n'y avait plus rien à craindre. En effet, dès ce moment tout a été tranquille. Des personnes de la vallée d'Illicz les ont engagés à se retirer, ce que plusieurs ont fait. Ayant été sur la place [avant ?] cinq heures pour mettre des gardes au château pour empêcher que les voleurs n'aillent le dépouiller et ayant déjà retiré bien des meubles du seigneur gouverneur qu'on avait transportés dans des maisons particulières, opération qui a duré jusqu'après six heures, j'ai vu que tout le monde était tranquille au point même que quelques-uns de leur troupe étaient venus m'avertir de l'abandon du château. Comme on craignait dans le moment d'effervescence que la chose ne devînt plus sérieuse, j'avais cru à propos d'aller réclamer le secours de MM. de Saint-Maurice, mais après avoir délibéré plus posément, j'ai cru devoir faire mettre une garde sur le pont de Monthey pour leur faire faire halte jusqu'à ce que je leur aie parlé, parce que, comme ils ne sont pas tous partis, il pourrait se faire que la présence d'une troupe armée pourrait occasionner du désordre pendant la nuit, ce que je cherche à éviter et le bon Dieu y pourvoira. Toutes les personnes qui me parlent, autant qu'ils peuvent être dans

une assiette tranquille, m'engagent, Monseigneur, de supplier V. E. de vouloir être le médiateur auprès de notre gracieux souverain pour ne point aigrir les choses dans cette circonstance où il y a tant de propos [différents ? *mot illisible*] de la part des étrangers et voisins, pour la supplier par tout l'intérêt que je sais qu'elle prend à la tranquillité du pays et par cette bienfaisance qui lui est si naturelle, de peser toutes les raisons et les circonstances qu'il serait trop long de mettre ici, et que notre député quel qu'il soit lui exposera. Les amis du seigneur gouverneur ne lui conseillent pas de retourner au château ; à ce qu'on m'a dit, on le croit à Saint-Maurice ; M. le lieutenant gouvernal [Hyacinthe] Darbellay doit avoir pris le chemin. Si LL. EE. jugeaient à propos d'envoyer quelqu'un, je crois qu'il serait à propos que je les visse à Saint-Maurice avant que de venir ici. En attendant, je ferai tout ce qui dépendra de moi pour ramener la tranquillité et calmer l'orage, heureux si des peuples qui ont toujours eu beaucoup de confiance à ma famille et à moi continuent à m'accorder celle que je crois mériter par les procédés honnêtes et bienfaisants que j'ai toujours mis vis-à-vis d'eux. Mais la fureur et la passion n'ont point de bornes.

(AV, cart. 86, fasc. 3, n° 11, copie.)

III

Monthey, 9 septembre 1790. - Lettre écrite au grand bailli Valentin Sigristen par le capitaine Jean Devantéry « au sujet du tumulte arrivé à Monthey le 8 septembre 1790 ».

Monseigneur !

J'ajoute à la longue lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire hier à V. E. quelques réflexions qui naissent des différents rapports qu'on me fait. Ce matin, avant les six heures, m'étant rendu sur la place, je fus abordé par un membre du conseil de Monthey qui me parla d'une discussion que les sieurs Franc et Torrenté eurent dernièrement avec le seigneur gouverneur pour avoir retenu illégalement et contre nos droits un cheval qu'ils firent relâcher. Le mécontentement chez nous qu'ils paraissent affectionner m'a déplu. Ensuite deux personnes, dont une était du tumulte, me parlèrent d'un projet qu'on faisait d'enlever le beau cheval de vingt louis. Je leur dis que le bon Dieu avait prévenu leur mauvais dessein et qu'à cinq heures et demie j'avais vu partir au grand galop le domestique qui le montait à poil, et que je compris qu'il allait à Aigle avec une lettre de notre gouverneur pour demander du secours. Ils me répondirent qu'il n'y avait rien à craindre et que les gens étant des leurs prendraient plutôt les armes pour eux. En effet, j'approchais

hier du tumulte quand je rencontraï quatre Bernois que je ne connais que par leur habillement qui me dirent : « Vous êtes bien bon, Monsieur, de vous mêler de cela, laissez-leur faire, ils font bien. » Comme tout ce qui approche du château et surtout les ministres des opérations violentes dont on se plaint, sont l'objet de la fureur du peuple et que le domestique est bien mal noté à cet égard, j'ai prié une personne qui a quelque ascendant dans la maison de le faire évader. N'étant allé que jusqu'à Collobey, il allait occasionner une nouvelle rumeur, si je ne l'avais pas prévenu par quelque confiance que je conserve.

(AV, cart. 86, fasc. 3, n° 11 : copie « quant à la substance ».)

IV

Monthey, le 13 octobre 1790. - Lettre de Jean Devantéry au grand bailli Sigristen au sujet des propositions souveraines du 6 octobre.

Monseigneur,

Votre Excellence nous ayant ordonné de lui rendre compte le plus tôt possible de l'effet que produiraient sur nos communautés les réponses faites à nos demandes par la commission souveraine du 6 de ce mois, j'ai fait assembler aujourd'hui le conseil de ce gouvernement pour connaître les dispositions de chaque paroisse et je m'empresse de les transmettre à Votre Excellence, conformément à ses ordres. En conséquence, j'ai l'honneur, Monseigneur, de vous informer que les peuples persistent à regarder comme nécessaire à leur tranquillité future la réforme de la justice telle qu'elle est énoncée dans le plan que leurs députés ont pris la liberté de présenter et il paraît que la confiance en l'administration ne renaîtra que lorsque nos souverains seigneurs se seront décidés à vouloir bien l'adopter. Les peuples se reposant aussi sur les promesses gracieuses que Votre Excellence nous a réitérées au nom du souverain osent espérer encore que, par un effet de ses bontés, il voudra bien descendre à leurs vœux pour tous les autres articles insérés dans leurs cahiers de demandes, de même que pour quelques nouvelles observations à faire qui ont été oubliées dans ledit cahier. Nous nous proposons de faire rédiger séparément les motifs qui nous ont portés à les former chacune en particulier et de les appuyer ou par titres ou par des raisons tirées des circonstances et des vues générales pour le bien public qui les ont dictées. Lorsque cet ouvrage sera fini, j'aurai l'honneur de l'adresser à Votre Excellence pour qu'elle puisse le faire connaître dans les communautés des sept louables dizains nos souverains, dans la persuasion où nous sommes que la connaissance de nos titres et de nos motifs contribue beaucoup à nous obtenir la concession de nos très humbles et très

respectueuses demandes. Ce n'est qu'avec des intentions pures que nous y insistons. Je suis chargé de nouveau d'assurer Votre Excellence qu'aucune domination n'est plus durable que celle qui est fondée sur l'attachement et la reconnaissance ; Vos Excellences sont sûres d'obtenir ces deux sentiments de leurs peuples en condescendant à leurs prières.

Quant à la garde que le souverain propose d'établir pour la sûreté du seigneur gouverneur, l'on pense qu'elle sera plutôt nuisible qu'avantageuse ; elle annoncerait de la méfiance et ne ferait qu'aigrir les esprits au lieu de les concilier. On peut répondre à Vos Excellences des sentiments de tous les honnêtes gens ; ils sont éloignés de vouloir rien entreprendre contre leurs représentants. Quant aux entreprises des gens mal-intentionnés, personne n'en peut répondre, et une garde quelconque n'empêcherait pas l'exécution de celles que l'on pourrait méditer contre la personne du seigneur gouverneur. D'ailleurs les peuples se récrieraient si on les chargeait de cette garde ; elle serait une innovation contraire à nos usages et à nos privilèges, que nous espérons de la justice de LL. EE. qu'elles ne voudront pas altérer dans aucun temps et surtout dans cette circonstance.

J'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect, Monseigneur, de Votre Excellence le très humble et très obéissant serviteur.

Devantéry, d'ordre dudit conseil.

(Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 225-227. - Copie de la main de Louis-Jacques de Quartéry, châtelain de Salvan, et certifiée par le chancelier Hildebrand Roten.)

V

Monthey, 22 octobre 1790. - Lettre de Jean Devantéry au grand bailli Sigristen, lui exposant son inquiétude au sujet des menaces qui pèsent sur les Bas-Valaisans et lui demandant d'éviter de prendre des mesures trop graves.

Monseigneur,

Nous venons d'apprendre par divers avis que Votre Excellence avait reçu ordre du souverain de ne plus correspondre avec nous et qu'on parlait dans le Haut-Valais d'envoyer des troupes pour dévaster nos contrées. Ces nouvelles nous ont causé autant de surprise que de douleur, et quelque difficulté que nous ayons à y ajouter foi, elles sont trop importantes pour que nous ne prenions pas encore la liberté de nous adresser à vous, Monseigneur, pour vous prier de nous instruire de ce que nous devons en penser ou, dans le cas que vous ne pouviez effectivement nous écrire, vous représenter encore une fois avec une respectueuse confiance combien pareil traitement serait peu mérité de notre

part. Le souverain peut-il venir nous traiter en ennemis à moins que nous ne soyons hors des bornes de l'obéissance et de la fidélité que nous lui avons promises, et comment pourrait-on nous taxer d'avoir excédé ces bornes, tandis que nous avons renouvelé notre serment de fidélité de la manière dont il nous a été demandé par la haute commission ? Nous croyons ne pas trop dire en avançant que ceux qui viendraient dans l'intention de nous maltraiter malgré les preuves de notre soumission seraient coupables devant Dieu et devant toutes les nations du sang innocent qu'une pareille démarche pourrait faire répandre. Vos Excellences nous ont formellement invités dans la séance du 6^e du mois à produire les titres que nous avons pour fonder nos demandes. Nous avons eu l'honneur d'informer il y a huit jours V. E. que nous y travaillions. En quoi pouvons-nous paraître coupables ? Le souverain est trop juste pour nous faire un crime de chercher à conserver nos droits et privilèges ; c'est un bien que nous devons laisser à notre postérité et nos seigneurs nous ont répété en dernier lieu que leur intention n'était pas de leur porter aucune atteinte. Nous voulons continuer à prendre confiance en cette assurance et nous nous flattons que le souverain nous donnera une preuve de sa religion, de son amour pour la justice, ainsi que de ses sentiments pour ses peuples en nous conservant les droits qui nous sont assurés par nos titres.

Veuillez bien, Monseigneur, comme chef commun de la patrie, mettre encore sous les yeux des communautés des sept louables dizains les nouvelles assurances de notre disposition à leur être fidèles comme du passé ; c'est bien sincèrement que nous le promettons, persuadés aussi qu'elles maintiendront leurs engagements envers nous, comme on doit l'attendre d'un bon et équitable souverain. Nous aurons incessamment l'honneur de vous adresser, Monseigneur, le mémoire que nous vous avons annoncé pour elles, contenant les motifs sur lesquels nous appuyons nos demandes, dès que nos députés l'auront achevé, au nom desquels j'ai l'honneur de vous écrire, en vous priant d'être persuadé du profond respect avec lequel je suis, Monseigneur, le très humble et très obéissant serviteur

Devantéry

(Fonds Barberini, n° 34, pièce 32, copie. - Autre copie, incomplète, dans ACS, XIII, pièce 98).

VI

Monthey, 28 octobre 1790. - « Copie de la lettre adressée par le gouverneur de Monthey [Devantéry] à son Excellence baillivale » Sigristen.

Monseigneur,

J'ai vu avec satisfaction que V. E. voulait bien rentrer en correspondance avec nous et j'ose espérer de parvenir encore par ce moyen à la convaincre de la pureté de nos intentions et [de] nos démarches.

Notre gracieux souverain a bien voulu nous permettre de lui présenter de nouveau nos demandes avec les titres et les motifs qu'ils autorisent. Nous croyons qu'il a suspendu la décision que nous implorons de sa justice, jusqu'à ce qu'il ait pris connaissance de tout ce qui doit la déterminer en notre faveur et nous nous flattons que le mémoire que nous aurons l'honneur de vous faire parvenir dimanche [31 octobre] produira cet effet. Rien n'est aussi éloigné de la désobéissance qu'une marche aussi naturelle, puisque V. E. nous ont permis de la suivre. Nous ne saurions donc, Monseigneur, nous figurer ce qui pourrait nous attirer l'indignation de notre gracieux souverain, puisqu'en examinant avec la plus scrupuleuse attention toute notre conduite, nous n'y trouvons rien qui s'écarte de la soumission et de la fidélité que nous lui avons vouée, puisque nous venons, par le serment le plus solennel, de lui en renouveler l'assurance et que nous lui en avons donné un témoignage particulier dans notre disposition à recevoir ses représentants.

Si nous nous sommes permis de faire à V. E. des observations à l'égard des sûretés que l'on demandait pour eux, elle n'a pas dû en conclure que nous ne voulussions pas les recevoir. Cette interprétation serait directement contraire à notre intention. Notre seul but a été de lui faire envisager que c'était moins encore nos privilèges qui nous engageaient à nous refuser à cette garde que la crainte des effets qu'elle entraînerait, les esprits inquiétés par une nouvelle charge dont on imposerait le peuple, lorsqu'il cherche à les alléger, et l'inutilité dont elle serait vis-à-vis de quelques têtes exaltées, s'il en existait ici ou ailleurs pour le but qu'on se propose.

Nous répéterons donc à V. E. que nous sommes prêts à recevoir un seigneur gouverneur et à le respecter comme le représentant d'un souverain que nous aimons et que nous voulons servir avec fidélité, mais que le garant le plus inviolable qu'il puisse avoir de sa tranquillité sera le désintéressement et l'intégrité de son administration. Un peuple qui demande des grâces à son souverain, qui réclame avec respect ses privilèges, qui met sa confiance dans sa bonté pour y être maintenu et qui n'emploie d'autres moyens pour obtenir se conduit d'après les règles de la plus exacte soumission et ne passera chez aucune nation pour sortir des bornes du devoir. Telle est notre conduite. Si quelques particuliers, par leur emportement envers le seigneur gouverneur Schiner, s'en sont écartés, ce n'est pas le fait du corps entier et l'on ne peut s'en prendre à lui. Mais il croit pouvoir demander leur grâce parce que leur conduite dès lors leur donne des droits à la clémence du souverain.

L'épreuve que nous avons faite des bontés paternelles de V. E. nous fait espérer qu'elle voudra bien détruire le bruit qui semble se répandre

dans le Haut-Valais que nous avons généralement rejeté le plan et propositions qui nous ont été faites. Il y va trop de notre intérêt pour ne pas la supplier d'employer ses bons offices pour effacer des impressions qui blessent notre probité et notre bonne foi dont elle doit être convaincue par le serment que nous avons prêté le 6^e octobre 1790, dans toute la sincérité de notre cœur, par l'admission de gouverneurs et par les remerciements que nous avons adressés au souverain pour celles de nos demandes qu'il a bien voulu nous accorder. Pourrait-on traiter de refus et de mécontentement l'espoir que nous conservons qu'il acquiescera aux autres, par les motifs plus déterminants que nous aurons l'honneur de lui offrir ?

(ACS, XIII, pièce 101.)

VII

Recueil des titres, ou observations faites en 1790 par les communautés du gouvernement de Monthey pour appuyer le Mémorial des quarante articles de leurs demandes.

Leurs Excellences nos souverains seigneurs ayant eu la bonté de témoigner, le 6 octobre 1790, aux députés des communautés du gouvernement de Monthey que leurs intentions étaient de conserver audit gouvernement tous les privilèges anciens et de rétablir ceux qui pourraient avoir été négligés, lesdites communautés ont cru devoir en conséquence faire la recherche de leurs titres, afin de les mettre sous les yeux du souverain, avec les observations qu'elles ont jugé nécessaires pour appuyer les demandes qu'elles ont faites à la haute commission assemblée à Sion, le 30^e de septembre et jours suivants. Les communautés pleines de confiance dans les assurances réitérées qui leur ont été données que le souverain était sincèrement disposé à réformer tous les abus et [à] assurer d'une manière durable le bonheur des peuples osent espérer que les motifs exposés ci-après justifieront le contenu de leurs demandes, seront un nouveau garant de la droiture et de la pureté de leurs intentions et décideront leur souverain à leur accorder gracieusement les articles contenus dans leur dit cahier de demandes.

C'est dans cette espérance qu'ils prennent la liberté d'exposer comme suit :

Art. 1 : On demande que chaque bourgeoisie et communauté nommera tous les deux ans son châtelain ou juge qui prêtera serment au seigneur gouverneur et qui ne pourra être destitué pendant le terme de son office qu'au préalable il n'ait été jugé indigne de son emploi.

Observation : Le traité du 25 février 1536 par lequel les peuples de ce gouvernement se sont donnés à la République du Valais leur a conservé

par le paragraphe 3 toutes les libertés, immunités, usages et coutumes dont ils jouissaient sous la domination des ducs de Savoie. Le droit de nommer leurs juges subalternes était un de ces usages, énoncé par un châtelain ducal, dans l'acte de sa réception en date du 4 novembre 1528, dans ces termes : *quod ipsi syndici indicant familiares et mistrales quos velint*. L'observation de ce même usage sous la domination de la république de Valais est une preuve naturelle des fonctions de ces familiers et métraux quand on ne le saurait pas d'ailleurs, puisque le 2 février 1541 Etienne de Cabanis prenant possession de son gouvernement s'y conforma scrupuleusement, car on trouve que *posuit castellanum et locumtenentem dicti loci Montheoli, notabilem Guillelmum Fay, salterum vero discretum Jacobum Burnandi et me scribam et curialem hujus loci Montheoli ex electione totius mandamenti Montheoli et presentatione eidem gubernatori facta*. La même chose a été observée le pénultième jour de novembre dans la « banche » du droit par M. le gouverneur Hilaire Mattisch, où il est dit en présence des syndics et plusieurs autres du mandement de Monthey, *providus Hudricus Nepotis prestitit juramentum officii castellani Montheoli in manibus praefati domini gubernatoris loco honorabilis viri Guillelmi Fay precedenti die defuncti et ad superos migrati subrogati ne justitia suspensa remaneat et castellaniae officium vacare contingat, ad supplicationem quorum supra eligentium et presentantium confirmati*. De sorte que les peuples sont d'autant plus fondés à demander le rétablissement de cet ancien usage qu'ils ont une longue expérience des abus qu'a entraînés sa suspension dans le temps que le juge était uniquement à leur choix ; naturellement ce choix tombait sur la personne en qui ils connaissaient le plus de lumière, d'équité, de droiture et de désintéressement ; ils pouvaient prendre en lui une pleine confiance et étaient d'autant plus portés à exécuter ses décrets. Cette confiance ne peut plus être la même aujourd'hui : les quatre personnes qu'on présente au gouverneur ne jouissent jamais également de l'estime des peuples et il arrive souvent que le choix des gouverneurs tombe sur celui des quatre qui est le moins agréable à la communauté. Ce sont l'ambition et l'intérêt qui font parvenir de tels hommes à ces emplois et les peuples ne peuvent attendre qu'une justice intéressée de ceux qui ont acheté leurs places.

Art. 2 : On demande que ce juge connaisse de toutes les causes civiles en première instance, qu'on appelle de son jugement en révision devant lui et six assesseurs pris dans la paroisse, nommés tous les deux ans par le conseil général de toute ladite paroisse et assermentés par le châtelain. Lesdits assesseurs ne pourront non plus être destitués que par un jugement.

Observation : Les communautés du val d'Illiez, de Vionnaz et de Vouvry ont le droit de connaître de toutes les causes civiles en première instance. Le souverain l'a reconnu en 1784 et le leur a rendu d'après les

titres à lui produits par ces communautés, dont il résultait qu'elles en avaient joui du temps des ducs de Savoie : il n'y a pas de doute que la châtellenie de Monthey plus privilégiée qu'aucune autre, du temps de ces princes, avait la même prérogative, comme il se voit dans l'acte de franchise du 29 janvier 1501 et confirmée par celui du 19 février 1516. Ce droit est d'ailleurs énoncé bien clairement dans les délibérations des Etats de Savoie assemblés à Moûtiers le 15 septembre 1522 où il est dit comme suit : « Plaise aussi à notre dit très redouté seigneur que toutes les causes pour la première connaissance de vos sujets médiats et immédiats soient remises devant leurs juges ordinaires à la forme des statuts dès incontinent qu'il sera demandé sans ce qu'il faille pourvoir que celui qui demande recours soit sujet de celui devant qui il demande être remis ! Monseigneur veut que toutes causes pour la première connaissance soient remises aux juges ordinaires, à la forme du Statut. *Vulliet.* »

Si Monthey a négligé ce privilège, c'est vraisemblablement qu'il y a attaché moins d'importance que les autres communautés, parce que le tribunal du gouverneur était dans le même endroit et que les honoraires de la justice pour citations et autres étaient les mêmes, changement qui n'est arrivé que depuis quelques années et qui est à la charge des sujets ; il est vraisemblable que les gouverneurs n'auront pas eu beaucoup de difficulté à s'arroger ce droit comme il est arrivé sous le gouvernement de M. de Lavallaz, depuis lequel lesdites communautés en ont été privées jusqu'en 1784, malgré leurs titres frappants ; aujourd'hui que les peuples désirent établir une administration uniforme dans tout le gouvernement, les ressortissants de l'ancienne châtellenie de Monthey supplient LL. EE. de ne pas leur refuser le même avantage qu'aux autres communautés.

Art. 3 : Que de cette sentence il sera appelé par-devant le seigneur gouverneur qui la révisera en l'assistance de douze assesseurs, au nombre desquels seront le capitaine et [le] banneret généraux et les dix autres seront nommés dans le gouvernement de Monthey par les diverses communautés à rate d'égance ; ces assesseurs prêteront serment au seigneur gouverneur et auront voix délibérative.

Lorsque les communautés le jugeront à propos, elles pourront les choisir dans d'autres communautés et ils seront changés ou confirmés tous les deux ans. Ces assesseurs seront convoqués par le seigneur gouverneur pour la décision desdites causes d'appel chaque fois qu'il y en aura deux pendantes devant lui en évitation de frais ; et s'il ne se présente pas deux causes d'appel dans l'espace de trois mois, il convoquera les assesseurs pour une seule.

Observation : Autrefois les seigneurs gouverneurs ne jugeaient les causes d'appel qu'en l'assistance de leurs assesseurs, ainsi que nombre de livres de cour et de sentences rendues dans les communautés le prouvent évidemment. Ce n'est que depuis 1784 qu'on a introduit l'usage d'appeler

devant le seigneur gouverneur seul des sentences rendues dans les communautés. On a cru nécessaire de rétablir les usages anciens par deux raisons principales. La première, parce que dans le régime actuel il y avait quatre jugements de suite dans la même cause, avant que de paraître devant le tribunal souverain, savoir : celui du châtelain seul, celui du châtelain avec ses assesseurs, ensuite celui du gouverneur seul et finalement celui du gouverneur et ses assesseurs. Une pareille constitution ne pouvait que multiplier les frais et allonger les procédures mal à propos. La seconde est qu'il répugne à l'ordre qu'un homme seul revise un jugement rendu par six ou douze personnes, comme il est établi par le règlement de 1784, en vertu duquel le gouverneur jugeant seul pouvait casser la sentence rendue par le châtelain assisté de douze assesseurs.

On espère en conséquence que le souverain voudra bien adopter cet article dans toute sa teneur, comme plus conforme à nos anciens usages, à l'utilité publique et à la droite raison.

La haute commission, dans sa réponse du 6 octobre, paraît ne l'avoir adopté que conditionnellement et dans le cas, est-il dit, *que les gouverneurs seraient tenus d'avoir sentence dans les causes civiles*. On ne comprend pas le motif de cette restriction. Le droit de sentence gouvernementale n'est pas douteux puisqu'il a été observé encore de nos jours, ainsi qu'il est notoire, et les communautés espèrent que LL. EE. bien instruites ne feront aucune difficulté de l'admettre tel qu'il est ici énoncé.

Art. 4 : Que cette sentence soit sans appel pour toutes causes qui n'excéderont pas au principal la somme de deux mille florins, qu'on pourra appeler devant le souverain en diète ordinaire pour toutes les causes dont la valeur excédera cette somme.

Observation : Le souverain l'ayant accordé dans les causes civiles, il ne reste point d'autres observations à y faire que de remarquer que cette clause ne serait d'aucun avantage aux peuples, si le tribunal qui jugera en dernier ressort jusqu'à concurrence de deux mille florins n'était pas organisé de manière à avoir leur confiance, ce qui ne peut s'effectuer qu'en établissant la chambre gouvernementale conformément à la teneur de l'article 3.

Art. 5 : Les mandats d'appel seront demandés au juge *a quo*, c'est-à-dire que l'appel devant la chambre gouvernementale sera accordé par le châtelain de première instance et ceux devant le souverain seront accordés par le seigneur gouverneur.

Observation : Il n'y a que quelques années que l'on a commencé de prendre des mandats de l'autorité de son Excellence vice-baillivale ; ci-devant c'était le seigneur gouverneur qui les accordait. Nous prions Messieurs de vouloir bien nous conserver cette pratique ; elle a le double avantage d'épargner les frais que l'on fait pour aller solliciter des mandats vice-baillivaux et d'obvier aux inconvénients qui en résultaient

très souvent par des révocations et des nouveaux procès auxquels ils donnaient lieu quelquefois, ainsi que l'expérience l'a démontré. Ces inconvénients étaient tels dans la pratique que plusieurs personnes qui se croyaient lésées étaient cependant rebutées par ces formalités et préféraient laisser tomber leur appel en désertion.

Art. 6 : Que le seigneur gouverneur connaîtra lui seul à l'exclusion des juges de première instance de toutes les causes qui mériteront ou amendes ou peines afflictives ; il instruira les procédures de ce genre conjointement avec deux assesseurs nommés par le gouvernement et ayant voix délibérative ; il décidera avec eux toutes lesdites causes ; l'accusé pourra appeler de ce jugement à la chambre gouvernementale composée de douze assesseurs, comme il est dit ci-dessus [art. 3].

Art. 7 : Lorsque le gouverneur et les deux assesseurs connaîtront par les preuves de la procédure que le jugement portera peines afflictives, il convoquera les douze assesseurs pour assister audit jugement avec voix délibérative.

Observation : Les gouverneurs jugeaient toujours autrefois les causes fiscales avec les assesseurs, ainsi que plusieurs sentences en font foi. *Calculus assisiarum mistraliae jurisdictionis Vionnae de annis 1559 et 1560 per spect. Antonium Sterren gubernatorem Montheoli dictae jurisdictionis ad judicatarum die jovis quae fuit decima sexta mensis januarii per eundem dominum gubernatorem assesiatum in banco, egregio viro Hudrico Nepotis castellani, Petro Donneti, nob. Joanne Boquis notariis, Hans Verschy in presentia hon. virorum Joannis Garin et Claudii Hartignan sindicorum Vionnae, egregii Petri Barbelin notarii, Petri Girard, Joannis Berrut, Petri Devantery habitatoris Vionnae, Peroneti Jolis et plurium aliorum parochiae Vionnae, ibidem astantium prout in testimonialibus super hoc confectis latius continetur.* Ce n'est que depuis qu'on s'est écarté de cette sage coutume que les abus se sont multipliés. Il importe donc de la rétablir afin que les formalités de la loi soient toujours bien observées ; il importe à un accusé que la procédure soit instruite légalement, qu'il connaisse les témoins qu'on produit contre lui, qu'ils lui soient confrontés, que ses dépositions soient rédigées telles qu'elles sortent de sa bouche. Un juge qui serait corrompu pourrait sur tous ces articles vexer un accusé dans l'espérance d'obtenir de lui de l'argent pour se rédimmer de cette vexation ; ou bien il pourrait tomber dans le défaut opposé, devenir trop indulgent, pallier les fautes et sauver les coupables, moyennant de l'argent. Une instruction faite par-devant deux assesseurs est le seul moyen de rassurer pleinement sur ces deux inconvénients.

Art. 8 : Que le conseil du gouvernement nomme un procureur général de justice qui sera chargé de poursuivre la punition de tous les délits,

tant ceux qui mériteront amendes que ceux qui mériteront peines afflictives. Ce procureur général de justice sera choisi parmi les notaires ou autres personnes capables dudit gouvernement et prêtera serment au seigneur gouverneur ; il aura un honoraire fixe annuel et outre cela le tiers des amendes, pour qu'il soit d'autant plus vigilant dans l'exercice de son emploi.

Observation : Il est reconnu nécessaire qu'il y ait une personne publique chargée de maintenir le bon ordre, de poursuivre la vengeance des crimes ; mais cette personne doit être honnête, intègre et assez aisée pour que l'appât du gain ne la détourne pas du sentier de la justice. Il faut que cette place soit honorable pour que les gens dignes de l'occuper ne la fuient pas ; il faut qu'elle repose sur la confiance des peuples et pour cela il est nécessaire qu'elle soit nommée par eux ; ils ne le choisiraient plus dans la vile populace ni parmi ceux dont le manque de fortune et l'insolvabilité faisaient nécessairement des tyrans attentifs à enlever aux familles les plus malheureuses des faibles moyens de subsistance pour satisfaire une avidité sans bornes, exemple trop souvent arrivé de nos jours et par le passé.

Art. 9 : Que le lieutenant gouvernal et le curial du gouverneur soient par lui choisis sur quatre sujets qui lui seront présentés par le conseil du gouvernement.

Les communautés n'ont aucune observation à faire à cet égard ; le souverain en a reconnu l'utilité en l'accordant et il ne reste qu'à lui en témoigner la plus vive reconnaissance.

Art. 10 : Que le seigneur gouverneur choisisse le curial du châtelain dans chaque paroisse, lorsqu'il s'y en trouvera des capables dans l'endroit.

Observation : Puisque nos souverains seigneurs ne trouvent pas à propos que le seigneur gouverneur soit tenu de prendre le curial dans l'endroit même, les communautés préfèrent de laisser cet article sur l'ancien pied à cause qu'on ne trouve pas dans une seule communauté pour pouvoir faire une présentation.

Art. 11 : Qu'aucune amende quelconque ne pourra être au profit du seigneur gouverneur ni de ses assesseurs, mais elles seront versées dans la bourse du gouvernement qui les emploiera à payer les vacations des assesseurs et autres frais de justice. Le paiement desdites amendes sera poursuivi par le procureur général de justice, et il en rendra compte chaque année au conseil du gouvernement lorsqu'il sera assemblé.

Observation : On insiste sur cet article avec d'autant plus de fondement que sous la domination de la maison de Savoie les châtelains ducaux qui exigeaient les amendes ne les décrétaient point ; les délinquants étaient cités devant un juge supérieur qui connaissait publiquement du délit, assisté de personnes versées dans les lois. Ceci se prouve

par titre de 1490 où lesdits châtelains ducaux de Monthey rendent compte comme suit : *Item reddidit computum et recepit in dicta castellania de bannis concordatis presente iudice quae ibidem obvenierunt per tempus de quo computat nec inde plus recepit, ut dicit et suo asserit juramento ut in quodam quarneto assisiarum quem reddit continetur.* Le sommaire de toutes ces amendes portait dix-neuf florins deux deniers pour une année et la plus forte était de trois florins pour le cas suivant : *Item recepit ab Emmoneta relicta Henrici Dubosson pro et nomine Guilhelmi ejus filii qui percusserat de daga in brachio quamdam filiam Petri Riondet junioris in presentia praefati domini locumtenentis domini iudicis.*

Les juges supérieurs comme on vient de le voir étaient tenus de rendre la justice et ouïr les parties publiquement. Cet usage a été conservé et particulièrement confirmé par une sentence de LL. EE. de Valais du 2 décembre 1589 par laquelle, sur les mêmes motifs que nous réclamons, *ad reprimendos quorundam praesidium insatiabiles animos, tum ob honestatem judiciorum, tum etiam iudicii locus singulis debet esse manifestus.* Il fut enjoint aux seigneurs gouverneurs de tenir séance en la banche du droit à Monthey, tant dans les causes civiles que criminelles.

Pour déterminer Messieurs à la concession de cet article, il se présente bien d'autres motifs, et n'est-il pas en effet contre la saine raison, contre l'usage et la pratique de tous les pays même les moins policés qu'une personne soit jugé et partie en même temps ? c'est la supposer d'une nature différente des autres hommes qui penchent toujours en leur faveur ; c'est leur supposer un désintéressement, une équité qu'il est rare de trouver. C'est ce que Messieurs ont eux-mêmes très bien connu et à quoi ils ont voulu remédier par une loi portée dans l'addition aux statuts, article 65 de *Causis fisorum*, par laquelle on ne laisse pas même au révérendissime seigneur évêque le droit de juger dans les causes qui peuvent l'intéresser, mais que ce doit être ou son official ou Son Excellence baillivale. Pourquoi une loi aussi sage ne regarderait-elle que l'évêque ? Les gouverneurs seraient-ils moins sujets à succomber à la tentation ? L'exemple du passé ne nous instruit que trop clairement à cet égard.

Art. 12 : Pour dédommager les seigneurs gouverneurs de ce que ses intérêts souffriront par la perte des amendes, il lui serait payé annuellement et sans frais par le conseil du gouvernement une somme fixe que les communautés ne savent déterminer. Elles supplient en conséquence leurs souverains seigneurs de vouloir bien déclarer eux-mêmes à quel taux ils pensent que cette indemnité doit être portée, les priant de considérer combien les amendes diminueront dès qu'elles ne seront plus exigées que conformément à la loi. Ceux des seigneurs gouverneurs qui ont eu pour principe de ne régner que par la justice pourront donner des lumières à cet égard. D'ailleurs les peuples prient les gouverneurs à venir d'épargner les frais des comitives et les repas publics en usage jusqu'à présent ;

ces frais perdus pour les peuples serviront encore à compléter l'indemnité qu'on propose au seigneur gouverneur.

Observation : Les communautés continuent à supplier leurs souverains seigneurs de vouloir bien peser les motifs exposés et décider en conséquence l'indemnité qu'ils croient leur être due à cet égard. L'abolition des repas d'arrivée et de comitives des seigneurs gouverneurs est pour eux un objet d'épargne considérable que le souverain est prié de prendre en considération. Le seigneur gouverneur Nicolas Roten peut encore témoigner que son repas seul lui a coûté dix-huit louis. Son oncle, le seigneur gouverneur Jean-Christian Roten, n'a eu pendant les quatre années qu'il a administré ce gouvernement que pour vingt louis au plus d'amendes par année, tant il est vrai que les bons juges font les honnêtes gens et lorsque l'on ne suit point les principes arbitraires dans l'administration de la justice, elle n'est pas aussi lucrative que bien des administrateurs ont travaillé à la rendre.

Art. 13 : Les confiscations qui seront conservées appartiendront aux communautés et en échange celles-ci seront chargées des procédures criminelles et de l'exécution des délinquants.

Observation : Les mêmes motifs qui ont décidé à demander le contenu de l'article 11^e peuvent s'appliquer ici. Quant aux intérêts de l'Etat par rapport aux confiscations, ils sont plus que compensés par l'épargne qu'il fera dorénavant sur les frais qu'il faisait pour l'instruction des procédures criminelles et les exécutions ; d'ailleurs la somme de douze pistoles que l'Etat donne pour chaque exécution dans le cas où le délinquant ne laisserait pas assez de bien pour payer les frais de justice, en vue de ne pas laisser les crimes impunis, cette somme, dis-je, ne suffit pas pour cet effet ; on a vu que les frais dans le procès criminel de Rochev ont monté à cinquante-trois pistoles et plus ; il en pourrait arriver que quelques seigneurs gouverneurs, crainte de supporter eux-mêmes le surplus des frais, seraient négligents dans la poursuite des criminels, ce qui serait préjudiciable à la société. Cet inconvénient ne subsiste plus, si on accepte l'offre faite par les communautés dans le présent article.

Art. 14 : Qu'il sera excepté de l'article ci-dessus la confiscation encourue pour crime de lèse-majesté, laquelle confiscation appartiendra au souverain. Bien entendu aussi que le souverain percevra toujours comme droit inhérent à la souveraineté les successions qui lui échoiront par droit d'aubaine ou par droit de déshérence ou par droit de bâtardise.

Art. 15 : Que le souverain veuille bien faire rédiger incessamment un code pénal en français, universel pour tout le Bas-Valais et qui sera imprimé. Ce code sera autant que possible approprié à nos mœurs,

nos usages et nos franchises ; pour y parvenir d'une manière plus sûre, il sera envoyé avant sa promulgation aux communautés des trois bannières pour y faire leurs observations, auxquelles le souverain par un effet de sa bonté voudra bien avoir égard en tant qu'elles seront raisonnables, à l'instar de nos voisins du Pays de Vaud qui ont conservé l'usage de le rédiger dans les Etats du pays, l'observation des lois étant bien plus sûre lorsqu'elles sont agréables aux peuples et qu'elles ont été établies par une confiance mutuelle.

Observation : LL. EE. ayant bien voulu nous promettre le code sont suppliées d'avoir encore égard aux prières qu'on a pris la liberté de leur faire, de daigner nous le communiquer avant sa promulgation. Ce code est un article trop intéressant et qui influera trop sur notre état futur pour que notre souverain ne veuille pas permettre d'y faire nos observations. On a cité pour les y déterminer d'autant plus facilement l'exemple de nos chers voisins du Pays de Vaud. Ces peuples vivent tranquilles parce qu'ils ont des lois que leur bon souverain leur a laissés adopter. Dans la rédaction de ce code qu'ils ont actuellement, ils avaient dans leurs bailliages les personnes les plus éclairées et les plus instruites de leurs usages, coutumes et privilèges. Cette assemblée que nous avons improprement appelée les Etats en a fait la compilation ; le souverain y a donné son autorité. Aucune loi de ce code n'a dès lors été changée et tous les changements ou augmentations qu'on y voudrait faire n'y seraient portés sans l'intervention et approbation des peuples qui y sont soumis, afin que les droits et privilèges ne soient jamais lésés. C'est aussi ce que le gouvernement de Monthey demande.

Art. 16 : Que le souverain veuille bien également faire rédiger un code civil en français et qu'il soit imprimé, par les mêmes raisons et pour le même but que ci-dessus. Ce code sera envoyé aux communautés pour y faire leurs observations.

Observation : Les communautés font les mêmes prières que pour le code pénal.

Art. 17 : Que toutes les lois portées jusqu'à présent et qui ne seront pas insérées dans lesdits codes soient censées abrogées et demeurent abrogées.

Art. 18 : Que les décisions rendues par le souverain dans les causes particulières ne soient plus à l'avenir appliquées à d'autres cas et n'aient aucune force de loi.

Observation : On connaît aisément que le motif de la première demande [art. 17] n'est autre que celui d'éviter la confusion qu'on a éprouvée jusqu'à présent dans nos lois par la difficulté qu'on avait de les connaître toutes et par l'incertitude où l'on était sur ce qui était permis ou défendu.

Quant à la seconde [art. 18], le motif n'en est pas moins clair. On a vu les inconvénients qui résultaient de cette pratique d'adopter pour loi tous les jugements rendus dans des cas particuliers, non seulement en ce qu'il est rare et presque impossible que deux cas soient parfaitement semblables et que l'on puisse connaître tous les motifs qui ont déterminé un jugement, mais encore en ce que les jugements ne sont ordinairement connus que de quelques personnes lorsqu'ils devraient l'être de tout le monde pour pouvoir s'y conformer.

Art. 19 : La communauté du Bouveret supplie que ce régime soit adopté pour elle. Il ne s'agirait pour y parvenir que de rétablir en faveur de son métral le droit de juger en première instance, qu'il exerçait autrefois, ainsi que plusieurs sentences en font foi. Les causes criminelles portant peines capitales appartenant déjà au gouverneur, il ne serait plus question que d'y joindre aussi la connaissance des délits portant amendes et l'appel des causes civiles devant la chambre gouvernementale. Le seigneur châtelain y perdrait sans doute le produit des amendes, mais cela serait compensé par l'économie qu'il ferait sur les frais de son installation et sur l'exemption qu'il aurait de résider dans le lieu, ce qui ne serait plus nécessaire dès qu'il ne rendrait plus la justice. C'est sur ce même pied qu'il était dans son principe. Il n'aurait plus qu'à percevoir ses revenus et sa place ne serait pas moins lucrative, eu égard à tous les frais dont il serait dispensé.

Art. 20 : Si ce moyen ne convient pas à LL. EE., ladite communauté demande alors que son métral soit rétabli juge de première instance conformément à ses anciens droits ; que de son jugement il soit appelé devant lui et six assesseurs, et de ceux-ci devant le seigneur châtelain assisté de douze assesseurs choisis dans le gouvernement ; que ledit seigneur châtelain connaisse des délits dans la même forme que le seigneur gouverneur à la poursuite d'un procureur de justice nommé par la communauté. Elle espère d'autant plus que LL. EE. adopteront le premier plan qu'il serait extraordinaire d'établir tout le régime du second plan pour une paroisse qui n'a qu'environ quarante feux et que cependant elle compte assez sur les bontés du souverain pour espérer qu'il lui donnera les mêmes moyens qu'aux autres de se préserver de l'abus du pouvoir.

Observation : Ceux de Port-Valais avaient un métral qui jugeait des causes en première instance sous la domination de Savoie et sous celle de la République, dont les appels ressortissaient à la sentence gouvernementale de Monthey. L'établissement d'un châtelain qui n'était d'abord que fermier de LL. EE. et qui peu après s'est immiscé de la justice et de leur police paraît être l'époque où ce privilège est tombé en désuétude. Ils en demandent la réintégration parce que le seigneur châtelain retirant des honoraires plus forts que les subalternes, cela devient une charge réelle

sur une paroisse qui a grand besoin d'allègement. Le droit de ladite communauté est prouvé par titres et sentences rendues dans le lieu, de 1472 ; *item*, du 6 novembre 1500 ; *item*, du 2 juin 1520 et nommément par sentence portée au Bouveret le 26 août 1581 où il est dit : *Coram honorabili Claudio Duchodi mistrali Portus Vallesii pro spectabili et magnifico Mauricio Waldin gubernatore Montheoli*. La sentence est en ces termes : *His igitur et aliis de causis animum dicti mistralis causae huiusmodi iudicis moventibus et animum cujuslibet recte judicantis movere debentibus, participato concilio honestorum Joannis Callod, Joannis Berger alias de hospitali, Francisci Chablais, Jacobi filii quondam Jacobi Porpas juratorum dicti loci Portus Vallesii et Francisci Curdy assessorum suorum nomine Christi invocato, a quo omne rectum procedit iudicium.*

Art. 21 : Que toutes les communautés exercent la police par leurs administrateurs chacune dans l'étendue de leur ressort ; qu'elles puissent pour ce chef faire tous les règlements qu'elles jugeront à propos et convenables et imposer des amendes jusqu'à concurrence de trois livres, lesquelles amendes seront appliquées à la communauté.

Art. 22 : Que par le droit de police on entendra celui de régler la vente du vin en détail, tout ce qui concerne l'administration des boucheries, le taux du pain, l'entrée des vins qui ne sont pas du cru de la paroisse, la visite des haies et clôtures, le soin et l'entretien des grands chemins et des chemins de dévestiture, la réception des communiers et habitants, le bon ordre dans les cabarets et lieux publics, les danses, mascarades, spectacles et autres choses semblables.

Observation : Les communes se sont fondées pour demander la police sur l'usage qu'elles en ont eu à cet égard, sur les arrêts et règlements qu'elles ont faits depuis plus de trois cents ans, droit que le souverain leur a confirmé en 1784 et 1786, sur les lois et auteurs qui attribuent la police aux communes et villes, sur diverses décisions souveraines qui, en prononçant sur beaucoup de membres de police, la reconnaissent appartenir aux communautés du temps des ducs de Savoie, ce qui s'observait encore incontestablement en Savoie l'année 1674, suivant « l'état en abrégé de la justice ecclésiastique et séculière de Savoie », où il est dit, fol. 254, que la police que les villes et communautés ont consiste « à veiller à l'ordre des bâtiments, à la liberté et conservation des chemins, au nettoisement des rues, à l'ordre touchant la débite des denrées et à tout ce qui concerne le repos et le décor de la ville et bourgades ». Tout ceci est conforme à la demande des communes et s'accorde très bien avec les auteurs qui ont traité de la police, entre autres Ferrière, Dictionnaire de droit, *verbo police* : « Police se dit aussi de la juridiction que le juge de police a droit d'exercer en ce qui concerne la police de la ville et à y faire observer le bon ordre pour la sûreté des habitants, tant pour leur

personne que pour leurs biens. Ce bon ordre consiste : 1° à entretenir la netteté et la sûreté dans une ville, l'abondance des denrées nécessaires à la vie, l'observation des statuts des marchands et artisans ; 2° à réformer les abus qui peuvent se commettre dans le commerce ; 3° à empêcher le scandale public ; 4° à retrancher des villes le luxe, les lieux de débauche et les jeux défendus qui sont comme l'on sait la ruine des familles ». Toutes ces choses sont comprises sous le nom de police, parce qu'il est impossible qu'une république où elle ne serait pas observée exactement pût longtemps subsister.

L'on observe que si les communes n'avaient pas ce droit elles-mêmes et qu'il fût laissé entre les mains des gouverneurs, il en résulterait qu'un présent ou d'autres raisons contrarieraient sans cesse l'exécution des choses utiles à la société et nécessaires au bonheur des citoyens, à cause du peu d'intérêt que les gouverneurs ont pris au bien et tranquillité publique, depuis qu'ils se sont mêlés d'affaires de police. Entre autres exemples qui le prouvent, on en citera le suivant qui est récent et bien connu. La communauté de Troistorrents voulant faire sortir de chez elle le nommé Montovert qui y était régent, par le motif que cet homme était de mauvaises mœurs et enseignait une doctrine suspecte, elle n'a pu venir à bout de sa légitime entreprise qu'après une lettre circulaire passée dans les dizains, ce qui lui a causé beaucoup de dépens, dont elle aurait pu être exemptée, si le gouverneur ne s'était point arrogé les affaires de police. Entre plusieurs articles de police confirmés aux communes par l'Etat, on fait encore voir l'article du scellage des mesures qui est le droit le moins compatible avec la police, par lequel le souverain a cependant jugé, le 29 août 1562, que le scellage devait se faire par la commune en la présence du gouverneur. On n'aura pas besoin de faire entrer ici les articles décidés par le souverain appartenir à la police des communes en 1784 et 1786 et 1787, pour être connus de tout le monde.

Art. 23 : Que LL. EE. sont suppliées d'accorder aux communautés la régie, l'usage et la disposition de leurs communs respectifs, sauf la propriété appartenant au souverain, laquelle sera inaliénable. Dans ladite régie sera expressément compris le droit de faire sur les communs les bâtiments nécessaires pour en jouir et [d'] empêcher ceux qui ne seraient pas utiles, le tout sans préjudice aux bourgeoisies et communautés qui se trouveront avoir la propriété de leurs communs.

Observation : La demande faite par les communautés de la régie, de l'usage de la disposition de leurs communs est fondée sur ce que le souverain n'a autre domaine sur iceux que le domaine direct, et que le domaine utile appartient aux communautés seules. Or, dans le domaine utile d'un bien, la régie, l'usage et la disposition dudit bien s'y trouvent comprises ; l'exemple des biens féodaux le prouve évidemment. Le souverain a le domaine direct sur les biens qui relèvent de ses fiefs et cependant les possesseurs de ces terres peuvent les régir et gouverner à leur

gré ; il en est de même pour les communs et c'est ainsi que cela était autrefois comme on l'a prouvé par les albergements, amodiations, règlements de police au sujet desdits communs que les communautés faisaient pour ce regard et dont elles sont nanties en grand nombre. Ainsi n'aurait-on pas fait cette demande si les seigneurs gouverneurs avaient respecté les anciens usages et c'est pour les renouveler et les faire confirmer qu'on en a fait la présentation contenue dans cet article.

Art. 24 : Que LL. EE. sont également suppliées, d'après les plaintes réitérées des voituriers, d'augmenter d'une manière convenable le prix des voitures du sel depuis le Bouveret à Monthey, ce prix étant notoirement trop modique à trois baches par sac. LL. EE. donnent quatre baches et demie de Monthey à Martigny et cependant il n'y a qu'une bien légère différence dans la distance de ces deux endroits.

Observation : On n'a rien à ajouter à ce qui est contenu dans cet article, excepté qu'il est douloureux pour le gouvernement [de Monthey], qui n'a rien coûté à la république que d'accepter sa soumission faite de gré à gré le 25 février 1536, de n'être pas traité aussi favorablement pour la voiture du sel que les sujets du gouvernement de Saint-Maurice. On supplie donc de nouveau LL. EE. de vouloir bien établir une proportion uniforme à cet égard.

Art. 25 : Les communautés espèrent aussi que Messieurs voudront bien mettre le prix du sel au même taux dans tout le Bas-Valais.

Observation : La raison dicte que tous les sujets d'un même souverain doivent être traités de même, à moins qu'ils n'aient des privilèges particuliers qu'il est de la justice d'observer. Le gouvernement de Monthey voit avec peine que quelques communautés de la plaine aient le sel à meilleur marché que lui quoiqu'on ne leur connaisse aucun titre particulier pour jouir de cette faveur. Ce gouvernement, au contraire, pourrait en produire de bien positifs pour prouver que, du temps de la Savoie, on était libre d'acheter son sel où l'on voulait, liberté dont on a encore joui fort longtemps sous la domination du Valais. Mais on ne veut point s'en prévaloir envers son bon souverain, les communautés des sept louables dizains, qui perçoivent chaque année une bonne partie du produit de cette vente. C'est un abandon d'environ six cents louis annuels qu'il leur fait bien volontiers, dans la ferme confiance où il est que ses maîtres assureront son bonheur et ses privilèges par la concession de tous les articles qu'il a pris la liberté de demander et qu'on n'imposera jamais à l'avenir aucune charge que celles que le gouvernement supportait lors du traité qu'il a fait avec la république, en 1536, qui est d'ailleurs conforme aux anciens privilèges que les peuples de ce gouvernement avaient déjà sous les ducs de Savoie, suivant la déclaration de l'assemblée des Etats tenue à Moûtiers le 15 septembre 1522, où il est dit qu'ils ne seraient imposés que libéralement et de leur franc vouloir.

Mais sur la réponse faite par Messieurs sur la demande énoncée dans cet article qu'ils ne l'accordaient pas, vu que les représentants avaient promis de ne rien diminuer aux revenus du souverain, les députés du gouvernement supplient d'observer qu'ils ont en effet convenu qu'ils n'entendaient rien enlever des rentes de l'Etat, mais, au contraire, lui proposer des moyens qui les augmenteraient sans frais pour le souverain et les sujets, s'il daignait acquiescer à la demande faite de la suppression des gouverneurs. Mais dès qu'il n'a pas plu à LL. EE. d'adhérer à cette proposition, ils seraient fondés à se prévaloir de leurs droits et s'ils font dans ce moment une concession libre et volontaire, ils se réservent au moins celui de l'égalité du prix dans tout le Bas-Valais et sa non-augmentation à l'avenir.

Art. 26 : Les peuples désirent ardemment que les fiefs soient rédimés comme on le fait chez leurs voisins. LL. EE. sont suppliées de vouloir bien accorder aux communautés la rédemption desdits fiefs sur le même pied qu'elles l'ont accordé ci-devant aux communautés de l'Entremont et de la Plaine. Cette rédemption est d'autant plus nécessaire et avantageuse qu'elle exemptera le souverain des frais de recouvres et les peuples de ceux des reconnaissances et d'ailleurs elle coupera racine à nombre de vexations, telles qu'un gouverneur de fraîche date en a fait à cet égard.

Art. 27 : Quant aux lods et dîmes, le souverain est aussi supplié de les rédimer, moyennant une redevance annuelle dont il sera convenu amiablement, dans l'espérance où sont les communautés que LL. EE. voudront bien leur accorder un traitement aussi favorable à cet égard que le roi de Sardaigne l'a accordé à ses sujets, leurs voisins.

Art. 28 : Dans le cas où les communautés seraient en état dans les temps à venir de rédimer lesdites redevances annuelles par un capital proportionné, LL. EE. sont suppliées d'autoriser lesdites communautés à le faire.

Observation [sur les art. 26, 27 et 28] : Le gouvernement de Monthey s'est fondé : 1° sur l'exemple de la bienfaisance que Messieurs ont exercée envers leurs sujets d'Entremont et de la Plaine à qui ils ont accordé la rédemption des fiefs ; 2° sur l'exemple de S. M. le roi de Sardaigne qui l'a accordé à ses sujets ; 3° sur ce que les revenus des fiefs ne sont point appliqués, comme dans le canton de Berne, à l'entretien des ecclésiastiques, des pauvres, et à faire des magasins pour subvenir aux besoins des peuples dans les temps de disette ; 4° que bien loin qu'ils soient employés aux usages susdits, les gouverneurs font sortir du pays les grains qui proviennent de la recouvre des fiefs dans les temps même qu'on en a le plus besoin ; 5° parce que les sujets sont exposés à des vexations dans les recouvres de ces rentes où les gouverneurs mettaient

le prix des grains à un taux quelquefois excessif, surtout dans des années de disette, et qu'on a vu porter des ordonnances pour faire payer à un jour fixe sous peine de payer le double le lendemain, ce qui était très gravatoire pour les peuples ; 6° parce que les fiefs étant une fois affranchis, les peuples ne seront plus exposés à des confiscations, pour avoir tardé d'accuser ou de payer les lods ; 7° parce qu'on évitera par la même raison les frais considérables des reconnaissances qui sont perdus pour le souverain et fort à charge aux peuples, la commune de Val-d'Illiez seule ayant eu une dépense de près de trente mille florins pour cet article ; 8° enfin, les communautés observent à LL. EE. comme un motif de plus pour obtenir ces demandes, que du temps des ducs de Savoie tous les fiefs étaient querables et que l'on n'était point obligé d'accuser les lods. Ces deux conditions changeraient beaucoup la valeur des fiefs si on les remettait en exécution ; on en a vu l'expérience en Savoie où tous les fiefs étaient restés querables jusqu'à nos jours. La difficulté de recouvrer les cens et de percevoir les lods occasionnait aux seigneurs des frais considérables qui diminuaient beaucoup leurs revenus. Les communautés supplient donc le souverain de vouloir bien avoir égard à ces raisons pour condescendre aux vœux de ses sujets.

Art. 29 : LL. EE. voudront aussi exempter les communautés du gouvernement de Monthey de contribuer aux bâtiments de leurs montagnes au val d'Illiez et biens du prieuré de Port-Valais et cela par les considérations mises sous leurs yeux dans les cahiers des représentations sur cet article, sans cela chaque fois que le souverain acquerrait de nouveaux domaines, les charges des peuples augmenteraient aussi, ce qui serait contraire à leurs privilèges.

Observation : Il est bien connu que le souverain n'a acquis les biens du couvent de Ripaille au val d'Illiez que [en 1590] et ceux du prieuré de Port-Valais que vers 1570. Par conséquent, lorsque les communautés ont passé sous la domination de LL. EE., elles ne payaient rien pour ce regard ; elles ne doivent donc rien payer aujourd'hui puisque, par leur capitulation du 25 février 1536, le souverain s'est engagé à les laisser dans toutes les coutumes où elles étaient du temps des ducs de Savoie.

Elles auraient la même objection à faire sur l'entretien du château de Monthey, de la tour du Bouveret et de la Porte du Sex, ainsi que sur les magasins de sel ; tous ces bâtiments n'existaient point en 1536. Ce sont par conséquent de nouvelles charges sur les peuples, ce qui est contraire à ladite capitulation.

La haute commission a bien reconnu l'équité de cette demande, puisqu'elle a répondu qu'on ne chargerait plus les communautés de nouveaux entretiens de bâtiments. On espère que le souverain voudra bien décharger les communes de tous les entretiens auxquels elles ne sont pas tenues. On voit par une ordonnance souveraine du 30 mai 1638 que

les communautés avaient déjà fait des représentations pour en être exemptées et que le souverain avait promis qu'elles ne les feraient plus qu'une fois, *ordinamus pro semel gubernium Montheoli in materiis contribuere debere super loco adducendis*.

Art. 30 : LL. EE. voudront bien laisser entièrement libre à l'avenir le commerce de toutes sortes de denrées, sauf celui des blés ; quant à ceci, le souverain est prié de laisser à la disposition des trois bannières de décider si leur exportation doit être permise ou défendue, suivant qu'elles jugeront le plus convenable à leurs intérêts.

Observation : On a proposé cet article parce qu'on croit que c'est une affaire de police de veiller à l'abondance des vivres et que personne ne connaît mieux la nécessité d'une contrée que ceux qui l'habitent. D'ailleurs, cette police n'étant pas laissée au conseil du gouvernement qui ne peut s'écarter des vues et du bien-être du peuple, les gouverneurs en font un abus très grand : ils donnent pour de l'argent la permission de sortir les denrées dont l'exportation était défendue et, dans le pays même, il fallait des billets d'eux pour les voiturier, lesquels billets coûtaient aussi et étaient un véritable impôt sur le peuple, qui n'était pas dû.

Art. 31 : Chaque bannière sera autorisée à régler tout ce qui concerne l'interruption du commerce, dans le cas de maladie des bestiaux, personne ne pouvant mieux apprécier qu'elles ce qui convient à leurs intérêts.

Observation : On a eu l'honneur de proposer cet article parce qu'on a cru : 1^o que notre gracieux souverain qui ne s'assemble que deux fois par an n'était point à la portée, vu aussi son éloignement, de connaître comme nous les précautions qu'il y a à prendre en cas de maladie des bestiaux ; 2^o qu'il était plus à propos et même à l'avantage du souverain de laisser au conseil du gouvernement le droit de régler sur les gardes et précautions à prendre dans telles circonstances, ce qui se fera à moins de frais pour le gouvernement qui se trouvera exempt de voyages jusqu'à l'Etat et qui sera bien souvent dans le cas de lever des gardes coûteuses qu'il n'aurait pu faire dans les temps mêmes où il ne régnait point de maladie quand il n'en avait pas obtenu la permission du souverain. L'ancien usage, les ordonnances et règlements portés à ce sujet prouvent évidemment qu'autrefois cet article était du ressort du conseil du gouvernement. Entre autres, une ordonnance du mandement de Monthey, du 28 septembre 1567, au sujet de la peste qui régnait dans la vallée d'Abondance, où il est dit : *Inhibetur omnibus et singulis utriusque sexus personis ne sine licentia et mandato sub poenis in arresto dictae communitatis super his alias concluso quis praesumat se ad dictas partes Abundantiae ad mundinas proxime futuras transferre nec alias cum iisdem pestiferis conversari*. Un mandat gouvernal, émané du

château de Monthey le 24 juin 1764, fait voir que les gardes, pour empêcher l'introduction du bétail à cause d'une maladie qui régnait en Savoie, étaient par un ordre des préposés du gouvernement ainsi que les publications qui s'en sont faites ; 3^o que la chambre de Santé de Berne et autres voudront bien correspondre avec cette contrée, comme on est convaincu que cela se faisait autrefois, selon les exemples et pièces qui nous restent de Genève, du canton de Berne et de la Savoie. D'abord une lettre de la chambre de Santé de Genève, du 24 février 1745, signée Bordier, secrétaire de la chambre de Santé ; *item*, une autre, d'Aigle, datée du 13 août 1744, signée Berthold ; *item*, une autre, de Bex, du 15 avril 1769, signée Veillon, juge ; *item*, une du 20 juin 1769, de La Chapelle d'Abondance, en Savoie, signée Maxit ; *item*, une autre du même, en date du 10 septembre 1772 ; *item*, une autre, du 19 juin 1769, signée Tavernier, secrétaire de Morzine ; *item*, une autre, du 9 septembre 1769, signée Biord, châtelain de Samoëns.

Art. 32 : Le souverain est supplié de ne plus renouveler le privilège de la vente du tabac et qu'à son expiration il soit supprimé pour toujours.

Observation : L'établissement de ce bureau contre lequel les peuples se sont tant récriés est un impôt contraire à nos droits. Ces droits sont les assurances faites à nos pères, lorsqu'ils se sont mis sous la protection de LL. EE. de Valais, d'être maintenus dans nos usages, coutumes et franchises et tels que nous étions sous le sérénissime duc de Savoie, c'est-à-dire de ne nous imposer aucune nouvelle charge, aucun nouvel impôt contre notre volonté ; et cet impôt n'existant pas lorsque nous étions dépendants du duc, nous ne pouvons donc en être chargés sous l'Etat du Valais. Mais, au reste, cet établissement est-il sage en lui-même ? N'est-ce pas contre toutes les règles de la saine politique et de la justice de charger tout un peuple pour l'avantage particulier de quelques individus ? Si tant est que cet avantage ne soit pas tout pour des étrangers, cet établissement est directement contraire à l'intérêt de l'Etat en général, non seulement en ce qu'il détourne considérablement le commerce du pays où nos voisins les Savoyards venaient ci-devant faire leurs provisions de tabac et y apportaient en même temps pour divers autres objets beaucoup d'argent qu'ils vont porter ailleurs, mais encore en ce que le prix du tabac étant augmenté, cette augmentation et ce surplus est tout autant d'argent qui sort du pays et qui ne sortirait pas s'il n'existait point de bureau de tabac. A ces considérations, joignons encore celle que ce tabac, quoique bien cher et nonobstant presque toujours de la plus mauvaise qualité, que l'on ne pourrait débiter que par le moyen du bureau, il s'en trouve très souvent du pourri qui loin d'être salulaire comme est le bon tabac, ne peut qu'être fort nuisible à la santé. C'est pourquoi on insiste à la suppression totale de la ferme du tabac et que chacun soit en liberté à cet égard.

Art. 33 : LL. EE. sont suppliées, dans le cas d'une nouvelle capitulation avec la France, de donner aux officiers du Bas-Valais l'avancement par ancienneté, sauf pour les grades de major et de colonel, eu égard aux nombreuses recrues que le Bas-Valais fournit.

Observation : Serait-il besoin de raisonnement pour appuyer une demande si conforme à la justice ? Dans l'état militaire, où chacun partage les mêmes peines, s'expose aux mêmes périls et doit tendre à un même but, chacun doit aussi avoir les mêmes avantages ; aucune prérogative ne peut exister, particulièrement en France où une parfaite égalité vient d'être établie dans tous les états ; l'ancienneté et le mérite doivent être les seuls titres à l'avancement. Cela étant, combien une distinction aussi marquée ne doit-elle pas être humiliante pour des personnes qui sont dans la carrière de l'honneur et de la gloire ! Combien n'est-elle pas triste pour un peuple que la confiance seule a rendu dépendant de LL. EE. et qui a toujours donné des preuves non équivoques de son zèle et de son application à concourir au bien de la patrie et à en soutenir les charges. Cette distinction ne peut exister dans une république où les lois accordent la même protection à tous les individus. Il n'est rien, on le répète, de plus cruel et de plus humiliant qu'un sujet digne d'être officier dans un corps ne le soit pas également d'avancer lorsqu'il l'a mérité par l'ancienneté de son service, qu'il a couru les mêmes dangers et souvent sacrifié sa fortune.

L'on en voit cependant qui ont passé tout le temps de leur jeunesse et vieilli dans l'attente d'une compagnie, tandis que d'autres, sans plus de mérite, l'obtiennent, ayant beaucoup moins de service. Ces considérations jointes à celles des nombreuses recrues du Bas-Valais, qui seul fournit presque autant que tout le reste du pays, et tant d'autres qui n'échapperont point à la justice de LL. EE. permettent aux communes d'oser espérer que leur demande ne sera pas refusée.

Art. 34 : Le gouvernement de Monthey demande que la patrouille soit à sa nomination, comme elle était du passé. Il demande la même chose pour la garde de la Porte du Sex, et d'être déchargé d'une seconde garde dudit château, qu'il paie sans qu'elle fasse aucune fonction.

Observation : Les communautés sont infiniment sensibles à la confirmation que le souverain a bien voulu leur accorder du droit de nommer la patrouille ; il aura sans doute paru juste à LL. EE. que ceux qui sont directement intéressés à ce qu'elle fasse son devoir, que ceux qui la paient et qui l'ont établie jusqu'à ces derniers temps en aient le choix et l'établissement encore à présent. Mais des raisons non moins fondées que celles-là se présentaient pour déterminer nos seigneurs à la concession du second article de la demande concernant la garde de la Porte du Sex. Cette garde a été établie en 1624, c'est-à-dire près de cent ans après notre transition sous l'Etat de Valais. Suivant les clauses de notre traité en 1536 si souvent répété, nous ne devrions être chargés

des frais de son entretien comme étant un impôt nouveau. Le gouvernement cependant, par les motifs que cette garde veillait à notre sûreté, empêchait l'entrée des rôdeurs et vagabonds et autres personnes à charge au public, a été tenu de la payer ; mais on lui avait laissé le droit de sa nomination dont il a joui, ainsi qu'on en a divers titres, jusqu'à ces dernières années où les gouverneurs l'en ont privé et se sont arrogé eux-mêmes le droit de la nommer.

Le gouvernement croit donc demander avec fondement ou que la garde soit nommée par lui si on veut qu'il continue à la payer ou, si on ne veut pas lui en accorder la nomination, qu'il en soit déchargé comme d'un nouvel impôt contraire à ses privilèges.

Quant à la seconde garde, dite autrement l'arrière-garde, établie longtemps après l'autre, c'est encore une nouvelle charge, d'autant plus onéreuse qu'elle n'est d'aucun service puisqu'une seule personne fait la fonction des deux sans inconvénient. Cette garde n'a proprement été établie qu'au profit du châtelain du Bouveret qui en a été chargé et à qui pour cet effet on donne quatre cents florins. Il est vrai, dit-on, qu'il en passe quelque chose à la garde qui fait la fonction ; mais la grande partie est à son profit. La haute commission a bien voulu nous accorder la suppression de cette seconde garde, c'est-à-dire nous décharger de l'impôt de quatre cents florins pendant que les châtelains ne resteront pas à la Porte du Sex ; il paraît au gouvernement que le châtelain ne devrait pas plus avoir de droit d'exiger cette contribution lorsqu'il y reste que lorsqu'il n'y reste pas, puisque, encore un coup, sans parler de la nouveauté de l'imposition qui est contre nos droits, le gouvernement ne devrait au moins payer que la garde et non le châtelain. La restriction d'ailleurs mise par la haute commission ferait que le châtelain irait habiter pendant quelque temps à la Porte du Sex et le gouvernement serait toujours obligé à lui payer ce nouvel impôt.

Art. 35 : La châtellenie de Saint-Maurice demande la constitution ci-dessus pour autant qu'elle sera compatible avec celle de la ville de Saint-Maurice, qui prie le souverain de vouloir bien la lui conserver.

Art. 36 : Ladite ville se recommande aussi aux bontés de LL. EE. pour qu'elles veuillent consentir à l'abolition du treizième denier sur ses maisons, moyennant une indemnité légitime.

Art. 37 : Elle joint aussi ses prières à celle des communautés d'Entremont pour le rétablissement de ses soutes.

Observation : La ville de Saint-Maurice exposera par un mémoire séparé les motifs qu'elle a pour demander le rétablissement de ses soutes.

Art. 38 : Toutes les communautés prient le seigneur colonel de vouloir bien avoir à l'avenir égard à la recommandation de la généralité

dans le choix de leurs officiers militaires, d'autant que la confiance des peuples en leurs chefs ne peut être qu'avantageuse aux intérêts du souverain lui-même.

Observation : Comme Messeigneurs, en ordonnant que les communautés présentent au seigneur colonel une élection de quatre sujets pour le choix des officiers militaires, ont bien voulu prescrire qu'il eût égard aux recommandations des communautés, elles sont infiniment sensibles à la concession que le souverain a bien voulu faire de cet article ; elles osent espérer que les seigneurs colonels y auront d'autant plus d'attention qu'elles croient avoir des droits non seulement pour exiger qu'on eût égard à leur recommandation dans ce choix, mais encore pour les nommer elles-mêmes.

Art. [38 a] : Lesdites communautés jointes à la châtellenie de Saint-Maurice supplient LL. EE. de les décharger de la contribution annuelle qu'elles paient pour l'entretien des écoles et médecins du Haut-Valais. Elles prennent la liberté de l'ajouter ici, par la raison qu'elles se proposent d'établir un bon collège chez elles et que les médecins du Haut-Valais leur sont inutiles à cause de l'éloignement des lieux.

Art. [38 b] : Le gouvernement de Monthey voyant que la visite gouvernementale du Rhône est souvent fort nombreuse, de façon qu'elle est plus à charge au gouvernement qu'elle n'est utile à l'Etat ni au public, c'est pourquoi on supplie qu'il n'y ait dorénavant que le seigneur gouverneur qui continuera d'avoir sa pistole, quoique autrefois il ne lui a été payé que quarante baches, avec l'inspecteur du Rhône et le domestique du seigneur gouverneur qui auront le salaire accoutumé de vingt baches chacun.

Art. [38 c] : Le gouvernement, ayant reconnu l'inutilité des billets ordonnés en vue d'empêcher la contrebande, qu'on est obligé de prendre chez MM. les gouverneurs, qui en accordent ordinairement à tous ceux qui en demandent, en payant, pour aller acheter du grain au marché de Martigny, supplie qu'en cas que le souverain ne veuille absolument pas lui accorder l'entière disposition de cet objet, que ceux qui auront besoin de se pourvoir de blé audit marché s'adresseront à leurs juges locaux qui connaissent mieux la nécessité et emploi desdits grains, et délivreront le billet gratis. Quant au blé qui se présentera pour passer à la porte de Saint-Maurice ou du Sex sans ce billet, il ne sera point confisqué, mais arrêté jusqu'à ce que le billet soit exhibé.

Le gouvernement de Monthey supplie encore Messeigneurs pour faire revivre le commerce qui était bientôt entièrement interrompu chez lui, de laisser en vigueur les clauses du traité de Thonon de 1569 au sujet de l'entière liberté du commerce entre les Savoyards et nous ; et que, pour cela, ils ne soient tenus à aucun impôt pour l'entrée, sortie et transit de toutes sortes de marchandises dans ce gouvernement.

Comme les receveurs de rentes ou autres personnes font clandestinement faire des propositions directement contraires aux droits ou privilèges des communautés, on supplie le souverain de n'en point recevoir que préalablement la communauté intéressée ait été interpellée pour faire voir ses droits contraires ; ou bien que la décision demeure sans effet jusqu'à ce que la communauté intéressée ait été légitimement invitée à exhiber ses titres contraires à la proposition.

Art. [39] : Les privilèges et concessions faites ci-devant seront conservés et observés selon leur force et teneur.

Art. [40] : Les communautés tant du gouvernement que de la châtellenie joignent de nouveau leurs prières et supplications instantes pour obtenir de leur souverain un acte de clémence et une amnistie générale pour tous ceux qui peuvent s'être égarés depuis le 8 septembre inclusivement.

Le zèle infatigable avec lequel les principaux coupables se sont portés à rétablir le bon ordre partout où il a été nécessaire et leur bonne conduite dès lors sont pour eux un titre de grâce aux yeux du souverain. Les communautés osent assurer que tout le public prend un vif intérêt à leur sort et que rien n'excitera plus la reconnaissance des peuples que ce témoignage de la bonté du souverain.

Art. [41] : Les communes supplient enfin leur gracieux souverain, pour rétablir une pleine confiance sur une base durable, de vouloir bien leur accorder lesdits articles par un diplôme dont ils promettent l'observation en foi et parole de prince, d'après la ratification des communautés des sept louables dizains. Cet acte solennel guérira les inquiétudes et les mécontentements passés, assurera le bonheur des générations futures et fera bénir la mémoire de Vos Excellences jusque dans l'avenir le plus reculé.

Au reste, les très humbles suppliants, en réclamant leurs droits et privilèges avec tout le respect possible, se déclarent solennellement ne point chercher à donner atteinte à ceux inhérents à la souveraineté ni au serment de fidélité qu'ils ont renouvelé le six octobre passé. Mais comme, suivant les principes incontestables du droit public, il est reconnu qu'il y a deux sortes de souveraineté, à savoir l'ordinaire ou la limitée et l'absolue, qu'il leur soit permis de s'étendre un peu sur cet objet pour les ramener dans les bornes justes de leur dépendance, s'ils s'en sont écartés dans leurs représentations, ou pour jouir à l'avenir de ce que leurs privilèges leur accordent.

La souveraineté ordinaire ou limitée est définie par les auteurs : *ordinaria principis potestas quae legibus suis subiectis, earumque ordina-*

tionem non praetergreditur ; tandis que l'absolue : continet arbitri plenitudinem nullae necessitati subjectam, nullisque publici juris regulis limitatam cui nulla exceptio opponi possit vel dici cur ita facis.

Toutes les communautés du gouvernement de Monthey, ayant eu l'honneur de contracter, le 25 février 1536, avec les louables communautés souveraines de la république de Valais, *sub tamen certis conditionibus et reservationibus subscriptis*, n'ont pas besoin de chercher à prouver que s'étant remises de leur plein gré, *sponte*, elles ont eu la sage précaution d'adopter dans leur soumission l'*ordinaire* qu'elles avaient sous le bon prince qui leur avait permis de disposer de leur sort. Elles se flattent même que, malgré le laps du temps qui ne peut apporter aucun changement dans ces sortes de contrats fondés sur des serments mutuels, sur un titre et la bonne foi, les parties contractantes ne l'ont jamais entendu autrement ; en ce cas elles sont assurées, de quelque manière qu'on envisage ou qu'on fasse envisager leurs respectueuses démarches vis-à-vis de leur auguste souverain, de n'être pas désapprouvées et d'obtenir le redressement de leurs griefs. En les mettant sous ses yeux, elles rendent assez de justice à ses bontés paternelles et à la droiture de ses intentions pour attribuer à des malheureuses circonstances et à l'indifférence des représentants du peuple de ce gouvernement les abus qui se sont multipliés.

En prenant ce titre de soumission pour base fondamentale des obligations du souverain et des sujets, il résulte évidemment qu'il a promis de laisser jouir à ceux-ci des libertés, immunités, usages et coutumes dont ils jouissaient sous leur ancien maître. *Item ut libertatibus, immunitatibus, usibus et consuetudinibus suis laudabiliter hactenus tempore praefati illustrissimi ducis eorum principis observatis de quibus legitime constabit gaudere possint et valeant.* Loin que la cession que le sérénissime duc de Savoie a faite à Thonon, le 4 mars 1569, des droits qu'il pouvait avoir sur le gouvernement de Monthey ait altéré en quoi que ce soit la condition avantageuse de ses ressortissants, elle a été au contraire améliorée par ce traité qui doit subsister perpétuellement et inviolablement, ce que les précédents mémoires ont fait voir, mais dans lesquels on a négligé d'insérer cet article essentiel qui confirme d'une manière si énergique la précédente clause : *Per hanc remissionem et restitutionem dictarum patriarum non fiat damnum et prejudicium aliquibus limitibus urbium, villarum, castrorum, communitatum, albergatorum, nemorum, terrarum, pasqueageorum vel aliorum bonorum, usuum et consuetudinum, pertinentium ad subditos unius vel alterius status, quin cuilibet ipsorum manebunt in possessione et aliis juribus.*

Ici les deux souverains conviennent mutuellement que leurs sujets ne souffriraient aucun dommage ni préjudice en quoi que [ce] soit et encore moins dans leurs bons usages et coutumes qu'ils approuvent, et les maintiennent dans leurs possessions et tous leurs autres droits et en deviennent garants par un traité solennel.

La défense que le souverain a faite de son propre mouvement en diète de mai 1741 à tous ses fidèles officiers de ne confirmer à leurs sujets autres usages, privilèges et coutumes que ceux et celles qu'ils avaient au changement de domination de la Savoie à la sienne, et ceux ou celles qu'il aurait pu leur accorder du depuis, annonce assez combien il était convaincu de l'importance de ses droits qu'il leur avait réservés et promis.

Les mêmes sujets dont on voudrait aujourd'hui blâmer les démarches et rendre la conduite suspecte n'ont rien réclamé de plus dans leurs précédentes représentations que l'observance et la conservation de cet *abscheid* qui est le corollaire de leurs titres antérieurs. Ils mettent un si grand prix pour leur bonheur et bien-être futurs à ces paroles *immunités ou privilèges, usages et coutumes*, qui sont sorties en trois différents temps de la bouche sacrée de leur gracieux souverain, que quand même elles ne réuniraient des avantages réels et inestimables pour eux, ils ne les respecteraient pas moins par cette raison qui les leur rendait précieuses.

Mais si on part d'une maxime connue et soutenue de tous les peuples, ces expressions de liberté, d'immunité, usages et coutumes ont une valeur déterminée par les lois et par les publicistes. Il ne vous reste plus, souverain seigneur, qu'à ouvrir vos entrailles de père et décider ensuite si vos fidèles sujets les interprètent mal. Ils n'entendent point, par cette liberté, le droit d'être indépendants, mais ils pensent que le mot renferme à l'égard des sujets de toutes les monarchies chrétiennes un moyen assuré de jouir à l'ombre des lois de cette liberté civile qu'un abus d'autorité ne peut jamais violer, et plus particulièrement chez les vôtres qui ont titres et se sont donnés volontairement à Vos Excellences.

Dans ce genre est : 1^o la liberté de n'être pas mis en prison, sinon pour cause de délits qui méritent cette peine. Il est assez notoire, non seulement parmi eux, mais chez leurs voisins, que, depuis l'année 1776, les prisons du château de Monthey ont été souvent occupées pour tous autres motifs que celui que la loi prescrit selon les franchises : *nisi sit latro, homicida, vel proditor manifestus*, en suivant vos statuts, chapitre 152, et les ducaux. Si tous ceux qu'on a enfermés avaient commis de ces délits, c'est un abus de ne les avoir pas jugés et fait leur procès en règle, ou s'ils ne les avaient pas commis, c'était un plus grand abus d'attenter à leur liberté contre la loi.

Sous la domination des ducs de Savoie, les emprisonnements étaient fort rares, parce qu'on ne s'en servait que vis-à-vis des vrais criminels, dont on faisait le procès. Leurs statuts contiennent une ordonnance qui sert indistinctement aux peuples de ce gouvernement qui pourrait n'avoir pas les franchises que plus de la moitié des peuples ont : *Et ut brevius et melius valeat fieri hujus modi incarcerationem expeditio per absolutionem vel condemnationem decernimus hoc edicto quod nullus*

subditorum nostrorum seu aliorum deliquentium in patria nostra debeat incarcerari, arrestari vel detineri nisi infra ballivatum in quo habuit suum domicilium aut infra quem delinquerit nisi ex magna causa et tunc de nostro vel consilii nostri nobiscum residentis mandato speciali ; 2° la liberté d'approcher de son gracieux souverain et de se jeter au pied de son trône toutes les fois qu'il plaira à un fiscal avide ou vindicatif d'accuser quelqu'un d'être adultère, voleur, querelleur, parjure, etc., et de le faire condamner comme tel à l'amende de vingt-neuf livres, parce qu'il y a une loi qui défend aux sujets du gouvernement de Monthey d'appeler d'une amende au-dessous de trente livres. Les fidèles représentants envisagent cette loi comme une espèce de tribut toujours onéreux aux peuples et qui plus est malheureusement infâmant, puisque, leur étant défendu de recourir au prince dans ce cas, il arrivera à la fin que chaque feu du gouvernement peut être contraint par cette loi à payer annuellement au fisc vingt-neuf livres, impôt ou subside un peu trop fort, tandis qu'ils n'en payaient sous les ducs de Savoie que de volontaires. Sans chercher à pénétrer les motifs de cette loi, ils observeront seulement que cela est indubitable par les considérations suivantes : 1) les dépositions des témoins se faisant devant un secrétaire quelquefois sourd et plus souvent fiscal ou ayant une part aux amendes, il lui est facile de donner telle tournure qu'il convient à ses intérêts ; au dire des témoins on ne taxe personne, mais on parle de la possibilité ; 2) les accusés ne pouvant connaître ni les délateurs ni les témoins qui déposent contre eux, parce qu'il est défendu de leur en donner le nom, ils n'ont ni la liberté ni le moyen de faire des exceptions contre leurs personnes, soit qu'ils soient ennemis ou incapables de déposer ; 3) ne pouvant plus admettre de la part de l'accusé, dans les dépositions, un commissaire adjoint qui ramènerait tout dans l'ordre, depuis l'ordonnance de la diète de Noël 1741, ils sont ordinairement à la merci du curial et des témoins. Cependant ils ont eu ce privilège si conforme au droit et à la saine raison qui ne veut pas qu'on cherche des coupables où il n'y en a pas et qui leur accorde tous les moyens de défense. Si, suivant cette ordonnance, on pouvait accorder à deux personnes qui avaient entre elles un procès criminel un commissaire adjoint et non pas quand il s'agit des intérêts de justice, et si ce commissaire adjoint est regardé comme propre à dévoiler la vérité et à écarter la surprise entre particuliers, ne ferait-il pas aux désirs des lois le même bon effet vis-à-vis des intérêts de la justice ? Les communautés du gouvernement de Monthey conviennent d'avoir juré, le 25 février 1536 — et elles sont toujours dans les mêmes sentiments que leurs députés ont manifestés le 6 octobre [1790] — d'être *boni fideles et legales, erga praefatum episcopum et communitates dictorum septem desenorum patriae Valesii et suos, honorem commodumque utilitatem procurare damnumque et incommodum nostrum et dictarum communitatum patriae Valesii posse thenus evitare ac omnia alia et singula facere quae boni fideles et legales homines domino*

suo facere debent et tenentur. Mais elles ne se sont point engagées à procurer les intérêts des seigneurs gouverneurs, sinon suivant les lois et leurs privilèges, immunités, usages et coutumes. C'est en se conduisant d'après les principes qu'ils seront sûrs d'obtenir la confiance et le dévouement des peuples. Le désintéressement des représentants du souverain sera pour eux le garant de leur autorité et de leur tranquillité bien plus solide que cette garde que l'on demande pour leur sûreté.

Mais d'où vient que le peuple chéri, le peuple privilégié, le peuple qui n'a presque coûté à son souverain que de donner son acquiescement à sa soumission et qui a eu la liberté de disposer de son sort, a été obligé de recevoir seul dans le Bas-Valais une loi qui répugne tant à la confiance qu'il a à ce même souverain dont on ne lui permet pas d'approcher, tandis qu'on dit que les autres sujets jouissent de cet avantage si conforme aux règles du droit qu'ils permettent à ceux qui sont lésés, à leurs amis et même à des étrangers sans procuration, d'aller à la source des grâces et de la justice ?

Immunité et privilège signifient *exemption de quelque charge, devoir ou imposition*. En conséquence de cette définition, le gouvernement de Monthey a demandé dans ces cahiers l'exemption de toutes les charges qu'il n'avait pas sous la domination des ducs de Savoie, parce que cela a été convenu et stipulé le 25 février 1536. Si, contre toute apparence, on n'observait pas la capitulation, loin d'être un peuple privilégié comme il est fondé à le croire, il s'ensuivrait, par l'état actuel des choses, qu'il serait dans le cas de payer de plus fortes contributions que le reste des sujets. Mais il se flatte qu'un bon souverain, avec l'amour et le zèle pour la droiture qu'il lui connaît, se dira à lui-même : « Il est certain que nous avons acquis en différents temps les bâtiments, fiefs et domaines de Port-Valais et de Ripaille, les fiefs de Nernier, Neuvecelle, d'Arbignon, Du Rosay et Bellini ; si nous n'avions pas fait ces acquisitions et qu'elles fussent restées entre les mains de leurs anciens propriétaires, nos sujets en seraient moins chargés ! Nous leur avons cependant promis de les traiter comme ils [l'] étaient sous les ducs de Savoie et si nous les avons traités près de cent ans ainsi, il faut qu'ils aient eu des droits dont la connaissance et le souvenir étaient présents à la mémoire de nos pères. Examinons donc quels ils étaient et quelle était la nature de leurs charges alors ; voyons tous leurs titres ; écoutons leurs plaintes et rendons-leur justice. S'ils ont été trop chargés par le passé, il est de notre devoir, en qualité de leur souverain et de leur père, d'y remédier, de chercher à faire leur bonheur et de trouver des moyens justes et raisonnables pour les soulager. Ils ont droit de prétendre de notre part à cette grâce et à notre bienfaisance ; nous ne ferons en cela que d'imiter deux souverains entre lesquels ils se trouvent placés : l'un verse à pleines mains des bienfaits sur les siens et l'autre s'empresse à en diminuer les charges ». Le gouvernement de Monthey est persuadé, souverains seigneurs, que tel est le langage de votre cœur que vous manifesterez par

un rescrit consolant pour eux. Cet acte de justice et de bonté vous assurera à jamais son dévouement et sa fidélité et il éternisera le souvenir et la reconnaissance de vos bienfaits.

(AV, cart. 86, fasc. 3, n° 8. - Autres copies : ACS, XIII, pièce 144, texte incomplet ; Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 193-219, de la main de Jean-François Vanay ; Rz, cart. 95, n° 173 ; Mo, B, n° 215).

VIII

14 novembre 1790. — *Acte de soumission de Monthey*

Le conseil général de la bourgeoisie de Monthey assemblé le quatorzième novembre mille sept cent nonante et convoqué le même jour à voix de cries, composé des chefs de famille de dite bourgeoisie, les présents faisant pour les absents, après avoir eu connaissance de la prononciation souveraine du 6^e courant, a approuvé la procuration donnée par ses représentants le neuvième sécutif pour s'aller très respectueusement représenter devant Messeigneurs, passant ensuite sur la réponse catégorique à faire sur ladite prononciation souveraine, a déclaré que pour la réception des seigneurs gouverneurs sa déclaration a déjà été formelle là-dessus dans la procure qu'il a donnée pour l'acceptation des seigneurs gouverneurs le second octobre passé. Quant aux autres articles concernant les frais, la rémission des armes et celle des coupables, les bontés paternelles du gracieux souverain font qu'on espère fermement que LL. EE. nos souverains seigneurs voudront bien perdre de vue ces trois articles. Mais puisqu'ils l'ordonnent, leurs bons et toujours fidèles sujets se conformeront aux décrets souverains.

En foi, après avoir lu et relu trois fois à l'assemblée sans que personne s'y soit opposé, je me suis signé en présence des honorables Pierre-Joseph Jardinier et Guérin Machard, tous deux habitants.

Jean-Antoine Guerraty, notaire et secrétaire.

(Rz, cart. 70, fasc. 10, p. 316. - Copie avec quelques variantes dans ACS, XIII, pièce 160).

INDEX DES NOMS DE LIEUX

N.-B. : Les mots *Valais*, *Bas-Valais*, *Haut-Valais*, *Monthey* (bailliage, gouvernement, etc.), *Saint-Maurice* (châtellenie, gouvernement ou ville), *Sion* (ville), *Suisse* ne figurent pas dans cet index.

Abréviations

anc.	= ancien	prov.	= province
c.	= commune	rég.	= région
d.	= district	riv.	= rivière
dép.	= département	v.	= voir
fl.	= fleuve		

Districts du Valais

B	= Brigue	Ma	= Martigny
C	= Conthey	Mo	= Monthey
E	= Entremont	Ro	= Rarogne oriental
G	= Conches (Goms)	Sm	= Saint-Maurice
H	= Hérens	Sn	= Sion
L	= Loèche		

Cantons suisses

AG	= Argovie	SG	= Saint-Gall
BE	= Berne	SH	= Schaffhouse
FR	= Fribourg	TI	= Tessin
JB	= Jura bernois	VD	= Vaud
LU	= Lucerne	ZH	= Zurich

A

Abondance (départ. Haute-Savoie), ville et vallée : 59, 60, 69, 213, 439, 440.
 Aigle (VD)
 — gouvernement : 53, 55, 61, 122, 128, 172, 173, 320, 322, 324, 326, 331, 349.
 — ville : 54, 58, 323, 324, 326, 331, 333, 349, 419, 440.
 Ajoie (JB), rég. : 182.
 Allemagne : 178.
 Altkirch (départ. Haut-Rhin) : 390.
 Amérique : 334.
 Amsterdam : 160.
 Angleterre : 183, 334.
 Aoste, vallée d' : 60.
 Appenzell, canton : 182, 347.
 Arbignon, d', fief : 287, 448.
 Arpalles, Les - (c. Orsières), alpage : 309.
 Arzillier, L' - (c. Bex), colline : 173.
 Autriche : 116, 390.
 Avignon (départ. Vaucluse) : 116.

B

Babylone : 143.
 Baden (AG), bailliage : 152, 271.
 Bagnes (E)
 — châtellenie : 254.
 — commune, paroisse : 87.
 Bâle, canton : 183, 347.
 — évêché : 174.
 Balmaz, La - (c. Evionnaz) : 77.
 Barmaz, La - (c. Collombey-Muraz), potence : 224.
 Basseyes, Les - (c. Vérossaz) : 65, 77.
 Bastille, la -, prison d'Etat, à Paris : 182, 321, 403.
 Béfeu (c. Vionnaz), hameau : 230.
 Belgique : 116.
 Bellini, fief : 287, 448.
 Berne
 — canton, république ou gouvernement : 42, 66, 72, 86, 92, 93, 99, 103, 104, 106, 107, 109, 114, 120, 122, 124, 126-131, 134, 136-138, 140, 144, 146, 149, 152, 172, 173,

177, 179, 181-183, 215, 216, 220, 259, 262, 269, 285, 317, 318-335, 338, 339, 343, 344, 346-348, 350, 352, 354, 357, 363, 365, 367-369, 388, 395, 396, 414, 437, 440.
 — ville : 93, 106, 129, 137, 140, 178, 249, 250, 320, 332, 389, 390, 414.
 Bex (d. d'Aigle) : 58, 63, 68, 78, 79, 86, 107, 111, 114, 123, 149, 158, 319, 320, 323, 324, 326, 327, 331, 333, 375, 386, 395, 396, 414, 440.
 Bienne (BE) : 318.
 Blotzheim (départ. Haut-Rhin) : 319.
 Bourg-aux-Favres, rue de Monthey : 44, 414.
 Bourgogne, rég. de France : 289.
 Bourg-Saint-Pierre (E) : 87, 92, 278, 285, 309.
 Bouveret (c. Port-Valais) : 37, 69, 77, 112-115, 117, 140, 145, 156-158, 189, 197, 198, 209, 231, 233, 241, 242, 264, 286, 289, 295, 298, 299, 307, 332, 433, 434, 436, 438, 442.
 Bovernier (Ma) : 87.
 Brabant : 237.
 Bremgarten (AG), bailliage : 271.
 Brigue
 — dizain : 131, 132, 161, 247, 408, 410.
 — ville : 173.

C

Cambrai (départ. Nord) : 54.
 Champéry (Mo) : 219, 234, 255.
 Chablais (départ. Haute-Savoie) : 79, 91, 287, 377.
 Chanso (c. Troistorrents), alpage : 59.
 Chapelle, La - (départ. Haute-Savoie) : 59, 215, 440.
 Charrat (Ma) : 53.
 Charrière (c. Massongex) : 53, 416.
 Château-Vieux (c. Monthey), anc. château : 192.
 Châtel (départ. Haute-Savoie) : 59, 89, 213.
 Cheseaux (c. Troistorrents) : 39, 412.
 Chésery (c. Monthey), alpage : 170.

Chillon (d. Vevey) : 123, 181, 323, 324.

Choëx (c. Monthey) : 56, 222.

Collombey (c. Collombey-Muraz), autrefois les Quartiers d'En bas : 37, 38, 51, 68, 69, 77, 80, 99, 104, 114, 116, 118, 119, 142, 156, 191, 196, 204, 230, 232, 247, 286, 304, 370, 375, 420.

Collombey-Muraz (Mo) : 38, 115, 119, 193.

Collonges (Sm) : 77.

Conches, dizain : 35, 90, 132, 151, 161, 191, 251, 352, 416.

Conthey (C), bourg et châtellenie : 35, 82, 85, 87, 89, 90, 263.

Corbières (FR), bailliage : 128.

Croix-Blanche, auberge à Sion : 73, 100, 174.

Croix-d'Or, auberge à Troistorrents : 68.

D

Daviaz (c. Massongex) : 65, 372.

Dijon (départ. Côte-d'Or) : 176.

Dorénaz (Sm) : 77.

E

Einsiedel, v. Vers Einsiedel.

Entremont, vallée et dizain comprenant Sembrancher, Bovernier, Orsières, Liddes, Bourg-Saint-Pierre : 64, 75, 76, 79, 82, 85-87, 89, 90, 92, 98, 125, 160, 183, 193, 263, 278, 282, 284, 293, 294, 296, 298, 307, 360, 437, 442.

Erlach (BE) : 123.

Ernen (G) : 72, 83, 362, 416.

Epine (Sm), île : 66.

Espagne : 246, 249, 251, 390, 409.

Evian (départ. Haute-Savoie), bailliage et ville : 188, 191.

Evionnaz (Sm) : 65, 77, 81, 372.

F

Faucigny (départ. Haute-Savoie) : 60.

France : 103, 116, 125, 175, 177-179,

184, 194, 201, 246, 250, 251, 289, 292, 310, 321, 323, 339, 403, 404, 410, 440, 441.

Fribourg, ville et canton : 120, 123, 128, 144, 173-175, 182, 183, 188, 319, 347.

Fribourg-en-Brisgau : 390.

Fully (Ma) : 87, 92, 160, 278, 309.

G

Gard (départ.) : 289.

Genève, république : 174, 183, 325, 440.

— ville : 122, 382.

Glaris, canton : 347.

Grand-Maison, auberge à Martigny : 89.

Grand-Pont, rue de Sion : 54, 338.

Grand Saint-Bernard, v. Saint-Bernard.

H

Hallau (SH) : 174.

Hausseys, Les - (c. Vérossaz) : 65, 77.

Helsinki : 116.

Hérémence (H) (v. aussi Nendaz-H) : 340.

Hérens : 340.

Hollande : 178, 321.

Hongrie : 335.

I

Illarsaz (c. Collombey-Muraz) : 38, 324.

Illettes (c. Mo) : 416.

Illiez (Mo), vallée : 53, 97, 151, 169, 170, 172, 177, 191, 217, 222, 230, 286, 322, 418, 425, 438.

— commune : v. Val-d'Illiez.

Italie : 410.

Ivrée (prov. Turin) : 219.

L

Lapisay, v. La Pisaz.

Leipzig : 390.

Léventine (d. TI) : 182.
 Leytron (Ma) : 87, 309.
 Liddes (E) : 87, 92, 177, 278, 309.
 Lion d'Or, auberge à Monthey : 112, 114.
 Lion d'Or, auberge à Sion : 73, 150, 151, 341.
 Locana (prov. Turin) : 219.
 Loèche, dizain : 124-126, 131, 132, 138, 158, 163, 245, 340, 408.
 — ville : 123, 136.
 Lombardie : 390.
 Londres : 48, 69, 105, 153, 183, 297, 318.
 Lucerne, ville et canton : 120, 182, 280, 341.

M

Maison-du-Rhône (c. Bex) : 324.
 Martigny, dizain (v. aussi Plaine de Martigny) : 79, 82, 87, 125, 160, 187, 360.
 — ville : 62, 75, 79, 81, 82, 89, 90, 92, 131, 171, 172, 198, 208, 263, 284, 289, 307, 322, 390, 395, 399, 436, 443.
 Massongex (Sm) : 53, 65, 66, 77, 80, 87, 188, 281, 372, 416.
 Mellingen (AG) : 152, 271.
 Mex (Sm) : 81.
 Montpellier (dép. Hérault) : 179.
 Mörel (Ro) : 158, 161.
 Morge (C et Sn), riv. : 35, 124, 187, 292, 296.
 Morge (Mo et France), riv. : 188.
 Morges (VD) : 321.
 Morzine (dép. Haute-Savoie) : 60, 440.
 Moutiers (dép. Savoie) : 426, 436.
 Münster (G) : 91.
 Muraz (Mo) : 38, 99, 114, 116, 118, 119, 142, 156, 191, 196, 204, 286, 355, 393, 417.

N

Naters (B) : 291, 410.
 Nendaz-Hérémence (C), bailliage : 71, 82, 125, 158, 188, 189.

Nernier (dép. Haute-Savoie), fief : 287, 448.
 Neuchâtel, seigneurie : 318, 325.
 — ville : 289.
 Neuvecelle (dép. Haute-Savoie), fief : 287, 448.
 Neyres, Les - (c. Collombey-Muraz), hameau : 38, 57, 119, 156.

O

Onnaz (c. Collombey-Muraz), alpage : 196, 286.
 Orsières (E) : 87, 92, 278, 309.
 Outre-Rhône (c. Collonges et Doré-naz, Sm), paroisse : 77, 156.
 Outrevieze, quartier de Monthey : 38, 170, 408.

P

Paris : 116, 155, 167, 176-178, 184, 323, 384.
 Pays-Bas : 178.
 Pays de Vaud, v. Vaud.
 Peccais (dép. Gard) : 289.
 Piémont : 54.
 Pisaz, La - (c. Champéry), alpage : 170.
 Place, En -, quartier de Monthey : 247, 407.
 Plaine (de Martigny), comprenant Fully, Saillon, Saxon, Riddes, Leytron, Conthey) : 82, 87, 89, 125, 263, 278, 284, 437.
 Planta, place publique à Sion : 141.
 Pontarlier (dép. Doubs) : 179.
 Pont-de-la-Morge (Sn) : 82, 124.
 Porrentruy (BE) : 182.
 Porte d'Hiver (c. Val-d'Illiez), col et alpage : 170.
 Porte du Sex (c. Vouvry) : 69, 191, 197, 215, 216, 234, 286, 294, 295, 324, 438, 441-443, 448.
 Port-Valais (Mo) : 37, 78, 104, 118, 177, 287, 433, 434, 438.
 Praille (c. Port-Valais), plaine et étang : 233.

Q

Quartiers d'En bas, v. Collombey.

R

Rapperswil (SG), bailliage : 152, 271.
 Rarogne, dizain : 130, 132, 141, 158,
 161, 191, 251, 301.
 Recon (c. Vionnaz), alpage : 196, 286.
 Rhône, fl. : 58, 191, 199, 216, 266, 287,
 288, 323, 324, 326, 443.
 — vallée : 177.
 Riddes (Ma) : 82, 87, 89, 90, 263.
 Ripaille (c. Champéry), alpage : 197,
 287, 438, 448.
 Roche (VD) : 243, 324.
 Rolle (VD) : 321.
 Rome : 116, 250.
 Rosey, Du -, fief : 287, 448.
 Rubicon, riv. : 134.
 Russie : 335.

S

Saillon (Ma) : 82, 87, 90, 92, 264, 278,
 285, 307, 309.
 Saint-Bernard (Grand), couvent et
 congrégation : 59, 151, 327.
 Saint-Gall, ville et abbaye : 318, 325.
 Saint-Gingolph (Mo) : 35, 37, 67, 77,
 104, 106, 113, 114, 147, 155, 193,
 198, 212, 222, 377-381, 383, 385,
 416.
 Saint-Jean-d'Aulph (départ. Haute-Sa-
 voie), bailliage : 188.
 Saint-Maurice, abbaye : 46, 62, 65,
 87, 177, 254, 327, 375, 376, 389.
 Saint-Pierre-de-Clages (c. Chamoson,
 C) : 56, 73.
 Salins (départ. Jura) : 289.
 Salquenen (L) : 73, 123, 136.
 Salvan (Sm) : 65, 66, 87, 121, 160,
 421.
 Samoëns (départ. Haute-Savoie) : 440.
 Sardaigne : 251, 285, 321, 341, 382,
 437.
 Sardes (anc. ville d'Asie Mineure) :
 384.

Savièse (Sn) : 130.

Savoie : 175, 178, 215, 234, 241, 377,
 394, 417, 434, 438, 440.

— maison, comtes et ducs de - : 44,
 187, 188, 192, 194, 196, 197, 206,
 218, 260-262, 282, 283, 287, 425,
 426, 429, 433, 434, 436, 438, 440,
 445-448.

Saxon (Ma) : 87, 92, 278, 309.

Schaffhouse, ville et canton : 174, 347.

Schwyz, canton : 120, 143, 325.

Seduni, v. Sion.

Sembrancher (E) : 67, 85, 87, 92, 198,
 264, 278, 285, 309, 375.

Sex, v. Porte du Sex.

Sierre

— châtellenie, dizain : 117, 125, 132,
 158, 161, 245, 340, 407, 408.

— ville : 54, 73, 80, 82, 83, 106, 113-
 115, 118, 120, 124-126, 129, 130,
 139, 140, 142, 146, 158, 340, 344,
 349, 353, 383, 388, 397, 411.

Simplon (B), départ. et col. : 170, 240,
 390.

Sion

— chapitre et diocèse : 87, 149, 187,
 188, 192, 194.

— dizain : 35, 126, 132, 138, 139,
 150, 158, 161, 245, 252, 254, 408,
 410.

Soleure, canton : 120, 144, 319, 347.

Stein (SH), bailliage : 152, 271.

Sursee (LU) : 271.

T

Tassonnaire (c. Val-d'Illiez) : 371.

Thonon (départ. Haute-Savoie) : 188,
 358, 377, 443, 445.

Tiers de Mörel, v. Mörel.

Toggenbourg (SG), rég. : 174.

Tourbillon (c. Sion), château : 124,
 340.

Tourtemagne (L) : 83, 251.

Troistorrents (Mo) : 37, 38, 52, 67, 68,
 73, 74, 77, 78, 80, 89, 104, 114-116,
 118, 119, 142, 156, 177, 199, 204,
 208, 235, 242, 247, 261, 263, 296,
 304, 369, 370, 375, 393, 394, 412,
 435.

Turin : 60, 178.
Turquie : 408.

U

Unterwald : 120.
Uri : 120, 136, 182, 335, 348.

V

Val d'Aoste, v. Aoste.
Val d'Illiez, v. Illiez (vallée).
Val-d'Illiez (Mo) : 37-41, 43, 46, 48,
59, 66, 73, 74, 77, 78, 80, 89, 91,
92, 99, 104, 114-116, 118-120, 142,
156, 180, 195, 197, 214, 215, 221,
222, 224, 230, 231, 234, 248, 261,
263, 273, 280, 285, 287, 304, 370,
372, 373, 375, 377, 406, 411, 413,
417, 438.
Vaucluse (dép.) : 116.
Vaud : 86, 123, 128, 162, 172, 174,
180, 188, 192, 214, 292, 306, 320,
321, 323, 324, 326, 333, 339, 432.
Vénétie : 390.
Venise : 219.
Verbois, forêt non identifiée : 173.
Vérossaz (Sm) : 64, 66, 67, 77, 79, 81,
96, 98, 371, 373, 375, 387, 389.
Vers Einsié (c. Troistorrents) : 38, 46,
411, 415.

Vevey (VD) : 180, 181, 202, 214, 320,
323, 324, 333.

Viège

— dizain : 85, 132, 139, 154, 161, 191.
— ville : 73, 132, 150.

Vièze (Mo), riv. : 192.

Vionnaz (Mo) : 37, 51, 66, 73, 77, 79-
81, 93, 104, 115, 117, 140, 156,
191, 196, 213, 216, 228, 230, 286,
289, 290, 304, 373, 425, 428.

Vionnaz-Bouveret, châteltenie : 71,
188, 244, 245.

Vouvry (Mo) : 37, 53, 56, 58, 59, 66,
69, 77, 81, 89, 93, 102, 104, 112,
115, 117, 140, 151, 155, 156, 173,
191, 221, 231, 304, 355, 361, 373,
378, 382, 383, 395, 399, 425.

Vuadens (FR) : 128, 174.

W

Winterthur (ZH) : 271.

Z

Zoug, canton : 120.

Zurich

— canton : 319, 347.
— ville : 390.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Abréviations

anc.	= ancien
av.	= avant
ca.	= circa (environ)
cap.	= capitaine
chât.	= châtelain
col.	= colonel
dép.	= député
diz.	= dizain
franç.	= français
gén.	= général
gouv.	= gouverneur

helv.	= helvétique
lieut.	= lieutenant
m.	= membre
prés.	= président
rég.	= régiment
s.	= siècle
vic.	= vicaire
v.	= voir
*	= naissance
†	= décès

A

Aescher, v. Escher.

Agnesi, chevalier, de Milan, aide de camp du baron et feld-maréchal de Frimont, envoyé de François II en Valais, en 1816 : 391.

Alcman, poète grec : 384.

Allet, Eugène (1784-1837), gendre d'Augustini : 251.

Aman, favori et ministre d'Assuérus : 248.

Andenmatten, François-Joseph, cap. du diz. de Viège, gouv. de Saint-Maurice 1784-1786 : 73.

— Jean-Pierre, juge de Viège : 73.

Angehern, Béda (1725-1796), abbé de Saint-Gall 1767-1796 : 318, 325.

Ariane, fille de Minos, roi de Crète : 205.

Arnold, officier val. non identifié : 132, 345.

Augustini, Antoine-Marie (1742-1823), anc. gouv. de Monthey 1785-1787, grand bailli 1802-1807 et 1821-1823 : 67, 68, 173, 222-224, 231, 232, 245-251, 389, 390, 407-410, 413.

Avanthey, Claude-Joseph (* 1744) : 214.

— Marie-Christine (* 1745), née Gonet, femme (1779) de Pierre-Maurice Avanthey : 223.

— Pierre-Maurice (1747-1829) : 224.

B

- Balleys, Pierre, syndic de Bourg-Saint-Pierre : 87.
- Barbelin, Pierre, notaire : 428.
- Barberini, Joseph-Emmanuel (1733-1807), anc. châ. de Vionnaz-Bouveret 1757-1759, banneret 1781, puis bourgmestre de Sion 1784, m. de la commission chargée d'élaborer le code pénal en 1790 : 73, 158, 163, 349.
- Barlately, Jean (- Gabriel) (1749-1828), syndic de Monthey : 50, 58.
- Barman, personnage non identifié de Saint-Maurice : 66.
- Joseph (François-J'-Antoine) (1752-1814), notaire et fiscal, syndic de Saint-Maurice : 87, 121, 162.
- Baruchet, Jean-Evangéliste-Nicolas (1758-1834), curial, châ. de Bouveret-Port-Valais et de Saint-Gingolph : 78, 118, 222, 244, 245.
- Bastian, Etienne-Joseph, métral de Liddes : 87.
- Bay, officier val. non identifié : 132, 345.
- Beaumarchais, écrivain franç. : 192.
- Bellet, v. Pierre-Maurice Rey-Bellet.
- Bellon-Gré, Claude, aubergiste de la Croix-d'or, à Troistorrents : 68.
- Berger, Jean : 434.
- Bernard, saint - : 405.
- Bernardin de Saint-Pierre, Henri, écrivain franç. : 147.
- Berra, Jean-Baptiste († 1811), maître chaudronnier à Champéry : 236, 237.
- Marie-Rose (1747-1822), née Trombert, femme (1769) de Jean-Baptiste : 237.
- Berrut, Jean : 428.
- Jean-François († après mai 1792) : 241, 242.
- Berthold, secrétaire d'Aigle : 440.
- Berthouzoz, Pierre, sautier de Leytron : 87.
- Bertrand, Jules-Bernard (1882-1943), pharmacien et historien : 56, 65, 103, 172, 173, 175-181, 224, 372.
- Biner, Jean-Marc : 189.
- Biollay, Emile : 390, 391.
- Biord, châ. de Samoëns : 440.
- Blanc, v. Riondet-Blanc.
- Blanche, Rose, v. Rose.
- Blatter, Joseph-Antoine (1740-1807), évêque de Sion du 3 août 1790 à 1807 : 72, 74, 75, 77, 78, 80, 82, 92, 99, 111, 112, 116, 123-125, 136, 140, 141, 146-147, 150, 153, 157, 162, 279, 337, 339, 343, 346, 349, 360, 362, 365, 397.
- Boissard, Pierre († 1796), Savoyard, maréchal à Vouvry : 69.
- Bollut, Jean-Joseph : 217.
- Pierre : 217.
- Bonaparte, v. Napoléon.
- Bons, Charles-Louis (- Joseph) de - (1717-1796), major, puis cap. gén. de la bannière de Saint-Maurice : 87.
- Jacques (-François-Louis-Alexis) de - (1744-1816), major de la bannière de Saint-Maurice, syndic : 87, 121.
- Boquis, Jean, notaire : 428.
- Borcard, Jacques, de la vallée d'Abondance : 69.
- Bordier, secrétaire de la chambre de Santé de Genève : 440.
- Borgeaud, Pierre-Didier (* 1742), de Collombey : 232.
- Borrachon, v. Rey Jean-Joseph.
- Borrat, Jean-Claude : 230.
- Jean-Louis (1764-1791), un des trois chefs de l'insurrection du 8 septembre 1790 : 46, 51, 147, 154, 156, 415.
- Bourget, Paul, écrivain franç. : 167.
- Bovard, frère de Jean-Maurice : 218.
- Jean-Maurice, de Val-d'Illiez : 59, 218, 228.
- Bovier, Antoine, crétin, beau-frère de Jean-Joseph Duc : 249.
- Briguet, Sébastien (Joseph-S'-Ignace) (1759-1808), prier de Val-d'Illiez du 4 juin 1790 au 17 mars 1808 : 370, 375.
- Brune, Guillaume (-Marie-Anne) (1763-1815), gén. franç. : 389.

Bruttin, Jean-Joseph († 1816), tenancier du Lion d'Or, à Sion : 56, 73, 150.

— Maurice (1745-1804), curé de Troistorrents 1770-1804, surveillant (doyen) du décanat de Monthey 1781-1804 : 73, 74, 78, 80, 337, 369, 370, 375.

Burgener, François-Joseph (1697-1767), cap. du diz. de Viège, gouv. de Monthey 1727-1729, grand bailli 1742-1761 : 192.

Burnandi, Jacob, sautier de Monthey : 425.

C

Caamano, José, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne en Suisse 1791-1815 : 249, 390.

Cabanis, Etienne de -, gouv. de Monthey 1541-1543 : 425.

Cailler-Bois, Claude-Antoine (1743-1808), caution de Jean-Joseph Rey : 41.

— Mathias (1750-1817), de Val-d'Illiez : 231.

Caiphe, grand prêtre juif 18-36 : 47.

Callod, Jean : 434.

Castella, Jean-Nicolas-André (1739-1807), avocat fribourgeois, m. du Club helv. de Paris : 176.

Cavin, Jean-François : 243.

César, Jules : 250.

Chablais, François : 434.

Chaignon, Jean-Anne-François-Joseph, abbé de - : 65.

Chaperon, Claude, m. du Club helv. de Paris : 176.

Chappex, Jean, de Monthey, m. du conseil du gouvernement : 104.

Charles, v. Perrigny.

Charles III (1486-1553), duc de Savoie 1504-1553, cède le gouvernement de Monthey au Valais en 1536 : 188, 192.

Charles III, roi d'Espagne 1759-1788, ordre de - : 390.

Charles IV, roi d'Espagne 1788-1808 : 246, 249, 390.

Charpenne, P. : 116.

Charvet, Alphonse-Patrice († 1783), anc. syndic de Sion et gouv. de Monthey 1775-1777 : 245, 408.

Chasse, Jean, de Vérossaz : 79, 81.

Chastonay, François-Joseph (-Fidèle) de - († 1794), m. de la commission souveraine de 1790, gouv. de Saint-Maurice 1792-1794 : 117, 158.

— Joseph-Ignace († 1785), curial de Sierre, gouv. de Monthey 1777-1779 : 236, 237, 245, 408.

— Nicolas, anc. grand châ. de Sierre, m. de la commission souveraine de 1790 : 117, 149.

— Pierre, anc. grand châ. de Sierre, gouv. de Monthey 1763-1765, m. de la commission souveraine de 1790 : 117.

Châtillon, v. de Lavallaz-C'.

Chenau, Pierre-Nicolas (1740-1781), insurgé fribourgeois : 173, 179, 182.

Claret, Jean (1729-1812), châ. de Choëx 1761-1791 : 56, 155.

Clausen, Jean, de Mühlebach, valet du gouv. Schiner : 44, 47, 416, 419, 420.

Clément, Jean-Louis, aubergiste à Champéry : 219, 234.

— Jean-Maurice (1736-1810), vic. de Val-d'Illiez 1781-1810 : *passim*.

Collins, Jacqueline, servante de Jean-Claude Tormaz : 172.

Collomb, Jean-François (1762-1835), menuisier de Vouvry : 231.

Comtesse, Alfred : 38, 75, 110, 120, 376-384.

Consul, Premier -, v. Napoléon.

Conus, m. du Club helv. de Paris : 176.

Corneille, Pierre : 61.

Cornut, Emmanuel († 1801), châ. de Vouvry : 66, 77, 89, 104, 115, 373, 378.

— Hyacinthe, syndic de Vionnaz : 80, 89, 101, 104.

Cottet, marchand : 217.

- Courteline, Georges : 238.
 Courten, régiment de - : 194, 246, 410.
 — personnage non identifié, m. de la diète valaisanne : 348.
 — Adrien-Joseph-Maurice (1750-1820), chanoine de Sion, vic. gén. : 54.
 — Antoine (Jean-A'-Adrien) (1725-1803), maréchal de camp : 73, 83, 117, 124, 131, 132, 158.
 — Christophe, cap. canonnier dans l'armée projetée contre le Bas-Valais : 132.
 — Eugène, m. de la commission souveraine de 1790 : 117.
 — François, chevalier, commandant d'une colonne de l'armée projetée contre le Bas-Valais : 132.
 — Ignace (Antoine-I'-Joseph-Chrétien) (1734-1796), lieutenant-col. au rég. suisse en France : 54, 86, 132, 134, 255, 338, 340, 349, 368.
 — Marie-Josèphe-Madeleine-Crescençe, v. Schiner.
 — Marie-Marguerite-Elisabeth (1734-1806), née Du Fay, femme (1758) de Ignace : 53, 54, 86, 131, 132, 134, 135, 138, 139, 143, 157, 255, 320, 338, 340, 349, 368.
 — Maurice (1734-1794), grand châ. de Sierre, anc. gouv. de Saint-Maurice 1778-1780, major d'une colonne de l'armée projetée contre le Bas-Valais : 117, 132.
 Coxé, William (1747-1828), voyageur anglais : 187.
 Crausaz, cap. vaudois : 324.
 Curdy, François : 434.
 — Hyacinthe, lieutenant : 78.

D

- Dallèves, Anne-Marie-Josèphe (1756-1832), née de Torrenté, femme de Bernard-Gaspard : 62, 385.
 — Bernard-Gaspard († 1799), gouv. de Saint-Maurice 1790-1792 : 53,

- 61, 62, 96, 100, 158, 173, 244, 245, 271, 274, 322, 385, 404.
 Darbellay, Hyacinthe (1741-1811), fiscal, lieutenant, gouv. de Monthey : 57, 58, 232, 392, 419.
 — Martinien, syndic de Liddes : 87.
 Davel, Jean-Abram-Daniel (1670-1723), dit le major D' : 173, 182.
 Débonnaire, Nicolas-François (* 1730), syndic de Saint-Maurice : 121.
 Debons, v. de Bons.
 Décaillet, Claude, syndic de Salvan : 87.
 Défago, Jean-Claude (1736-1816), de Jean-François, laboureur, père de Joseph-Antoine, beau-frère de Pierre Rey : 46, 233, 235, 236, 415.
 — Jean-Claude, de Jean-Louis : 415.
 — Jean-François : 415.
 — Jean-Louis : 234, 415.
 — Joseph-Antoine (* 1744) : 233.
 Défonté, Jean-Joseph (1746-1820), officier gouv. cabaretier à Monthey : 44, 45, 59, 414.
 Delavy, Nicolas († 1799), de Vouvry, curé de Port-Valais 1780-1799 : 177.
 Delherse, Claude-Louis (1753-1811), forgeron à Monthey : 93, 244.
 Delseth, Jean († 1805), métallier de Vionnaz : 56, 73, 75, 77, 79, 115, 150, 362.
 Dépraz, Claude-Maurice (1749-1820), huissier, curial de Saint-Maurice : 65, 66, 79, 82.
 Déroulède, Paul : 55.
 Derville-Maléchar, Claude-Joseph-Parfait (* 1774), résident de France en Valais 1806-1810 : 251.
 Desloges, Georges-Chrétien (1760-ca. 1822), médecin à Saint-Maurice : 157, 179.
 Devantéry, Antoine (1645-1739), grand-père de Jean-Gabriel, châ., puis cap. gén. du gouvernement de Monthey, grand châ. de Sion, Martigny et Ayent : 392.
 — Edouard, anc. officier au rég. de Courten : 194.
 — Jean, arrière-grand-père de Jean-

- Gabriel, châ. et cap. gén. du gouvernement de Monthey : 392.
- Jean (-Joseph-Gabriel) (1736-1808), cap. gén. du gouvernement de Monthey : 38, 40, 42, 48, 51-53, 59, 72-76, 78-81, 83, 89, 97, 101, 104, 108-111, 114-117, 120, 121, 123, 124, 128, 134, 147, 149, 151, 152, 155, 161, 177, 179, 248, 266, 284, 297, 311, 312, 337, 340, 344-346, 353, 355, 360-365, 369, 370, 372, 376, 380-383, 386, 388, 391-399, 413, 417, 419-422.
 - Joseph (-Gaspard-François-Xavier-Florentin) († 1764), père de Jean-Gabriel, cap. gén. du gouvernement de Monthey : 392.
 - Pierre : 428.
 - Théodore (Jean-Jacques-Amédée-Louis-T) (* 1776), fils de Jean : 52, 418.
- Dierauer, Johannès : 174, 181, 187, 312.
- Diesbach, Nicolas de - (1747-1821), gouv. d'Aigle 1787-1793 : 53, 55, 61, 122, 128, 138, 172, 173, 320, 322, 326, 331, 349.
- Dognier, Barthélemy (1720-1809), châ. de Val-d'Illeiez 1768-1792 : 73, 78, 89, 104, 114, 119, 375.
- Domenjoz, Pierre-François (1750-1798), boulanger, syndic de Monthey : 49, 66, 78, 89, 93, 97, 112, 114, 244, 255, 372, 373, 375, 393.
- Donnet, Eugène : 44, 55, 56, 73, 99, 112, 173, 187.
- Jean († 1792), syndic des Quartiers d'En bas : 80, 99, 104, 119.
 - Jean-Joseph, sergent de Troistorrents : 80, 104.
 - Jean-Joseph († 1805), de Che-seaux : 39, 411, 412, 416.
 - Jean-Joseph (1754-1808), curial de Troistorrents : 68, 69, 114.
 - Maurice, de Monthey : 51.
 - Pierre, notaire : 428.
- Don Quichotte : 125.
- Dubosson, Emmoneta, femme d'Henri : 430.
- Guillaume, fils d'Henri : 430.
 - Henri : 430.
 - Hyacinthe, lieut. de Troistorrents : 77, 78, 104, 394.
 - Pierre-Joseph, de Troistorrents : 80.
- Duc, Jean-Joseph (1748-1821), banneret et châ. de Conthey, prés. de Conthey 1798, m. du comité gén. de Saint-Maurice 1798, sénateur helv. 1798, dép. à la diète 1801, prés. et grand châ. du diz. de Sion 1802 : 249, 250.
- Duchoud, Claude, métral de Port-Valais : 434.
- Duetto, maçon à Monthey : 50.
- Du Fay, Guillaume († 1557), châ. et lieut. de Monthey : 425.
- Pierre-Didier (1731-1801), lieut., puis vice-châ. de Collombey : 77, 104, 114, 116.
 - Pierre-Louis (P'-François-L') (1736-1788), banneret gén. du gouvernement de Monthey : 52, 235.
- Dufour, Michel (1768-1843), de Vionnaz, avocat, docteur en droit : 51, 73, 77, 79, 81, 82, 89, 99, 101, 104, 107, 112, 328, 381.
- Duport, Bernard-Jean-Maurice (1762-1832) : 176.
- Dupré, P. : 384.
- Durier, Claude (1751-1811), frère de Joseph-Antoine : 92, 104.
- Claude-Joseph (1756-1833), vic. de Troistorrents 1789-1791 : 46, 66, 74, 77, 80, 89, 97, 177, 184, 235, 261-263, 310, 415.
 - Jean-Claude (1753-1819), dit le Gros-Durier : 40, 41, 46, 64, 66, 76, 86, 180, 181, 184, 327, 370-372, 375, 406, 413-415.
 - Jean-Joseph (1745-1791), frère de Claude-Joseph, dit le Borgne, habite Monthey (En Place) : 51, 52, 399.
 - Joseph-Antoine (1744-1811), syndic de Val-d'Illeiez : 92.
 - Louis (1751-1787), mari (1781) de Madeleine Volland (1758-1819), assassiné par son beau-frère Jean-Joseph Rochey : 222, 224, 413.
- Durupté, cap. de Monthey : 51.

E

- Edouard le libéral, comte de Savoie : 284.
 Eliot, Thomas-Stearns, écrivain anglais : 60.
 Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, fils et successeur de Charles III : 188.
 Es-Borrat, Jean-Joseph, de Val-d'Il-liez : 78, 80.
 Escher, Jean (ca. 1750-1812), « péager » au pont de Saint-Maurice, côté bernois : 53, 322.
 Evêque, v. Blatter, Joseph-Antoine.
 Exhenry, Ignace, riche propriétaire de Champéry : 255.
 Exquis, Joseph-Gaspard (1747-1808), procureur de l'Abbaye de Saint-Maurice, abbé 1795-1808 : 389.

F

- Favre, Jean-Pierre : 50.
 Fay, v. Du Fay.
 Ferrière, Claude-Joseph de - (1680-1750), jurisconsulte franç. : 206, 434.
 Fischer, Emmanuel-Frédéric (1732-1811), plénipotentiaire du gouvernement bernois dans le Pays de Vaud : 42, 54, 78, 79, 81, 83, 86, 87, 92, 97, 103, 106, 107, 109-111, 118, 122, 123, 128, 129, 134-138, 143, 149, 154, 177, 199, 205, 229, 234, 273, 303, 312, 319, 320, 324-331, 344, 348, 352, 354, 356, 366-369, 375, 386, 387, 395-397, 414.
 Fornage, famille, des Neyres : 57.
 Fragnière, non identifié : 94.
 Franc
 — personnage non identifié : 42, 419.
 — Emmanuel (Joseph-E'-Marie) (1738-1809), dit l'« Américain », lieut. du châ. de Monthey : 57, 58, 149, 392.
 — Hubert, v. Joseph-Hubert.
 — Joseph-Antoine (1741-1804), régent à Saint-Maurice : 77.

- Joseph-Hubert (1743-1818), frère d'Emmanuel, procureur à Monthey : 57, 58, 149.
 François, Monsieur -, v. Grenaud Marc-François.
 François II, empereur d'Allemagne 1792-1804, empereur d'Autriche 1804-1835 (sous le nom de François Ier) : 391.
 Frimont, Jean-Marie, feld-maréchal autrichien : 391.
 Fumey, Joseph-Antoine († 1792), fiscal de Schiner, châ. de Vouvry : 58, 59, 173, 221.

G

- Galley, Barthélemy (1734-1797), châ. de Monthey : 50-53, 56-58, 149, 150, 392, 393, 416-418.
 — Marie-Pétronille (1740-1797), née Ducroix, femme (1761) de Barthélemy : 51.
 Garin, Jean, syndic de Vionnaz : 428.
 Gasner, Augustin († 1790), de Loèche, banneret du diz. 1751, secrétaire d'Etat 1771, grand bailli 1785-4 avril 1790 : 40, 413.
 Gautherot, Gustave : 174-176, 178.
 Geneivroz, Jérôme (* 1744), de Champéry : 228, 236.
 Genin, Michel, de Vionnaz : 115.
 Gex, madame, v. Gex-Tornay, Marie-Christine.
 — Maurice, métral des Hausseys et des Basseys : 77.
 Gex-Coller, Antoine (* 1715), père de Maurice : 219.
 — Dominique (1760-1827), officier de Val-d'Illez : 46, 415.
 — Emmanuel : 59.
 — Jean-Joseph (1761-1807), frère de Dominique : 74, 362.
 — Maurice (1763-1843), fils d'Antoine, beau-frère du Gros-Bellet : 46, 52, 218, 415.
 — fils de Maurice : 218.

- Gex-Tornay, Marie-Christine (* 1751), née Volland, femme (1771) de Maurice : 41, 168.
- Maurice (Pierre-M^e) (1733-1808), artisan sur bois de Val-d'Illiez : 41.
- Gillonard, André, syndic de Saillon : 87.
- Girard, Pierre : 428.
- Girod, voiturier à Monthey : 116.
- Glutz, Urs Niklaus Aloys (1751-1816), procureur gén. et *Gemeinmann* de Soleure, envoyé à Berne et à Bex : 319.
- Gonard, Alec : 194.
- Gonnet, Marie-Christine, v. Avanthey.
- Gottspöner, François-Xavier-Ignace (1742-1811), curé de Sion 1782 : 146, 339.
- Grand bailli, v. Sigristen Valentin.
- Graneri, commandeur, ministre des Affaires internes de Savoie : 91.
- Granger, Pierre († 1805), de Tassonnaire : 68, 69, 371.
- Grangier, Nicolas : 217.
- Graven, Jean : 163, 189, 244, 291.
- Gremion, François-Joseph, m. du Club helv. de Paris : 176.
- Grenat, Pierre-Antoine (1822-1905), chanoine de Sion 1872, archiviste de Valère : 39, 42, 43, 46, 65, 67, 86, 90, 92, 94, 100, 129, 161, 163, 172, 178, 179, 193, 201, 202, 207, 208, 212, 218, 232, 252, 264, 278, 281, 282, 286, 289, 291, 294, 295, 297, 301, 302, 307, 309, 329, 336, 346, 352, 357, 375, 377, 392.
- Grenaud, Marc-François, dit Monsieur François : 180.
- Grenon, Barthélemy : 74, 362, 401.
- Jean-Louis, travaille aux griefs : 92, 120, 234.
- Jean-Louis (ou Pierre-Maurice ?), fils de Barthélemy, assassiné par Jean-Joseph Rochey en 1786 : 222, 224.
- Grillet, Michel, horloger à Châtel : 59.
- Gros-Bellet, v. Pierre-Maurice Rey-Bellet.
- Gros-Durier, v. Jean-Claude Durier.
- Guebelen, Jean-Pierre († 1835), de Vionnaz : 115.
- Guerraty, Gabriel (Pierre-Antoine-G') (1771-1827), notaire, secrétaire du conseil du gouvernement de Monthey, secrétaire bourgeois, châ. de Massongex : 35, 38, 41-43, 45, 49, 51-53, 57, 58, 73, 84-86, 102, 115, 119, 123, 148, 181, 190, 191, 203-205, 209, 210, 214, 220-225, 230, 231, 233, 245-248, 252, 262, 274, 275, 302, 303, 308, 312, 313, 327, 372, 406, 416.
- Jean-Antoine (1752-1806), notaire : 119, 449.
- Guillaume Tell : 322.
- Guillot, Barthélemy (-Antoine) (1757-1834), fils de Pierre, curial, notaire de Monthey : 44, 56, 73, 75, 77, 80, 89, 96, 99-101, 104, 112, 119, 141, 147, 149-153, 155, 156, 173, 187, 225, 240, 241, 243, 311, 349, 362, 401.
- Pierre (1727-1791), de Monthey, officier du conseil, premier sergent de la milice, cabaretier, décapité à Sion le 19 novembre 1791 : 61, 66, 80, 97, 104, 112, 149, 150, 153, 155, 156, 253, 383, 401.

H

- Haldimand, négociant à Londres : 48.
- Hamon, Augustin et Henriette : 142.
- Hartignan, Claude, syndic de Vionnaz : 428.
- Hayez, directeur des services d'Archives de Vaucluse : 116.
- Hébert, Jacques : 177.
- Henzi, Samuel (1701-1749), chef de la conspiration bernoise de 1749 : 182.
- Horace : 366.
- Hugo, Victor : 155.

I

- Imesch, Dionys : 281, 301.

J

- Jacquier-Perret, Jean-François († 1817), fiscal de Schiner, maréchaussée à Monthey : 57, 221.
 — Pierre, de Choëx : 222.
 Jardinier, Pierre-Joseph, de Monthey : 119, 449.
 Jeandet, personnage non identifié de Collombey : 230.
 Jolis, Péronet : 428.
 Joseph II, empereur d'Allemagne 1765-1790 : 116.
 Jost, officier val., aide-major dans l'armée projetée contre les Bas-Valaisans en 1790 : 132.
 — Jean-Joseph (1732-1805), anc. gouv. de Monthey 1787-1789 : 224, 251, 252.
 — Marie-Marguerite (1775-1825), fille de Jean-Joseph, femme (1800) de Gabriel Guerraty : 252.
 Judas : 248.
 Julier, Chrétien (Jean-C'-Raphaël) (1750-1827), curé et doyen de Loèche : 123, 136.
 — Jean-Joseph, trésorier d'Etat, juge du diz. de Brigue : 131, 137, 332, 346.
 Junod, Louis: 42-44, 53-55, 62, 65, 66, 77, 81, 83, 86, 92, 97, 103, 104, 107, 109, 111, 114, 115, 118, 121, 122, 124, 126-129, 135, 136, 138, 143, 154, 172, 173, 181, 199, 205, 260, 269, 273, 275, 276, 303, 320, 322, 324, 325, 327-333, 339, 343, 348, 349, 352, 356, 363, 367-369, 373, 375, 385, 386.

K

- Kalbermatten, Antoine de - : 53.
 — Grégoire (Louis-G') (1712-1792), officier val. : 132, 345.
 — Louis (-Grégoire) (1768-1845), officier au rég. de son nom : 248, 249.
 — Marie-Josèphe († 1794), née Tournéry, femme d'Antoine : 53.

- Kemilainen, Aira : 116.
 Kuonen, Joseph-Antoine (1753-1815), curé de Salquenen : 123, 136.

L

- La Bruyère, Jean de - : 199, 200.
 La Harpe, Frédéric-César de - (1754-1838), homme d'Etat vaudois: 180.
 Lang, Ignace (1764-1824), curial de Viège : 139, 150.
 Lange, Joseph, de Troistorrents, beau-frère de Pierre Granger : 68, 371.
 Launay, Bernard Jordan de - (1740-1789), marquis, gouv. de la Basse-tille : 403.
 Lavallaz, famille de -, de Collombey : 119.
 — Franz Jodok († 1751), gouv. de Monthey 1747-1749 : 299, 426.
 — Joseph-Maurice (1758-1834), conseiller, puis bourgmestre de Sion : 110, 131, 381.
 Lavallaz-Châtillon, Guillaume de -, cap. : 51, 53, 416.
 Léopold II, empereur d'Autriche et d'Allemagne 1790-1792 : 116.
 Longeat, Claude (ca. 1724-1791), métral de Massongex : 80.
 Lorétan, Jean-Joseph, major de Nendaz-Hérémenche 1792-1794 : 158.
 Louis XI, roi de France : 224.
 Louis XVI, roi de France : 402.
 Lovey, Jean-Pierre, syndic d'Orsières : 87.
 Lovina, Hyacinthe (Jean-) (1753-1827), de Sierre, cousin de Ch.-E. de Rivaz, châ. de Vionnaz-Bouveret 1787-1789 : 382.
 — Joseph : 117.
 Loye, v. Desloges.
 Luder, Pierre-François-Bruno (1733-1804), de Sembrancher, notaire, châ. et banneret d'Entremont : 67, 87, 89, 90, 375.
 Luy, Jean-Etienne (1731-1812), métral de Bovernier : 87.
 Luyet, Jean-Jacques : 159, 163.

M

- Machard, Guérin, de Monthey : 119, 449.
 Machiavel, Nicolas : 160.
 Maillefer, Paul (1862-1929), historien et homme politique vaudois : 176, 326.
 Malraux, André : 122.
 Mangourit, Michel-Ange-Bernard (1752-1829), résident de France en Valais 1798 : 389.
 Marat, Jean-Paul : 177.
 Marclay, personnage non identifié : 73.
 — Jean, fils de Louis, de Val-d'Illiez : 371.
 — Jean-Claude (1735-1802), curial de Val-d'Illiez : 230.
 — Louis : 371.
 Marie-Anne, Fribourgeoise, anc. cuisinière d'Hildebrand Schiner, cuisinière à Saint-Pierre-de-Clages : 56, 73.
 Mariétan, Claude-Antoine (1744-1825), de Val-d'Illiez : 78.
 Martenet, Jean, fils, de Val-d'Illiez : 52, 151.
 Martin, William : 57, 174, 183, 312.
 Mathiez, Albert : 116.
 Matter, Jean (-Guillaume) († 1821), de Loèche, gouv. de Monthey 1779-1781 : 245, 408.
 Mattisch, Hilaire, gouv. de Monthey 1557-1559 : 425.
 Maxit, secrétaire de La Chapelle : 440.
 Méautis, Ariane : 123, 174, 176, 179, 184, 185, 281.
 Meillat, Joseph-Antoine (1754-1794), avocat et notaire, greffier du gouv. Schiner : 43-45, 57, 59, 60, 89, 93, 221, 241, 394, 414, 417.
 Mendrit, voiturier à Monthey : 116.
 Mercier, marchand à Monthey : 50.
 — André, de La Chapelle, cafetier à Monthey : 215, 252.
 Metternich, Clément, prince de - (1773-1859), ministre des Affaires étrangères et chancelier d'Autriche : 390.

- Meyer, Leo : 37, 289.
 Monseigneur (Mgr), v. Blatter, Joseph-Antoine.
 Midas, roi de Phrygie : 229.
 Mirabeau, Honoré-Gabriel Riqueti, comte de - : 176.
 Moche, Maurice (Pierre-) (1737-1817), de Place : 247, 407.
 — Pierre : 234.
 Montet, Jean-David (?), cap. vaudois : 324.
 Montmorin, de Saint-Hérem, Armand-Marc, comte de - (1745-1792), ministre franç. des Affaires étrangères 1787-1791 : 178.
 Montovert, Valdôtain non identifié : 208, 435.
 Morand, François (-Joseph) (†1826), chapelier à Monthey : 155.
 Morell, Karl (1822-1866), historien et poète : 38, 42, 46, 93, 100, 103, 107, 111, 112, 114, 121, 123, 124, 136-138, 172, 174, 184, 190, 195, 199, 208, 213, 240, 260, 285, 288, 290, 297, 312, 318, 320, 321, 329-333, 339, 342, 347, 350, 354-356, 373.
 Morency, François-Michel, gouv. de Saint-Maurice 1766-1768 : 202.
 Moret, Joseph, de Vuadens : 128, 174.
 Müller, Georges-Albert, seigneur de La Mothe (* 1754) : 179.
 Muralt, Wilhelm Bernhard de - (1737-1796), trésorier bernois des pays romands 1789, commandant du Pays de Vaud 1790-1792 : 324.
 Murith, Laurent-Joseph (1742-1816), chanoine du Saint-Bernard, curé de Liddes 1778-1791 : 177.

N

- Nantermod, Gaspard (Jean-) (* 1737), de Val-d'Illiez mais habitant Monthey : 224.
 Napoléon I^{er} Bonaparte, Premier Consul 1799, Consul à vie 1802 : 250, 251, 389, 390.

- Nepotis, Hudricus, châ. de Monthey : 425, 428.
- Nucé, Benjamin de -, anc. officier au rég. de Courten : 194.
- Eugène, beau-frère de Ch.-E. de Rivaz : 48, 60, 69, 105, 153, 183, 231, 265, 273, 297, 313, 318, 361, 378-381, 384, 404
- Gaspard-Benjamin (1733-1807), cap., oncle de Ch.-E. de Rivaz : 112, 113, 132, 147, 157, 345, 382, 383.
- Joseph-Alphonse (1753-1814), de Saint-Maurice, curial, beau-frère de Ch.-E. de Rivaz, secrétaire des assemblées du Bas-Valais : 62, 65, 66, 76, 77, 80, 81, 91, 107, 143, 147, 162, 328, 353, 379.
- Léopold (1740-après 1806), anc. officier au rég. de Courten au service de France : 194.
- Marie-Barbara († 1809), née Tournéry, femme (1771) de Gaspard-Benjamin : 53.
- Marie-Catherine (-Julie), v. de Rivaz.
- Marie-Julienne, v. de Rivaz.

O

- Odet, officier val. non identifié : 132, 345.
- Jacques (-François) († 1808), chanoine du Saint-Bernard, vic. de Vouvry : 53, 58, 59, 151.
- Ody, Barthélemy (1756-1828), chanoine, prieur de l'Abbaye de Saint-Maurice : 177.

P

- Paillard, personne non identifiée de Bex : 158.
- Pellaud, Jean-Pierre, syndic de Saxon : 87.
- Penel, de Vevey, fournisseur de tabac en Valais : 202.
- Péquignat, Pierre (1669-1740), chef

des paysans d'Ajoie lors des troubles de 1730-1740, décapité et écartelé : 182.

- Perret, régent à Monthey : 59.
- Jean-François, v. Jacquier-Perret.
- Perrier, Jean : 236.
- Perrig, Maurice, officier val. : 132.
- Perrigny, Jean-Baptiste-Anne-Charlemagne de Taillevis, comte de -, propagandiste révolutionnaire franç. : 152, 179-181, 184, 372, 375.
- Perron, Joseph-Hyacinthe de -, gouv. de la Savoie 1790-1792 : 377.
- Pescatore, Antoine-François-Blaise (1751-1792), intendant de la province du Chablais : 79, 91, 377.
- Philibert Ier, duc de Savoie : 188.
- Pie VI, pape : 116.
- Pignat, Michel (1749-1830), curial, syndic, châ. de Vouvry : 77, 81, 89, 93, 101, 102, 112, 117, 361, 375, 395.
- Narcisse (Jean-) (1758-1834), tanneur, de Monthey : 57.
- Pilloux, Michel, Fribourgeois non identifié : 247.
- Pittier, Joseph-Louis (1753-1815), avocat et notaire, secrétaire de la députation d'Entremont à l'assemblée de Martigny 1790 : 60, 90, 93, 178.
- Planche, famille, des Neyres : 57.
- Platon : 287.
- Plutarque : 250.
- Poncin, Claude, syndic de Port-Valais : 104.
- Porpas, Jacob : 434.
- Pot, Pierre-Joseph (* 1731), médecin de Monthey : 217, 221, 237.
- Pottier, Jean-Claude, de Monthey, fiscal de Schiner : 221.
- Premier Consul, v. Napoléon.
- Preux, François, banneret des élections de Saint-Maurice : 87.
- Hyacinthe († 1798), major de Nendaz-Hérémente 1790-1792 : 158.
- Ignace († 1793), officier val. : 117, 132.
- Jacques (ou Joseph-Jacob) († 1791), vice-bailli 1781-1791 : 117, 151.

- Pierre-Antoine (1747-1810), curial, cap. du diz. de Sierre, châ. de Vionnaz-Bouveret 1773, gouv. de Monthey 1791-1793 : 117, 146, 158, 407, 411.

Q

- Quartéry, de -, personnage non identifié : 50.
- Antoine (1576-1641), protecteur des capucins : 65.
- Jacques (-François) (1750-1826), châ. de Saint-Maurice 1790-1798 : 62, 63, 65, 76, 77, 79, 81, 87, 88, 91, 103, 106-108, 113, 114, 117, 121, 162, 328, 344, 345, 363, 376, 383, 385-392, 396, 397.
- Joseph, anc. officier val. au rég. de Courten : 194.
- Louis-Antoine (1737-1828), vidon- de de Massongex 1779-1798 : 65, 66.
- Louis-Gaspard, syndic de Saint-Maurice : 87.
- Louis-Jacques, châ. de Salvan, lieut. du châ. de Saint-Maurice Jacques de Quartéry : 65, 66, 121, 421.
- Marie-Elisabeth-Catherine († 1814), née Tornéry, femme (1771) de Nicolas : 53.
- Melchior (-Gaspard) (1760-1819) : 62.
- Nicolas (-Antoine) (1708-1792), châ. de Monthey : 77, 93, 104, 107, 328.

R

- Raboud, Joseph (ca. 1741-1801), châ. de Troistorrents : 68, 69, 77, 369, 371, 375.
- Reinach (-Steinbrunn), Jacques-Sigismond de - (1683-1743), évêque de Bâle 1737, fit exécuter Pierre Péquignat : 182.
- Renauld, Jean-Baptiste, notaire : 59.

Reuse, Jean-Joseph, sautier de Fully : 87.

Revet, Pierre-Maurice († 1819), de Monthey : 253.

Rey, frères : 180.

— lieut. des canoniers dans l'armée projetée contre le Bas-Valais : 132.

— Anne-Marie (* 1754), née Thomas, femme (1782) de Pierre : 248.

— Antoine (-Joseph) (* 1743), frère de Pierre, maréchal à Champéry : 180.

— Jean-Joseph (1742-1810), frère de Pierre, un des trois chefs de l'insurrection du 8 septembre 1790 : 39-41, 46, 47, 51, 147, 154, 156, 411, 412, 415, 416.

— Jean-Louis : 52.

— Louis : 46, 215, 216, 415.

— femme de Louis : 216.

— Pierre (-Antoine) (1754-1791), officier de Val-d'Illeiez, pendu à Sion le 19 novembre 1791 : 40, 44, 46, 47, 51, 80, 89, 91, 221, 248, 376.

— Pierre-Germain (1782-1842), fils de Pierre, filleul de confirmation d'Augustini, futur médecin : 248.

— Pierre-Maurice : 230.

Rey-Bellet, Jean-Joseph (1755-1830), frère de Pierre-Maurice : 39.

— Pierre-Maurice (* 1712), père du Gros-Bellet : 170.

— Pierre-Maurice (1754-1834), dit le Gros-Bellet : 38-47, 51, 52, 64, 76, 86, 147, 154, 156, 168, 171, 190, 191, 219, 280, 327, 371, 372, 375, 406, 411-416.

Rey-Mouro, Louis (1754-1809), de Val-d'Illeiez : 59, 157.

Ribordy, Louis : 42, 43, 50, 355.

Richard, Nicolas, de Mex : 81.

Riche, Pierre-Maurice, avocat et notaire de Saint-Maurice : 66, 79, 81, 121, 162.

Ricou, Bernard-Jean-François (1730-1798) ou Jean-David (1750-1820), médecins à Bex : 86, 253.

Riedmatten, personnage non identifié : 37.

— Adrien Ier, évêque de Sion 1529-1548 : 192.

- Hildebrand, évêque de Sion 1565-1604, auteur des Statuts de 1571 : 291.
- Hyacinthe (Pierre-H'-Valentin) (1748-1811), de Conches, col. du Bas-Vallais : 90, 355, 398.
- Mansuette (1789-1867), petite-nièce d'Antoine Bovier : 249.
- Pierre-Joseph (1744-1812), dit le Parisien, châ. de Saint-Gingolph, bourgmestre de Sion : 106, 132, 378, 389.
- Polycarpe (-Ignace) (1769-1833), chanoine de Sion 1802 : 391.
- Riondet, Pierre : 430.
- Riondet-Blanc, François, de Collombey : 230.
- Rivaz, Anne-Joseph de - (1751-1836), chanoine de Sion, auteur de *Mémoires* : 162, 192, 194, 195, 204, 205, 211, 247-251, 280, 308, 309, 376, 377, 389-391.
- Charles-Emmanuel (1753-1830), major de Monthey, secrétaire des assemblées gouvernementales, m. du Tribunal cantonal 1798, préfet national 1798-1802, dép. à la diète 1801, conseiller d'Etat ministre de la Justice 1802-1805, prés. du Tribunal suprême 1806, dép. à Paris 1810, grand bailli 1817-1819, 1825-1827 : 48, 51, 58, 60, 66, 67, 69, 73, 75-81, 91, 94, 95, 97-102, 104-106, 109, 110, 112-114, 120, 143, 145, 147, 152-154, 157, 183, 249, 250, 265, 273, 297, 313, 318, 334, 345, 353, 361, 376-384, 387, 390, 396, 397, 404.
- Charles-Joseph (1713-1759), père de Charles-Emmanuel : 151.
- Isaac (Pierre-François-) (1752-1828), frère d'Anne-Joseph et cousin de Charles-Emmanuel : 162, 382, 383.
- Marie-Catherine (-Julie) (1759-1834), née de Nucé, femme (1776) de Charles-Emmanuel : 66, 67, 98, 379, 382, 383.
- Marie-Julienne (1725-1791), née de Nucé, femme (1749) de Charles-Joseph, mère de Charles-Emmanuel : 59, 151.
- Pierre-Emmanuel (-Jacques) (1745-1833), frère d'Isaac et d'Anne-Joseph, gén. de brigade nommé par le comité de Salut public 1793 : 194.
- Robatel, Jacques (1763-1825), médecin-chirurgien : 60, 178.
- Marguerite (Anne-M'-Cunégonde) (1767-1840), femme (1788) de Jacques : 63.
- Robert, Jacques, armurier à Monthey : 202.
- Robiquet, Louis (-Alexandre) (1761-1807), tailleur à Monthey : 56, 61, 155.
- Rochey, Cécile (Marie-) (1740-1810), née Volland, sœur de Marie-Christine, femme (1771) de Jean-Joseph : 222, 223.
- Jean-Joseph (1743-1787), soi-disant médecin, fiscal et espion d'Augustini, pendu le 14 mars 1787 : 222-224, 232, 234, 247, 413, 431.
- Rogeat, François-David, de Châtel : 59.
- Roland, Mme : 238.
- Romanon, Jean-Pierre, châ. de Sailion : 90.
- Rose, Blanche, de Vouvry : 231.
- Rosset, Ferdinand-Antoine-Henri (1758-1795) : 179.
- Roten, banneret : 349.
- Hildebrand (1741-1812), chancelier d'Etat, anc. gouv. de Saint-Maurice 1768-1770 : 85, 95, 117, 126, 151, 159, 172, 202, 268, 348, 421.
- Jean-Christian († 1770), anc. gouv. de Monthey 1753-1755 et 1767-1769 : 301, 431.
- Nicolas (1754-1839), anc. gouv. de Monthey 1781-1783 et 1795-1797 : 288, 431.
- Rouiller, Antoine (-Hubert) (1758-1830), esprit brouillon de Collombey : 69, 370, 375.
- Jean-Claude (1743-1820) : 253.
- Jean-Joseph : 232.

Roux, Jean-Georges, secrétaire : 152.
 Rovérea, Ferdinand (-Isaac) de -
 (1763-1829), col. vaudois, auteur
 de *Mémoires* : 103, 174, 181, 319,
 322, 324-326.
 Rubin, officier val. 132.

S

Saint-Léopold, ordre de -, : 390.
 Salamin, Michel : 250, 389.
 Sarrasin, Jean-Joseph, syndic de Bo-
 vernier : 87.
 Schiner, famille : 254.
 — Georges (Jean-) (1714-1794), abbé
 de Saint-Maurice 1764-1794 : 254.
 — Hildebrand (1754-1819), médecin,
 avocat, gouv. de Monthey 1789-
 1790, auteur d'une *Description du*
Département du Simplon (Sion,
 1812, 557 p.) : 35, 37-40, 42-58, 61,
 73, 74, 86, 93, 96, 101, 122, 123,
 141, 142, 146, 147, 149-151, 154,
 156-158, 171-173, 190, 214, 218,
 219, 224, 225, 228, 230, 240, 243-
 245, 252, 254, 255, 261, 322, 327,
 332, 338, 346, 351, 369, 393, 395,
 403, 404, 411-419, 423.
 — Marie-Josèphe (-Madeleine-Cres-
 cence) (1763-1823), née de Cour-
 ten, femme (1779) d'Hildebrand :
 48, 49, 51, 53, 54, 255, 322, 417.
 — Mathieu, évêque de Sion 1499-
 1522, cardinal 1511 : 254, 291.
 Schmidhalter, officier val. : 132.
 Schumacher, Placide : 182.
 Schwarzenberg, Charles-Philippe
 (1771-1820), prince de -, gén. au-
 trichien commandant les armées
 alliées à Leipzig et pendant la cam-
 pagne de France 1814 : 390.
 Sépibus, Léopold (-Démétrius) de -
 (1759-1832), cap. du diz de Raro-
 gne, gouv. de Saint-Maurice 1782-
 1784 et 1796-1798, grand bailli :
 130, 251.
 Seydoux, Jean-Claude († 1785), phar-
 macien à Saint-Maurice, père de
 Marguerite : 63.

— Marguerite, v. Robatel.
 Shaw, George Bernard : 142.
 Sieyès, Emmanuel-Joseph : 60.
 Sigristen, Valentin (Jacob-) (1733-
 1808), anc. gouv. de Saint-Mau-
 rice 1774-1776, grand bailli 1790-
 1798 : *passim*.
 Silberling, Ignace († 1813), cordon-
 nier à Sion : 139, 349.
 Simbschen, Josef Franz von - (1781-
 1824), baron, col. commandant les
 troupes autrichiennes stationnées
 en Valais 1813-1814 : 390.
 Steiger, Niklaus Friedrich von - (1729-
 1799), avoyer de Berne 1787-1798 :
 137, 325, 332.
 Sterren, Anton, gouv. de Monthey
 1559-1561 : 428.
 Stockalper, Gaspard-Eugène (1750-
 1826), baron, col., anc. gouv. de
 Saint-Maurice 1786-1788 : 131,
 137, 332, 346, 389.
 — Gaspard-Jodoc (1609-1691), dit le
 Grand, constructeur du canal de
 son nom (Vouvry-Collombey)
 1651-1659, gouv. de Saint-Maurice
 1646-1648, grand bailli 1670-
 1678 : 191.
 — Gaspard-Jodoc (1713-1795), col.
 au-dessus de la Morge, banneret
 de Brigue : 90.
 — Maurice (-Xavier) (1786-1854),
 fils de Gaspard-Eugène, mari
 (1807) de Françoise Augustini : 251.
 Supersaxo, Walter, évêque de Sion
 1457-1482 : 188, 291.
 Suter, Joseph (François-Antoine-)
 (1720-1784), homme politique ap-
 penzellois : 182.
 Suter et Castella, historiens : 182, 312.
 Sylvestri, Jean (-Joseph) († 1790), offi-
 cier du gouv. Schiner : 57, 221.

T

Tamini, Jean-Emile : 40, 42, 43, 49,
 50, 73, 181, 189, 190, 192, 197,
 210, 217, 226, 231, 232, 391, 392,
 399.

Tamini et Déléze: 41, 43, 57, 192, 196, 207, 240, 287.
 Tavernier, secrétaire de Morzine : 440.
 — Pierre-François (1761-1812), voiturier à Saint-Maurice : 389.
 Theiler, Ignace (Joseph-) († 1789), gouv. de Monthey 1789 : 157, 226, 245, 251-254, 410, 411.
 Thomas, Gaspard (Jean-) (1756-1793), de Vérossaz, exilé en novembre 1791 : 389.
 Tormaz, Barthélemy (1759-1791), de Collombey, neveu de Pierre-Didier Du Fay, décapité à Sion le 19 novembre 1791 : 399.
 — Jean-Claude (1748-1793), frère de Barthélemy, habite Monthey : 51, 61, 104, 149, 172.
 — Marie, née Bovet, femme (1785) de Jean-Claude : 172.
 Tornéry, famille : 53, 416.
 — Marie-Barbara, v. de Nucé.
 — Marie-Elisabeth-Catherine, v. Quartéry.
 — Marie-Josèphe, v. Kalbermatten.
 Torrent, personne non identifiée : 61.
 Torrenté, personne non identifiée de Monthey : 42, 419.
 — Torrenté, procureur de Monthey : 51.
 — Alphonse-Félix, patrimonial de la bourgeoisie de Sion : 349.
 — Antoine : 231, 408.
 — Jean-Joseph, bourgmestre de Sion : 130.
 Tousard d'Olbec, Louis (-Anne-François) (1757-1840), secrétaire d'Etat 1802 : 249.
 Tristan, Jean = Tristan l'Hermite : 224.
 Trombert, Jean (* 1736) : 232.
 — Jean (-André) (* 1699), père de Jean et de Jean-Joseph : 232.
 — Jean-Joseph (* 1730) : 232.
 — Marie-Rose, v. Berra.
 Turin, Jean-Pierre (1728-1798), curé de Muraz 1756-1798 : 393, 417.
 Turreau, Marie-Angélique (* 1767), née Lequesne, veuve du gén. Ch.-

Ph. Ronsin (1751-1794), femme (1796) du gén. Turreau (1756-1816) : 249.

V

Vanay, Jean-François, de Vionnaz, notaire, curial : 66, 89, 93, 104, 373, 449.
 — Maurice († 1806), de Béfeu : 225, 230.
 — Pierre, syndic de Vionnaz : 80, 115.
 Varayoud, Jean-Pierre, syndic de Masongex : 87.
 Veillon, juge de Bex : 440.
 Venetz, Nicolas, officier val. : 132.
 Vérac, Charles-Olivier de Saint-Georges, marquis de - (1743-1828), ambassadeur de Suisse en France 1789-1791 : 178.
 Verdeil, A : 319, 322, 325.
 Verninac (-Saint-Maur), Raymond de - (1762-1822), ministre plénipotentiaire de la République française en Suisse 1801-1802 : 250.
 Verschy, Hans : 428.
 Veuthey, Joseph, conseiller de Vionnaz : 104, 115.
 Victor-Amédée III, roi de Sardaigne 1773-1796 : 341, 342, 382.
 Viénot, Jean-Baptiste-Bernard (1761-1812), chevalier de Vaublanc : 384.
 Vieux, Maurice (1741-1819), de Val-d'Illiez : 59.
 Virgile : 167, 366.
 Vitte, Jean, cordonnier savoyard : 56, 155.
 Vivarais, menuisier à Monthey : 50.
 Voisin, François : 231.
 Volland Cécile, v. Rochev.
 — Marie-Christine, v. Gex-Tornay.
 Volluz, Joseph-Michel (-Barthélemy) († 1800), lieut. de Martigny : 131.
 Vonschallen, François-Joseph, anc. châ. de Viège 1788 : 139.
 Vouilloud, Jean-François (1752-1823), syndic de Saint-Maurice : 121.
 Vuadens, Nicolas, garde à la Porte du Sex : 69.

Vuilloud, Guillaume (Pierre-) (1729-1799), syndic de Collombey-Muraz : 104.

W

Waldin, Maurice († 1582), gouv. de Monthey 1579-1581 : 434.

Walker, Adrien (ca., 1759-1846) châ. de Vionnaz-Bouveret 1791-1793 : 158.

Watteville, Abraham Friedrich de - (1738-1803), col., anc. bailli d'Er-lach 1781-1788 : 123, 324.

— Charles-Emmanuel de - (1750-1803), bailli de Vevey 1788 : 181, 320, 323, 324.

Werra, dame non identifiée de Salque-nen : 73.

— Simon (-Léonce) de - (1761-1828), curé de Monthey 1789-1791 : 56, 112, 375.

Werro, François-Romain (1716-1794), avoyer de Fribourg 1770 : 175.

Willa, Antoine (-Joseph) (1754-1826), de Loèche, châ. de Vionnaz-Bou-veret 1789-1791 : 69, 157, 199, 233, 244, 245, 332.

Z

Zehner, Camille : 189.

Zeltner, Franz Peter Aloys (1737-1801), chancelier d'Etat soleurois : 319.

Zimmermann (Jean-Sébastien?), lieut.-col., de Viège : 132.

Zurbriggen, Maurice (Pierre-) († 1802), de Viège, dernier gouv. de Mon-they 1797-1798 : 85.

Zurlauben, personne non identifiée : 60.

INDEX DES HORS-TEXTE

	Vis-à-vis page
Pl. I Le château des gouverneurs, à Monthey	48
Pl. II Pierre-Maurice Rey-Bellet, dit le Gros-Bellet	64
Pl. III Antoine Augustini	96
Pl. IV Jacob Valentin Sigristen	112
Pl. V Dr Hildebrand Schiner	176
Pl. VI Charles-Emmanuel de Rivaz	192
Pl. VII Jacques de Quartéry	224
Pl. VIII Jean Devantéry	240

Les photos proviennent des ateliers suivants : Jean-Marc Biner, Sion : I, IV, VIII ; Raymond Schmid, Sion : II ; Hoffmann, Bâle : III ; Studio Camera, Sion : V ; Marco Barman, Monthey : VI ; Fernand Perret, La Chaux-de-Fonds : VII.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	7
Sources et bibliographie	11

PREMIÈRE PARTIE

LE RÉCIT DES ÉVÉNEMENTS 33

Chapitre premier : Le temps de l'émeute	37
---	----

- A. A Monthey : 1. Expulsion du gouverneur Schiner 37.
- 2. Représailles contre les fiscaux 57.
- B. A Saint-Maurice 61.
- C. Dans les autres communes du Bas-Valais 67.

Chapitre II : Le temps des tractations	71
--	----

- A. Du côté des sujets : 1. Le temps des grands espoirs (jusque vers le 1^{er} octobre) 72. 2. Le temps de l'humble espoir 98.
- B. Du côté du souverain : 1. Le temps de la peur 122. 2. Le temps du durcissement et de la répression 130.

Chapitre III : La diète ou le temps du rétablissement de l'ancien ordre des choses	145
--	-----

DEUXIÈME PARTIE

LES CAUSES 165

Chapitre premier : Les causes prochaines et extrinsèques .	169
--	-----

- A. Mauvaises récoltes 169.

- B. Influences extérieures : événements et agents révolutionnaires : 1. Ceux du Valais 171. 2. Ceux de Suisse 173. 3. Ceux de France : a. Incidences sur la Suisse 175 ; b. Incidences sur le Valais 176.

Chapitre II : Les causes profondes et intrinsèques . . . 186

- A. Différences entre Haut et Bas-Valais et organisation des bailliages 186. Remarque : Avantages de la domination haut-valaisanne 191.
- B. Abus des gouverneurs et de leurs fiscaux 192 : 1) Inégalités 193. 2) Impôts 194 : a. Redevances féodales : 1. Impôts sur l'agriculture 195 ; 2. Corvées, frais d'entretien des châteaux, etc. 197 ; 3. Vacations du gouverneur 199 ; b. Impôts indirects : 1. Médecins, officiers 200 ; 2. Sel 201 ; 3. Tabac 201. 3) Abus dans l'administration intérieure des communes et particulièrement dans la pratique de la justice 203 : a. Atteintes aux libertés communales, au droit de police 206 ; b. Le mobile de ces abus : la cupidité 209 ; c. Origine de leur caractère excessif 211 : 1. Procédés employés pour les obtenir 211 ; 2. Manière arbitraire et rigoureuse d'infliger les amendes. 4) Trois caractères de ces abus : a. Abus en quelque sorte authentifiés 238 ; b. Abus nombreux 240 ; c. Abus vexatoires 241. 5) De quelques gouverneurs en particulier : a. Antoine-Marie Augustini (1785-1787) 245 ; b. Ignace Theiler (1789) 251 ; c. Hildebrand Schiner (1789-1790) 254.

TROISIÈME PARTIE

LES REVENDICATIONS 257

Note liminaire : les cahiers de griefs . . . 259

Chapitre premier : Suppression des gouverneurs . . . 268

Chapitre II : Amnistie . . . 278

Chapitre III : Conquête ou reconquête de certaines prérogatives . . . 281

- A. Suppression de certaines charges 283 : 1. Redevances féodales : a. Impôts sur l'agriculture 284 ; b. Bâtiments de l'Etat 286 ; c. Vacations du gouverneur 287. 2. Impôts : a. Médecins et écoles 288 ; b. Sel 289 ; c. Tabac 290.
- B. Octroi et reconnaissance de certaines libertés 291 : 1) Libertés individuelles 291. 2) Egalité 292. 3) Libertés communales ou libre administration interne des communes 293. 4) Revendications dans l'administration de la justice 297 : a. Le droit d'avoir leur propre justice 298 : 1. Au civil 298 ; 2. Au pénal

299 ; 3. Nomination d'un procureur de justice 300 ; b. Le respect de certains droits : 1. Respect de leurs biens 301 ; 2. Respect de leurs personnes 303 ; c. L'octroi d'un code 305. Bilan provisoire 310.

QUATRIÈME PARTIE

L'ATTITUDE DES DIFFÉRENTS PROTAGONISTES 315

Chapitre premier : Attitudes de Berne 318

- A. Attitude de peur et de défense 321.
- B. Sympathie envers les Bas-Valaisans 326.
- C. Sympathie retenue 333.

Chapitre II : Attitudes du Haut-Valais 336

- A. Ignorance et passivité 336.
- B. Peur 338.
- C. Durcissement de la position haut-valaisanne : 1. Durcissement négatif : refus d'entrer en pourparlers (jusque vers la mi-octobre) 343 ; 2. Durcissement positif : mesures drastiques 344.
- D. Tactique de duplicité 350 : 1. A l'égard des dizains : a. Dissimulation de la vérité 351 ; b. Déformation de la vérité 353. 2. A l'égard des Bas-Valaisans : a. Politique d'attentisme, de temporisation 354 ; b. Politique d'intimidation 356.

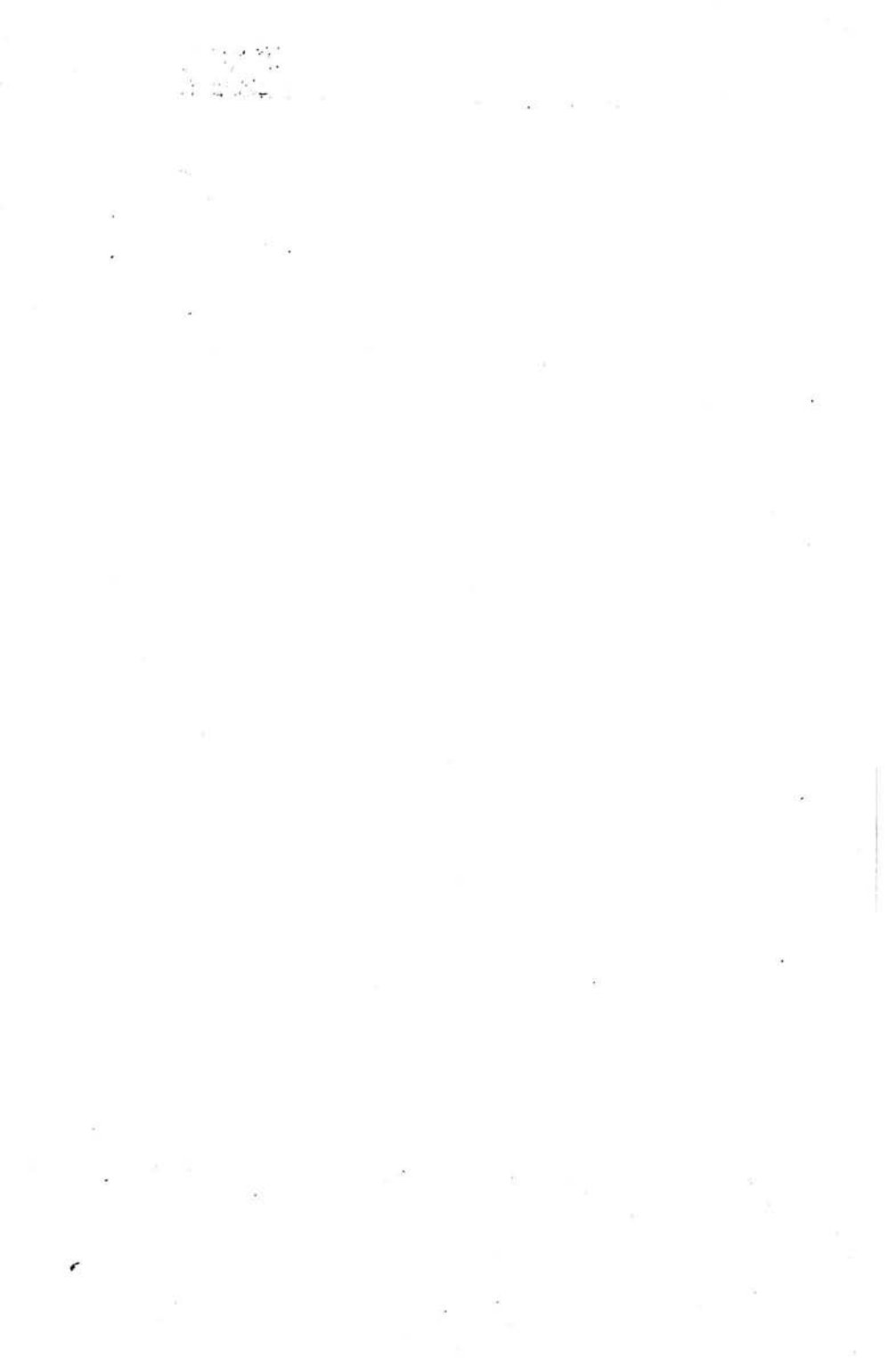
Chapitre III : Attitudes du Bas-Valais 358

- A. Attitude de soumission 359 : 1. Protestations d'obéissance et de fidélité 359. 2. Pourparlers francs et ouverts avec l'autorité 361.
- B. Attitude de modération 366 : 1. Concessions envers le souverain 366. 2. Volonté d'ordre 369.
- C. Les responsables de ces attitudes 374 : 1. Charles-Emmanuel de Rivaz 376. 2. Jacques de Quartéry 385. 3. Jean Devantéry 391.

CONCLUSION 401

Annexes	406
Index des noms de lieux	451
Index des noms de personnes	457
Index des hors-texte	472
Table des matières	473

Ce volume, le onzième de la « Bibliotheca Vallesiana »,
collection dirigée par M. André Donnet, a été achevé d'imprimer
le 31 octobre 1972,
sur les presses de l'Imprimerie Pillet, à Martigny.



IMHOFF
RELIEUR

